

Université de Paris — Faculté des Lettres

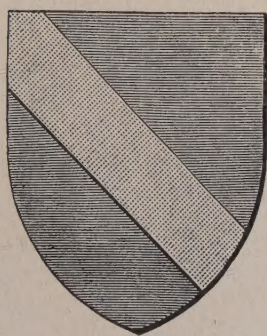
Le Cardinal DE GIVRY

évêque de Langres

(1529-1561)



LA RÉFORME



*Thèse présentée à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris*

PAR

L. E. MARCEL

1926

*Thèse
Paris
1926.*

LE CARDINAL DE GIVRY

Vu le 30 juin 1925.

Le Doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Paris.

FERD. BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Recteur :

l'Inspecteur de l'Académie,

A. THYBAUT.

Université de Paris — Faculté des Lettres

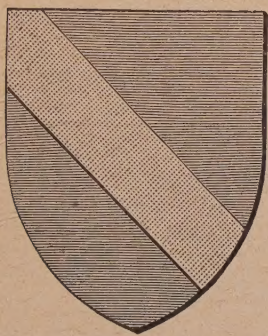
Le Cardinal DE GIVRY

évêque de Langres

(1529-1561)



LA RÉFORME



*Thèse présentée à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris*

PAR

L. E. MARCEL

1926

* 13701



A la mémoire de mon père

A ma mère

A mon oncle le chanoine Marcel

Président de la Société historique et archéologique de Langres.

A mes anciens élèves du Grand Séminaire de Langres

1902- déc. 1906; 1912-1914 ... [1919].

A mon pays de la Vingeanne

et du Montsaugonnais.

Prauthoy, 19 mars 1926.

AVANT-PROPOS

Le premier cardinal de Givry (1), Claude de Longvy, dont la carrière se déroula dans la première moitié du XVI^e siècle, fut évêque durant une cinquantaine d'années, d'abord à Mâcon, puis, pendant plus de trente ans, sur le siège de Langres.

A vrai dire, pour qui envisage l'ensemble, son épiscopat mâconnais se classe comme une période préparatoire, et c'est surtout comme évêque de Langres que son souvenir est resté. Dans ce dernier diocèse, bien plus étendu alors qu'aujourd'hui, et à cheval sur trois provinces, Bourgogne, Champagne et Comté, on l'appela longtemps encore après sa mort le grand cardinal de Givry (2).

Nous avons eu le désir de connaître ce personnage sur lequel l'on n'a eu jusqu'ici que de rares mentions (3), mêlées souvent d'erreurs, et se copiant l'une l'autre. Nous avons voulu savoir quel avait été son rôle, et si cette qualification de grand qui nous apparaissait de prime abord, à lire les courts passages des chroniqueurs langrois, justifiée par une munificence de haut prélat duc et pair, ami des arts, l'était aussi pour d'autres motifs. Surtout, nous avons été curieux de pénétrer à son occasion dans l'histoire du vaste diocèse langrois d'alors, en un siècle qui reste prodigieusement intéressant, étant — c'est tout dire — celui de la Réforme et de la Renaissance.

Effectivement, à propos de Givry, comme de beaucoup d'autres personnages représentatifs de son temps, la double série des phénomènes qu'évoquent ces deux mots se présente à l'historien.

(1) Il y en eut un second, petit-neveu de celui-ci, avec lequel on l'a confondu souvent. Voir plus loin, page 4.

(2) Voir notre autre volume *Le Cardinal de Givry, La Renaissance*, Introduction.

(3) Rien à son sujet dans les dictionnaires biographiques que nous avons consultés.

Les étudier dans son ambiance, dans son rayon d'influence, en fonction de son activité de prélat duc et pair, et dans la région de la France où la Providence nous a fait vivre, région chargée d'histoire, nous a paru une entreprise à la fois attachante et instructive.

Nous consignons le résultat de nos recherches dans deux volumes bien distincts, quoique jumeaux. Dans celui-ci, nous envisageons son épiscopat proprement dit.

On reconnaîtra que notre dessein primitif s'est quelque peu élargi, et qu'en cherchant à constituer la biographie de Givry, nous avons été amené à esquisser un tableau de ce qu'était le diocèse de Langres durant les trente années qui précédèrent les guerres de religion : époque où devant les esprits avertis surgissaient de graves problèmes, où une société bien assise continuait encore de vivre selon ses formules et ses coutumes traditionnelles dans le cadre hiératique de ses institutions civiles et ecclésiastiques, mais traversée de souffles puissants, ceux de l'humanisme et de la Réforme, mais inquiète dans les derniers temps et agitée par les signes précurseurs de l'orage politico-religieux qui allait éclater au lendemain de la mort du cardinal.

Nous espérons toutefois que la physionomie de Givry, jusqu'ici non encore envisagée, se dégagera suffisamment nette de notre étude. Le personnage, sans être de tout premier plan, tint une place importante, aux yeux de ses contemporains, dans le jeu des affaires publiques, civiles et ecclésiastiques, de son temps. Il fut très apprécié dans son vaste diocèse qui englobait, outre le pays de Langres, une partie des diocèses actuels de Dijon — avec Dijon — de Sens, de Troyes et même de Besançon. Il fut l'un des précurseurs de la Réforme catholique au XVI^e siècle, avant le concile de Trente. Il valait, croyons-nous, la peine d'être étudié, comme aussi en vaut la peine l'histoire de ce diocèse, surtout à une époque comme celle-là.

Des recherches que nous avons faites, le résultat encore devrait être d'aider le lecteur à se faire une idée de ce qu'était un épiscopat français dans la première moitié du XVI^e siècle, Givry ayant été évêque de Langres, de 1529 à sa mort, survenue en 1561. Notre travail aura-t-il atteint ce but et prendra-t-il place utilement à côté des monographies — trop rares encore — qui ont été publiées depuis un demi-siècle sur plusieurs de nos évêques de cette période, instructive entre toutes ?

Nous voudrions l'espérer.

* * *

Un mot maintenant des documents qui nous ont permis de composer patiemment à travers plus de sept années de recherches — souvent interrompues par nos occupations pastorales, et rendues plus difficiles par suite de notre éloignement des centres — nos deux ouvrages relatifs au premier cardinal de Givry.

Il nous fallait préalablement noter tout ce que nous pouvions rencontrer à son sujet, dans les chroniqueurs et nomenclateurs langrois. Nous voulons parler notamment des écrits, les uns imprimés, les autres demeurés manuscrits, de Javernault, de Denis Gaultherot, de Théodecte Tabourot, de Jacques Vignier, de Jean-Baptiste Charlet, de Piétrequin de Gilley, de Xavier de Regel, sans parler des utiles compilations des abbés Mathieu, et Roussel. A part le premier, qui est aussi le meilleur et fut presque le contemporain de Givry, ils ne sauraient mériter aucunement le qualificatif de sources. Les plus anciens cependant ont pu avoir sous les yeux des documents que nous n'avons plus, tels les Registres des délibérations capitulaires de Langres pour l'époque de Givry ; ils ont pu contempler des monuments aujourd'hui disparus ; ils ont recueilli des traditions utiles, quoique invérifiables pour nous, et leur témoignage est à considérer. En général ils sont l'écho les uns des autres. Ce qu'ils nous apprennent, et dont l'essentiel se retrouve dans la notice décosue de l'abbé Mathieu, a donc pu nous guider au début, en nous fixant quelques-uns des points sur lesquels devaient porter nos investigations.

Pour ce qui est des documents d'archives qui ont éclairé ces dernières, on en trouvera l'indication dans notre Bibliographie.

Nous avons commencé notre travail sans avoir en vue tel ou tel groupe de documents déjà repéré, nous conjecturons, non sans quelque courageuse imprudence, qu'il nous serait accordé d'en rencontrer en nombre : espoir qui n'a été récompensé qu'en partie. Les textes que nous avons dû glaner çà et là, étaient fort dispersés. Que le mérite de les avoir recueillis et utilisés nous soit un titre à la bienveillance du lecteur !

Malgré nos enquêtes, nous ne songeons guère à nous flatter qu'aucun ne nous a échappé. Au contraire, si notre publication sur un sujet non encore traité — inaratus ager — avait pour résultat d'en faire

sortir de la retraite où ils nous sont demeurés cachés, nous aurons plaisir à répéter, après bien d'autres, le proverbe villageois : « c'est quand la fille est mariée que les gendres abondent. »

Parmi celles de ces retraites qui nous ont été connues, mentionnons au moins ici d'une façon générale les principales : les Archives départementales de la Haute-Marne, y compris le fonds important non encore classé, les Archives de la Côte-d'Or, les Archives municipales de Dijon, et l'Inventaire — doublement précieux — de celles de la ville de Langres incendiées à diverses reprises au cours des âges, et d'une façon irréparable en 1892, celles du Grand Séminaire, du Tribunal civil et de la Société historique et archéologique de Langres, de l'Académie de Mâcon. Nous aurions dû mentionner d'abord le Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale (fonds français, collections Dupuy, Moreau, de Bourgogne, et fonds latin, etc.), les Archives nationales, puis les Archives vaticanes et celles de l'Archivio di Stato de Florence (fonds Mediceo).

Voilà pour les sources documentaires manuscrites. Pour les imprimés, signalons un Pouillé du diocèse de Langres, le Livre des Coutumes du bailliage de Sens et ressorts d'iceluy, les Statuts synodaux de Givry, tant ceux de Langres, que ceux de Poitiers, le Calendar of State papers, extrait des Archives de Venise, les livres liturgiques langrois de l'époque de Givry, le procès-verbal du concile provincial de Lyon présidé par Givry en 1528, document publié au XVIII^e siècle et depuis, par dom Martène et les continuateurs de Mansi.

Nous devons signaler de même, à propos de notre second volume, outre les œuvres d'art que nous envisageons, les ouvrages et éditions (sans omettre quelques manuscrits) — la plupart très rares et plusieurs rarissimes — d'auteurs contemporains de Givry, presque tous en relations avec lui, tels que Jean Fustaillier, Pierre de la Vigne, Nicolas Bourbon l'Ancien, Jean Thomassin, Pantaléon Bartelon, Jean Girard, Jean Lefèvre, son secrétaire, lettré de marque, Richard Rous-sat, Jean Tabourot, à la fois artiste et écrivain, et, à propos des artistes qui eurent part à son mécénat, plusieurs textes déjà publiés concernant Jacques Prévost et Jean Cousin l'Ancien, dans lesquels Givry est en cause.

Après les sources documentaires, faut-il faire ici une place encore à quelques-uns tout au moins des travaux que nous avons eu profit

à consulter ? Sans omettre les notices anciennes que nous ne pouvions manquer de feuilleter dans la Gallia christiana, les Vitæ pontificum de Ciacconio, et autres nomenclateurs, ni les données de répertoires comme le Catalogue des actes de François I^{er}, ou le Répertoire d'Art et d'Archéologie, ni les renseignements que nous devons chercher dans des publications comme la Revue historique, la Revue des Questions historiques, la Revue d'histoire moderne et contemporaine, la Revue d'histoire de l'Église de France, la Bibliothèque de l'École des chartes, le Bulletin de la Société des antiquaires de France, le Bulletin de la Société d'histoire du Protestantisme français, la Gazette des beaux-arts, les recueils dits Réunion des sociétés des beaux-arts des départements, nous devons attirer l'attention du lecteur sur diverses monographies qui dans ces dernières années, pendant le cours de nos recherches, ont touché quelque aspect particulier de notre travail, et même directement, une fois ou deux, le personnage qui en est le centre. A ce signe, nous avons cru reconnaître que notre sujet était dans l'air, comme on dit, et que nous avions quelque chance que le public s'y intéressât. Nous voulons parler de plusieurs articles publiés dans telle et telle des très utiles revues des sociétés savantes régionales, qui accueillent et conservent les trésors d'érudition que leur fournissent des chercheurs, en la plupart desquels l'attrait austère de la science se joint au goût passionné des choses de la petite patrie.

Nous les citons en leur lieu : mentionnons par exemple les Mémoires et le Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres, les Mémoires de la Commission des antiquités de la Côte-d'Or, et ceux de l'Académie de Dijon, les Annales de la Société d'histoire, des lettres et des Beaux-Arts de Chaumont, la Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur, la Revue de Champagne et de Brie, la Revue de Bourgogne, les Annales de l'Académie de Mâcon, le Bulletin et les Mémoires de l'Académie de Besançon, les Mémoires des Sociétés d'émulation du Doubs et du Jura, le Bulletin de la Société archéologique et historique du Châtillonnais, celui de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, et d'autres non moins estimables qu'on nous excusera de ne point indiquer ici.



Nommer quelques-uns des auteurs de ces articles serait déjà commencer un autre chapitre que nous devrions faire long, mais qu'il nous faut réduire à quelques lignes, presque à une brève litanie. Il nous serait bien agréable de nous arrêter sur chaque invocation. Nous ne pouvons que grouper ici plusieurs des noms que la gratitude nous suggère, y compris ceux qui nous viennent à l'esprit, en songeant aussi à l'objet de notre second volume, d'un ordre distinct du premier.

Merci donc à M. le chanoine Marcel, président de la Société historique et archéologique de Langres. On serait étonné de ne point rencontrer ici en première ligne le savant auteur des Livres liturgiques du diocèse de Langres, historien du langrois Denis Diderot et de son frère le chanoine. La discrétion nous interdisait de frapper trop souvent à cette porte, pour ne point risquer d'enlever à la science un temps précieux, mais chaque fois que nous l'avons fait, ce n'a point été sans profit. Du reste, plus d'une brochure, plus d'un article sortis de sa plume avunculaire pouvaient être pour nous parsemés d'indications précieuses : tolle, lege.

Merci à notre éminent compatriote de naissance, M. le chanoine Urbain, au nom inséparable de Bossuet, et mêlé, pourrait-on dire, à toute érudition : il a été dès la première heure le plus obligeant et le plus utile des amis ; à Mgr Roserot de Melin, qui faisait naguère connaître le personnage complexe d'un voisin de Givry, Antonio Caracciolo, évêque de Troyes, et dont l'amitié a bien voulu distraire, à notre intention, de son dossier recueilli aux Archives vaticanes deux lettres importantes ; merci à M. Lucien Romier, l'éminent historien du royaume de Catherine de Médicis, à M. Maurice Roy, dont on sait les précieuses découvertes relatives à ses illustres compatriotes, les deux Jehan Cousin, de Sens ; à M. Louis Dimier ; à M. Jules Viard, des Archives nationales ; à M. Lex, naguère archiviste de Saône-et-Loire, à M. Barbarin, de la Bibliothèque S^{te}-Geneviève, à M. Henri David, de Dijon, qui est en train de donner de belles et suggestives études sur l'Art en Bourgogne.

Dans l'hommage de notre reconnaissance nous faisons une place de choix à Messieurs les archivistes et bibliothécaires de Dijon et de Chau-

mont, savoir d'une part à M. Delessard après M. Massiet du Biest, et d'autre part à MM. Claudon et Nolin, Oursel et Laurent. Ils ont vraiment secondé nos efforts par la bonne grâce parfaite avec laquelle ils nous ont facilité l'accès de leurs dépôts, et par les renseignements qu'ils nous ont spontanément communiqués, au point qu'ils ont été pour nous des collaborateurs parfois, et toujours des amis.

Ce n'est pas le résultat le moins appréciable de notre tâche de nous avoir fait constater de quels trésors de sympathie peut à l'occasion se parer la muse austère de l'érudition. Tout spécialement le savant historien de Molesme nous pardonnera de dire combien précieux nous ont été ses avis et l'assistance qu'il a bien voulu nous accorder dans l'ingrat travail de revision des épreuves. M. Jacques Laurent nous a rendu un autre genre de service, en mettant à notre disposition plusieurs pièces rarissimes, ornement de son cabinet de bibliophile.

Nous ne voudrions oublier personne et nous avons çà et là, au cours de nos ouvrages, dit le mot de remerciement qui convenait (1). Mais nous devons mentionner ici M. l'abbé Chaume, professeur au Grand Séminaire de Dijon, historien sagace des origines du duché de Bourgogne ; M. Joseph Royer, de Langres ; M. le baron de L'Horme ; M. le chanoine Chaperon, de Poitiers, et notre vieil ami, l'érudit docteur Michel Brocard, de Langres.

De vieux amis encore, le plus récent historien de saint Philippe de Néri, l'abbé Louis Bordet, dont l'esthétique si avertie, nous fut, aux jours de la jeunesse, sous le ciel de Rome, quelque chose de la luce intelletual piena d'amore du poème dantesque, et, chers disciples de jadis, les abbés Chiquot, Drioux et Petit, nous ont à maintes reprises obligé.

Que d'autres enfin daignent accepter que nous les nommions, fût-ce en terminant, ce qui nous sera une manière de leur exprimer avec plus de relief notre respectueuse gratitude : M. Émile Mâle, de l'Institut, actuellement directeur de l'École française de Rome, dont nous nous honorons d'avoir quelque temps suivi les leçons à la Sorbonne, et duquel nous avons reçu les premiers et hauts encouragements ; MM. les Profes-

(1) Remercions encore ici deux de nos amis et confrères dans le Montsaugonnais, M. l'Abbé Donnot et M. l'Abbé Jules Soichet, puis encore M. l'Abbé Berlombon, qui nous a aidé pour l'organisation matérielle de notre rédaction,

seurs G. Pagès et R. Schneider, qui ont bien voulu accepter le patronage de nos deux thèses et nous ont accueilli, en nous favorisant de plus d'une utile et franche remarque, avec une bienveillance que nous nous reprocherions de ne pas souligner.

Prauthoy, mars 1926.

BIBLIOGRAPHIE

I. MANUSCRITS

1 ARCHIVES NATIONALES.

- J. 821, 945, 984 : Trésor des Chartes : Bourgogne.
K. 1724 : Monuments historiques : Montbéliard.
P. 16 ; 174³, 725¹, et 725², 2537, 2553 : Chambre des Comptes de Paris.
X^{1a}, 1561, 1605, 4835, 4898, 4964, 8612 : Parlement de Paris : registres civils.
X^{2a}, 89, 99, 103, 105 : Parl. de Paris : registres criminels (transcription des arrêts).

2 ARCHIVES DÉPARTEMENTALES.

Aube.

- F. Clairvaux : H 289, c. 3.
G. 143 : Évêché de Troyes, 1528-1772. — 1282, 1284 : Chapitre cathédral de Troyes, 1523-1536, 1551-1560.

Côte-d'Or.

- B. 1^o *Chambre des Comptes de Dijon* : 18 : édits, ordonnances, traités, etc. (1514-1543) — 72 : lettres de naturalité, etc (1510-1549) — 4134 : bailliage de Châtillon-sur-Seine : comptes (1556-57). — 4560, 4564-65 : bailliage de Dijon : comptes (1549-1550, 1556-1558) — 10595 : aveux et dénombremments : 1510-1511 — 11722 : ban et arrière-ban (1473-1474).
2^o *Parlement de Dijon* : 12075-12080 : édits, ordonnances, etc. (1524-1539 ; 1543-1552).
C. 3028, 3063 : États de Bourgogne : délib., (1551-1736 ; 1560-1566) — 7484-5 : États du comté d'Auxonne, convocations (1484-1632) ; délib. (1476-1634).
E. 1, 3, 10 : Éminage de Dijon — 1990 : Maison de Saulx-Tavannes — 3591 (1533-1603), Châtillon, église Saint-Vorles — 3594-98 (1522-1791) : *id.* — 1630 : Laignes.
G. Évêché de Dijon (pour la partie jadis langroise) : 20 : Administration — 26 : Manse épiscopale — 41 : Clergé de Dijon : finances. — 47 : Fortifications.
— Évêché d'Autun : 83 : Comté de Saulieu, comptabilité.
— Évêché de Langres : 112-113 : domaine de l'évêque à Châtillon, manuels.
— Abbaye (chapitre) Saint-Étienne de Dijon — 120 : bulles des papes — 124 : relations avec les évêques de Langres — 135 : cartulaire (1500-1593) —

141-43 : juridiction de l'abbé, obédienciers, etc. — 149-50 : dimissoires, sécularisation — 163 : reg. des obédienciers — 169 : reliques, trésor, indulgences — 170 : confréries — 171 : rouleau des morts — 173 : fondations et dons — 193-200 : églises de Dijon — 210, 212, 216, 217 : églises rurales — 219, 229 : mairie de Dijon — 234, 243, : terrier, manuel des rentes, 1542-1568 — 250, 269, 293, 310, 321, 334, 337, 345, 369-70, 373, 381, 389 : biens en divers lieux — 414, 432 : abbaye de Prâlon — 452-458 : comptes de la mense abbatiale du card. de Givry.

— Chapitre Saint-Lazare d'Autun : 794 : biens.

— Chapitre Saint-Mammès de Langres : 1053 : affaires générales — 1059, 1062, 1079, 1081, 1088, 1105 : biens en divers lieux.

— Chapitre de la Sainte-Chapelle de Dijon — 1128 : Toison d'or — 1154 : écoles — 1163-1164 : créances, impositions — 1515, 1523, 1524 : comptes, *XVII* siècle.

H. 4, 8, Fonds Saint-Bénigne (en cours de classement).

F. Boudot : 16 (anc. 79) : copies par J. Boudot. — 35 : famille Longvy.

N. acquisit, Hist. ms. du Saint-Esprit (non cot.).

Doubs.

B. Chambre des Comptes de Dole : 635-636, 657 : reg. de reprises de fiefs.

Haute-Marne.

1^o G. 5, 7 : privilèges royaux, bulles pontificales. — 11 à 15 : élections, prises de possession, etc, des évêques — 28 : statuts et ordonnances épiscopales — 29, 30, 33-38 : inventaire des seigneuries de l'évêque. — Duché-pairie de Langres : biens et droits : 38, 39 ; 44-45 ; 54, 56-60, 62, 64, 71, 77, 81, 85, 89, 90, 91, 93, 97, 104, 109, 119. — Comté de Montsaugéon : *id.*, 156, 167-168, 178-179, 182-183, 187, 198, 207-210, 217-218, 247, 249, 258, 270. — Baronnie de Gurgy : *id.*, 290, 310, 313. — Baronnie de Luzzy : *id.*, 318-319, 327, 328, 336, 341. — Bailliage ducal de Châtillon : 348, 350, 369, 386, 388. — Marquisat de Coublanc : biens et droits : 396. — Marquisat de Mussy-l'Évêque : *id.*, 412, 413, 415, 431, 435, 443-446, 449, 451. — Châtellenie de la Chaume : *id.*, 460, 466, 468, 469, 479. — Châtellenie de Gevrolles : *id.*, 487, 492, 505. — Prévôtés d'Hortes : *id.*, 521 ; de Neuilly-l'Évêque : *id.*, 536, 539 ; de Baissey, *id.*, 565, 572, 575, 577, 580, 585, 589. — Supplément à ces diverses seigneuries : 618, 634, 639, 645, 700, 709, 746, 748, 752, 764, 782, 786, 791, 801, 809, 813, 839, 840. — Reg. des insinuations ecclésiastiques (1556-1564) : 866-870. — Reg. des actes de l'administration de l'évêché, 933. — Comptes de l'évêque et rôles : 937 à 939. — Archidiaconés : visites : 976 à 978 ; 983 à 997 ; 1000 à 1006 — Grand Séminaire de Langres : 1032, 1041.

2^o Fonds Laloy : 633, 668 : conflits divers, élection et testaments des évêques de Langres, 745.

3^o F. non classés : Bailliage de Langres. — Chapitres de Langres et de Châteauvillain. — Dominicains de Langres.

Indre-et-Loire.

G. 420 : Collégiale Saint-Martin de Tours.

Saône-et-Loire.

G. non classé : Évêché de Mâcon.

Seine-Inférieure.

G. 9870 (Reg. confrérie du Saint-Sacrement).

ARCHIVES MUNICIPALES.

Besançon : B. B. 27 (invent. ms.).

Bussières-lez-Belmont : extrait d'un arrêt de Parlement (Dole ?).

Châteauvillain (Haute-Marne) : Reg. actes paroissiaux (1663-1672) : confrérie du Saint-Sacrement.

Dijon :

B. 57 : sergents. — 64 : ménétriers. — 100 : dépenses. — 115-117 (1183-1555) ; 1483-1610 : cartulaires de la ville. — 168-201 (1500-1565) : registres du secret, puis des délibérations. — 203, 207, 210, 234 : *id.*, (entre 1560 et 1597). — 450-459 : correspondance municipale : lettres originales.

C. 51 : justice criminelle.

D. 24 : prisons. — 26 : confréries — 28 : anathèmes contre animaux ; blasphémateurs. — 31 : revenus et charges du clergé. — 44 : abbaye Saint-Étienne. — 45 : Carmes — 48 : Cordeliers. — 51 : Jacobins. — 63, 65, 66 : Réformés.

E. 1 : Hôpital général. — 2, 4, 5 : Hôpital du Saint-Esprit. — 12 : Maladière. — 26, 27 : secours aux pauvres. — 39, 40, 44, 57 : peste, vœux.

F. 2, 18 : Collège, université.

G. 256, 258, 259, 262-264 : traite de grains, approvisionnements.

H. 89 : garde des portes. — 260, 261 : étapes.

I. 3 : police générale. — 10, 11, 13, 15, 17 : entrées des rois ; 24... des princes ; 28, 30, 31 ... des gouverneurs ; 36... des ambassadeurs ; 37 : fêtes ; 62, 63, 67 : présents. — 120 : couvre-feu. — 131 : spectacles. — 138 : vagabondage. — 142 : mœurs.

L. 691 : impôts, requêtes.

M. 89-95 : comptes.

Langres. (Inventaire seul).

N^{os} 150 : officialité épiscopale. — 152, 906 : entrées des évêques — 159 : droit de vente — 415 : excommunication d'animaux. — 754 : lettre du gouverneur (1557) — 910, 911 : comptes du receveur de la ville (1517-1555) — 945 : compte du maître des œuvres — 992 : comptabilité — 1426 : divers (1415-1595) — 1465, 1466, 1467 : paroisse Saint-Martin.

Mâcon.

A. A. 5, 6 : visites royales.

B. B. 24, 25, 27 : délibérations (1508-1528). — C. C. 11, 1274 : impositions sur la ville.

D. D. 14 : pont sur la Saône.

G. G. 163 : hôpital Notre-Dame.

Périgueux BB. 14 : Givry administrateur du diocèse.

4 ARCHIVES DU TRIBUNAL CIVIL DE LANGRES.

Liasse de 6 pièces relatives au bailliage de Langres.

5 ARCHIVES PAROISSIALES DE CHALANCEY (Haute Marne).

Liasse de 7 pièces : confrérie de Saint-Sébastien (xvi^e siècle).

6 ARCHIVIO DI STATO, FLORENCE.

Mediceo, filz. 395, cart. 84, 100, 115-116, 158, 203, 236, 283 ; 3268, 3963 c. 1 ; 683 : conclaves.

7 ARCHIVES DU VATICAN.

Archivio segreto, 44, t. II. — *Armario*, 44, vol. IV : Bref de Paul IV à Givry. —

- *Castel S. Angelo*, Arm. VIII, ord. II, let. A : lettre de Givry à Paul IV. —
 — *Laterano*, reg. 1613 : bulle de Paul III à Givry. — *Obligationes* 90, (année 1546).

8 BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL.

Ms. 3617 : Mémoires pour servir à l'histoire de Dijon.

9 BIBLIOTHÈQUE DE L'INSTITUT.

Coll. Godefroy, 212 : éloge du 2^e card. de Givry.

10 BIBLIOTHÈQUE MAZARINE.

Incunables : 208 A : synode à Langres.

11 BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

Pièces orig. 643, 1196, 1338.

Fonds français : 26 : lettre testimoniale. — 3012, 3066, 3067 : lettres de Chabot à Montmorency, à Louise de Savoie. — 3081 : lettre de Givry. — 5779 : évêché d'Autun. — 5993-5998 : Décade de Vignier. — 10388 : entrevue de Boulogne. — 10485 : lettres de Givry au card. du Bellay. — 15628 : prêt au Roi. — 15632 — 17351 : élection de Claude de Longvy. — 20441 : lettre de Givry à Henri II — 25208 : Ms de Fr. Mangeard. — 25722, 25723 : prêts au Roi et décimes.

Fonds latin : 1549 : Pouillé de Langres. — 5192 : obituaire de R. Roussat. — 5661 : Pouillé de Troyes — 12556 : administration de Poitiers. — 12558-59 : préconisation d'Amoncourt, résignation par Givry. — 17035 : tombeau de Givry. — 17042 : droit de visite à Loudun. — 18377 : ms de dom Fonteneau (copie). — 20920 : confrérie du Saint-Sacrement à Montbard.

Coll. Bourgogne : t. 8, copie du cartulaire de l'évêché et du chapitre de Langres — t. 48 : notes et extraits divers — t. 67 : extraits des reg. du Parlement de Dijon — t. 70 : pièces diverses : lettres de François I^{er}, de l'archevêque Fr. de Rohan à Claude de Longvy, procès-verbal du concile de Lyon (1528).

Coll. Périgord, t. 32.

Coll. Clairambault : 942 : P. Séguier, mandataire de Givry.

Coll. Dupuy : 263 : lettres de l'amiral Chabot et du card. de Givry au card. du Bellay. — 624 : *Historiarum fragmenta*, de P. de Pascal.

Coll. Moreau : 774, 809 : lettres de Givry à Chabot — 787 : rôle des bénéfices du diocèse de Langres (1547 n. st.).

12 BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE BEAUNE.

Ms. 154 (procès-verbal du concile de Lyon, 1528).

13 BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE DIJON.

Ms. 348 : Chronique et cartulaire de Saint-Bénigne de Dijon. — Fonds Baudot : 71 : recueil sur les églises de Dijon ; 114 : vie de Guill. Postel par l'abbé Joly. — Fonds Saverot : rég. Parlement de Dijon, Extraits, I.

14 BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE LANGRES.

Ms. 52-53 : Obituaire. — 54, 55 : *Matricula insignis E^{ac} Lingonensis*. — 67 : Registre de la confrérie du Saint Sacrement.

15 BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE POITIERS.

Coll. Fonteneau, t. II.

- 16 BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE REIMS.
Coll. Tarbé : cart. IX, 104 : lettre de Givry.
- 17 BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.
Ms. 798 : *Hist. de l'église protestante de Mâcon* (1905), (Bost).
- 18 BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE LANGRES.
Copie de manuscrits de JAVERNAUT, *Mémoires et antiquités de la ville de Langres...* THÉODECTE TABOUROT, *Histoire des Saintes Reliques et Ancienneté de Langres...* JACQUES VIGNIER, *Décade*; et Notes... PIÉTREQUIN DE GILLEY, *Histoire générale et partic. de la ville et du diocèse de Langres...* CHARLET, *Abrégé des vies des évêques de Langres...* DE REGEL, *Essai sur l'hist. de la ville et du diocèse de Langres.* — Registres des confréries du Saint-Sacrement, de Saint-Didier (copie). — Copie de divers documents.
- 19 BIBLIOTHÈQUE DU GRAND SÉMINAIRE DE LANGRES.
Ms. Mathieu : IV, XV.
- 20 BIBLIOTHÈQUE DE L'ACADÉMIE DE MÂCON.
Ms. Laplatte, *Histoire de Mâcon*, et Rameau, *Les évêques de Mâcon*.
- 21 BIBLIOTHÈQUE DE M. JACQUES LAURENT A DIJON : Ms. Cl. Legros.
- 22 BIBLIOTHÈQUE DE M. ROYER A LANGRES : Registre de la confrérie de Saint-Didier.

II. IMPRIMÉS

- ABORD, *Hist. de la Réforme et de la Ligue à Autun*, Autun, 1855-1886, 3 vol. in-8°.
- ALEXANDER (Natalis), *Historia ecclesiastica veteris novique Testamenti*, Paris, 1676-89, 36 vol. in-8°, t. XVI.
- Almanach historique de la ville et du diocèse de Langres, divisé en deux parties, pour l'année 1787.* A Langres, chez Pierre Defay, 1787, in-8°.
- AMANTON, *Précis historique et chronol. sur les vicomtes-mayeurs de Dijon*, dans *Mém. comm. Antiq. Côte-d'Or*, t. VIII (1870-73).
- Annales de la Société d'Histoire, d'Archéologie et des Beaux-Arts de Chaumont*, in-4°, année 1913.
- Annales de l'Académie de Mâcon*, Mâcon, années 1885, 1888.
- ANSELME (le P.) et DU FOURNY, *Hist. généalogique et chronologique de la maison royale de France, des pairs, etc*, 3^e éd., Paris, 1726-1733, 9 vol. in-f°.
- *Essai historique sur la Sainte-Chapelle de Dijon*, Dijon, 1863, dans *Mémoires de la Commission des Antiquités de la Côte-d'Or*, t. VI, et à part, 1863, in-4°.
- ARBAUMONT (J. D'), *Éloge de Frégose*, dans : *Revue des Sociétés savantes*, t. IV, 1866.
- *Notice historique sur la chapelle et l'hôpital aux Riches*, dans *Mém. Com. des Antiq. Côte-d'Or*, t. VII (1867), et à part, Dijon, 1868, in-4°.
- *Armorial de la Chambre des comptes de Dijon*, Dijon, 1881, gr. in-8°.
- *Cartulaire du prieuré de Saint-Étienne de Vignory*, Langres, 1882, in-8°.

- ARBOIS DE JUBAINVILLE (H. D'), *Notes sur les deux Barrois, le pays de Laçois et l'ancien Bassigny*, dans *Bibl. École des Chartes*, t. XIX (1858).
- Archives curieuses de l'hist. de France*, publ. CIMBER et DANJOU, Paris, 1835, t. VI, in-8°.
- AUBER, *Hist. de la cathédrale de Poitiers*, Poitiers, 2 vol. in-8°, 1849.
- AUBERY, *Hist. générale des cardinaux*, Paris, 1645, in-4°.
- AUBERT (H. V.), *Etablissement de l'église réformée de Mâcon*, dans *Bull. Soc. hist. prot. fr.*, t. 47.
- AUBERTIN (CH.) *Les Protestants à Beaune*, Beaune, s. d. in-4°, autog.
- BALAN, *Monumenta reformationis lutheranæ ex tabulariis secretioribus S. Sedis* (1521-1526), 1884.
- *Monumenta historiam illustrantia sæculi XVI*, t. I, Innsbruck, 1885, gr. in-8°.
- BARTELON (Pantaléon), *Distiques moraux rendus en françois par beaux, graves et sententieux quatrain, auxquels sont remarquées et taxées les mœurs corrompues et les misères du temps présent...* Lyon, chez Rigaud, 1563, 1569, 1581, pet. in-8°.
- BATAILLARD (Ch.), *Tableau des principaux abus existant dans le monde judiciaire au XVI^e siècle*, dans *Mém. Soc. impériale des Antiquaires de France*, t. 23 (1857).
- BARTHÉLEMY (Ed. DE), *Diocèse ancien de Châlons-sur-Marne, histoire et monuments*, Paris, etc. 1861, 2 vol. gr. in-8°.
- BAUDOUIN (P. M.), *Histoire du Protestantisme et de la Ligue en Bourgogne, Auxerre*, 1881, in-8°.
- BAZIN, *Cérémonial de l'entrée des évêques de Mâcon*, dans *Annales de l'Académie de Mâcon*, 1888.
- *Les rois de France à Mâcon*, *ibid.*, 1885.
- BÉGAT (Fr.), *Commentarii rerum burgundicarum*, en tête de : *Coutume de Bourgogne*, Chalon, 1665, in-4°.
- BELLE (Ed.), *La Réforme à Dijon* (Extrait de la *Revue bourguignonne*), Paris, 1911; in-8°. — *Les hôteliers et les débuts de la Réforme à Dijon* dans *Bulletin Soc. hist. Prot. fr.*, (1911).
- BELOT ET RIBIER, *Lettres et Mémoires d'Etat des Rois*, etc. (1537-1559), Paris, 1666, 2 vol. in-f°.
- BERTIN (Dr), *La vérité sur Philibert de Beaujeu*, dans *Bull. Soc. nivernaise des lettres*, 1906; *Hist. généalogique de la maison de Beaujeu-sur-Saône*, Vesoul, 1902-03, 3 vol. in-8°, pl.
- BERTHOT (Cl.), *Judicium pauperum... cum scholiis... Mathæi Vatelii Guisiani...*, Paris, Ch. Estienne, 1554, in-4°.
- BERTUCAT, *La juridiction municipale de Dijon*, dans *Revue bourguignonne*, oct. 1911.
- BESLY, *Evesques de Poitiers*, avec les preuves, Paris, 1647, in-4°.
- [BÈZE (Th. DE)]. Voir *Hist. eccl.*
- BOUCHOT (H.), *Inventaire des dessins exécutés pour Roger de Gaignières*, Paris, 1891, 2 vol. gr. in-8°, t. I.
- BULLIoud (J.), *Les États de Bourgogne, aux XIV^e et XV^e siècles*, Paris, 1924, gr. in-8°.
- BODIN, *Démonomanie des sorciers*. Paris, 1581, in-4°.
- BONNEAU, *La collégiale Saint-Martin de Chablis*, dans *Bull. Soc. sciences nat. et hist. de l'Yonne*. 1917.
- BOUILLEVAUX, (R.-A.), *Notice historique sur Benoitevaux*, Chaumont, 1851, in-8°.

- BOURBELIN, *L'abbaye royale de Belmont*, dans *Mém. Soc. hist. et arch. de Langres*, t. IV, 1912, in-4°.
- BOURBON (NIC.), *Nugarum libri octo...* Lugduni, 1538, in-8°.
- BOURDON, *Le Concordat de 1516*, Paris, 1902, in-8°.
- BOURGAIN, *Contribution du clergé à l'impôt*, dans *Revue des questions hist.*, t. 48 (1890).
- BRANTÔME, (Pierre de BOURDEILLE, abbé de), *Œuvres complètes*, éd. Lalanne (dans *Bull. Soc. hist. de Fr.*), Paris, 1864-1882, 11 vol. in-8°, t. III.
- BOUTIOT (TH.), *Hist. de la ville de Troyes et de la Champagne méridionale*, Troyes, 1870-80, 5 vol. in-8°.
- BRESSON (J.), *Hist. de N. D. de Dijon depuis ses origines jusqu'à la fin du XVIII^e siècle*, Dijon, 1891, in-8°.
- BRESSON (A.), *Les maisons canoniales de la ville de Langres* dans *Mém. Soc. hist. et arch. de Langres*, t. IV (1920), et à part, Langres, 1920, in-4°.
- Breviarium Lingonense*, édité en 1536 : Bibl. Sainte-Geneviève, BB. 954 rés. 2 vol. pet. in-8° goth.
- *Breviarium secundum verum usum insignis Eccl. Lingonensis novissimè impressum ex mandato... cardinalis de Gyry...* 2 vol. pet. in-8°; rom.
- *Id.*, Sens, Richeboys, 1560, (Bibl. du Gr. Sémin. de Langres).
- BRIGONNET (Guil.), *Sermo synodalis R. in Christo Patris D. Guillermi Meldensis episcopi, habitus Meldis anno 1519, die 13 octobris...* Paris, 1520, in-4°, 14 ff. n. ch. (Bibl. Sainte-Geneviève, 402, 792/3).
- BRIFFAUT, *Hist. de la seigneurie et de la ville de Champlitte*, Langres, 1869, in-8°.
- BRIFFAUT ET MULSON, *Hist. de la vallée de l'Amance...*, Arcis-sur-Aube, 1891, gr. in-8° (Extrait de la *Revue de Champagne et de Brie*, 1891).
- BROCARD (D^r M.), *Anne du Châtelet et son tombeau à la cathédrale de Langres*. Langres, 1920, in-8°. (Extrait du *Bull. Soc. hist. et arch. de L.*, 1920).
- BROSSES (Ch. de), THESUT DE VERREY, LE COMPASSEUR DE COURTIVRON, *Catalogue et armoiries des gentilshommes qui ont assisté à la tenue des Etats-généraux du duché de Bourgogne depuis l'an 1548 jusqu'à l'an 1682*. Dijon, 1760, in-f°, pl.
- Bulletin Société des Antiquaires de France*, 1921.
- Bulletin Soc. des Antiquaires de l'Ouest*, 1881, 1886.
- Bulletin Soc. hist. de Paris et de l'Ile de France*, année 1914.
- Bulletin hist. et litt. de la Soc. de l'hist. du Protest. français*, années 1885, 1906, 1907, 1920, 1921.
- Bulletin de la Société archéologique et hist. du Châtillonnais*, Châtillon-sur-Seine, gr. in-8°, 2^e série.
- Bulletin de la Soc. historique et archéologique de Langres*, (depuis 1872).
- Bull. Soc. nivernaise des lettres...*, 1906.
- Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, 1904, 1916.
- BUREAU (A.), *Hist. de l'église et de la paroisse N. D. de Tonnerre*, Tonnerre, 1886, in-8°.
- Calendar of State papers and manuscript relating to english affairs... in the Archives... of Venice*, éd. Rawdon Brown, Londres, 1871, t. IV (1527-1533).
- CALMET (DOM), *Histoire généalogique de la maison du Châtelet*, Nancy, 1741, in-fol.
- CALVIN, *Institution de la religion chrétienne*, éd. Lefranc, Chatelain et Pannier, dans la *Bibl. École des Hautes Études*, Paris, 2 vol. in-8°.

- CALVINI Joannis, *Opera quæ supersunt omnia*, éd. par BAUM, CUNITZ ET REUSS, dans le *Corpus reformatorum*, Brunswick, 1860-1900.
- CARNANDET (J.), *Notes et documents pour servir à l'histoire de Châteauneuf*, Paris, 1856, in-8°.
- CARRIÈRE (V.) (abbé), *Comment le protestantisme a progressé sous François II et dans les premières années de Charles IX (1559-1565)*, 1909, in-8°; lith. (thèse à la Fac. théol. cath. de Paris).
- *Catalogue des actes de François I^{er}*, t. II, 4973, 5906; IV, 12648, 13163, 14347; V 14759; VI, 1^{er} suppl. 55, 229, 19186, 20060, 20841, 20679, 20290; VIII, 3^e suppl. 33161, 30259 ss.; X, 7988.
- CHABEUF (H.), *Dijon à travers les âges*, Dijon, 1897, gr. in-8°.
- *Entrées d'Henri II à Dijon*, dans *Mém. Acad. Dijon* (1895-96).
- CHALMANDRIER, *Carte topographique du diocèse de Langres*, etc, 1769.
- CHALLE (A.), *Hist. du comté de Tonnerre*, Auxerre, 1875, gr. in-8° (Extrait du *Bull. de la Soc. des sciences hist. et nat. de l'Yonne* (1875).
- CHAMARD (Dom), *Notes historiques sur l'épiscopat de Jean d'Amoncourt à Poitiers*, dans *Bull. Soc. antiquaires de l'Ouest*, 1886.
- CHAMARD (H.), *Joachim du Bellay*. Lille, 1901, in-8°.
- CHANDENIER, *Le second imprimeur sénonais*, Gilles Richeboys dans *Bull. Soc. des sciences hist. et nat. de l'Yonne*, t. XXX (1916).
- CHANDIEU [Zamariel], *Hist. des persécutions et martyrs de l'Église de Paris depuis l'an 1557*. Lyon, 1563.
- CHAUME (M.), *Les Origines du duché de Bourgogne*, 1^{re} p., Dijon, 1925, in-8°.
- CHAPUIS (A. V.), *Les anciennes corporations dijonnaises*, Dijon, 1906, in-8°.
- CHARMASSE (Desplaces DE), *Notice sur les anciens hôpitaux d'Autun*, Autun, 1861, in-8°.
- CHAVOT (Th.), *Le Mâconnais...* Paris-Mâcon, 1884, in-8°.
- CHEVALIER (J.), *Les deux Réformes dans les Études sur la Réforme* (extrait de la *Revue de métaphysique et de morale*, sept-déc. 1918), Paris, 1919; in-8°.
- CHEVALIER LAGENISSIÈRE (L.), *Hist. de l'Évêché de Bethléem*, Paris, 1872, in-8°.
- CHEVREUL (H.), *Hubert Languet*, Paris, 1856, in-8°.
- CHEVRIER (Edm.), *Le Protestantisme dans le Mâconnais, aux XVI^e et XVII^e siècles*, Mâcon, 1868, in-8°; *Notice hist. sur le Protest. dans le dép. de l'Ain... et lieux circonvoisins*. Paris, 1883, in-8°.
- CHIFFLETIUS (P.-Fr.), *De Ecclesiæ sancti Stephani Divionensis antiquitate, dignitate, sacris opibus, statu multiplici, variis casibus et præfectis dissertatio...* Divione, 1657, in-8°.
- CHOMTON (L.), *Hist. de l'Église Saint-Bénigne de Dijon*, Dijon, 1900, in-f°, avec pl.
- CIACCONE (alias CIACCONIO), *Vitæ Pontificum et S. R. E. cardinalium*, etc. Romæ, t. III, 1677, in-f°.
- CLAUDON (F.), *Les Monuments historiques de la Côte-d'Or au 31 déc. 1913*. Dijon, 1915, in-4°.
- CLERC (Ed.), *Essai sur l'hist. de la Franche-Comté*, t. I; 2^e éd., Besançon, 1870, in-8°; t. II, 1846.
- CLÉRAL, *Registre des procès-verbaux de la Faculté de théologie de Paris*. Paris, 1917, in-8°, t. I.
- CLICHTOWE, *Compendium veritatum ad fidem pertinentium contra erroneas lutheranorum assertiones*, Parisiis, 1529, in-f°.

- CLÉMENT-JANIN, *Les Hôtels dijonnaises*, Dijon, 1878, in-8°.
 — *Les pestes en Bourgogne*, Dijon, 1879, in-8°.
 COLETTI, (N.), *Conciliarum*, t. XIX, Venise, 1732, in-f°.
 COLLET, *Notice historique sur la commune de Reynel*, Chaumont, 1903, in-8°.
 COLLOT, *Chronique de l'abbaye N. D. de Longuey*, Langres, 1868, in-18.
Constitutiones synodales diocesis eduensis, Autun, 1534, in-4°.
Constitutiones synodales reverendissimi... Claudii... cardinalis de Givry, ecclesie... Pictavensis administratoris perpetui... Pictavi apud Jac. Bouchetum, 1544, in-4° (Bibl. Sainte-Geneviève, C 4° 331 rés. ; Poitiers, 4603 D. P. 498).
 CORNAT, *Hist. de la ville de Ligny-le-Châtel*, Auxerre, s. d., in-8°.
- [COURTALON-DELESTRE], *Topographie historique de la ville et du diocèse de Troyes*, Troyes, 1783 ; 3 vol. in-8°.
- COURTÉPÉE (Cl.) et BÉGUILLET, *Description générale et particulière du duché de Bourgogne...*, 2^e éd. Dijon, 1847, 4 vol. in-8°, avec cartes et plans.
- COUSSEMAKER (F. de), *Des résistances... au mode de nomination des évêques établis par le Concordat de 1516*, Paris, 1898, in-8° (thèse).
- Coustumes du bailliage de Sens et anciens ressorts d'iceluy*, Sens, G. Richebois, 1555, in-4°.
- Coustumes générales du bailliage du Bassigny...* Pont-à-Mousson, 1607, in-8°.
- Coustume des baillages de Sens et de Langres*, voir J. de LAISTRE.
- COUTANT (L.), *Histoire de la ville et de l'ancien comté de Bar-sur-Seine*, Bar-sur-Seine, Troyes, 1854, gr. in-8°, avec planches.
- COVELLE (A.), *Le livre des bourgeois de l'anc. république de Genève*, Genève, 1897 ; in-8°.
- CRESPIN, *Hist. des Martyrs*, éd. Daniel Benoit, Toulouse, 1885, 3 vol. gr.-in-8, t. I.
- CRISTIANI (L.), *La Réforme* (dans *Dict. apologétique de la Foi catholique*, 1924).
- DAGUIN (A.), *Les Évêques de Langres, étude épigraphique, sigillographique et héraldique*, Nogent (Haute-Marne), 1880-1883, in-4°.
- DAGUIN (F.), *Le Chapitre noble de Poulangy*, dans *Rev. de Champagne et de Brie*, 1876.
- DAVENET (H.), *Note bibliographique sur un document inédit relatif à l'établissement du bailliage de Langres...* dans *Mélanges Charles Royer*, Langres, 1920.
- DECRUE (Fr.), *De consilio regis Francisci I^{er}*, Paris, 1885, in-8° (thèse).
- *Anne, duc de Montmorency...*, Paris, 1889, in-8°.
- DEGERT (A.), *Le Clergé de France et les Origines de la Diplomatie française*, dans *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. IX (1923).
- DELESTRE (J.), *Commentaires sur les Coutumes de Sens et de Langres*, Paris, 1773, in-4°.
- DEY (A.), *Hist. de la sorcellerie au Comté de Bourgogne*, dans *Mém. comm. archéol. de la Haute-Saône*, t. II (1860-61), Vesoul, in-8°.
- Dialogue sur les Sacraments entre Guillaume et Pierre*, Paris, 1489, in-4°.
- DIDIER (C.), *Hist. de la seigneurie et de la ville de Châteauvillain*, Chaumont, 1882, in-8°.
- Dictionnaire des paroisses du ressort du Parlement de Paris*, Paris, 1776, in-4°.
- Dictionnaire de théologie catholique* (Vacant, Amann), année 1912.
- Dict. apolog. de la Foi catholique* (sous la direction d'Alès), année 1924.
- Dict. d'archéologie et de liturgie* (dom Leclercq), année 1924.

- DOUCET (R.), *Pierre du Chastel, grand aumônier de France*, dans *Revue historique*, t. 133 et 134 (1920).
- DREUX DU RADIER, *Bibliothèque. hist. et critique du Poitou...* 1734, t. II, p. 227.
- DROZ (F.), *Essai sur l'histoire des bourgeois du Roi, des seigneurs et des villes*. Besançon, 1760, in-8°.
- DRUARD (J.), *Le droit de chasse en Bourgogne sous l'ancien régime*. Dijon, 1924, in-8°.
- DUBOIS, *Hist. de l'abbaye de Morimond*, 3^e éd., 1879, in-8°.
- DU BOULLAY, *Historia universitatis parisiensis*, Paris, 1665-73, 6 vol. in-fol.
- DUMAY (G.), *Épigraphie bourguignonne*, dans *Mém. Com. Antiq. C. d'Or*, t. X.
- *Les 45 paroisses dépendant de l'abbaye de Bèze*, dans *Mém. Acad. Dijon*, 1903-1904.
- DU MONT, *Corps universel diplomatique du droit des gens, contenant un recueil des traités d'alliance, de paix, de trêve, de neutralité...* Amsterdam, 1726-31, 8 y. in-fol., plus 5 vol. de supplément par J. Barbeyrac, 1739.
- DUPONT-FERRIER (G.), *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les institutions monarchiques en France à la fin du moyen âge*, Paris, 1902, in-8° (Bibl. École des Hautes-Études, Sc. hist. et phil., fasc. 145).
- *Du Collège de Clermont au lycée Louis le Grand*, Paris, 1921, 2 vol. in-8°.
- DUPLESSIS D'ARGENTRÉ, *Collectio judiciorum de novis erroribus*, Paris, 1724-1728, 3 vol. in-fol.
- DURAND (A.), *Les capitaines à masse*, dans *Bull. Soc. hist. et archéol. de Langres*, t. I.
- Edit du roy touchant la congnoissance... des procès des luthériens*. (Édit de Châteaubriant), Dijon, Des Planches, 1552. [Bibl. munic. de Dijon, 4451 (3)].
- Encyclopédie des sciences religieuses*, publ. sous la dir. de LICHTENBERGER (F.), Paris, 1877-82, 13 vol. in-8°.
- ENLART, *Manuel d'Archéologie française*, Paris 1902-1916, 3 vol. in-8°, t. II.
- EUBEL (C), *Hierarchia catholica mediæ ævi sive summorum pontificum, S. R. E. cardinalium, ecclesiarum antistitum series*. Munster, 1910, 3 vol. in-4°.
- ESMEIN, *Cours élém. d'histoire du droit français*, 3^e éd., Paris, 1897, 3 vol. in-8°.
- FARÉL, *Brief traicté du Purgatoire*. Genève, 1551, in-8°.
- FEBVRE (L.), *Un secrétaire d'Erasmus : Gilbert Cousin et la Réforme en Franche-Comté* dans *Bull. Soc. hist. Prot. fr.*, 1907.
- *Notes et documents sur la Réforme et l'Inquisition en Franche-Comté, extraits des Archives du Parl. de Dole*, Paris, 1911, in-8°.
- *Philippe II et la Franche-Comté*, Paris, 1912, in-8°.
- FÉLIBIEN (Dom Michel), *Histoire de la ville de Paris*, revue par Dom Lobineau, Paris, 1725, 2 vol. in-fol.
- FLACH, *Les Origines de l'ancienne France : le régime seigneurial*, 1886-1903, et ss., t. I.
- FONTANON (A.), *Lois, édits et ordonnances des Roys de France depuis Saint Louis jusqu'à présent*, Paris, 1580, 4 vol. in-f°.
- FOISSEY, *Hist. de Soyers*, Chaumont, 1900, in-8°.
- FODÉRÉ, *Narration historique et topographique des convents de l'ordre de Saint-François en la province de saint Bonaventure*, Lyon, 1619, in-4°.
- FOSSOYEUX (M.), *L'hôpital Saint-Jacques-aux-Pèlerins*, dans *Bull. Soc. hist. de Paris et de l'Ile de France*, 1914.

- FRAIKIN, *Nonciatures de France sous Clément VII*, Paris, 1906, in-8°.
- FUSTAILLIER (J.), *De Urbe et antiquitatibus matiscopensibus*, Lyon, 1846, (*Bibl. nat.*, rés. L7k, 4501).
- FYOT DE LA MARCHE, *Histoire de l'Église abbatiale et collégiale de Saint-Étienne de Dijon...*, Dijon, Ressayre, 1696, in-fol.
- GALLAND, *Petri Castellani magni Franciæ eleemosynarii vita...* Paris, 1674 ; in-8°.
- Gallia christiana [vetustissima]* (Cl. ROBERT), Paris, 1626, in-f°.
- *Id. [vetus]* (les frères Sainte-Marthe), Paris, 1656, 4 vol. in-f°.
- GAMS, *Series episcoporum Ecclesiæ catholicæ*, Ratisbonne, 1873, in-4.
- GALTIER, dans *Dict. apolog. de la Foi cathol.*, t. IX (1913), v° Indulgences.
- GARNIER (J.), *Correspondance de la mairie de Dijon, Analecta divionensia*, Dijon, 1868-1870, 3 vol. in-8°.
- *Les étuves dijonnaises*, Dijon, 1867, in-12.
- GARNIER, *Un avocat lépreux à Langres au XVI^e siècle*, Langres, 1890, in-18°.
- GASCON (Ed.), *Histoire de Fontaine-Française*, Dijon, 1892 ; in-8°.
- GAULTHEROT, (D.), *L'Anastase de Lengres tirée du tombeau de son antiquité*, Langres, 1649, in-4°.
- GAUTHIER (J.), *Tombes et inscriptions de l'église abbatiale de Theuley*, dans *Mém. Com. arch. Haute-Saône*, 1882.
- *Le Livre d'Heures de Bénigne Serre (1524)*, dans *Mém. Comm. Ant. Côte-d'Or*, t. XV (1906-1910).
- GAUTIER (P.), *Deux sépultures d'évêques de la cathédrale Saint-Mammès*, dans *Annales Soc. hist. archéol. et beaux-arts de Chaumont*, 1913.
- GIRARD (Jean),... *Poemata*, Lyon, Fradin, 1558.
- GIRY, *Manuel de Diplomatie*, Paris, 1894, gr. in-8°.
- GIRAULT DE PRANCEY, *Porte gallo-romaine à Langres*, dans *Mém. Soc. hist. et arch. de Langres*, t. I (1847).
- GODEFROY (L.), *L'Eucharistie d'après le concile de Trente*, dans le *Dict. de Théol. cath.* (fasc. 38, 1912).
- GODARD (L.), *Histoire et tableau de l'église Saint-Jean Baptiste de Chaumont*, Chaumont, 1848, in-8° pl.
- GOLLUT, *Mémoires historiques de la république séquanoise*, éd. Duvernoy, Arbois, 1846, in-4°.
- GUILLEMEN, *Le cardinal de Lorraine, son influence politique et religieuse au XVI^e siècle*, Reims, 1847 ; in-8°.
- GUIRAUD (Jean), *Histoire partielle, histoire vraie*, Paris, 1911-1914, 3 vol. in-12.
- GRASSOT, *Hist. du Bassigny champenois*, Langres, 1892, in-8°.
- HAAC (Eug. et Em.), *La France protestante*, Paris, 1847-1859, 10 vol. in-8°, nouv. éd. par H. Bordier, Paris, 1877-1892, 6 vol. in-8°.
- HAMV (A), *Entrevue de François I^{er} avec Henri VIII à Boulogne-sur-Mer en 1532*, Paris, 1898 ; in-8°.
- HATON (Claude), *Mémoires*, publ. par Bourquelot, dans *Documents inédits de l'histoire de France*, 1857, 2 vol. in-4°.
- HAUSER (H), *Études sur la Réforme française*, Paris, 1909 ; in-12°.
- *Les Compagnonnages d'arts et métiers à Dijon*, dans *Revue bourguignonne*, 1907.

— *Le traité de Madrid et la cession de la Bourgogne à Charles-Quint, ibid.*, 1911, n° 3, et à part, Paris, 1912, in-8°.

HÉFELÉ-HERGENRÖTHER, *Hist. des Conciles*, trad. dom Leclercq, t. VIII, 2° p., Paris, 1921, in-8°.

HENRY (L.), *La Réforme et la Ligue en Champagne et à Reims*, Saint-Nicolas, 1869, in-8° (thèse).

HÉRELLE, *La Réforme et la Ligue en Champagne, Documents et Lettres*, Paris, 1888-92, 2 vol. in-8°.

HÉRMINJARD, *Correspondance des Réformateurs dans les pays de langue française*, Genève et Paris, 1866-97, 9 vol. in-8°.

Histoire ecclésiastique des églises réformées au royaume de France (dirigée par Th. de Bèze), éd. Baum et Cunitz, Paris, 1883-84, 3 vol. in-8°.

HUGUENIN, *Le chapitre de l'église collégiale de Saint-Jean Baptiste de Grancey*, Dijon, s. d., in-8°.

IMBART DE LA TOUR, *Les Origines de la Réforme*, Paris, 1905-1914, 3 vol. in-8°.

Inventaire sommaire des Archives antérieures à 1790 :

Départements : notamment

Côte-d'Or : B. C. D. E. G., 14 vol. in-4°, Paris, 1863-1926, par ROSSIGNOL, J. GARNIER, F. CLAUDON.

Haute-Marne, série G., Chaumont, 1889-1895, gr. in-4°. (Alph. ROSEROT) ; f. Laloy, 1 vol. in-4°, (P. GAUTIER, MASSIET DU BIEST, DELESSARD).

Villes de :

DIJON, Dijon, 1867-1910, 5 vol. in-4°, par de GOUVENAIN, VALLÉE, OURSEL.

LANGRES, 1 vol. in-4°, Troyes, 1882 ; par JULIEN DE LA BOULLAYE.

MACON, Mâcon, 1878, in-4°, par MICHON.

ISAMBERT, JOURDAN ET DECRUSY, *Recueil général des anc. lois françaises*, Paris, 1822-27, 28 vol. in-8°, et un vol. de tables ; t. XII.

JACQUIN (A.), *Les Jacobins de Langres*, dans : *Mélanges Royer*, Langres, 1920.

JEANDET, *Mâcon au XVI^e siècle*, dans *Annales Acad. Mâcon*, 1885.

JANSSEN (Mgr), *L'Allemagne à la fin du moyen-âge*, trad. Paris, 1887, in-8°.

JEANTON, *La Bourgogne à Paris au moyen âge* dans : *Annales Acad. de Mâcon*, 1906.

JOBIN, *Histoire du prieuré de Jully-les-Nonnains, avec pièces justific.*, Paris, 1881, in-8°.

JOLIBOIS (Em.), *La Haute-Marne ancienne et moderne, Dictionnaire... de ce département*. Chaumont, 1858-61, gr. in-8° Jésus.

Journal (Le) d'un bourgeois de Paris sous le règne de François I^{er}, 1515-1536, publié par V. L. Bourrilly, Paris, 1910 ; in-8°.

KLEINCLAUSZ (A.), *Histoire de Bourgogne*, 2^e éd., Paris, 1924, pet. in-4°.

KÉCHLIN (R.), et MARQUET DE VASSELLOT, *La sculpture à Troyes et dans la Champagne méridionale au XVI^e siècle*, Paris, 1900, in-8°.

LA CUISINE, *Le Parlement de Bourgogne depuis son origine jusqu'à sa chute...* 2^e éd., Dijon, 1864, 3 vol. in-8°.

LABBEUS (Ph.) ET COSSARIUS (G.), *Sacrosancta concilia*, Paris, 1671-1672, 17 vol. in-f°, t. XIV.

- LAISTRE (J. DE), *Coutume des bailliages de Sens et de Langres commentée et conférée avec les coutumes voisines, et spécialement avec celle de Chaumont en Bassigny*, Paris, 1731, in-4°.
- LALORE (Ch.), *Cartulaire de l'abbaye de Boulancourt*, dans *Mém. Soc. acad. de l'Aube*, 1869. — *Chartes de l'abbaye de Mores (Aube)*, Troyes, 1873, gr. in-8°.
(*id.* 1873).
- LAMBERT (Eug.), *Hist. de l'abbaye de Quincy*, dans *Annuaire de l'Yonne*, 1863, 1864.
— *Recherches histor. sur Tanlay*, Joigny, 1882-90, 3 vol. gr. in-8° (tiré à 25 ex.).
- LAMBERT (E.), *Histoire de la ville de Mussy-l'Evêque (Aube)*. Chaumont, 1878, gr. in-8°.
- LANGERON (Ol.), *L'hôtel de Grancey et de Langres à Dijon*; dans *Mém. C. A. Côte-d'Or*, 1912.
- LAURENT (J), *Cartulaires de l'abbaye de Molesme, ancien diocèse de Langres*, 916-1250, t. I, *Introduction*, Paris, 1907, in-4°.
— *Une fraternité de Chapitres généraux, Langres et Clermont*, dans *Mélanges Royer*, Langres, 1920.
- LAVALLE, *Hist. et statistique de la vigne et des grands vins de la Côte-d'Or*, Paris, 1855 ; in-8°.
- LAVIROTTE, *Mémoire historique sur les Établissements des Templiers et des Hospitaliers... en Bourgogne*, dans *Congrès archéol. de France*, 1852-53, in-8°.
- LEBEUF, *Mémoires concernant l'hist. ecclésiastique et civile d'Auxerre et de son ancien diocèse*, continués avec addition et annotation... Auxerre, 1848-1855, 4 vol. gr. in-8°.
- LEFRANC (ABEL), *Les idées religieuses de Marguerite de Navarre*, Paris, 1898, in-8°.
— et J. BOULENGER, *Comptes de Louise de Savoie*, Paris, 1905, in-8°.
- LELONG, *Bibliothèque historique de la France*, éd. Fevret de Fontette, Paris, 1768-75, 5 vol. in-fol.
Les lois, ordonnances et édicts des très chrétiens roys de France et de la Cour de Parlement, Paris, 1555.
- LEMONNIER (H), *La France sous Henri II*, dans *l'hist. de France*, de Lavissee, t. V (2), 1906.
- Lettres anecdotes écrites (par le nonce Prosper de Sainte Croix) au card. Borromée depuis l'an 1561 jusqu'en 1575*, dans *Arch. curieuses de l'hist. de France*, 1^{re} série, t. VI.
- LEVASSEUR (E.), *Mémoire sur les monnaies du règne de François 1^{er}* (Introd. au t. 1^{er} du *Recueil des Ordonnances de Fr. 1^{er}*), Paris, 1902, in-4°.
- LEX (Léonce), *Les fiefs du Mâconnais*, Mâcon, 1897 ; in-8°.
— *Le modus visitandi dans le diocèse de Troyes au moyen-âge*, Sézanne, 1881, in-8°.
- LONGNON, *Pouillés de la province de Lyon*, Paris, 1869, in-8°.
- LOYE (L.), *Hist. de l'église de Besançon*, Besançon, 1901-02, 3 vol. in-8°.
- LUCHAIRE (Achille), *Manuel des institutions françaises, période des Capétiens directs*, Paris, 1892, gr. in-8°.
- MADÉLIN (L.), *Les premières applications du Concordat de 1516*, dans *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, t. 17 (1897).
- MAILLARD ET NADAULT DE BUFFON, *Mémoires pour servir à l'hist. de la ville de Montbard, d'après le ms. de Jean Nadault...*, Dijon, 1882, in-8°.

- MANGIN (DE), *Hist. ecclési. et civile, politique, littéraire et topographique du diocèse de Langres et de celui de Dijon qui en est un démembrement*, Paris, 1766, 3 vol. in-12.
- MANSI, éd. Welter, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima coll.*, t. 32 (1902).
- Manuale sacerdotum ad usum...* Lingonens. Troyes, J. Lecoq, 1524, in-4° goth.
- Manuale seu Eande sacerdotum ad usum...* Lingonensem, Troyes, Jean Petit ; Langres, Pelisson, 1538, in-4°, goth. Biblioth. Villafranca, Nice, n° 73.
- MARCEL (L.), *Les livres liturgiques du diocèse de Langres*, Paris, 1892, in-8° ; et 1^{er} supplément, 1899 ; 2^e suppl., 1912.
- *Le plateau de Baume*, Langres, 1920, in-8°.
- *Une page de l'histoire du bâtiment à Langres au XVIII^e siècle*. Langres, 1922 ; in-8°.
- *La révocation de l'édit de Nantes à Langres*, 1925, in-8° (Extrait de la *Revue de Champagne et de Brie*, 1925).
- MARCEL (L. E.), *Le cardinal de Givry, La Renaissance*, Dijon, 1926, gr. in-8°.
- MARE (Philibert DE LA), *Historicorum Burgundiæ conspectus*, Divione, 1689, in-4°.
- MARTÈNE (Edmundus) et DURAND (Ursinus), *Thesaurus novus anecdotorum*, Paris, 4 vol., in-fol. 1717
- MARTIN (E.), *Hist. des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié*. Nancy, 1900-03, 3 vol. in-8°.
- MARTIN (V.), *Le Gallicanisme et la Réforme catholique* (thèse), Paris, 1919, in-8°.
- MATHIEU (J.-B.), *Abrégé chronologique de l'hist. des évêques et du diocèse de Langres*, 2^e éd., Langres, 1844, in-8°.
- Mélanges Charles Royer*, Langres, 1920 ; in-8°.
- Mémoires Soc. académique de l'Aube*, t. 46 (1907). Troyes, in-8°.
- Mémoires Soc. bourguignonne d'histoire et de géographie*, Dijon, in-8°, t. VI.
- Mémoires Académie de Besançon*, 1908. Besançon, in-8°.
- Mémoires de la commission des Antiquités de la Côte-d'Or*, t. I (1834), t. IV (1864), t. VII (1867), t. XVI (1912), Dijon, in-8°.
- Mémoires de l'Académie de Dijon*, 1865, 1922, Dijon, in-8°.
- Mémoires de la Société d'émulation du Jura*, 1898, Lons, in-8°.
- Mémoires de la Société historique et archéologique de Langres*, Langres, Paris, gr. in-4° ; t. I, 1847 (-1860) ; II, 1862 [-1867] ; III, 1901-1910 ; IV.
- METMAN (Ét.), *L'Église Saint-Michel de Dijon*, Dijon, 1914, in-8°.
- METRIER (H.), *La formation du département de la Haute-Marne en 1790*, Chaumont, 1911, gr. in-8°.
- MEURISSE (M.), *Hist. des évêques de Metz*, Metz, 1634, in-f°.
- MIGNARD, *Hist. des principales fondations religieuses du bailliage de la Montagne dans Mém. Comm. des Antiquités de la Côte-d'Or*, t. IV (1864).
- MILSAND (Ph.), *Bibliographie bourguignonne...* Dijon, 1885, in-8° ; et le *Supplément*, avec les tables, Dijon, 1888, in-8°.
- Missale secundum verum insignis Ecclesie Lingonensis usum* ; goth. avec gravures, sur bois, Troyes, Jean Petit, 1536, in-4°, (Bibl. de Troyes, n° 1521.)
- Id.*, 1549, goth. avec gravures, Troyes, Lecoq et Lointier, in-4° (Bibl. nat., B. 2644, Rés.)
- MOCHOT, *Les Protestants d'Is-sur-Tille aux XVI^e et XVII^e s.*, Dijon, 1885, in-8° (Extrait des *Mém. Soc. bourguign. d'histoire et géogr.*, t. VI).
- MOLLAT (G.), art. *Dême*, dans *Dict. apol. de la Foi cath.*, t. IV (1909).
- MONGET, *La Chartreuse de Dijon*, Montreuil-sur-Mer, etc, 1898-1905, 3 vol. in-4°.

- MONTROCHER (GUY DE), *Le Manipule des curés*, Lyon, J. du Pré, 1490, in-4°.
- MULSON (A.), *Une période historique de l'ancien doyenné de Pierrefaite* (1340-1598), dans *Revue de Champagne et de Brie*.
- *L'abbaye de Vaux-la-Douce*, dans *Mém. Soc. hist. et arch. de Langres*, II (1877.)
- MUTEAU (Ch.), *Les Écoles et collèges en province, et particulièrement en Bourgogne*, Paris, 1882, in-8°.
- NAEF (F), *La Réforme en Bourgogne*, Paris, 1901, in-8°.
- NOIROT, *La population de Dijon à diverses époques*, dans *Union bourguignonne* 13 juillet 1866.
- OURSEL, (Ch.), *Notes pour servir à l'histoire de la Réforme en Normandie au temps de François I^{er}*, dans *Mémoires Académie de Caen*, 1912 ; et à part, Caen, 1913, in-8°.
- *Notes sur le libraire et imprimeur dijonnais Pierre I Grangier*, Autun, 1907, in-8°.
- PAILLARD, *La mort de François I^{er} et les premiers temps du règne d'Henri II*, dans *Revue historique*, t. V (1877). — *L'invasion allemande en 1544*, Paris, 1884, in-8°.
- PALLAVICINI, *Hist. du conc. de Trente*, éd. Migne, Paris, 1844, 3 vol. in-4°.
- PARIS (L.), *Négociations et pièces relatives au règne de François II tirées des portefeuilles de Sébastien de l'Aubespine, évêque de Limoges*, Paris, 1841, in-8°.
- PALVADEAU, *Le chanoine Vesou et la paroisse de Bouix*, dans *Bull. Soc. arch. et hist. du Châtillonnais*, 2^e série (1897-99).
- PASTOR (I.), *Histoire des papes depuis la fin du moyen âge*, trad. Furcy-Raynaud, Paris, t. v. (1898), in-8°.
- PEIGNOT, *Précis historique de l'hôpital de Dijon* dans *Mém. Com. Ant. Côte-d'Or*, t. I.
- PELÉE DE CHENOUTEAU, *Conférence de la coutume de Sens avec le droit romain, les ordonnances du royaume et les autres coutumes. Sens, 1787*, in-4°.
- PELLECHET, *Notes sur les livres liturgiques des diocèses d'Autun, Chalon et Mâcon*, Paris, 1883, gr. in-8°.
- PERROT (E), *Les cas royaux (origine et développement de la théorie aux XIII^e et XIV^e siècles)*, Paris, 1910, gr. in-8°.
- PETEL, *Le temple protestant de Landreville*, dans *Mém. Soc. acad. de l'Aube*, t. 46 (1907).
- PETIT (E), *Cartulaire du prieuré de Jully-les-Nonnains, Auxerre, 1881*, in-8°.
- PIÉPAPE (Général de), *Une châtellenie du pays de Langres*. Paris, 1903, in-8°.
- PIMODAN (G. DE), *La mère des Guises, Antoinette de Bourbon...*, 2^e éd., Paris, 1925, gr. in-8°.
- PINGAUD, *Les Saulx-Tavannes*, Paris, 1876, in-8°. — *Correspondance des S.-T. au XVI^e s.* Paris, 1877, in-8°.
- PISTOLET DE SAINT-FERGEUX (Th.), *Cloître de la cathédrale de Langres*, dans *Mém. Soc. hist. et arch. de Langres*, t. II (1862).
- Article : Berthot (Cl.), dans *Biog. universelle* (Michaut).
- PITOLLET (C), *Notice historique sur la commune de Chazeuil*, Dijon, 1925, in-8°.
- Pouillé général contenant les bénéfices de l'archevêché de Lyon, des diocèses d'Autun, Chalon-sur-Saône, Langres, Mascon*, Paris, chez G. Alliot, 1638, in-4°.
- PORÉE (Ch.), *Inventaire de la collection Chastellux*, dans *Bull. Soc. sciences hist. et nat. de l'Yonne*, t. 58 (1904).

- POUPARDIN (R.), *Le royaume de Bourgogne* (888-1038), Paris, 1907, in-8°.
- PRINET (Max), *François I^{er} et la Comté de Bourgogne*, dans *Mém. Acad. Besançon*, 1908.
- PROST (B), *Le trésor de l'abbaye Saint-Bénigne de Dijon*, s. l. n. d., in-8°.
- PRUNEL (N.), *Sébastien Zamet, évêque-duc de Langres, pair de France* (thèse). Paris, 1912, in-8°.
- Publii Ovidii Nasonis Metamorphoseos libri moralizati...*, Lyon, Guignard, 1510, in-4° goth.
- RAGUT (G). *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, Mâcon, 1864, in-4°.
- Realencyclopädie für protestantische Theologie*, 3^e éd. (sous la direct. d^r A. Hauck), Leipsig, 1896-1908, 21 vol. in-4°.
- RECORDON (Ch.), *Le Protestantisme en Champagne*, 1535-1595, Paris, 1863, in-8°.
- Recueil de documents sur l'histoire de Lorraine*. Nancy, 1855-1870, 15 vol, in-8°, t. I.
- RENAUDET, *Préréforme et humanisme à Paris pendant les premières guerres d'Italie*. Paris, 1916, in-8°.
- *Le concile gallican de Pise-Milan, (documents florentins)*, Paris, 1922, in-8°.
- REUSS ET HERMINJARD, *Thesaurus epistolicus calvinianus...* 1866-97, 9 vol. in-4°.
- Revue Bourguignonne d'enseignement supérieur*, Dijon, 1891-1914, in-8°.
- Revue de Champagne et de Brie*, Arcis-sur-Aube, gr. in-8°.
- ROBERT (ULYSSE), *Philibert de Chalon, prince d'Orange, vice-roi de Naples*, 1502-1530, Paris, 1902, 2 vol, in-8°.
- ROCHETTE (DE LA), *Hist. des évêques de Mâcon*, Mâcon, 2 vol. in-8°, 1867, t. II.
- ROMIER (L.), *Les origines politiques des guerres de religion*, Paris, 1913, 2 vol. in-8°.
- ROSEROT (A), *Catalogue des Actes royaux conservés dans les Archives de la Haute-Marne*, Besançon, 1905, in-8° (extrait du *Bibliographe moderne*, 1903).
- *Répertoire historique de la Haute-Marne, Bibliographie et documents imprimés* Paris, 1901, in-8°.
- *Lettres missives des rois et reines de France, etc, pour la collation des prébendes du chapitre de Langres de 1527 à 1575*, dans *Bull. Soc. hist. et arch. de L.*, t. IV (1898).
- ROSEROT DE MELIN (J.), *Antonio Caracciolo, év. de Troyes*, Troyes, 1923, in-8° (thèse).
- ROSSIGNOL, *Histoire de Beaune*, Beaune, 1855, in-8°.
- ROUPNEL (G.), *La ville et la campagne au XVII^e siècle. Étude sur les populations au pays dijonnais*, Paris, 1922, in-8° (thèse).
- ROUSSEL, *Le diocèse de Langres, histoire et statistique*, Langres, 1879, 4 vol. in-4°.
- ROVERIUS, *Reomaus, seu historia monasterii S. Joannis Reomaensis in tractu Lingonensi*. Paris, 1637, in-4°.
- ROY, *Peintures décoratives exécutées par Jehan Cousin père pour l'entrée à Paris de l'Empereur Charles V le 1^{er} janvier 1540*, Sens, 1912, in-8°.
- *Le Ban et arrière-ban du bailliage de Sens au XVI^e siècle*, Sens, 1885, in-8°.
- ROYER (Ch.), *La confrérie Saint-Didier* dans *Bull. Soc. hist. et arch. de Langres*, 1878.
- RUBLE (DE), *Le mariage de Jeanne d'Albret...* Paris, 1877, in-8°.
- SANDRET, *Le Concile de Pise*, dans *Rev. des quest. histor.*, t. 68 (1883).
- SANUTO (Marino), *Diarii*, Venise, 1879-1903, 58 vol. in-4°, t. LVII.
- SAUSSAY (A. DU), *De episcopali monagamia... seu insignis Ecclesiæ Lingonensis divortium... detrectantis... defensio*. Paris, 1632, in-4°.

- SERRIGNY (E.), *Montsaugéon*, Dijon, 1907, in-8°.
- SIGNAC (Fr. DE, sr de la Borde), *Le trespas et ordre des funérailles de... feu le Roy Henri deuxième...* Paris, R. Estienne, 1559, in-4°.
- SIMONNET, *Le clergé en Bourgogne aux XIV^e et XV^e siècles*, dans *Mém Académie de Dijon*, 2^e série, t. XII (1865).
- SOYEZ, *Hist. des évêques d'Amiens*, Amiens, 1887, in-8°.
- Statuta synodalia Matisconensia Stephani de Longovico*, Parisiis, in-4° goth.
- Statuta synodalia Lingonensis Ecclesie, nuper ex ordinatione reverendissimi... Claudii de Longuy... impressa...* Paris, 1538 (*Bibl. nat.*, B. 5559 rés., et B. 2286, rés.).
- Statuta synodalia edicta... mandato domini de Longby [sic]...* Reims, N. Bacquenois, 1556.
- TACHY, *Les reliques des trois Benedictes à la cathédrale de Langres*, dans *Revue de Champagne et de Brie*, 1880.
- TAVANES (G. DE) [Jean], *Mémoires*, éd. Michaud et Poujoulat, dans *Nouvelle coll. de Mémoires sur l'histoire de France*, 1^{re} série, t. VII.
- TECHENER (L.), *Bibliothèque champenoise*, Paris, 1886, in-8°.
- THOMAS (J.), *Le Concordat de 1516*, Paris, 1910, 3 vol. in-8°, t. I.
- THOMASSIN, *Panegyricus de civitate Lingonum*. Paris, C. Wechel, 1531, in-12.
- Triomphante (La) réception de Mgr le Connétable...* *Bibl. nat. rés.* Lb 3079.
- TUEFFERD, *Histoire des comtes souverains de Montbéliard...* Montbéliard, 1877, in-8°.
- TUREL (P.), *Pronostic fatal révélant les prodigieux événements futurs concernant la durée du monde et sa dernière période*, Lyon, 1527.
- *Le Période, c'est-à-dire la fin du monde contenant la disposition des choses terrestres, par la vertu et influence des choses célestes.* [Lyon, 1532] (*Bibl. munic Dijon*, rés. n° 39).
- UTINET (S.) *Chapelle Sainte-Gertrude à Selongey*, Dijon, 1906, in-12.
- VIARD (P.), *Études sur la Réforme et les guerres de Religion en Bourgogne*, Dijon, Paris, 1905, in-8°. (Extrait de la *Revue bourguignonne*, t. XV).
- *Histoire de la dîme ecclésiastique en France au XVI^e siècle*, Dijon, 1914 in-8° (thèse).
- VIGNIER (Jacques), *Décade historique du dioc. de Langres*, publiée pour la 1^{re} fois, 1891-1894, 2 vol. in-8°. Langres, (Cf. *Bibl. nat.*, ms fr. 18 717-18 718).
- *Chronicon lingonense ex probationibus decadis historicæ contextum, utriusque auctore P. Jacobo Vignerio*, Lingonis, MDCLXV, petit in-12.
- VIOLLET (P.), *Hist. des Institutions politiques et administratives de la France*, Paris, 1890-1898-1903, 3 vol. in-8°.
- VOSTRE (Simon.), *Horæ ad usum Lingonensem*, in-4° goth. (B. de Chaumont).
- [VOURIOT], *L'Évêché de Langres au XV^e, au XVI^e, et au XVIII^e siècle ou tableau, de ses établissements ecclésiastiques à ces trois époques*, 2^e et 3^e partie, Bar-le-Duc, 2 fasc. in-8° (le 1^{er} n'a point paru).
- WEILL (G.), *De Gulielmi Postellii vita et indole*, Paris, 1892, in-8° (thèse).
- WEISS (Ch.), *Papiers d'état du card. de Granvelle*, dans *Coll. Doc. inéd. de l'hist. de France*, Paris, 1846, in-4°, t. VI.

WEISS (N.), *La Chambre ardente, Étude sur la liberté de conscience en France sous Henri II* (1540-1550), Paris, 1889 ; in-8°.

— *Un hérétique luthérien à Dijon en 1529*, dans *Bull. Soc. hist. Prot. fr.*, 1906.

ZAMARIEL (A.), Voir CHANDIEU.

ZELLER (J.), *La diplomatie française vers le milieu du XVI^e siècle d'après la correspondance de Guillaume Pellicier, évêque de Montpellier, ambassadeur de François I^{er} à Venise* (1539-1542), Paris, 1881, in-8°.

TABLE SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	IX
BIBLIOGRAPHIE : Manuscrits	XVII
Imprimés	XXI
CARTE DE L'ANCIEN DIOCÈSE DE LANGRES.....	XXXVI
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE : Claude de Longvy.....	I
LIVRE PREMIER : La carrière de Claude de Longvy.....	
SECTION PREMIÈRE : Claude de Longvy avant son épiscopat langrois.....	
CHAPITRE UNIQUE : La Jeunesse. — L'Évêché de Mâcon (1510-1529).....	7
SECTION SECONDE : La Carrière de Claude de Longvy, évêque de Langres.....	
CHAPITRE I. — L'Élection à l'Évêché de Langres (1529).....	20
CHAPITRE II. — Le Cardinalat (1533).....	37
CHAPITRE III. — La Commende, les Évêchés.....	44
CHAPITRE IV. — La Commende (suite), Les Abbayes, etc.....	48
LIVRE SECOND : Le Rôle du cardinal de Givry, évêque de Langres.....	
I. Introduction. — CHAPITRE I : L'Évêché duché-pairie de Langres au XVI ^e siècle	69
CHAPITRE II. — Le Chapitre de Saint-Mammès de Langres au XVI ^e siècle....	95
II. SECTION PREMIÈRE : L'Évêque.....	
CHAPITRE I. — Les Débuts. — L'Entourage. — Accords avec le Chapitre....	110
CHAPITRE II. — Le Gouvernement spirituel. — Les Besoins de Réforme et le cardinal de Givry	144
SECTION SECONDE : Le représentant du Roi.....	
CHAPITRE I. — Le Cardinal de Givry, homme du Roi, dans son diocèse.....	219
CHAPITRE II. — Rôle du cardinal de Givry au dehors et missions diverses....	229
TROISIÈME SECTION : Le Seigneur-Duc.....	
CHAPITRE I : Le cardinal de Givry comme seigneur temporel.....	253
CHAPITRE II. — Le cardinal de Givry duc-suzerain.....	264
CHAPITRE III. — Le cardinal de Givry, duc et pair, et la justice royale.....	270

LIVRE TROISIÈME : Le rôle du cardinal de Givry (<i>suite</i>) : Les débuts du protestantisme dans l'ancien diocèse de Langres.....	
CHAPITRE I : La « <i>séditieuse doctrine luthérienne</i> ». — Le Concile de Lyon présidé par Claude de Longuy (1528).....	311
CHAPITRE II : Les Débuts du protestantisme dans l'ancien diocèse de Langres ; rôle du cardinal de Givry. — A) En Bourgogne	330
— B) En Franche-Comté.....	404
CHAPITRE III. Les Débuts du Protestantisme dans l'ancien diocèse de Langres (suite). — C) En Champagne	408
CONCLUSION	424
 LIVRE QUATRIÈME : La Physionomie morale et la fin du premier cardinal de Givry (1561)	431
APPENDICES	445
PIÈCES JUSTIFICATIVES : I Lettres.....	454
— II. Textes divers.....	477
INDEX DES NOMS DE PERSONNES, DE COLLECTIVITÉS ET DE LIEUX.....	501
ERRATA	524
TABLE DES MATIÈRES	525

LE CARDINAL DE GIVRY

Évêque de Langres

1529-1561

LA RÉFORME

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Claude de Longvy

Natione Gallus, origine Sequanus : français de nation, comtois par son origine. C'est ainsi que Ciaccone dépeint CLAUDE DE LONGVY, CARDINAL DE GIVRY, dans son livre bien connu (1).

C'est exact, à condition d'ajouter que s'il était vraiment d'origine comtoise, il était bien aussi bourguignon tout court.

Sequanus : depuis des siècles et dans sa double ascendance, les Longvy et les Bauffremont, ses ancêtres, avaient leurs châteaux aux rives du fleuve bourguignon, ou à quelques lieues à peine, non loin de ses affluents, d'un côté le Doubs, et de l'autre la Vingeanne et la Bèze. C'est dans l'un de ces châteaux, sans doute, qu'il naquit en 1481.

(1) *Vitae... Pontificum et S.R.E. Cardinalium*. Rome, t. III (1677), in-f°, col. 526.

Par son père, Philippe de Longvy, seigneur de Pagny (1), Givry (2) et Longepierre (3), il remontait à la vieille famille des Longvy (4) qu'on trouve au XIII^e siècle installée dans le château de ce nom et dans celui de Rahon, à moins de trois lieues au sud de Dole, et alliée depuis aux illustres rejetons des Vienne, des Vergy, des la Trémoille, des Chalon. Dans les fiefs que leur valent ces alliances signalons les châteaux de Couchey (5), Pesmes (6), Fontaine-Française (7).

Par sa mère Jeanne de Bauffremont, il avait dans les veines le sang des Bauffremont, branche bourguignonne de l'illustre maison lorraine de ce nom, seigneurs de Mirebeau-sur-Bèze (8), La Borde, Reullée, Serrigny et autres lieux (9). Son aïeul maternel était le fameux Pierre de Bauffremont, héros du « pas de Marsannay » à l'arbre de Charlemagne, l'un des grands de la cour de Philippe le Bon, dont il avait épousé en troisièmes noces la fille légitimée, Marie de Bourgogne. Par elle le cardinal de Givry descendait en droite ligne du fastueux et magnifique duc d'Occident. Magnifique et de belle prestance il sera aussi, et comme son aïeul, généreux et ami des arts.

Cette noblesse de Bourgogne avait, d'ordinaire, de nombreux enfants. Par ses oncles et tantes, Claude de Longvy tenait aussi à d'importantes familles, celles des la Baume, des Neufchatel, des Luxembourg, des Orange. Un de ses oncles était évêque de Mâcon. C'est Étienne de Longvy, qui devait l'avoir pour successeur, après avoir occupé ce siège à partir de 1484, pendant vingt-six ans.

A force d'heureuses alliances, la fortune et l'importance des Longvy n'avait donc fait que croître. Au XVI^e siècle ils allaient atteindre à leur apogée, en s'approchant du trône même des Bourbons. L'un des six frères et sœurs de Claude, qui était l'aîné de la famille, son

(1) Pagny-le-Château (Côte-d'Or), arr. de Beaune.

(2) Givry, aujourd'hui Gevry, sur le Doubs, (Jura), arr. de Dole.

(3) Saône et Loire, arr. de Louhans.

(4) Se reporter au tableau généalogique des Longvy donné ailleurs. — Longvy doit s'écrire avec un v simple et non *Longwy*. Ainsi du reste signait le cardinal. Voir notre autre volume : *Le Cardinal de Givry : La Renaissance*, Chap. prélim.

Il s'agit de Longvy (Jura), arr. de Dole.

(5) Près de Dijon.

(6) Haute-Saône, arr. de Gray.

(7) Côte-d'Or, arr. de Dijon.

(8) Côte-d'Or, arr. de Dijon.

(9) Canton de Beaune-sud. Cf. *Arch. Côte-d'Or*, B. 11 722 (1474) ; 990.

puîné Jean, épousa en effet Jeanne d'Orléans, bâtarde d'Angoulême, fille de Charles d'Orléans et d'Antoinette de Polignac, sœur naturelle par conséquent de Marguerite d'Angoulême et du roi François I^{er} qui lui donna le comté de Bar-sur-Seine.

Dès lors la destinée du futur évêque du diocèse, très important alors, de Langres, déjà neveu d'un évêque, se dessina davantage. Il était devenu évêque à son tour de Mâcon, lorsque Philippe de Chabot, neveu de sa cousine Philiberte de Luxembourg, princesse d'Orange, comte de Charny et de Buzançois, seigneur de Brion, amiral de France, et depuis peu gouverneur de Bourgogne en résidence à Dijon, épousa l'une des filles de son frère Jean et de Jeanne d'Angoulême, savoir Françoise de Longvy.

Alliance opportune à bien des égards ! Elle implantait davantage le jeune gouverneur de l'ancien duché de Bourgogne réuni depuis un demi-siècle à la couronne, et voisin de la Comté qui par-delà la Saône, frontière intermittente d'ailleurs, restait terre d'Empire, et fief de Charles-Quint, descendant de Marie de Bourgogne et du Téméraire. De nobles races comtoises apparentées aux Longvy lui fournissaient de fidèles et utiles serviteurs, tels les la Baume, d'où sortaient les deux cardinaux Pierre et Claude de la Baume, archevêques de Besançon, et les Rye dont l'un était général de l'Empereur.

Cependant, si quelque représentant des Longvy, comme Girard, qui avait un temps combattu Louis XI, s'était naguère écarté du roi de France, celui-ci n'avait pas désormais de plus sûrs partisans que cette famille malgré ses attaches comtoises.

Natione Gallus. Claude de Longvy était vraiment de France. Une autre de ses nièces, sœur de « Madame l'amirale », Jacqueline ou Jacqueline de Longvy, contractait quelques années après, en 1538, une alliance encore plus éclatante en épousant un Bourbon authentique, le premier duc de Montpensier, Louis II, pair de France, fils de Louis I, seigneur de Champigny-sur-Veude en Touraine, prince de la Roche-sur-Yon. Il devait bientôt devenir lieutenant-général de Champagne, après Claude de Guise.

Notons encore parmi les alliances de ses oncles et tantes, et celles de ses neveux et nièces, les noms des Neufchâtel, des Montagu, des Bauffremont, des Vienne, des Vergy, des Scepeaux, des Rye. Deux de ses sœurs furent religieuses à Jouarre.

L'affection du cardinal de Givry paraît s'être concentrée surtout sur les deux filles de Jean de Longvy et leurs familles, savoir d'une part la famille de l'amiral Chabot († 1543) et aussi celle de Perusse des Cars, lorsque Françoise de Longvy se fut remariée avec un des Cars, déjà père de Charles des Cars, futur évêque de Langres, et dont elle eut Anne des Cars, futur évêque de Lisieux, puis de Metz, et cardinal, le *second cardinal de Givry* (1) († 1612), et d'autre part la famille de Louis de Bourbon-Montpensier.

Il était ainsi le grand-oncle de François Chabot, marquis de Mirebeau, de Léonor Chabot, comte de Charny, futur gouverneur de Bourgogne, comme son père, et de leurs sœurs dont l'une, abbesse de Jouarre, passée à la Réforme, devait épouser un Nassau-Orange, savoir le Taciturne ancêtre des souverains d'Angleterre. Il l'était également de Henri de Bourbon, l'aieul de la « grande Mademoiselle », fille de Gaston d'Orléans, frère de Louis XIV.

* * *

Cette parenté et ces alliances que nous indiquons ici brièvement (2) expliquent en partie la destinée du cardinal de Givry. Il était « né », et par surcroît la fortune des siens grandit soudain d'une façon inespérée à un degré tel que ne pouvaient même le rêver les lointains et modestes seigneurs de Longvy, Rahon et Givry. Ce fut précisément à l'heure où cela pouvait lui être le plus utile et le pousser aux premières dignités dans l'Église et dans l'État.

Elles nous aident aussi à comprendre un aspect — non le moins intéressant — du rôle qui fut le sien. Nous voulons parler de son goût éclairé pour les arts et du mécénat qu'il exerça tout au long de sa longue carrière. Ce fut d'abord au profit de ces neveux et

(1) Né le 29 mars 1546 n. st., évêque de Lisieux en 1585, cardinal du titre de Sainte-Suzanne en 1596, évêque de Metz en 1608. Cf. *Gallia christiana*, (éd. Piolin, 1874), XIII, 801 ; *Bibl. de l'Institut*, coll. Godefroy, vol. 212.

(2) Voir pour plus de détails notre autre volume : *Le Cardinal de Givry, La Renaissance...* Le lecteur qui voudra bien s'y reporter pourra se rendre compte des raisons qui nous ont conduit à réserver pour cet autre ouvrage l'étude détaillée des origines et de la famille du cardinal de Givry.

nièces illustres, les Chabot et les Montpensier. A son frère Jean et à eux, sans oublier leur mère, sœur du roi, il devait tant ! Prélat intègre et digne, esprit cultivé, formé à bonne école, ayant commencé par être chanoine de Saint-Vincent de Mâcon et archidiacre de son oncle Étienne, il est possible que sa carrière eut été la même à défaut de ces appuis. Pourtant, car il ne paraît pas avoir été ambitieux, sans eux, sans cette faveur spéciale du Roi dont on voit l'origine, sans les agissements de l'amiral Chabot empressé à le tirer du « petit evesché de Mâcon », serait-il devenu évêque duc et pair de Langres, trésorier de Saint-Martin de Tours, abbé de Pothières, de Saint-Étienne et de Saint-Bénigne de Dijon, évêque commendataire de Poitiers et d'Amiens, cardinal enfin ?

Ainsi son personnage avait grandi. Toutes ces fonctions et ces titres s'accompagnaient au fur et à mesure de revenus croissants. Givry en consacra une partie à restaurer et embellir les châteaux de famille passés en héritage ou par contrat à l'amiral et au jeune duc de Montpensier. Pour préciser, ce sont les chapelles de ces demeures qui lui rappelaient d'intimes souvenirs et lui étaient chères, qu'il reconstruisit ou orna. Pagny, Fontaine-Française, Champigny-sur-Veude, Couchey, Mirebeau, furent ainsi successivement l'objet de ses largesses. C'était chez lui reconnaissance et c'était aussi piété, puisque nous savons qu'il fut un pieux évêque.

D'autre part ses églises abbatiales, celles entre autres de Saint-Étienne et de Saint-Bénigne de Dijon, bénéficièrent aussi de sa générosité éclairée. Mais d'avantage encore ses demeures épiscopales de Mussy, de Luzy, de Gurgy, et par dessus tout sa cathédrale Saint-Mammès de Langres.

Nous considérerons dans un autre volume les diverses manifestations de ce que nous pourrions appeler le mécénat familial, abbatial et épiscopal du cardinal de Givry, ainsi que son mécénat littéraire.

Et c'est là, comme on sait, un autre aspect du caractère et du personnage de Givry que nous examinons ailleurs. Nous devons dès maintenant le signaler en quelques lignes. C'est en quelque sorte une partie de l'homme privé.

Ici nous envisagerons l'homme public, sa carrière et son rôle en fonction de l'histoire même du diocèse de Langres au temps de son épiscopat.

Nous indiquerons les étapes de sa carrière, en nous y arrêtant quelque peu. Mais surtout nous considérerons Givry comme évêque de Langres, duc et pair, son rôle spirituel d'évêque en un temps où le mot de Réforme était dans toutes les bouches, son rôle temporel de représentant du Roi, au dehors et à l'intérieur de son diocèse, et de suzerain et seigneur. Une question particulière nous retiendra, celle de ses luttes pour maintenir en face de la justice royale les privilèges de justice de son duché-pairie. Puis nous aborderons l'histoire des débuts de la Réforme dans l'ancien diocèse de Langres, en essayant de déterminer le rôle du cardinal de Givry, à côté de l'action du pouvoir royal. Déjà le concile de Lyon de 1528 qu'il présida, nous le montrera, par conviction ecclésiastique et par raison d'État, adversaire déclaré de ce qu'il appelle avec beaucoup de ses contemporains la « séditeuse doctrine luthérienne », et d'autre part partisan zélé d'une réforme du clergé et du peuple chrétien. Cette double tendance, nous verrons qu'il la porta sur le siège de Langres, et qu'elle explique en somme toute son attitude.

LIVRE PREMIER

LA CARRIÈRE

DE CLAUDE DE LONGVY

SECTION PREMIÈRE

CLAUDE DE LONGVY
AVANT SON ÉPISCOPAT LANGROIS

CHAPITRE UNIQUE

La Jeunesse — L'Évêché de Mâcon

Il semble que Claude de Longvy, dès son enfance, fut destiné à être d'Église.

D'après un historien (1) des évêques de Mâcon, il aurait été élevé au château de Romenay (2), résidence particulièrement affectonnée de son oncle Étienne. Celui-ci, dirait-on, travaillait à se donner un successeur dans son jeune neveu. C'est peut-être à cette influence plus encore qu'à la parenté, qu'il faut attribuer ce fait que la physionomie morale de Claude, telle que nous pouvons la dégager des témoignages contemporains, rappelle, presque trait pour trait, celle de l'oncle, dont la marque distinctive fut la bonté alliée à un jugement plein de prudence et d'équité.

Leurs deux carrières offrent de même plus d'une ressemblance.

Étienne de Longvy, entré fort jeune (3) dans le chapitre de Saint-

(1) DE LA ROCLETTE, *Histoire des évêques de Mâcon*. Mâcon, 3 vol., t. II, pp 417 ss.

(2) Romenay, canton de Tournus (Saône-et-Loire), alors baronnie de Bresse, dont l'évêque de Mâcon était le chef temporel et spirituel. Revenu alors : environ 1.600 livres.

(3) Né à Balançon, il aurait été ordonné prêtre à Besançon.

Vincent de Mâcon, avait été distingué d'abord par l'évêque Étienne Hugonet, puis par son frère le cardinal Philippe Hugonet. Quand celui-ci se retira en Italie, Étienne de Longvy, qui était devenu archidiacre, fut chargé de l'administration diocésaine avec le titre de protonotaire apostolique du Saint-Siège et sous le nom de protonotaire de Givry.

A la mort du cardinal, le chapitre de Saint-Vincent l'élut pour évêque, en 1485, mais il ne fit son entrée solennelle que le 27 juillet 1488 (1).

C'est au cours de ce long épiscopat de vingt-six ans que furent publiés à Pâques de l'an 1493 (11 avril) les premiers statuts synodaux connus du diocèse de Mâcon (2).

Celui-ci comprenait alors 253 paroisses relevant de 4 archidiaconés, comme on le voit par le pouillé fait en 1513 par Thomas Seyvert, archiprêtre du Rousset (3), sur l'ordre de Claude de Longvy, devenu à son tour évêque de Mâcon. Cluny en faisait partie.

Claude de Longvy avait lui aussi commencé par être chanoine de Saint-Vincent (4), puis archidiacre de Mâcon.

(1) *Gallia christiana*, t. IV, p. 1033. Il prêta serment au Roi le 16 mars de la même année, ou seulement, d'après ANSELME, t. II, le 11 avril 1494. La description de cette entrée a été conservée. Voir DE LA ROCLETTE, *loc. cit.* Cf. BAZIN, *Cérémonial de l'entrée des évêques de Mâcon*, dans : *Annales de l'Académie de Mâcon*, 1888.

(2) DE LA ROCLETTE, *ibidem*; *Gallia christiana*, *loc. cit.* Étienne de Longvy eut pour vicaire général Léonard de Thezut. (*Arch. com. de Mâcon G. G.* 163).

(3) *Gallia chr.* t. IV, p. 1033. — Les autres archiprêtres étaient ceux de Mâcon, de Vaurenard et de Vérizet.

Sur les origines du diocèse de Mâcon, voir C. RAGUT, *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon* (IX^e-XII^e s.), Mâcon, 1864, préface p. xvii. Cf. un Mémoire manuscrit (anonyme) sur l'évêché et l'église cathédrale de Mâcon, déposé aux archives de l'évêché d'Autun. — Sur le Mâconnais, voir COURTÉPÉE, *Desc. du Duché de Bourgogne*, IV, 437 ss. Voir aussi TH. CHAVOT, *Le Mâconnais...*, Paris-Mâcon, 1884, in-8°.

(4) Le chapitre de Saint-Vincent comprenait 20 chanoines et 20 prébendiers. Certains documents donnent à Claude de Longvy la qualification de frère : ainsi les comptes de 1528 de maître Chapelain à la Chambre des Comptes de Dijon ; même qualification aux États de 1528 : « à révérend père en Dieu frère Claude de Longvy, évêque de Mâcon esleu du consentement de messeigneurs de l'Église sur le fait d'un ayde de 50.000 livres 200 pour ses gages ». La *Gallia* conjecture qu'il a pu être religieux et astreint aux vœux. Mais Claude de Longvy avait plutôt gardé cette qualification de ce qu'il avait été chanoine de Saint-Vincent. On sait que les membres des chapitres, en souvenir de leurs anciens astreints à la vie commune (sous la règle de saint Chrodegand par exemple), s'intitulaient « frères ». Ainsi à Langres : « fratres Sancti Mammetis ».

Mâcon, petite ville de 4.000 habitants alors, connaissait une sorte d'opulence. Elle se délassait des soucis du commerce dans les récréations d'une vie intellectuelle dont le chapitre Saint-Vincent (1) était le centre.

Elle reçut à cette époque, et à plusieurs reprises, des visites royales. Le 6 juin 1501, Louis XII y était accueilli par l'évêque Étienne de Longvy (2) ainsi que monseigneur de Nevers, gouverneur de la Bourgogne, et le cardinal ministre d'Amboise. Celui-ci l'accompagna de même, lorsqu'il y revint le 16 mai 1510. On peut croire que Claude de Longvy assista à ces réceptions et put, notamment à la dernière, s'entretenir avec l'illustre archevêque de Rouen, légat du pape pour la France. Nous ne serions pas étonné que dans cette occasion se fût décidée la résignation de l'évêque au profit de son neveu.

D'après Saint-Julien de Balleure, Étienne de Longvy aurait résigné son siège en sa faveur en 1511 (3). On voit, en effet, Claude de Longvy prêter le serment de fidélité au Roi (4) le 12 avril 1511 (n. st.).

Mais ce n'est que le 16 mars 1516 qu'il fit son entrée solennelle (5). Citons-en le procès-verbal (6) :

« Monsieur l'évêque Claude de Longvy ayant mandé par une de ses lettres datée de Lyon le 7 mars, où il traite MM. du chapitre de frères, qu'il ferait son entrée le jour de Pâques fleuris, on délibéra le 12 mars 1515 (7), de voir les entrées des prédécesseurs évêques, et surtout de l'oncle de celui-ci, pour faire à son égard ce qu'on avait fait ; et que, en conformité, on ferait nettoyer les rues : que l'on ferait parler à ses officiers, pour qu'il fit le serment comme son oncle, que tous les habitants se tiendraient prêts d'aller, avec les échevins, à sa rencontre avec des chevaux et bien vêtus. En effet il arriva le 16, et toutes les portes étant fermées, il se présenta à

(1) Notons ici que les Archives du chapitre de Saint-Vincent ont été détruites en 1562, par les « huguenots, » ce qui nous prive d'une source précieuse pour l'histoire de la jeunesse de Givry.

(2) *Arch. com. Mâcon*, BB. 24 cf. CC 11,74.

Georges d'Amboise arriva le 15 mai, et le Roi le 16 ; puis le 17, le chancelier Jean de Ganay. L'évêque Étienne de Longvy vint au devant du Roi avec les échevins et porta la parole (*Arch. mun. de Mâcon*, BB, 24 f° 194). Le Roi à la requête des échevins accorda une réduction sur les gabelles royales. Le bailli était alors Jean de la Roche, s^r de Chabanues auquel succédèrent Fr. Tanel, puis de 1515 à 1543, Pierre de la Guiche, époux de Françoise de Chazeran, nièce du cardinal d'Amboise.

(3) Probablement même dès 1510.

(4) *Arch. Côte-d'Or*, B. 10595, Cf. LEX, *Les fiefs du Maconnais*, p. 147.

(5) *Arch. mun. de Mâcon*, BB 25, cf. AA, 59.

(6) D'après DE LA ROCLETTE, *op. cit.*, *loc. cit.*

(7) Vieux style.

celle de Bourgneuf, et à la barrière d'icelle, il fit le serment accoutumé entre les mains des échevins : après quoi Jossierand d'Escrivieux le complimenta ; ensuite la porte ayant été ouverte, il commença à marcher par les rues tapissées, précédé de deux trompettes, accompagné des échevins et de plusieurs notables à cheval, et vint jusqu'auprès de la rue Franche, à l'entrée de laquelle on avait fait un échafaud sur lequel était le bas chœur qui chantait et jouait des orgues ; au-dessus il y avait un enfant armé. Au-dessous, MM. de Saint-Vincent étaient en procession avec leurs reliques, qui reçurent le serment de l'évêque tenant sa crosse en main. Après qu'il fut descendu dans la maison d'Hugonin Bernard, et se fut revêtu de ses habits pontificaux, ils le menèrent processionnellement à l'église, où il chanta la grand' messe, après laquelle tous allèrent dîner dans l'hôtel épiscopal, avec les habitants... (1)*

Après son oncle, il allait avec honneur continuer la lignée des grands évêques mâconnais du xve siècle, les Robin, les Poupet, les Chiverny, les Erlault, comme lui-même devait être continué au xvi^e par les Chantereau, les Pierre du Chastel (2), les Gaspard Dinet.

Comme on le constate pour la plupart des prélats de cette époque, son rôle déborde les limites de son diocèse. Durant les quatre années qui s'écoulèrent entre son élection et son entrée solennelle dans Mâcon et qui précédèrent la conclusion du concordat de Bologne, il fit plusieurs séjours à Paris, à Milan, à Rome (3).

C'est qu'en 1511, à peine promu à cet évêché, il est parmi les 24 prélats français qui assistent à l'ouverture du conciliabule de Pise, réuni à l'instigation du roi Louis XII en lutte alors avec le pape Jules II (4). Les évêques de France étaient en ce temps-là rattachés d'abord à l'Église gallicane, et par celle-ci au pape, mais souvent

(1) *Op. cit., loc. cit.* A voir aussi BAZIN, *Cérémonial de l'entrée des évêques de Mâcon*, 1885.

(2) Pierre du CHASTEL, né à Arc-en-Barrois (Haute-Marne), valet de chambre et lecteur ordinaire du Roi, évêque de Tulle en 1539, puis de Mâcon en 1544 et enfin d'Orléans en 1551, grand aumônier de France, fut un des fondateurs du Collège de France. Voir R. DOUCET, *Pierre du Chastel, grand aumônier de France*, dans : *Revue historique*, t. 133 et 134 (1920).

(3) DE LA ROCHETTE, *loc. cit.* Cf. RAMEAU, *Les évêques de Mâcon* (ms. de la bibl. de l'Académie de Mâcon, que nous a aimablement signalé M. LEX).

(4) Cf. A. RENAUDET, *Le Concile gallican de Pise-Milan (documents florentins)*. Paris, 1922, in-8°, p. 374. — Le concile gallican se transporta de Pise à Milan en décembre 1511, puis à Lyon en juin 1512. L'archevêque de Lyon Fr. de Rohan en fut dès le commencement. C'est le temps où Louis XII faisait frapper une médaille avec cette devise : *Perdam Babylonis nomen*. — Voir aussi SANDRET, *Le Concile de Pise*, dans : *Revue des Questions hist.*, 1883.

à travers le Roi, si l'on peut dire, de qui elle dépendait dans son recrutement — même avant le concordat de Bologne et sous le régime de plus en plus affaibli de la Pragmatique de Bourges — ainsi que dans une foule de circonstances.

Claude de Longvy avait cru devoir obéir au Roi. Nous en avons la preuve dans un texte que nous empruntons à l'abbé Rameau (1). C'est une attestation par laquelle Claude de Longvy déclare le 7 janvier 1512 (n. st.), qu'en vertu d'un ordre du roi en date du 28 septembre précédent, il s'est rendu à Pise au concile, et est demeuré jusqu'à ce jour dans cette ville ainsi qu'à Milan.

On sait la suite.

Claude de Longvy fut des huit évêques délégués par Louis XII en 1514 au concile de Latran pour aller solliciter le pardon à cause du concile de Pise. Le duc de Milan leur ayant refusé des sauf-conduits, ils écrivirent au pape le 17 mars 1514, déclarant adhérer à toutes les décisions du concile.

La faveur dont il paraît avoir joui auprès de Louis XII et du cardinal Georges d'Amboise grandit encore sous François I^{er} que le mariage de son frère Jean de Longvy avec Jeanne d'Angoulême (2) avait fait presque l'un de ses parents.

Le 8 juillet 1522, il signa à Saint-Jean-de-Losne (3) les fameux traités conclus entre le roi de France et Philibert de Luxembourg au nom de l'Empereur, au sujet de la neutralité de la Bourgogne et du Mâconnais.

Il n'était pas resté inactif au cours des négociations, et c'est lui

(1) *Les évêques de Mâcon* (ms. à la Bibl. de l'Académie de Mâcon). Il ne donne pas de référence. (Renseignement communiqué par M. Lex, conservateur des Archives de Mâcon, auquel nous exprimons notre gratitude.) — Voici le texte :

Nos, Claudius de Longovico, electus Matisconensis, fide et juramento actestamur quod in vim litterarum per dominum nostrum Regem ad nos directarum die XXVIII^e mensis septembris [1511] lares proprios reliquimus et in Pizanum concilium gressus nostros expresse direximus. In quo et Pizis et Mediolani hucusque permansimus. Cirographo proprio hic die VII^a mensis januarii [1512 n. st.] anno quoque supra appposito teste, Episcopus Matisconensis.

(2) Voir : *Le Cardinal de Givry : La Renaissance*, 1^e p.

(3) Cf. ULYSSE ROBERT, *Philibert de Chalon*, Paris, 1902, t. I, p. 11 ; *Arch. nat.* J, 821, n^{os} 6, 7 ; *Arch. Côte d'Or*, B. 18, f^o 56 ; *Parl. reg.* II (B. 12075, f^o 6). Cf. DU MONT, *Corps diplomatique*, t. IV, 1^{re} P., p. 378.

qui reçut le serment des parties en faisant joindre à leurs représentants les mains sur l'Évangile, le 4 octobre 1522 (1).

C'étaient du côté du roi de France Louis de la Trémoille, gouverneur de Bourgogne, Georges de la Trémoille, seigneur (nominal) de Jonvelle, Jacques de Dinteville, seigneur d'Échénay (2), chevalier de l'Ordre, Gérard de Vienne, seigneur de Ruffey, Hugues Fournier, premier président du Parlement de Dijon. Philiberte de Luxembourg, princesse d'Orange, cousine de l'évêque de Mâcon, traitait au nom de Charles-Quint.

A la même époque (1522), il se rend à Paris avec le métropolitain de Lyon François de Rohan et les principaux prélats du royaume à la grande assemblée du clergé que présida François I^{er} (3).

Le 25 mai 1526, il apparaît aux États du Mâconnais (4), avec le titre de chef et de président, titre qui resta à ses successeurs. Le bailli — c'était alors Pierre de la Guiche — faisait jusque-là des impositions de son propre chef (5), sans la participation des élus ; il n'eut plus que le privilège de convoquer, sur l'avis du Roi, les États (6).

Le 8 juin 1526, il est aux États d'Auxonne qui délibèrent de rester — ce ne fut pas sans quelque velléité d'indépendance — en l'obéissance du roi de France (7), comme l'avaient fait les États de Bourgogne réunis le 26 mai à Dijon en l'abbaye de Saint-Étienne, et en présence du nouveau gouverneur Brion, comte de Chabot. L'oncle et le neveu, semble-t-il, s'étaient partagé les rôles, de façon à exercer une influence opportune selon les milieux, et le comtois d'origine qu'était Givry dut être aux bords de la Saône, en face des fidèles

(1) *Arch. Côte-d'Or, loc. cit.*

(2) Malgré Courtépée : Échénay, Haute-Marne, et non : Echannay, Côte d'Or.

(3) *Gallia christiana*, t. IV, p. 1093. Cf. *Mémoires de l'abbé LEGENDRE*, p. 118. Claude de Longvy faisait partie du conseil privé. A voir la liste des conseillers sous François I^{er} dans FR. DECRUE, *De consilio regis Francisci I*, thèse, Paris, 1885, p. 37.

(4) *Arch. com. Mâcon, BB. 27.* — Jusqu'à la Révolution, le comté de Mâcon eut ses États particuliers qui se réunissaient à Mâcon, au palais épiscopal. Procès-verbaux des délibérations : Cf. *Arch. Mâcon., BB. 24, 27*).

(5) Protestations du clergé contre les impôts dont il est contraint de fournir le tiers, par sentence de P. de la Guiche, et dons gratuits faits à François I^{er} en 1518, 1521, 1522, 1523, 1524, (*Arch. com. Mâcon., CC. 12.*)

(6) *Arch. Côte d'Or, C. 7484.*

(7) *id.*, C. 7485. Cf. H. HAUSER, *Le traité de Madrid et la cession de la Bourgogne à Charles Quint*, dans : *Revue Bourguignonne*, 1912, n° 3.

de la maison de Bourgogne, un utile serviteur de la France (1).

Il est de même aux États d'Auxonne du 7 juillet 1527 (2).

Nous voyons que le 23 mai 1527 l'amiral Brion, gouverneur de Bourgogne, ainsi que l'évêque de Mâcon, reçoivent du Roi commission d'assister à l'assemblée des trois États du comté d'Auxonne pour leur demander un octroi de 6.000 livres (3).

Le 16 décembre de cette même année, Claude de Longvy est au conseil tenu par le Roi à Paris au sujet du Mâconnais.

En octobre 1528, il représente le clergé aux États de Bourgogne, qui se réunissaient à l'abbaye Saint-Étienne de Dijon (4).

Alors son astre grandissait et l'attirait de plus en plus vers la capitale de la Bourgogne et vers l'important diocèse de Langres.

Entre temps, il paraît avoir eu momentanément l'administration de l'évêché d'Autun (5) avant 1525.

(1) Voir plus loin livre II, 2^e section : *Le Représentant du Roi*.

(2) *id.*, C. 7484.

(3) *Arch. Côte d'Or*. États, C. 7484.

(4) Cf. *Bibl. nat.*, *Coll. de Bourgogne*, t. 48. Notons (f^o 190) les assemblées de 1548 (1^{er} mai), 1549 (12 et 13 mai), 1551 (2-4 juin), 1554 (23-27 avril), 1555 (1-2 juillet), 1557 (26-28 avril), 1560 (20-22 mai), 1561 (10 juin).

Voir dans ce tome 48, f^o 194, la liste des gentilshommes qui assistèrent aux États de 1549, M. de Villarmont étant élu de la noblesse ; de même la liste de 1560, 1561. Cf. infra : *L'Abbaye de Saint-Étienne*.

La province de Bourgogne se composait, comme on sait, du duché, et des quatre comtés de Mâcon, Auxerre, Charolles et Bar-sur-Seine. En général les États s'assemblaient tous les trois ans. Les évêques d'Autun, Auxerre, Châlon et Mâcon y paraissaient comme membres du « corps de l'Église » pour la province, ainsi que tous les abbés, doyens, prieurs-conventuels étant dans les ordres, et les députés des chapitres et autres communautés ecclésiastiques séculières.

Le Corps de la noblesse comprenait tous les gentilshommes de la province ayant fiefs ou arrière-fiefs en icelle ; le Corps du Tiers État les députés de toutes les villes murées de la province.

Tous les divers membres pouvaient assister aux États par députés, en cas d'empêchement. On appelait décret ce qui était proposé et délibéré et décidé par toutes les Chambres. (Cf. t. 48, p. 241). — Voir BILLIQUOD (J.), *Les États de Bourgogne aux XIV^e et XV^e siècles*.

(5) C'est ce qui semble ressortir d'un acte de 1525 : « Lettres portant remise à l'évêque de Mâcon de la somme de 5.552 livres dix sous tournois, des deniers *par lui reçus du temporel et spirituel de l'évêché d'Autun*. Lyon, 17 juillet 1525 » (*Bibl. nat.*, ms, fr. 5779, f^o 127 v^o (mention) (Registre de M^e Florimond Robertet, secrétaire des finances du Roi, des expéditions commandées par Madame Régente en l'absence d'iceluy seigneur). *Catal. des actes de François I^{er}*, t. V. (1892), p. 727, n^o 18452.

Mais où son rôle était apparu avec le plus de relief, c'est au concile provincial tenu à Lyon au mois de mars 1528 (n. st.), auquel furent convoqués les évêques de la province de Lyon, c'est-à-dire, outre celui de Mâcon, ceux d'Autun, Langres et Chalon, avec un certain nombre d'abbés, prieurs et doyens capitulaires et conventuels, et autres dignitaires ecclésiastiques de ces diocèses (1).

L'archevêque de Lyon, François de Rohan-Gié (2), ayant été empêché par sa santé d'en prendre la présidence, le Roi délégua à sa place « Monsieur de Mascon » (3).

Par une missive écrite de Paris, l'archevêque priait son « confrère et amy » de le remplacer, et d'assurer par le moyen du concile l'exécution des intentions du Roi, exprimées dans des mémoires qu'il lui adressait en même temps (4).

Claude de Longvy fit donc des convocations par lettres datées de son château de Romenay le 11 mars 1528 (n. st.).

Comme on le voit par le procès-verbal, le concile eut à examiner un triple objet :

1^o Le don de quatre décimes pour la « rançon du roi et recouvrement de ses enfants ».

(1) *Bibl. nat., Coll. Bourgogne*, vol. 70. Voir (f^o 141-179) le procès-verbal de ce concile. Cf. MANSI, *Sac. Concil. nova coll.*, éd. Welter, t. 32, 1902.

L'évêque d'Autun était Jacques Hurault (1505-1546), qui avait succédé à Philippe de Clèves et eut pour successeurs, en 1546 Hippolyte d'Este († 1572 à Rome) puis Philibert Dugny de 1550 à 1557, Pierre de Marcilly, de 1557 à 1571.

Celui de Langres était Michel Boudet (1511-1529) qui avait succédé à Jean II d'Amboise (1497-1510) et que devait remplacer Claude de Longvy. Celui de Chalon était Jean de Poupet (1503-1532) qui avait succédé à André et à un autre Jean de Poupet, et eut pour successeur un parent de Givry, Antoine de Vienne, † 1552.

Parmi les autres dignitaires citons Frégose, abbé de Saint-Bénigne, archevêque de Salerne.

(2) François de Rohan-Gié, fils de Pierre de Rohan, maréchal de France, perpétuel administrateur d'Angers en 1499 : élu archevêque de Lyon par le chapitre en 1501, consacré en 1504, fit son entrée solennelle à Angers en 1505, à Lyon le 14 août 1506. Il présida le concile national de Tours en 1510. Il mourut en 1536. Il eut pour successeurs à Lyon Jean de Lorraine, fils de René II duc de Lorraine (1537-1539), puis Hyppolyte d'Este, cardinal de Ferrare. En 1551 celui-ci changea de siège avec le cardinal François de Tournon († 1562) pour devenir archevêque d'Arles, et mourut en 1572.

(3) *Bibl. nat., Coll. Bourgogne*, t. 70, f^o 172. V. aux Pièces justificatives. (Lettre datée de Saint-Germain-en-Laye, le 4 mars 1528 (n. st).)

(4) Voir aux *P. just.*

2° L'extirpation de la secte luthérienne.

3° La réformation des mœurs des personnes ecclésiastiques.

Ces deux derniers points étaient indiqués en même temps que le premier — celui-ci avec plus de développement — dans le mémoire royal auquel faisait allusion l'archevêque.

Claude de Longvy présida donc l'assemblée qui se réunit à Lyon au palais archiépiscopal, du 20 au 24 mars 1528. Nous savons qu'il avait dès janvier 1527 reçu de Clément VII, avec l'évêque de Langres et celui de Bayeux, la mission d'activer les mesures de défense contre le luthérianisme. Claude de Longvy ne manqua point de signaler au concile le danger croissant et d'exhorter les assistants à y pourvoir. Avant de mettre en délibération la question des décimes et du don du clergé au Roi, il fit promulguer des statuts concernant l'hérésie et la réforme ecclésiastique. Nous aurons à y revenir (1).

Dans son diocèse même, il ne resta pas inactif. C'est sous son épiscopat et à son instigation que Thomas Severt fit le pouillé que nous avons mentionné plus haut.

Il se fit présenter en 1526 le Compte des biens de l'évêché par le prêtre Michel Saget (2). Sur le siège de Langres on pourra constater en lui ce même souci d'administration, et de même un exact soin du spirituel.

A Mâcon, en effet, il donna à son clergé un nouveau bréviaire assez conforme au romain (3). Il fit reconnaître sa juridiction par le chapitre noble de Saint-Pierre (4) un temps récalcitrant.

Ces religieux étaient relâchés et prétendaient à l'indépendance. Le lundi de Pâques 1521, l'évêque vint selon l'ancien usage, avec ses chanoines, à l'office de Saint-Pierre. Il arriva comme on allait

(1) Voir plus loin livre III : *Les débuts du Protestantisme*.

(2) Cf. *Arch. Saône-et-Loire*, G. 82, 1^{er} : la recette se montait à 1049 livres.

(3) Ce bréviaire en 2 volumes, caract. goth. (*Bibl. nat.*, B. 4600), contient l'office de tous les saints patrons des églises du diocèse. En carême aucun office de saints. Leçons très courtes, à peine longues comme nos collectes. Hymnes conformes au romain, mais moins nombreuses. (Cf. PELLECHET, *Notes sur les livres liturgiques des diocèses d'Autun, Chalon, Mâcon*. Paris, 1883, gr. in-8°. Voir *La Renaissance, in fine*, au chapitre : *Les Portraits...* ce que nous disons d'un missel romain enluminé, imprimé en 1524, et appartenant à Claude de Longvy (*Bibl. Sainte-Geneviève*, B.B. in-fol, 48/2.).

(4) Cf. LAPLATTE, *Hist. de Mâcon*, ms., *Bibl. Académie de Mâcon*.

chanter le *Gloria in excelsis*. Le religieux célébrant s'arrêta court, mais le chœur continua. A l'Épître, silence du sous-diacre, et du diacre à l'Évangile. L'évêque priant les officiants de continuer, on lui répondit qu'on n'avait pas d'ordre à recevoir de lui, qu'il n'était pas leur prélat. Claude de Longvy se retira, paraît-il, pour éviter un plus long scandale, mais il fit assigner les religieux à son officialité. Avant la transmission de la cause, le prieur vint le 26 février 1522 reconnaître la juridiction de l'évêque sans réserve (1).

À la suite du Concile de Lyon il réforma l'abbaye de Saint-Rigaud (2) (24 décembre 1528). Il ordonna que la messe conventuelle fût plus solennelle, la vie de communauté plus stricte pour les 12 religieux. Mais l'abbé n'aura pas table commune avec ceux-ci.

On le voit s'intéresser efficacement au bien-être de sa ville épiscopale, comme il advint lors de la réparation du pont sur la Saône (3). Il accorda une indulgence de 40 jours, avec permission de manger du lait et des œufs pendant le carême, la semaine sainte exceptée, à tous ceux qui contribueront à la réparation du pont ; et cela à diverses reprises : le 9 juin 1515, le 8 janvier 1524 (par lettres datées de Blois), le 4 février 1525 (par lettres datées de Saint-Just, à Lyon).

Ainsi firent alors d'autres évêques, tels ceux de Livron, d'Agen (4).

Le xvi^e siècle fut à ses débuts marqué par une prodigieuse renaissance économique dont la condition première était la facilité des communications. On sait qu'alors comme en d'autres époques « l'Église a eu recours à cette grande idée des œuvres satisfactoires comme au seul moyen capable de restaurer ses œuvres sociales. » (5)

Tout cela nous montre Claude de Longvy sous un jour très favorable : homme de son Prince, mais aussi, sinon avant tout, homme

(1) On verra longtemps encore des épisodes de ce genre : la lutte entre exempts et évêques n'est pas près de finir. Voir dans PRUNEL, *Séb. Zamet*, Paris, 1912, in-8° (thèse), 329 ss., le récit d'une scène semblable, à Langres, en 1647.

(2) Paroisse de Ligny.

(3) *Arch. com. Mâcon, DD. 14.*

(4) Sur le principe de ces indulgences voir GALTIER dans *Dict. apolog. de la Foi catholique*, t. IX (1913). Il renvoie dans sa Bibliographie aux travaux récents de N. Paulus qui a renouvelé plus d'une question relative aux Indulgences du temps de Luther.

(5) Cf. IMBART DE LA TOUR, *Les Origines de la Réforme*, t. I., p. 245, et t. II., p. 265.

d'Église, à la fois pieux et vigilant, sachant exercer l'autorité, et préoccupé du bien général sans négliger ses propres intérêts.

A Mâcon, n'eut-il pas déjà ce rôle de Mécène des arts (1) qu'il tint ailleurs ? Le voisinage de la Bresse où la petite-fille du Téméraire, Marguerite d'Autriche, venait de faire édifier sur la tombe de son époux regretté Philibert le Beau, la magnifique et originale église de Brou (2), et l'épanouissement soudain, à quelques lieues de Mâcon, d'un monument d'art qui avait ses points d'attache à la fois dans le génie flamand et l'esprit bourguignon, ne fut-il pas pour quelque chose dans la genèse de ses goûts artistiques ? (3).

Nous savons en tout cas qu'il s'intéressait aux choses de l'esprit et aux belles-lettres : à preuve les dédicaces d'ouvrages qui lui furent adressées. Déjà comme il n'était encore que chanoine et archidiaque, le dominicain Pierre de la Vigne, langrois d'origine, mâconnais de résidence, lui dédiait en 1510 son édition des Métamorphoses d'Ovide en des termes qui relèvent sa générosité, son éloquence et sa science juridique (4).

En 1520, un autre mâconnais, Jean Fustaillier, lui faisait hommage de son livre sur les « Antiquités de Mâcon », et dans des termes qui nous donnent également la plus haute idée de la bonté, de la générosité et des goûts éclairés de son Mécène (5).

Givry avait quarante-huit ans, il était déjà rempli de mérites et d'expérience, en possession de la plus haute influence, accrue encore par son renom de sagesse, et il y avait dix-neuf ans qu'il était évêque de Mâcon, lorsqu'il fut appelé à l'autre extrémité de la Bourgogne, pour devenir évêque du vaste diocèse de Langres.

(1) Voir *La Renaissance*.

(2) Voir dans *La Renaissance*, livre I, ce que nous disons des artistes de Pagny, dont plusieurs pourraient bien avoir été des sculpteurs employés d'abord à Brou par Marguerite d'Autriche, puis à Lons-le-Saunier par la princesse d'Orange, cousine du cardinal de Givry et de l'amiral Chabot.

(3) Cf. *La Renaissance*, 1^{er} P., ch. I.

(4) *Id. ibid.*; *jurisconsulto*. Givry aurait donc été docteur ès droits. Nous ne savons où il étudia ; ce fut peut-être à Dole.

(5) *Ibid.*

SECTION SECONDE

LA CARRIÈRE DE CLAUDE DE LONGVY
Évêque de Langres

CHAPITRE PREMIER

L'Élection de Claude de Longvy
à l'Évêché, Duché et Pairie de Langres

Michel Boudet, 9^e évêque de Langres, était mort le jeudi 22 juillet 1529, dans le château que possédaient les évêques de Langres à Mussy-sur-Seine, alors Mussy-l'Évêque, et le mercredi 4 août à quatre heures du soir, on l'enterrait dans le chœur de son église cathédrale à gauche du grand autel. Le lendemain on célébra la solennité de ses funérailles en présence du clergé et du peuple auxquels un discours fut adressé.

Dès le 6 août on tint les préliminaires de l'élection de son successeur. Cette élection faite treize ans après le Concordat de Bologne est à divers égards particulièrement intéressante. Elle eut lieu quelques semaines plus tard, et, comme on peut s'en convaincre par le procès-verbal, minutieusement rédigé, que nous en avons (1), selon toutes les formes canoniques en usage avant le Concordat du

(1) *Arch. dép. Haute-Marne*, F. Laloy, 633 orig. Copies : à la *B. du Gr. Sém. de Langres*, ms. Mathieu, t. IV, pp. 161-177 ; à la *Bibl. nationale*, ms. fr. 17.351, f^o 139 (copie collationnée avec l'original par le bailliage de Sens, sur commission du prévôt de Paris datée du 30 avril 1543).

A rapprocher des procès-verbaux d'élection de Michel Boudet (*Arch. Haute-Marne*, G. 15 liasse), Gui Bernard (G. 14, cf. 16).

16 août 1516 (1), avec toutes les précautions qui devaient assurer la validité du scrutin et donner toute garantie relativement à la capacité et aux mérites de l'élu.

Disons tout de suite que le choix des chanoines de Langres avait été à l'avance éclairé par une lettre de François I^{er} (2). Le souverain y exprimait en termes nets et chaleureux à ses « chers et bien amés amis » son désir de voir Claude de Longvy passer du siège de Mâcon à celui de Langres, par l'effet de l'élection capitulaire : «... Nous désirons singulièrement que vous eslisez nostre amé et féal conseiller Me Claude de Longvy evesque de Mâcon, et non autre, tant pour les bonnes mœurs, vertuz, mérites et honnesteté de vye qui sont en sa personne, que aussy en faveur et pour considération des bons, agréables et recommandables services que luy et aucuns de ses proches parents nos espécialz serviteurs ont aussy par ci devant faiz et font encore ordinairement par chascun jour... estant asseuré que vous ne scauriez faire meilleure ellection d'homme pour nous estre plus féable et agréable et pour mieulx gouverner et administrer vostre église... »

Le Roi en avait du reste déjà parlé à Paris aux représentants du Chapitre... Il est fort probable que cette désignation de Claude de Longvy à l'important siège de Langres lui ait été suggérée par l'amiral Brion assez occupé de « pousser » Monsieur de Mâcon, comme le prouve sa correspondance (3) avec le connétable de Montmorency, et le cardinal du Bellay, sans oublier Louise de Savoie. N'avait-il point sollicité naguère pour lui les évêchés d'Autun, d'Auxerre, ainsi que l'abbaye de Montiérender ?

En tous cas, c'était bien la candidature officielle pratiquée depuis plus d'un tiers de siècle, en dépit de la Pragmatique sanction (4), même avant le Concordat de Bologne (5).

(1) Cf. J. THOMAS, *Le Concordat de 1516*, Paris, 1910, 3 vol. in-8°, t. I.

(2) *Arch. Haute-Marne*, G. 15 liasse ; Original. — Voir aux P. J.

(3) Voir aux P. just. Ces lettres se rapportent à l'une des années 1527, 1528, et peut-être aussi 1529.

(4) Selon que l'écrivait en 1507 le légiste Montserrat, le roi très chrétien pouvait « intervenir sous forme de prière en faveur des personnes méritantes et utiles au bien de l'État. » Surtout lorsqu'il s'agissait d'évêchés frontières dont le titulaire détenait châteaux et places fortes, la raison d'État voulait que les Chapitres ne pussent imposer au souverain un candidat capable de le trahir.

(5) Cf. IMBART DE LA TOUR, *Les Origines de la Réforme*, t. I. pp. 103 ss.

C'était même, malgré la perspective de l'élection à faire par le Chapitre cathédral, une nomination non déguisée.

Par les mandataires qu'il avait envoyés à la Cour, le Chapitre de Langres avait donc déjà conféré avec le Roi au sujet de la succession de Michel Boudet et pris ses instructions (1). Par cette lettre le Roi les lui signifiait de nouveau en y mettant les formes. Il est à remarquer que le procès-verbal n'en fait nullement mention.

Rien d'étonnant, d'ailleurs, quand on sait que le vénérable Chapitre de Langres, au moins à cette époque, était d'une indépendance rare. Cette indépendance il l'avait déjà montrée naguère ; elle tiendrait encore en échec d'une façon formelle et réitérée les désirs exprimés soit par des personnages de marque comme Marc de la Baume-Montrevel, lieutenant général de Champagne, et comme Claude de Lorraine, soit par des rois et des reines comme François I^{er}, Éléonore d'Autriche, Henri II, Charles IX, Henri III. En vain ceux-ci eurent beau multiplier les lettres missives de recommandation, ils ne purent que rarement, s'ils y parvinrent, faire entrer les candidats de leur choix dans les rangs du Chapitre (2). C'est dire que même pour une candidature épiscopale, celui-ci n'eut point agréé Claude de Longvy, sur la seule invitation du Roi, s'il ne lui eût paru vraiment digne et offrant toute garantie.

L'Église de France n'avait point d'ailleurs sans regret ni sans résistance perdu la liberté de ses élections (3) ; elle n'aurait pas

(1) La promotion de Claude de Longvy à Langres donna-t-elle lieu à des négociations avec Rome ? Nous n'avons pas le dossier qui aurait alors été vraisemblablement constitué. On sait que les dossiers de ce genre ont en immense majorité disparu des Archives proprement dites du Vatican et des Archives consistoriales. (Cf. L. MADELIN, *Les premières applications du Concordat de 1516*, d'après les dossiers du Château Saint-Ange, dans : *Mélanges d'Archéologie et d'histoire*, t. 17, année 1897.)

(2) Voir A. ROSEROT, *Lettres missives des rois et reines de France*, etc, pour la collation des prébendes du Chapitre de Langres de 1527 à 1575 (extraits des Archives de la Haute-Marne et de la Bibliothèque de Chaumont, dans le *Bull. Soc. H. et A. de Langres*, t. IV (1898). Qu'on n'objecte point l'élection de Jacques d'Helvis en 1562 : on sait que le collège électoral dans cette circonstance ne comprit pas seulement le Chapitre.

(3) On peut voir sur ce sujet : F. DE COUSSEMAKER, *Des résistances qui se sont produites depuis la mort de François I^{er} (1547) au mode de nomination des évêques établi par le Concordat de 1516*, Paris, 1898, in-8° (thèse), et déjà BOURDON, *Le Concordat de 1516*, Paris, 1902, in-8°. Sur les protestations du Chapitre de Langres revendiquant son droit d'élection, voir A. DAGUIN, *Les évêques de Langres*, p. 38.

accepté une application trop radicale de l'acte de Bologne. Ainsi Messieurs du Chapitre de Langres tinrent-ils à faire selon les règles une élection qui, disaient-ils, leur appartenait « pleno jure » (1), et à ne point paraître avoir la main forcée. Ne relevaient-ils point, comme ils le déclaraient avec insistance, directement de l'Église romaine (2). N'avaient-ils pas de droit ancien, antérieur à la Pragmatique, le droit d'élire les évêques? Le Concordat le leur avait, comme à plusieurs autres, conservé : privilège qui fut d'ailleurs aboli en 1531 (3).

Le 6 août ils avaient nommé deux notaires (4) chargés de rédiger les actes (5) de l'élection, et quatre témoins (6) dont le rôle

(1) « *Electionem ad nos pleno jure spectantem.* »

(2) « *Ecclesiæ Lingonensis ad Romanam Ecclesiam immediate pertinentis.* »

(3) Cf. IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, t. II, p. 477.

Longtemps encore le Chapitre devait affirmer son droit d'élection.

On sait que la célèbre ordonnance d'Orléans (1561) rétablit les élections canoniques et même élargit le corps électoral, qui devait comprendre outre le métropolitain et ses suffragants ainsi que le Chapitre, 12 députés de la noblesse du diocèse et 12 notables élus de la ville.

Or c'est cette même année que mourut Claude de Longvy. Charles IX ordonna le 19 décembre au Chapitre de Saint Mammès de faire procéder à l'élection de son successeur. Elle eut lieu le 1^{er} février 1562, d'après la nouvelle réglementation. Deux candidats étaient en présence : Claude de Bauffremont, trésorier du Chapitre et prieur de Saint-Geosmes, et Anne du Châtelet, grand archidiacre. Mais des lettres du Roi lues avant le vote recommandèrent un troisième candidat, inconnu du reste à Langres, Jacques d'Helvis, dit de la Roche-sur-Yon, fils naturel, croit-on, de Charles de Bourbon, prince de la Roche-sur-Yon, duc de Baupréau. Cette élection (?) fut la dernière. Cf. A. DAGUIN, *op. cit.*, p. 35-37.

Voir la liste des 42 chanoines, des 12 députés de la noblesse et des 12 députés de la bourgeoisie qui prirent part à l'élection, dans X. DEREGEL, *Essai sur l'hist. de la ville et du diocèse de Langres* (ms. de la Bibl. de la Soc. H. et A. de Langres, p. 151 bis.)

Pour ce qui est de l'élection de Givry en 1529, le P. Vignier dit que le Concordat n'était pas encore en vigueur. On voit de quelle manière. Il fait encore erreur quand il affirme que le clergé et le peuple prirent part à l'élection. Ce fut uniquement le Chapitre. Cf. *Les Chroniques de l'Évêché de Langres*, trad. Jolibois, p. 204.

(4) François Bégat, secrétaire ordinaire du Chapitre, et Réginald Voillemin. Le premier allait être bientôt grand archidiacre de Langres, après la résignation de Jean Thibault (*Arch. Haute-Marne.*, G. 11 liasse : bulle de Clément VII, de Rome, le 7 sept. 1530, orig.).

(5) Voir le procès-verbal aux *Arch. Haute-Marne*, f. Laloy 633.

(6) Pris en dehors des chanoines, parmi les prêtres résidant à Langres : c'étaient Jean Marviset, curé d'Ormancey, Jacques Craponel, curé de Montsaugéon, Jean Barat (alias Chavat), curé de Rivières, et Jean Richier, maître ès arts. Plusieurs chanoines absents lors de cette délibération du 6 août la ratifièrent quelques jours après.

serait de les assister, après avoir suivi attentivement toutes les phases de l'opération. Celle-ci avait été fixée au mercredi 13 octobre. Ce délai paraissait nécessaire pour permettre aux notaires de convoquer les chanoines absents, électeurs d'après le droit ou la coutume, notamment ceux qui résidaient hors du diocèse (1), mais dans le royaume (2), et donner à tous le temps de venir. Ce luxe de légalité souligne la pensée de « Messieurs » quant à la réalité de l'élection qu'ils entendaient faire « *juxta sacros canones* ».

Pour se conformer à ce qui avait été également décidé le 6 août, les notaires publièrent solennellement le 25 septembre l'édit de convocation générale, d'abord en présence du Chapitre réuni dans la salle de ses séances, ensuite au chœur, devant tout le peuple. Puis ils en affichèrent la copie revêtue de leur signature et du sceau de l'Église cathédrale au grand portail, en présence des quatre témoins.

Au jour dit, le rite impressionnant qui préludait aux élections de ce genre commença.

Chacun des électeurs, lesquels étaient dispersés çà et là dans l'église Saint-Mammès, s'agenouilla en particulier devant un prêtre, humblement et dévotement, mains jointes, tête baissée et découverte, à la manière des pénitents, et confessa ses péchés (3).

Puis de même, chacun de ceux qui étaient prêtres, célébra le saint sacrifice à l'un des autels de la cathédrale, le doyen à l'autel de saint Jean l'Évangéliste, le trésorier à l'autel de saint Mammès (4), et ainsi des autres.

(1) Le procès-verbal les mentionne, cf. *infra*. En les convoquant par mesure exceptionnelle, le Chapitre déclara qu'il n'entendait point par là déroger à l'antique coutume de l'Église de Langres de ne point appeler aux élections épiscopales ceux de ses membres qui résidaient en dehors de la province de Lyon.

(2) *In regno Franciæ residentes*. Le texte de la convocation est inséré dans les actes. Les absents devaient pour attestation apposer leur signature au bas des lettres de notification qui leur seraient présentées par les messagers désignés à cet effet, lettres dont ils furent munis le 13 août.

(3) Les noms de chaque chanoine et de chaque prêtre sont mentionnés : le doyen s'agenouilla devant Étienne Desvigne, le trésorier devant Hugues Bergier, l'évêque de Troyes Hennequin devant Craponel (ou Crapouel), curé de Montsaugéon, d'Amoncourt devant Jean Perrin, etc.

(4) On remarquera cette préséance dans les attributions : saint Jean l'Évangéliste était le titulaire primitif de la cathédrale de Langres avant saint Mammès. L'archidiacre du Barrois célébra à l'autel du « bas Crucifix », le chantre à l'autel de

Odoard Hennequin (1), évêque de Troyes, agrégé la veille au Chapitre, à la place de l'archidiacre Jean de Beaumont décédé dans l'intervalle des préparatifs de l'élection, célébra alors pontificalement au maître-autel la Messe du saint Esprit, à laquelle communierent de sa main, sous les yeux des notaires et des témoins et à la balustrade, ceux des chanoines qui n'avaient pas célébré.

Tous se rendirent ensuite processionnellement, au chant du *Veni Creator*, à la salle du Chapitre. Les messagers accrédités pour convoquer les électeurs éloignés rendirent compte de leur mission (2), les notaires à leur tour attestèrent qu'ils avaient proclamé et affiché l'édit, et l'on procéda à l'appel nominal de tous ceux qui devaient prendre part à l'élection.

Trois d'entre eux présentèrent la procuration, enregistrée par l'official de Langres, qu'ils avaient reçue de trois de leurs collègues empêchés, pour agir en leur nom et émettre un vote à leur place (3).

Sainte Barbe. Les autres autels mentionnés sont, par ordre, ceux de saint Vincent, de la Sainte Trinité, de saint Gengon, de la chapelle des Reliques, de saint André, de saint Jean-Baptiste, de saint Romaric, des saints Simon et Jude *supra muros fractos*, de la Sainte Vierge *novi altaris*, des saints Pierre et Paul apôtres, de saint Michel haut, de l'Annonciation, de saint Martin.

(Cf. *La Renaissance : La cathédrale Saint-Mammès au XVI^e siècle*.)

(1) Odoard Hennequin, évêque de Troyes de 1528 à 1544. Ce fut un prélat réformateur. Cf. J. ROSEROT-DE-MELIN, *A. Cavacciolo, év. de Troyes*, Troyes, 1923, in-8°, p. 208.

(2) Jacques Regnault, docteur *in utroque jure*, maître à l'Université d'Angers, touché le 28 août par la citation : *personaliter reperto in domo sua solita habitationis in civitate Andegavensi*, avait répondu par écrit que dans la mesure où le lui permettrait sa faiblesse physique, il obtempérerait aux désirs du Chapitre. Maître Denys Puillois, archidiacre du Bassigny, résidant à Paris, avait été saisi de la citation le 5 septembre, près de l'église paroissiale Sainte-Geneviève des Ardents, en présence de Fr. Bourdineau, marchand d'Orléans, maître Pierre Mercerie, recteur de l'église de Buxi et maître Guillaume Aubert, licencié en droit ; il avait répondu qu'il se tenait pour convoqué. De même Jean Thibault, de Langres, résidant aussi à Paris, fut rencontré le 12 du même mois rue de la Calende avec deux notaires royaux du Châtelet, maîtres Martin le Maulpin et Claude Martin ; il déclara : *se debitum facturum*.

Les messagers étaient Gabriel Souchet, (ou Soichet), curé de Marcilly, et Pierre Mareschal dit Jardinot, notaire de l'officialité.

(3) Le trésorier Prudent de Récourt présenta la procuration dont le chanoine Laurent Guillaume l'avait chargé, en présence de deux autres prêtres langrois, le 10 octobre, dans la maison que le Chapitre possédait à Gevrey au Mont (auj. Gevrey-Chambertin). Il n'aurait pu venir qu'au détriment des intérêts du Chapitre dont il surveillait les vendanges. Il s'engageait à ratifier tout ce que ferait son mandataire, et ce avec hypothèque au besoin sur tous ses biens meubles ou immeubles, présents

Plusieurs (1) ne répondirent pas à l'appel que l'huissier réitéra trois fois devant le portail de la salle capitulaire. Le syndic du Chapitre prononça contre eux la contumace et déclara que nonobstant leur absence, on allait procéder à l'élection.

Les électeurs présents prirent encore soin de constater qu'ils avaient tous été dûment convoqués et approuvaient toutes les dispositions prises jusque là. Le Doyen avertit que si l'un d'eux se trouvait frappé d'une censure le rendant inhabile à émettre un suffrage, il eût à sortir.

Tous alors s'agenouillèrent et firent serment sur l'Évangile, l'un après l'autre, entre les mains du doyen, promettant à Dieu et au bienheureux saint Mammès d'élire le sujet qu'ils croiraient le plus apte à procurer le bien spirituel et temporel de leur Église.

Finalement on en vint au vote (2).

Le premier, le doyen Jean Pignard émit son suffrage en ces termes : « Au nom du Père et du Fils et du saint Esprit, Amen. Moi Jean Pignard, chanoine et doyen très insigne de cette Église, c'est maître Claude de Longvy, chanoine de cette église (3), personnage

ou futurs. Le chanoine Claude Félix avait la procuration de maître Jean le Petit, retenu par la maladie dans sa maison canoniale. Le chanoine Loye, syndic, avait la procuration de Pierre Raoul, absent pour les affaires du Chapitre.

(1) L'archidiacre du Bassigny D. Puillois, J. Boelly, Jacques Regnault.

(2) Les électeurs étaient en définitive : outre le doyen Jean Pignard, le trésorier Prudent de Récourt, l'évêque de Troyes Hennequin, l'archidiacre du Barrois Guy Legoux, le grand chantre J. Guillot, les chanoines Gilles de Giey, Bertrand Balavoine, Jean Beuve, Guillaume le Paige, Jean le Petit, Claude Félix, Antoine Bouvier, Anselme Petit, Louis Pitoye, Hector Guerrier, Nicolas Brunel, Simon Boisseau, Jean Boelly ou Bailly, Pierre Raoul, Nicolas Contet, Claude Loye, Claude Potot, Richard Roussat, docteur en médecine, Guillaume Jacard, Nicolas Labbé, Jean d'Amoncourt, protonotaire, Jean de Sommièvre, protonotaire, Jean Robert, Denis Blanchet, chancelier, Laurent Guillaume, Guy Maignien, Jean Cyberand, Jean Thibault, de Mussy l'Évêque, maître ès arts, Mathien Buchelet, Philippe de Choiseul, protonotaire, Michel Cidier, prêtres, puis Jacques Tabourot, sous-diacre, tous chanoines prébendés de Langres. En tout une quarantaine.

Plusieurs étaient gradués. On sait que la Pragmatique avait réservé le tiers des prébendes, cures, vicariats aux gradués. Le roi et le pape avaient chacun de leur côté usé de leur influence pour assurer cette pratique, que sut défendre aussi l'Université contre les évêques. Cf. IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, t. I, p. 348.

(3) On ne voit pas que Claude de Longvy ait été auparavant chanoine de Langres. En se l'agrégeant *in extremis* le Chapitre honorait et lui-même et l'élu. C'était peut-être une manière d'affirmer que seul l'un de ses membres pouvait être digne d'être promu à l'évêché de Langres.

de vie très probe, né de mariage légitime, possédant l'ornement des bonnes mœurs et l'éclat de la science des lettres, que j'élis et nomme pour pasteur et évêque de notre Église présente. »

Aussitôt tous les autres, d'une voix unanime et sans qu'aucune opposition se fit jour, nommèrent Claude de Longvy chanoine et simultanément l'élirent pour évêque de Langres (1).

Entonnant le *Te Deum*, le Chapitre se rendit en procession au maître-autel, tandis que les cloches sonnaient à toute volée. Il revint à la salle capitulaire, et députa son doyen et son trésorier pour annoncer le choix au peuple. Maître Pignard et Prudent de Récourt publièrent donc le nom de l'élu en langue vulgaire, d'abord à la salle même du Chapitre dont la porte était grande ouverte ; puis sans délai ils gravirent les marches de l'ambon, appelé vulgairement *jubé*, et devant la multitude qui emplissait le chœur et la nef, proclamèrent que Claude de Longvy avait été élu évêque de Langres par le moyen d'une sorte d'inspiration divine (2).

* * *

Informé de son élection, Claude de Longvy demanda quelques jours de réflexion, ce qui lui permettrait aussi de consulter ses amis (3). Le délai expiré, il fit savoir que, quoique se sentant trop faible pour

(1) *Unanimiter, uno ore et incontinenti, nemine disceptante, divinitus inspirati eundem Claudium de Longovico canonicum concorditer nominaverunt et in prælatum, episcopum et pastorem hujus ecclesiæ Lingonensis una voce elegerunt.*

On sait que les Chapitres avaient plusieurs manières de procéder aux élections : la voie du saint Esprit ou de l'inspiration, le scrutin, enfin le compromis ou la postulation. Ce dernier mode fut employé souvent pour sauvegarder l'apparence de la liberté de l'élection.

(2) *Electionem... fuisse via quasi inspirationis divinæ factam.* N'attribuons pas trop d'importance à cette formule qui se retrouve à propos d'un certain nombre d'élections. (Cf. MADELIN, *loc. cit.*).

À la requête des chanoines, les notaires Bégat et Voillemin rédigèrent, signèrent et scellèrent le récit détaillé de cette élection, récit qui tient 31 feuilles de parchemin.

(3) Il était à Paris. Le 4 novembre au logis de maître Pierre Gelée, procureur en la Chambre des Comptes, rue de Bourbonne, il donna sa réponse aux envoyés du Chapitre : J. Pignard, P. de Récourt, J. Guillot, Anselme Petit. Cf. Th. TABOURT, *Hist. des Saintes Reliques et Ancienneté de Langres*, ms, p. 506.

cette charge, il l'acceptait pour se conformer à la volonté de Dieu.

Ceci est rappelé (1) dans le décret d'élection que le Chapitre envoya au métropolitain de Lyon, François de Rohan, pour le prier de confirmer son choix.

« L'archevêque et comte de Lyon, primat des Gaules et évêque d'Angers », donna pouvoir le 16 novembre 1529 à son vicaire général André de Leval, doyen de la Sainte-Chapelle royale de Dijon, à l'effet d'enquêter au sujet de l'élu et de confirmer ou infirmer son élection (2).

André de Leval cita pour le 4 décembre au cloître de la Sainte Chapelle (3) tous ceux qui pouvaient y avoir intérêt, afin d'entendre leurs raisons pour ou contre.

La veille il délégua le promoteur qui devait agir en cette affaire au nom de l'archevêque. C'était un chanoine de sa collégiale, Jean de Vendenesse, lequel au jour dit, siégea dans le cloître. Devant lui comparurent donc le procureur de l'évêque élu, Philibert Bouvot, ainsi que le doyen Pignard, et le protonotaire Jean d'Amoncourt, procureurs du Chapitre de Langres. Au vu de leurs lettres, le promoteur déclara qu'il n'avait rien à objecter à la forme de l'élection, mais avant la confirmation réclama une nouvelle enquête, cette fois relative à la vie et aux mérites tant de l'élu que des électeurs, et assigna les parties au même lieu pour le 11 décembre.

Dans l'intervalle, André de Leval assisté du notaire apostolique Jean Durand procéda à cette information. Le résultat, comme on pouvait s'y attendre, fut favorable. Le procureur du métropolitain mit donc Claude de Longvy en possession de son évêché ainsi que de tous les droits que le siège comportait, et invita le Chapitre à faire de même.

Le nouvel évêque de Langres n'attendit pas la cérémonie de son entrée pour présenter au Chapitre « les pièces du procès et sentence rendue par le vicaire de l'archevêque de Lyon le confirmant dans

(1) Au témoignage de l'abbé Mathieu, ms. cit., p. 179.

(2) Cette procuration est datée de Paris *in domo nostra archiepiscopali Lugdunensi*, et fut donnée par l'archevêque en présence de son suffragant Jean Rohault. Cf. MATHIEU, ms. cit., p. 177-197.

André de Leval avait été chanoine de Langres de 1498 à 1523 † 1548.

(3) *Per territorii accommodationem.*

l'évêché de Langres », et donna procuration à cet effet dans le courant du mois à Jean d'Amoncourt — il était son parent — et à maître Pâris Taquot, avocat du Roi au Parlement de Bourgogne (1).

* * *

Ainsi élu et confirmé évêque de Langres, Claude de Longvy devenait duc et pair, et l'un des plus importants féaux du Roi.

Comme sujet du Roi et en raison du temporel de son évêché (2), il devait selon la coutume, avant d'être admis à prendre possession, faire serment de fidélité à François I^{er}, c'est à dire se présenter à lui en personne, et, l'étole au cou, jurer sur l'Évangile de le défendre, lui, ses enfants et ses biens, de l'assister de ses conseils et de « tenir son conseil secret ». En retour, le souverain lui donnerait main levée des biens ecclésiastiques qui auraient été mis en régle (3), et ordonnerait à tous ses officiers de procurer au nouvel évêque la jouissance paisible et intégrale de ses droits.

C'est à Dijon que Claude de Longvy alla trouver le Roi. Il lui fit son serment le 23 janvier 1530 (n. st.) (4).

Il dut aussi en présenter le « dénombrement » à la Chambre des Comptes à Paris.

* * *

En quittant Mâcon, Claude de Longvy, s'éloignait des lieux où

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 64 : procuration du 13 déc. 1529, datée de Couchey.

(2) De plus en plus les églises avaient assimilé les évêques et abbés à des vassaux, et les terres ecclésiastiques à des fiefs. L'évêque, détenteur d'une part de la puissance publique, était tenu à une fidélité plus étroite. En cas d'infidélité, il pouvait être poursuivi pour crime de lèse-majesté.

Quant aux biens d'église, ils étaient sous la surveillance et la garde du Roi : spécialement, évêchés et abbayes sont considérés comme une dépendance de son domaine ; leurs titulaires ne peuvent en disposer sans son consentement. En cas de vacance, ils retombent en son pouvoir, ses commissaires mettent dans la main royale « les églises, domaines, châteaux-forts, villes closes ou bourgs », font l'inventaire, administrent, nomment les officiers : c'est la régle. Pour un temps, le Roi, « l'héritier » de l'évêque dispense, les bénéfices que l'évêque confère, jusqu'à ce qu'il ait donné main levée à son successeur. (Cf. IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, t. I, p. 90-91.)

(3) En fait la main levée ne fut donnée qu'en 1535.

(4) *Arch. nat.*, Expéd. orig. p. 725¹, cote 256. V. aux P. J.

s'était écoulée une bonne partie de sa jeunesse, où il avait auprès de son oncle et de ses collègues de Saint-Vincent pris contact avec le diocèse qu'il avait ensuite gouverné environ dix-neuf années. Pas un visage, pourrait-on dire, qui ne lui fût connu, pas un paysage qui ne lui fût familier sur ces bords de la Saône. C'est là que son expérience s'était mûrie par une précoce formation, par la pratique d'une longue administration, et par l'initiation aux questions d'État. Il put avoir des regrets.

Cette expérience, en revanche, lui permettait d'aborder avec confiance le nouveau champ où l'avait appelé le vote du Chapitre de Langres...

Il dut s'y sentir attiré aussi par les vœux des siens. Il allait retrouver, non plus comme hôte passager, mais comme évêque, pasteur et seigneur, des demeures amies ; à Dijon (1) où son neveu le gouverneur de Bourgogne avait sa résidence à la maison du Roi, à Pagny, fief de famille, où l'amiral et sa femme Françoise de Longvy se réjouissaient de l'accueillir plus souvent et qu'il allait tant contribuer à embellir, puis à Sombernon, à Charny, sans parler de Fontaine-Française, de Mirebeau, de Couchey où il était chez lui ; autant de noms très chers qui s'inscrivaient en caractères brillants sur la carte ou à la lisière de son évêché-pairie. A deux pas, c'étaient Givry, Longvy, Rahon, Pesmes, c'est-à-dire le berceau ancien de sa famille. Il ne faisait après tout que remonter la Saône dont un des affluents, la Vingeanne, le conduisait au pied du plateau sur lequel l'attendait, guettant son arrivée du haut de ses antiques murailles, sa nouvelle ville épiscopale.

C'était toujours le Duché et la Comté de Bourgogne, c'est-à-dire son pays. Même dans la partie de son nouveau diocèse qui s'étendait en Champagne administrative, il était loin d'être un étranger : sa résidence épiscopale de Mussy-l'Évêque — où il devait mourir trente années plus tard — n'était-elle pas enclavée dans le comté de Bar-sur-Seine qui après avoir appartenu à son frère Jean, dépendait maintenant de sa belle-sœur Jeanne d'Angoulême, sœur du Roi, en attendant d'être bientôt aux mains de sa nièce Jacqueline

(1) Il était venu souvent à Dijon : ainsi en 1517 ils'y trouva avec les archevêques de Rouen et Sens, en 1520 avec les évêques de Théroutanne et de Chalon, (*Arch. mun. Dijon*, I, 62, 63).

et du mari de celle-ci, le premier duc de Bourbon-Montpensier ? Tout près de là était Pothières dont il était abbé, et Molesme qui était aux mains de son parent Antoine de Vienne.

Ajoutons qu'à l'époque même où se préparait son entrée à Langres, il devenait abbé de Saint-Étienne, circonstance qui l'attachait par un nouveau lien à la capitale de la Bourgogne. Il pouvait compter — et on le savait — sur la faveur de François I^{er} (1), lequel du reste aimait à venir dans la province. Le rôle qu'il avait déjà tenu dans la province ecclésiastique de Lyon, les rapports qu'il avait eus avec les prélats — évêques ou abbés — voisins de son diocèse de Mâcon, l'avaient fait apprécier. A Langres même, il avait depuis longtemps de hautes sympathies, ne fût-ce que de la part de son parent le chanoine Jean d'Amoncourt, protonotaire apostolique, dont il devait faire son vicaire général, son familier, son successeur au siège de Poitiers, et avec lequel il communiait dans un goût éclairé pour les beaux ouvrages de l'art.

De lointains souvenirs semblaient, du reste, l'appeler sur ce siège. Deux évêques l'avaient occupé dans lesquels il pouvait reconnaître sa race : Jean de Chalon (2) et Philippe de Vienne (3). Faut-il même noter que des relations d'affaires et de voisinage — sans parler de rapports occasionnels au concile de Lyon (4) — avaient pu se nouer entre les chanoines de Langres et l'évêque de Mâcon, où tout au moins avec ses gens et ses intendants, plusieurs des propriétés personnelles de Claude de Longvy, par exemple Couchey, se trouvant dans les parages de celles — comme Gevrey — que le Chapitre possédait en Bourgogne ?

(1) Le roi le désigne ainsi : *dilectus et fidelis consiliarius et carus amicus noster*, (1538) (*Arch. Haute-Marne*, f^{ds} non classé).

(2) Jean de Chalon, fils de Jean de Chalon, seigneur d'Arlay et de Marguerite de Bourgogne, fut évêque de Langres en 1328, transféré à Bâle en 1336, † 1337.

(3) Philippe de Vienne, prieur de Saint-Marcel-lez-Chalon, fils de Jacques de Vienne, seigneur de Ruffey et Longvy, et de Marie de Bauffremont, fut élu évêque de Langres en 1436, et mourut à Dijon en 1456. Son tombeau y fut érigé dans l'église des Cordeliers. (Cf. *Bibl. nat.*, *Coll. Bourgogne*, t. X, f^o 89 v^o, et f^{ds} lat. ms. 17.035 (dessin reproduit par P. GAUTIER, dans *Annales Soc. hist. et arch. et des B. Arts de Chaumont*, t. IV, 1913.)

(4) Cf. infra : livre III, *Les débuts du Protestantisme dans l'ancien diocèse de Langres*, ch. I.

Pour toutes ces raisons, une juste renommée le précédait dans ce beau diocèse de Langres si vaste alors ; il y jouissait déjà d'une réelle influence ; on avait pu y apprécier sa piété et son zèle contre l'hérésie, son esprit cultivé, ses talents d'administrateur, l'aménité de son commerce, et — ce qui ne gâtait rien — sa générosité.

On s'explique ainsi encore l'empressement et l'unanimité qui signalèrent la cérémonie de son élection. Ces heureuses impressions du début, le long épiscopat du cardinal de Givry à Langres ne devait point, semble-t-il, les démentir (1529-1561).

*
* *

A quelle époque fit-il son entrée solennelle dans sa nouvelle ville épiscopale ? Quelles circonstances y marquèrent un événement de ce genre toujours attendu avec impatience et préparé avec un soin minutieux ?

Les documents qui nous auraient renseigné là-dessus ont péri dans l'incendie de l'hôtel de ville de Langres, le 5 décembre 1892 (1).

Mais nous savons que cette entrée eut lieu le 26 septembre 1530, que Claude de Longvy était accompagné de l'évêque de Troyes, Odoard Hennequin, et de celui d'Auxerre, François II de Dinteville, des abbés de Clairvaux (Edme de Saulieu), de Molesme (Antoine de Vienne), de Morimond (Ornot de Pichanges), de Bèze (Jean de Fay), de Longuay (Régnier de Châtillon ?) et de celui de Pothières (son vicaire sans doute) (2), et qu'il fut reçu par le procureur Thierry (3), assisté du prévôt Antonin Boursault.

Les quatre « barons de la crosse » durent, selon la tradition du siège de Langres, remplir leur rôle (4).

(1) C'étaient notamment, aux *Arch. com.* (liasse 152) les Actes de prise de possession et entrées des Évêques de Langres (1398-1725) ; liasse 945 (1526-1530), Comptes du maître des Œuvres : dépenses pour l'entrée du cardinal de Givry, évêque de Langres ; ms. 54-55, f° 5 bis, procès-verbal de la prestation du serment de Claude de Longvy, 26 sept. 1530.

(2) S'il est vrai que Givry en était abbé depuis 1517 ; il figure encore sous ce titre en 1560, dans la *Gallia*, IV, 634. Sinon, c'était peut-être Emandelin de Cousance.

(3) ODON JAVERNAULT, *Mémoires...* p. 110 (Ms., copie à la *Bibl. Soc. hist. et arch. de Langres*).

(4) JAVERNAULT, *Mém.*, p. III.

Quand l'évêque était descendu de sa monture devant la cathédrale, les quatre lui faisaient prendre place dans une « chaise parée » donnée et livrée par le Chapitre,

C'étaient alors les seigneurs de Fouvent, de Choiseul (branche d'Aigremont), de Grancey et de Tréchâteau ou Thil-Châtel.

Nous pouvons nous faire une idée de la façon dont les choses se passèrent, d'après le cérémonial de l'entrée de ses prédécesseurs ou de ses successeurs. Car pour certains l'on a quelques renseignements.

« La noblesse, les vassaux et les officiers de l'évêché, ainsi que les principaux habitants de la ville allaient à la rencontre du prélat pour lui former un cortège : la plupart du temps, c'était au prieur de Saint-Geosmes que l'on se rendait. L'évêque y était arrivé la veille et y avait passé la nuit. Le prélat, en souvenir de l'entrée du Christ à Jérusalem, montait sur une mule, et le cortège se disposait ; pendant ce temps une partie de la milice bourgeoise s'avancait à quelque distance de la ville pour faire honneur à l'évêque, le reste formait la haie sur le parcours que devait suivre le prélat dans la ville et aux abords. Aussitôt que le guetteur du clocher de Saint-Pierre était averti que le cortège était en vue, les cloches de toutes les églises se mettaient à sonner, et le Corps de ville se rendait entre la porte (des Moulins) et la barrière, sous les dixeniers armés de leurs pertuisanes, conduits par les capitaines centeniers, précédés de quatre hautbois, ensuite tous les portiers et les deux hallebardiens, puis les capitaines à masses deux à deux, que suivaient deux autres hallebardiens avec les huissiers de ville, puis le maire (il s'appelait alors procureur général) et les échevins, après lesquels marchaient les 24 anciens et les capitaines et officiers de quartiers qui n'avaient pas été commandés. »

Arthur Daguin (1) emprunte ces détails au Journal de Gousselin (2), ils se rapportent au XVII^e siècle, mais l'essentiel du cérémonial n'a pas dû beaucoup changer.

« L'évêque, dit-il encore, arrivé entre la barrière et la porte qui avait été fermée, descendait de sa monture et prenait place dans un fauteuil, une table près de lui, et là après avoir ouï le compliment

et le portaient sur leurs épaules jusqu'à l'entrée du chœur. Le baron d'Aigremont, au dire de Daguin, pouvait d'après la coutume revendiquer la mule.

Cependant on voit qu'en 1564 à l'entrée du successeur de Givry, ce fut le seigneur de Til-Châtel, alors Claude de Baissey (*Arch. Haute-Marne*, G. 241).

(1) *Les Évêques de Langres*, p. 42-45.

(2) GOUSSELIN, *Journal* (ms. à la Bibl. Soc. et A. de Langres).

du maire qui était à la tête du Corps de ville, et après lui avoir remis les clefs de la ville qu'on lui avait présentées, il appuyait la main sur sa poitrine et jurait non seulement de conserver et de maintenir les privilèges de la ville, mais même de les augmenter, s'il en avait l'occasion dans la suite. Un procès-verbal de toute la cérémonie et de la prestation de ce serment était dressé par deux notaires présents, lequel vite le dit seigneur signait. »

« On ouvrait les portes de la ville, le Corps de ville prenant place dans le cortège, et l'évêque, montant sur sa mule, pénétrait dans Langres où il était reçu, dit Tabourot, avec joye par les rues et les grandes places où s'était dressé des spectacles, théâtres, jeux et arcs triomphaux. Le cortège se dirigeait vers la cathédrale dont les portes étaient fermées. »

Ici donnons la parole à Théodecte Tabourot (1), nous racontant l'entrée de Michel Boudet le 22 juillet 1512 à six heures du matin. Les détails qu'il donne s'appliquent aussi sans doute à l'entrée de Claude de Longvy. Après donc que Michel Boudet eut prêté le serment devant le grand portail en présence du Chapitre qui s'était rendu là en passant par la porte de la chapelle de Saint-Jacques le Majeur, il s'approcha et « tira la cordelette de soie revêtue de fleurs descendant du haut du clocher où est le beffroi, en signe qu'il commençait à prendre possession, et aussitôt s'ébranla ledit beffroi et sonnèrent avec lui toutes les autres cloches quarillonnant et menant grand bruit. Et s'ouvrit la grande porte de l'église et descendit l'évêque les degrés de l'église bien accompagné » et suivi du peuple. Les chanoines qui étaient venus « en procession dans la nef l'attendaient rangés des deux côtés en leurs stations, et se chanta le *Te Deum* et passa ledit seigneur au milieu, revêtu des habits pontificaux et vint dans la chapelle Saint-Mammès bien ornée où il s'agenouilla sur un carreau de velours, entre le Doyen et le Trésorier jusqu'à la fin du *Te Deum*. Alors chanoines, prébendiers et chapelains l'accompagnèrent au chœur « aux sièges du dessus et du bas », et le menèrent à l'autel sur lequel « reposait le chef de Saint-Mammès. » Là il prêta une seconde fois le serment. De là il fut conduit à la salle

(1) *Hist. des saintes Reliques*, p. 472 ss. — Voir aux *Arch. Haute-Marne*, G. 15, liasse, le procès-verbal de l'élection, prestation de serment et prise de possession de Michel Boudet.

du chapitre où on lui donna « l'habit de chanoine qui se met en été ». A genoux et touchant cette fois une relique de la vraie Croix, il dut encore réitérer le serment.

Ramené au chœur, les chanoines le placèrent « à son trône et chaire épiscopale de marbre rougeâtre ou porphyre ornée magnifiquement et de là le conduisirent à son siège dans le chœur, le premier à droite du chœur afin de le mettre en possession de sa dignité épiscopale. » Après le chant de *Tierce*, l'évêque chanta la messe du Saint-Esprit, puis vers dix heures il fut mené en son logis épiscopal et « au devant de la porte le chambrier André de Leval lui donna en mains humblement les clefs. »

On a vu que Claude de Longvy avait, dès le mois de décembre 1529, pris possession par son procureur qui était ce même André de Leval. Aussi est-il vraisemblable que les formalités furent abrégées pour lui.

Selon la coutume il dut le soir, tandis que se faisaient en ville des réjouissances et des illuminations, offrir un dîner aux principaux personnages. Jadis ce festin de joyeux avènement réunissait de si nombreux convives, qu'on dut le donner parfois — ainsi sous Guy Bernard — dans la cathédrale (1).

Il eut lieu sans doute cette fois au palais épiscopal qu'avait restauré le même Guy Bernard, et sans doute aussi y joua-t-on une « bergerie » allégorique, comme celle que Guillaume Flameng avait fait jouer à l'entrée de Michel Boudet (2).

C'est ce jour-là ou l'un des jours suivants, en tous cas à l'occasion de l'entrée de Claude de Longvy, que fut donné devant lui et en présence de l'élite de la ville un autre régal. Nous voulons parler de la séance littéraire de si haute tenue où le rhéteur Thomassin prononça son inimitable — et aujourd'hui presque introuvable — *Panégyrique de la ville de Langres*, en prose latine raffinée, fleur exquise de l'Humanisme qui dès lors commençait de s'épanouir sur le sol de la vieille cité. Cette fleur, on jugeait donc le nouvel évêque tout disposé à en respirer le parfum et digne de l'apprécier. Le fait seul

(1) ROUSSEL, *Le diocèse de Langres*, I, p. 34.

(2) Cf. *Inventaire-sommaire des Archives de Langres*, n° 906. On peut voir aussi un récit de l'entrée de l'évêque Charles des Cars, quelques années après la mort de Givry, dans : *Copie de divers documents*, I, p. 54 (*Bibl. Soc. H. et A. de Langres*, ms).

qu'on lui eut réservé un divertissement de cette nature et que les Langrois d'alors fussent capables d'y participer, n'est-il pas à l'éloge des uns et des autres ? Il donne une haute idée à la fois de la culture des habitants et de la distinction d'esprit de Claude de Longvy, déjà célébré avec enthousiasme par les Mâconnais (1).

(1) Voir *La Renaissance*, 2^e p., livre I, et 1^{re} p., ch. I.

CHAPITRE II

Le Cardinalat (1533)

Il y avait trois ans à peine que Claude de Longvy était monté sur le trône épiscopal de Langres, lorsque la pourpre vint rehausser encore les dignités dont il était déjà revêtu.

L'opinion du temps et les vœux de son peuple, dont l'écho se retrouve dans les œuvres de certains lettrés (1), l'avaient dès le début désigné pour le cardinalat. La recommandation de François I^{er} le lui procura, sur les instances aussi, croyons-nous, de l'amiral Chabot.

Élévation méritée d'ailleurs : « Ce n'est pas, dit Aubery (2), que si la vertu était toujours récompensée comme elle le mérite, il n'eût bien pu parvenir de lui-même au cardinalat, et n'eût d'assez bonnes qualités pour y prétendre. Sa piété seule et son ardente charité lui donnaient en cela tout l'avantage qu'il eût su désirer, et l'avaient fait juger très digne de la pourpre bien auparavant qu'il l'eût jamais obtenue. »

C'est lors de la fameuse entrevue de Marseille entre Clément VII et le roi de France, le vendredi 7 novembre 1533, que Claude de Longvy fut créé cardinal, en même temps que Jean Le Veneur, évêque de Lisieux, Odet de Coligny, cardinal diacre dit le cardinal de Châtillon, et Philippe de la Chambre, évêque de Boulogne (3).

(1) Voir *La Renaissance*, Nicolas Bourbon, et ici plus loin : livre II, LE ROI, sect. 2, ch. I.

(2) *Hist. gén. des Cardinaux*, p. 444.

(3) CIACCONE, *op. cit.*, t. III, pp. 526-527.

Il ajouta dès lors à son nom l'appellation de Givry, du nom d'un fief de sa famille, et signa désormais *Claude, cardinal de Givry* (1).

Son « titre » cardinalice à Rome fut celui de l'église Sainte-Agnès *in Agone* (2), institué naguère par Léon X. Il y succédait au cardinal André della Valle.

Givry, avec le temps, finit par être le doyen des cardinaux. Il était devenu archiprêtre de la Sainte Église romaine (3).

La grande affaire des cardinaux qui ne résident pas à la Curie romaine, c'est de prendre part aux Conclaves.

Givry assista comme cardinal-prêtre de Sainte-Agnès, avec trente-trois de ses collègues, à celui qui fit l'élection de Paul III (1534) (4).

Celui-ci mourut le 10 novembre 1549. Comme on sait, rarement élection pontificale fut aussi chaudement disputée que celle de son successeur.

Le roi de France qui craignait l'accès à la Papauté du cardinal d'Angleterre, Reginald Pole (5), ou du cardinal Farnèse (6), avait, sur les instances de son ambassadeur d'Urfé, mandé à tous ses « cousins les cardinaux, » et d'abord aux plus « portatifs », savoir les cardinaux de Guise, de Vendôme, du Bellay, de Châtillon, puis aux autres, de Bourbon, de Lorraine, de Tournon, d'Amboise, de *Givry*, de Boulogne, d'Annebaut, d'avoir à partir par « le chemin qu'ils verront plus commode et aisé pour eux, soit de la terre, soit de la mer » avec les galères qu'il leur avait fait préparer, et en faisant toute la diligence possible.

(1) Son père était seigneur de Pagny (apporté en dot à l'amiral Chabot par Françoise de Longvy) — de Longepierre (passé aux mains de J. Lallemant, dès 1510), et de Gevry ou *Givry* (passé à Jean de Longvy, † 1522, père de Françoise de Longvy) dont le nouveau cardinal prit le nom.

(2) Place Navone, jadis le cirque agonal. Le bon Théod. Tabourot dit : Ste-Agnès en Lagonie, *op. cit.*, p. 508.

(3) L'abbé MATHIEU, *op. cit.*, p. 193, lui attribue comme archiprêtre le « titre » de Saint-Onuphre. Il a sans doute mal lu la *Gallia*...

(4) Le 13 octobre. Le couronnement eut lieu le samedi 7 nov.

(5) Cependant un instant il parut changer d'avis, mais ne fut pas suivi par ses cardinaux en conclave. Du moins le bruit courait à Rome, le 21 janvier 1550 qu'ils avaient « répliqué » à sa lettre qui était « en faveur d'Angleterre » (Arch. di Stato, à Florence, filza 395, c. 544, t. : rapport de D. de ANGELO à Pagni, secrétaire du duc).

(6) Celui que d'Urfé désigne ainsi en son langage convenu : *Fourfoulou*.

Il est intéressant de lire dans les lettres de d'Urfé (1) le récit des stratagèmes employés par l'ambassadeur de Henri II pour faire retarder l'élection et donner aux Français le temps d'arriver. Aux premiers qui se présentèrent (2), il ne laissa même pas le loisir de se déchausser, et à peine descendus de cheval, il les mit, dit-il, « incontinent en prison dedans le conclave » (3). C'était le vendredi 12 décembre au soir.

Depuis quelque temps les Italiens avaient été alertés. Ainsi à Florence, le grand-duc se faisait renseigner jour par jour par ses émissaires, qui de Rome, qui de Piombino ou Casale, ou bien à Florence même, étaient aux écoutes. Des ordres avaient été donnés aux maîtres de postes (4) pour que les chevaux fussent prêts, afin de permettre aux cardinaux français de brûler les étapes. Des rumeurs couraient sur leur nombre, leurs noms, le chemin de terre ou de mer qu'ils avaient pu prendre (5). On supputait leurs chances d'arriver à temps. Nul ne doutait que leur entrée au Conclave modifiât complètement la marche de l'élection : *li Francesi farebbero un papa a loro modo*.

(1) Voir BELOT et RIBIER, *Lettres et Mémoires d'Etat des Rois...* t. II, 2-4. (Cf. L. ROMIER, *Les origines politiques des guerres de religion*, t. I, p. 219, t. II, p. 5).

(2) C'étaient les « quatre » dont on parlait surtout, les plus « portatifs ». Ils avaient dû débarquer à Piombino, et de là par des moyens de fortune gagner le relai de Sienne le 11 (*Archivio di Stato* à Florence, Carteggio Univers, filza 395, c. 158), (rapport de Jacobo da Casale au duc le 12 déc.).

(3) Ils s'étaient cependant arrêtés chez l'ambassadeur, au dire du courrier espagnol qui venant de Rome passa à Florence le 15 (rapport de Riccio, *Arch. di Stato*, Mediceo, f. 395, c. 203 t.).

(4) *Archivio di Stato* à Florence, Mediceo, filza 395, c. 115-116 (rapport de P. F. RICCIO à CRISTIANO PAGNI, secrétaire du duc, 8 déc. 1549).

(5) Le 5 décembre, un courrier dépêché par Catherine de Médicis passait à Florence et annonçait que les cardinaux de Guise, de Vendôme, du Bellay, de Châtillon, de Tournon s'étaient embarqués à Marseille. Les autres avaient pris la voie de terre : d'Annebaut et de Boulogne le chemin de Lyon au Piémont, Lorraine et Givry avaient quitté Paris pour la Suisse (*ibid.* c. 84).

Le 6, Riccio corrigeait son information : Givry, Bourbon, Boulogne et Amboise s'étaient aussi embarqués à Marseille, puis Tournon. Quant à Lorraine, il arrivait par terre. On ignorait si Annebaut venait (*ibid.*, c. 100 t.).

Le 18, un courrier français courait de Rome en Lombardie pour activer le voyage des retardataires, mais il repassait bientôt à Florence, n'en ayant point trouvé trace. *Non a voluto*, écrivait Riccio, *correre insino in Francia, pensando che tutti si sieno messi in acqua salsa* (*ibid.* c. 236).

Nous croyons inédits ces divers renseignements et les suivants.

Le nom du cardinal de Givry se lit avec les autres dans ces rapports adressés au duc et dans ceux de l'ambassadeur français.

Le 20 janvier 1550, en transmettant au roi Henri II une lettre sur ce qui se passait dans la « prison » du conclave, lettre qu'on avait fait sortir par un trou pratiqué dans le mur de la chambre du cardinal Jean du Bellay, le cardinal de Guise écrivait : « de Givry ou Annebaut, nous n'en avons point de nouvelles. »

Givry prit-il part au Conclave ? Les historiens (1) le mentionnent comme absent, ainsi qu'Annebaut et le cardinal Henri, frère du roi de Portugal. C'est peut-être à tort (2).

Les Archives florentines permettent tout au moins de poser à ce sujet un point d'interrogation. Le 15 février 1550, en effet, mourait l'un des membres du Conclave, le cardinal Gambaro, évêque de Brescia. Et le 18, Serristori écrivait de Rome au grand-duc : « Le cardinal de *Givry* pourrait bien suivre Gambaro, car on ne voit point d'amélioration à son indisposition et il est vieux (3). »

Il avait donc fini par arriver. Nous conjecturons que ce put être vers la fin de janvier et qu'il était l'un des deux cardinaux, qui, au dire d'un agent florentin, s'étaient embarqués à la Spezzia le 20 avec le cardinal de Lorraine (4). Celui-ci qui était passé par Dijon (5), avait sans doute emmené son collègue. Mais le rôle de Givry, comme on voit, s'il vint à temps pour l'élection de Jules III (del Monte) acquise le 8 février, et ne fut point arrêté par la maladie, fut loin d'être actif. Le voyage précipité l'avait mis à bas (5).

(1) CIACCONE, *Vitæ et res gestæ, loc. cit.* Cf. PASTOR, *Geschichte der Päpste*, etc, t. VI. Le nom de Givry ne figure pas de fait parmi ceux des cardinaux du parti français mentionnés comme présents à l'élection de Jules III (Cf. Mediceo, f. 3963, c. 1. 22).

(2) Ou tout au moins dirons-nous que si Givry n'assista point à la séance où fut parfaite l'élection, il avait néanmoins pris part au Conclave. L'omission de son nom s'expliquerait ainsi.

(3) *Arch. Stat.*, Mediceo, f. 3268, c. 683. — *E vecchio ! A 70 ans à peine*, Givry méritait cette épithète, surtout par comparaison.

(4) *Id.*, f. 395, c. 283 (rapport de Riccio à Pagni).

(5) *Arch. mun. Dijon*, B. 187 ; la Ville lui offrit 54 pintes de vin pour lui et sa suite. Il emmena le comte de la Baume Montrevel (M. de Châteauevillain), lieutenant de Chabot.

(6) C'est peut-être à cette maladie que fait allusion l'une de ses lettres dont nous parlons plus loin, et qui serait alors du printemps de 1550. Il serait allé se reposer en Toscane, prêt d'ailleurs à retourner en France, dès que le Roi l'y autoriserait. Put-il assister au couronnement qui se fit le samedi 22 février ?

On ne le vit point au Conclave qui élit Marcel II (7 avril 1555) (1).

De même il fut des dix absents qui ne participèrent point à l'élection de Paul IV, le 23 mai 1555, et des sept, dont cinq français, qui manquèrent au Conclave de 1560, d'où sortit l'élection de Pie IV (2).

Somme toute, il n'assista donc qu'au Conclave de 1534 et à celui de 1549-1550. Il ne parut point au Concile de Trente (3). On le sait du reste : à quelques exceptions près, ce ne fut guère qu'à la fin du Concile que les évêques français, conduits par le cardinal Charles de Lorraine, y figurèrent.

Nous avons une curieuse lettre datée de Mussy-l'Évêque le 10 octobre 1555 et confiée à l'évêque de Troyes, Antoine Caracciolo, dans laquelle il s'excuse d'avoir manqué à son obligation (soit d'aller au Conclave, soit d'écrire au pape pour le féliciter), et avoue avec une franchise ingénue — selon ses propres expressions — sa négligence, non sans congratuler le pontife en l'assurant de tout son respect et de tout son dévouement. Il le fait avec chaleur, mais sans flatterie : *quamobrem, ut adulandi species absit, plura non scribo* (4).

Nous avons aussi la réponse de Paul IV, datée de Rome le 9 décembre suivant. On y sent une profonde estime pour l'évêque de Langres. Le pape y fait gracieusement allusion aux bons rapports qui existaient entre eux avant son élévation, et qui, bien que Givry n'eût pas fait connaître jusque-là ses sentiments, ne lui laissent aucun doute sur les dispositions que la lettre apportée par l'évêque de Troyes, un peu tardivement, il est vrai, lui manifestait. Il a la confiance que son vénérable correspondant ne manquera point de prier pour l'heureuse carrière du pontificat qui lui a été dévolu dans des circonstances où la barque de Pierre est tellement ballottée, et lui donne l'assurance de tous ses bons offices (5).

(1) Du moins Givry ne figure ni dans la liste des présents ni dans celle des absents ; ceux-ci furent au nombre de 17, il n'y eut que deux français présents.

(2) Cf. L. PASTOR, *op. cit.*, t. VII (Pius IV), p. 15.

(3) Annoncé en 1534, convoqué en 1542, réuni en 1545.

(4) *Arch. vaticanes*, Castel S. Angelo, arm. VIII, ord. II, lettre A, fol. 66-67, original. Nous devons communication de cette lettre et de celle mentionnée ci-dessous à l'obligeance de M. l'abbé J. ROSEROT de MELIN, auteur d'une thèse ayant pour titre : *Antonio Caracciolo, évêque de Troyes (1515 ?-1570)*, Troyes, 1923, in-8°.

(5) *Arch. vaticanes*, Arm. 44, t. IV, fol. 155, r° et v° (copie).

Givry put encore envoyer ses félicitations au pape Pie IV (1).

Il devait longtemps, comme on le voit, et dignement porter, la pourpre. Elle achevait de lui donner aux yeux des contemporains ce crédit et cette renommée dont plus d'un témoignage porte la trace et dont le souvenir n'a jamais été perdu. C'est à partir surtout du moment où il en fut revêtu que s'affirma et rayonna l'éclat de sa personnalité. Claude de Longvy était désormais l'un des personnages les plus représentatifs, les plus influents parmi les hauts prélats de l'Église gallicane. Il faut donc s'attendre à le trouver mêlé dans l'entourage du Roi aux cérémonies où celui-ci tenait à paraître au milieu de « vingt ou vingt-deux cardinaux... en leur grand pontificat et grandes robes rouges (2). »

Tous hommes d'Église, mais tous hommes de leur Prince. Le Roi de France, comme on le sait, n'avait pas de plus dévoués serviteurs. Distingués, cultivés, amis des lettres et des arts, doués d'un esprit fertile en ressources, d'une parole persuasive, seigneurs à grande allure, chefs habitués à manier de grands intérêts et de grandes affaires, parlant la plupart plusieurs langues sans compter le latin,

(1) Il lui répondit par un bref dont la copie comme pour les précédentes était aux *Archives vaticanes* (*Arch. segreto*, arm. 44, t. II, pièce n° 3 (copie) (disparue).

(2) BRANTOME, *Œuvres*, t. III, p. 130 ss.

Il n'est pas inutile de rappeler les noms de quelques-uns de ces collègues de Givry. C'étaient sous François I^{er} notamment : Louis de Bourbon, évêque de Laon, puis archevêque de Reims, cardinal depuis 1517 († 1556), Jean de Lorraine dit le cardinal de Lorraine, arch. de Narbonne et de Reims, card. en 1518 († 1550), le chancelier Antoine Duprat, card. en 1527 († 1535), Gabriel de Grammont, év. de Tarbes († 1534), François de Tournon, arch. d'Embrun, puis de Bourges, de Lyon etc., card. en 1530 († 1562), Jean le Veneur, év. de Lisieux, card. en 1533 († 1543), Odet de Coligny, cardinal de Châtillon, card. en 1533 († 1571), Robert de Lenoncourt, év. de Châlons, arch. d'Arles, d'Embrun, etc., card. en 1538 († 1561), Philippe de la Chambre dit cardinal de Boulogne, card. en 1533 († 1550 à Rome), Antoine de Meudon, Jacques d'Annebaut, Jean du Bellay, év. de Bayonne, puis de Paris, card. en 1539 († 1560), avec lequel Givry paraît avoir été en particulières relations, Georges d'Amboise, arch. de Rouen, card. en 1545 († 1550), Georges d'Armagnac, év. de Rodez, puis arch. de Toulouse, card. en 1544 († 1585).

Puis sous Henri II : Charles, cardinal de Guise, puis dit de Lorraine (à partir de 1550 après la mort de son oncle Jean de Lorraine), sacré par Givry à Joinville.

Citons encore, parmi les Italiens : Augustin Trivulce, abbé de Froimont, card. en 1517 († 1548 à Rome), Hippolyte d'Este dit card. de Ferrare, arch. de Milan, Auch, Arles, Lyon, év. d'Autun, abbé de Flavigny († 1572), Alexandre Farnèse, card. à 14 ans en 1534 († 1589), Hercule de Gonzague, card. de Mantoue.

langue universelle, ils sont autant de négociateurs-nés, d'agents d'élite dans le jeu souple et compliqué de cette stratégie de la paix qu'est la diplomatie. François I^{er} en fit la cheville ouvrière de ses combinaisons, et au premier rang de ses ambassadeurs, ce sont ses cardinaux et ses évêques qui tinrent les principaux fils de ce réseau dont il étendit les mailles sur toute l'Europe et jusqu'en Orient.

A l'occasion Givry, sans être certes sur le même plan à cet égard qu'un Jean du Bellay, un cardinal de Lorraine, ou un cardinal de Tournon, pourra être appelé à faire sa partie dans le jeu (1).

Mais l'octroi de la pourpre qui marque le sommet de sa carrière n'empêcha point celle-ci, au contraire, de s'étendre encore par l'adjonction de nouvelles dignités.

Avant d'esquisser le rôle qui fut le sien, soit au dehors soit au dedans de son important diocèse de Langres, jetons un coup d'œil sur les « bénéfices » qu'il fut amené à cumuler selon la mode fâcheuse du temps, à un degré moindre cependant que tels ou tels — ainsi les cardinaux de Lorraine — de ses collègues dans l'épiscopat.

En agrandissant encore son personnage, en accroissant ses ressources, en multipliant aussi ses devoirs et l'exercice de sa munificence, comme ses points de contact avec le monde de son époque, ils ont contribué à l'épanouissement de sa destinée et nous fourniront quelques traits de plus à ajouter à sa physionomie.

(1) Cf. *infra* : livre II, 2^e Sect., *Le Représentant du Roi*.

CHAPITRE III

La Commende : Les Evêchés

L'Évêché de Poitiers

Claude de Longvy était évêque de Langres depuis moins de quatre ans, et cardinal depuis quelques mois, lorsqu'il reçut en commende l'évêché de Poitiers.

Il en fut, en effet, nommé, sur la demande de François I^{er}, administrateur perpétuel par le pape Clément VII le 27 avril 1534 (1).

Ici encore l'amiral Brion s'était entremis (2) en faveur de l'oncle qui allait, sans doute en reconnaissance, contribuer magnifiquement à l'embellissement du château de Pagny (3).

Givry succédait à Gabriel de Grammont qui occupait ce siège depuis 1532 et devint archevêque de Toulouse en 1534.

(1) *Bibl. nat.*, f^{ds} latin n^o 12556, f^o 501. Cf. DOM CHAMARD, *Notes historiques sur l'épiscopat de Jean d'Amoncourt à Poitiers*, dans *Bull. Soc. antiquaires de l'Ouest*, 1886, pp. 69-75. La nomination fut enregistrée au Parlement le 24 mai 1535 (*Arch. nat.* X 1^a 4898, f^o 282 v^o). — C'est à tort que la *Gallia*, t. IV, p. 634 (Cf. t. II, 1204 A) la place à l'année 1540.

Il n'est pas sans intérêt de signaler qu'ainsi Givry devenait évêque du diocèse où se trouvait alors Champigny-sur-Veude, future résidence de sa nièce Jacqueline de Longvy, mariée à Louis II de Bourbon-Montpensier en 1538, et promise par contrat dès 1533. (Cf. *La Renaissance*, Chap. prélim.).

(2) C'est, croyons-nous, ce qui résulte d'une lettre de Givry à l'amiral, datée de Dijon le 27 Avril [1534], c'est-à-dire du jour même de la nomination (*Bibl. nat.*, f^{ds} Moreau, ms. 774, f^o 49 ; voir aux *P. Just.*).

(3) Voir *La Renaissance* : 1^{re} partie.

Il aurait été mis en possession seulement le 13 septembre 1540 (1).

Il fit son entrée solennelle le 26 mars 1542, dimanche de la Passion. A cette occasion, en vertu d'une bulle du Souverain Pontife, le cardinal de Givry « récréa le peuple à luy commis », par des « indulgences et rémissions plénières », accordées à tous ceux-là qui assistèrent à sa première messe célébrée « solennellement et en pontificat en son église de Poitiers » (2).

Il aurait eu pour évêque suffragant et vicaire général Barthélemy Bodin (3), de Thénézay, docteur *utriusque juris*, chanoine de l'église de Poitiers, de Saint-Hilaire le Grand et de Saint-Martin de Tours. Il ne paraît pas avoir beaucoup pris contact avec son diocèse commendataire dont une bulle du pape Paul III lui accorda de faire visite « per alios » (4).

Parmi les actes d'administration du cardinal dans le diocèse de Poitiers, signalons seulement qu'il reprit le procès des évêques ses prédécesseurs au sujet du droit de visite du prieuré Notre-Dame du château de Loudun, droits que revendiqua également son successeur (5), et qu'il fit publier en 1544 à Poitiers les statuts synodaux de son lointain diocèse concordataire (6).

Nous indiquons ailleurs quelques-unes de ses interventions judiciaires en ce qui concerne plusieurs protestants de cette région. (7)

Le cardinal de Givry résigna l'évêché de Poitiers au début de

(1) D'après GAMS, *Series episcoporum Ecclesiae catholicae*, et la *Gallia*. N'est-ce pas une erreur ?

(2) *Arch. com. de Poitiers*, reg. II, f° 63, et cart. 42, f° 568. Cf. *Bibl. de Poitiers*, coll. de Dom Fonteneau, t. II, p. 419, (ici la date 1542 n'est pas fautive), et *Bibl. nat.*, f. latin, 18.377, copie des ms. de D. Fonteneau, p. 440.

L'annonce de ces indulgences et de l'entrée du cardinal fut faite par un acte donné « et fait au château de Dissay » (arr. de Poitiers, c^{no} de Saint-Georges). Cet acte débute ainsi : « Notre Saint Père le pape, qui est à présent, considérant que les grands mérites du révérendissime cardinal de Givry, nostre prélat et pasteur, desquels l'Eglise de Rome est bien amplement ornée et illustrée, ont dignement deservy et mérité que à sa personne soit tel honneur fait et exhibé dont le salut des âmes des fidèles se puisse ensuivre... »

(3) BESLY, *Evesques de Poitiers*, 1647, p. XVIII, l'appelle Urdin. Il mourut en 1551.

(4) *Arch. vat., laterano, reg.* 1613 (invent. de Garampi, 555, f° 6 v°).

(5) *Bibl. nat., lat.* 17042, f. 454, 457.

(6) Chez Bouchet à Poitiers. Voir plus loin, I, II, 1^{re} sect., ch. II.

(7) Voir infra : livre III, *Les débuts du Protestantisme*, ch. III.

1551 (1) en faveur de son grand-archidiacre et parent, Jean d'Amoncourt, abbé de Longuay, mais en se réservant (2) d'accord avec celui-ci un certain nombre de seigneuries, places et châteaux, une partie des revenus de l'église de Poitiers, de la collation des bénéfices avec les droits afférents : enfin en cas de décès prématuré de son successeur, l'évêché devait lui revenir ; c'est ce qu'on appelait le regès (3).

Le cardinal sacra lui-même le nouvel évêque le 4 octobre 1551, assisté des évêques de Chalon-sur-Saône et de Bethléem, à Mussy, mais d'Amoncourt ne fit son entrée à Poitiers que le 25 août 1555 (4). Il ne s'était point pressé, comme on voit, de s'arracher au diocèse de Langres, où il mourut le 7 avril 1559 avant le cardinal de Givry. Celui-ci, par voie de regès, reprit l'évêché de Poitiers qu'il résigna définitivement le 13 mars 1560 (5) à Charles de Perusse des Cars, frère par père d'Anne des Cars, petit-neveu du cardinal (6).

L'Évêché d'Amiens

Le cardinal de Givry, toujours évêque de Langres et de Poitiers, reçut encore l'évêché d'Amiens.

Là il succéda à Charles Hémard de Denonville, dit le cardinal de Mâcon, lequel mourut le 23 août 1540 (7). Il prit possession le 13 octobre 1540 et prêta serment de fidélité à François I^{er} pour le

(1) Le pape Jules III accepta cette résignation et préconisa Jean d'Amoncourt dans le consistoire du 30 janvier 1551 (*Bibl. nat.*, f^{ds} latin 12558, f^o 81-82) (et non en 1554, comme dit Anselme, t. II, p. 223).

(2) *Bibl. nat.*, f^{ds} latin 17042, f^o 457 (Cf. 454)

(3) Sur le cumul des évêchés, les résignations, etc, voir J. THOMAS, *Le Concordat de 1516*, Paris, 1910, 3 vol. in-8^o, t. I, p. 191 ss.

(4) Il paraît avoir résidé très peu dans son diocèse qu'il administra de loin.

(5) *Bibl. nat.*, ms. lat. 12559.

(6) Charles des Cars fit son entrée à Poitiers le 26 août 1564. Il fut transféré à Langres en 1568.

(7) *Gallia*, IV. 634 ; X, 1206 B. C. — ANSELME, t. II p. 223. — Voir aussi F. SOYEZ, *Histoire des évêques d'Amiens*, 1887.

temporel de son nouvel évêché, le 30 octobre 1540 (1). Que savons-nous de lui comme évêque d'Amiens ?

La *Gallia* note que le 1^{er} février 1541, il donna cent écus d'or pour une chape précieuse.

En février 1546 n. s. t., en sa qualité de suffragant de l'archevêché de Reims, il consacra, au château de Joinville, Charles de Lorraine (2), archevêque de Reims.

La même année il résigna l'évêché d'Amiens qu'il avait administré par l'intermédiaire de son suffragant Jean le Doulx, évêque d'Hébron (3). La cession du cardinal de Givry permit à François de Pisseleu, clerc d'Amiens et prieur depuis 1540 de Saint-Orens au diocèse d'Auch, de devenir évêque d'Amiens, le 12 février 1546 (4).

L'Évêché de Périgueux

Après la mort de l'évêque Foucaud de Bonneval (1531-1540), le cardinal de Givry avait été nommé (5) également administrateur perpétuel de Périgueux. Il est mentionné sous ce titre « *in tabulis Vaticani* », à la date du 27 août 1540 (6).

Combien de temps exerça-t-il cette fonction ? Quelques mois, disent certains (7). Cependant ce n'est guère que le 25 juin 1548 que Jean de Lustrac se déclare, dans une lettre, nommé au pape par François 1^{er}, et il fut consacré évêque de Périgueux le 27 janvier 1549, par François de Senneterre, évêque de Sarlat (8).

Voilà pour les évêchés commendataires de Givry. Parlons maintenant de ses abbayes.

(1) *Arch. nat.*, Expéd. orig. P. 725^o, cote 274. — Cf. *Catal. actes Fr. I*, t. VIII, p. 740, n^o 33161.

(2) Né 1525, † 1574.

(3) Jean le Doulx était moine de Saint-Fuscien, près d'Amiens.

(4) La faveur d'Anne de Pisseleu, duchesse d'Étampes, ne fut évidemment pas étrangère à cette nomination et peut-être aussi, indirectement, à la démission qui la rendit possible.

(5) *Gallia christiana*, IV, 634, Cf. II, 1484 ; ANSELME, t. II, p. 223.

(6) *Arch. com. de Périgueux*, B B. 14. Cf. *Bibl. nat.*, coll. de Périgord, t. 32, f. 106-111.

(7) DE LA ROCHETTE, *op. cit.*, loc. cit. *suprà*.

(8) *Gallia chr.*, loc. cit.

CHAPITRE IV

La Commende (suite) : Les Abbayes

L'Abbaye de Saint-Étienne de Dijon

Il y avait quelques semaines à peine que Claude de Longvy était élu évêque de Langres, lorsqu'en 1529, il fut, dit l'abbé Fyot de la Marche (1), « postulé par les chanoines de Saint-Étienne de Dijon pour être leur abbé, sur la nomination que le roi François I^{er} en avait faite en vertu du concordat conclu à Bologne avec le pape Léon X, au mois de décembre 1516 ». Ce fut la dernière fois, ajoute-t-il,

(1) *Histoire de l'Eglise abbatiale et collégiale de Saint-Etienne de Dijon avec les preuves et le pouillé des bénéfices dépendant de cette abbaye*, par l'abbé FYOT DE LA MARCHE, Dijon, Ressayre, 1696, p. 265. — Fyot fut le cinquantième et dernier abbé de l'abbaye de Saint-Étienne, sécularisée en 1693. C'est lui qui a mis l'église et les bâtiments dans l'état où ils sont encore. — Né à Dijon le 9 octobre 1630, prieur de Pontaillier à 14 ans, aumônier du roi à 21, abbé de Saint-Étienne en 1662 jusqu'à la sécularisation de l'abbaye en 1693. Ce fut un grand bâtisseur. Il mourut le 17 avril 1721, dix ans avant que l'église Saint-Étienne devint la cathédrale du nouveau diocèse de Dijon. Cf. H. BEAUNE, *Claude Fyot de la Marche*.

L'église Saint-Étienne était très ancienne et avait même été au début, d'après l'abbé Fyot « l'unique et mère église de l'ancien Dijon » — Cf. *De Ecclesiæ Sancti Stephani Divionensis antiquitate, dignitate, sacris opibus, statu multiplici, variis casibus et praelectis dissertatio* P. F. Chiffletii, Divione, 1657, in-8°. — *Bibl. mun. de Dijon*, f. BAUDOT, ms. 71. — *Officia propria insignis Ecclesiæ collegiatæ S. Stephani Divionensis, etc.* Divione, 1657.

Voir dans FYOT le plan de Dijon à la fin du XVII^e siècle et la place de l'abbaye Saint-Étienne près des remparts. C'est aujourd'hui la Bourse du Commerce.

On sait qu'en 1731 Clément XII assigna Saint-Étienne comme cathédrale à l'évêque nouveau de Dijon (*Arch. Côte-d'Or*, G. 1).

que les chanoines de Saint-Étienne eurent quelque part à l'élection de leur abbé (1).

Élection, on le voit, de simple forme, selon l'usage en vigueur dès avant le concordat. La formule de l'abbé Fyot est d'une savoureuse précision.

Le 13 février 1530, Claude de Longvy obtint des bulles du pape Clément VII confirmant sa nomination. Il devenait ainsi le quarante-cinquième abbé de Saint-Étienne ; le quarante-sixième sera Charles, cardinal de Bourbon (2). Deux évêques de Langres avaient déjà reçu au siècle précédent cette dignité : Gui Bernard et Jean d'Amboise (3).

Il ne prit possession en fait que quelques mois plus tard (4). On voit que pour sa réception et prestation de serment, Givry fut représenté par André de Leval, doyen de la Sainte Chapelle (21 octobre 1530) (5).

Le second des deux abbés Chambellan, Richard († 1495) et Antoine († 17 décembre 1509), avait été le dernier abbé régulier, auquel succéda Claude de Husson, premier abbé commendataire. Puis ce furent François Sforza, Jacques Hurault, évêque d'Autun (1512-1517), René de Bresche (6), évêque de Coutances, sous l'abbat

(1) Il fait cette remarque : « Quoique nos rois aient eu dès lors le droit de nommer simplement et immédiatement aux papes ceux qu'ils avaient choisis pour remplir les bénéfices consistant dans le royaume, néanmoins l'usage était encore d'adresser leurs nominations aux églises cathédrales, aux abbayes, aux prieurés, conventuels et autres bénéfices exprimez sous le concordat, pour y faire élire et postuler ceux qu'ils avaient nommés... »

(2) Charles de Bourbon, évêque de Nevers en 1539, de Saintes 1544, puis archevêque de Rouen en 1550, fut abbé de Saint-Étienne en 1562. Créé cardinal en 1547 du titre de Saint-Sixte, dit cardinal de Vendôme, puis cardinal de Bourbon, archevêque de Sens.

(3) Fyot, *op. cit.*, p. 192.

(4) En mai, les obédienciers font la collation de la cure de Neuilly, *le siège abbatial vacant* ; le 17 août, même formule à propos de la comparution de l'infirmier Pierre Cuytet, leur député, au synode convoqué ce jour-là à Langres (*Arch. Côte-d'Or*, G. 124, f. 82 ; 135, f. 111).

(5) *Arch. Côte-d'Or*, G. 163, fo. 106.

(6) René de Bresche, abbé de Flavigny (1508), de la Bussière (1510), de Saint-Étienne (1515), de Saint-Bénigne (1524), et alors abbé commendataire de Saint-Étienne, évêque de Coutances en 1525, † à Flavigny le 19 novembre 1529.

duquel, le 3 avril 1524, l'évêque de Langres Michel Boudet était venu consacrer l'autel majeur de Saint-Étienne (1).

On sait que l'abbé de Saint-Étienne, même quand il n'était pas évêque, était par lui-même un grand personnage. Si le prieur ou doyen était élu par le chapitre, c'est lui qui nommait les autres dignitaires, savoir : le chantre, le trésorier, le prévôt, l'infirmier, de même que les douze chanoines prébendés qui étaient de sa pleine collation en tous cas de vacance. Il avait le droit de pleine collation pour un certain nombre de bénéfices : c'étaient à Dijon même, les cures de Notre-Dame, Saint-Michel, Saint-Médard (2), Saint-Nicolas, Saint-Pierre, et hors de la ville Saint-Martin-des-Champs, puis les prieurés-cures d'Ahuy (3), Autrey, en Comté (4), Fauverney (5), Grancey (6), Marsannay-la-Côte (7), Mirebeau (8), Neuilly-les-Dijon (9), Quétigny, Tart-le-Haut (10), sans parler d'autres prieurés, de chapelles bénéficiales, et des hôpitaux de Notre-Dame de Dijon, Brochon, et Til-Châtel. Il avait, en outre, le droit de présentation à un certain nombre de paroisses dans le diocèse de Langres (11), comme Fontaine-les-Dijon, à quatre dans ceux de Besançon et de Chalon (12).

Aux processions générales, il était sur le même pied que l'abbé de Saint-Bénigne et le doyen de la Sainte-Chapelle. Mais là où il

(1) *Arch. Côte-d'Or*, G. 135, f^o. 211. C'était pour la troisième fois. Il consacra également l'autel de la Sainte Vierge et ceux de saint Mammès et saint Didier (G. 167. fol^o 42).

(2) *id.*, G. 193, f^o 22, 23. (Choix du curé par le cardinal de Givry).

(3) Avec Asnières.

(4) *Arch. Côte-d'Or*, G. 135, f^o 212.

(5) Collation par le cardinal de Givry à Alexandre le Pourcher (1549) ; *id.*, G. 212.

(6) Avec Cussey, Villemoron et Villemervy.

(7) Avec Couchey, (St-Germain) et Perrigny. Provision à Nic. Humbert en vertu d'une bulle de Paul III, juin 1535 ; *id.*, G. 113, 2-8.

(8) Collation par Givry à Bénigne de Cirey, 1558 (*A. C. D. G.* 215).

(9) Collation à Georges Cuytet (1532) (*id.*, G. 216).

(10) Avec Varanges, Echigey et Marliens.

(11) Arbot, les deux Colmiers et Buxerolles, Darois, Étaules, Fontaine-les-Dijon, Gemeaux avec Pichanges, Germaines, Pontaillier (Saint-Jean) avec la Marchotte, Poyans, Til-Châtel, Villars-Montrozier, Occey, Ormancey avec Mardor et Marac, Vitry-en-Montagne avec Rouelles et Bay, Saint-Julien avec Clénay et Ogny. (*Fvot. op. cit.*, 281-302 ss., et surtout le Pouillé de 1541).

(12) Franxvault, Arc-sur-Tille, Brucey et Prunières. — Pour Champlitte (Langres), Cf. *A. C. D.*, G. 20.

fallait passer un à un, il devait le céder au premier : ainsi l'avait réglé une célèbre ordonnance de Philippe le Bon (1422) (1). Aux États généraux de la province (2), il siégeait le deuxième, après l'abbé de Saint-Bénigne. Nous verrons que Givry devait bientôt posséder aussi cette dernière dignité.

L'abbé de Saint-Étienne avait-il encore à Paris l'hôtel qui existait en 1540, rue des Sept Voies, non loin du collège des Trois évêques de Bourgogne, situé sur l'emplacement du Collège de France actuel, et ainsi nommé du titre de ses fondateurs au ^{xiv}^e siècle : Guillaume d'Auxonne, évêque d'Autun, Hugues de Pomard, évêque de Langres et Hugues d'Arcy, archevêque de Reims, originaire d'Arcy au comté d'Auxonne ? Il est probable que cet hôtel servait de collège. Il était proche des hôtels de Chalon, de Bourgogne, de Vézelay (3). Dans ce cas, c'est là que résidaient les novices de Saint-Étienne que Givry envoyait étudier à Paris et dotait en conséquence (4).

En Claude de Longvy, la charge d'abbé de Saint-Étienne déjà si éminente, s'alliait donc à celle de l'épiscopat, en attendant d'être bientôt rehaussée encore par la pourpre (1533).

Mais il eut toujours soin que son rôle comme abbé ne pût disparaître dans celui qu'il avait à tenir à d'autres titres, et de même que ses prérogatives comme évêque de Langres ne portassent point préjudice à ses droits et à ses devoirs abbatiaux. Aussi eut-il toujours pour cela un vicaire général particulier différent de celui de l'évêché (5). Paris de Cirey, prieur de Saint-Étienne, fut notamment investi de cette fonction.

Ce n'était point inutile : il put arriver que les deux juridictions se trouvassent en conflit, comme en 1556 où l'on voit une protestation des religieux de Saint-Étienne contre un acte abusif de juridiction de l'archidiacre de l'évêque de Langres (6), qui s'était permis

(1) *Arch. Côte-d'Or*, G. 165.

(2) Ils se tenaient à Saint-Étienne même.

(3) Cf. SAUVAL, *Histoire des antiquités de Paris*, t. II ; TISSERAND, *Topographie du vieux Paris*, p. 380 : cités par JEANTON, *La Bourgogne à Paris au moyen âge*, dans : *Annales Acad. de Mâcon*, 1906, p. 395.

(4) Cf. *Arch. Côte-d'Or*, G. 457/7, f^o 58.

(5) Cf. *Arch. Côte-d'Or*, G. 135, f. 232-233.

(6) *id.*, G. 135, f^o 232 (25 oct. 1556).

de faire une enquête contre un vicaire de Notre-Dame, au mépris des droits de l'abbaye. On sait qu'il ne faut pas s'étonner de ces situations d'alors qui mettaient parfois aux prises avec lui-même le même personnage. Ici il s'agissait du cardinal de Givry comme évêque de Langres et comme abbé de Saint-Étienne ; d'autres fois, devenu abbé de Saint-Bénigne, il sera par arrêt du Parlement, débouté d'une demande contre l'abbé de Saint-Étienne (1).

Le cardinal de Givry aima son abbaye Saint-Étienne d'une affection très vive. C'est là, dans le logis abbatial, qu'il résidait lors de ses fréquents séjours à Dijon, admettant dans cette demeure devenue sienne ses petits-neveux, les fils de l'amiral Chabot : le futur Léonor Chabot-Charny, et François qui devait être marquis de Mirebeau. Ils y furent logés pendant quelque temps, nourris, habillés au frais de l'abbé, éduqués loin du séjour trop bruyant parfois de Pagny, et vécurent, on peut le dire, dans sa familiarité (2). C'est là aussi qu'il recevait à l'occasion ses parents, tels la princesse d'Orange (3), et bien entendu, l'amiral Chabot, qui avait à Saint-Étienne un logis (4). Même François I^{er} y fut son hôte, ainsi que d'autres personnages comme Claude de Lorraine, duc de Guise (5).

C'est là encore que, de son temps, se tenait la réunion annuelle des États de la province dans la grande salle du réfectoire : leurs séances duraient deux ou trois jours (6).

Le cardinal paraît avoir été, vis à vis des autorités de la Ville, jaloux des prérogatives de Saint-Étienne (7).

(1) Au sujet de la dîme due au prieur de Marsannay (*id.*, G. 369) (1553).

(2) *Arch. Côte-d'Or*, G. 457/8, f^o 80 (Compte 1^{er} de Guy Bérard, receveur de la mense abbatiale de Saint-Étienne (1537 ou 1538 : payé 120 livres pour les habits des enfants de M. l'amiral).

(3) *Bibl. nat.*, F. MOREAU, 809, f^o 12. Cf. *infra* : *Le Représentant du Roi*.

(4) *Arch. Côte-d'Or*, G. 454 (en 1536, 6^e compte Mathey, f^o 79-80 : réparation du logis de Monseigneur l'amiral à Saint-Étienne).

(5) *Arch. munic. Dijon*, B. 184 (1546). *Arch. Côte-d'Or*, G. 453, f^o 88 ; 457⁸ ; f^o 58 ; 457⁶ (1542).

(6) *Bibl. nat.* Coll. Bourgogne, t. 48, f^o 190, pour les années 1548 et suivantes. On peut voir pour les personnages qui y assistèrent du temps de Givry : Ch. DE BROSSES, THESUT DE VERREY, LE COMPASSEUR DE COURTIVRON, *Catalogues et armoiries des gentilshommes qui ont assisté à la tenue des Etats-Généraux du duché de Bourgogne depuis l'an 1548 jusqu'à l'an 1682*, Dijon, 1760, in-f^o, pl.

(7) Sur les privilèges de Saint-Étienne, voir *Arch. Côte-d'Or* G. 135, f^o 432.

Ainsi, le 22 juin 1532, il obtint du Parlement de Dijon un jugement contre le maire qui avait fait indûment poser les scellés sur un logement de Saint-Étienne habité par l'un des chanoines, sous prétexte que celui-ci était décédé à la campagne (1).

Il porta beaucoup d'intérêt effectif à l'abbaye. C'est ainsi qu'il en fit confirmer les privilèges par une bulle qu'il obtint du pape Paul III, le 4 février 1541 (2).

C'est à lui que remonte l'institution de la confrérie de Saint-Étienne (3), par un mandement donné à Mussy le 18 octobre 1545 et paraphé Lefèvre. L'essentiel de ces règlements concernant l'admission des confrères, les cotisations, les messes à célébrer, la désignation d'un jour fixe pour la fête de la confrérie, l'intronisation du bâtonnier, les faveurs spirituelles accordées, et l'esprit de charité à avoir envers les confrères vivants et défunts se retrouve dans d'autres confréries du diocèse de Langres encore existantes, telles celles de Saint-Nicolas à Montsaugéon (1369) et de Saint-Thibaut, à Prathoy.

Par une lettre datée de Mussy, comme l'acte précédent, sur la demande du prieur et des religieux (16 mars 1545) (4) il appuya la requête qu'ils lui avaient présentée, tendant à ce qu'il usât de son influence à la cour de Rome et à la cour de France pour obtenir leur sécularisation.

Les raisons qu'ils mettaient en avant ne laissaient pas que d'être

(1) Charles du Cellier, prieur de Grancey, (*Arch. Côte-d'Or*, G. 229) ; sentence de Jean Frémyot. Voir aussi une instance portée au bailliage, et par appel au Parlement, entre le maire de Dijon et le cardinal de Givry qui se plaignait de ce que le premier avait, au mépris de ses droits de juridiction dans le pourpris du monastère, donné une assignation à Nicole d'Assye et apposé les sceaux sur les biens délaissés par P. Billaudet, décédé religieux profès. (*Arch. munic. Dijon*, C. liasse 51, cote 122, Cf. D. 24 et A. C. D., G. 135, f° 135).

(2) *Arch. Côte-d'Or*, G. 135, f° 177 et 193... Cf. G. 134, 135, G. 120, f° 10 (bulle de Paul III) ; 432, 433, 823, 825, 914. — Voir Fvot, *op. cit.*, pp. 271, 273, 277, 321, 323, 329.

(3) *Arch. Côte d'Or*, G. 135, f° 185-200 : Cf. G. 170, f° 10 et 11 : Mandement de Claude de Longvy... qui institue dans l'église de Saint-Étienne une confrérie de Saint-Étienne dirigée par les quatre obédienciers du monastère, et dont il édicte les statuts et règlements (en français). — Les premiers confrères de cette confrérie de Saint-Étienne furent Jean Loïsier, abbé de Cîteaux, Messieurs de Berbissey, Bourgeois, d'Esbarres, de Loysie etc. (G. 170, f° 13). Voir aux *Pièces just.*

(4) *id.*, G. 150.

plausibles. A l'origine, affirmaient-ils, leurs devanciers à Saint-Étienne vivaient dans l'état de « sécularité » : c'était donc revenir à l'institution primitive. Ils se trouvaient maintenant chargés du service de cinq des paroisses de Dijon sur sept. Enfin des constructions nouvelles, élevées dans le voisinage immédiat de leur monastère, les encerclaient. Des boutiques, des édifices publics, comme celui de l'auditoire du Roi, étaient installés à proximité, d'où un va et vient incessant : toutes circonstances qui s'accordaient mal avec le maintien d'une observance strictement monacale (1).

Le cardinal approuva leur exposé de motifs, sans leur cacher que l'affaire n'irait pas toute seule. Le prieur Paris de Cirey auquel il en écrivait en particulier, ne devait pas leur donner trop d'espoir, et en attendant, « *je vous recommande toujours, ajoutait-il, l'état et le bon ordre de mon abbaye* » (2).

Ses religieux n'obtinrent pas cette fois gain de cause, ni durant son épiscopat, malgré l'appui qu'il leur renouvela encore en 1561, peu de temps avant sa mort (3).

Il était toujours, depuis plus de trente ans, à la tête de Saint-Étienne. Il donna à sa chère abbaye une dernière preuve d'attachement en lui léguant par testament sa chapelle de vermeil doré (4) et de nombreux ornements, tapis, vases sacrés et chandeliers marqués de ses armoiries.

(1) *Arch. Côte-d'Or*, G. 150, f° 1.

(2) *Arch. Côte-d'Or*, G. 150 f°, 2 (voir aux P. J.)

(3) *Arch. Côte-d'Or*, G. 135. f° 257 ; *Bibl. mun. Dijon*, ms 348. — Ce ne fut qu'en 1612 que l'abbaye fut sécularisée. Cf. Fvot, *op. cit.*, 2^e part., p. 22-25. Cf. A. C. D., G. 157.

(4) *id.*, G. 135, f° 258 : Copie collationnée par Est. Arviset, juré de la cour épiscopale de Langres, le 6 décembre 1661, de la déclaration des « chanoines et chapitre de Langres » du 23 août 1561 : « A tous ceulx qui les présentes verront... savoir faisons que ou codicille de feu bonne mémoire Monseigneur Révérendissime cardinal de Givry... avons entre aultres choses trouvé en icelluy escript... : « Item, je donne et lègue à l'église de mon abbaye et monastère Saint-Étienne de Dijon ma meilleure chapelle entièrement garnie excepté les bassins d'argent doré ciselé, afin que les religieux aient souvenance de mon âme en leurs prières... » Laquelle clause codicillaire avons ordonné estre prise par extrait dudit codicille et délivrée à noble et religieuse personne frère Bénigne de Cirey, enfermier de ladite abbaye... présent... » Cf. aussi G. 169, f°. 16 et 17 : d'argent doré nyellé. En 1571, un inventaire dressé au vestiaire de Saint-Étienne devant Fr. Morel, notaire, porte mention de divers dons d'ornements, chapes et tuniques en velours, tapis et parements d'autel, calices et chandeliers d'argent doré ciselé, tous objets portant les armes du cardinal.

A sa mort, les quatre obédienciers (1) firent part (2) du décès, qu'ils apprirent le 11 août à 7 heures du matin ; ils décidèrent de prendre 120 livres sur les revenus de l'abbaye « pour employer aux frais des obsèques », et firent célébrer un service à Saint-Étienne, auquel ils « convoquèrent les parents du cardinal qui seraient à Dijon ».

Quelle avait été la part directe et personnelle du cardinal de Givry dans l'administration de Saint-Étienne ?

On la devine très grande, bien qu'il fût assisté et suppléé ordinairement par son vicaire général pour l'abbaye, en fait le grand-prieur élu par les « religieux » (3). On sait par ailleurs que l'abbé commendataire nommait aux offices claustraux, et aux bénéfices unis à l'abbaye, mais n'avait pas d'autorité spirituelle sur les religieux.

L'action exercée par Givry n'en fut pas moins réelle.

Nous en avons donné des preuves en ce qui concerne les privilèges de l'abbaye, la confrérie de Saint-Étienne, la question de la sécularisation. Nous pouvons ajouter que plus d'une fois il conféra à Saint-Étienne des ordres sacrés aux novices (4), dont plusieurs furent à ses frais envoyés à Paris pour leurs études (5). Sous lui, furent faites plusieurs fondations importantes, telles celles des Jaquot, des Lodier (6), de Jean Billebaudet, Philibert de Brégilles, Paris de Cirey (7).

(1) C'étaient Henri Allaix (alias Halle), grand prieur, Blaise de Breschard, chantre ; Jean Marnier, secrétaire ; Bénigne de Cirey, infirmier. (*A. C. D.*, G. 143, f^o 24.).

(2) Ils durent avertir spécialement le prieur de St-Geosmes, le monastère d'Agaune, en Valais, et d'autres encore, sans parler de St-Bénigne, auxquels les liait une association de prières. Cf. *Arch. Côte-d'Or*, G. 171, et voir *ibid.* une lettre de Robert de Boutigny, abbé de St. Et. en 1392, sur la nécessité de prier pour les morts. Sur le *rolifer*, cf. G. 172.

(3) Paris de Cirey tint longtemps ce rôle important ; le prieur Henri Halle lui succéda.

(4) Ainsi, en 1542, la veille de la Passion, il conféra le diaconat au sous-diacre Maire, religieux de Saint-Étienne, promu prieur de Larrey près Dijon. *Arch. Côte-d'Or*, G. 149.

(5) Cf. *infra*, livre II, 2^e sect., ch. II.

(6) *A. C. D.*, G. 135, f^o 194, 196 : fondation d'une chapellenie en la chapelle Saint-Georges ou des Jaquot en l'église Saint-Étienne, pour Paris Jaquot, s^r de Neuilly, conseiller au Grand Conseil, et Charlotte Sayve, sa femme, qui donnent la rente de 10 émines de blé pour la somme de 600 livres (22 déc. 1551) ; chapelle St-Jean, des Lodier, f^o 534. Cf. G. 190.

(7) *id.*, f^o 191, 211, 212, 344 ; G. 174, 1-10.

Au temporel, sa sollicitude s'étendit jusqu'aux détails. On peut croire que pour répondre à ses vues Paris de Givry fut un administrateur très attentif (1). Il y a des comptes qui portent la signature du cardinal lui-même (2). Ajoutons qu'il eut à soutenir plusieurs procès contre la Ville (3).

En 1547 (4), il obtint du pape Paul IV une bulle qui commet les doyens de la Sainte-Chapelle, de la Chapelle-aux-Riches, et l'official de Langres, pour poursuivre le recouvrement des biens de Saint-Étienne. D'autre part il se montre bienveillant pour les « sujets » de l'abbaye : ainsi, en 1542, il réduisit à 34 livres la taille des habitants d'Asnières à raison des ruines qui provenaient des lansquenets (5).

Quels étaient les revenus de son abbaye ? Nous pouvons en avoir quelque idée par ces mêmes baux, et surtout par diverses mentions qui se trouvent aux comptes, malheureusement incomplets, conservés aux Archives de la Côte-d'Or. C'est ainsi que l'exercice 1532-1533 y figure au chapitre des recettes pour une somme en

(1) *Arch. Côte-d'Or*, G. 135, f° 148-150 : bail à cens passé par le cardinal de Givry à Jean Lefèvre, secrétaire du roi, de maisons ruineuses, sises devant l'église Saint-Médard, à la condition de les réédifier (2 août 1534, homologué le 28 mars 1535, par J. d'Amoncourt, vicaire général de Givry, ratifié par le couvent le 27 avril 1535). Il est signé du secrétaire Jobin. Ce Jean Lefèvre ne serait-il pas un parent du chanoine de même nom, secrétaire de Givry ?

Bail à cens du pressoir du prieuré de Couchey, passé par le cardinal de Givry aux fabriciens et confrères de Couchey (1541) (*A. C. D.*, G. 370).

Bail à trois vies du moulin d'Ahuy, passé par le cardinal de Givry... à Pierre et Jean Compaignon, frères (10 mai 1549) ; G. 135, f° 201, et à Viochot d'un meix au bout des tanneries à Dijon (1540) (G. 293).

Bail à cens passé par le cardinal de Givry... à Jean Desplanches, imprimeur-libraire, d'un espace entre deux des piliers de l'église de Saint-Étienne, du côté du cimetière Saint-Médard, à l'effet d'y faire une imprimerie. (G. 269, G. 135, f° 203, 11 mai 1549). Voir un autre bail relatif à une place vague au pourpris de l'abbaye, G. 135, f° 181, (1547).

(2) *Arch. Côte-d'Or*, G. 457.

(3) Ainsi au sujet de la location, des logettes de bois à vendre mercerye qui étaient le long de la muraille de St-Étienne, « près la pourtelle tirant de la Ste-Chapelle à l'église St-Michel et devant le Palais, » en 1537, 1549, 1559. (*Arch. mun. Dijon*, K. 100, 135)... au sujet de la possession d'un « pâquier » ou cimetière aux chevaux (1541 ; *id.*, K. 110).

(4) *A. C. D.*, G. 135, f° 193 (9 des ides de sept. 1547).

(5) *id.*, G. 321.

argent de 2.559 livres 4 sols 6 deniers, les dépenses correspondantes étant évaluées à 2.246 livres 6 sols 9 deniers (1).

Les revenus en grains, vins, etc., étaient assez importants, sans parler de ceux que fournissaient les « dimes paroissiales », divers droits seigneuriaux et l'accensement des moulins d'Ahuy et d'autres propriétés dans une quinzaine de localités.

La nomination de Givry à l'abbaye de St-Bénigne va encore accroître son personnage (2).

*
* *

L'Abbaye de Saint-Bénigne de Dijon

C'est en 1541 (3) que Claude de Longvy devint abbé commendataire de l'antique abbaye bénédictine de *Saint-Bénigne de Dijon* (4).

Celle-ci, depuis surtout la fin du x^v^e siècle, avait eu à sa tête des hommes remarquables, préoccupés de restaurer et d'embellir son église. Au début du xvi^e siècle, nous trouvons Claude de Charmes, qui fit construire un clocher revêtu de lamés de plomb, refondre la grande cloche, dresser des colonnades de bronze devant le maître-autel, confectionner des châsses d'argent pour les reliques de saint Urbain et de sainte Radegonde. Il mourut en 1519, après avoir transmis son abbaye à son neveu Claude de Bessey auquel succéda René de Bresche la Trémoille.

(1) *A. C. D.*, 452 f^o 109 (compte troisième de Jean Mathey, secrétaire du Roi, receveur de la mense abbatiale du cardinal de Givry). — Cf. G. 243, reg. manuel des droits, cens et revenus de l'abbaye au profit du cardinal de Givry : dîmes paroissiales, moulins de Saint-Étienne, banvin, sonnerie des cloches, domaines d'Ahuy, Quetigny, Asnières, Savigny-le-Sec, Hauteville, Étaules, Belleneuve, Charmes, Saint-Philibert, Ladoix de Serrigny, Beaune, Genlis, Longchamp, Dijon, Giey-sur-Aujon, Varanges ; recettes de vin et de grains (1542-1545), puis pour 1547, 1548, 1550, 1557. Cf. G. 26, 234, 250, 381..)

(2) Question intéressante : le cardinal de Givry fit-il exécuter des travaux à Saint-Étienne ? Nous l'examinerons ailleurs. Cf. *La Renaissance*, I^{re} P.

(3) *Gallia christiana*, IV, 634. Cf. 693, 694.

(4) Fondée au vi^e siècle par l'évêque Grégoire de Langres, qui en consacra l'église en 535, et y eut sa sépulture. Premier abbé : Saint Eustade.

Ce fut le dernier des abbés réguliers. Le premier abbé commendataire fut, en 1525 (1), Frédéric Frégose (2).

Pieux, charitable, éclairé, cet abbé de Saint-Bénigne fut une belle figure de prélat, dans les années qui précédèrent l'ouverture du concile de Trente. Nous pouvons nous en faire quelque idée par son éloge funèbre, qui fut prononcé devant les moines de Saint-Bénigne quelques années après sa mort, vers 1542 ou 1545 (3).

Souvent il résidait à son logis abbatial. Là, il aimait à convoquer des réunions dans la salle du chapitre pour des entretiens familiers qui révélaient en lui une âme d'ascète détachée de ce monde (4), et un maître de la science sacrée : versé dans le grec, l'hébreu, le syro-chaldaïque, il expliquait les Psaumes. On le voyait assidu au chœur et empressé à officier. Il ne tarda pas à quitter ses habits somptueux pour adopter des vêtements de laine. Sous lui, les distributions des aumônes de Saint-Bénigne se firent plus abondantes ; il s'inquiétait des misères cachées de la ville de Dijon, et les soulageait discrètement. Quand il partit pour son diocèse de Gubbio, ce fut une explosion de regrets. Une foule éplorée d'indigents lui fit escorte sur le chemin (5).

(1) René de Bresche devenait cette année même évêque de Coutances. Le concordat de 1516 avait retiré aux religieux le droit d'élire leurs abbés. François I^{er} nomma Frégose qui prit possession le 14 oct. 1525, par son procureur Perpétue de Henriot.

(2) De la maison des Fregosì de Gênes, archevêque de Salerne, cardinal en 1539. Il mourut jeune encore en 1541 dans son diocèse de Gubbio. Il avait fait un séjour effectif de dix années à Dijon.

Frégose eut certainement des relations avec Claude de Longvvy. Nous savons par exemple qu'il siégea en 1528 comme abbé de Saint-Bénigne, au concile de Lyon, que présida sur la demande du Roi, à la place du cardinal de Rohan, son futur successeur, alors évêque de Mâcon.

Ame ardente, caractère entreprenant, attaché au parti de François I^{er}, ainsi que son frère Octavien, doge de Gênes en 1514, Frégose avait dû se réfugier en France lors de la prise de Gênes par les Espagnols. Il recevait une pension de François I^{er}. Cf. *Arch. Côte d'Or*, fonds Boudot (texte autographe de Frégose).

(3) Voir L. CHOMTON, *Histoire de l'église Saint-Bénigne*, pp. 259 ss. ; D'ARBAUMONT, *Eloge de Frégose* dans : *Revue des sociétés savantes* t. IV, 1866.

(4) Sa devise : « L'espine est près de la rose » est, dirait-on, significative à cet égard. Elle figurait sur son blason qui porte une jeune fille tenant des roses dans ses mains teintes de sang.

(5) Cf. D'ARBAUMONT, *loc. cit.*, p. 430.

Certains traits montrent que les essais de réforme du vertueux abbé Frégose

Bientôt le pape l'arracha à son monastère de Sainte-Brigitte à Gubbio pour le faire cardinal, en l'appelant dans l'une des congrégations chargées de préparer le concile de Trente.

Le cardinal Frégose avait aussi marqué son séjour à Dijon par une sorte de mécénat sur lequel nous croyons devoir insister. Préoccupé d'assurer aux novices de son abbaye une instruction solide qui les mît à même d'aborder avec fruit les études scripturaires et théologiques, il en envoya plusieurs à l'Université de Paris et fonda dans l'abbaye même une « école de grammaire. » Sous ses auspices, certains de ses religieux composèrent des œuvres qui lui furent dédiées, aux frais desquelles il contribua sans doute, en cela secondé par son vicaire général, Perpétue de Henriot, prieur de Larrey († 1565) : tel Jacques Perchet (1).

Son mécénat artistique fut encore plus remarquable.

Nous aurons ailleurs l'occasion d'en parler. Notons seulement ici qu'on lui devait les magnifiques stalles exécutées en sept années par Jean Boudrillet (2).

Tel était l'homme auquel succéda le cardinal de Givry. Ce nouvel abbatiat lui apportait une dignité, des pouvoirs et des revenus comparables à ceux qu'il avait déjà comme abbé de Saint-Étienne.

ne furent pas toujours goûtés des religieux, témoin le distique... bourguignon placé au-dessous d'une caricature de l'abbé :

*Aurículas asini merito fert improbus abbas
Qui monachis pintas jusserit esse breves.*

Au XVIII^e siècle on pouvait encore lire ces vers, au témoignage du chroniqueur Charlet. Cf. G. DUMAY, *Épigraphie bourguignonne*, p. 226. — Un arrangement était intervenu le 13 nov. 1535 par l'intermédiaire de l'aumônier Guillaume de Beaujeu, oncle de l'évêque de Bethléem. Chaque religieux eut droit désormais à un *maraut* par jour (tiers de pinte, la pinte valant 1 litre 615) soit plus d'un demi litre, sans compter un *potot* de vin blanc aux 14 fêtes et les suppléments pour les processions. (Cf. *Arch. Côte d'Or*, H, 8). C'était la quantité octroyée aux religieux de l'abbaye de Bèze.

(1) Trésorier, sous-prieur et enfin grand-prieur en 1541. Un de ses ouvrages manuscrits est conservé à la bibliothèque de Dijon (n° 304) sous la forme d'une épître — *Hortatoria epistola* — adressée à son frère Étienne et contenant des conseils sur la vie religieuse, tissu de textes glanés dans des livres dont l'auteur donne la liste. Sur J. Perchet, voir G. DUMAY, *op. cit.*

(2) Voir *La Renaissance*, I^{re} partie.

Saint-Bénigne était une puissante abbaye (1). On peut en juger rien que par le nombre de ses officiers claustraux, ils n'étaient pas moins de seize. C'est à Saint-Bénigne que les rois de France, comme jadis les ducs de Bourgogne, venaient prendre possession du duché en jurant à genoux devant la châsse du saint bourguignon, de conserver les privilèges de la province et de la ville de Dijon (2). Sous l'abbatiate de Givry, ce fut le cas de Henri II le 1^{er} juillet 1548 (3). Le trésor était fort riche (4).

L'abbé de Saint-Bénigne avait sous sa dépendance la Chapelle-aux-Riches, et le prieuré de Larrey. Il avait la collation de 31 cures avec leurs annexes (5), le droit de présentation à plusieurs autres, et 27 prieurés relevaient de lui.

Givry administra Saint-Bénigne pendant douze années, jusqu'en 1553. Il fit exécuter à l'église divers travaux (6).

Ce pourrait être, à cette époque, vers 1545, que remonteraient des vols à la bibliothèque de l'abbaye qui firent perdre une multitude de parchemins, de livres et d'objets précieux. Ce fait nous est connu par un bref du pape Pie IV en date du 3 décembre 1565 (7).

(1) Qu'il nous soit permis de le noter : l'inventaire du fonds de St-Bénigne aux Arch. Côte-d'Or, est seulement en voie de confection.

(2) Jadis l'abbé mettait au doigt du duc un anneau avec le rubis énorme acheté par Philippe le Hardi, signifiant ainsi qu'il venait d'épouser son peuple.

(3) Il fut reçu par le coadjuteur Philibert de Beaujeu.

(4) Il fut en grande partie fondu en 1562.

(5) Longvic, Echirey, Plombières avec Velars-sur-Ouche, Talant, Prenois, Cessey-sur-Tille avec Remilly-sur-Tille, Longchamp, l'Abergement de Cessey, Orgeux avec Varois, Saint-Apollinaire, Saint-Jean-de-Losne, Brazey-en-Plaine avec Montot, Couternon, Aiserey, Fenay, avec Saulon et Layer-le-Franc, Fixey, Messigny, Saint-Philibert de Dijon, Chalancey avec Musseau, Vesvres-sous-Chalancey, Chalmessin, Vernois, Selongey avec Foncegrive (ou le chapitre de Grancey), Is-sur-Tille, Chaignay, Diénay avec Villecomte, Savigny-le-Sec, avec Norges-la-ville, Vereux, Grenant, Sombornon avec Mesmont, Ecot, Montot, Fresnay (ou le prieur de Saint-Amâtre), Montigny-le-Roi (ou le prieur de Saint-Geosmes) (d'après le Pouillé de 1541).

(6) Cf. *La Renaissance*, loc. cit.

(7) Arch. Côte-d'Or, fonds Saint-Bénigne. H, 4 : « Pius episcopus... venerabili fratri episcopo Lingonensi : Significant nobis abbas et conventus monasterii Sancti Benigni Divionensis quod nonnulli iniquitatis filii quos prorsus ignorant, a viginti annis seu alio veteriori tempore citra, antiquos codicillos, chartas chronicas nuncupatas, bullas, martyrologia, libros etiam ad canendum aptos et necessarios et in theologia ac utriusque juris aliisque facultatibus tam latine quam gallice compositos ac instrumenta... titulos foundationum... registra inventoria... et alias scripturas et documenta, necnon calices abstulerunt. »

Cinq ans plus tard, dans la nuit du Vendredi saint 1550, l'abbaye perdit de la même manière plusieurs reliquaires, entre autres le bras de saint Bénigne (1).

En janvier 1553, le titre d'abbé commendataire de Saint-Bénigne passa au cardinal Odet de Coligny de Châtillon, dont on connaît l'apostasie. Mais Claude de Longvy ne quitta point tout à fait l'administration de l'abbaye et intervint encore en qualité de vicaire général de son successeur.

Le grand prieur était alors Claude de Fay. Le cardinal de Givry, en 1560, lui écrivait de son château épiscopal de Mussy au sujet de son petit neveu Anne des Cars, dit de Givry, alors âgé de quinze ans, pour lui recommander de l'admettre comme profès (2). C'est peut-être pour ménager le futur abbatiat de celui-ci qu'il garda une part dans l'administration de l'abbaye, quand Odet de Châtillon en fut devenu abbé. Chose curieuse, même après sa défection et son excommunication par Pie IV en 1563, le cardinal huguenot garda son titre d'abbé de Saint-Bénigne : ainsi en 1566, il est encore qualifié tel, et Jean Joubert, chanoine de Langres, prieur de Larrey, qui avait été l'un des hommes de confiance de Claude de Longvy, intervint comme son vicaire général.

En 1569, le vicaire général était Anne des Cars de Givry qui devint à l'âge de vingt-cinq ans abbé commendataire, au mois d'octobre 1570 (3).

Le futur second cardinal de Givry, devenait donc à son tour abbé de Saint-Bénigne (4). Il devait le rester jusqu'à sa mort, pour

Plusieurs livres, grâce à leur format, ne purent être emportés par les voleurs, telle la belle Bible manuscrite ornée de magnifiques enluminures romanes et de gloses intercalées dans le texte, qui est conservée à la Bibliothèque de Dijon (CHOMTON, *op. cit.*, p. 260).

(1) Voir B. PROST, *Le Trésor de l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon* : inventaires de 1395, 1519, 1789-91, s. l. n. d., in-8°, p. 199.

(2) CHOMTON, *op. cit.*, p. 260.

(3) Odet de Coligny habitait depuis deux ans l'Angleterre, où il mourut empoisonné, comme on sait, à Londres en 1570.

(4) *Arch. Côte-d'Or*, f^{ds} *Saint-Bénigne*, registre des anciens religieux, tenu par Étienne Belin et ses successeurs (CHOMTON, p. 262). — Anne des Cars, déjà pourvu des abbayes de Poitiers, après son oncle, et de Molesme, après son cousin de Vienne, et de l'évêché de Lisieux, devint plus tard évêque de Metz en 1604.

le bien de l'abbaye, c'est-à-dire pendant quarante-deux années (1570-1612).

* * *

Autres bénéfices

Les abbayes de Saint-Étienne et de Saint-Bénigne furent les principaux bénéfices abbaticaux, non les seuls, que Claude de Longvy reçut en commende. Dès 1517, il était abbé de *Poitiers* (1) ; il est encore mentionné sous ce titre le 31 juillet 1560 (2).

Le 26 janvier 1523 (n. st.) il apparaît comme *trésorier de Saint-Martin de Tours*, et en cette qualité seigneur de Châteauneuf et de Dannemarie, seigneuries pour lesquelles il fait hommage au roi comme étant mouvantes de la couronne (3). Il l'était encore en 1539 (4) et en 1559 (5).

Le cardinal de Givry figure comme abbé de *Saint-Pierre-sur-Dive* (ou Sainte-Marie de Saint-Pierre-sur-Dive) au diocèse de Séez (actuellement de Bayeux), le 22 décembre 1539, et paraît avoir gardé ce bénéfice jusqu'en 1549 (6).

Il fut le premier abbé commendataire de l'abbaye de *Braisne* au diocèse de Soissons, en 1541, après Michel Coupson (7).

(1) Poitiers, au diocèse de Langres, archidiaconé de Tonnerre (arr. de Châtillon-sur-Seine). L'abbé de Poitiers avait droit de collation pour six cures : Poitiers, Cérilly, Montlyot, Charrey-sur-Seine, Noiron-sur-Seine, Bouix. — Le premier abbé commendataire avait été, en 1493, Jean I^{er} d'Amboise, évêque de Langres. Le successeur de Claude de Longvy fut, de 1563 à 1612, son petit-neveu Anne de Perusse des Cars.

(2) *Gallia*, IV, 634.

(3) *Arch. nat.*, Chambre des Comptes de Paris, P. 16, n° 6001. *Cat. act. François I*, t. V, p. 571, n° 17.600.

(4) *ARCH. INDRE ET LOIRE*, G. 420. En 1523, l'abbé de Saint-Martin de Tours était Antoine de la Barre, auquel succéda Jacques Babou de la Bourdaisière, puis son frère Philibert ; l'évêque de Tours était le cardinal Jacques de Beaune (1520-1527), auquel succéda A. de la Barre.

(5) Cette année-là Antoine Bohier, baron de Saint-Cirgue, etc., fait l'aveu du fief de Bezay (Saint-Cyr-sur-Loire) au cardinal de Givry, trésorier de Saint-Martin (30 sept. 1559).

(6) *Gallia* IX, 735 A. - Givry fut-il abbé de Saint-Pierre de Chalon ? Cf. *Bibl. nat.*, f° 3067/67.

(7) *Gallia*, IX, 492 D. Cf. *Annales ordinis Praemonstratensis*, t. I. — En 1559, on trouve mentionné un autre abbé.

Il fut abbé de *Saint-Séverin d'Aire*. Il apparaît avec ce titre dans un indult de Clément VII à lui adressé le 17 des calendes de juin 1534, enregistré au Parlement de Paris le 24 mai 1535 et à celui de Dijon le 7 mars 1546, indult qui l'autorisait à pourvoir à tous les bénéfices dépendant ou venant à dépendre de lui, tant comme évêque de Langres et administrateur de l'évêché de Poitiers que comme abbé de Saint-Étienne de Dijon et de Saint-Séverin (1).

Plus près de sa ville épiscopale Claude de Longvy fut, après Jean de Fay, abbé de *Saint-Pierre de Bèze* (2), dont il fit cession à Charles des Cars en 1546, en vertu d'une bulle de Paul III (3). On le trouve en 1541 prieur de *Saint-Léger-sur-Bèze* qui dépendait non de Bèze, mais de l'abbaye de Saint-Germain d'Auxerre (4).

Givry fut moins de deux ans prieur de Saint-Léger, où il avait succédé à Gabriel de Granmont, évêque de Tarbes, et passa ce bénéfice à son coadjuteur Philibert de Beaujeu, duquel le reçut vers 1545 Jean de la Rochefoucauld (5).

*
* *

Plusieurs autres bénéfices sont encore attribués à Claude de Longvy par la *Gallia* et certains auteurs ; mais ces attributions sont sujettes à caution et peuvent provenir d'une confusion avec

(1) *Arch. Côte-d'Or*, B. 12.077, f° 54 ; *Arch. nat.*, X^{1a} 8612, f° 371 ; 4898, f° 282.

(2) *Arch. vat.*, *Obligationes* 90, *ad annum* 1546. Cf. *Gallia*, t. IV, 712.

L'abbé de Bèze nommait à une trentaine de cures : Bèze, Bourberain, Beire-l'Église (Beire-le-Châtel), Mornay, Pouilly-sur-Vingeanne, Saint-Seine-sur-Vingeanne, Dampierre-sur-Vingeanne, Beaumont-sur-Vingeanne, Oisilly, Champagne-sur-Vingeanne, Trochères, Belleneuve, Noiron-sur-Bèze, Viévigne, Spoix, Lux, Drambon, Feurg avec Auvet, Cheuze, Nantilly, Mantoche, Talmay, Chazeuil, Jancigny, Savoyeux, Fouvent-le-Chateau, Fouvent-le-Bas avec Argillières, Reigny-sur-Saône ; Coublanc avec Maatz, Rivières-le-Bois, sans parler de son droit de présentation pour Pierrefaite, Vitrey-sur-Amance etc. Cf. G. DUMAY, *Les 45 paroisses dépendant de l'abbaye de Bèze*, dans : *Mém. Acad. Dijon*, 1903-1904.

(3) Taux : 433 florins d'or *à camera*.

(4) Saint-Léger-sur-Bèze était le plus riche prieuré du diocèse. Revenu en 1600 : 2.000 livres (ROUSSEL, *op. cit.*, I, p. 296). Cf. AUBERY, *op. cit.*, p. 443. — Cf. *Arch. Côte-d'Or*, G. 457 f° 7 ; 457, ter, f° 3 : le cardinal fait faire des travaux à Saint-Léger, au prieuré et à l'étang du prieuré. Guy Royer est dit procureur de Givry en « sa terre et seigneurie de Saint-Léger » le 15 avril 1540 (n. st.).

(5) *Gallia*, I (1715), col. 1180.

Anne des Cars. C'est ainsi qu'il aurait été abbé de *Fontenay* près de Montbard, alors au diocèse d'Autun, la deuxième fille de Clairvaux (1).

Mais il fut abbé de *Longuay*, non pas cependant en 1562, comme dit la *Gallia* (2).

A la mort de Clément Cornuot, les moines du *Val des Écoliers* (3) le sollicitèrent d'être leur abbé : il est douteux qu'il ait accepté, ou bien il ne tarda point à résigner, car on trouve de son vivant, comme abbés commendataire, Bernard du Châtel, de 1543 à 1551 (4), puis le dominicain Jean Benoît, ami du cardinal de Guise, de 1553 à 1562.

Fut-il abbé de *Flabémont* ? Dom Calmet (5) dit qu'Anne du Châtelet succéda comme abbé de Flabémont au cardinal de Givry. Il s'agit peut-être d'une confusion avec le second cardinal de Givry.

Il est possible que nous ayons oublié de mentionner tel ou tel bénéfice abbatial ou prioral dont Givry aura été encore pourvu.

La multiplicité de ceux que nous connaissons a pour nous quelque chose de choquant. Mais cet usage de la commende était entré dans les mœurs. Givry s'y conforma et trouva là une source de revenus

(1) *Gallia*, IV, 495. L'époque à laquelle se réfère l'auteur de la *Gallia* révèle certainement une confusion avec Anne des Cars. A voir J. B. CORBOLIN, *Monographie de l'abbaye de Fontenay*, Cîteaux, 1882, in-8°.

(2) *Gallia*, IV, 389. Cette datation révèle une erreur de date, ou de personne. La vérité, c'est que Givry était en 1560 abbé de Longuay qu'il avait pris en commendé à la mort de son fidèle Jean d'Amoncourt, évêque de Poitiers, abbé de Longuay. (Cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 469 : Mémoire pour le cardinal de Givry, évêque de Langres, comme abbé commendataire de Longuay, contenant que le dit cardinal à ce titre est propriétaire des trois quarts de la forêt de Perey, située à la justice et seigneurie d'Aubepierre, l'autre quart appartenant au comte de Vertus (Pierre de Chaatenay ? cf. G. 498) à cause de la garde qu'il a de ladite forêt. Ce mémoire est suivi d'un avis d'avocats signé Montholon et Fyot, et daté de Dijon le 23 août 1560).

Il l'était même dès 1552 ou 1554, c'est-à-dire après la promotion de d'Amoncourt au siège de Poitiers, puisqu'on le voit, le 2 mai 1554, abandonner par devant notaire le temporel de l'abbaye de N. D. de Longuay. (*Arch. Haute-Marne*, G. 939, f° 215). Voir *ibid.*, f° 223, l'état des religieux à ce moment.

(3) Érigé en abbaye en 1539 : près de Luzy (Haute-Marne), où les évêques de Langres avaient un château que Givry fit restaurer.

(4) *Gallia*, IV, 788 B ; 634 F. (Luzy).

(5) DOM CALMET : *Notice général. sur la maison du Châtelet*, p. 71. La *Gallia chr.*, XIII, 1137, ne mentionne pas Givry parmi les abbés de Flabémont.

fort appréciables (1), qui lui permirent de soutenir son rang, de remplir telle ou telle mission à lui confiée par le Roi, d'entretenir et embellir églises et chapelles en exerçant la munificence d'un véritable Mécène, ami des arts (2) en même temps qu'homme d'église.

Quant à ceux de ses bénéfices — c'étaient les plus nombreux et les plus importants — qui se trouvaient dans son propre diocèse, les posséder, c'était pour lui le moyen d'accroître son autorité, et le seul alors possible de réduire les graves inconvénients de l'exemption, c'est-à-dire, en définitive, d'être davantage le maître chez lui, d'être mieux évêque de son diocèse (3).

(1) Nous avons noté le revenu de Saint-Léger. Signalons toujours que d'après ROUSSEL, *op. cit.*, I, p. 296, en 1600 la mense de l'abbé pouvait s'estimer ainsi : Bèze: 3.000 livres ; Saint-Bénigne : 2465 ; Saint-Étienne : 800 ; Longuay : 1000 ; Poitiers : 4.000 (en 1648); Val des Écoliers : 600. Ceci, malgré la différence des temps, nous aide déjà à nous faire une idée des revenus abbaticaux de Givry.

(2) Voir *La Renaissance*.

(3) Cf. livre III. On a vu ci-dessus qu'en devenant abbé de Saint-Étienne, de Saint-Bénigne, de Bèze., Givry devenait, de ce chef, le collateur de plus d'une centaine de cures, sans parler des autres bénéfices, et des cures dont il disposait comme évêque. Cette constatation déjà justifie la remarque.

LIVRE SECOND

LE ROLE
DU CARDINAL DE GIVRY
Évêque de Langres

LIVRE SECOND
LE RÔLE DU CARDINAL DE GIVRY

I. — INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

**L'Évêché et le Duché-Pairie de Langres
au XVI^e siècle**

Au moment où Claude de Longvy faisait son entrée dans sa bonne ville de Langres, il avait cinquante ans. Essayons de nous représenter ce qu'il devenait, le rang et la fonction auxquels il était élevé, à l'âge de la maturité, à un moment où en pleine possession de ses moyens, fort de l'expérience acquise, de ses relations, de son influence déjà grande, il pouvait encore se permettre

Les longs espoirs et les vastes pensées.

I

D'abord il est évêque de Langres (1), siège illustre depuis longtemps, qui faisait et fait toujours partie de la province ecclésiastique

(1) Armes de l'évêché de Langres : d'azur semé de fleurs de lys d'or et un sautoir de gueules brochant. Sur ces armes et leur origine, cf. A. DAGUIN, *op. cit.*, p. 53 ss.
— La ville de Langres a les mêmes armes, mais timbrées différemment.

tique de Lyon. Son diocèse est vaste, bien plus que le diocèse actuel de Langres. Pour nous en faire une idée en nous reportant à la division en départements, disons que son étendue comprenait environ les deux tiers de la Haute-Marne (1), la moitié de la Côte-d'Or, un peu plus du quart de l'Aube, près du quart de l'Yonne, et une partie de la Haute-Saône. En tout environ 14.400 kilomètres carrés, comptés du nord au sud, depuis Blumerrey, près de Doulevant, arrondissement de Vassy, jusqu'à Saint-Jean-de-Losne, arrondissement de Dijon, sur les bords de la Saône : et de l'ouest à l'est, depuis Chablis et Ligny-le-Châtel, arrondissement de Tonnerre, jusqu'au voisinage de Bourbonne, arrondissement de Langres, soit 964 de nos communes actuelles (2) : *Marne* 360, *Côte d'Or* 333, *Aube* 116, *Yonne* 102, *Haute-Saône* 52, *Vosges* 1.

(1) Cf. A. ROSEROT, *Dictionnaire topographique de la Haute-Marne*, p. XXXIII. Voir *Bibl. nat.*, le Cartulaire de l'évêché et du chapitre de Langres, Coll. de Bourgogne, t. 8 ; ROUSSEL, *op. cit.*, I, pp. 190-197 ; 339-347.

Dans le passé les 550 communes du diocèse actuel de Langres ont relevé de 5 diocèses différents : 13 de l'évêché de Troyes, 69 de l'évêché de Châlons-sur-Marne, 95 de celui de Toul, 13 de l'archevêché de Besançon, le reste — 360 — de Langres ; 156 communes de l'ancien diocèse de Langres ont été annexées en 1731 au diocèse nouveau de Dijon.

Cf. H. METTRIER, *La formation du département de la Haute-Marne en 1790*, p. 27 et le tableau pp. 336-357.

Voir aussi E. MARTIN (l'abbé), *Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié*. — LOYE (l'abbé), *Hist. de l'église de Besançon*. — COURTAÏON-DELESTRE, *Topogr. histor. de la ville et du diocèse de Troyes* — BARTHÉLEMY (Ed. de), *Diocèse ancien de Châlons-sur-Marne*.

(2) Réparties sur les arrondissements et cantons suivants, mais ne les comprenant pas toujours en entier :

AUBE : *Bar-sur-Aube* (Bar-sur-Aube, 23 communes sur 23, Soulaines 4/21, Vendœuvre 11/19) — *Bar-sur-Seine* (Bar-sur-Seine 15/22, Chaource 24/26, Essoyes, 21, Mussy 8, les Riceys 8) — *Troyes* (Ervy 3/15).

CÔTE-D'OR : *Beaune* (c. de Saint-Jean-de-Losne, 5/17) — *Châtillon* (c. d'Aignay-le-duc 5/16, Châtillon 27/28, Laignes 23, Montigny-sur-Aube 16, Recey 17) — *Dijon* (Dijon-Est 15/17, nord, 14, ouest 9/13, Fontaine-Française 13, Genlis 14/27, Gevrey 12/33, Grancey 11, Is-sur-Tille 23, Mirebeau 22, Pontailler 16/20, Saint-Seine en Mont 19, Selongey 11, Sombernon 23/27) — *Semur* (Montbard 17/26, Semur 12/29, Vitteaux 8/32).

HAUTE-MARNE : *Langres* (Auberive 29, Bourbonne 5/16, Fayl-Billot 24, Laferté-sur-Amance 11/13, Langres 27, Longeau 29, Montigny-le-Roi 15, Neuilly-l'Évêque 18, Prauthoy 25, Varennes 14) — *Chaumont-en-Bassigny* (Andelot 18/19, Arc-en-

L'ancien diocèse s'étendait, au temps de Givry, à quatre provinces (1) : Champagne, Bourgogne, Barrois (mouvant), relevant des puissants ducs de Lorraine, et Comté cette dernière relevant de l'Espagne. Il dépendait de trois Parlements : ceux de Paris, Dijon et Dole.

De là des difficultés administratives. C'est ce qui explique que la partie bourguignonne ait cherché dès le XVI^e siècle (1575) à se faire ériger en diocèse particulier. On sait que Clément XII opéra finalement en 1731 (2) ce démembrement, auquel s'était toujours opposé le chapitre de Langres.

Sur ce territoire plus de 600 cures avec 200 succursales, au total 843 (3) paroisses se groupant autour de leurs clochers respectifs,

Barrois 9, Bourmont 1/26, Châteauvillain 19, Nogent-en-Bassigny 20, [Saint-Blin, 0] Vignory 21 — Vassy (Doulaincourt 6, Doulevant 5).

HAUTE-SAONE : Gray (Autrey 17, Champlitte 17, Dampierre-sur-Salon 10/31, Gray (1 commune) — Vesoul (Vitrey 7/22).

VOSGES : Neufchâteau (Lamarche, 1 c. Damblain).

YONNE : Auxerre (Chablis 8/14, Ligny-le-Châtel 7/13) — Avallon (Guillon 7/16, l'Isle-sur-Serein 5/14) — Tonnerre (Ancy-le-Franc 19, Cruzy-le-Châtel 18, Flogny 9/15, Noyers 14/15, Tonnerre 15).

(1) Mot pris au sens traditionnel d'après un ensemble de conditions historiques et géographiques : on sait qu'au point de vue administratif il est plutôt vide de sens.

Plusieurs communes (Bussièrès-les-Belmont, etc...) étaient mi-parties.

Voir : Cartes de N. Sanson d'Abbeville : *Lingones* : dans l'Atlas en 2 tomes qui réunissent ses *Cartes particulières de la France* suivant l'ordre des provinces ecclésiastiques... Paris, chez P. Mariette, 1664 in-f° ; — celle de N. CHALMANDRIER, *Carte topographique du diocèse de Langres*, etc, 1769.

(2) Cf. PRUNEL, *S. Zamet*, pp. 309-314. Cf. A. DU SAUSSAY, *De episcopali monogamia... seu insignis ecclesiae. Lingonensis divortium et scissuram detrectantis pia ac necessaria defensio*. Paris, 1632, in-4°.

Dijon et son archidiaconé avec une partie du doyenné de Fouvent formèrent le nouveau diocèse de Dijon d'avant 1789. Cependant le doyenné de Grancey, jusque-là dépendant de l'archidiaconé de Dijon, fut en partie rattaché à l'archidiaconé de Langres, et de même celui de Fouvent fut en partie rattaché à celui du Bassigny. Pour dédommager l'évêque de Langres, on réunit à son siège la mense abbatiale de Moutier-Saint-Jean.

(3) C'est le chiffre que nous avons relevé dans le *Pouillé du diocèse de Langres* de 1541 (Bib. Gr. Sém. de Langres) publié par Vouriot dans le recueil : *L'Evêché de Langres aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*. Cf. LONGNON, *Pouillés de la province de Lyon*, et le *Pouillé général contenant les bénéfices de l'archevêché de Lyon, des diocèses d'Autun, Chalon-sur-Saône, Langres, Mascon*. A Paris, chez Gervais Alliot, au Palais, devant la chapelle Saint-Michel, 1638, in-4°. — Ce nombre était augmenté au XVIII^e siècle. — Noter aussi le Rôle de 1546/7 dont nous parlons plus loin.

entraient dans le cadre de 17 doyennés, ceux-ci eux-mêmes répartis entre 6 archidiaconés (1).

L'archidiaconé dit du *Langrois* comprenait deux doyennés : celui de Langres ou de la Chrétienté et celui du Moge (2) ;

A l'archidiaconé du *Dijonnais* (3) appartenaient les doyennés de Dijon, Grancey (4), Bèze, Fouvent, Saint-Seine ;

A celui du *Tonnerrois* (5) les doyennés de Tonnerre, Molesme, Moutier-Saint-Jean (Réome), Saint-Vinnemer ;

A celui du *Lassois* (6) les doyennés de Bar-sur-Seine et de Châtillon-sur-Seine ;

A celui du *Barrois* (7) les doyennés de Bar-sur-Aube (8) et de Chaumont ;

A celui du *Bassigny* (9) les doyennés d'Is et de Pierrefaite.

Les *archidiacones* qui étaient de droit dignitaires du chapitre de Langres, étaient inamovibles et investis d'une juridiction ordinaire. Ils avaient le droit de visite annuelle dans toutes les églises et bénéfices curiaux de leur archidiaconé et leurs « secours », et percevaient à cette occasion un droit de visite à la charge des curés et des fabriques (10). En cours de visite, ils pouvaient connaître de toutes les

(1) Dès 1086. — On sait qu'en général les divisions ecclésiastiques des archidiaconés (et parfois des doyennés) se confondirent avec les circonscriptions civiles de l'époque franque administrées par un comte et appelées « pays », *pagi*.

(2) Siège : Neuilly-l'Évêque. Ce n'était là qu'une partie de l'ancien *pagus Lingonicus* de l'époque franque.

(3) Les *pagi Divionensis, Attoariorum, Oscarensis* de l'antique *civitas Lingonum* ont fourni ses éléments à l'archidiaconé du Dijonnais. (Cf. J. LAURENT, *Cartulaires de l'abbaye de Molesme*, I, p. 302).

(4) Voir aux *Appendices* la nomenclature des bénéfices curiaux et autres de l'ancien doyenné de Grancey.

(5) Sur le Tonnerrois ecclésiastique, cf. LAURENT, *op. cit.*, p. 325.

(6) Du nom du *castrum latiscense*, forteresse ancienne près de Châtillon-sur-Seine (aujourd'hui mont-Saint-Marcel).

(7) Sur le Barrois, le Lassois, cf. LAURENT, *op. cit.* pp. 305-308 ; H. d'ARBOIS DE JU-BAINVILLE, *Notes sur les deux Barrois, le pays de Laçois, et l'ancien Bassigny*, dans la *Bibl. de l'école des chartes*, t. XIX (1858), pp. 348-359.

(8) Plus tard le doyenné de Bar-sur-Aube fut divisé de façon à fournir un 3^e doyenné : celui de Châteauvillain.

(9) Du Bassigny champenois. Le Bassigny lorrain ne faisait point partie du diocèse de Langres, mais de celui de Toul. Sur le Bassigny, cf. LAURENT, *op. cit.*, p. 293.

(10) Le droit était de 53 sous 4 deniers t., à la charge du curé ou de son vicaire. L'archidiaconé était hébergé pendant un jour entier et dédommagé parfois (Tonnerrois,

causes qui étaient du ressort de l'officialité (1), et percevoir le tiers des amendes, à l'exception du grand archidiacre qui par composition recevait de l'évêque une somme annuelle de 500 livres. C'était celui de Langrois. Il avait de plus le droit de visiter annuellement les prieurés (2), léproseries et hôpitaux ou maisons-Dieu de son ressort et d'y percevoir aussi la taxe de visite qui était de 53 s. t. 4 d.

Les *doyens ruraux* (ou des *chrétientés*) avaient également, en général, le droit de visite annuelle des paroisses de leur doyenné (3) avec taxe de 25 sous chaque fois et leurs dépenses de séjour pour eux et pour leur clerc aux frais de la fabrique (4). Quelques-uns (5) avaient, en outre, une sorte de juridiction pénale ou d'amende jusqu'à 5 sous t., et d'autres, certains droits particuliers (6).

Le doyenné n'avait point de siège absolument invariable. Le titre de doyen dépendait de la désignation de l'évêque, de même que les fonctions d'archidiacre, et celles, amovibles, de vicaire général (7).

A la tête de chaque paroisse il y avait comme ailleurs un *curé*, et comme ailleurs aussi, dans un grand nombre, celui-ci était aidé par

Barrois) de ses menues dépenses — du procès-verbal par exemple (*breviculum*) — estimées à 5 sous, aux frais des marguilliers ou des procureurs du bénéfice visité.

(1) Celles des causes, évidemment, dites *per summaria precum*.

(2) Voir par ex. *Arch. Haute-Marne*, G. 1006 et 1007, des procédures relatives à la visite des prieurés au temps de Givry.

(3) Tous les doyens n'avaient pas ce droit de visite au même degré. Il n'appartenait pas à ceux de Tonnerre, de Molesme, Moutier-Saint-Jean. Celui de Saint-Vinnever ne pouvait l'exercer qu'une fois pendant sa vie. — Ceux de Bar-sur-Seine, Châtillon-sur-Seine, Is-en-Bassigny, l'avaient *super et extra ecclesias parochiales*. — Ceux de la Chrétienté, du Moge, n'avaient aucune juridiction.

(4) Le doyen de Saint-Seine avait droit à 14 blancs, de même celui de Bar-sur-Aube.

(5) Dijon, Tonnerre, Molesme, Moutier-Saint-Jean, Saint-Vinnever.

(6) Ainsi à N. D. de Tonnerre le curieux droit du « concile du doyenné ». Cf. ROUSSEL, *op. cit.*, I, p. 49. Cf. III, p. 340) : « chaque année, le premier jour de Carême, tous les curés et vicaires du doyenné de Tonnerre devaient amener avec eux tous les époux qu'ils avaient mariés dans l'année, hommes et femmes, pour entendre en l'église N.-Dame une messe célébrée par le prieur de Saint-Aignan avec un sermon sur les devoirs du mariage. Au moment de l'offertoire, le doyen rural prononçait à haute voix les noms de chacun d'eux, et tous venaient à l'offerte avec une offrande. Les époux absents subissaient une amende. »

(7) Comme représentant de l'évêque, le vicaire gén. avait un pouvoir supérieur à celui de l'archidiacre. Sa juridiction s'étendait aussi sur le temporel.

un ou plusieurs *vicaires*, et pour les fonctions subalternes par des clercs appelés *choriaux* (nom qui désigne parfois aussi les enfants d'aube et même des prêtres desservants). Des marguilliers l'assistaient pour l'administration matérielle. Leur rôle était en fait assez important. Dans certains cas il y avait aussi des prêtres libres dits habitués, prenant part aux offices, et sous l'autorité du curé remplissant diverses charges et acquittant les services. Signalons en divers endroits une catégorie, celle des chapelains *mépartistes*, qui partageaient entre eux les revenus (méparts) de certaines prébendes attachées à des chapellerie. Ils étaient bénéficiers et à ce titre avaient le pas sur les vicaires (1).

Comme ailleurs encore — notons-le tout de suite — un bon nombre de curés ne gouvernaient leurs ouailles que par un intermédiaire. Moyennant une part des revenus de la cure, fixes ou casuels, qu'on appelait portion congrue, ce remplaçant exerçait les fonctions du ministère pastoral : situation plaisamment, mais énergiquement appréciée en ces termes par le recteur de Ravières, Pantaléon Bartelon, dans l'un de ses *Distiques moraux* (2) :

Chacun sert Dieu par commis ou vicaire
Et par vicaire ira en Paradis.

Cette situation devait disparaître insensiblement. Au temps du cardinal de Givry, dans le diocèse de Langres 457 curés ne résidaient pas, 138 seulement résidaient (3).

(1) Il y en avait à *Dijon* : Notre-Dame (22 méparts), Saint-Jean-Baptiste (15), Saint-Médard (nombre incertain), (Saint-Michel, 11), Saint-Nicolas (9), Saint-Philibert (8), Saint-Pierre (alors 7 méparts) ; à *Châtillon-sur-Seine*, 8 méparts fondés en 1548 à l'église Saint-Nicolas ; à *Montbard*, 12 méparts réservés aux enfants de la ville, fondation faite en 1542 par le curé Charles Godran, chanoine de la Sainte-Chapelle de Dijon, les statuts approuvés par le cardinal de Givry en 1545 ; à *Sombornon*, 2 méparts et 6 au château de *Talant*. A *Langres*, il y avait 5 méparts à Saint-Amâtre, 11 à Saint-Martin, 8 à Saint-Pierre.

Quant aux « familiarités » de chapelains originaires du pays même, et se recrutant par cooptation, signalons celles de *Brazey*, de *Chaumont*, de *Saint-Jean-de-Losne*.

(2) Celui intitulé : *Vicarius*. — Sur P. Bartelon, voir *La Renaissance*, 2^e part, livre I.

(3) En 1560. Cf. ROUSSEL, *op. cit.*, I, p. 62, d'après le *Compotus* de Cavanyac. Ces absences étaient justifiées pour certains : les uns étudiaient pour se préparer aux saints ordres ou pour obtenir des grades. D'autres étaient chanoines, ou bien avaient plusieurs cures. Plusieurs étaient familiers de l'évêque.

Il est vrai que les vicaires abondaient. A la fin de son épiscopat, il y en avait 736, non compris ceux qui desservaient les prieurés, les hôpitaux, les léprôseries et les chapelles dont les titulaires perpétuels desservaient aussi les églises succursales. Ils étaient inamovibles, avaient tous les droits et obligations du vrai curé, et les paroissiens leur donnaient ce dernier nom. Ils recevaient leur « provision » de l'évêque et prenaient possession comme les curés ordinaires. Le curé primitif — c'était en général un chapitre, une abbaye ou un prieuré — se réservait certains droits, souvent purement théoriques, comme d'officier aux grandes fêtes, Pâques, Pentecôte, Toussaint, Noël, fête du saint local, et une partie des revenus. D'autres fois ces vicaires étaient amovibles au gré du collateur : inconvénient beaucoup plus grave (1).

Chaque année les curés non résidents devaient payer à l'évêché une taxe appelée droit des sceaux (ou au chapitre, *sede vacante*) pour leur dispense, et de même les vicaires pour leur licence. On a pour le diocèse de Langres le registre de 1560 où est le relevé de ces dispenses et licences (2). La taxe pour les vicaires était de 20 sous et pour les curés de 40. On voit, par exemple, que dans le doyenné de Langres il y avait pour 27 cures, 28 vicaires et 9 curés résidents ; dans celui du Moge, pour 27 cures, 10 curés résidents et 27 vicaires ; dans celui de Dijon, pour 35 cures, 5 curés résidents et 39 vicaires ; dans celui de Saint-Seine, 6 curés résidents et 36 vicaires pour 31 cures ; dans celui de Bèze, pour 41 cures, 8 curés résidents et 47 vicaires ; dans celui de Grancey, pour 37 cures, 9 curés résidents et 40 vicaires etc... (3)

D'illustres et importants établissements ecclésiastiques, abbayes, chapitres, collégiales, prieurés et couvents hospitaliers et autres constellaient le territoire (4). C'étaient d'abord une trentaine d'ab-

(1) Cf. *Conc. de Trente*, sess. 21^e, chap. VI.

(2) Cf. *Arch. Haute-Marne* f^{ds} non classé. *Comptus magistri Joannis Cavanyhac, canonici et sigilliferi lingonensis de omnibus et singulis emolumentis sigilli curiæ officialatus lingonensis, atque institutionum, dispensationum, licentiarum vicariorum, ecclesiarum parochialium, seu dispensationum de non residentia curatis concessis, etc.* (ROUSSEL, *loc. cit.*).

(3) Cf. ROUSSEL, *ibid.*

(4) Pour en avoir le relevé, nous avons eu recours en particulier aux pouillés de l'époque, au procès-verbal du concile de Lyon de 1528 (cf. *infra* liv. II). Nous ne

bayes : les *abbayes bénédictines* de Saint-Bénigne de Dijon (1), Saint-Michel de Tonnerre (2), Saint-Pierre de Molosme (3), Saint-Pierre de Bèze (4), Notre-Dame de Saint-Seine (5), Saint-Jean de Réôme, (Moutier Saint-Jean) (6), la plus ancienne du diocèse, Saint-Pierre et Saint-Paul de Pothières (7), N. D. de Molesme (8), et quatre abbayes de femmes : Prâlon (9), Puits d'Orbe (10), Rougemont (11), Poulangy (12)... ; — les *abbayes cisterciennes* de N. D. de

mentionnons pas les établissements disparus avant le *xvi^e* s. — Quant à la mention ci-dessous des abbés, etc., nous l'empruntons en partie à la *Gallia*, à l'abbé Roussel, *op. cit.*, II, III et IV, et aux monographies correspondantes, quand il y a lieu. Voir aussi l'abbé VOURIOT, *L'Evêché de Langres au *xv^e*, au *xvi^e* et au *xvii^e* s...* ; de MANGIN (l'abbé), *Hist. eccl. et civile... du diocèse de Langres...* Nous signalerons par une + les prieurés qui alors étaient encore conventuels ou considérés comme tels, en nous référant surtout au concile de Lyon de 1528. (Voir aux Appendices.)

(1) *Abbés sous Givry* (1529-1561) : Fréd. Frégose, *Givry*, Odet de Châtillon. Cf. L. CHOMTON, *op. cit.*, B. Prost, *Le trésor de l'abbaye de Saint-Bénigne*.

(2) *Id.* : Étienne de Nicey (1494-1531 ?) ; Guillaume Raguyer, 1^{er} abbé commendataire, Marin de Dinteville.

(3) *Id.* : Louis d'Armanville (1524-1533) ; Claude et Jean d'Ancienville.

(4) *Id.* : Jean de Fay (1526 ?-1541) ; *Givry* (1541-1547) ; Charles des Cars (1547-1587).

(5) *Id.* : Antoine de Vienne, parent de Givry (1508-1551). Cf. MIGNARD, *op. cit.* pp. 220-264 ; G. ROUPNEL, *Contribution à l'étude du régime féodal sur le domaine de l'abbaye de Saint-Seine* ; ROSSIGNOL, *Hist. de Saint-Seine* ; CHABEUF, *Hist. de la paroisse et de l'abbaye de Saint-Seine*. — A peu de distance se trouvait l'abbaye augustinienne d'Ogny, alors du diocèse d'Autun, (*id.* p. 265-288).

(6) *Id.* : Pierre de la Baume en 1530, Jérôme de Cheffer et Fr. de Tournon. Cf. P. ROVERIUS, *Reomaesus*.

(7) *Id.* *Givry*, : depuis 1517. ROUSSEL mentionne aussi Emandelin de Cousance en 1517 et 1535.

(8) Antoine de Vienne (1511-1544) et Antoine II de Vienne (1545-1572). Sur Molesme et sa place dans l'ancien diocèse de Langres, cf. LAURENT, *Cartulaires de l'abbaye de Molesme*, t. I (Introd.), pp. 208-215, 220, 225, 227-229, 240-244.

(9) *Abbeses* : Anne de Bouton (1530-1538) ; Jacquette de Courcelles.

(10) *Id.* : Jeanné de Saigny ; Françoise de Jaucourt.

(11) *Id.* : Catherine de Rabutin.

(12) *Id.* : Isabeau de Saillant, 1528-1534 ; puis Renée de Lorraine, commendataire, sœur du cardinal de Guise ; elle a pour administratrice Prudente de Mailly, professe du monastère et abbesse de Bepoitevaux, qui apparaît en 1538 envoyée par Givry ; puis Marguerite de Salazar, nièce de Tristan de S., archevêque de Sens, 1546, et Claude de Rousy, 1560, bénite par Fr. Mangeard en 1562 (VIGNIER, *Décade...* II, p. 423). — Il y avait alors 33 religieuses à Poulangy. Elles dirigeaient de jeunes demoiselles nobles. Elles vivaient séparément, chacune en sa maison, sous la même clôture. La règle leur laissait une grande liberté. Depuis le *xviii^e* siècle, leur supérieur direct et immédiat était l'évêque de Langres.

Clairvaux (1), ayant juridiction sur huit cents monastères, de N. D. d'Auberive (2) N. D. de Beaulieu (3), N. D. de Lézines, (ou de la Charité) (4), N. D. de la Crête (5), N. D. de Longuay (6), N. D. de Mores (7), N. D. de Morimond (8), N. D. de Quincy (9), N. D. de Theuley (10), N. D. de Vaux-la-Douce (11), auxquelles on peut ajouter : N. D. de Vauxbons (12), de Val-des-Vignes (13), et trois abbayes de

Cf. F. DAGUIN, *Le Chapitre noble de Poulangy*, dans *Revue de Champagne et de Brie*, 1876, pp. 77, 79. cf. *Revue nobiliaire*, XIII, 1876.

(1) *Abbés sous Givry* : Edme de Saulieu, 1509-1552 ; Jérôme de la Souchère † 1571, qui assista au concile de Trente et fut simultanément abbé de Clairvaux et de Cîteaux, cardinal.

(2) Louis de Rye, abbé aussi d'Acey et de Saint-Claude, évêque de Genève et coadjuteur de Besançon, 1519-1550 ; Pierre du Châtel, évêque de Mâcon, etc., 1550. 1552 ; Gilbert de Lévis, laïque, 1552-1553 ; Martial de Lévis, 1553 - (1563)-1572- — Il y avait alors 27 moines à Auberive.

(3) Henri Bonnier, 1534 ; Philippe de Choiseul. 1536-1550 ; Fr. de Hodicque.

(4) Jean de Nanteau ; Jacques de Lachaume ; Fr. d'Orges.

(5) Nic. Vincenot ; Fr. de Choiseul (1548-1567) qui fit restaurer l'hôtel abbatial.

(6) Fr. Régnier de Châtillon, 1530-1532 ; Jean d'Amoncourt de Piépape, 1532-1551 ; François d'Amoncourt, 1551-1552 ; le cardinal de Givry, 1552-1561. Cf. COLLOT, *Chronique de l'abbaye de Longuay*.

(7) Jean Morel † 1530 ; Jean Raguiet. Cf. CH. LALORE, *Chartes de l'abbaye de Mores*.

(8) Edmont Ornot de Pichanges, 1517-1551 ; Jean Coquey, proviseur du collège de l'Ordre à Paris, 1551 ?-1576. Mais on trouve deux commendataires : vers 1551, Louis de Bourbon, arch. de Sens, et en 1558, Charles de Roucy, év. de Soissons.

De Morimond relevaient 300 monastères d'hommes, 600 de femmes, et l'abbé était supérieur de cinq ordres militaires établis en Espagne et en Portugal : d'Alcantara, de Calatrava, de Montèse, d'Avis, de Christ. Cf. DUBOIS, *Hist. de l'abbaye de Morimond*.

(9) Hugues de Joigny ; Odet de Châtillon, 1^{er} abbé commendataire. Cf. E. LAMBERT, *Histoire de l'abbaye de Quincy ; Hist. de Tanlay*.

(10) Julien d'Autrey ; Adrien Lucquet de Lielle. — Cf. J. GAUTHIER, *Tombes et inscriptions de l'église abbatiale de Theuley*.

(11) Jean Gorgeon ; Gabriel et Charles Lebœuf ; François de Hodicque. — Cf. MULSON, *Notice sur l'abbaye de Vaux-la-Douce*.

(12) Abbaye de femmes supprimée par le chapitre de Cîteaux en 1393. Ses biens furent cédés à l'abbaye d'Auberive. Celle-ci y mit des religieux pour y acquitter les fondations. Vauxbons comptait encore comme abbaye au XVI^e siècle, puisque l'on voit un abbé de Vauxbons siéger au concile de Lyon de 1528. Cf. *infra*, I, III, *Les débuts de la Réforme*, etc., ch. I (cf. ROUSSEL, *op. cit.*, II, p. 371).

(13) Abbaye de femmes unie à Clairvaux par le chapitre de Cîteaux, habitée par des Cisterciennes jusqu'en 1443, puis par des moines de Clairvaux. Val-des-Vignes comptait aussi comme abbaye au XVI^e siècle, puisqu'au même concile signalé ci-dessus, on constate au procès-verbal qu'il ne s'était pas fait représenter. (Cf. *infra*, livre III, ch. I. Cf. ROUSSEL, *op. cit.* III, p. 214. — Peut-être le scribe chargé de faire

moniales : Belmont (1), Collonges (2), et Tart (3)... ; — les *abbayes augustinienne*s de Saint-Étienne de Dijon (4), de N. D. de Châtillon-sur-Seine (5), du Val-des-Écoliers (6)... ; — l'*abbaye norbertine* de N. D. de Septfontaines (7)... les *chartreuses* de Dijon (8) et de Lugny (9).

Les *chapitres* et *collégiales* étaient au nombre de 21, savoir : ceux de la cathédrale Saint-Mammès de Langres (10), et de la Sainte Chapelle de Dijon (11), puis de Bar-sur-Aube (Saint-Maclou) (12),

les convocations et les rapports s'est-il référé à quelque nomenclature déjà ancienne. D'après le même document il y aurait à signaler encore une abbaye de Saint-Nicolas (?) (sauf erreur de lecture ou de transcription).

(1) Anne de Saint-Belin, 1515-1539 ; Edmée de Malain, 1539-1561. — Voir LORAIN, *Notice sur l'abbaye royale de Belmont*; et BOURBELIN, *L'abbaye de Belmont*.

(2) A. de Mandres

(3) Catherine et Marguerite de Chissey.

(4) *Le cardinal de Givry* (1530-1561). L'abbaye fut sécularisée et devint chapitre en 1611.

Cf. FYOT DE LA MARCHE, *Hist. de l'Eglise abbatiale et collégiale de Saint-Etienne de Dijon*, Dijon, Ressayre, 1696, in-f°. ... Cf. *Chartes de l'abbaye de Saint-Etienne de Dijon*, 1907-1914, 19 vol.

(5) Eustache de Saintes (abbé « fiduciaire » : Jean de Savery) ; Pierre Rouillard, (1531-1543), abbé régulier, Ant. Prévot de Sansac (1548) ; Louis de Lorraine, card. de Guise. Cf. MIGNARD, *Hist. des principales fondations religieuses du bailliage de la Montagne*.

(6) Près Luzy et Chaumont. Prieuré jusqu'en 1539, puis abbaye. Clément Cornuot, prieur, 1519-1539, et 1^{er} abbé, † 1541 ; le *cardinal de Givry*, 1541 ; Bernard du Châtel, 1543-1553 ; Jean Benoît, 1553-1562. — C'est le cardinal de Givry qui consacra le 1^{er} abbé du Val-des-Écoliers (JAVERNAULT, *Mémoires*, f° 112). Érigé en abbaye par Paul III le 13 Mai 1539 ; réuni plus tard à l'abbaye Sainte-Geneviève de Paris.

(7) Pierre Thomassin ; Louis de la Haye des Salles.

(8) Prieurs : N. Lhuillier, J. Parceval, M. Godivelle, J. Pivert, J. Duchamp, Guilloire, Ch. Decourdemenche. Cf. MONGET, *La Chartreuse de Dijon*.

(9) *Id.*, Germain Massiot ; Jean Mallet ; Guill. Laroche ; Jean Oger ; Nic. Floriot ; Jean Gauthier ; R. Guyot ; A. Payen ; N. Poytard, J. de Couzon. Cf. MIGNARD, *op. cit.*, pp. 346-411.

(10) 48 ou 44 chanoines à la nomination du doyen, plus 8 prébendiers prêtres, plus 16 chapelains du Cloître, sans parler d'autres chapelains et des prêtres habitués. Cf. *infra* : *Le Chapitre de Saint-Mammès au XVI^e s.* — Doyens au XVI^e s. : Cf. *infra*, *ibid.*

(11) 24 prébendiers dont 20 à la nomination du doyen. Ce chapitre, le plus important après Saint-Mammès, dépendait, comme celui-ci, immédiatement du Saint-Siège, et le doyen élu devait être confirmé par l'abbé de Cîteaux, comme délégué du Pape. — Doyens : André de Leval, 1515-1548, Nicolas de Bris, 1548-1560 environ ; Pierre Sayve. Cf. J. d'ARBAUMONT, *Essai historique sur la Sainte-Chapelle de Dijon*.

(12) 26 prébendiers nommés par le doyen. Doyens : Léon Cléret ; Gabriel le Genevois (1550-1583). Cf. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *Hist. de Bar-sur-Aube*.

Bar-sur-Seine (1), Chablis (2), Champlitte (3), Chaumont (4), Châteauvillain (5), Époisses (6), Fouvent-le-Châtel (7), Grancey-le-Château (Saint-Jean l'Évangéliste) (8), Jully-le-Châtel (ou sur-Sarce) (9), Larrey (10), La Chapelle-aux-Riches (Dijon) (11), Mussy-l'Évêque (12), N. D. de Dijon (13), Saulx-le-Duc (14), Saint-Jean-

(1) 3 ou 4 prébendiers nommés par le Roi. Cf. COUTANT, *Hist. de la ville et de l'ancien comté de Bar-sur-Seine*.

(2) 11 chanoines à la nomination du prévôt de Saint-Martin de Tours.

Prévôts : Jacques Spifame (1558). Cf. BONNEAU, *La collégiale Saint-Martin de Chablis*.

(3) 12 chanoines qui devaient être chanitois, nommés par le chapitre et les échevins. Cf. BRIFFAUT, *Hist. de la seigneurie et de la ville de Champlitte...*

(4) Érigé en 1474 par Sixte IV à la sollicitation de Jean de Montmirel ; 13 chanoines qui devaient être chaumontais, au moins d'origine, 10 nommés par le chapitre et les notables, le doyen élu devant être confirmé par l'évêque, 1 par le seigneur de Sexfontaines, 1 — le curé de Saint-Jean — par l'évêque, et trois prébendiers. — *Doyens* : Gilles Dogiès, 1503-45 ; puis Adrien Rose, 1546-73, maintenu en face de François d'Amoncourt. — Cf. *Hist. du chapitre de Chaumont*, ms. du XVIII^e s. par Cl. Legros (ms. qui nous a été obligeamment communiqué par M. J. Laurent).

(5) 12 chanoines et 4 prébendiers, nommés par le seigneur de Châteauvillain. Cf. DIDIER, *Hist. de la seigneurie et de la ville de Châteauvillain* ; CARNANDET, *Notes et documents pour servir à l'histoire de Châteauvillain*. Il n'y avait point de dignitaires.

(6) 8 prébendes ecclésiastiques dont 7 à la nomination de l'évêque.

(7) 6 chanoines présentés par le seigneur du lieu, et institués par l'évêque.

(8) 7 chanoines, 1 prébendier, nommés par le seigneur de Grancey. — Cf. A. HUGUENIN, *Le Chapitre de l'église collégiale de Saint-Jean l'Évangéliste de Grancey*.

(9) 4 ou 2 prébendes à la nomination du seigneur de Jully.

(10) 4 ou 2 chanoines nommés par le seigneur.

(11) 10 chanoines nommés par l'abbé de Saint-Bénigne, puis au XVII^e siècle par le Roi. Sur les droits de juridiction de l'abbé de Saint-Bénigne (droits de collation, de correction, de visite, de procuration), la façon dont ils s'exerçaient, et d'une façon générale sur la « vie » et l'administration de la Collégiale de la Chapelle aux Riches, voir J. D'ARBAUMONT, *Notice historique sur la chapelle et l'hôpital aux Riches*. Ce travail au titre trop modeste permet de se rendre compte de ce que c'était qu'une collégiale au diocèse de Langres, à l'époque de Givry.

Doyens : Philibert Macheco (1512-1545) ; Jean Audinot (1548) ; Jacques Lambelin (1556-1561).

(12) 13 chanoines à la pleine disposition de l'évêque.

Cf. LAMBERT, *Hist. de Mussy-l'Evêque*.

(13) 5 prébendes réservées aux religieux de Saint-Étienne. Cf. BRESSON (J.), *Histoire de N.-D. de Dijon*, 3^e part., ch. IV, V-VII.

(14) 7 chanoines élus par le chapitre. — *Doyens* : N. Fricot (1560).

Baptiste de Dijon (1), Tonnerre (2). On peut y ajouter Gevrey (3).

Alors les *prieurés* (4) étaient au nombre de près d'une centaine dont 71 bénédictins, et les autres, augustinien (5), clunisiens, outre quelques-uns appartenant à l'ordre du Val-des-Choux et aux Trinitaires. Mais un peu moins de la moitié, soit environ une quarantaine, étaient encore conventuels ou considérés comme tels. Il y avait 18 ou 20 *commanderies* des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, appelée aussi parfois prieurés.

Mentionnons encore les *couvents* ou *prieurés hospitaliers*, au nombre de 36 environ, de même une trentaine de *léproseries*, non encore unies à des hôpitaux, dont quelques-unes au moins, comme à Dijon et à Langres, étaient encore en exercice, enfin une douzaine au moins de couvents ordinaires, tels ceux des *Augustins* à Champlitte (6), des *Cordeliers* (7) à Bar-sur-Aube, à Châteauvillain (Mineurs), Châtillon, Dijon, Rougemont (?), Tanlay; ceux des *Carmes* à Dijon, des *Jacobins* à Dijon, Langres, des *Minimes* à Bracancourt, des *Récollettes* à Châteauvillain (8).

A cette liste des établissements ecclésiastiques du diocèse d'alors, on pourrait ajouter (9) plusieurs centaines de chapelles bénéficiales.

(1) 11 prébendes dont 8 à la nomination des marguilliers, les autres au patronage de certaines familles. D : Charles Godran, 1527 † 1577.

(2) 20 chanoines nommés par moitié alternativement par l'évêque et le comte de Tonnerre. Prévôts : Georges Sellier (1556). — Cf. BUREAU (abbé A.), *Hist. de l'église et de la paroisse Notre-Dame de Tonnerre*.

(3) Plutôt collège de 5 mépartistes, nommés par le chapitre Saint-Mammès de Langres. — Nous ne parlons pas des chapitres de Bourmont, la Mothe, Joinville, Perthes, Reynel, Sailly, localités qui alors n'étaient pas du diocèse de Langres.

(4) Voir le relevé aux Appendices. Nous n'y comprenons pas les prieurés-cures, comme Ahuy, Andelot, Fauverney, Fontaine-Française, Grancey (Saint-Germain), Marsannay-la-Côte, Mirebeau, Roffey, Til-Chatel, Val-Suzon, etc.

(5) Mentionnons ici celui de Saint-Geosmes, près de Langres ; une dizaine de religieux.

(6) Avec leur collège d'humanités.

(7) J. FODÉRÉ, *Narration historique et topographique des convents de l'ordre de Saint-François de la province de Saint-Bonaventure*.

(8) Établies en 1539 par la comtesse de Montrevel : c'étaient des religieuses du tiers-ordre de Saint-François, dites de Sainte-Élisabeth, on les substitua aux Béguines du Châtel.

(9) Au point de vue qui nous occupe ici, très peu étaient à la nomination de l'évêque.

La plupart de ces établissements, on le sait, avec le territoire de leur « aître » étaient en fait plus ou moins exempts de la juridiction de l'évêque, avaient leur gouvernement, leurs sujets, leurs biens et leurs revenus propres.

Cette exemption portant sur une si grande portion de son diocèse, et si importante, limitait singulièrement le pouvoir d'action et les revenus de l'évêque, d'autant qu'abbayes et chapitres étaient les patrons d'une foule de cures et prieurés forains. Ils en désignaient les titulaires, en tenaient plus ou moins l'administration, bref les avaient dans leur dépendance; et les titulaires entendaient ne relever que de l'abbaye ou du chapitre qui les avaient nommés (1). Ceux-ci au besoin savaient maintenir leurs prérogatives (2).

Le pape lui-même nommait parfois directement les titulaires des bénéfices (3).

L'évêque, comme tel, n'avait à sa pleine disposition que 132 cures. On voit combien l'exercice de sa haute juridiction, comme le droit de visite et la surveillance, pouvait dans certains cas être entravé ou tout au moins limité.

Cet inconvénient était corrigé en partie par ce fait que Claude de Longvy, déjà abbé de Pothières et de Saint-Étienne de Dijon, allait l'être encore de Bèze et de Saint-Bénigne, ce qui accroissait beaucoup son droit de nomination et son influence. Pothières en effet nommait à 6 cures (4), Bèze à 28 (5) Saint-Étienne à 30 dont 5 des paroisses de Dijon sur sept, et Saint Bénigne à 39 cures et 27 prieurés, sans

Nous ne parlons pas des établissements du même genre situés dans les localités qui appartiennent à l'actuel diocèse de Langres (départ. de la Haute-Marne), et alors relevaient des diocèses de Châlons-sur-Marne, Toul, Troyes ou Besançon, soit 7 abbayes et une trentaine de prieurés. Cf. ROUSSEL, I, 348.

(1) Ils payaient ordinairement, en signe de dépendance, un cens annuel en argent.

(2) Mentionnons encore les « cures d'abbayes » et « de prieurés », telles que Saint-Geosmes, Auberive, Lacrête, Morimond, Septfontaines, Vaux-la-Douce. Elles étaient administrées par un religieux à la pleine disposition de l'abbé ou du prieur et révocable *ad nutum*. Ce religieux avait tous les pouvoirs des curés sur les fermiers censitaires de l'abbaye, les serviteurs du couvent, qu'il baptisait, mariait, enterrait. Ainsi tous les couvents de Cisterciens avaient une cure unie à leur monastère.

(3) *Arch. Côte-d'Or*, G. 210 : collation du prieuré-cure d'Ahuy par Clément VII à Michel Bontemps le Jeune (1532-1534).

(4) Cf. supra livre I, ch. IV.

(5) Ainsi qu'à six paroisses du diocèse voisin d'Autun. Cf. supra *ibid.*

parler d'autres bénéfices, chapelles, hôpitaux, etc. Même ainsi, il ne nommait encore qu'au tiers des bénéfices curiaux de son diocèse.

A Mâcon déjà, Givry ne nommait qu'au tiers des bénéfices.

Les bénéfices que comprenait son nouveau diocèse représentaient en eux-mêmes dans l'ensemble une richesse appréciable, source elle-même de revenus et pour le roi, par l'octroi obligé des décimes et dons gratuits, et pour l'évêque, par les redevances variées auxquelles donnaient lieu les différents exercices de sa juridiction.

On sait quels étaient les éléments de la fiscalité épiscopale d'alors, au spirituel. C'étaient : 1^o) les revenus réguliers des bénéfices, tels que les « procurations », impôt perçu chaque année pour la visite des paroisses et des couvents, le « senne », perçu de même pour l'assistance au synode, et des revenus irréguliers, tels que ceux des « débiteurs » ou « déports » provenant des fruits des bénéfices vacants... 2^o) des taxes sur les actes ou les personnes, comme les droits de chancellerie perçus pour les lettres d'ordination, les collations de cures, le visa des lettres apostoliques, l'enregistrement des testaments (que les fidèles devaient faire vérifier et enregistrer par le clergé) et des contrats de mariage, les dispenses de résidence, d'ordination, etc., les permis de quêter, comme encore les droits de justice, les amendes, la réconciliation des excommuniés, dont le nombre était exorbitant.

Les clercs étaient les premiers contribuables de l'évêque. Celui-ci cherchait à tenir un compte exact de ses débiteurs : de là la rédaction de pouillés ou livres de procuration, tels celui de Langres en 1541, et celui de 1547 rédigé probablement par Jean d'Amoncourt, avec le concours d'un prêtre langrois, Jean de Voisines, la confection de « Compôts », tel celui de Jean Cavanyac à Langres en 1561. Il visait à en augmenter le nombre : de là des efforts pour réduire le nombre des exempts et pour étendre la juridiction épiscopale « sur ces frontières indécises où se heurtent la justice d'Église et la justice du roi ».

« Mais en fait, a écrit M. Imbart de la Tour (1), combien lui échappent ! Par suite de l'immunité des exempts il perdait une bonne

(1) *Les origines de la Réforme*, t. II, 1909.

partie, le tiers peut-être des taxes bénéficiales et des droits de justice. Pour les chapitres et les monastères, fermer sa porte à l'évêque, c'était avant tout lui fermer sa bourse. Tout ce qui en dépend, prieurés, paroisses, chapelles, prétend lui échapper, et de même leurs clercs et même leurs sujets ne voulaient pas relever de la juridiction de son official, et lui payer des amendes, ni les curés acquitter les droits à la trésorerie épiscopale ».

Une remarque peut nous donner une idée de ces revenus de l'évêché de Langres rien qu'au spirituel : à la cour de Rome il était le plus taxé des évêchés de France, soixante ans après la mort de Givry (1), pour l'expédition des bulles de provision soit à 9.000 florins. Seuls l'emportaient sous ce rapport les archevêchés de Rouen et d'Auch. « Il faudrait employer 50 ou 80 roolles au moins, lit-on dans *l'Anastase* de Denis Gaultherot, pour faire l'entier dénombrement des bénéfices de cet évêché... Je diray seulement en bloc que cet evesché est revestu de toutes les qualités éminentes qui se trouvent au temporel soubz un estat monarchique... »

Au temps de Givry cette remarque devait avoir au moins la même application. On pourrait s'en rendre compte, du reste, en analysant le rôle publié en mars 1547 sur l'ordre du cardinal et portant l'indication de tous les bénéfices de son vaste diocèse avec la taxe et la cote de chacun, à l'occasion d'un quadruple décime à fournir au roi sous forme de don gratuit (2).

II

Évêque de Langres, Claude de Longvy devient par là même *duc et pair*, c'est-à-dire l'un des premiers personnages du royaume.

(1) D'après les taxes apostoliques de 1625. Cf. GAULTHEROT, *L'Anastase de Langres, tirée du tombeau de son antiquité*, Langres, chez Boudrot, 1649. — Estimation du florin *di camera* : 11 fr. 60 (d'après BATTANDIER (A.), *Annuaire Pontifical*, 1900, p. 78), ce qui ferait une taxe de 95.120 francs, soit près de 30.000 livres. Elle représentait, comme on sait, le revenu de la première année de l'épiscopat du titulaire d'après l'évaluation du début du xx^e siècle.

(2) *Bibl. nat.*, Coll. MOREAU, t. 787, p. 41-75. Cf. *infra* : *Le Représentant du Roi*. Cf. rôle de 1562 (*Arch. nat.*, Agence gén. du clergé, G. 8^e 1243 : copie du 14 avril 1602, en latin). En 1624, le revenu de l'évêché de Langres était estimé à 20.956 livres. (*Arch. Haute-Marne*, G. 93), en 1698 à 22.000, en 1790 à 52.000.

D'abord comtes de Langres depuis le IX^e siècle (1), puis qualifiés de ducs dès la fin du XIII^e siècle (2), les évêques de Langres étaient déjà certainement honorés de la pairie (3) sous Philippe-Auguste (4).

L'évêque de Langres était avec l'archevêque de Reims, l'évêque-duc de Laon, les évêques-comtes de Beauvais, de Noyon et de Châlons-sur-Marne, l'un des six pairs ecclésiastiques (3). Son rang était le troisième, après Reims et Laon (5) : il ne fut fixé définitivement qu'en 1523 à un conseil du roi auquel assistait l'évêque de Langres, Michel Boudet.

Claude de Longvy allait donc bénéficier des droits, prérogatives et privilèges attachés à sa double dignité de duc de Langres et de *pair de France*.

*
* *

Rappelons d'abord ce que comportait cette dernière.

(1) Lothaire céda le comté de Langres en 967 à l'évêque Achard. (*Arch. Hte-Marne*, G. 1). Le comté épiscopal de Langres fut inféodé quelque temps aux comtes de Bar, vassaux du comte de Champagne ; il fut racheté à Henri de Bar par l'évêque Gauthier de Bourgogne en 1179, et définitivement au XIII^e siècle. Gauthier en fit donation au roi Louis VII, à condition qu'il ne serait jamais séparé du royaume de France. Il fut réuni à la Champagne, quand celle-ci fut réunie à la France. (A. DAGUIN, *Les Evêques de Langres*, pp. 17-18. Cf. R. POUPARDIN, *Le Royaume de Bourgogne* (888-1038) ; CHAUME (abbé), *Les Origines du Duché de Bourgogne*, 1^e p. (1925).

(2) P. VIOLLET, *Hist. des Institutions politiques et administratives de la France*, t. I, 453 ; II, 428.

Cependant l'évêque Guillaume IV de Poitiers (1345-1374) serait le premier qui se soit dit « duc de Langres ». Mais remarquons que « cette appellation tardive exprimait la domination de l'évêque sur le seul comté de Langres nouvellement érigé en duché. » (J. LAURENT, *Cartulaires de l'Abbaye de Molesme*, t. I, Introduction, p. 288.). D'autre part le pays de Langres était le noyau de la « seigneurie épiscopale ».

Les circonscriptions de l'évêché, de la seigneurie du duché, ne coïncidaient pas, et peuvent être représentées par trois cercles concentriques, dans cet ordre où nous les mentionnons, celui de l'évêché circonscrivant les deux autres.

(3) P. VIOLLET, t. III, pp. 301-302. La remarque de VIOLLET sur l'origine de la dignité de duc, laquelle aurait suivi celle de la pairie de l'évêque de Langres, est-elle fondée ?

(4) En 1216 (*id.*, p. 302).

(5) On sait que les six pairs laïques étaient les ducs de Normandie, de Bourgogne, d'Aquitaine, les comtes de Flandre, de Toulouse, de Champagne. Ce collège des pairs plus idéal que réel formait comme le sommet de la Cour royale de justice. (*id.* p., 301).

(6) Par exception l'évêque de Langres pouvait, soit monter dans le rang, par exemple lorsqu'un des pairs le précédant était absent et ne s'était pas fait représenter,

Les *pairs* étaient les premiers conseillers du Parlement de Paris ; ils figuraient aux lits de justice. Une ordonnance de Charles VIII du 19 novembre 1484 avait déterminé en particulier un privilège de l'évêque de Langres consistant en ce que « toutes ses *causes et querelles de ce qu'il tient comme pair*, tant de ce qui est en *Bourgogne que ailleurs*, ressortiront en la cour du Parlement de Paris. » Le 10 avril 1526, une sentence du Parlement de Paris avait, à l'occasion d'une discussion de préséance entre l'évêque Michel Boudet et son métropolitain François de Rohan-Gié, décidé que dans les processions l'évêque de Langres devait avoir le pas sur l'archevêque de Lyon, et tous autres évêques et archevêques à cause de la pairie. Celle-ci faisait aussi que le roi, lui écrivant, lui donnait l'appellation de « cousin. »

Aux sacres de Reims, l'évêque de Langres portait le sceptre royal : avec l'archevêque de Reims et l'évêque de Beauvais, il « tenait à bras le roi élevé », et criait aux assistants, lesquels représentaient le peuple de France, de répondre s'ils le voulaient voir régner.

Il avait « droit de grands jours de réformation ».

*
* *

Comme *duc de Langres*, Claude de Longvy était placé à la tête d'un territoire qui au moyen âge avait été dans l'acception du terme un véritable « État féodal » (1).

Selon une remarque — véritable trait de lumière — de M. Jacques Laurent dans sa magistrale introduction à la publication des *Cartulaires de Molesme*, cette entité géographique, depuis longtemps oublié, a été presque inconnue même des modernes historiens

(ainsi en 1610 Charles des Cars eut le second rang au sacre de Louis XIII), soit descendre : c'était le cas, lorsqu'un prélat transféré d'un évêché-pairie à un autre siège conservait les honneurs attachés à la pairie qu'il avait quittée..

(1) Jusqu'au xv^e siècle.

Au xii^e siècle encore, on localisait Langres en Bourgogne (ancien royaume de Bourgogne), bien que cette ville fût en dehors du « duché de Bourgogne ».

En passant, notons encore que « les intérêts religieux et économiques de la région langroise orientaient celle-ci, non pas vers le nord et vers l'ouest, dans la direction de Châlons, de Troyes et de Sens, mais vers le midi, dans la direction de Dijon et de Lyon. » (J. LAURENT, *Cartulaires de l'abbaye de Molesme*, t. I, p. 343).

langrois. Elle était à l'origine une des parties de la vaste province française appelée *Burgundia*.

Pour éclaircir ceci, rappelons qu'alors les évêques de Langres étaient investis d'une « haute baronnie ecclésiastique » — l'*Évêché féodal de Langres* — née des immunités concédées (1) par les rois de l'époque franque.

Chose à remarquer, cet État comprenait non la totalité, mais avec quelques domaines en dehors du diocèse (2), une partie du territoire diocésain, la « *Terre de Saint-Mammès* » : ce qui lui valait encore une étendue suffisante pour qu'on puisse comparer sous ce rapport la baronnie épiscopale de Langres aux Électorats du pays rhénan. Les évêques en avaient fait une souveraineté qui ne reconnaissait d'autre supériorité que celle du roi de France (3).

Au temps de Givry, « l'Évêché féodal » de Langres qui avait subsisté autrefois indépendant du comté de Champagne et du duché de Bourgogne, lesquels l'enserraient comme dans un étau, ne l'était point des « provinces » de ce nom. Elles se l'étaient assimilé peu à peu, par l'effet des progrès constants du pouvoir royal ; et tout récemment devenues deux des douze grands « gouvernements », elles se l'étaient annexé administrativement.

Il gardait cependant encore des vestiges de la hiérarchie territoriale de la *Lingonie* d'antan, quelque chose de son individualité, de sa physionomie féodale, que Givry, nous le verrons, s'efforça de maintenir.

Cela ressort de ce que nous dirons plus loin de ses luttes pour sauvegarder ses droits en face de la justice royale (4).

Cela résulte également de ce que nous dirons de son rôle ducal et de son rôle seigneurial (5).

Il y aura lieu en effet de distinguer l'un et l'autre. Car — on l'a ordinairement oublié jusqu'ici — il y avait d'une part le domaine

(1) Cf. *Gallia chr.*, IV, col. 129 et 135, 136 ; Alphonse ROSEROT, *Diplômes carolingiens originaux des Archives de la Haute-Marne*, n° 1 et 16.

(2) Voir plus loin.

(3) J. LAURENT, *op. cit.*, I, p. 286. — Voir la carte, par cet auteur, du territoire domanial des évêques de Langres à la fin du XIII^e siècle. Elle vaut aussi pour le XVI^e.

(4) Cf. *infra* : *Le Cardinal de Givry et la Justice royale*.

(5) Cf. *infra* : *Le Seigneur temporel et le Duc suzerain*.

de la « seigneurie » épiscopale, ou les terres domaniales, et d'autre part la mouvance de l'évêché duché-pairie, ou ses terres féodales.

En d'autres termes, il y aura à considérer dans Givry le duc suzerain et le seigneur temporel.

Sa suzeraineté, sans avoir certes tous les effets qu'avaient connus ses prédécesseurs du XII^e et du XIII^e siècle, comportait encore certains droits et privilèges. En particulier les seigneurs laïcs et ecclésiastiques de sa mouvance — ainsi que les titulaires des dignités archidiaconales et capitulaires — devaient dans plusieurs circonstances lui rendre foi et hommage, et faire leur « dénombrement » en sa Chambre des Comptes à Langres, à peine de voir leurs revenus ou leurs fiefs exposés à la sanction de la saisie.

A son entrée solennelle dans sa ville épiscopale, ceux qu'on appelait les « barons de la crosse » (1) étaient toujours tenus de remplir leur office : c'étaient au XVI^e siècle les seigneurs de Fouvent (2), de Tréchâteau (3), de Grancey, de Choiseul (4).

Ainsi encore les fiefs de sa mouvance restaient grevés vis-à-vis de lui, le cas échéant, des droits de quint et de requint.

Nominons les principaux de ces fiefs et quelques-uns des feudataires du duché de Langres d'alors, tributaires d'obligations vassaliques envers l'évêque-duc Claude de Longvy. Leurs châteaux avaient été ou étaient encore de véritables forteresses : seigneurs-châtelains, ils commandaient encore à une clientèle militaire assujettie comme eux-mêmes au service du roi, ils avaient à leur tour leur mouvance particulière, leur « ban ».

Voici dominant les vallées de la Tille, de l'Ource et de la Dijenne, la chàtellenie des Grancey, dans le bassin de l'Amance celle de La Ferté, et dans celui de l'Aujon ou Barrois, celle de Châteauvillain (5). Dans le Bassigny se trouvait la mouvance considérable des Choiseul. Non loin, quoique située en dehors du diocèse,

(1) Cf. DAGUIN, *Les Évêques de Langres*, p. 42.

(2) De la maison de Vergy.

(3) Jadis ceux de Luzy.

(4) Jadis Aigremont.

(5) Dans la même région le fief marquisal d'*Arc-en-Barrois* formait une enclave qui échappait à la mouvance épiscopale.

Aigremont était aussi dans l'aire de la mouvance du duché de Langres (1).

C'est dans l'archidiaconé du Dijonnais que les fiefs de ce dernier étaient le plus nombreux : non seulement les seigneurs de Grancey, mais ceux de Tréchâteau (Til-Châtel), de Lux, de Chazeuil, d'Occey, de Chalancey, de Coublanc, tenaient leurs châellenies de l'évêque et faisaient partie de la haute noblesse de la cour épiscopale ; de même les seigneurs de Percy-le-Petit, de Montigny-sur-Vingeanne, de Mirebeau, de Fontaine-Française, de Fouvent, de Beaumont-sur-Vingeanne, de Talmay, de Montigny-sur-Aube, de Reigny-sur-Saône, les abbés de Bèze ; dans le Lassois les seigneurs de Rochefort, de Ricey ; dans le Tonnerrois qui était naguère encore comme un véritable petit État, les puissants comtes de Tonnerre (2). Dans l'archidiaconé du Langrois mentionnons les seigneurs de Piépape, et de Torcenay.

En voilà quelques-uns. Nous pourrions y ajouter plus d'un seigneur de rang inférieur et une foule d'écuyers, tels les seigneurs de Verseilles, de Valpelle, de Percy-le-Pautel, de Dommarien, etc., et à l'autre extrémité de la hiérarchie, tout au sommet, de puissants personnages, qui sans appartenir au duché de Langres, y possédaient des terres pour lesquelles ils devaient à l'occasion foi et hommage à l'évêque, tels les ducs de Nivernais, de Guise, de Montmorency, de Lorraine et de Bar (3).

Il y a lieu, comme on sait, d'excepter de la mouvance féodale

(1) Ainsi l'évêque-duc de Langres étendait sa temporalité sur des pays étrangers à son diocèse : citons Aigremont, Bourbonne, Châtillon-sur-Saône, au diocèse de Besançon, Duesme et Grignon au diocèse d'Autun. Qu'en restait-il au juste au temps de Givry ? Les seigneurs de Rigny, de Combeaufontaine étaient aussi hommes liges de l'évêque de Langres ; et jadis le duc de Bourgogne pour les « villes » de Gray et de Fresnoy-Saint-Mammès.

(2) Notons qu'autrefois, en raison d'une partie de leur seigneurie enclavée dans le domaine de l'évêque, comte, puis duc de Langres, le duc de Bourgogne et le comte de Troyes ou de Champagne devaient l'hommage à celui-ci. Pour les comtes de Champagne, cette solennité se déroulait près de Luzzy, aux Étaux, non loin du monastère du Val-des-Écoliers ; ils y faisaient hommage à l'évêque pour leur château et châellenie de Chaumont. Pour les ducs de Bourgogne elle avait lieu à Augustines, près de Mussy-l'évêque.

(3) On trouvera indiqués plus loin au chapitre : *Le cardinal de Givry duc et pair, et la Justice royale*, les noms des représentants de la plupart des seigneuries ci mentionnées, en 1555.

de l'évêque de Langres, les terres dites de « franche aumône » qui relevaient des abbayes et autres établissements ecclésiastiques.

Voilà pour la *suzeraineté ducale*. Quant aux *propriétés seigneuriales*, nous en avons la nomenclature dans un document du xvi^e siècle (1) qui peut le mieux nous servir de base.

Le noyau de la seigneurie épiscopale était l'ancien comté de Langres, lui-même correspondant à l'antique *pagus Lingonicus*. De toutes les contrées de l'évêché, c'est celle où les villages domaniaux de l'évêque se pressaient en plus grand nombre.

Ils y avaient été jadis répartis en sept circonscriptions dont la première était la « Terre de Langres. »

C'est là que sur un haut promontoire s'élève la cité qui est le siège de l'évêché, avec sa cathédrale Saint-Mammès (2).

En dehors de la cité épiscopale et de sa banlieue (3) — en tout une douzaine de localités — le domaine de l'évêque au « pays et quartier de Langres » se groupait autour des châtelainies et prévôtés suivantes : au nord-est *Neuilly-l'Evêque*, « forteresse » commandant la région naturelle appelée le Moge, au sud-est *Hortes*, « maison forte », dans le voisinage de l'Amance ; au sud, *Baissey*, « forteresse », aux sources de la Vingeanne, et la ville de *Montsaugéon*, grenier à sel, sur son monticule isolé entre la vallée de la Vingeanne et la Montagne ; au sud-est, *Coublanc* sur le Salon ; à l'ouest sur l'Aubette *Gurgy-le-Châtel* ; au nord-ouest, *Ormancey*, avec son château fort, sur la Suize. En tout une trentaine de villages (4), sans parler des mouvances en nombre au moins égal.

(1) *Bibl. nat.*, ms. f. Moreau, 787, f^o 76. Ce document qui paraît de la seconde moitié du xvi^e siècle renferme quelques indications relatives à un état de choses postérieur à 1561, ou 1551. Cf. l'aveu de Gui Bernard en 1464 : *Arch. nat.*, P. 174³ n^o 330^{bis} orig.

(2) Sur le « profil » de Langres au XVI^e siècle, voir *La Ren.*, II^e p. liv. I, ch. I.

(3) Villages compris dans ce qu'on appelait Banlieue de Langres : Balesmes, Bourg, Brevoines (xvi^e siècle), Cohons, Champigny, Corlée, Hûmes, Jorquenay, Lannes, Charmoilles, Perrogney, et leurs annexes.

(4) Savoir : *Neuilly-l'Evêque* : Dampierre (moitié au roi), Frécourt et l'Avrigny. — *Hortes* : Beaulieu avec mouvances d'Hortes : Châtenay-Vaudin, Corgirnon, Rosoy, Torcenay, Montesson. — *Baissey* : Aujeurres, Leuchey, Versailles-Dessous, avec mouvances de Baissey : Chalancey, Vaillant, Vesvres-sous-Chalancey, Longeau, Versailles-Dessus, Villiers et Grattedos. — *Coublanc* avec ses mouvances : Grand-

Puis à la périphérie de ce groupement, c'étaient au nord le domaine de *Luzy*, près de la Marne, puis à l'est, en passant par-dessus le territoire des seigneurs d'Arc-en-Barrois, les domaines de *Gevrolles* sur les rives de l'Aube, de *la Chaume*, et plus loin sur l'Ource celui de la *Chassaigne* dans le voisinage de Châtillon, soit une quinzaine de villages (1). A Châtillon même, l'évêque avait un hôtel au château, et juridiction sur une partie de la ville. En remontant, c'était « la ville et le chasteau de *Mussy*, ville forte, peuplée et marchande sur la rivière de Seine », avec ses annexes (2). Ajoutons au sud-ouest et au sud quelques villages à la frontière de la Comté, et d'autres

champ, Grenant, Mâatz, Palaiseul, Saulles, Rivières-le-Bois. — *Ormancey* : Mardor avec mouvances d'Ormancey... Marac.

Gurgy-le-Châtel : Buxerolles, avec les mouvances de Gurgy-le-Châtel : Gurgy-la-Ville, Saint-Broingt-lez-Gurgy, Germaines, Eriseul, Chambain, Aulnoy, Rouvres, Arbot, Bay, Leuglay, avec la chartreuse de Lugny.

Montsaugeon et le domaine du comté : Aubigny et Vaux-sous-Aubigny, Couzon, Châtillonot, Courcelles-val-d'Esnoys, Choilley et Dardenay, Dommarin, Esnoys, Isômes, Prauthoy, Rivières-les-Fosses, Sacquenay, Saint-Broingt-les-Fosses, Saint-Michel, avec les mouvances du comté : Courchamp, Cusey, Montigny-sur-Vingeanne, Montormentier, Mornay, Occey, Percey-le-Petit, Percey-le-Grand, Piépape, La Villeneuve-sur-Vingeanne, La Romagne.

— Le *Montsaugeonnais* a eu un ressort plus ou moins étendu selon les époques et les genres de juridiction (bailliage, gruerie, grenier à sel). Sur les droits de l'évêque en chaque pays, voir *Arch. Haute-Marne*, G. 34 reg.

Du comté de *Montsaugeon* relevaient en 1741 (cf. Inventaire des biens de l'Évêché, aux *Arch. de la Haute-Marne*, G. 33 reg.) 39 seigneuries, savoir :

Arcelot, Aubigny*, Bèze, Champy (grange), Châtillonot*, Choilley, Courcelles-val-d'Esnoys*, Courchamp, Couzon*, Cusey, Dardenay*, Dommarin*, Esnoys*, Faye (grange), Fontaine-Française, Fouvent, Frettes, Gisse-sur-Ouche, Leffond, La Romagne, La Villeneuve-sur-Vingeanne*, Marcilly-sur-Tille, Montigny-sur-Vingeanne*, Montsaugeon*, Mornay, Occey*, Orrain, Orville (hôpital), Percey-le-Grand*, Percey-le-Petit*, Prauthoy*, Rivières-les-Fosses*, Saint-Broingt-les-Fosses*, Saint-Michel*, Sacquenay*, Talmay*, Thil-Châtel, Tornay, Vaux-sous-Aubigny*. Arcelot est aujourd'hui Arceau.

Nous marquons d'une astérisque les localités mentionnées dans le terrier de l'évêché de Langres de 1334 (*Arch. Haute-Marne*, G. 839), au nombre de 20. Il faut ajouter pour le XVI^e siècle, Isômes*, Montormentier*, Piépape*.

(1) *Luzy* et Le Val-des-Écoliers, Verbiesles, La Ville-aux-Bois, Foulain, avec la mouvance de *Luzy* : Vesaignes. — *Gevrolles* avec ses mouvances : Montigny-sur-Aube, Lanty. — *La Chaume* : Lucey, Faverolles-lez-Lucey, avec la mouvance de La Chaume : Veuxhaulles. — *La Chassaigne* : Prusly-sur-Ource et Crépan, Marigny.

(2) Plaines, l'Isle et Saint-Langis.

encore jusque près de la Saône, derniers témoins de l'avancée de l'antique « civitas Lingunum » vers le midi (1).

En tout, près d'une centaine de localités, avec leurs annexes (2).

Le groupement le plus important était sans contredit, depuis le XIII^e siècle, la *Terre de Montsaugéon* avec une vingtaine de villages du bassin de la Haute-Vingeanne.

Comme on voit, le domaine épiscopal reliait les hauts bassins de la Marne, de l'Amance et de la Vingeanne à l'Aube supérieure, et l'Aube à la Haute-Seine. Le cours de l'Aube partageait à peu près également cette zone qui se développait de l'est à l'ouest — depuis les environs d'Hortes jusqu'à ceux de Mussy-l'Évêque — sur une longueur de 80 kilomètres (3).

Les châtelainies à l'est de l'Aube formaient le « bailliage épiscopal de Langres », celles à l'ouest qui constellaient la terre d'Outre Aube, relevaient « du bailli ducal de Langres deçà la rivière d'Aube », qui avait son siège à Châtillon-sur-Seine.

Dans toutes ces localités, Givry était chez lui au temporel comme au spirituel, y ayant dans toutes droits de justice, et en outre droits seigneuriaux dans celles de son domaine direct, soit « justice haulte, moyenne et basse, droitz de cens, rentes, corvées à faucher, fanner, charrier bois, de prendre et avoir lictz, couvertes et linceux pour loger, des poulles à six deniers, tailles, mains mortes, espaves et tous aultres droicts seigneuriaux, tierces, dixmes, moulins et fours banaux, boys en diverses pièces, gruerie et amendes » (4).

Le document que nous citons ici peut nous donner une idée de ce qu'était sous ce rapport encore ce qu'on pourrait appeler la dot seigneuriale du nouvel évêque de Langres, l'autorité temporelle

(1) Pressigny, Gilley, Pierrefaite, Bourberain... Rigny-sur-Saône, Talmay.

(2) Mais dans plusieurs l'évêque était coseigneur, et dans celles de la mouvance il n'avait que le droit de haute justice.

(3) Cf. LAURENT (J.), *op. cit.*, I, p. 34.

(4) *Bibl. nat.*, F^{ms} Moreau, 787, *loc. cit.* Cf. le dénombrement des terres, droits et privilèges de l'évêché fait par Gui Bernard en 1464 ; ROUSSEL, *op. cit.*, IV, p. 188-190, indique d'après ce document quel était le temporel de l'évêque de Langres, mais il a le tort de ne point distinguer domaine et suzeraineté. Et cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 34, reg., G. 28, reg. (1607), G. 85 (1675), G. 29 (1700), G. 33 (1741), G. 38, Inventaire des biens de l'évêché. — Voir aussi plus loin le chapitre : *Le seigneur temporel et le duc suzerain*.

et les ressources qu'elle lui apportait de ce chef. On peut estimer le revenu temporel de son Évêché à trente mille livres (1).

Il était, comme ses prédécesseurs du ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècle, non seulement duc et pair de Langres, mais comte de Montsaugéon (2), baron de Luzy (3), de Gurgy-le-Châtel (4), de Mussy-l'Évêque (5), marquis de Coublanc (6).

Outre son hôtel épiscopal de Langres (7), adjacent à sa cathédrale Saint-Mammès, il pouvait résider dans divers châteaux qui lui appartenaient : Mussy-l'Évêque, Luzy, Gurgy, Bourg (8), Montsaugéon, Coublanc, sans parler de la résidence épiscopale de Dijon (9).

(1) D'après le document auquel nous nous référons, et voir *infra*, au chapitre ci-dessus annoncé.

(2) Montsaugéon, près Prauthoy (Hte-Marne). Déjà en 1328, Jean de Chalon y avait son château (*Arch. Haute-Marne*, G. 54). Ce titre suivait immédiatement ceux de : évêque-duc et pair de France.

(3) Luzy, près de Chaumont (Haute-Marne) : château acquis fin ^{xiii}^e s. (*id.*, G. 321).

(4) Gurgy-le-Château, c. de Recey-sur-Ource, (Côte-d'Or) ; acquis avant 1353, (*id.*, 321).

(5) Aujourd'hui Mussy-sur-Seine, canton de Bar-sur-Seine (Aube) ; château acquis déjà en 1347 (*Arch. Haute-Marne*, G. 451, 468).

(6) Coublanc, canton de Prauthoy, château acquis avant 1329. (*Arch. Haute-Marne*, G. 54).

(7) Réédifié par l'évêque Gui Bernard.

(8) Près Langres, canton de Longeau (Haute-Marne). Mais au ^{xvi}^e siècle il était délaissé. De même celui de Châtoillenot, autre résidence favorite des évêques de L., du ^{xiii}^e au ^{xv}^e s. (*Arch. Haute-Marne*, G. 54, 327, 443, 618 (1286)).

(9) Acquisée par Jean d'Amboise à la fin du ^{xv}^e siècle et située en face du Palais des ducs devenu « Maison du Roi », entre la porte aux Lions et l'hôpital Saint-Fiacre. Jean d'Amboise donna cet hôtel à l'Évêché de Langres, avec ces considérants :

« Jean d'Amboise, évêque-duc de Langres, pair de France, lieutenant-général du roi en ses pays de Bourgogne « et marches de par deçà », *considérant que la ville de Dijon, audict diocèse, est bonne et puissante, et mieulx dotée et ornée de abayes et aultres eglises collegialles et parrochialles que aultres d'icelluy diocèse, bien peuplée de gens de tous estatiz, située et assise en lieu et pais plain, fertile et habondant, circuyée et environnée de plusieurs bons lieux, pays et places, et où les ministres de justice, tant en spirituel et temporel, font grande et continuelle résidance, et où entre aultres se traictent chascun jour, mesmement en spirituel, plusieurs matières et affaires de nostre dit spirituel : et que par cy devant nos prédécesseurs evesques-ducs de Langres, fust pour affaires dudict diocèse ou leurs lieux particuliers, n'y ont point aulcungne ou très petite résidance, parce qu'il n'y avaient ne ont eu aulcungne maison et demeure propre, ne propriétaire à cause dudict evesque, et tellement que*

Le premier paraît avoir eu ses préférences, comme il avait eu celles de ses prédécesseurs immédiats. Est-ce Mussy qu'il appelle dans une de ses lettres « sa maison » ? C'est probable. C'est là qu'il mourut, comme Michel Boudet, et c'est là qu'il aima demeurer en dehors des séjours plus ou moins fréquents ou prolongés qu'il faisait — pour ne parler que de son diocèse — à sa chère abbaye de Saint-Étienne de Dijon, ou dans l'un des châteaux de sa famille : à Pagny, à Couchey, à Fontaine-Française, à Mirebeau (1).

Ces diverses demeures, nous aurons ailleurs occasion de voir qu'il s'attacha partout à les restaurer, à les embellir avec une activité inlassable, une générosité princière et un goût éclairé des belles œuvres ; ce qui lui assigne une place parmi les Mécènes des arts au xvi^e siècle et doit lui valoir le souvenir admiratif de la postérité.

Telle était la dignité, telles étaient les prérogatives que Claude de Longvy avait acquises en devenant évêque de Langres. Quand on songe à l'importance déjà si grande de son évêché considéré du seul point de vue religieux, à sa parenté, à ses relations, à son passé empli d'un renom de sagesse et de prudence éprouvée, à la richesse que semblait promettre la devise des Longvy devenue sa devise épiscopale, *abundantia diligentibus*, richesse qui lui venait à la fois de son patrimoine familial, de sa mense épiscopale, de ses droits féodaux et seigneuriaux, de ses abbayes, et dont le flot sans cesse grossissant allait s'alimenter encore à la source d'autres « béné-

leurs dittes affaires et droictz en ont estez souventefoiz moins que suffisant poursuitz, conduitz, deffenduz et traictez... », donne à l'évêché « et table épiscopalle de Langres, ses maisons et hôtel situés à Dijon au lieu et place appelé le Vieux-Châteaux, en la paroisse Saint-Médard, ensemble tous les pourpris, jardins, cours et autres appartenances et appendences d'iceux. »

« Ils lui appartenaien par don de hoirs et ayant cause de feu Richard Mace, maître d'hôtel du feu roi Louis, lequel Mace en son vivant feist bastir, construire et edifier et ériger lesdiz hostel, maison, cours, jardins... en la ditte place et viel chastel de Dijon, après don à luy fait, par ledit feu seigneur d'icelle place, à la charge et devoir de randre et fournir à icelluy sieur ou ses successeurs, par chascung an, ung esparvier de devoir noble, le jour de la feste de la Magdeleine. » (*Arch. Haute-Marne*, G. 119, liasse, f^o 64, 31 octobre 1497. Copie du temps non signée.)

Sur l'Hôtel « de Langres » à Dijon, cf. COURTÉFÉE, *Description*, etc., éd. 1847-1848, t. II, p. 60 ; LANGERON (Olivier), *L'Hôtel de Grancey et de Langres à Dijon*, dans *Mémoires de la Commission des antiq. de la Côte-d'Or*, t. XVI, 1912-13, p. 102.

(1) Pagny-le-Château (Côte-d'Or, c. de Seurre) ; Couchey, près Dijon ; Fontaine-Française... Mirebeau, arrondissement de Dijon.

fices », on doit avouer que le personnage n'était rien moins que mince, qu'il tenait une place dans le royaume, et pour tout dire, que le nouvel évêque-duc de Langres, pair de France, oncle de l'amiral Chabot, gouverneur de Bourgogne, en attendant de devenir l'oncle d'un Bourbon, premier duc de Montpensier, mérite dès ce moment, indépendamment d'autres considérations, d'attirer l'attention de l'Histoire.

CHAPITRE II

Le Chapitre de Saint-Mammès de Langres au XVI^e siècle

Au siècle même de son évêché, il y avait à côté de Claude de Longvy, pour ne pas dire en face de lui, une autre puissance ecclésiastique, à la fois religieuse et temporelle, qu'il importe d'envisager. Elle tenait, en effet, une grande place dans son diocèse, y avait par conséquent, et au dehors même, une grande influence, et ses rapports avec l'évêque ne pouvaient être indifférents.

Elle s'en déclarait exempte, ainsi que du métropolitain de Lyon, comme relevant immédiatement du Saint-Siège, c'est-à-dire à peu près indépendante.

Nous l'avons déjà rencontrée au moment de l'élection de Claude de Longvy : c'était le Chapitre (1) de son église cathédrale Saint-Mammès de Langres.

Jetons un coup d'œil sur ce qu'il était devenu au XVI^e siècle. Que de chemin parcouru depuis les temps antiques où écrivait le

(1) Armes du Chapitre de Langres : « d'azur à un saint Mammès martyr, tenant une palme de sa main dextre et soutenant de sa senestre ses entrailles qui sortent de son ventre, le saint debout sur une terrasse, adextré d'un lion posé regardant et contourné, le tout d'or. » (*Bibl. nat.*, ms : *Armorial général, généralité de Champagne*, p. 317, n^o 7.)

Sceau du Chapitre : un dextrochère (rappelant la main droite de Saint-Mammès) avec la devise : *Sigillum capituli eccl. Lingon.* Ce dextrochère, aux XVII^e et XVIII^e siècles, est accosté de deux fleurs de lys. Au XIII^e, il montre deux doigts fermés. (Cf. A. DAGUIN, *op. cit.*, p. 54-59).

prêtre chroniqueur langrois Warnahaire (1) ! On ne parlait point alors de chapitre cathédral, mais seulement de *presbyterium*, c'est-à-dire du groupe de prêtres qui vivaient avec l'évêque, formaient son conseil sans l'avis duquel, il est vrai, il ne devait prendre aucune décision. Alors l'évêque et son clergé de la ville épiscopale ne faisaient qu'un, même au point de vue temporel : même demeure, même bourse. Au ix^e siècle se dessine l'évolution d'où va sortir la constitution d'un chapitre. L'évêque Aubry fait construire auprès de son église un cloître où habiteront ensemble ses prêtres. Le groupe ainsi séparé reçoit des dons (2), adopte des statuts, une règle de vie commune, obtient des franchises de l'évêque et des seigneurs laïques. Dès lors, le Chapitre est constitué et se gouverne d'après la règle de saint Chrodegand. Au xii^e siècle, l'évêque Gauthier de Bourgogne lui fait donation de la cathédrale, qui primitivement dédiée sous le patronage de l'apôtre saint Jean, a pris pour titulaire le martyr saint Mammès dont elle a reçu les reliques en 1076 (3). L'évêque Manassès lui donne le tiers des revenus du comté de Langres. Les chanoines, ou « frères ou serviteurs de Saint-Mammès » — ainsi s'appellent-ils désormais — vivent toujours en communauté dans le cloître.

Il n'en est plus ainsi au xiv^e siècle (4). Depuis cette époque, ils vivent au dehors, séparément, mais au même lieu, non loin de la cathédrale, dans des maisons déterminées, les *maisons canoniales* (5),

(1) Il transmet vers 615 à saint Cérant, évêque de Paris, les actes du martyre des saints Jumeaux et de saint Didier.

(2) En 834, charte de Louis le Débonnaire confirmant des donations faites au chapitre de Langres. — Voir le texte très suggestif de cette charte et plusieurs indications sur le rôle de l'évêque Aubry, bienfaiteur du chapitre, dans les *Mémoires de la Soc. hist. et archéol. de Langres*, t. II, 1862, art. de Th. PISTOLLET DE SAINT-FERJEUX : *Cloître de la cathédrale*, p. 2-3. Cf. p. 4, le texte d'une autre bulle, de Charles-le-Chauve, en 853.

(3) Par l'évêque Raynard de Bar.

(4) Déjà en 1214, il y avait huit maisons de chanoines en dehors du cloître.

(5) Cf. A. BRESSON, *Les Maisons canoniales à Langres*.

Il y avait trente-huit maisons canoniales, louées à prix d'argent, sauf quelques-unes réservées à certains dignitaires comme le Doyen, et à certains services. Chaque chanoine devait acquérir ou louer l'une de ces demeures *ad vitam*, ou pour le temps de la jouissance de sa prébende, à charge d'entretenir l'immeuble en bon état. A sa mort le chapitre la mettait en adjudication, après annonce au prône, mais elle devait être cédée à un autre chanoine ou prébendier, au plus offrant parmi ceux qui n'a-

qu'une double enceinte, celle du Petit Cloître et celle du Grand Cloître (1), enclôt et isole du reste de la cité.

Ainsi l'on ne saurait déjà les confondre avec les particuliers. Ils se retrouvent au chœur pour les offices à des heures déterminées qu'annonce le son des cloches, aux réunions capitulaires. Ils ont leur chef et leurs dignitaires, leurs statuts, leurs biens communs ou mense, terres et revenus — la *mense capitulaire* qui s'est distinguée totalement de la mense épiscopale — leur administration, leur juridiction, tant spirituelle et proprement ecclésiastique que temporelle et seigneuriale, avec tribunaux, pénalités et exécuteurs des jugements, bref il forment un corps solidement articulé.

Ce corps a des membres nombreux répartis en plusieurs catégories. Avant tout, les chanoines proprement dits. Au temps de Givry, il y en a plus de quarante ou même cinquante (2), la plupart appartenant au diocèse, quelques-uns étrangers. Plusieurs ne sont pas prêtres, mais diacres, sous-diacres ou même simples clercs (3). Un bon nombre sont gradués. Ainsi le voulait l'usage de l'Église de France codifié dans la Pragmatique (4). Ils ont été nommés par

vaient point encore de demeure de ce genre. Les héritiers touchaient le prix, mais d'ordinaire le défunt s'était arrangé pour en donner la moitié au chapitre par testament sous forme de fondation. Dans plusieurs de ces maisons une salle avait été transformée en chapelle où le possesseur pouvait célébrer.

(1) Les prébendiers, chapelains et autres membres du personnel de la cathédrale résidaient aux Cloîtres, le Grand Cloître étant réservé aux chanoines proprement dits. Défense de passer la nuit hors de l'enceinte, percée de 10 portes que l'on fermait le soir avant la fin du couvre-feu qui sonnait longuement. Ces portes ne furent démolies qu'en 1753.

Sur les portes du Cloître, voir Th. PISTOLET DE SAINT-FERJEUX, *art. cit.*, pp. 8, 11-12.

(2) Au moment de l'élection de Claude de Longvy (1529), ils paraissent avoir été 44, en comptant les absents mentionnés au procès-verbal, et l'évêque élu lui-même.

D'après le pouillé de 1541, ils auraient été 52, du moins en droit. Ils étaient 48 au XV^e siècle, et 44 au XVIII^e.

(3) Au moyen âge beaucoup de chanoines se contentaient de la cléricature nécessaire pour percevoir les fruits de leur bénéfice. En 1255 on décida qu'en vue de l'acquit des messes solennelles de fondation, il y aurait au moins 8 chanoines prêtres, 12 diacres et 12 sous-diacres. Les clercs élus à une prébende canoniale devaient se faire ordonner dans l'année au degré que comportait le genre de la prébende ; mais nul n'était contraint de recevoir la prêtrise, hors le cas de prébende sacerdotale.

(4) Le tiers des bénéfices devait aller aux gradués.

le doyen, d'accord avec le Chapitre. Celui-ci, on le devine, a une tendance à choisir parmi les candidats ceux qui ont des liens de parenté avec ses membres, frères ou neveux de chanoines. De fait, à parcourir les listes que présente la « Matricule de Saint-Mammès » (1), on retrouve des gentilices semblables, bref de véritables familles canoniales — les Pignard, les Tabourot, les Choiseul, les Perrenot, les Gautherot, les Lepage, les Gaignot, les Roussat, les Giey, les d'Amoncourt, les Petit, les Legoux, les Gillot, les Travaillot, les Récourt, en attendant les Piétrequin, les Delecey, les Plusbel — comme il y a à Dijon des familles parlementaires.

Le supérieur est le *doyen* (2), élu par ses confrères au scrutin et à la pluralité des suffrages, et nullement par l'évêque. Mais celui-ci nomme les dignitaires : le trésorier (3), les six archidiacres (4),

(1) *Arch. munic. de Langres*, n^{os} 54, 55 : *Matricula insignis ecclesiæ Lingonensis*.

(2) Le *doyen* est le chef du Chapitre. Il préside les assemblées capitulaires dans la même salle du Chapitre encore existante, qui s'ouvre par une magnifique porte romane sur le bas-côté du midi, avant le transept ; il officie pour l'évêque absent, aux fêtes solennelles où celui-ci en a le droit, il a la direction morale, ou si l'on veut la surveillance spirituelle de ses confrères. Il est précédé de deux huissiers en robe verte.

Doyens du Chapitre au xvi^e siècle : Guillaume de Machecol † 1505, Jean Travaillot † 1510, Michel Boudet, devenu évêque de Langres en 1512, Jean Jouard † 1513, Jacques d'Albret, devenu en 1519 évêque de Nevers, Jean Pignard 1519-1549, † 1550, Gabriel Le Gènévois, 1550-1558, † 1589, évêque de Noyon, Jacques Gillot (l'un des auteurs de la *Satire Ménippée*) de 1589 à 1618.

(3) Le *trésorier* est chargé de la conservation et de l'emploi des fonds du Chapitre. Il venait après le doyen et avant le grand archidiacre. La rue dite de la Trésorerie lui appartenait, ainsi que les seigneuries de Peigney, Culmont et Bussièrès-les-Belmont.

Trésoriers au xvi^e s. : Jean Travaillot, qui fut aussi archidiacre du Bassigny, vicaire général et doyen du Chapitre, propriétaire avec son beau-frère Jean Riboteau, du domaine de Chalancey. Il résigna en 1505 la trésorerie en faveur de son neveu Bertrand Riboteau † 1517 ; Prudent de Récourt, de 1517 à 1539 ; Jean Thibaut, de 1541 à 1545 ; Claude de Bauffremont, après trois ans de vacance, de 1548 à 1549 ; Bénigne Machecol, de 1550 à 1560 etc.

(4) A leur tête le *grand-archidiacre* — celui de Langres — précédé d'un huissier à robe violette portant un bâton d'argent que surmonte une image du martyr-diacre saint Vallier.

Grands-archidiacres au xvi^e s. : Jean de Beaumont, de 1498 à 1529 ; Jean Thibaut évincé, en 1529, François Bégat 1530-1532, Jean d'Amoncourt de 1532 à 1559, † évêque de Poitiers : Anne du Châtelet, de 1559 à 1590, René d'Amoncourt, de 1590 à 1595, etc...

Archidiacres du Dijonnais : Anselme Petit, de 1529 à 1571... ; du *Tonnerrois* : Tanguy du Trongal, de 1515 à 1534 ; Jacques de Trignac, de 1534 à 1546 ; Anne du Châtelet de 1546 à 1549 ; René d'Amoncourt, de 1559 à 1590, etc... ; du *Barrois* :

le chantre (1). Leurs fonctions sont de véritables bénéfices.

Il n'en est pas de même pour les autres offices, ceux dont le chapitre désigne dans son sein les titulaires : official (2), scelleur (3), chambrier (4), pénitencier (5), théologal (6), maître de grammaire (7), sous-chantre (8), sacriste (9), et les quatre obédienciers (10).

Guy Legoux, de 1517 à 1531 ; François Legoux, son neveu, de 1531 à 1579... du *Lassois* : Pierre Couette, de 1508 à 1550, puis après vacance Jean de Machecol, de 1559 à 1560... ; du *Bassigny* : Jean Pignard, de 1517 à 1519, Denis Puillois, de 1519 à 1530 ; Jean Thibault, de 1530 à 1541 ; Fr. Raviet, de 1541 à 1544 ; Claude de Baufremont, de 1555 à 1557 ; Jean Jobard, de 1557 à 1560 ; Fr. Mangeard, de 1560 à 1564.

On sait que les archidiaques avaient juridiction spirituelle dans leurs archidiaconés et archiprêtres et l'exerçaient par eux-mêmes ou par des officiaux.

(1) Le *chantre* ou *grand-chantre* remplit le rôle de maître des cérémonies, règle les chants, la psalmodie, veille à la tenue du chœur. Quand l'évêque ou le doyen officie, il est en chape et tient le bâton cantoral en argent que surmonte une statuette de saint Mammès. C'est lui qui a la direction, l'inspection des écoles de la ville et du diocèse (jadis on l'appelait encore écolâtre), nomme le recteur du collège et les maîtres des écoles villageoises.

Chantres au XVI^e s. : Jean Guillot, de 1511 à 1536 ; Simon de Saint-Belin, de 1536 à 1567 ; Jean Tabourot, de 1567 à 1593 ; Théodecte Tabourot, de 1593 à 1620, † 1631.

(2) L'*official du Chapitre* intervenait, quand il y avait une cause soulevant une difficulté de conséquence, ou nécessitant une application du droit canonique.

En ce qui concernait la discipline au chœur, les sanctions ordinaires suffisaient : réprimande en séance capitulaire, obligation de se tenir debout au chœur pendant l'office, expulsion temporaire, suspension des distributions, etc...

Officiaux du Chapitre au XVI^e s. : citons entre autres Prudent de Récourt, en 1510 ; Jean des Barres, Jean Tabourot.

(3) Ou chancelier du Chapitre. Au XVI^e s. ce n'était plus déjà qu'un simple secrétaire. Citons : Jean Thibaut, François Bégar, Réginald Voillemin.

(4) Le *chambrier* convoquait le Chapitre et mettait en possession les chanoines et prébendiers. Citons au XVI^e s. : André de Leval, Jean Guillot, Hugues Bouvot, Claude Louis, Thomas Pitoys, Jean des Barres.

(5) Le *pénitencier* connaissait des cas réservés et des censures.

(6) Le *théologal* institué en 1215 par le concile de Latran, (cf. Concile de Trente et les ordonnances d'Orléans (1560) et de Blois) prêchait les dimanches et fêtes et enseignait l'Écriture Sainte aux clercs, « *pueri canonici* », trois fois dans la semaine. Citons au XVI^e s. : Claude Félix, Louis Pitoys l'ancien, Étienne de Mandreville, Fr. Mangeard...

(7) Le maître de grammaire instruisait les clercs et enfants d'aube dans les lettres humaines.

(8) Il aidait le chantre dans la direction du chœur et de la psalmodie.

(9) Chargé des ornements sacerdotaux, de la garde des reliques, des objets servant au culte. Jadis son rôle était de premier plan. Il était, en effet, chargé de l'entretien matériel de l'église et du cloître. A son office était uni un bénéfice, jusqu'en 1470. A partir de cette date un simple prêtre habitué en fut chargé.

(10) On parlera plus loin du rôle des obédienciers.

Voilà les cadres.

Non seulement les chanoines en relèvent, mais il y a aussi des prébendiers (1) au nombre de huit, sorte de chapelains chargés d'assurer, avec quelques-uns des chanoines, les divers services religieux, fondations et autres, puis douze prêtres habitués (2) qui exercent obligatoirement et moyennant une rétribution quelque office, enfin les 16 chapelains du Cloître établis en 1246 (3). Ceux-ci desservent exclusivement la chapelle du Cloître, annexe de la cathédrale (4).

Tous doivent assister à l'office canonial et sont astreints à la résidence, dans des conditions déterminées cependant, c'est-à-dire — d'après les statuts de 1274 — au moins pendant six mois. Plusieurs chanoines prébendiers et même prêtres habitués ont en même temps des bénéfices au dehors ; il en est par exemple qui sont curés (5). Ils sont dispensés de résider dans leur paroisse, qu'ils font administrer sur place par des vicaires perpétuels, et peuvent s'y rendre à certaines fêtes pour officier, et pendant leurs vacances. D'autres sont aux universités, à Paris, à Poitiers, à Padoue, à Pérouse et ailleurs ; ils achèvent leurs études, droit civil et canonique, théologie, médecine, lettres, et ordinairement, s'ils ne sont pas prêtres, aux frais du Chapitre. Il en est qui sont professeurs (6).

Chapelains et prêtres habitués forment ce qu'on appelle le *bas-chœur* avec le *psallete* ou directeur des chants, qui a rang de cha-

(1) Les prébendiers étaient élus par le doyen seulement et choisis d'ordinaire parmi les prêtres de Langres et des environs. Ils n'avaient droit qu'à une demi-prébende.

(2) « *Presbyteri choriales* ». Ils devaient comme les chanoines assister aux offices et psalmodier. Ils étaient à la nomination des chanoines, remplissaient divers offices : tels ceux de secrétaire, sacristain, diacre, sous-diacre, distributeur des anniversaires, receveur de l'hôpital Saint-Laurent, ponctuateur, etc.

(3) Par l'évêque Hugues de Rochecorbon. Cf. *Gallia*, IV. L'Évêque et le Chapitre en nommaient chacun huit.

(4) Le chapitre a encore dans sa dépendance d'autres chapelains attachés à la cathédrale, ceux des autres églises de la ville et des églises du diocèse qui étaient à sa nomination.

(5) Tel le chanoine Craponel, curé de Montsaugéon. Voir aux *Arch. Haute-Marne*, G. 748, le relevé du temporel de son église en 1524, n. st.

(6) Tel Jacques Regnaud, né à Tours, docteur en droits, professeur à l'Université d'Angers, auteur d'un *Tractatus de eo quod interest ad legem unicam de sententiis*, Paris, 1529, in-4°. Il fut chanoine de 1516 à 1536.

noine (1), et les clerks ou choriaux (2) revêtus des ordres mineurs. Le psallete a sous ses ordres des enfants d'aube (3), puis des chantres et des musiciens, ceux-ci parfois loués pour une circonstance ou une période seulement, et recrutés parmi les compagnons-chantres (4) qui vont de pays en pays, comme les artisans, pour offrir le concours salarié de leur voix et de leurs aptitudes musicales.

Ajoutez à cela des bedeaux ou huissiers, des sonneurs carilleurs, et « trézeleurs » (5), des marguilliers, des sacristains, des bâtonniers, un ou plusieurs organistes, et vous aurez une véritable petite corporation cléricale sous la haute domination du doyen.

Tout ce monde vit des ressources du Chapitre, savoir les chanoines, prébendiers et chapelains, au moyen de prébendes ou allocations similaires à taux annuel fixe, et les officiers et employés subalternes, clerks ou non, grâce à des traitements convenus ou portions congrues.

Quelles sont ces ressources ? D'où proviennent-elles ? Quelles charges les grèvent ? Par qui et comment sont-elles administrées ?

Il y a des fondations, il y a des taxes bénéficiales, des droits utiles et des revenus seigneuriaux, il y a aussi des cens et rentes diverses, comme la rente de l'hôpital Saint-Laurent à Langres, sans parler des donations, celles-ci faites surtout par les chanoines eux-mêmes.

Les obituaires (6) de Saint-Mammès montrent que les fondations se sont accrues d'âge en âge. Quantité d'anniversaires sont institués et dotés : services, obits sont une source permanente et assurée de revenus soit en argent soit en denrées, blé, avoine, vin, sel,

(1) Le *psallete* ou chef de la maîtrise (la psallete) avait le costume de chanoine, mais au dernier rang. Cet office fut créé en 1484. Outre sa prébende il avait les revenus de la cure de Bar-sur-Seine, car il devait nourrir et entretenir les enfants de chœur. Citons : Jean Pignard qui devint doyen, Gui Tabourot.

(2) Les enfants d'aube étaient envoyés au collège à leur sortie de la maîtrise. Vulfram Samin fut un de leurs maîtres.

(3) Après douze ans de service ils étaient complètement habillés, et recevaient 300 livres en sortant, pour apprendre un métier. Les anciens serviteurs recevaient une pension pour retraite. (ROUSSEL, *op. cit.*, IV, p. 66.)

(4) On en trouve mention pour Dijon, à la Sainte-Chapelle, dans *A. C. D.*, G. 1515, f^o 35.

(5) Ce joli mot imagé était en usage à Langres et à Dijon. *Arch. Côte-d'Or*, G. 1523.

(6) *Arch. Haute-Marne*, G., f. du Chapitre de Langres (non classé) : grand obituaire du x^ve s., ms. de 232 ff. avec indications postérieures des fondations

etc. Il y a également des fondations de messes solennelles à certains jours, de diverses cérémonies et prières de dévotion (1).

Les taxes perçues à l'occasion de la collation des bénéfices doivent fournir une somme appréciable. Car le Chapitre est le collateur de plus de 50 cures (2), sans parler de chapelles bénéficiales

jusqu'au xvii^e s. inclusivement ; *Bibl. de Langres*, ms. 52, obituaire du xvii^e siècle en 2 vol. ; *Bibl. de Chaumont*, Obit. du xiii^e s. ; *B. N.*, Obit. de Prudent de Récourt et de R. Roussat.

(1) Citons par exemple les fondations des chanoines : Gérard Travaillot (archidiacre du Dijonnais) vers 1480 : une messe quotidienne à la chapelle N. D. la Blanche ; Mathieu Roland en 1503 : *id.* tous les lundis à cette même chapelle : il donne à cet effet une maison, un pressoir et 45 ouvrées de vignes à Chatoillenot ; Simon Maréchal en 1515 : 160 livres pour une messe tous les jeudis en l'honneur du Saint Sacrement dans la chapelle dite Dommarienne, *Arch. Hte-Marne*, f. du Chapitre, G. 17, 1^o provisoire ; Jean Pignard en 1516 : 120 livres pour une messe tous les vendredis à la chapelle Saint-Mammès en l'honneur de la sainte Croix ; En 1555 Claude Louis : 1100 livres pour une messe quotidienne en la chapelle de Saint-Jean l'Évangéliste, etc.

En 1560, Simon de Saint-Belin fonde une messe quotidienne en la chapelle Saint-Pierre et Saint-Paul. — L'évêque Jean d'Amoncourt fonde une messe quotidienne dans sa chapelle de la Pothière ; en 1572 son parent Élion d'A., y fait d'autres fondations, etc...

Parmi les prières et stations fondées citons : les complies de Carême et l'*Ave regina cœlorum* chanté en la station de la nef, tous les dimanches avant la grand'messe (1508 : fondation Jean Travaillot) — deux strophes de l'*Ave maris stella* (Monstra te... Virgo singularis) à chanter au dernier coup de vêpres par les enfants de chœur devant N.D. la Blanche et saint Bernard à l'autel de Saint-Thibaut : fondation Jean Pignard (1532) — En 1560 le chanoine Guillaume Gaignot fonde le répons *Ne recorderis* à chanter chaque dimanche sur sa tombe par les enfants de chœur, il donne pour cela sa maison près du four de la Trésorerie. — Mentionnons encore l'*O salutaris* à chanter à une messe quotidienne instituée par maître Aubry Raoul, le *Pie Jesu* fondé en 1565 par le chanoine Nicolas Petit à toutes les messes hautes des défunts, le *Salve regina* à chanter après vêpres par les enfants de chœur au Neuf-Autel, l'*Inviolata*, le *Regina cœli*, plusieurs *Libera*, etc, enfin les stations du samedi au Neuf-Autel, fondées par les chanoines Legoux au xvi^e s. (Cf. ROUSSEL, *op. cit.*, IV, p. 63).

On peut imaginer quelle note de variété pieuse et souvent gracieuse ces chants d'enfants mettaient dans la vie de la cathédrale. Quant au cadre que celle-ci offrait alors, voir *La Renaissance*, notamment le chapitre intitulé : *La cathédrale Saint-Mammès au xvi^e siècle*.

(2) Savoir outre les paroisses unies (Saint-Pierre de Langres, Rolampont, Saint-Martin-lez-Langres) : Lannes, Perrancey avec Saint-Ciergues, Perrogney, Voisines avec Courcelles-en-Montagne, Chameroy avec Rochetaillée, Humes avec Jorquenay, Celles avec Andilly, Marcilly avec Plesnoy et Troischamps, Bonnacourt avec Frécourt, Corlée, Montlondon, Chalindrey avec le Pailly et Culmont, Heuilly-Cotton avec Noidant-Châtenoy, Heuilly-le-Grand avec Saint Broingt-le-Bois et Palaiseul, Chassigny, Dommarien, Villegusien avec Piépape et Saint-Michel, Cohons, Champigny-les-Langres, avec Peigney, Charmes, Charmoilles avec Chanoy, Lecey avec

et de son droit de présentation à plusieurs bénéfices curiaux (1).

Quant aux revenus seigneuriaux, ils sont importants. Outre le faubourg de Sous-Mur à Langres, qui lui appartient, le Chapitre est seigneur de plus de 40 villages et a des droits dans autant d'autres, sis dans les archidiaconés du Langrois, du Bassigny, et du Barrois, tous relevant aujourd'hui, sauf deux, du département de la Haute-Marne (2). Il a, en outre, des propriétés et des droits dans neuf villages du Tonnerrois (3) et un domaine dans le Dijonnais, que l'on affermaient en un seul bail, comprenant en divers lieux, comme Gevrey (4), des maisons, pressoirs, caves, celliers, huileries, des terres et des vignes.

Les chanoines se partageaient la gestion de tous ces biens et revenus. Ils avaient formé quatre zones administratives qu'on appelait *obédiences*, et quatre commissions à la tête desquelles était un chanoine *obédiencier* ; les obédiences de la Montagne ou de Rolampont, du Moge ou de Chassigny, de Chalindrey et de Marcilly. Les diverses seigneuries du Chapitre en dépendaient, ainsi que les domaines et biens situés en dehors des seigneuries proprement dites. On amodiait les maisons et les terres (5) ; on récoltait les fruits, on vendait des coupes de bois (6), on louait ou l'on percevait les dîmes

Châtenay-Vaudin, Bussièrès-lez-Belmont (collateur : le trésorier), Dampierre (collateur : le grand-chantre), Gevrey, Noiron-les-Cîteaux, Brochon avec Fixin, Chevigny-Saint-Sauveur, Barjon avec Avot et Avelanges, Crecey, Villey-sur-Tille, Échevannes, Rivières-les-Fosses, Percy-le-Grand avec Courchamp, Bourguignon-lez-Morey, Mont-le-François, Ahuy, Monthureux, Sainte-Marie-sur-Ouche, avec Agey, Giséy-sur-Ouche avec Barbirey, Remilly-en-Montagne, Maligny, Ligny-le-Châtel et Varennes, Ancy-le-Franc avec Chassignerilles, Bar-sur-Seine, Poliset, Ville-sur-Arce et Buxières, Champignol, Buxières-les-Froncles avec Provenchères-sur-Marne, Villars-en-Azois, Dinteville.

(1) Telles les cures de Montigny et La Villeneuve-sur-Vingeanne, et autres bénéfices.

(2) ROUSSEL, IV, p. 70, donne la répartition pour obédiences de tous les villages où le Chapitre avait des terres et des droits, mais sans distinguer ceux dont il était seigneur. Voir *Arch. Haute-Marne*, G. 85, liasse, f° 3 : liste en 1675.

(3) Dont Ancy-le-Franc, Ligny-le-Châtel, Maligny (ROUSSEL, *ibid.*).

(4) Auj. Gevrey-Chambertin. Citons encore Fixin, Fixey, Brochon, Marsannay-la-Côte, Dijon (entre autres rue Saint-Philibert une maison qui fut louée à Hugues Sambin, dit Boudrillet, le 12 juin 1555), Savouges, Corgoloin, Saulon, Chevigny, Fénay, Bousseinois, Bèze, Arceau... Cf. *Arch. Côte-d'Or*, G. 1853, 1062, 1079, 1081, 1088 ss. 389, 1105 ; détails sur les transports des vins de Gevrey à Langres.

(5) Aux enchères, les jours de marché, précédées souvent d'une annonce au prône.

(6) Tous les bois du Chapitre étaient mis en un seul lot à part.

(1) et les autres redevances. Ajoutez quelques menus profits comme les droits de chape (2), les amendes de justice (3), les taxes à l'occasion des collations bénéficiales. Le revenu total était donc variable selon les années.

On le divisait en trois parts. L'une allait à la fabrique de la cathédrale et servait à subvenir aux frais du culte et aux traitements des employés ; elle pouvait aussi aider à entretenir l'église paroissiale Saint-Pierre et Saint-Paul à Langres, propriété du Chapitre, et les églises du diocèse dont il avait la collation. L'autre était pour les pauvres, pour les étudiants, et pour l'hôpital Saint-Laurent, construit par les chanoines en 1201 et entièrement à leur charge (4). Avec la troisième enfin, on constituait le montant fixe des prébendes (5) allouées annuellement aux chanoines, et des semi-prébendes

(1) Dans chaque paroisse il y avait un représentant du Chapitre dont le nom était publié au prône, chargé de veiller à la réception de la dîme, à l'enlèvement des récoltes et fruits dus au Chapitre, Tant que la dîme n'était point payée, on devait laisser ceux-ci sur l'héritage. (Cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 5, liasse : lettres patentes de Henri II datées de Rouen, le 7 octobre 1550, et arrêt consécutif du Parlement de Paris, pour obliger les détenteurs de biens soumis aux dîmes à s'acquitter de leur obligation... Commission de Jean Lausserrois, bailli de Bar-sur-Seine, au premier sergent royal du bailliage d'avoir à publier ces lettres et cet arrêt dans tous les villages, bourgs, paroisses et hameaux du ressort, où il en sera requis par le chapitre de Saint-Mammès(1554).

(2) Ce droit de chape était dû par les nouveaux chanoines à leur prise de possession. Ils donnaient leur chape, ou se rachetaient par une somme d'argent qui en 1539 était de 56 livres.

(3) Sur la justice du Chapitre et la juridiction des obédiences, voir plus loin le chapitre : *Le card. de Givry et la justice royale* ; et pour les villages qui étaient du ressort de la juridiction des obédiences : H. METTRIER, *La Formation du départ. de la Haute-Marne...*, pp. 256-257. — Indiquons, en passant, que d'autres établissements ecclésiastiques dans le diocèse avaient des seigneuries et des droits de justice comme le Chapitre Saint-Mammès de Langres, ainsi : les prieurés de Saint-Geosmes. (Brennes, Flagey, Saint-Vallier, Percey-le-Pautel), Varennes, (Champigny-sous-Varennes) ; les abbayes d'Auberive (Auberive, Saint-Loup), Bèze (Bèze, Chevigny, Lacey, Pouilly-sur-Vingeanne, Fley) ; les Antonins (Bussièrès-lez-Belmont, Belmont) ; les chevaliers de Malte (Beauchemin, Charmoy, Saint-Maurice-sur-Vingeanne) etc... *Ibid.*, pp. 258-259.

(4) Chaque chanoine devait, dit ROUSSEL, IV, 77, laisser en mourant son lit à l'hôpital.

(5) Le doyen et le trésorier avaient double prébende en raison de leur dignité. En 1562 Gabriel le Genevois, futur évêque de Noyon, était doyen, n'étant encore que simple clerc, et n'eut pendant dix-huit ans qu'une prébende décanale, non la prébende canoniale.

allouées aux prébendiers, auquel s'ajoutait une parcelle variable des revenus annuels (1).

Mentionnons encore qu'à chaque office canonial, au premier coup de *prime*, et plus spécialement aux fêtes, se faisait à tous les assistants, depuis les chanoines jusqu'aux choriaux, une distribution de pain et de vin (2).

En somme, c'était une situation enviée que d'appartenir à quelque degré, et surtout dans les hauts rangs, à ce peuple canonial. C'était entrer dans un corps privilégié, faire partie d'une élite sociale favorisée des dons de la culture intellectuelle et de la quiétude qui provient d'une situation assurée et de la considération générale.

Par ailleurs on avait conscience d'être au service de Dieu, de contribuer à la beauté et à la dignité de son culte, de représenter dans la fonction liturgique quotidienne le peuple chrétien, d'être encore au milieu de la société un organe utile, non seulement de prière (3), mais d'instruction et de charité. Le Chapitre, on l'a déjà

(1) On appelait parfois « gros fruits » les sommes d'argent provenant de certaines terres du Chapitre et distribuées ainsi aux chanoines. Le revenu étant variable, pour procurer une certaine égalité des parts, on passait tous les trois ans à une autre obédience.

(2) Ces distributions étaient faites par des chapelains. Un prêtre appelé pointeur ou ponctuateur faisait fonction de chef distributeur, notait sur un « quaterne » ceux qui assistant à l'office canonial y avaient droit. Des distributions se faisaient encore aux anniversaires et services, et à certains jours de fête. Il y avait distribution double ou extraordinaire aux grandes fêtes comme Noël, la Saint-Mammès, etc... Elle profitait aux prédicateurs invités par le chapitre, et même à tous les prêtres qui assistaient à toute la liturgie de la fête : premières vêpres la veille, procession, grand'messe et vêpres du jour, tout au long. L'absence non motivée entraînait la privation de la distribution.

A Langres donnait-on, comme ailleurs, à chaque assistant, un jeton de présence ou « méreau », pièce que l'on rapportait à des dates déterminées à la trésorerie du Chapitre ?

Voir à la fin de l'obituaire de Saint-Mammès écrit de la main du chanoine Richard Roussat (B. N., ms. lat. 5192) une note curieuse sur les « marreances » et retenues de vin que se voyaient infliger les absents (Cf. *Bull. Soc. h. et a. de Langres*, t. II, p. 354). Sur R. Roussat, voir *La Renaissance*, 2^e P. livre I.

(3) En particulier signalons la *prière pour les morts*. En des âges de foi, on appréciait la valeur de ces pieux suffrages auprès de la divinité. Ne les apprécie-t-on pas toujours ? Ceux même dont la religion est tiède y voient à juste titre, comme de tout temps on l'y a vu, un hommage rendu à la mémoire des défunts, et dans plus d'un cas un témoignage de reconnaissance et un moyen de les sauver de l'oubli. *Datus*

dit, avait ses pauvres, qu'il secourait par des aumônes régulières; il faisait les frais de l'éducation des clercs, des enfants d'aube, s'intéressait de façon effective aux collèges et écoles.

Est-ce à dire que des considérations d'avantages temporels n'entraient point, parfois pour une large part, dans l'esprit soit des candidats désireux d'y être promus (1), soit des chanoines auxquels il appartenait de les désigner, soit des familles qui cherchaient à y introduire leur progéniture ? Il devait en être à Langres comme ailleurs.

Nous n'avons point malheureusement les Registres des délibérations capitulaires (2) qui correspondent à l'époque que nous envisageons, celle du cardinal de Givry. Ils nous eussent renseigné sur plus d'un événement. Nous eussent-ils livré vraiment la mentalité de ces hommes vénérables ? Des historiens, tel M. Imbart de la Tour (3), nous montrent les membres des collèges capitulaires satisfaits d'une vie sans incidents, même sans horizons pour mieux dire, et soucieux de fuir comme la peste le moindre changement dans

sum oblivioni tanquam mortuus a corde, lit-on dans l'Écriture (Ps. XXX, 13) : « j'ai été livré à l'oubli comme un mort dont le souvenir s'efface du cœur. »

Notons ici une touchante institution, celle d'un pacte de confraternité, d'une *confraternité de prières*, établie entre le chapitre de Langres et celui de Clermont. On en trouve des preuves dès le XIII^e siècle. Chaque année le chapitre de Clermont célébrait le 27 octobre un service collectif pour les chanoines défunts de Saint-Mammès, pour les chanoines défunts de Clermont. (V. un article très documenté de M. Jacques Laurent, sous ce titre : *Une fraternité de chapitres cathédraux : Langres et Clermont*, dans : *Mélanges Royer*).

Un pacte semblable existait aussi entre le chapitre de Langres et celui d'Autun, ainsi qu'avec les moniales de Beaulieu, près Hortes (*Arch. Haute-Marne*, G. 206 provisoire) et les religieux de Molesmes. Cf. supra p. 55, pour Saint-Étienne de Dijon.

(1) On conférait parfois la dignité canoniale *honoraire* à des jeunes gens, sans les astreindre à la réception immédiate des ordres : invitation à entrer dans l'église par la perspective des avantages attachés aux canonicats effectifs. C'était ouvrir la porte à des vocations intéressées, de sujets que ne tourmentait point assez le désir de répondre à l'idéal sacerdotal et évangélique.

Cependant on a vu plus haut que le chapitre de Langres était alors très indépendant et peu accessible, même quand il s'agissait de recommandations royales et princières.

(2) Rappelons-le ici : dans la série des registres de ce genre aux Archives de la Haute-Marne manquent ceux qui concernent les évêques de Michel Boudet, du cardinal de Givry, et de Jacques d'Helvis, soit de 1512 à 1564.

(3) *Les Origines de la Réforme*, t. II.

leurs habitudes, d'écarter toutes les occasions d'émotions trop vives, préoccupés moins de désintéressement, d'ascétisme et d'apostolat, que d'ordonnance correcte et un peu froide dans les cérémonies, d'administration exacte, du rendement favorable de la mense canoniale, des droits de justice et autres, de contestations au sujet des prébendes, de réclamations au sujet des distributions, de préséances, de prérogatives, bref attachés à leurs droits plutôt qu'à leurs devoirs.

Ce sont là, à vrai dire, les objets proportionnés à la nature d'assemblées ayant leurs ordres du jour traditionnels, leur formulaire ; réunions en quelque sorte corporatives, elles n'étaient ni ne pouvaient être des académies ou des cénacles mystiques. Ce que nous savons de plusieurs des chanoines langrois du temps de Givry est en leur faveur ; ils nous apparaissent traditionnellement instruits, curieux de lettres et d'arts, soucieux de liturgie, généreux pour leur église, charitables enfin : l'un d'eux, Claude Félix, n'a-t-il pas été appelé le « Père des pauvres » ?

Le Chapitre ayant juridiction indépendante sur ses membres et ses clercs, sur ses serviteurs et les habitants de ses seigneuries, avait au spirituel son officialité propre et distincte de celle de l'évêque, et au temporel ses officiers de justice.

L'*officialité* présidée par l'official comprenait des chanoines nommés annuellement. Elle veillait notamment à la conduite des clercs, et tenait séance chaque semaine. En tant que seigneur ayant haute, moyenne et basse justice, le Chapitre avait des officiers (1) qui rendaient la justice en son nom ; à Langres, c'était le « maire » ; il siégeait dans le Cloître.

On le devine, ce magistrat capitulaire avait l'occasion d'entrer en rapports, soit avec les magistrats du roi, soit avec ceux de l'évêque. Autant de juridictions parallèles, et souvent enchevêtrées dans le même territoire. D'où des causes fâcheuses de conflits, de rivalités et de chicanes, mettant en mouvement tout l'appareil procédu-

(1) Nous ne parlons que de la ville. Pour ses justiciables du dehors le Chapitre avait un autre tribunal, à Langres également, celui des obédiences, Cf. infra : *Le cardinal de Givry et la Justice royale*. Il siégeait dans un bâtiment appelé *Mairie du Chapitre* sur la porte duquel se voyait, sculptée en pierre, la main de saint Mammès (côté sud de la rue du Grand Cloître).

rier de ces diverses puissances peu disposées par principe, par intérêt et par humeur, à céder sur leurs droits.

A d'autres égards le Chapitre, qui proclamait sa dépendance immédiate du Saint-Siège, avait des privilèges déjà anciens auxquels il tenait fort, et dont il faisait état dans toutes les circonstances solennelles. L'esprit de corps est là-dessus peu enclin à transiger.

Ils étaient compris implicitement dans le serment que dès le jour de son entrée solennelle l'Évêque devait faire entre les mains du doyen (1), et dans celui que tout nouveau chanoine prononçait en entrant en charge (2).

Quels étaient-ils ? On en connaît quelques-uns : outre le droit d'élire l'Évêque (3), c'étaient notamment le droit d'exiger de chaque

(1) Voir dans *Gallia chr.* IV, col. 621, et A. DAGUIN, *op. cit.* p. 44, la formule de ce serment au XIV^e siècle ; elle a dû être en usage à peu près dans les mêmes termes au XVI^e s. : « *Juramus fidelitatem ecclesiæ Sancti Mammetis Lingonensis. Juramus nos servaturos consuetudines et statuta Lingonensis ecclesiæ antiqua et approbata, quas et que predecessores nostri juraverunt, etc...* »

(2) Il a été publié par Mathieu (*Abrégé chronologique de l'histoire des évêques de Langres*, p. 201).

Citons-en ici le début : « *Ego N... ad sacrosancta Dei Evangelia, et promitto vobis reverendis dnis meis D. D. decano et capitulo ecclesiæ Lingonensis obedientiam, fidelitatem, reverentiam et honorem adhibere. Item juro quod jura, privilegia, libertates, exemptiones, immunitates et franchisias dictæ ecclesiæ Lingonensis pro posse meo servabo et contra quascumque personnas defendam et manu tenebo...* »

Le nouveau chanoine s'engageait encore à conserver et observer les statuts anciens et nouveaux de l'Église de Langres, à ne révéler à personne les secrets du Chapitre. Il jurait être né de légitime mariage, de condition libre et non engagé dans la profession monacale. Il prendrait et imputerait sur les fruits de sa prébende tout le casuel accoutumé, paierait le droit de chape ou trente-deux écus d'or au recteur de la fabrique, avant d'entrer en possession, ne percevrait les fruits d'une prébende qu'une fois bien en charge et pacifique possesseur, ferait le stage accoutumé, sauf permission du chapitre ou indult du Saint-Siège, s'opposerait à ce que quiconque aurait frappé, mutilé, tué, emprisonné un chanoine ou encouru les censures pour avoir frappé un clerc pût être mis au rang des chanoines. Il ne permettrait point qu'un doyen fut donné au Chapitre, s'il ne jurait que pendant la durée de son décanat, il ne serait ni vicaire général, ni official ni pensionnaire de l'Évêque, et qu'il ne lui donnerait point de conseils au préjudice du Chapitre ou à l'encontre de l'Église de Langres. S'il lui arrivait d'être doyen, il ferait ce serment sans hésiter. Enfin il faisait serment de professer les articles de foi qui lui étaient expressément notifiés.

(3) On a vu ce qu'il en fut après le concordat de Bologne, à l'élection de Givry, et à l'élection de son successeur. Un reste de ce droit devenu illusoire était que le Chapitre pouvait présenter au Roi trois candidats.

évêque avant sa prise de possession le serment susdit, puis la jouissance des droits de régale, *sede vacante* (1), enfin les chanoines devaient recevoir de l'évêque cinq repas dans l'année : à Noël, au Jeudi saint, à Pâques, à la Saint Mammès, à l'anniversaire de sa consécration (2).

Notons encore l'obligation où étaient neuf abbés du diocèse de se présenter au Chapitre le jour de saint Mammès, à moins d'empêchement dont devait témoigner une lettre d'excuses motivée (3).

Telle était la puissance, tels étaient les privilèges du Chapitre de Saint-Mammès. Ils lui avaient valu, non moins que la qualité de ses membres, au cours des âges, une autorité et une considération très grande, non seulement dans le diocèse, mais aussi au dehors, et notamment en cour de Rome.

Cette puissance capitulaire, l'histoire nous la montre parfois redoutable aux évêques, dans les siècles passés. A Langres nous verrons que Claude de Longvy sut dès le début s'en faire non une rivale, mais une alliée, en apaisant les conflits qui avaient été de tradition entre l'Évêque de Langres et son Chapitre. Celui-ci, reconnaissant, n'aura garde d'omettre ce souvenir dans l'éloge (4) qu'il lui consacrera en son nécrologe : *Pacis studiosissimus*.

(1) Ce privilège que les rois de France avaient accordé au chapitre en raison de la fidélité exemplaire de la ville de Langres, fut-il maintenu en fait au XVI^e s. ?

Sous Louis XI, à la mort de Guy Bernard, le bailli et le procureur du Roi à Sens s'étaient emparé de l'administration de l'évêché. Plainte du Chapitre au souverain qui donne en conséquence des ordres qui ne sont pas exécutés. Procès au Parlement de Paris. Finalement Louis XI fit casser les actes de ses officiers et confirma le droit de régale du Chapitre. (*Annuaire de la Haute-Marne*, 1809, p. 492).

(2) L'évêque avait cette obligation lorsqu'il était présent à Langres. Absent, il se rachetait moyennant dix livres tournois pour un repas. Mais à Pâques et à la Saint-Mammès il devait donner effectivement un dîner aux chanoines.

De même la fabrique de l'église Saint-Martin devait à la fête de son patron leur offrir un repas.

(3) C'étaient ceux de Saint-Bénigne et Saint-Étienne de Dijon, Saint-Seine, Moutier-Saint-Jean, Molosme, Bèze, Molesme, de Châtillon-sur-Seine, Saint-Michel de Tonnerre. Cette obligation cessa à partir de la commende, au XVI^e siècle.

Ils prêtaient aussi serment à l'évêque à son entrée solennelle.

(4) Voir aux *Pièces justific.*, dans *La Renaissance*.

Le chapitre collégial de Saint-Jean de Chaumont dut garder le même souvenir à Givry, dont l'attitude conciliante se manifesta à son sujet lors de la promotion du doyen Adrien Rose nommé par les chanoines : celui-ci garda sa situation de fait malgré le choix qu'avait fait Givry de François d'Amoncourt. (Cf. L. GODARD, *Hist. et tableau de l'église St-Jean Baptiste de Chaumont*, p. 63 ; Ch. LEGROS, ms. cité).

II. — LÉ ROLE DU CARDINAL DE GIVRY Évêque de Langres

SECTION PREMIÈRE

L'ÉVÊQUE

CHAPITRE PREMIER

Les Débuts — L'Entourage — Accords avec le Chapitre de Langres

I

Claude de Longvy succédait à Michel Boudet (1), mort à Mussy le 22 juillet 1529.

Celui-ci avait été un prélat remarquable, alliant une science profonde et une vaste érudition (2) à l'austérité et aux vertus d'un

(1) Avocat-général, puis conseiller-clerc au Parlement de Paris, il était devenu chanoine de la cathédrale de Langres, puis doyen en 1510, évêque de Langres en 1512, et aumônier de la reine Claude en 1516.

(2) Il fut en relations avec plusieurs humanistes de son temps, tel Guillaume Budé qui fit son éloge dans son livre *De Asse*, et Jérôme Aléandre. Il fut le protecteur de Pierre Turrel, principal du collège de Dijon.

La dédicace que lui firent de leurs ouvrages divers auteurs comme Étienne Tempier, Nicolas Béraud, Jacques Merlier, Oronce Finé, Jean Cheredame, et l'abbé de Saint-Victor, Jean Bordier, achève de nous révéler en Michel Boudet l'un des hommes les plus instruits et les plus éclairés de son temps. Voir par ex. son éloge par Bordier, en tête de l'édition des œuvres de Hugues de Saint-Victor (1525). Cf. MIGNE, *Patrol. lat.*, CLXXV, col. CLIV.

ascète. Il visita son diocèse en 1517, tint des synodes à Langres et à Autreville, fit imprimer à Paris un Missel langrois et à Troyes un Rituel diocésain. François I^{er}, qui vint dans sa bonne ville de Langres en 1519 et 1521, le chargea de missions en Espagne, en Italie. Le pape Clément VII, de son côté, lui confia en même temps qu'à Claude de Longvy, alors évêque de Mâcon, et à l'évêque de Bayeux, le soin de surveiller les manifestations de l'hérésie luthérienne en France.

Michel Boudet avait lui-même succédé aux deux d'Amboise, oncle et neveu, de l'illustre famille de ce nom. Le premier, Jean I^{er} d'Amboise (1481-1497), était le frère du célèbre cardinal Georges d'Amboise, archevêque de Rouen, grand ministre de Louis XII et légat de Jules II avec mission d'accomplir la réforme du clergé régulier de France. Il avait tenu à Langres, en 1491 (1), un synode dont il fit imprimer les statuts, réparé les maisons épiscopales, celle de Mussy notamment. Homme éclairé et pieux, il légua au chapitre sa bibliothèque, riche en manuscrits précieux, et à ses successeurs un hôtel qu'il avait acheté à Dijon.

Il avait auparavant résigné en faveur de son jeune neveu Jean II d'Amboise, prélat estimable, qui fit aussi imprimer des Statuts en 1509.

Avant les d'Amboise le siège de Langres avait été occupé par un grand évêque, Gui Bernard, de 1454 à 1481.

Archidiacre de Tours (2), abbé de Saint-Remi de Reims, maître des requêtes de Charles VII, il eut un grand rôle dans le royaume (3).

Ce fut aussi un évêque zélé et actif, un administrateur de choix. Il tint des synodes à quatre reprises, visita plusieurs fois son diocèse, cherchant à implanter son autorité malgré les privilèges revendiqués par les « exempts . »

Il est l'auteur d'un document qui fit époque dans l'histoire de la

(1) *Bibl. maz.*, inc. 208 A.

(2) Il était originaire d'Angers, et non de Tours, comme on le dit communément à la suite de la *Gallia*, mais neveu de Jean Bernard, archevêque de Tours.

(3) Il fut, en 1448, l'un des ambassadeurs envoyés par le Roi au pape Nicolas V, assista au jugement du duc d'Alençon, pair de France, comme plus tard Michel Boudet assista au jugement du connétable de Bourbon, et fut le premier chancelier de l'ordre de Saint Michel, institué en 1469 par Louis XI.

fiscalité épiscopale d'alors, et rendit les plus grands services à ses successeurs et au Roi, nous voulons parler du *dénombrement* qu'il fit de son évêché à Louis XI, après avoir recherché exactement les titres, terres, droits et privilèges de son siège (1).

C'est Gui Bernard encore qui racheta la terre de Mussy, aliénée par moitié par Gui de Rochefort au profit du duc de Bourgogne. Elle allait être l'un des séjours préférés des évêques de Langres. Il embellit et agrandit son palais de Langres, restaura les maisons-fortes de l'évêché qui avaient été démolies par les Bourguignons, enrichit le trésor de Saint-Mammès de vêtements liturgiques, de paremens d'autel, de tapis, entre autres une petite tapisserie qui était au-dessus des sièges des chanoines dans le chœur, d'un reliquaire de vermeil en forme d'église pour les reliques de saint Mammès. C'était un fervent amateur de livres et de manuscrits enluminés, goût qui lui venait sans doute de son séjour à Tours, pays de calligraphes et de libraires. Il en laissa par testament (2) au chapitre Saint-Mammès (3) et à l'abbaye Saint-Remi de Reims des exemplaires remarquables.

Avant lui et après le court pontificat de Jean d'Auxi, un grand-oncle maternel du cardinal de Givry, Philippe de Vienne, avait de 1438 à 1451 occupé le siège de Langres. Il tint deux synodes. Il mourut à Dijon où on l'enterra dans l'église des Cordeliers.

Auparavant encore ce fut le long épiscopat de Charles de Poitiers, succédant lui-même en 1413 au cardinal Louis de Bar, qui tint en 1404 à Langres un synode fameux dont les statuts, imprimés plus tard par ses successeurs, formeront le fond des règles disciplinaires du clergé de Langres.

Ainsi, lorsque Claude de Longvy en prit possession, le siège de Langres, illustre par lui-même, avait reçu depuis plus d'un siècle — sans remonter plus haut — une notoriété nouvelle qu'il devait à une série de prélats où les hommes de valeur ne paraissent pas, loin de là, avoir été l'exception.

(1) V. *Arch. nat.*, P. 174³ n° 330^{bis}, orig.

(2) *Arch. Haute-Marne*, G. 14.

(3) Notamment un manuscrit enluminé des Postilles de Nicolas de Lyra. Cf. MARCEL (L.), *La calligraphie et l'art de la miniature à Langres au xv^e s.*



L'élection de Claude de Longvy au siège de Langres avait été celle d'un candidat agréable au souverain, qui l'avait chaleureusement recommandé, et le Chapitre de Saint-Mammès lui avait accordé volontiers ses suffrages. Aussi bien la réputation du nouvel évêque était établie dans toute la province de Lyon ; sa dignité de vie, ses talents, son caractère, ses hautes relations, sa fortune et jusqu'à sa prestance enfin lui concilièrent de suite, à ce qu'il semble bien, l'attachement de son troupeau.

A peine fut-il intronisé, que ce furent partout de grandes fêtes (1). Il « visitait son diocèse », son peuple l'accueillait avec joie.

La muse latine de Nicolas Bourbon l'Ancien (2), de Venduvre, l'un de ses diocésains, s'en fit l'interprète. Sur un mode aimablement plaisant, le *vates* conjurait les Langrois de faire bonne garde pour qu'on ne leur enlevât point un prélat d'une valeur unique :

*Unicum nostræ patriæ parentem
Stirpe, doctrina, pietate, forma,
Nobilem nacti retinete pictis
Lingones armis.*

« Voyez, disait-il, comme il plaît à tous et en est aimé plus que tout l'or du monde :

*Ut placet cunctis et amatur omni
Carius auro (3).*

Un peu plus tard, à la fin de 1533, quand Givry revint de Rome où il était allé recevoir le chapeau, Bourbon encore, ou l'un de ses émules — langrois sans doute — le saluait en des termes pleins de vénération et d'affection dans un autre petit poème qui évidemment devait être lu par les Langrois. A ce titre les sentiments exprimés

(1) *A. H. M.*, G. 45 liasse, f° 2.

(2) Voir *La Renaissance*, 2^e P., livre 1.

(3) *Nugæ*, fol. 31. Cf. *La Renaissance*, loc. cit.

correspondent sans nul doute à ce que ceux-ci ressentaient pour leur nouvel évêque :

*Expectatus ades votis, Gesvræe, secundis :
Tuque tuos recreas, orbis ab Urbe redux* (1).

« Vous voici donc, ô Givry, appelé par nos vœux et notre attente pleine d'amour; votre retour de la Capitale du monde comble vos fidèles de bonheur ! »

Tel est le début. Puis c'est le tableau de l'anxiété qui régnait dans la ville à la pensée de ce voyage d'Outre Monts long et difficile, puis encore l'indication sommaire des étapes à parcourir, l'accueil reçu à Rome, et enfin le retour : « Vous nous êtes donc rendu, votre ville vous contemple comblé d'honneurs, le premier rayon de votre regard nous a rendu notre sourire... »

Hommage intéressé du poète des *Nugæ* ? Peut-être, et de même encore celui que Jean Thomassin, recteur du collège de Langres, avait déferé à Claude de Longvy, lors de son entrée solennelle, en face de toute la cité (2). En tout cas sincère et mérité. Car trente ans plus tard, on estimait que la suite avait répondu à ces débuts pleins d'espérance. Un autre versificateur latin, Jean de Lescheneau, faisait de même un magnifique éloge du cardinal de Givry parvenu à la fin de sa carrière, et notait encore comme trait final cette sympathie respectueuse dont ses fidèles l'entouraient toujours :

Acceptissimus his Deoque carus (3).

Il se plaisait de fait au milieu d'eux. Aubery (4) a noté qu'il séjournait à la Cour le moins possible et seulement dans la mesure où son devoir l'y réclamait.

Il l'y réclama assez souvent, il est vrai, et l'amena même plusieurs fois, nous le verrons, à s'en aller au loin pour des missions dont François I^{er}, puis Henri II l'avaient chargé.

(1) Ce petit poème publié en 1867 par la « Semaine religieuse de Langres », p. 67, sans référence, ne se trouve point dans les diverses éditions des *Nugæ*. Voir notre autre volume : *La Renaissance*, loc. cit.

(2) Cf. *La Renaissance*, 2^e P. I. I.

(3) V. plus loin.

(4) *Histoire générale des cardinaux*, p. 445.

Il est vrai encore que parfois la Cour, c'était chez lui, en ce sens que le Roi venait dans son diocèse, et même y séjourna à plusieurs reprises, à Dijon, à Pagny, à Mirebeau, à Langres, à Is-sur-Tille, à Fontaine-Française, à Rouvres-les-Dijon, à Grancey-le-Château, à Luzy, ailleurs encore (1).

Ces circonstances mises à part, Givry paraît bien avoir été l'un des prélats les plus résidents de son époque. Sauf peut-être en 1532, puis à la fin du règne de François I^{er} et au début de celui d'Henri II qui le maintint quelque temps en Italie (2), il n'est guère d'années où l'on ne puisse, malgré la rareté des documents, relever quelque preuve de son séjour dans son diocèse, ou mieux encore quelque acte de son magistère épiscopal. Ce qui ne veut point dire qu'il de-

(1) Voir l'*Itinéraire de François I^{er}*, dans le *Catalogue des actes* de ce prince, t. VIII, 1905. — Voici les étapes signalées pour divers séjours en Bourgogne : en 1521 allant à Bar-sur-Seine et Mussy-l'Évêque, il fait son entrée à Dijon le 16 avril, y revient le 7 mai, est le 30 juillet à Commarin. Nous savons par ailleurs qu'entre le 16 et le 22 avril il fit sa première entrée à Langres, où il revint au mois d'août.

En 1530, venant de Troyes, Joinville, Langres, il est à Til-Châtel (le 19 janvier), à Dijon (19-31 janvier, 1-7 février), à Vergy, aujourd'hui Reulle-Vergy (8-10 février), Châteauneuf, Autun (13-14 février), se dirigeant par Bourbon-Lancy sur Moulins (19-22 février). — En 1533, il est à Dijon (1-8 janvier), venant de Pagny (23-24 décembre 1533 (lettre au connétable, Bibl. nat., fr. 3044/23), Fontaine-Française (10 janvier), se dirigeant sur Langres (12 janvier) et Joinville.

A l'automne 1535, on note sa présence à Fontaine-Française (venant de Langres, 25 septembre), Chaumont et Joinville (4 septembre), le 27 et 28 sept. 1535 ; en octobre et novembre, à Dijon (2, 21, 31 octobre, 1^{er} nov. au 23), Bèze, Is-sur-Tille (2-13 oct.), Norgés-le-Pont (21 oct.), Rouvres-les-Dijon (25-29 nov.), Pagny (déjà fin nov. sans doute, puis tout le mois de décembre les 3, 7, 9, 24, 26, 31 déc. 1535 ; à La Bruyère près Seurre, et Pagny (2, 7, 24, déc.), à Chalon (15 déc. 1535) — puis en janvier 1536 à Tournus (1^{er} janvier), Mâcon (8-10) et l'Abergement, se dirigeant sur Trévoux et Lyon (14).

En 1541, venant de Bourg-en-Bresse, il est en octobre à Pagny, et La Bruyère, du 13 au 24, fait sa première entrée à Auxonne le 26, est à Dijon du 26 au 31 ; en novembre, à Is-sur-Tille (le 1^{er}), à Dijon (2-4), Vergy (5-7), Châteauneuf (8), Villeneuve, Auxerre, où il fait son entrée le 12, et regagne Fontainebleau. — En 1542, il est, venant de Bar-sur-Seine, Éclaron et Reynel, à Grancey-le-Château le 17 juillet, puis à Vergy, et en août à Mâcon. — En 1546, en septembre, il est à Bourg, Chalon, Seurre, Argilly, Rouvres, Cîteaux (29-30), puis en octobre à Rouvres (1-3), Fontaine-les-Dijon (5), Messigny (6-7), Is-sur-Tille (8-9), Diénay (11), Pranthoy (14) (cf. *Addit. catal. des actes de Fr. I*, n° 15395 ter), allant à Langres (15), Luzy (15-16), Chaumont, Joinville...

(2) Voir aux Appendices : *Itinéraire du card. de Givry*.

meurait au même lieu, mais tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre de ses maisons épiscopales, ou dans ses châteaux de famille.

On comprend néanmoins qu'il n'ait pu gouverner seul son vaste diocèse. Il eut des coadjuteurs. Dans l'œuvre qui lui revient, son entourage eut une part qu'on soupçonne même assez grande, car il se composait d'hommes de valeur. Ils le secondèrent dans son administration, le remplacèrent lors des absences qu'il dut faire, puis au temps où la vieillesse, non moins que l'éloignement momentané du principal de ses collaborateurs, lui persuadèrent de se décharger sur l'un d'eux, François Mangeard, évêque de Négrepont, de l'essentiel de sa tâche pastorale.

Plusieurs de ces personnages brillaient non seulement par leurs talents d'hommes d'Église et de gouvernement, mais encore par une véritable culture littéraire et artistique (1).

Les avoir choisis était déjà l'indice d'un jugement solide en même temps que d'un goût très vif pour les choses de l'esprit. Disons donc un mot de ses principaux collaborateurs et de son entourage. Nous allons passer en revue comme en une galerie de tableaux les figures les plus marquantes.

II

Un nom inséparable du souvenir de Claude de Longvy, c'est celui de son parent et vicaire général, l'évêque Jean d'Amoncourt de Piépape. Il mérite d'être signalé de suite.

JEAN D'AMONCOURT DE PIÉPAPE ÉVÊQUE DE POITIERS

Jehan d'Amoncourt de Piépape était parent (2) du cardinal, au

(1) Voir *La Renaissance*, livre II.

(2) *Gallia chr.*, II, 1204 D : *affinis sui*.

Ses armes se lisent : Écartelé : aux 1 et 4 de gueules au sautoir d'or (qui est d'Amoncourt) : aux 2 et 3, fascé (ou burelé) de sable et d'argent de dix pièces (qui est de Montmartin). — Sa devise personnelle paraît avoir été : *Nec mors nec vita* (cf. Ép. de saint Paul aux Rom., VIII, 38).

témoignage de la *Gallia* et des chroniqueurs (1) langrois ; nous ne savons à quel degré. Un de ses parents, peut-être de ses ascendants, avait, en 1448, épousé Étiennette de Montmartin, fille de Gérard et d'Isabelle de Bauffremont (2). Par sa mère, Claude-Alix-Marguerite Huet du Châtelet, il s'apparentait aussi à Anne du Châtelet, le futur abbé de Flabémont, qui devait être également vicaire général de Givry. De plus, son frère Jean, qui tenait le château de Montigny-sur-Aube, avait épousé une du Châtelet (3).

Les d'Amoncourt étaient originaires du bailliage d'Amont, au comté de Bourgogne (4). C'est à la fin du xiv^e siècle qu'ils avaient essaimé dans le diocèse de Langres. Les principales seigneuries qu'ils y possédaient étaient celles de Montigny-sur-Aube, de Longeau et de Piépape. Le père de notre prélat, Jean III d'Amoncourt, s'intitulait « seigneur de Piépape, Tanay, Villey-sur-Tille, Montigny-sur-Aube, Lantages, Longeau et aultres lieux. »

On ignore la date exacte de sa naissance, le lieu où il étudia, mais on sait qu'il était docteur ès droits (5). Chanoine de Langres depuis 1521, il avait pris part à l'élection de Claude de Longvy. Il fut protonotaire apostolique, et sur le choix du nouvel évêque devint archidiacre du Langrois dès 1532 (6), dignité qui lui fut quelque temps contestée par le chanoine Richard Roussat (7).

C'est sans doute à cause de ces contestations que d'Amoncourt ne fut installé qu'en 1535 dans son office d'archidiacre, en vertu

(1) VIGNIER, *Décade historique*, t. II, p. 231 ; et CHARLET, *abrégé* (manuscrit) *des vies des évêques de Langres*, pp. 312 et 322 (Bibl. Société hist et arch. de Langres, copie).

(2) Une bonne généalogie des d'Amoncourt manque encore. Voir L. DE PIÉPAPE : *Une châtellenie du pays de Langres*. Sur les d'Amoncourt au xv^e s. et leurs domaines, cf. *A. H. M.*, G. 15.

(3) Claude du Châtelet. Cf. *infra*, p. 126.

(4) Amoncourt, situé sur la Lanterne, c^{on} de Port-sur-Saône (Haute-Saône).

(5) Cf. lettre de François I^{er} au pape, le 22 septembre 1532, pour demander pour lui l'abbaye de Longuay. Cf. *Arch. H. M.*, G. 577.

(6) *Arch. Haute-Marne*, G. 1004, pièce n^o 5 : ordre de Claude de Longvy — signé de celui-ci : « C. de Longvy évêque et duc de Lengres » — à son scelleur de Langres d'avoir à payer annuellement en deux termes 500 l. t. à M. Jehan d'Amoncourt pour son office d'archidiacre. La pièce débute ainsi : « Scelleur de Lengres, baillez et délivrez à M. Jehan d'Amoncourt, grand archidiacre... » Elle est datée du 5 mai 1532. On sait ce que représentaient ces 500 livres (Cf. *suprà* p. 73).

(7) Procédure aux *A. H. M.*, G. 1004.

d'une bulle du pape Paul III du 21 mai 1535 : elle commettait pour cette cérémonie, le sacriste de Saint-Nizier de Lyon, François Apertot dit Cornut, chanoine de Chalon-sur-Saône, et l'official de Langres (1).

Jean d'Amoncourt obtint en 1534 l'abbaye de Longuay (2), dont il fut le premier abbé commendataire. L'un des actes de son administration fut d'affranchir de la condition serve, en 1538, les habitants de Lignerolles, et en 1548 ceux de Dancevoir.

En 1535 il reçut la maîtrise du prieuré-hôpital de Suxy (3), puis en 1540 le prieuré de Saint-Geosmes (4), et en 1545 le prieuré-hôpital de Grosse-Sauve (5), où il devait mourir le 9 août 1559.

En 1551, comme on l'a dit, il reçut l'évêché de Poitiers, où il succédait au cardinal de Givry (6). Celui-ci le sacra lui-même le 4 octobre 1551 à Mussy, assisté des évêques de Chalon-sur-Saône, Antoine de Vienne, et de celui de Bethléem, Philibert de Beaujeu.

Ce ne fut que le 25 août qu'il fit son entrée solennelle à Poitiers (7). Il gouverna de loin son diocèse avec le concours de messire Abel de la Fontaine, sous-doyen du chapitre de Saint-Pierre, son grand-vicaire.

(1) Ainsi précédemment Clément VII avait commis le doyen de la Sainte, Chapelle de Lyon, Claude de Viry, et Jean de Sarron, chanoine de Lyon, pour installer en personne ou par délégués François Bégat dans le même office de grand archidiacre de Langres, lors même que le résignant — Jean Thibault — n'aurait survécu que 20 jours à sa résignation (*id.*, G. 249).

(2) Cf. COLLOT, *Chronique de l'abbaye de Longuay*, p. 200-216 — Cf. *Gallia chr.*, IV, 839. — Jean d'Amoncourt eut comme auxiliaire dans l'administration du temporel de cette abbaye le prêtre-receveur Ant. Boitouzet.

(3) Près de Prauthoy (Haute-Marne), au bord de la route de Langres à Dijon. La bulle de Paul III, lui donnant des provisions de grand archidiacre de Langres et de maître de l'hôpital de Sussy, est datée du 21 avril 1535, à Vétule, diocèse de Viterbe. (*Arch. Haute-Marne*, G. 11 (liasse, orig.).

(4) Près Langres. — Cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 39. (1543).

(5) Près Chalindrey, Haute-Marne.

(6) Sur l'épiscopat de Jean d'Amoncourt à Poitiers, voir : BESLY, *Evesques de Poitiers*, 1647. — DREUX-DURADIER, *Hist. littér. du Poitou, les Evêques de Poitiers*, t. I. — BONVALLET, dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1881. — DOM CHAMARD, *id.*, 1886.

(7) Cf. *suprà*, p. 48.

Il était pieux (1), bienveillant (2), généreux (3). Il fut l'un des confidents et des familiers les plus écoutés du cardinal, qui l'avait pris pour vicaire général au spirituel et au temporel. On retrouve son influence un peu partout, durant le long épiscopat de Givry, qui devait lui survivre, perdant ainsi ce qu'on aurait pu appeler son bâton de vieillesse. Divers actes relatifs à des mesures d'administration soit temporelle, soit spirituelle, eurent d'Amoncourt pour auteur ou pour intermédiaire (4). Rien d'étonnant encore, quand on réfléchit à l'importance de la fonction de grand archidiacre qu'il remplit durant une vingtaine d'années. Il en fut encore ainsi, même après son élévation à l'évêché de Poitiers (5).

« M. de Longuey », ainsi l'appelait-on, avait à Chastenay (aujourd'hui Châtenay-Vaudin) une demeure où il reçut, en 1534 ou 1535, la reine de Navarre, et qui devait être d'importance (6). Ajoutons qu'il se rencontrait avec Givry dans un goût éclairé pour les arts, et accordait sa faveur aux artistes. On voit qu'en 1557 il fut parrain, avec une dame Tabourot comme marraine, d'un petit-fils, croit-on, du célèbre graveur langrois Jean Duvet. Nous aurons lieu de parler ailleurs de ses rapports avec Jacques Prévost, et de dire comment celui-ci dessina à la plume un croquis de l'évêque de Poitiers avec lequel il dînait chez le cardinal son protecteur (7).

Le peintre graveur et sculpteur franc-comtois était venu à Langres à leur appel. Ce fut vers 1549, 1550, et même sans doute les

(1) On trouve son nom mentionné dans le registre de la Confrérie de Saint-Didier et de celle de saint Renobert, à Langres.

(2) C'est ainsi qu'il accepta d'être parrain le 29 nov. 1557, avec Anne du Châtelet, du fils d'un certain Laurent Martin, « égyptien. » La marraine fut madame de Langres-Choiseul (*Arch. munic. Langres*, Inventaire n° 1467, cf. 1466).

(3) Pierre de Saint-Julien, dans ses *Mélanges*..., parle de ses grands biens et de « sa prudente libéralité envers ses parents et les pauvres. »

A Poitiers, à la cathédrale, d'Amoncourt fit refaire en 1555 la grosse cloche qu'avait autrefois fait fondre Guillaume de Charpagnes et que le temps avait détériorée. G. AUBER, *Hist. de la cathéd. de Poitiers*, t. II.

(4) On en trouvera des exemples au cours du présent ouvrage. Voir notamment plus loin, ch. I (II) et ch. III.

(5) *A. H. M.*, G. 109 (1558).

(6) Cf. *Inventaire Arch. de Langres*, n° 992, et *Arch. Haute-Marne*, f. non classé: vide infra, p. 139.

(7) Ce croquis, accompagné de celui du cardinal, figure dans une lettre curieuse de Jacques Prévost publiée en 1858. Cf. *La Renaissance*, 2^e partie, 2^e l.

années suivantes. C'est le temps où le cardinal de Givry fit faire des œuvres importantes dans sa cathédrale de Saint-Mammès.

Mais d'abord Jean d'Amoncourt utilisa les talents de Prévost, son compatriote, dans l'ornementation d'une chapelle qu'il y édifiait pour lui servir de sépulture, et qui alors portait le nom de chapelle de l'Invention de la sainte Croix (1).

Cette sorte de nécropole familiale, l'évêque de Poitiers l'avait préparée avec un goût exquis d'art et de piété. On l'appela depuis « La Pothière », en souvenir de lui. Une partie de son corps y fut ensevelie (2) dans un caveau (3) ménagé sous le carrelage, lequel reçut aussi les cercueils de son neveu François d'Amoncourt (4) et de son cousin Charles de Grilley (ou Grilly), tous deux chanoines de Saint-Mammès.

Venons maintenant à un personnage qui tint aussi un grand rôle sous l'épiscopat de Givry, du moins dans les dernières années.

FRANÇOIS MANGEARD, DIT COMESTOR ÉVÊQUE DE NÉGREPONT

François Mangeard, ou « Comestor », était né à Arnay-le-Duc (5), alors diocèse d'Autun, au début du xvi^e siècle et paraît avoir été le fils de Pierre Mangeard, lieutenant du roi au siège de cette ville. Selon la coutume du temps il latinisa son nom de famille.

(1) Elle fut bâtie en 1549-1550 et se trouve au bas-côté nord. Cf. *La Renaissance* 2^e P., livre II.

(2) L'autre partie fut portée à Montigny-sur-Aube, au château des d'Amoncourt, dans une chapelle assez semblable à celle de Langres et qui aurait également été construite par l'évêque de Poitiers, de concert avec sa belle-sœur Catherine du Châtelet. Cf. *La Renaissance*, loc. cit..

(3) Il fut ouvert le 19 juin 1885.

(4) François d'Amoncourt fut doyen du chapitre Saint-Jean de Chaumont, et chancelier de l'évêché en 1547. Il mourut en 1550. Charles de Grilly mourut probablement en 1554. Leur épitaphe se lisait au-dessus du caveau avant la Révolution. Notons qu'un des neveux de l'évêque de Poitiers, Élion d'Amoncourt qui mourut abbé de Boulancourt (Hte-Marne) (alors diocèse de Troyes) en 1587, se fit construire dans son monastère un cénotaphe somptueux, remarquable également au point de vue des arts.

(5) Notons qu'en 1536 un Claude de Longvy, écuyer, était seigneur d'Arnay, et en 1572 un Jean Mangeard, bailli et juge prévôtal au même lieu (*Arch. Côte-d'Or*, G. 755).

Il avait été « escolier », c'est-à-dire précepteur chez Girard de Vienne, capitaine gouverneur de Beaune, parent de Givry, et c'est sans doute cette situation qui attira sur lui les regards de l'évêque de Langres.

Docteur de Sorbonne, chanoine de Saint-Mammès en 1553, et archidiacre du Bassigny en 1560 (1), prédicateur apprécié, il devint coadjuteur du cardinal de Givry et fut sacré en 1559, évêque *in partibus* de Négrepont.

Nous avons un acte en date du 29 novembre 1551, en vertu duquel le cardinal, qui décidément ne se sentait plus aussi « portatif » que certains de ses collègues qui l'avaient naguère devancé en Italie(2), lui délégua comme vicaire général et pénitencier tous ses pouvoirs (3), notamment ceux de présider les synodes et de visiter paroisses et monastères. Mangeard garda ces hautes fonctions sous les successeurs de Givry. Jacques d'Helvis, Pierre de Gondi et Charles des Cars (4).

Ce fut un esprit fort distingué, un ecclésiastique aussi pieux qu'érudit.

On a de lui divers ouvrages (5). Mentionnons d'abord un manuscrit conservé à la Bibliothèque nationale parmi les manuscrits Gaignières (6). Nous en donnons ailleurs (7) le titre : *Les Antiquités et modernes singularitez du royal païs de Bourgoigne*, etc., et nous décrivons et apprécions la miniature sur vélin qui se trouve

(1) Chanoine de 1553 à 1560, archidiacre du Bassigny de 1560 à 1584. Il fut curé de Ravennefontaine, Chatoillenot et Esnoms. Il était en 1592 seigneur pensionnaire d'Hûmes et de Saint-Martin-les-Langres (*A. H. M.*, G. 57 liasse).

(2) Cf. *suprà*, p. 46.

(3) *Arch. Haute-Marne*, G. 15 liasse. — Un autre (?) acte donné à Mussy lui renouvelle ces hautes fonctions en précisant qu'il a le pouvoir de présider les synodes, de visiter les paroisses et monastères du diocèse (1555), *ibid.* (avec sceau et contre-sceau sur cire).

(4) *Arch. Côte-d'Or*, B. 12080, f^o 134 ; 12081, f^{os} 121, 240, 270. En 1574, il recevait de l'évêque des Cars une pension de cent écus d'or soleil. (*Arch. Haute-Marne*, G. 62). Cette même année, il accompagne ce prélat au devant de Henri III, qui revenant en France, après la mort de Charles IX, passa par Langres, d'où il se rendit à Reims avec l'évêque de Langres pour y être sacré.

(5) Voir 2^e part., livre I : *La Renaissance*, François Mangeard.

(6) Ms. fr. 25.208.

(7) *Ibid.*

au début. Elle représente, outre Girard de Vienne et plusieurs membres de sa famille, l'auteur lui-même offrant sa composition à son Mécène. Quant au manuscrit lui-même, c'est du reste une compilation sans grande valeur, l'un de ces essais d'historiographie dynastique, où la critique a moins de part que la courtoisie.

Une entreprise qui fait honneur à Mangeard, c'est son édition (1) des œuvres de saint Bernard, qu'il dédia à Louis de Rye, évêque de Genève et abbé d'Auberive. Il y publia deux traités de l'abbé de Clairvaux non encore imprimés et qu'il avait découverts dans la bibliothèque de la maison de Sorbonne : le *De diligendo Deo* et le *De amore Dei*. Cette publication doit lui valoir la reconnaissance des lettrés et des âmes chrétiennes.

L'évêque de Négrepont paraît ainsi avoir été un laborieux et un modeste, et le concours qu'il donna au cardinal de Givry ne fut pas le moins apprécié de tous. Quand Jean d'Amoncourt dut enfin se rendre dans son diocèse de Poitiers, c'est sur Mangeard que le prélat vieillissant se reposa, on l'a vu, du soin de gouverner — *ad universalitatem causarum* — son vaste diocèse.

Il mourut à Langres le 17 juin 1584 et fut enterré dans la cathédrale, à la chapelle du neuf-autel. On lisait sur sa tombe cette épitaphe rapportée par Théodecte Tabourot (2) :

« *Hanc acerrimo indagatori rerum sacrarum et antiquitatis Francisco Mangeard episcopo Nigropotensi testem ejus memoriæ sui ponendum curaverunt...* »

PHILIBERT DE BEAUJEU ÉVÊQUE DE BETHLÉEM

N'était la place que tinrent d'Amoncourt et Mangeard auprès de la personne du cardinal de Givry et dans l'administration de son diocèse, nous aurions dû commencer par mentionner un autre de ses coadjuteurs : Philibert de Beaujeu, issu d'une vieille famille

(1) Voir notre autre volume : *La Renaissance*, 2^e P., liv. I.

(2) *Hist. des saintes Reliques* f^o 456. (ms. à la B. soc. h. et a. de L.).

■ Son testament se trouve indiqué, dit ROUSSEL, *op. cit.*, I, p. 178, au 13^e registre des insinuations ecclésiastiques, f^o 590 (*Arch. Haute-Marne.*) Sur ses héritiers d'Arnay, cf. A. C. D., G. 755 (1586).

de la Comté, qui pouvait avoir aussi quelque lien de parenté, à un degré éloigné, avec Givry (1).

Celui-ci à son arrivée à Langres le trouva à ses côtés. C'est que déjà, sous l'autorité de son prédécesseur Michel Boudet, Philibert de Beaujeu, religieux de Saint-Bénigne de Dijon, où on le trouve comme novice dès 1502, remplissait au diocèse de Langres des fonctions épiscopales.

Auparavant il avait été grand-prieur, en 1522, de Saint-Germain d'Auxerre, dont son oncle François de Beaujeu, qui fut chambrier de Saint-Bénigne, était abbé.

Philibert était un homme pourvu de grands moyens ; docteur en « décret » et en théologie, il fut un temps gouverneur d'Auxerre avec Edme Morlon et Hugues de la Faye, devint conseiller aumônier ordinaire et maître des requêtes de la reine Éléonor, la seconde femme de François I^{er}, qui était, comme on sait, sœur de Charles-Quint. Ceci nous ouvre un jour sur le crédit qu'il put avoir auprès de Givry.

Il fut abbé de Saint-Séverin d'Aire (2), comme celui-ci, ainsi que de la Fère en Guyenne, et sur la désignation de Marie d'Albret, duchesse de Nevers, veuve de Charles de Clèves, le pape Clément VII, par une bulle du 1^{er} septembre 1524, le fit, après Martin Dulcis, titulaire de l'évêché de Bethléem. Ce siège était alors, depuis le temps des croisades, à Clamecy (3) en Nivernais : évêché qui à l'ombre de sa cathédrale ne comptait point un nombre considérable de fidèles, et dont le soin laissait quelque loisir.

Givry le nomma doyen de Notre-Dame de Tonnerre, en 1530 ; en

(1) Il était issu des Beaujeu, de la Comté, alliés des Vergy, des Bauffremont. (Cf. Dr BERTIN, *La vérité sur Philibert de Beaujeu*, dans : *Bulletin Société nivernaise des lettres*, 1906 ; et déjà son *Histoire généalogique de la maison des Beaujeu-sur-Saône*. Voir au t. III, pl. IV et V, le sceau et la signature de Philibert de Beaujeu. Cf. p. 37, et *in fine*, le tableau généalogique des Beaujeu, branche des Chazeuil, d'où issait l'évêque de Bethléem.

(2) *Gallia chr.*, I, 1180.

(3) Il avait été établi dans cette ville par le pape sur la demande de Guillaume IV, comte de Nevers, mort à la Croisade en 1169 et enterré à Bethléem, lequel constitua la mense du nouvel évêché. La bourgade de Judée, qui vit la naissance du Christ, était trop peu fortunée pour l'entretenir. — On sait que la possession du titre d'évêque de Bethléem a été transférée (*usquequo* ?...) à l'abbé de Saint-Maurice en Valais. Cf. L. CHEVALIER LAGENISSIÈRE, *Histoire de l'évêché de Bethléem*, pp. 185 ss.

1536 François I^{er} le fit doyen de l'église d'Avallon. Le 11 juillet 1555 il fonda dans sa cathédrale un chapitre de chanoines, fondation approuvée le 13 juillet 1556 par le cardinal de Givry, abbé de Saint-Bénigne. Mais déjà Philibert de Beaujeu était mort à la fin de 1555. Il avait aussi enrichi de reliques insignes l'église Saint-Martin de Clamecy, reliques de saint Martin et de la Vraie Croix.

Beaujeu nous fait l'effet d'avoir eu un rôle considérable dans le vaste diocèse de Langres, tout au moins en ce qui concerne les fonctions liturgiques épiscopales, pour lesquelles le cardinal paraît l'avoir délégué habituellement.

En 1526, en effet, il était devenu suffragant de Michel Boudet et son suppléant, dignité que lui conserva Claude de Longvy. Il était également suffragant de l'évêque d'Auxerre, François II de Dinteville, et de celui d'Autun, Jacques Hurault. On pourrait dire qu'il fut en quelque façon l'évêque bourguignon par excellence. Dans toute la province ou presque, il faisait des visites pastorales, des confirmations et ordinations, et infatigable, consacrait les églises et les autels. Indiquons celles de ces cérémonies qui sont à notre connaissance, en ce qui concerne l'ancien diocèse de Langres.

En 1529, il avait consacré, *sede vacante*, l'église nouvelle de Saint-Michel de Dijon (1), et le 15 août, Notre-Dame d'Étang (2). Il consacra en 1543 le chœur restauré de l'église collégiale de Chaumont (3), en 1546 la chapelle de l'hôtel-Dieu de Châteauvillain, le 25 juin 1547 la chapelle édifiée par le procureur Jean Lodier au chevet de l'église Saint-Médard à Dijon, avec la permission du cardinal (4), le 3 juillet 1547 la chapelle du château de Verrey-sur-Drée, du diocèse d'Autun, en 1548 la chapelle de la Forest-sous-Fralignes (5), en 1551 Saint-Jean-Baptiste de Châtillon-sur-Seine, le 1^{er} mai 1552 la chapelle érigée à Montigny-sur-Aube, par la dame du Châtelet, veuve de d'Amoncourt (6).

(1) Cf. ÉT. METMAN, *L'Eglise Saint-Michel de Dijon*.

(2) Cf. *infra* p. 148.

(3) Cf. L. GODARD, *Histoire de l'Eglise Saint-Jean-Baptiste de Chaumont*.

(4) *Arch. Côte-d'Or*, G. 135 f^o 534.

(5) Cf. VIGNIER, *Décade*, II, ch. 18.

(6) PIETREQUIN DE GILLEY, *Hist. gén. et part. de la ville et du diocèse de Langres*, p. 388.

Le 22 août 1555 il consacra l'église paroissiale de Molesme (1).

Citons encore les bénédictions de plusieurs cimetières : tels celui de l'hôpital neuf à Dijon (en 1531) (2), et en 1536 deux cimetières à Tonnerre pour les paroisses Notre-Dame et Saint-Pierre qui les destinaient, si l'on peut dire, à faire concurrence au cimetière de l'abbaye Saint-Michel. Celle-ci, en vertu d'une bulle d'Alexandre III, revendiquait le monopole d'enterrer chez elle les habitants de la ville morts *ab intestat*, et d'autres encore sans doute. Elle fit interdire les cimetières bénits par le coadjuteur de Givry, et même déterrer les cadavres (3).

Ajoutons que ce fut Beaujeu qui promulgua le 16 avril 1538 la bulle du Pape Paul III sécularisant l'abbaye de Vézelay au diocèse d'Auxerre, que le 1^{er} juillet 1548 il était présent à Saint-Bénigne de Dijon, lorsque le roi Henri II, à genoux devant le grand autel, prêta selon l'usage le serment de respecter les libertés de la ville (4).

On le voit déjà, ce n'est point l'éclat de la noblesse et des dignités qui manque à la curie épiscopale de Givry. C'est une cour de prélats des plus distingués qu'il dirige et inspire.

Sans avoir été prélat — il faillit du reste devenir évêque de Langres après le cardinal — voici encore un très grand personnage qui lui touche de près.

ANNE DU CHATELET ABBÉ DE FLABÉMONT

Anne du Châtelet (5), troisième fils d'Huet du Châtelet et de Guillaumette d'Amoncourt (6), était un parent éloigné du cardi-

(1) *id.*, *ibid.*

(2) *Arch. munic. Dijon*, Inventaire, t. II, E. 2.

(3) ROUSSEL, *op. cit.*, III, p. 337.

(4) *Arch. munic. Dijon*, B. I, f^o 330-331.

(5) Nom pris du château du Châtelet près Neufchâteau, commune d'Hardéchamp. Cf. DOM CALMET : *Notice généalogique de la maison du Châtelet*.

(6) Il était frère de Pierre du Châtelet, sénéchal de Lorraine, et de Jean du Châtelet, gouverneur de Langres.

nal de Givry et le cousin germain de Jean d'Amoncourt (1). Ce fut aussi un personnage de premier plan dans l'Église de Langres du XVI^e siècle.

Résumons d'après la notice que lui a consacrée le docteur Michel Brocard (2), sa carrière et les traits de son caractère. On verra par là même quel put être son rôle auprès du cardinal.

Né après 1510, il prit possession en 1539 de l'abbaye de Flabémont, de l'ordre des Prémontrés, (3) dont il était devenu abbé commendataire en 1526. Il était déjà aumônier du Roi et chanoine de Langres (4). En 1546 il devient archidiacre du Tonnerrois (5). Il est encore abbé de Beaulieu (6) près Hortes, prieur de Suzy, près Prauthoy, en 1559. La même année il succède aussi à Jean d'Amoncourt comme grand-archidiacre de Langres. Déjà le cardinal de Givry l'avait choisi comme grand-vicaire en 1555 (7).

Il est député par le chapitre de Langres au colloque de Poissy avec Anselme Petit, Nicolas de Giey, Maximilien de Gasse de Rouvroy (9 septembre 1561).

C'était quelques semaines après la mort de Givry. Il est mis sur les rangs pour lui succéder (8). On sait qu'à « l'élection » du 1^{er} février 1562, ce fut, sur l'ordre du roi, Jacques d'Helvis qui fut choisi.

Anne du Châtelet, comme François Mangeard, garda ses fonctions de grand-vicaire sous le nouvel évêque et sous ses successeurs Pierre de Gondi et Charles de Perusse des Cars, au nom duquel il prit possession comme procureur en 1572. Il était protonotaire apostolique.

(1) Sa sœur Claude avait de plus épousé Jean d'Amoncourt, frère de l'archidiacre, et seigneur de Montigny-sur-Aube, Cusey, Latrecey, capitaine de Saulx-le-Duc, grand gruyer de Bourgogne † 1567 (*Arch. Haute-Marne*, G. 505).

(2) *Anne du Châtelet et son tombeau à la cathédrale de Langres, notes d'épigraphie héraldique*, 1920.

(3) Alors au diocèse de Toul, à Tignécourt, canton de Lamarche (Vosges).

(4) Déjà le 1^{er} mai 1537. Cf. *Matricula insignis Ecclesiæ Lingonensis* (*Bibl. munic. de Langres*, ms. 54, 55).

(5) ROUSSEL, *op. cit.*, IV. p. 152.

(6) DOM CALMET, *op. cit.*, p. 71.

(7) Avec, comme collègues, Anselme Petit, archidiacre du Dijonnais, Philippe Berbis, doyen de la Sainte-Chapelle de Dijon, depuis 1557, et François Mangeard, évêque de Négrepont depuis 1559.

(8) Cf. Tabourot. *Hist. des saintes reliques*, p. 526, VIGNIER, *Décade historique*, II, p. 233.

Dans sa province natale, l'abbé de Flabémont fut « conseiller » du duc de Lorraine Charles III, abbé commendataire de Clairlieu, près Nancy, enfin grand « sonrier » du chapitre noble (1) des dames chanoinesses de Saint-Pierre de Remiremont (1566).

Anne du Châtelet vécut surtout à Langres où il mourut en 1590.

« Il semble résumer dans sa personne, dit le docteur Brocard, toute l'illustration et la dignité de l'Église de Langres au XVI^e siècle. » Docteur *in utroque jure*, il collabora en 1580 au remaniement de la « Coutume du Bassigny. » C'était aussi un esprit cultivé, ouvert aux choses de l'histoire et de l'art. Dans sa maison de la rue Saint-Paul, qu'il avait, suivant Vignier, fait bâtir, il avait réuni divers échantillons des antiquités gallo-romaines mises au jour par l'effet de nombreux travaux alors exécutés dans la ville de Langres, fragments de sculptures, stèles, bas-reliefs, inscriptions; il les avait fait sceller dans un mur de son jardin formé par les anciens remparts (2). Ajoutons que son nom figure sur les registres des trois confréries langroises alors en honneur, celles de saint Didier, de saint Renobert (3), et du Saint-Sacrement (4).

L'Église de Langres conserva longtemps le souvenir de cet important personnage.

Il se l'était, du reste, assuré d'avance par ses fondations pieuses et par le tombeau qu'il avait fait dresser de son vivant dans la cathédrale.

Il avait légué une partie de sa grande fortune au collège de Langres, dont une fondation de 50 écus pour une messe des écoliers (5).

A la cathédrale, ses générosités lui avaient valu le privilège accordé seulement, dit dom Calmet (6), aux personnes de mérite ou d'un

(1) L'abbesse était alors Renée de Dinteville.

(2) Cf. BRESSON, *Les maisons canoniales de la ville de Langres*, dans *Mém. soc. hist et arch. de Langres*, t. IV, p. 155.

(3) Cf. ROUSSEL, II, p. 304 : il figure tout après Claude de Longvy et Jean d'Amoncourt (1544).

(4) *Ms. Bibl. munic. de Langres*, n° 67. Copie à la bibl. Soc. h. et a. de Langres. Notons encore que le 29 novembre 1552, il tint sur les fonts baptismaux un enfant d'humble origine : Mammès, fils de Martin « égyptien », avec Jehan d'Amoncourt et Madeleine de Lanques. Cf. JULLIEN DE LA BOULLAYE (*Inv. Arch. munic. de Langres*, n° 1465).

(5) Voir *La Renaissance*, 2^e P., livre I.

(6) *Op. cit.*, p. 73.

rang très distingué, de la nomination à haute voix au « Memento » des défunts : tous les jours, à la grand'Messe, un enfant de chœur placé à un côté de l'autel, annonçait au célébrant : *Memento cardinalis de Givry et Annae du Chatelet* (1).

Cette curieuse mention du grand-archidiacre ajoutée à celle du cardinal ne surprend plus, quand on sait (2) que déjà le chapitre de Langres lui avait accordé d'être enterré dans le sanctuaire — faveur jusque là réservée aux seuls évêques — à côté de Givry.

Jusqu'à la Révolution, sa tombe se voyait en effet, dans le chœur, du côté de l'Épître, à droite du grand autel, près de celle du cardinal de Givry (3).

Elle était en bronze rehaussé d'ornements en cuivre doré.

L'abbé de Flabémont y figurait, couché, revêtu d'une chasuble recouvrant un long manteau flottant et fourré d'hermines, portant toute sa barbe. Il avait les mains jointes, doigts étendus, la crosse abbatiale appuyée sur le pli du coude droit, et la volute en dehors ; sur la tête, une barrette à trois pointes. A la partie inférieure des jambes, un cartouche carré, sommé d'une crosse tournée à droite, contenait dans une couronne de feuillage les armoiries de l'illustre maison du Châtelet (4). Sous les pieds une tablette présentait une inscription précédée de ces mots : *Châtelet, abbé de Flabémont* (5).

JEAN LEFÈVRE

SECRÉTAIRE DU CARDINAL DE GIVRY

Voici maintenant le secrétaire Jean Lefèvre, chanoine de Lan-

(1) Cf. *infra in fine* : *Le testament du cardinal de Givry*.

(2) Délibération du 22 décembre 1583. Cf. *Arch. Haute-Marne*, fonds du chapitre (non classé) : Titres de la chapelle du Saint-Sépulcre. Cette faveur fut refusée à la même époque à l'archidiacre Gérard Travaillet, qui cependant donnait vingt mille livres pour l'obtenir. Il fut admis à être enterré au seuil du chœur.

Notons que ce même archidiacre, ayant la cure de *Chalancey*, fit exécuter dans l'église de cette paroisse certains travaux. La fresque représentant l'Adoration des Mages — qu'on y voit encore — lui doit peut-être son origine. Sa sœur fut enterrée au chœur de cette église.

(3) La représentation en plan nous a été conservée par dom Calmet d'après une gravure de Ravenet.

(4) D^r. M. BROCARD, *op. cit.*, p. 30.

(5) Les dates du décès sont en blanc, ce qui semble indiquer que le grand-archidiacre avait composé l'inscription de son vivant et fait faire lui-même le monument.

gres, longtemps aussi secrétaire de l'évêché, plus directement, semble-t-il, attaché à la personne du cardinal de Givry. Il fut encore chanoine de Saint-Pierre de Bar-sur-Aube et curé de Rizaucourt.

Dijonnais d'origine et de cœur (1), il était apparenté à la remarquable famille des Tabourot, étant l'oncle du facétieux et spirituel seigneur des Accords, lequel a rapporté son épitaphe dans son livre des « Bigarrures ». Jean Lefèvre, né en 1492, mourut en 1572.

C'était un « polyphile » curieux de science et d'art, et un lettré de race qui mériterait d'avoir une notice dans l'histoire littéraire, dans celle en particulier de la poésie française avant la Pléiade. Ne fut-il pas l'un des bons ouvriers qui la préparèrent en lui fournissant l'instrument dont allaient se servir les Joachim du Bellay, les Baïf et les Pontus de Thyard ? Il est l'auteur de l'un des premiers, sinon du premier *Dictionnaire de rimes françaises*, publié par son neveu mentionné plus haut, d'une traduction en vers français des *Emblèmes d'Alciat* qu'il dédia à l'amiral Chabot, et de quelques autres œuvres inédites, dont un petit traité sur la façon de fabriquer les cadrans solaires. Nous parlerons plus longuement ailleurs de ce personnage (2).

Parcourons toujours la galerie de ces hommes de valeur dont le « grand cardinal », comme on l'appela longtemps encore après sa mort au diocèse de Langres, sut s'entourer. Ce nous est un émerveillement. Seules les grandes âmes et de vrai mérite ne craignent point de tels voisinages et renoncent en faveur du bien général au triomphe mesquin que vaut à d'autres, par l'effet du contraste ou de l'harmonie, un entourage médiocre.

*
* *

Nous aurions à mentionner encore (3), parmi ceux qui nous sont connus par quelque ouvrage, le chanoine Claude Félix (4), de Mont-

(1) En 1554 il figure toujours au rôle des habitants de Dijon (*A. M. D.*, I., 691).

(2) Voir *La Renaissance*, 2^e P., livre I : *Jean Lefèvre*.

(3) Nous empruntons plusieurs des renseignements qui vont suivre à l'ouvrage de ROUSSEL, *Le diocèse de Langres*, t. IV, passim, et à l'obituaire de Saint-Mammès dont M. Jacques Laurent prépare la publication pour le nouveau *Recueil des historiens de la France*.

(4) Docteur en théologie, chanoine de 1510-1543.

gny-sur-Aube, qui avait été vicaire général de Michel Boudet et écrivit une brève historiographie des évêques de Langres (1), ainsi qu'un poème sur saint Mammès. Il fut surnommé le Père des pauvres. Une de ses bonnes œuvres fut de faire construire près de Brevoines la chapelle de Saint-Sauveur, d'aménager aux alentours des « maisonnettes » et un cimetière pour les « pestiférés » (2). Le chancelier Jean Cavanyac (3), de même, était l'auteur d'un Catalogue des évêques de Langres qui paraît perdu. Perdus aussi, et c'est regrettable, les Mémoires d'un autre chanoine de Saint-Mammès, Claude Demongeot (4). Nous aurons l'occasion de parler ailleurs de l'érudit chanoine médecin Richard Roussat (5) et de ses curieux ouvrages ; et nous devons mentionner encore le savant rubriciste Claude Perrenot (6) apparenté aux Granvelle, qui collabora aux éditions de livres liturgiques faites sous les auspices de Claude de Longvy (7).

Nous aurions dû citer d'abord les archidiacres et les vicaires généraux de Givry, c'est-à-dire outre d'Amoncourt, Mangeard et Anne du Châtelet : Anselme Petit l'Ancien (8) de Langres, bienfaiteur de la cathédrale, qui fut pendant quarante ans archidiacre du Dijonnais, André de Leval (9), doyen de la Sainte-Chapelle de Dijon, qui reçut comme chambrier Claude de Longvy à l'évêché de Langres, après avoir enquêté sur son élection au nom du métropoli-

(1) *La Renaissance*, 2^e Part., livre I.

(2) ROUSSEL, II, p. 299.

(3) Gradué ; chanoine de 1551 à 1568 ; curé de Curmont, Ravennefontaine, Bèze, Montlandon ; chancelier de 1560 environ à 1570.

(4) Né à Parnot, curé de Poyans, puis de Montlandon, chanoine de 1548 à 1568. Il donna à l'église de Poyans un reliquaire en forme de bras, comme celui qu'on voit à Brevoines, qui est un don probable de Givry.

(5) Chanoine de 1518 à 1553, † 1555.

(6) Chanoine de 1557 à 1610, † 1615, curé de Saint-Martin-les-Autreville, Percey-le-Grand et Achey.

(7) Voir plus loin, ch. II.

(8) Licencié en droits, chanoine de 1505 à 1571, archidiacre du Dijonnais, vicaire général, curé de Rivières-les-Fosses ; ne pas confondre avec Anselme Petit Douxciel, « patrice langrois », auteur du *Speculum phisionomicum*, Langres, 1648, in-8° avec fig. (Cf. A. LACORDAIRE, dans *Bull. S. H. et A. de L.*, t. I.).

(9) Chanoine de Langres de 1498 à 1523, puis doyen de la Sainte-Chapelle de Dijon, prieur d'Époisses, conseiller au Parlement de Bourgogne, curé d'Esnooms, † 1548.

tain de Lyon, et fut, ainsi que Philippe Berbis (1), son vicaire général pour la Bourgogne, François Legoux (2), l'archidiacre du Barrois avec qui il eut quelque peu maille à partir, Tanguy de Trongal (3), archidiacre du Tonnerrois, ainsi que Jacques de Trignac (4), archidiacre du Bassigny, lequel le fut ensuite du Barrois, le doyen Jean Pignard (5), bienfaiteur insigne de la cathédrale, Claude de Bauffremont (6), parent du cardinal, comme les d'Amoncourt et Anne du Châtelet, archidiacre du Bassigny, et futur évêque de Troyes, René d'Amoncourt (7), abbé de Saint-Remi de Reims, archidiacre du Tonnerrois, au moment de la mort du cardinal, et plus tard du Langrois, Edmond de Giey, auteur du *Pouillé* de 1541 (8), Jean Thibaut (9), archidiacre du Langrois, puis du Bassigny.

Ajoutons Simon de Saint-Belin (10), chantre et recteur des écoles du diocèse, comme qui dirait inspecteur de l'enseignement ; puis encore les vicaires pour le gouvernement de ses abbayes, tels Paris de Cirey (11) à Saint-Étienne, et Perpétue de Henriot (12) à Saint-Bénigne, qui furent tous deux des hommes de valeur.

(1) Dijonnais, né en 1525, fils de Philibert B., docteur *in utroque*, conseiller et aumônier du roi, conseiller du Parlement de Bourgogne, curé de Saint-Philibert de Dijon, trésorier, puis doyen de la Sainte-Chapelle en 1571, député en 1576 par le bailliage de Dijon aux États généraux de Blois. — Cf. *Arch. Côte-d'Or*, B. 12080, f. 22.

(2) Curé de Recey, d'Orbigny-au-Mont, archidiacre du Barrois de 1531 à 1579.

(3) Chanoine de Langres de 1515 à 1534.

(4) Chanoine de 1532 à 1534, archidiacre du Tonnerrois, de 1534 à 1546, puis du Barrois.

(5) Né à Langres en 1483, licencié ès droits, chef de la psalette, chanoine en 1505, doyen de 1519 à 1549, † 1550.

(6) Trésorier de 1548 à 1549, simple chanoine de 1552 à 1555, archidiacre du Bassigny, de 1555 à 1557, prieur de Saint-Geosmes, puis évêque de Troyes après Ant. Caracciolo.

(7) Docteur en théologie, abbé de Saint-Remi de Reims, prieur de Sainte-Germaine de Bar-sur-Aube, et de Colombey-les-deux-Églises, chanoine en 1558, archidiacre du Tonnerrois de 1559 à 1590, prêtre seulement en 1586, archidiacre du Langrois, † 1595, seigneur de Piépape et des Loges.

(8) *Bibl. nat.*, ms. lat. 1549 ; Bib. G. Sém. de Langres (publié par Vouriot).

(9) Licencié ès droits, archidiacre du Barrois (1530-41), trésorier du chapitre (1541-1545).

(10) Ancien chanoine de Chaumont, son pays, de 1530 à 1536, chanoine chantre de Saint-Mammès de 1536 à 1567, il fonda une messe quotidienne à la chapelle de Saint-Pierre et Saint-Paul à Saint-Mammès, et y fut inhumé ; curé de Varennes, Ormancey, etc. — Voir *A. C. D.*, G., 1154.

(11) Cf. *suprà* : *L'Abbaye de Saint-Étienne*.

(12) Cf. *suprà* : *L'Abbaye de Saint-Bénigne*.

Faisons une place à part aux aumôniers et familiers du cardinal, comme Prudent Gaignot (1), curé de Brennes, et son frère Guillaume Gaignot (2), Bernard Louot (3), curé de Mantoche et de Prauthoy, doyen rural de Langres, futur prieur de Saint-Léger avant Anne des Cars, Mathieu Gobin auquel Nicolas Bourbon adressait des vers exaltant jusqu'aux nues ses talents musicaux (4), Louis Clémenceau, curé de Til-Châtel (5), Jean Joubert (6), secrétaire de l'Évêché, prieur de Larrey, curé de Bernon, futur archidiacre de Rouen, puis du Bassigny, qui fut un des exécuteurs testamentaires du cardinal, et devait être l'un des hommes de confiance du second cardinal de Givry, abbé à son tour de Saint-Bénigne, Pierre Maladière (7), curé de Villon et chanoine de Mussy. Ces personnages paraissent l'avoir assidûment entouré durant ses dernières années.

Voilà, croyons-nous, le cercle immédiat de Givry, en dehors de ses relations de Cour et de famille.

N'oublions pas le jeune chanoine Jean Tabourot, dijonnais de naissance, futur official du Chapitre, homme de talent s'il en fut, écrivain et entendu aux arts (8), ni le doyen Gabriel le Gênois (9), futur évêque de Noyon, ni le savant et éloquent trésorier Prudent de Récourt (10).

(1) Chanoine de 1559 à 1567, curé de Lantages, Brennes, etc.

(2) Gradué, curé de Noidant-le-Rocheux et d'Orbigny-au-Mont, secrétaire aussi de l'évêque Jean d'Amoncourt, et aumônier du cardinal de 1546 à 1559 (?) ; chanoine en 1559.

(3) Doyen rural de Langres de 1557 à 1558 (curé de Saint-Pierre ?) (ROUSSEL, IV, p. 172). Il fut aussi curé de Diénay, Échannay, Prauthoy (1560) et prieur de Saint-Léger en 1563.

(4) Cf. *La Renaissance* 2^e P., liv. I.

(5) En 1560 (cf. ROUSSEL, IV, p. 133).

(6) Il était de Roécourt-la-Côte, prêtre en 1541, chanoine de 1558 à 1592, † 1600. — Cf. *Arch. Côte-d'Or*, G. 1053.

(7) Notaire apostolique, † vers 1585.

(8) Né en 1519, docteur ès droits ; il fut sous les successeurs de Givry vicaire général et official, chanoine trésorier de Bar-sur-Aube, chanoine de Saint-Mammès de 1547 à 1595, archidiacre du Barrois, député de la Chambre diocésaine, député à Sens à la rédaction de la Coutume, curé de Villars-en-Azois, Saint-Jean de Dijon, Montlandon, Cohons, etc. Cf. *La Renaissance*, 2^e Part.

(9) Gradué, né à Langres, doyen du chapitre (prêtre en 1564) de 1550 à 1588, † 1589, évêque de Noyon (ROUSSEL, IV, 100).

(10) Licencié ès droits, official en 1510, archidiacre du Barrois en 1511, trésorier de 1517 à 1539. Il fut maître de la Maladière à Langres. Cf. VIGNIER, *Déc.*, II, p. 370.

Faut-il citer encore d'autres personnages qui nous semblent, d'après leurs fonctions, avoir été davantage en rapport avec le cardinal de Givry ? Voici encore des membres de sa curie épiscopale : chanceliers et secrétaires de son évêché, tels que Philibert Bouvot l'ancien (1), François d'Amoncourt (2), neveu du grand-archidiacre qui devint évêque de Poitiers, le protonotaire Pierre de la Mousse, dit de Plaisance (3), Edme de Lenoncourt (4) de la famille des cardinaux de ce nom, archevêques de Reims, Nicolas Contet (5), Jean de Voisines (6), procureur du cardinal, secrétaire « concierge » et notaire de l'Évêché, l'auteur, croit-on, du « Rôle » de 1547 (7), les secrétaires Claude Lacordaire (8), bienfaiteur insigne de la cathédrale, Bertrand et Pierre Balavoine (9), Denis Blanchet (10) chancelier et official, qui avait été député en 1528, au concile de Lyon présidé par Claude de Longvy, alors évêque de Mâcon, un autre official encore, Claude Louis l'ancien (11), maître-ès-arts, chambrier du chapitre, Anselme Petit le jeune (12), le scelleur de l'évêché à Dijon Nicolas Gaultherot (13), Nicolas de Giey l'ancien (14), chancelier également, futur vicaire général, et député avec Anne du Châtelet au colloque de Poissy.

Si nous jetons nos regards un peu plus loin, nous devons signaler au moins quelques autres membres du vénérable chapitre :

- (1) Secrétaire de l'évêché de 1538 ou 1541 à 1551.
- (2) Chancelier en 1547, † 1550, enterré à la « Pothière ».
- (3) Chanoine de 1545 à 1564, curé de Bagneux, doyen rural de Tonnerre, doyen-curé de Pierrefaite, chancelier de 1555 à 1560 environ.
- (4) Chancelier de 1547 à 1555 environ.
- (5) Chanoine de 1519 à 1538, curé de Bannes et de Montlandon.
- (6) Chanoine de 1555 à 1563.
- (7) Voir *infra*, 2^e sect., II.
- (8) Gradué, chanoine de 1560 à 1572, curé de Saint-Pierre de Langres, etc., enterré à la chapelle de la Translation des reliques de saint Mammès.
- (9) Licencié en droit canon, chanoine de 1518 à 1529, chancelier de 1518 à 1535. — Pierre B., chanoine de 1536 à 1571 ; de Chaumont.
- (10) Curé de Maulain, licencié en droit, chanoine de 1323 à 1546, chancelier de 1535 à 1546.
- (11) Curé de Bienville, chanoine de 1520 à 1563.
- (12) Chanoine de 1535 à 1542, curé de Rivière-les-Fosses, Rolampont, Mandres, Voisines, etc.
- (13) Chanoine-chantre de la Sainte-Chapelle de Dijon, scelleur en 1538.
- (14) Chanoine de 1530 à 1531, puis de 1539 à 1579, député en 1561 au colloque de Poissy, puis chancelier, vicaire général, archidiacre du Barrois de 1579 à 1590, etc.

Philippe de Choiseul (1), ancien abbé de Beaulieu, bienfaiteur de la cathédrale, le protonotaire Jean de Sommyèvre (2), Jean Boelly (3), Louis de la Haye des Salles (4) auquel le cardinal confia l'administration de l'abbaye de Septfontaines, Gilles de Giey (5), Jean Guilot (6), François Bégat (7), secrétaire du chapitre, parent du président Jean-Baptiste Bégat, connu par son opposition au protestantisme à Dijon, l'official du chapitre Jean Desbarres (8), Hector Guerrier (9), Étienne de Mandreville (10), Christophe de Dámas (11), Jean Cybérand (12), Jean Gobin ou Jobin (13), Bénigne de Machecol (14), Simon Boisseau (15), François Raviet (16), Antoine Bouvier (17), et Nicolas Petit l'ancien (18), tous deux bienfaiteurs de la cathédrale; Jacques Tabourot (19), l'aîné de Jean, les chanoines Pithois (20), Thomas, Louis et François, bienfaiteurs de la cathédrale, Antoine

(1) Chanoine de 1526 à 1549; il fonda la chapellenie de Saint-Philippe et Saint-Jacques à la cathédrale.

(2) Licencié en droit canon, chanoine de 1525 à 1536.

(3) Docteur en théologie, chanoine de 1516 à 1531.

(4) Chanoine de 1528 à 1533.

(5) Licencié en droit, doyen du chapitre de Chaumont, de 1503 à 1545, chanoine de Langres de 1483 à 1545.

(6) Licencié en droit civil, chantre, † 1536, curé de Charmes.

(7) Secrétaire du chapitre, de 1531 à 1547.

(8) Gradué, né à Dijon, chanoine de 1555-1608, curé de Rivières-le-Bois, Genvrières, etc.

(9) Docteur ès droits, chanoine de 1512 — 1530, délégué au concile de Lyon en 1528.

(10) Docteur en théologie, théologal, chanoine de 1536 à 1552, curé de Saint-Martin de Langres.

(11) Docteur *in utroque*, chanoine de 1547 à 1562.

(12) Licencié *in utroque*, chanoine de 1527 à 1534, curé de Giey-sur-Aujon.

(13) Sgr de Bournay, au dioc. de Bourges, proton. ap., chan. de Bar-sur-Aube, puis de Langres, de 1549-1570.

(14) Dijonnais, chanoine-trésorier de 1540 à 1560.

(15) Chanoine de 1513 à 1543, curé de Saint-Pierre.

(16) Chanoine de 1526 à 1541, archidiacre du Bassigny de 1541 à 1554.

(17) Chanoine de 1507 à 1532, curé de Saint-Pierre.

(18) Langrois, gradué, chanoine de 1532 à 1584, curé de Corlée, etc...

(19) Dijonnais, chanoine de 1527 à 1554.

(20) Thomas Pithois, d^r en th., de Bar-sur-Aube, chanoine et chambrier de 1530 à 1572, prédicateur et chanoine de Bar-sur-Aube, curé de Saint-Pierre, Saint-Maurice-sur-Vingeanne, Montsaugéon, Veuxhaule, etc. — Louis P. docteur en théologie, néologal et professeur de théologie à Langres, † 1536.

Petit (1), Jean Thibaut (2), Jacques Regnauld, professeur à l'Université d'Angers (3), Étienne Gironnet (4), Jean Petit (5), Jean Girault (6), Michel Séclier (7), Jean Bouvot (8), Guillaume Lepage (9), Jacques de Choiseul (10), Mathieu Buchelet (11), Gui Maignien (12), Denis Saulaye, Hugues Girard, Nicolas Vesou (13) qui reconstruisit l'église de son village natal.

Il nous faut clore ce palmarès, car c'en est un (14). Nous retrouvons presque tous ces noms dans l'histoire du diocèse de Langres au ^{xv}^e siècle, et de l'épiscopat du cardinal de Givry. Ils y paraissent avec honneur, signalés par leur rôle, leurs talents, leurs bienfaits, et souvent — ce qui ne gâte rien — avec le renom d'hommes de savoir et de goût, entendus aux lettres et aux arts. Jamais peut-être l'Église de Langres ne parut entourée de plus d'éclat et mériter plus de considération. (15).

III

La plupart des hommes qui formaient l'entourage de Givry,

(1) Frère d'Anselme, gradué, chanoine de 1545 à 1588, prieur de Belroy, curé de Rivières-les-Fosses, etc.

(2) Secrétaire du chapitre, chanoine de 1527 à 1530.

(3) Né à Tours, docteur ès droits, chanoine de 1516 à 1536.

(4) Gradué, chanoine de 1534 à 1565, curé de Montsaugéon.

(5) Langrois, chanoine de 1546 à 1548, curé de Charmes-les-Langres, Brottes, Mantoche, etc.

(6) Chanoine de 1516 à 1547, curé de Saint-Pierre.

(7) Licencié en droit civil, baron et sr de Chalancey, chanoine de 1514 à 1544.

(8) Langrois, chanoine de 1550 à 1551, curé de Perrancey.

(9) Ch. de 1550 à 1558, maître et sgr de Grossesauve, prieur de St-Pierre de Bar-sur-Aube, *Arch. Hte-Marne*, G. 634, 1032, 1041.

(10) Ch. en 1550.

(11) B. le jeune, gradué, chanoine de 1534 à 1597, curé de Saint-Pierre, Chalindrey, Cohons. — Mathieu Buchelet l'ainé, licencié, fut chanoine de 1523 à 1537.

(12) Licencié en droit canon, chanoine de 1528 à 1532, agent du chapitre à Paris.

(13) Originaire de Bouix (cf. *infra*), chanoine de 1352 à 1554.

(14) Voir aussi *La Renaissance : La cathédrale Saint-Mammès de Langres au ^{xv}^e siècle*.

(15) Notons en terminant, que pour les membres du chapitre et leur *curriculum vitae*, on peut consulter à la Bibliothèque munic. de Langres (492, E.) le ms. intitulé : *Matricula canonicorum et prebendariorum ecclesie Ling. facta anno Dni millo quingentesimo xxxi men. martii*. Ce registre matricule commencé sous Givry a des nomenclatures allant de 1384 à 1789.

on a pu s'en rendre compte, étaient membres du Chapitre de Saint-Mammès. Que plusieurs lui fussent liés par la parenté ou par les charges qu'il leur avait confiées, c'était déjà un gage que les rapports du Chapitre avec le nouvel évêque seraient empreints de cordialité, qu'ils n'ajouteraient point de thèmes nouveaux à la chronique trop fournie des démêlés qui, en d'autres temps et récemment encore, avaient mis aux prises, comme en tant d'autres cités épiscopales et capitulaires, prélats et chanoines.

On sait que le fait de ces démêlés ne doit point étonner. La situation y prêtait à une époque — combien différente de la nôtre ! — où les juridictions s'enchevêtraient sur le même domaine et par rapport aux mêmes sujets, où les hommes d'Église étaient seigneurs temporels avec le cortège d'affaires et d'officiers que cette qualité comportait, où les mêmes personnages avaient à remplir un rôle multiple selon la diversité de leurs prérogatives, de leurs privilèges, et risquaient à chaque pas de se trouver en opposition les uns avec les autres, et presque avec eux-mêmes !

Nous avons vu qu'en face de l'Évêque de Langres, le Chapitre de Saint-Mammès était une puissance morale, territoriale et temporelle indépendante, exempte de sa juridiction comme relevant directement du pape, et ayant sa juridiction spéciale tant au spirituel qu'au temporel.

Cette puissance capitulaire, l'Évêque confiné dans ses palais épiscopaux, à Langres, à Gurgy, à Mussy et ailleurs, pouvait facilement être tenté de la considérer comme une rivale. Il n'avait rien à voir dans l'administration de la cathédrale, à aucun point de vue, ni dans celle des cures et bénéfices qui en dépendaient. Pas davantage dans la direction des offices et des cérémonies. On l'admettait à célébrer pontificalement, à des jours déterminés, où les dignitaires du chapitre en chape l'entouraient d'un cérémonial plein de déférence, lui présentant la crosse épiscopale conservée dans le trésor de Saint-Mammès, allant le chercher et le reconduisant à son palais. Hors de là, il n'était admis au chœur qu'avec un habit canonial où figurait seulement quelque insigne de son rang. Aux chapitres généraux présidés par le doyen, il devait être présent, mais en costume de chanoine, et n'avait que voix délibérative. Il y avait cependant des terrains mixtes où les deux autorités

trouvaient matière à s'exercer. L'Évêque présentait ses doléances, le cas échéant, par les dignitaires de sa curie, vicaires généraux, official, scelleur, secrétaire, etc., qu'il avait, du reste, choisis ordinairement parmi les chanoines.

Mais bénéfices et biens temporels et droits de chacun des deux pouvoirs étaient, en cette époque processive, des occasions de frictions et de contestations, sinon de conflits. Leurs officiers subalternes, chargés de percevoir les fruits et de rendre la justice, pouvaient se prendre de querelle, s'accuser mutuellement d'empiètement, exercer des actions abusives ou d'un caractère douteux en des cas mal définis.

Sans remonter aux fâcheux souvenirs de Louis de Poitiers (1), on avait vu à Langres, comme ailleurs, plus d'une querelle entre évêque et chanoines.

Sous le prédécesseur de Claude de Longvy, le conflit avait été parfois à l'état aigu. L'évêque Michel Boudet avait dû porter ses doléances en cour de Rome. Leur exposé nous fait connaître un détail pittoresque et qui ne manque pas de couleur locale, en ce qui concerne du moins l'époque d'alors. A l'office de Nones, quand on arrivait à ce verset : *Fiant dies ejus pauci et episcopatum ejus accipiat alter* (2), plusieurs des chanoines, évidemment parmi les jeunes, quittaient bruyamment leurs stalles, et allaient non sans quelque frénésie sonner les cloches. Le « révérend », mis au courant de ce manège, devait, en les entendant de son palais tout proche, goûter assez peu cette cléricale facétie (3).

Les chanoines langrois furent trop bien exaucés, puisque Michel

(1) Sur les excès commis par cet évêque (1318-1325) vis-à-vis du chapitre de Langres, et la solidarité des autres chapitres de France avec celui-ci, sur l'intervention du pape Jean XXII qui enleva le chapitre de Saint-Mammès à la juridiction de l'évêque de Langres et le rattacha directement au Saint-Siège, sur la condamnation de Louis de Poitiers et de ses officiers par le roi Charles IV en 1322, plusieurs pièces existent aux Archives de la Haute-Marne. Voir TH. PISTOLLET de SAINT-FERJEUX, *Cloître de la cathédrale*, dans : *Mém. Soc. hist. et arch. de Langres*, t. II (1862), p. 8-10.

(2) Ps. 108, verset 8 ; office du samedi.

(3) Cité par LMBART DE LA TOUR, *Les Origines de la Réforme*, t. II, p. 194. Il se réfère à *Arch. nat.*, X^{1a} 4835, f^o 73 (10 déc. 1517).

Boudet disparut de la scène de ce monde dès l'âge de cinquante ans (1).

Auparavant les choses s'étaient en quelque façon arrangées. Un traité était en 1527 intervenu entre les deux parties (2).

Mais la situation que nous avons indiquée ne pouvait que ramener les mêmes inconvénients. Claude de Longvy ne tarda point à s'en rendre compte. Porté au siège de Langres par les suffrages sincères de « Messieurs », il lui eut été pénible, non moins qu'à ceux-ci, d'élever, selon l'expression consacrée, des autels au démon de la chicane. Or c'est ce qui allait se produire infailliblement. Dès le début, ainsi qu'il l'explique l'acte (3) dont nous allons parler, étaient survenus « entre les gens et officiers dudict seigneur révérend et Messieurs les vénérables doyen et chappitre de Langres plusieurs

(1) Ils avaient pu cependant l'apprécier depuis cet incident, et après sa mort ne lui refusèrent point la qualification d'usage : *bonæ memoriæ*. (Arch. Hte-Marne, f. Laloy, 633, *in initio*).

(2) Arch. Haute-Marne, G. 90 (1526 v. st.) : arrêt du Parlement de Paris rapportant et homologuant un accord passé entre l'évêque et les représentants du chapitre de Langres. Cf. G. 97 (Pièces relatives aux contestations entre l'évêque de Langres et le chapitre, au sujet de la juridiction et du temporel (1501 à 1600). Il y a un extrait du terrier de l'évêché où se trouve énoncé ce que l'évêque doit au chapitre sur le temporel dudict évêché et les différentes choses et lieux sur lesquelles les dites lettres sont assignées et affectées).

En 1528 les rapports entre le chapitre et Michel Boudet n'étaient point devenus parfaits. Du moins, on voit qu'au concile de Lyon de mars 1528 les chanoines de Langres avaient chargé leurs délégués de présenter une lettre où avec une pointe d'acrimonie ils revendiquaient leur privilège d'exemption vis-à-vis de l'évêque (et du métropolitain). Cf. *infra*, livre III : *Les débuts du protestantisme dans l'ancien diocèse de Langres*, ch. I.

(3) Arch. Haute-Marne, G. f. du Chapitre (non classé).

L'acte débute ainsi : « A tous ceux qui ces présentes lettres verront, nous Claude de Longvy par la grâce de Dieu évêque duc de Lengres, per de France, et nous Anselme Petit, archidiacre du Dijonnais, et Jehan Thibault, archidiacre du Bassigny, Jehan Guillot, chantre, Gilles de Giey, Jehan Boelle, Guillaume Lepage, Claude Félix, Symon Boisseau, Nicole Contet, Claude Loys, Claude Potot, Bertrand Bala-voyne, Guillaume Jaccard, Denis Blanchet, Jehan d'Amoncourt, Jehan de Sommyèvre, Jehan Robert, chambrier, Philippes de Choiseul, Michel Siclier, Jehan Cyberand, Jehan Richardot, Gilles Lepage, Symon de Saint-Belin, Guillaume Briant, Jehan Guillemain, François Bégat, Jacques de Trignac, Nicole Vezou, Nicole Petit et Mathieu Jobin, faisans et representans la plus grande et saine partye des chanoines et chappitre de l'église de Langres duement pour les choses cy après escriptes faire et traicter par notre chambrier assemblez salut, scavoir faisons », etc...

differendz et questions tant à cause de leurs seigneuries, juridictions, auctoritez et préhéminence que aultres droitz prétenduz les uns contre les autres... à raison de quoy estoyent les dictes parties en voye de tumber en grande involution de procès, despens et gros fraiz... »

On résolut donc sagement de conclure un compromis qui réglerait la situation. Il y eut devant notaires un conciliabule à cet effet, le 5 octobre 1531, au village de Châtenay-Macheron, dans la maison de « M. de Chastenay » évidemment.

L'Évêque, qui commençait ainsi à mériter le bel éloge d'être un ami de la paix et d'avoir horreur des procès, y avait député son vicaire général Jean d'Amoncourt, grand-archidiacre de Langres, et son secrétaire Anselme Petit, archidiacre du Dijonnais. Les représentants du Chapitre étaient « maîtres Claude Loyes et Jehan Robert, chambrier. » Des deux côtés on traita, en s'engageant à faire ratifier le compromis à Pâques par l'Évêque et le Chapitre. On prit connaissance de toutes les affaires contentieuses qui s'étaient révélées depuis la prise de possession du nouveau pontife, on convint que nonobstant, et malgré aussi celles qui pourraient naître jusqu'à la Pentecôte prochaine, chacune des parties resterait sur les positions qu'elle avait à la date de cette prise de possession, « chacune en droit, loy, en leurs possessions et saisines de toutes seigneuries, juridictions et auctoritez », « sans que l'une ou l'autre aist acquis ou perdu, acquière ou perde aucung droit ancien ou nouveau tant possessoirement que autrement. »

C'était étouffer la chicane dans l'œuf.

Comme on le devine, les choses traînèrent encore en longueur. Le 6 juin 1533 intervint une autre transaction qui terminait toutes les difficultés (1). Elle mettait au point certaines questions précises soulevées par les agissements des officiers des deux parties. En voici l'analyse :

1^o Le refus de l'avant-dernier prévôt de Langres, Claude Plusbel, et du prévôt actuel Julien Gaulcher, de prêter serment au chapitre sera considéré comme non advenu, et les parties conviendront de la forme du serment que les prévôts de Langres sont tenus de faire au Chapitre à leur institution.

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 45, liasse, f^o 2.

2^o Diverses entreprises dudit prévôt Gaulcher, telles que violation du domicile d'un chapelain de l'église de Langres, acte de juridiction sur plusieurs habitants de Sous-Mur et de Courcelles-en-Montagne qui sont des terres du Chapitre, apposition indue de scellés dans la demeure de chapelains de Saint-Mammès et de Saint-Pierre, d'un prêtre habitué de Saint-Mammès, Guillaume Colin, curé de Pierrefaite, décédés *ab intestat*, d'un officier du Chapitre, « Jehan Roussel, dict le Morfondu » ...sont annulées.

3^o La succession de Guillaume Colin reviendra pour une part à l'Évêque, c'est-à-dire les biens de sa cure, et pour le reste au chapitre.

4^o L'innovation par laquelle l'official de l'Évêque avait pris connaissance du testament d'un chapelain de la cathédrale nommé Mathieu Barroys était mise à néant, et les chanoines demeuraient « en leur droictz, possession et saisine de la publication des testaments des chappelains de ladicte église comme auparavant. »

5^o L'acte par lequel le procureur de l'Évêque avait à Villegusien « scellé et brandonné en la maison de feu messire Jacques Muyard, prebtre illec demeurant », était désavoué par Claude de Longvy et il reconnaissait n'avoir aucune juridiction sur cette terre du Chapitre.

6^o « Quant aux cinq pastz dehuz par le dict s. Reverend aux dictz vénérables, a scavoir les jours de la Cène, Pasques, saint Mammès, Noël et à cet jour qu'il a été consacré (1) « accordé est que la vye durant », il aura option de les remplacer par dix livres tournois, excepté à Pâques et à la Saint-Mammès où il sera tenu de donner ces « pastz », s'il est présent à Langres, « sans toucher aux dix livres tournois *pro absentia episcopi* le jour de saint Mammès (2) ».

7^o Les articles des pardons octroyés par notre saint Père le pape,

(1) L'indication annoncée du jour et du mois de cette consécration n'est pas donnée dans le texte, qui présente une lacune.

(2) Ce genre de traités était en usage. Il y en avait un semblable entre le chapitre de Saint-Mammès et le prieur de Saint-Geosmes à propos de la procession que les chanoines, prébendiers et prêtres habitués faisaient le mardi des Rogations, ainsi qu'à la Saint-Marc, de Langres au tombeau des saints Jumeaux. Ensuite chacun devait recevoir « deux petits pains et deux pastés. » Cf. A THIBAUT, 4^e quaternion, dans *ms. MATHIEU*, IV, 26.

une fois signés du secrétaire de l'Évêque par son ordonnance, ou de son vicaire, *pro approbatione* (sic), devront aussi porter la signature du secrétaire du Chapitre, *pro affixione*, au tronc et aux portes de l'église Saint-Mammès et de l'église Saint-Pierre unie à icelle mais le dict s. Reverend pourra néanmoins faire « afficher ses mandements et ordonnances aux dictes portes de la dicte église. »

8^o La procédure engagée par appel au Parlement, d'une part par le procureur de l'Évêque, de ce que les officiers du Chapitre avaient emprisonné et actionné un appelé Perrenot Mouginot, tonnelier, « demeurant en la terre du dict s. Reverend, lequel après le décès d'un prêtre habitué de la cathédrale survenu en la maison canoniale de feu maistre Nicolle Labbé, hors des cloîtres en la rue du Saulvaige, auroit été trouvé en icelle maison rompant une armoire du buffet et saisy de larrecin et sacrilège », et d'autre part par le Chapitre pour ce fait que le prévôt de l'Évêque avait refusé « de rendre les biens furtivement emportez de ladicte maison canoniale par le dit Perrenot Mouginot », il sera entendu que « les dicts procès et procédure demeureront comme chose non advenue, sans préjudice de la franchise et immunité de ladicte maison. »

9^o Enfin l'Évêque renouvelait ses assurances touchant l'exemption de l'église Saint-Mammès, de son cloître et des maisons canoniales, et déclarait que « si luy, son vicaire official ou viager entreprend quelque appoinctement, sentence interlocutoire entre les parties » audicts lieux, cela ne saurait préjudicier à leur exemption.

Ce document (1) donne bien l'impression d'une réelle modération de la part de Claude de Longvy. Le Chapitre avait satisfaction, et lui-même pouvait se féliciter d'ouvrir ainsi une ère de concorde et de confiance réciproque qui durant son long épiscopat de plus de trente années ne devait point, semble-t-il, se démentir. Ce fut la récompense de cet esprit pacifique que la postérité a toujours salué en lui, et dont elle nous a transmis cette formule simple et décisive : « Il aimait tant la paix qu'il a souvent renoncé à son droit et à son bien plutôt que de plaider (2). »

(1) Voir aux P. J.

(2) PIÉTREQUIN DE GILLEY, *Hist. générale et partic. de la ville et du diocèse de Langres*, ms, p. 38.

Nous ne voulons point dire par là qu'il n'y eut plus aucun litige, juridictionnel ou autre, entre le cardinal de Givry et le Chapitre de Langres. Les situations respectives et les mœurs de l'époque ne pouvaient le comporter. L'Évêque, assez occupé au dehors, ne saurait du reste être mêlé à tous les actes émanés de ses subordonnés, tel en 1535 celui par lequel son official avait revendiqué comme sujets et justiciables deux laboureurs d'Orbigny-au-Val, qui d'après l'enquête n'étaient nullement clercs, mais laïcs et justiciables du Chapitre (1).

Six mois après l'accord de Châtenay, la pourpre cardinalice que de divers côtés on lui présageait, était accordée par Clément VII à Claude de Longvy. Elle ne put qu'ajouter à la déférence de Messieurs et décourager toute velléité de nature à troubler la bonne harmonie.

Le nouveau prince de l'Église prit soin d'ailleurs de la maintenir par de petits et aussi de grands cadeaux. Chapes brodées, ornements de velours marqués à son chiffre, vases sacrés en vermeil, reliquaires, offerts par son Éminence qui continuait les traditions de Guy Bernard et des d'Amboise, vinrent grossir le trésor du chapitre. Il en conserva la plupart jusqu'à la Révolution.

Puis ce furent le don des tapisseries où le grand artiste Jean Cou-

(1) *Arch. Haute-Marne, G., f^{ds} du Chapitre non classé :*

Acte du 5 septembre 1535 par lequel Philippe Clerget, mayeur de Langres, à la requête du chapitre, représenté par son procureur Guy Genevois, enregistra des témoignages d'après lesquels deux habitants d'Orbigny-au-Val, Parisot Maignen et Girard Menne, revendiqués comme sujets et justiciables par l'official de l'évêque, n'étaient nullement clercs, mais « subjectz juridiques et justiciables desdits seigneurs vénérables », et « purs lays, laboureurs menans et conduisans journallement leur labour, harnoys et charue, de ce vivent roturièrement, sont vestuz et habillez d'habitx de laboureur, comme les autres laboureurs et habitans dud. lieu, sans qu'ilz soient clercs ny vivans cléricallement ou portans habiz de clercs : et si ne scavent chanter à l'église ny moins scavent aider à célébrer un prestre, non scavans leurs sept pseaulmes, comme clercs doibvent et sont tenuz faire... » Voir aux P. J.

L'affaire était pendante en appel au Parlement de Paris.

Notons en passant que le cardinal de Givry avait à Paris un mandataire chargé de soutenir en son nom les causes de ce genre. C'était Pierre Séguier, avocat et conseiller au Parlement. Il l'avait pris à ses gages moyennant 10 livres tournois par an, par un acte du 17 janvier 1531 (n. st.), signé de son secrétaire Jobin et scellé (sceau écartelé au 1 et 4, un sautoir accompagné de quatre fleurs de lys, au 2 et 3 une bande, crosse). *Bibl. nat., f^{ds} Clairambaut, 942.*

sin avait raconté l'histoire du martyr saint Mammès, l'offrande de tableaux de maîtres comme Jacques Prévost, et à la place de l'ancien jubé la merveilleuse construction en style antique (1), qui rappelait les plus beaux arcs de triomphe de Rome, et ceux-là qui à Langres même, dressés par les Romains, subsistaient toujours, sévère et glorieuse parure de la cité (2).

(1) Voir *La Renaissance*, 2^e Partie, livre II.

(2) Voir GIRAULT DE PRANGEY, *Porte gallo-romaine à Langres*, dans : *Mém. Soc. hist. et arch. de Langres*, t. I. (1847).

L'ÉVÊQUE

(suite)

CHAPITRE II

Le Gouvernement spirituel Les Besoins de Réforme et le cardinal de Givry

L'accord de Claude de Longvy avec son chapitre cathédral était d'heureux augure. C'était l'un des éléments essentiels qui pourraient lui faciliter son rôle d'évêque duc et pair de Langres.

Ce rôle, quel fut-il ? Nous allons à présent le rechercher.

Nous réserveront pour une étude à part la question de l'attitude du cardinal de Givry par rapport au protestantisme naissant.

Son rôle a pris des figures multiples. Comme il convient, c'en est d'abord l'aspect spirituel et pastoral que nous considérerons.

*
* *

Ici nous ne devons point perdre de vue une circonstance capitale.

C'est celle-ci : Givry devint évêque d'un important diocèse frontière, tout à la fois de Champagne, de Bourgogne et même de Comté, donc ouvert aux influences qui cheminaient par les voies aboutissant à ces provinces, de Paris, de Lyon, de Genève, d'Allemagne, de la principauté de Montbéliard, au moment où, au point de vue religieux, venait d'apparaître en notre pays, depuis une quinzaine d'années surtout, un double courant réformiste.

L'un prenait sa source dans l'âme de croyants désireux de corri-

ger des abus depuis longtemps signalés, auxquels dès la fin du xve siècle on avait cherché des remèdes (1), mais sans pour cela s'affranchir de l'autorité de l'Église, du cadre hiérarchique. Les chefs de l'Église avaient au début du siècle accueilli ces invitations à une pressante Réforme *in capite et in membris*, invitations qui leur venaient de divers côtés.

Un concile général, celui de Latran (1513), présidé par le pape Jules II, en avait commencé l'œuvre, après les assemblées du clergé français à Tours ; il avait édicté diverses dispositions concernant notamment les bénéfices ecclésiastiques et le genre de vie du clergé.

Depuis, des réformateurs français — pour ne parler que de notre pays — avaient travaillé dans le même but. Ceux-ci, comme Jean Standoucke, comme Guillaume Briçonnet, évêque de Meaux, ancien précepteur de Marguerite de Navarre, sœur de François I^{er}, et comme l'exégète Lefèvre d'Étaples, s'appliquaient plutôt à modifier la mentalité des fidèles qui s'arrêteraient à l'extérieur et aux formes du culte, à certaines pratiques d'une légitimité contestable ; ils visaient avant tout à les conduire à Jésus-Christ, à le leur faire connaître par la prédication — trop souvent absente ou insuffisante jusque-là — ainsi que par la lecture et l'explication des Évangiles, traduits de date assez récente et mieux interprétés au moyen des textes originaux. Leurs traités spirituels, leurs commentaires, leurs effusions de piété se rattachaient aux meilleures traditions mystiques du moyen âge, exerçaient une réelle influence sur les âmes ambitieuses de vie intérieure et avides de grâce.

D'autres en majorité — hommes de gouvernement plutôt que mystiques — sans négliger le reste, voyaient avant tout des décrets à porter, des abus à réprimer, des sanctions à formuler contre les clercs et les fidèles récalcitrants à la Réforme, et aussi des mesures de préservation à prendre contre un danger dont les symptômes avaient pu se manifester en France comme en d'autres contrées, mais qui avait eu en Allemagne toute sa croissance redoutable. Ce danger, on le désignait souvent ainsi : les « séditieuses erreurs luthériennes. »

Sous l'influence de Luther en effet, avait pris naissance ou s'était

(1) Avec l'appui du pouvoir royal.

fortifié un autre courant de Réforme — torrentiel et violent celui-là — opposé à l'Église que certains déclaraient déchuë et corrompue dans sa hiérarchie, son culte, ses institutions sacramentelles et disciplinaires. A la place de son autorité enseignante, la règle de la foi, c'était à leurs yeux l'Évangile seul et interprété par le libre examen. Depuis que Luther dogmatisait, les principes sur lesquels reposait la société religieuse et civile étaient ébranlés. On sentait « craquer le vieil édifice catholique où les peuples s'étaient abrités si longtemps. »

Condamnée en 1520 par le pape Clément VII, cette doctrine et cette tendance révolutionnaire avaient néanmoins recruté des adeptes, et d'abord en Allemagne et en Suisse. En France aussi apparaissaient des levains de critique, d'insubordination et d'hérésie. Des gens s'y déclaraient « luthériens », refusaient obéissance à l'Église hiérarchique, faisaient fi de sa liturgie.

La papauté avait poussé un cri d'alarme et signalé le péril à la régente Louise de Savoie, et à François I^{er}. Sur leur ordre (1) les prélats s'étaient réunis en concile : à Paris, ceux de la province de Sens, et à Bourges, à Reims, à Lyon, ceux des provinces respectives.

Dans des décrets disciplinaires et des exposés dogmatiques, ils avaient donné la formule de la Réforme à accomplir sous l'autorité de l'Église, ils avaient dénoncé et signalé d'une façon précise les erreurs nouvelles — ou renouvelées du passé — et enfin déclaré ouverte la lutte à outrance contre les Réformistes qui, prétendant agir en marge de la hiérarchie et contre elle, dogmatisaient, la Bible en mains, comme Luther, à leur guise.

Au concile provincial de Lyon (1528), où avaient assisté, nous le verrons, bon nombre d'ecclésiastiques du diocèse de Langres, Claude de Longvy, encore évêque de Mâcon, avait rempli les fonctions de président, à la place de l'archevêque François de Rohan empêché. Il avait proclamé à son tour la nécessité d'une réforme des personnes ecclésiastiques, d'un retour du peuple à une vie plus véritablement chrétienne, d'un énergique labeur de restauration de la discipline, du culte, des mœurs. Mais il s'était d'abord élevé avec force contre l'hérésie luthérienne, c'est-à-dire contre ce qu'on

(1) Voir plus loin : livre III, ch. I.

appellera plus tard le « protestantisme » ou la « Réforme protestante », hérésie et révolte. Il avait supplié ses auditeurs d'en préserver leur peuple par l'exemple d'une vie édifiante, par la prédication, par une digne célébration du culte divin, par l'attention à ne pas laisser se faufiler dans les rangs du clergé des indignes, des miséreux ou des incapables, enfin par une vigilance qui saurait ne point reculer devant la correction et le recours aux moyens légaux — cano-niques et civils — pour découvrir, amender et même châtier les tenants des méthodes, des doctrines et de l'esprit de Luther.

Claude de Longvy, déjà investi naguère par le pape et par Louise de Savoie d'une mission de confiance en ce qui concernait la « campagne », comme nous dirions aujourd'hui, à opposer aux menées des novateurs (1), avait pris en cette circonstance solennellement position. Évêque réformateur avec l'Église, évêque adversaire des « sédi-tieuses erreurs luthériennes », considérées comme également nuisibles à la Chrétienté et à l'État, tel il était alors apparu aux yeux du clergé de la province de Lyon, dont faisaient partie ses futurs diocésains de Langres.

Tels étaient, pourrait-on dire, les deux points principaux de son programme d'action épiscopale. Ils éclairent et expliquent toute sa carrière.

En étudiant plus loin les origines du protestantisme dans l'an-cien diocèse de Langres, nous aurons l'occasion de noter sa part dans la lutte entreprise contre le « péril luthérien. »

En indiquant ici ce que fut son gouvernement spirituel, comment il remplit sa charge de pasteur dans des temps si différents des nôtres — bien que des ressemblances frappantes existent aussi — par les institutions, par la situation de l'Église dans l'État et dans la société, nous n'aurons garde d'oublier cette idée de Réforme ni les moyens préconisés par Givry à Lyon pour la réaliser (2).

Autre remarque : le souci de son important gouvernement temporel, soit comme évêque duc et pair, soit comme seigneur et châtelain, les missions à lui confiées par le Roi, les déplacements auxquels l'obligeaient ses relations non moins que les devoirs de son

(1) Voir plus loin, livre III, ch. I.

(2) *ibid.*

rang, son rôle dans l'État, la nécessité de disperser son attention sur mille lieux et mille objets d'un caractère fort différent, les affaires qui affluaient vers lui comme vers tous les grands de ce monde — souvenons-nous que Givry fut revêtu de la pourpre presque au début de son épiscopat à Langres — tant d'autres circonstances enfin, pourraient donner à supposer que son action ne put être ni très étendue ni très profonde.

Cependant on verra qu'elle fut réelle, bien que plusieurs des documents qui auraient pu nous éclairer sur cet aspect de son rôle aient été malheureusement détruits. Sous le décor du grand seigneur ami des arts, du duc et pair féal conseiller du Roi, de l'oncle munifique des Chabot et des Montpensier, et à travers l'embarras de tout ce temporel, de cette richesse, de ces bénéfices multipliés, le cardinal de Givry fut un évêque pieux et vigilant.

C'est ainsi que le témoignage de contemporains, échos de l'opinion publique d'alors, le dépeint. On le loue d'être exact à officier, de veiller sur le dépôt de la foi, d'être soucieux de la bonne tenue du clergé, de la décence des offices et de la prière publique, de mener une vie exempte de reproches (1) ; on lui reconnaît à la fin de sa carrière une autorité hors de pair parmi tous les évêques de son temps (2).

Par ailleurs, aucune voix discordante (3), rien dans les Mémoires du temps qui l'incrimine. Ce qui nous choque aujourd'hui, comme la multiplicité des bénéfices (4), l'abondance des préoccupations d'affaires, les litiges temporels, tenait à l'époque, à la situation.

Notons quelques-unes de ses démarches, et les mesures ou les œuvres qui portent son nom, sa signature, ou qui paraissent lui revenir plus particulièrement en propre.

(1) Voir les vers de J. de LESCHENEAU, *infra*, p. 217.

(2) Voir la dédicace que lui adressait en 1558 Pantaléon Bartelon, recteur de Ravères. Cf. *La Renaissance*, 2^e P., livre I.

(3) Sauf peut-être à l'abbaye de Pralon, près de Mâlain ; longtemps après, une abbesse mentionnait avec amertume le nom du cardinal ; il aurait comme représentant de ses pupilles Bauffremont. empiété sur les droits de justice et d'usage du monastère. Cf. *Arch. Côte-d'Or*, G. 414.

(4) Au siècle suivant, saint Vincent de Paul reçut aussi des bénéfices, comme le prieuré de Saint-Nicolas de Grossaube, au diocèse de Langres. Cf. MARCEL, *Les livres liturgiques du diocèse de Langres*, p. 61.

Si parmi les documents que nous avons pu connaître, trop rares à notre gré sont ceux qui nous permettent de l'apprécier sous ce rapport, ils suffisent pour que l'on n'ait point la tentation d'appliquer à Givry la parole que l'on a dite de certains prélats, à savoir qu'ils n'ont pas fait œuvre d'évêques, mais ont seulement « assisté à leur épiscopat ».

* * *

§ 1. Les Fidèles

Nous avons déjà indiqué plusieurs des faits qui marquèrent son administration spirituelle à Mâcon et souligné le rôle important qu'il tint alors pour toute la province de Lyon en 1528.

A peine sur le siège de saint Didier, dès la première année de son épiscopat langrois, il visite ses nouveaux diocésains. Partout ce furent de « grosses festes » (1).

L'une de ces visites, au bourg de Selongey (2), semble avoir fait sur l'esprit des populations une profonde impression. Il est vrai qu'il était là presque au milieu de ses compatriotes, à deux pas de ses possessions patrimoniales de Fontaine-Française et de Mirebeau, et tout près du Montsaugéonnais où son influence épiscopale comme seigneur temporel et spirituel s'exerçait plus particulièrement.

Il y eut une extraordinaire affluence de peuple venu des vallées de la Vingeanne, de la Bèze et de la Tille, ainsi que de « la Montagne », pour voir le nouvel évêque et assister à la consécration de la chapelle Sainte-Gertrude (3), relevée de ses ruines l'année précédente.

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 45 liasse, f° 2.

(2) *Selongey* (Côte-d'Or), bien diminué depuis, et déjà lors de l'invasion de Gallas, comptait alors au moins 3.000 habitants. Cf. G. ROUPNEL, *La Ville et la Campagne au XVII^e siècle*, p. 74.

(3) A un kilomètre nord-est de Selongey. La première pierre de ce monument rebâti, car il y a des traces d'architecture d'un âge antérieur, fut posée le 2 août 1530. Ce n'était peut-être pas primitivement un simple oratoire. — Voir sur cette chapelle une notice de M. le chanoine S. Utinet, curé-doyen de Selongey : *Chapelle Ste-Gertrude à Selongey*. Dijon, 1906, in-12.

La même année, la chapelle de N.-D. de Pitié dans l'église de Selongey fut fondée,

C'était le 24 août 1531. Peu de temps après, Claude de Longvy consacra dans l'église même du bourg la chapelle dédiée à saint Didier, patron de la ville de Langres et l'un de ses premiers évêques (1).

Cette époque voyait une recrudescence des dévotions populaires et des pèlerinages aux sanctuaires locaux. Le 15 août 1529, Philibert de Beaujeu, évêque de Bethléem, avait, *sede vacante*, consacré une des chapelles de Notre-Dame d'Étang (2).

La beauté de la maison de Dieu fut toute sa vie l'objet de l'attention de Claude de Longvy. Partout, soit dans ses propriétés personnelles ou celles des siens, soit sur son domaine épiscopal, il restaura ou orna chapelles et églises : à Pagny, à Fontaine-Française, à Couchy, à Mussy, à Saint-Étienne et à Saint-Bénigne de Dijon, à Langres enfin, où il enrichit sa cathédrale de plusieurs chapelles, d'un jubé et de tapisseries splendides (3).

Mentionnons que sous son épiscopat furent bâties entre autres les églises de Bellefond (1533, consacrée en 1541) (4), de Ternat (5) (1539), de Savoyeux (1547) (6), de Champ-sur-Barse près Vendevre (1550) (7), de Montmoyen (1555) (8), le sanctuaire de Saint-Nicolas de Châtillon (1546) (9), les églises de Poinson-les-Fayl (en 1544) (10), de Vicq (11), et le chœur de Fayl-Billot (en 1555) ; ce dernier travail fut exécuté par Jean Noirot, « masson » de Neuville-les-Voisey (12). On voit par ces exemples — et nous en passons

dit une inscription, par Gérard de Rebilly et sa femme Simonette Raveret (pierre tombale, 1544) à l'honneur de Dieu, de la Vierge Marie, de saint Jean-Baptiste et de saint Christophe. Notons dans la même église une chapelle de saint Thibaut, centre d'une confrérie établie en 1410 par le cardinal Louis de Bar.

(1) COURTÉPÉE, *Description générale et particulière du duché de Bourgogne*, 1^{re} éd., t. II, p. 502.

(2) Reconstituée récemment par les soins d'Antoine de Mypont, grand-prieur de Frégose à Saint-Bénigne. (Cf. CHOMTON, dans : *Mémoires com. antiqu. Côte-d'Or*, 1922, p. DXXIX). Elle fut ensuite décorée de peintures murales.

(3) Voir *La Renaissance*, 2^e partie.

(4) ROUSSEL, *op. cit.*, III p. 74.

(5) *id.*, II, p. 235. — (6) *id.*, III, p. 376. — (7) *id.*, III, p. 218. — (8) *id.*, III, p. 59. — (9) *id.*, III, p. 15. — (10) *id.*, II, p. 274.

(11) BRIFFAUT, *Histoire de Vicq*.

(12) A. MULSON, *Une période historique de l'ancien doyenné de Pierrefaite* (1340-1598).

sans nul doute — que l'on construisait alors des églises rurales (1).

Notons encore la reconstruction, sous le prieur François de Montarby (1529-1545), du prieuré de Varennes (2) avec la chapelle de Saint-Gengoulph, la construction du chœur de la collégiale Saint-Jean-Baptiste de Chaumont (3), et celle de l'église de la Trinité et Saint-Étienne, de Bar-sur-Seine, avec ses belles verrières (4), du portail et du croisillon de Jonchery (5), du clocher de Châtillonot (6), du chœur d'Heuilley-le-Grand (7), la restauration de la chapelle de N-D. de Baume (8), près Langres, par le chanoine Claude Félix, de la Belle-Chapelle, près Saint-Geosmes en 1550, par Simon Lefebvre de Montsaugéon (9), de la chapelle N-D. de Pitié à Plesnoy (10) par Pierre Facenet, laboureur, de la chapelle des Trois Rois à l'église du prieuré de Buxereuilles en 1545, par Gaspard de Daillancourt (11), la reconstruction de l'église de Bouix en 1545, par un chanoine de Langres (12).

Peut-être faudrait-il ajouter à cette nomenclature éloquente,

(1) Voir dans ENLART, *Manuel d'archéologie française*, t. II, p. 785-791, une longue liste d'églises de France datant de la Renaissance. — Dès la fin du xv^e siècle, puis surtout sous le règne de Louis XII, on se mit à réparer les ruines laissées par les troubles de la guerre de Cent ans. De nombreuses églises furent alors reconstruites, surtout en Champagne et sur les confins. Ainsi rien que dans une région du diocèse de Langres, celle de Laignes, on a pu en compter neuf caractérisées par un transept majestueux à double travée, qui datent du début du xvi^e siècle.

(2) ROUSSEL, II, 480. — Ce prieuré avait été détruit en 1524 par les réîtres du comte de Furstenberg et de Félix et Guillaume de Wurtemberg, qui brûlèrent aussi Coiffy.

(3) Cf. L. GODARD, *Histoire et tableau de l'église Saint-Jean-Baptiste de Ch.*, p. 158.

(4) Cf. COUTANT, *Hist. de la ville et de l'ancien comté de Bar-sur-Seine*, cf. *La Renaissance*, 1^{re} part. Les travaux se poursuivirent durant tout le xvi^e siècle aux frais du Chapitre de Langres.

(5) Cf. ROUSSEL, *op. cit.*, II, p. 98.

(6) *id.*, II, p. 446.

(7) *id.*, II, p. 384.

(8) Cf. MARCEL, *Le Plateau de Baume*, p. 30.

(9) *id.* ; mais ce n'était peut-être qu'un calvaire.

(10) ROUSSEL, II, p. 436.

(11) *id.*, II, p. 83.

(12) Cf. PALVADEAU (abbé), *Le chanoine Vesou et la paroisse de Bouix*, dans : *Bull. Soc. arch. et hist. du Châtillonnais*, 2^e série (1897-99), p. 562. (Cf. p. 549 ss., une note avec planche sur l'intéressante pierre tombale du même chanoine de Saint-Mammès de Langres.)

quoique forcément incomplète, l'église de Ricey-bas (1) et le chœur de Ligny (2). Ajoutons la reconstruction de l'église de Lugny (3) (1560), et celle de Saint-Pierre de Tonnerre, qui avait été incendiée en 1556 (4).

Alors furent édifiées la belle chapelle de Saint-Jean-Baptiste de Châtillon-sur-Seine (en 1537) (5), et par l'abbé Antoine I^{er} de Vienne, celle très élégante du monastère de Molesme (6), toutes deux consacrées par le coadjuteur Philibert de Beaujeu.

Mentionnons encore en 1548 la consécration, par le même, de la chapelle de la Forest près de Fralignes, faite à l'instance de Jean de Dinteville, bailli de Troyes, seigneur de Polisy (7), et en 1547 celle de la chapelle de la Trinité dans l'église Saint-Amâtre à Langres, fondée par Jean Milleton, d'Hortes (8) ; Givry fut cette fois le consécrateur, comme il le fut encore de l'église de Montbard (9).

On voit ce que vaut l'affirmation qu'à l'époque où éclata la Réforme protestante, les églises étaient négligées et qu'on n'en bâtissait plus. C'est tout le contraire qui est la vérité.

Voilà quelques exemples pour le diocèse de Langres. Nous savions déjà que dans la région voisine de Troyes, le nombre des églises remises à neuf ou construites au début du siècle est qualifié de « prodigieux » par les auteurs de *La sculpture à Troyes et dans la Champagne méridionale au XVI^e siècle* (10). Ce mouvement se poursuivit jusqu'aux guerres de religion.

*
* *

Les fidèles s'adressaient volontiers aux saints. On peut avoir une idée de ceux qui attiraient spécialement alors leur attention

(1) ROUSSEL, III, p. 264.

(2) *id.*, III, p. 276. Cf. CORNAT, *Hist. de Ligny-le-Châtel*, p. 327 ss.

(3) ROUSSEL, III, p. 58. — Cf. MIGNARD, *op. cit.*

(4) Presque toute la ville fut réduite en cendres. Les scélérats qui avaient allumé l'incendie en plusieurs endroits furent brûlés vifs.

(5) ROUSSEL, III, p. 14.

(6) *id.*, III, p. 37.

(7) Le cardinal y accorda des pardons ce jour-là et pour le jour de la fête de saint Thibaut à perpétuité (J. VIGNIER, *Décade*, II, ch. 18).

(8) *Id.*, *ibid.*

(9) Cf. L. MALLARD et NADAULT DE BUFFON, *Mémoires pour servir à l'hist. de la ville de Montbard*, etc., p. 98.

(10) R. KECHELEN ET MARQUET DE VASSELLOT, p. 28.

pieuse, rien qu'à parcourir, sinon les exemplaires eux-mêmes, d'ordinaire rarissimes, des livres d'Heures tant manuscrits qu'imprimés, superbement enluminés, dont ils se servaient, du moins les nomenclatures descriptives qu'en a données le chanoine Marcel dans ses *Livres liturgiques du diocèse de Langres* (1). On y connaît de même leurs dévotions préférées, leurs oraisons de choix, leurs lectures spirituelles, telles que les Heures de la Sainte Trinité, du Saint-Esprit, de la Croix, de la Vierge, le Chapelet de Jésus, les Sept Douleurs et les Quinze joies de la Vierge, l'*Ave Maria* de frère Jean Tisserant, l'office de Notre-Dame de Pitié, les Cinq choses qu'on doit dire à Dieu pour bien vivre et bien mourir, la Manière de bien vivre par Jean Quentin, et bien entendu, les Psaumes de la Pénitence et la Passion de saint Mathieu.

Les saints langrois y figurent naturellement en bonne place : saint Didier, saint Vallier, saint Urbain, saint Bénigne, saint Genoulph, saint Mammès.

Ces Heures étaient presque une encyclopédie parlante aux yeux comme à l'esprit : aux bordures, des vignettes nombreuses reproduisaient des sujets de l'Ancien et du Nouveau Testament dans un parallélisme suggestif. Aux légendes des saints se mêlaient des thèmes profanes, comme le triomphe de César et la Danse des Morts, puis des scènes de la vie citadine ou des travaux champêtres, selon la tradition inaugurée dès le XIII^e siècle par les enlumineurs parisiens. C'étaient encore des calendriers tantôt agrémentés de dictons, de recettes, tantôt rehaussés de moralités en quatrains sur les accidents de la vie et les différents âges de l'homme.

Un manuscrit de Simon Vostre conservé à la bibliothèque de Chaumont (2) nous permet de nous en rendre compte.

Ceci nous fait songer à ce Missel de Mâcon de 1524, que Claude

(1) Voir pour les *Horae*, toutes langroises, *secundum Lingonensem usum*, qu'il a décrites, les pages 153 et 154 (H. de 1542, 1544), 129, 131 (H. de 1506, 1512), et en son 2^e Supplément (1912) les pages 18, 24, 26, 29-32, 63, 65, et ce qu'il dit, p. 69, des Heures du président Bénigne Serre à Dijon, datées de 1524, et enluminées, paraît-il, par Jean Perréal.

(2) N° 696 bis. C'est un in-4° de 101 ff. n.n., gothique, intitulé : *Les présentes Heures à l'usage de Langres toutes au long sans requérir : avec les figures et signes de l'Apocalypse, les Miracles de Notre Dame, les accidents de l'homme et plusieurs autres histoires...*

de Longvy apporta en devenant évêque de Langres, et que déjà cardinal, c'est-à-dire après 1533, il fit enluminer, peut-être à Dijon, par l'un des « derniers enlumineurs de Bourgogne. » Il s'y fit lui-même « en façon de priant » (1), représenter à genoux devant la Madone aux anges, assise sous un baldaquin et présentant son divin enfantelet. Son air de piété est frappant.

Quant à sa dévotion préférée, avec celle de la Vierge, c'était la dévotion à la Passion du Christ. Au témoignage du langrois Claude Robert dans la *Gallia* (2), ses contemporains en auraient été fort édifiés. C'est ce qui nous explique que Givry ait partout donné une place de choix au crucifix ainsi qu'aux scènes de la Passion, dans le jubé et le retable de Pagny, aux vitraux de la Sainte-Chapelle de Champigny, au jubé de sa cathédrale devant le grand christ duquel on vint chanter, selon ses intentions, durant plus de deux siècles, les « Heures de la Croix ».

Il participait donc au courant de tendre dévotion qui de son temps atteignait les âmes vraiment religieuses.

Les dévotes oraisons dont nous avons relevé la présence dans les Heures langroises, c'était en définitive une portion de ce nectar spirituel dont le cardinal de Givry, au dire du sénonais Lescheneau (3), avait nourri son peuple, et d'abord son clergé, aux mains duquel aussi il mettra de nouvelles éditions du Rituel, du Bréviaire et du Missel langrois (4).

Mais pour faciliter les ascensions mystiques à ceux qui ne savent pas lire, comme aussi aux fidèles instruits, voici un autre moyen : de belles formes peintes ou sculptées, des lignes harmonieuses et pures, des tableaux de marbre, de pierre de Tonnerre ou de bois : statues, bas-reliefs, retables, « mises au tombeau », calvaires et Dieux de pitié, où apparaissent le Christ et sa benoîte mère, les saints apôtres et les martyrs, les vierges et les justes de tout âge, de toute condition, surtout ceux vers qui traditionnellement l'on s'est habitué à porter sa supplication et ses « colloques. »

Moyen universellement alors employé ! Sanctuaires de la reli-

(1) *La Renaissance, Les Portraits du card. de Givry.*

(2) T. IV, 1^{re} éd. — Robert était de Chesley (Aube), dioc. de L.

(3) Cf. *infra*, p. 217.

(4) *id.*, p. 214 ss.

gion, les églises et chapelles étaient devenues comme des sanctuaires de l'art. Même, comme la religion et avec elle, l'art a montré partout son visage, sur la place publique, à la façade des maisons, aux carrefours des chemins ; l'efflorescence d'une piété devenue plus affective depuis Gerson et Bonaventure, Bernardin de Sienne et François de Paule et les mystiques de l'école de Standoucke, et — dans le diocèse qui a donné saint Bernard (1) à la Chrétienté — mieux attentive à considérer les Plaies du Sauveur (2), les Douleurs et les Joies de sa Mère, avait jailli du fond de beaucoup d'âmes avides de voir partout surgir des représentations de leur rêve sacré d'amour et de foi.

Or nombreux étaient les artistes préparés à correspondre à leur désir ; sans parler des étrangers qui affluaient d'Outre-Monts en Bourgogne à la suite des ouvriers de Brou et se mêlaient aux artistes indigènes encore attachés aux traditionnelles formules, il y en avait non seulement à Dijon, à Troyes, à Châtillon-sur-Seine, à Bar-sur-Seine, à Beaune, à Tonnerre, à Montbard, à Langres, à Champlitte, à Selongey, mais dans d'humbles bourgades. C'était œuvre pie que d'offrir à sa paroisse, à des parents, à des étrangers même, quelque une de ces œuvres sorties des mains des « ymaigeurs », des peintres et des peintres-verriers. On attirait sur sa tête la bénédiction du Christ et des hôtes du Paradis, on perpétuait son propre souvenir, on se recommandait pour des siècles, et en les édifiant, aux générations à venir. Incalculable était, pourrait-on dire, la quantité de ces témoignages, et ce qui reste de nos jours n'en est qu'une faible partie. On le sait par des ouvrages comme celui que nous avons mentionné, consacré à la sculpture à Troyes et dans la Champagne méridionale, on en a l'impression rien qu'à lire les nomenclatures d'œuvres classées de nos jours parmi les monuments historiques, dans le diocèse de Givry comme ailleurs, telles que celle qu'a publiée M. Ferdinand Claudon (3), pour la Côte-d'Or.

(1) Né à Fontaine-lez-Dijon en 1091 ; abbé de Clairvaux, alors diocèse de Langres.

(2) A Dijon par exemple, un chanoine de la Sainte-Chapelle, Jean Duratel, fondait le 14 juillet 1531, dans l'église Saint-Michel, une procession en l'honneur des Cinq plaies du Sauveur. Elle se faisait le 3^e dimanche de Carême.

(3) *Les Monuments historiques de la Côte-d'Or au 31 déc. 1913*, Dijon, 1915, in-4^o

L'exemple venait de haut. Point de collégiales ni d'abbayes et de chapelles castrales que chanoines et « nobles hommes » n'aient voulu ainsi rendre plus vivantes et plus éloquentes. De temps à autre des gestes augustes instruisaient et ravissaient les foules : Antoinette de Bourbon, femme du duc Claude, gouverneur de Champagne, puis de Bourgogne après Chabot, était venue de Joinville apporter en l'église de monseigneur Saint-Mammès un coffret précieux (1), pour l'Eucharistie.

A la Sainte-Chapelle de Dijon, l'empereur Charles-Quint, plus généreux que François I^{er} qui à Langres n'accomplit point sa promesse d'une châsse pour les Bénédictins, avait envoyé de riches chasubles (2), et Antoinette encore, un reliquaire pour les ostensions.

Mais aussi à Jailly-les-Moulins (3), une simple fille de vigneron faisait faire à ses frais, en 1555, un retable en pierre de Tonnerre, où sont, remarquait l'abbé Courtépée (4), « 14 figures expressives représentant le trépas de la Vierge, et au-dessus, quatre grandes figures (de grandeur naturelle) de la descente de Croix. » A Dijon à Saint-Bénigne, à Saint-Étienne, à Notre-Dame, aux Chartreux, et à Langres de même à Saint-Mammès, à Saint-Pierre, à Saint-Amâtre, à Saint-Simon et Saint-Judé, comme à Châtillon-sur-Seine à Saint-Vorles et à Saint-Nicolas, à Bar-sur-Seine à Saint-Étienne, et ailleurs, c'était une pieuse émulation des hommes d'église et des riches bourgeois (5).

Loin d'y avoir trouvé à redire, le cardinal de Givry fit comme tout le monde, mais il le fit à sa manière, c'est-à-dire en prince de l'Église et magnifiquement. Ce nom de « magnifique cardinal » que lui avaient décerné les contemporains, nous montrons ailleurs comment il était justifié. Nous ne ferons que rappeler ici cette chapelle de Pagny avec son retable, son jubé, ses statues, ses vitraux, dons, perdus à présent pour la Bourgogne, de sa générosité familiale, comme les vitraux de Champigny-sur-Veude en Touraine, comme

(1) En 1541. — Voir *La Renaissance*, 2^e p., l. II, ch. III.

(2) *Arch. Côte-d'Or*, G. 1128 (1531).

(3) CLAUDON, p. 52. Jailly, diocèse d'Autun, doyenné de Flavigny, aux confins du diocèse de Langres.

(4) *Description...*, 2^e éd., t. III, p. 569.

(5) Voir *La Renaissance*, *passim*.

les chapelles détruites de Mirebeau, de Fontaine-Française, de Couchey, comme les tapisseries et le jubé de Saint-Mammès, dans la cathédrale où son fidèle Jean d'Amoncourt léguaît de son côté à la postérité une chapelle Renaissance, bijou d'art qu'on y voit toujours.

En lui comme en Givry, c'était, à n'en pas douter, piété plutôt que goût fastueux et ostentation, et c'était charité aussi envers l'âme des petits, appelés à aimer Dieu à travers de belles œuvres.

Les petits, le « magnifique » cardinal ne s'en détournait point, ni des ouvrages modestes que d'un cœur non moins fervent ils élevaient dans d'humbles villages. Qu'un trait suffise à l'indiquer ! Le curé d'Occey, Vital Desormes, ayant dressé sur sa paroisse une croix de pierre, il accorda cent jours d'indulgence à quiconque la révérait en récitant trois *Pater* et trois *Ave* (1).

*
* *

Mais à quoi servirait de restaurer et d'embellir les églises, si ce n'est pour y célébrer avec une piété accrue le culte divin et y mieux attirer les foules croyantes ? Givry fut attentif à ce qui peut entretenir la dévotion du peuple chrétien : fêtes, confréries, belles cérémonies expressives, qui, en plaisant aux regards, instruisent et émeuvent.

C'est sous son épiscopat que la fête de sainte Anne, à la suite d'un vœu fait lors de la peste de 1531, fut désormais célébrée à Dijon avec une solennité semblable à celle de Pâques (2). Notons qu'elle avait été instituée l'année précédente dans son abbaye de Saint-Étienne (3).

Il fonde à la cathédrale de Langres les « Heures de la Croix » (4).

(1) ROUSSEL, *op. cit.*, II, p. 439.

(2) *Arch. Côte-d'Or*, H⁴ f^{ds} Saint-Bénigne, Obituaire.

Ce vœu se renouvelait tous les ans. Le centenaire en fut célébré avec pompe en 1631 et 1731. Vicomte-mayeur et échevins jeûnaient la veille, et le jour de la fête communiaient en public et faisaient des stations à Notre-Dame, à la Sainte-Chapelle, et plus tard à la chapelle des Capucins. (*Arch. munic. Dijon*. E. 40 (1531).

(3) *A. C. D.*, G. 173, f^o 31 (13 mai 1530).

(4) *Arch. Haute-Marne*, G. 156, fonds du Chapitre. L'acte en latin est du 12 mars 1555 (v. st.). Le cardinal laissait à cet effet 1.500 livres au chapitre ; on devait donner 20 deniers à chacun des chanoines chaque vendredi de Carême. (Cf. TH. TABOUROT, *Hist. des saintes Reliques*, p. 510.).

C'étaient des prières en l'honneur du divin Crucifié. Chaque vendredi de Carême, après les complies, « Messieurs » quittaient leurs stalles et suivant la grande croix que portait un prébendier, venaient se ranger face au grand christ du splendide jubé édifié par le pieux cardinal. Alors « s'y chantaient par quatre petits enfants lesdites Heures de la Croix » sur un mode impressionnant : il s'y faisait « un convoi de tout le peuple » (1).

Pour Chaumont mentionnons l'indulgence dite du « grand pardon », accordée à la collégiale Saint-Jean par le pape Sixte IV, à la demande de Jean de Montmirel. Givry la notifia de nouveau à ce chapitre (2).

Parmi les dévotions nouvelles de cette époque signalons la célébration de la fête du Saint Nom de Jésus, dont l'office venait d'être composé par le franciscain Brandin de Burtis et approuvé par Clément VII en 1530 : ainsi à Ligny-le-Châtel (3).

Les confréries étaient aussi, en face de la propagande protestante, un moyen de reconnaître les vrais catholiques et de les grouper en faisceaux plus étroits. Par là encore, l'on avait un organisme qui permettait de donner à l'affirmation de certaines croyances comme celles de la communion des saints, de l'efficacité des mérites et de la valeur des indulgences, de la présence réelle et mystérieuse du Christ dans l'hostie, une netteté et un éclat de nature à fortifier la foi des fidèles, à maintenir les hésitants, à édifier tous les chrétiens. Ajoutez enfin l'entraînement de l'exemple, le bienfait d'une charité mutuelle plus grande s'exerçant envers les vivants et les morts, la constitution de groupes particulièrement fervents, encadrés dans une organisation que précisent des réglemens soigneuse-

(1) « Au milieu de la nef, dira Piétrequin, *op. cit.*, p. 387, devant le grand crucifix et où assiste beaucoup de peuple. » Ainsi le comportait la fondation faite par le cardinal. Vignier se trompe donc en disant que les chanoines se tenaient dans le chœur.

Voir sur cette cérémonie : *La Renaissance*, 2^e P., *Le Jubé de Saint-Mammès, œuvre du cardinal de Givry*, et aux P. J.

(2) *Arch. Hie-Marne*, G. 54 (suppl.) (1554) : *vidimus* avec sceau, de la bulle papale de 1475.

(3) Le vicaire Jean Chantereau en assure la célébration dans la chapelle de Sainte Avoie, par une fondation, en 1556 (CORPAT, *Hist. de la ville de Ligny-le-Châtel*, p. 47). — Cet office, accordé d'abord aux frères Mineurs, ne fut concédé à l'Église universelle qu'en 1710.

ment et sagement élaborés, avec des chefs connus d'avance et des signes de ralliement, des réunions à jours déterminés, le plus souvent au pied de l'autel où se célèbre une messe solennelle, où l'on chante psaumes et cantiques, où l'on se retrouve pour des cérémonies toujours attachantes, comme la tradition des insignes et la « conduite » des bâtonniers. Rien de mieux pour relever ou entretenir le culte, ranimer la foi, maintenir l'obéissance et le dévouement à l'Église (1).

Ces avantages, le cardinal de Givry les énonce pour la plupart au début de la lettre qu'il envoya de Mussy le 18 octobre 1545 à Dijon, pour y instituer la confrérie de saint Étienne dans l'église abbatiale de ce nom. Après cet exposé qui est en latin, il promulgue en français les statuts de la nouvelle association pieuse placée sous le gouvernement de quatre obédienciers (2). On y pouvait recevoir « toutes personnes honnestes et de bonne conversation tant hommes que femmes et enfans de quelque lieu ou diocèse qu'ils soient. »

On peut rapprocher de ces confréries l'association du bâton de l'Assomption à Notre-Dame, dont la constitution fut approuvée par Givry le 9 août 1551 (3).

Il avait, au début de son épiscopat (30 mai 1533), sanctionné de même les statuts d'une confrérie en l'honneur de saint Vorles, érigée pour les jeunes gens de Châtillon-sur-Seine dans l'église Notre-Dame du Châtel, et l'enrichit d'indulgences (4).

Ce fut lui qui érigea la confrérie de saint Renobert, au village de Brevoines, près Langres, en 1544 (5). Comme celle de saint Étienne,

(1) Les confréries de corporation étaient, on le sait, presque toujours en même temps de véritables sociétés de secours mutuels.

(2) *Arch. Côte-d'Or*, G. 135, pp. 185-200, (copie du xvii^e s.). Voir aux *P. J.*

(3) Cf. BRESSON (J), *Hist. de Notre-Dame de Dijon*, p. 104.

(4) *Arch. Côte-d'Or*, E, 3951 liasse.

(5) La confrérie de saint Renobert, évêque de Bayeux, supprimée en 1792, rétablie en 1801, disparut en 1807. Voici le début du prologue qui ouvre le registre, proserimée due peut-être au dominicain Radet, l'un des premiers confrères :

« L'an mil cinq cens qu'on dist quarante quatre
Lorsque fier Mars persécutait le monde,
Que dame Paix s'esloigna pour combattre,
Et Guerre avoit son règne furibonde,

elle acceptait des membres de toute condition, de tout pays, en nombre illimité.

A Dijon encore il avait approuvé, le 3 mars 1542, une confrérie de prières pour les âmes du Purgatoire les plus délaissées, dont le siège fut la chapelle de Jérusalem, en l'église du Saint-Esprit (1). En 1550 fut établie, à l'église Saint-Michel toute voisine de Saint-Étienne, la confrérie des Trois Rois mages (2). Mais nous ne savons si le cardinal de Givry y aurait été pour quelque chose.

Lors furent esmeuz d'ung vouloir pur et munde,
Par bon esprit quelques gens sans faerye,
Pour congréger au payz à la ronde
Et ériger la belle confrayerie :
Par Monseigneur le Révérendissime
Que nous nommons, cardinal de Givry,
Divinement et d'ung cœur magnanime
Leur fut permis faire ceste acte-cy. »

Voir dans ROUSSEL, II, p. 303, les statuts, et la liste des confrères depuis 1544, p. 304. Voici le 12^e :

« Prions de cuer le glorieux patron
Saint Renobert qui soit intercesseur
Pour les vivans confrères en union
Vers Jésus Crist, nostre vray Rédempteur,
Qui donne grâce, luy qui est formateur,
Aux trépassés et joye au lieu célique ;
Qui donne paix, préserve de malheur
Les habitans de ce Roc lingonique. Amen. »

Les confrères devaient solenniser la fête de leur patron et chaque lundi assister en personne ou par procureur à une messe dite pour les associés. Le premier nom inscrit est celui du cardinal, puis viennent Jean d'Amoncourt, Anne dit Agnus du Châtelet, Guillaume Gaignot, etc. Saint Renobert était invoqué pour la conservation du bétail et des récoltes.

D'autres confréries existaient encore à Langres, comme celle de saint Pierre instituée en 1360, de saint Éloi, de sainte Geneviève, de saint Michel, de saint Joseph, de saint Martin, de saint Sébastien, de saint Fiacre.

(1) *Arch. Côte-d'Or*, Hist. ms de l'hôpital du Saint-Esprit, p. 73.

(2) Cf. PRUNEL, *Seb. Zamet*, p. 343.

Citons encore parmi les confréries qui existaient alors à Dijon : celles de saint Claude (à l'église Saint-Jean) fondée en 1383, de saint Antoine (à Saint-Pierre) en 1363, de la Sainte Hostie (à la Sainte-Chapelle), de saint Martin (à Saint-Philibert), (*Arch. munic. Dijon*, D. 26), de saint Joseph et des Quatre couronnés, de saint Jacques à la Chapelle-aux-Riches (*id.*), de saint Sébastien et saint Bernardin (confrérie de la compagnie de l'Arc), de saint Denis (I, 36), de saint Vincent, des Trépassés à Saint-Jean (*A. C. D.*, E. 3191-3192).- Voir aussi CHAPUIS, *Les anciennes corporations dijonnaises*.

De même nous ignorons si ce fut sous ses auspices que furent, à Langres, modifiés en 1541 les statuts de l'antique confrérie de saint Didier (1), laquelle comprenait 60 membres. Ces modifications furent faites au cours d'une réunion tenue le 24 mai 1541 au cloître de Saint-Didier (2).

Nous savons par le registre de la confrérie les noms de ceux qui y assistèrent. A parcourir cette liste, comme celles des autres confréries de la cité, on a connaissance de ce qu'alors on peut appeler le monde à Langres.

Elle s'ouvre par Anselme Petit, archidiacre du Dijonnais, et Jehan Pignard, doyen du chapitre (3).

(1) Voir l'énoncé des modifications apportées aux statuts de la confrérie de saint Didier dans *Registre de la confrairie de saint Didier* (bibl. Royer, à Langres, et copie à la bibl. Soc. et hist. de Langres). Cf. dans le *Bull. Soc. arch. de Langres*, du 1^{er} juillet 1878, un art. de Ch. Royer. — Le roi Jean II le Bon en avait été le premier confrère en 1354 avec Philippe de Rouvre, duc de Bourgogne.

(2) La « déclaration des ordonnances et statuts de la confrérie monsr. saint Didier » est en prose rimée, que précède un curieux thème sur le *quam bonum habere frutres in unum*, et que suit un « prologue en la vie et passion de monsr. saint Didier martyr et evesque de Langres », longue cantilène rimée également.

Voir f^o 37^r-40, les noms des confrères au temps du cardinal de Givry. Sur la fête de la confrérie, voir *La Renaissance*, 2^e part., 1. II : *Le Milieu*.

(3) Après eux, c'étaient : Gilles de Giey, chanoine et doyen de Chaumont, Pierre Genevois, écuyer, seigneur de Bleigny, procureur du Roi au bailliage de Chaumont, Nicole de Lancey, écuyer, contrôleur du grenier à sel à Langres, Philippe de Daillancourt, écuyer, Gilles Petit, écuyer, grenetier de Langres et lieutenant à la capitainerie de Langres de Mgr le duc de Guise, Antoine Bouvot, docteur ès droit, lieutenant général au bailliage de Langres, Claude Girault, écuyer, élu, Claude de l'Ausmosne, bourgeois, Bernard de Cirey, écuyer, licencié ès droits à Langres, Anceau Populus, bourgeois, Pierre Genevois l'esnel, grenetier de Montsaugéon, Guillaume Thierry, écuyer, licencié en loix et lieutenant du prévôt de Sens à Langres, noble et scientifique personne Jehan d'Amoncourt, chanoine et grand archidiacre, abbé de Longuay, Thibaut Legoux, écuyer, contrôleur en l'élection de Langres, Antoine Boursault, licencié en loix, Jehan Sonoys, chapelain en l'église Saint-Martin, Loys Bertholemin, bourgeois, Richard Martin, bourgeois, François Martin, contrôleur du grenier à sel de Villemaur, Jehan Gastebois l'esnel, bourgeois, Didier Martin, bourgeois, Claude Bégat, bourgeois, Maurice Privey, procureur de Mgr de Givry, Antoine des Essarts, écuyer, seigneur de Lirey et lieutenant général au bailliage de Chaumont, noble et scientifique personne Philippe de Choiseul, chanoine et abbé de Beaulieu, Symon de Saint-Belin, chanoine et chantre de Saint-Mammès, noble homme Chrestiennot, bourgeois, Claude Bornot, bourgeois, Nicole Deschamps, docteur en médecine.

(En présence de Pierre Privey et Martin Plusbel, praticiens, notaires et tabellions jurés en la cour dudit bailliage de Langres.)

Désormais chaque confrère serait obligé de prendre le bâton à son tour et de faire les frais de la réception d'usage (deux « repues » offertes aux confrères par le bâtonnier, le 23 mai), sinon de payer 40 livres t. au procureur de la confrérie. Le droit d'entrée dans celle-ci était de vingt sols.

Notons parmi les confréries du diocèse de Langres érigées à cette époque celle de saint Sébastien fondée à Chalancey le 4 janvier 1536 (n. st.) (1). L'acte d'érection est signé de Jean d'Amoncourt, docteur en droit, chanoine et archidiacre de Langres, abbé commendataire de Longuay, prieur de Saint-Geosmes, vicaire général tant au temporel qu'au spirituel du cardinal de Givry.

Venons maintenant aux principales de ces confréries, celles du Saint Sacrement. Givry en favorisa soit l'établissement soit le développement (2).

Le diocèse de Langres les connaissait du reste depuis longtemps. Ainsi à Montbard, il en existait une établie d'après certains (3) dès 1259, c'est-à-dire même avant l'institution de la Fête-Dieu par le pape Urbain IV qui était de Troyes, comme on sait. C'est la plus ancienne des confréries de ce genre instituées dans ce diocèse.

Elle avait été confirmée plusieurs fois par les évêques de Langres ; ainsi au ^{xiv}^e siècle par Guillaume de Poitiers, en 1454 par Gui Bernard, en 1497 par Jean I^{er} d'Amboise. Ses anciens statuts furent révisés et augmentés en 1531 avec l'approbation du cardinal de Givry (4).

A Dijon, l'évêque Jean I^{er} d'Amboise, à la demande du chapitre de la Sainte-Chapelle et des notables, en avait établi une en 1486 à la Sainte-Chapelle, où se conservait la Sainte Hostie

(1) Elle reçoit des fondations ; ainsi le 20 janvier 1540 (n. st.), de N. Truchard, prêtre résidant à Chalancey. Cent jours d'indulgence sont accordés à ceux des confrères qui assistent aux services de la confrérie et récitent trois *Pater* et trois *Ave*.

La pièce des statuts est signée A. Petit, vicaire général, et porte le sceau de l'officialité. (Cf. *Archives paroissiales de Chalancey*, liasse de 7 pièces, copie de l'époque).

Nos remerciements à M. l'abbé Triboix, naguère curé de Chalancey, qui nous l'a signalée.

(2) On sait que de nos jours l'Église invite expressément les évêques à instituer dans toutes les paroisses une confrérie du Saint Sacrement, ou équivalentement une confrérie du Sacré-Cœur, (Cf. nouveau *Code*, canon 711).

(3) ROUSSEL, III, p. 180. D'après le chanoine MARCEL, *Les livres liturgiques du dioc. de Langres*, p. 57, elle aurait été établie en 1374.

(4) Fragments de ces statuts à la *Bibl. nat.*, ms. lat. 20920.

envoyée en 1433 par le pape Eugène IV au duc Philippe le Bon (1).

On peut en signaler encore en divers endroits : ainsi à Laignes en 1511 (2), à Echevannes (3), à Poinson-les-Fayl en 1540 (4). On en trouve une à Châtillon en 1546, fondée en 1522 (5), et, semble-t-il, une également à Bar-sur-Seine.

Givry favorisa l'établissement de confréries de ce genre à l'image de celles dont il avait pu voir aussi à Rome le fonctionnement.

Durant l'hiver de 1548 (n. st.) (6), les Langrois, guidés par maître Louis de Mandreville, docteur en médecine, avaient résolu d'en former une dont le siège serait le couvent des Frères Prêcheurs (7). Sur les instances du cardinal, le pape Paul III accorda à la confrérie qui devait être instituée dans les six mois, les mêmes indulgences et faveurs spirituelles qu'il avait précédemment attribuées à la première confrérie du Saint Sacrement établie au

(1) Elle portait, dit-on, des traces sanglantes à la suite d'un attentat, et était l'objet d'un culte fervent de la part des Dijonnais. — On peut voir une reproduction de la Sainte Hostie de la Sainte-Chapelle de Dijon dans le *Cérémonial des Evêques* exécuté pour A. de la Barre, archev. de Tours (1528-1547), ms. ayant appartenu à la Sainte-Chapelle (cf. F. DAGUIN, dans *Bull. Soc. des antiqu. de France*, 1921, p. 78). Louis XIII fit don, pour en orner le reliquaire, de la couronne de son sacre. En 1541 Antoinette de Bourbon, femme de Claude de Guise, la charitable « mère des Guises », fit don d'un reliquaire pour les cérémonies d'ostension.

(2) *Arch. Côte-d'Or*, E. 3610 liasse : copie de l'acte de fondation.

(3) *id.*, E. 3598 bis, liasse.

(4) En 1540, Renault Ogier, clerc au diocèse de Langres, avait obtenu déjà, pour une confrérie du Saint Sacrement existant à l'église Saint-Martin de Poinson-les-Fayl, les mêmes faveurs spirituelles que celles de la Minerve. Cf. *Bull. Soc. H. et A. de Langres*, t. I, p. 239.

(5) Elle comptait 765 confrères dès l'année suivante (*Arch. Côte-d'Or*, E. 3594, reg., fo 8) et était affiliée à la confrérie similaire des Frères Mineurs de saint François de Paule à Rome (*id.*, E. 3597, reg. 3594, 3596).

(6) Le 1^{er} mars. Nous croyons que c'est en 1547, v. st. Pâques fut en 1547 le 10 avril, et en 1548 le 1^{er} avril. Givry était alors à Rome.

(7) Sur ce couvent des Jacobins fondé à Langres en 1232, voir JACQUIN (A), *Le couvent des Jacobins de Langres* dans *Mélanges Royer*, 1920. — Les Frères Prêcheurs étaient très aimés des Langrois et leur chapelle assidûment fréquentée. Le cardinal de Givry leur était dévoué. En 1539, le chapitre général de l'Ordre devant se tenir à Langres, il adressa à ses diocésains une lettre officielle les priant d'envoyer des aumônes au couvent de cette ville trop pauvre pour suffire seule à cette charge exceptionnelle (*ibid.*).

Voir aux *Arch. de la Haute-Marne*, fonds des Dominicains de Langres, liasse 2, la liste des « dévotions, fondations, confréries, assemblées qui se font dans l'église des Frères Prêcheurs de Langres ».

couvent dominicain de la Minerve par le frère Thomas Stella.

L'initiative de ce dernier n'avait pas été inutile, on s'en convainc à la lecture de la bulle ou indult *Dominus noster Jesus Christus* (30 nov. 1539) dans laquelle le pape approuve avec une faveur marquée la nouvelle confrérie. On y voit qu'alors le Saint Sacrement était conservé dans les églises paroissiales de Rome *minus honorifice et in locis abjectis sine ulla veneratione*, et qu'il était porté aux malades *ab uno tantum capellano sine ullis decore et reverentia*.

Cette première confrérie romaine du Saint Sacrement recruta des associés des deux sexes dans les diverses paroisses de la Ville éternelle. Grâce à eux, à leurs soins et à leurs aumônes personnelles, le Saint Sacrement fut conservé *in loco honorificato et honesto, lampadibus accensis die noctuque* ; quand on le portait aux malades, c'était désormais sous un dais, à l'imitation de ce qui se faisait pour les grands personnages, et au son de la cloche paroissiale, dont un signal spécial avertissait les confrères d'avoir (les hommes seulement) à quitter leur demeure pour faire un cortège d'honneur au Sacrement, ou en cas d'empêchement, d'y envoyer le plus digne de leurs proches. De plus chaque mois ils devaient faire célébrer une messe chantée à l'église de la Minerve, et y tenir au moment de l'élévation des cierges allumés, et de même le vendredi qui suit la fête du *Corpus Christi*, faire autour de l'église, cierges allumés en main, une procession solennelle du Saint Sacrement. Dans chaque paroisse un confrère était désigné pour aller avec un autre visiter les associés malades et les exhorter à confesser leurs péchés ainsi qu'à communier. Chaque semaine les confrères devaient réciter cinq fois l'oraison dominicale et cinq fois la Salutation angélique en l'honneur du Saint Sacrement, et de même les femmes à genoux, au son de la cloche qui annonçait le cortège du viatique.

Tel devait être le règlement de la confrérie de Langres dont les statuts, sans doute pour cette raison, ne figurent pas dans son registre matricule (1).

(1) Voir le *Registre matricule de la Confrérie du Saint Sacrement érigée en l'église et couvent des Frères Prescheurs de Lengres* (à la bibl. de la ville de Langres, ms. 67, copie à la bibl. de la Soc. archéol. de Langres, A, 70). Une lettre de Givry relative à cette institution se trouvait à la Bibl. municipale (brûlée en 1892) sous le n° 372.

Voir le « Règlement pour la confrérie du Saint Sacrement de Saint-Mammès », Langres, chez Laurent-Bournot, 1830, 4 pp.

On peut y lire en revanche la copie de la bulle de Paul III avec un *Motu proprio* annexe et l'énumération des faveurs spirituelles accordées aux membres de la confrérie langroise du Saint Sacrement. Le pape lui étendait toutes celles dont jouissaient alors d'autres confréries et associations pieuses de la ville de Rome, savoir celles de l'image du Sauveur au *Sancta Sanctorum*, de l'hôpital Saint-Jacques, des saints Côme et Damien, de l'hôpital du Saint-Esprit, etc. Une indulgence plénière, à l'instar du Jubilé, était octroyée le jour de leur entrée dans la confrérie aux fidèles confessés et communés, et de plus trois fois au cours de leur vie. De même d'autres indulgences étaient attachées à l'accomplissement des actes de piété eucharistique fixés par les statuts, des facultés spéciales concernant le choix d'un confesseur accordées aux confrères en danger de mort, ainsi que l'absolution de leurs cas réservés. Enfin les modifications que les dignitaires de la confrérie jugeraient à propos d'apporter pour son bon fonctionnement seraient considérées comme opérées par le Saint Siège, et toutes ces mêmes faveurs étendues *ipso facto* à toutes les confréries qui seraient établies, à l'imitation de celle de la Minerve, sous l'invocation du saint « Corps du Christ ».

Dans une lettre donnée de Rome *in aedibus nostræ solitæ residentie* (1) le 26 décembre 1547, et contresignée Joubert, le cardinal de Givry rappelle les démarches qu'il a faites auprès des maîtres de la confrérie de la Minerve pour avoir communication des statuts et privilèges de la dite confrérie, et déclare approuver et encourager vivement celle que les habitants de Langres et des environs allaient instituer au couvent des Dominicains à Langres.

Il accorde cent jours d'indulgence à ceux qui assisteront à la messe de la confrérie célébrée chaque jeudi à l'église du couvent, et après vêpres à « l'élévation de la Sainte Eucharistie », de même à ceux qui prendront part à la procession mensuelle au même lieu, à la procession de la Fête-Dieu, et y visiteront le Saint Sacrement aux jours de l'octave de cette fête.

Quelque temps après l'établissement de cette confrérie de Langres, le frère François Romée de Châtillon, maître général de l'Ordre,

(1) A Sainte-Agnès *in Agone*. C'est en ce même mois de décembre 1547 que le cardinal Charles de Lorraine, consacré évêque par Givry l'année précédente, se trouvait aussi à Rome pour y recevoir le chapeau.

voulant réagir contre l'attitude des hérétiques vis-à-vis de l'Eucharistie et rendre encore plus d'honneur à celle-ci, ordonna de la transporter du chœur, où on la plaçait jusque-là au-dessus du maître-autel, dans une chapelle plus à la portée des fidèles, érigée récemment au milieu de l'église par les soins des membres de la confrérie (14 juin 1550) (1).

On a ici encore la liste des confrères, et nous pouvons faire la même remarque que plus haut. En tête figurent : « Monseigneur le Révérendissime cardinal de Givry, évêque et duc de Langres, per de France, messire Jehan d'Amoncourt, docteur ès droitcz, abbé de Longuay, vicaire général dudict sieur révérendissime », puis le médecin Louis de Mandreville, Bernard de Cirey, élu et procureur de Langres, Claude Girault, élu, et sa femme Claude Girardot, puis Simon Noirot, marchand, et Claude Boutechou, sa femme, Jehan Roussat, contrôleur du magasin de Langres et sa femme Jeanne Noirot, Pierre Genevoys, receveur du magasin de Montsaugéon, et sa femme Françoise de Lecey, Robert Delecey, marchand, et Claude Daillancourt, sa femme, Jehan Villot, praticien, et Glantine de Theiade, sa femme, Gengoul Colin, praticien, et Magdeleine Fourrel, sa femme, tous échevins; puis encore Gilles Petit, écuyer, lieutenant, et sa femme Catherine Tabourot, Guillaume Thierry, écuyer, et sa femme Bonne d'Aubepierre, Prudent Chabut, écuyer, élu, et Marguerite de Cirey, sa femme, Antoine Bouvot, docteur ès droits, et Guillemette Genevoys, sa femme, Maurice Privey, procureur de Monseigneur le Révérendissime... Citons encore Agnus du Chastelet, chanoine de Langres, abbé de Flabémont, Nicolas Nicolaï, procureur du chapitre, Étienne de Mandreville, chanoine, Hugues Thomassin, recteur des écoles, Claude Béga, contrôleur en l'élection de Langres, Jehan Bertholemin, avocat du Révérendissime, et Agnès de Mandreville, sa femme, Jean Duvet dit Drouot, orfèvre, et Jeanne sa femme, Jean Senault, peintre, Jehan d'Amoncourt, seigneur de Piépape, etc. (2).

(1) Voir *Registre* ci-dessus indiqué.

(2) La plupart de ces noms se retrouvent ici et là, au cours de la présente étude sur le cardinal de Givry.

Presque tous aussi figurent avec quelque illustration dans les annales de la ville de Langres.

Les biens et revenus de la confrérie étaient administrés par le procureur et les échevins. Chaque année une assemblée générale se tenait au cloître de l'église Saint-Michel des Jacobins.

Répétons que c'est surtout par réaction contre les attaques des Protestants — *les Sacramentaires* — que furent érigées en France ces confréries du Saint Sacrement (1).

Pendant ce même séjour à Rome, où il pourvut à l'établissement de la confrérie du Saint Sacrement de Langres, Givry s'était déjà employé à la formation de celle de Châteauvillain (2). Celle-ci fut instituée tant dans l'église collégiale que dans l'église paroissiale en vertu d'une bulle de Paul III, du 9 décembre 1547. Le cardinal envoya à ce sujet des lettres de Rome, datées du 18 décembre, et approuva les statuts au nombre de 19 (3).

(1) Ainsi qu'on le voit, par exemple, dans les statuts de celle de Rouen, érigée le 15 juin 1561, sous l'autorité du prince cardinal de Bourbon, archevêque. On y lit : « *la cauze et raison* pourquoy la confrarye générale du très saint Sacrement de l'autel a esté instituée et érigée en ceste ville de Rouen, auquel tems le culte divin, la révérence et adoration deus au très auguste et divin sacrement estoit empescher, et l'exercice de la religion catholique apostolique et romaine prohibée et défendue par la violence des hérétiques, lesquels s'estoient rendus maistres de la ville, par l'audace, témérité d'iceulx ennemys jurés de la foy, après quelque progrès s'estoient tellement desbordés que, sans crainte de Dieu ny respect du roy et de la justice, abatoient et ruynoient la croix, remembrance de la passion de Nostre Sauveur et Redempteur Jésus Christ, et les images des saints, pilloient et violloient les saints temples et églises, souilloient le Saint Sacrement aux pieds et faisoient presche à main armée, perpetoient publiquement et impugnément plusieurs actes plus que barbares... ayant proposé, comme il est à juger par leurs actes et méchants livres, à abroger et abolir le saint sacrifice de la messe : ce que voyant, quelque petit nombre de notables personnes et bourgeois serviteurs de Dieu... s'assemblèrent et resoudèrent faire une association de confrérie du Saint Sacrement. » (*Arch. Seine Inf.*, G. 9.870).

(2) Voir aux *Arch. munic. de Châteauvillain*, registres des actes paroissiaux, liasse 1663-1672, le registre intitulé : « État des confrairies, associations, exposition, procession et bénédiction du T. S. Sacrement établies à Châteauvillain, tant à l'église collégiale de Saint-Jean-Baptiste et de Saint-Berchaire qu'en l'église paroissiale Notre-Dame. »

Plus tard, en 1629, Edme Jolibois fonda une procession et bénédiction du Saint-Sacrement tous les troisièmes dimanches de chaque mois après vêpres. En 1567, de même fut fondée une procession et bénédiction tous les premiers jeudis de chaque mois. Fut-ce une substitution à la précédente ? (Communication de M. le chanoine Agnus, curé-doyen de Châteauvillain, auquel nous adressons ici nos remerciements.)

(3) Par le 11^e, les confrères sont tenus de faire célébrer solennellement une messe en ladite église tous les troisièmes dimanches de chaque mois, et par le 22^e, ils sont

D'autres encore furent établies à la suite dans le diocèse. Ainsi à Ligny-le-Châtel vers 1550 (1).

Grouper les fidèles ne suffit pas, il faut les instruire. Givry avait fait recommander par le concile de Lyon en 1528, que les curés eussent soin de distribuer l'enseignement au peuple. On verra que dans les Statuts diocésains de Langres il les presse d' « instruire et endoctriner chaque dimanche et fête la population qui leur est confiée (2) ».

En ce qui le concerne personnellement, nous avons déjà noté les prédications qu'il fit faire à Dijon par le Minime de Parenti durant l'hiver 1538-1539. Le prédicateur, logé à Saint-Étienne, reçut de lui 4 livres 10 sols pour neuf sermons (3).

Nous dirons dans quelles circonstances il quitta la ville, après y avoir obtenu un réel succès (4). Nous avons connaissance d'autres prédications à Dijon, ainsi en 1535 celles du Carême à Saint-Jean faites par le Carme Anselme Tourteville (5), et à la Sainte-Chapelle en 1542 celles de maître Fidelis (6). A Langres en 1550 ou 1551, ce fut son vicaire général Mangeard qui prêcha le Carême (7). Fait à remarquer : on sait, en effet, que le ministère de la prédication était exercé alors ordinairement par les ordres mendiants, Jacobins et Minimes. Le clergé rural n'avait point été assez préparé par une étude solide de la doctrine. Seule une élite avait étudié dans les Universités, et celle-là occupait les bénéfices urbains. Point de séminaires alors. Cependant, à Langres, nous voyons qu'il y avait des leçons de théologie faites sous les auspices du chapitre, sans parler des cours de ce genre faits au couvent des Jacobins pour leurs novices.

tenus d'assister aux processions qui se feront aux troisièmes dimanches de chaque quart d'an. »

(1) Cf. LEBEUR, *Mémoires concernant l'histoire ecclésiastique et civile d'Auxerre*, t. I, p. 590.

(2) Voir infra.

(3) *Arch. Côte-d'Or*, G. 457 f° 97. Cf. *Arch. munic.*, B. 181, f° 25.

(4) Voir infra : *Les Débuts du Protestantisme*, ch. II.

(5) *A. C. D.*, G. 47.

(6) *A. C. D.*, G., 1515. Il reçut six écus.

(7) Moyennant cent sols. (*Arch. munic. de Langres*, 910, compte de Jacques Bouve, receveur des octrois sur le sel).

Y eut-il été suffisamment préparé, le clergé rural occupé à gagner sa vie, ne pouvait se consacrer à cette œuvre essentielle de la prédication, et sans doute n'en avait guère le goût. Son activité religieuse se maintenait dans les limites d'une besogne cultuelle. De là les exhortations de Givry dans ses Statuts.

En dehors des annonces du prône, où l'on lisait les dix commandements, et des *tabellæ* affichées dans les églises et rappelant les devoirs du chrétien, le peuple avait-il beaucoup de nourriture spirituelle ?

Il avait sous les yeux assez fréquemment les représentations des « mystères » ; à Langres et à Dijon, pour ne parler que de ces villes, pas de grande circonstance, telles les entrées des princes et princesses et des gouverneurs, qui n'en comportât. Dans les églises même il s'instruisait à contempler, à méditer ces vitraux, ces fresques, ces bas-reliefs, ces retables, ces mises au tombeau, œuvres d'art multipliées, nous l'avons dit, jusque dans les villages, par l'âge précédent, et encore à l'époque (1). Nous avons parlé des livres de spiritualité et de piété, qui abondaient alors, bien avant saint François de Sales et même Luther (2). N'étaient-ils qu'aux mains d'une élite (3), abbesses et religieuses, dames du monde, auxquelles souvent ils étaient dédiés, comme ce petit traité sur la communion et la préparation à la mort, dédié par Pierre Doré à la jeune abbesse Louise de Bourbon, petite-nièce du cardinal de Givry (4) ?

Si la prédication était surtout le fait des religieux, cela ne veut pas dire qu'elle fût toujours parfaite.

On sait ce qu'elle était en général à cette époque : l'emphase, l'abus des citations profanes ou mêmes scripturaires, celles-ci prises souvent dans des sens d'une accommodation fantaisiste et déplacée, l'abandon du terrain dogmatique, les allusions personnelles, les attaques virulentes, un langage tantôt trivial, tantôt scolastique et

(1) Citons celles de Chaource, Châtillon-sur-Seine, Chaumont, Langres, Selongey, Tonnerre.

(2) On sait que JANSSEN l'a démontré en ce qui concerne surtout l'Alsace et les pays du Rhin. (*L'Allemagne à la fin du moyen âge*, trad. fr., 1887, liv. I, ch. II).

(3) Évidemment, s'il s'agit d'exemplaires riches. Ceux du type le plus humble, usagés et de nulle valeur marchande ont disparu, sauf de rares exceptions.

(4) Voir *La Renaissance*, chap. prélim., et aux P. J. un fragment de sermon du P. Doré.

inintelligible au commun de l'auditoire, voilà quelques-uns de ses défauts, sans parler de l'abus d'un thème intéressé, celui des annonces de quêtes et de demandes d'argent. Dans certaines villes les laïcs veillaient eux-mêmes à avoir des prédicateurs dont ils s'éri-geaient au besoin les juges. Ainsi à Dijon le 6 juin 1561 : les échevins « considérant, disaient-ils, la défectuosité qui est de présent de gens doctes et scavans es couvents des mendiants de ladite ville », envoyèrent chercher des prédicateurs à Dole (1). Ils trouvaient, sans doute, que les leurs n'étaient pas à la hauteur pour répondre aux luthériens. Le 15 décembre 1559 déjà, l'avocat Grostet avait été délégué près du père gardien des Cordeliers de Dijon pour obtenir un autre prédicateur, car celui qu'ils avaient était d'une insuffisance notoire (2). D'autres fois on leur reprochera à tort ou à raison de manquer d'orthodoxie et de pencher vers les « erreurs luthériennes (3). »

L'évêque de Langres et ses représentants encouragèrent plus d'une fois les prédicateurs et leurs auditeurs.

On a indiqué en quelle estime Givry tenait les Dominicains de Langres. Les Frères Mineurs de Châteauvillain virent aussi leur apostolat favorisé sous son épiscopat. Ainsi nous avons une lettre par laquelle Jean d'Amoncourt, évêque de Poitiers et son vicaire général, les recommande chaleureusement aux recteurs des paroisses, en la personne de l'un d'eux, le frère Flocelle Blandin : « qu'on le préfère, dit-il même, à tous autres prédicateurs. » Et il accorde 40 jours d'indulgence à tous les fidèles qui vraiment contrits et confessés, ou ayant le ferme propos de se confesser, assisteront à ses sermons (15 nov. 1558) (4). Le Fr. Flocelle Blandin recevait *ad annum* le pouvoir de prêcher, de quêter dans les paroisses du diocèse, de confesser, d'absoudre des cas ordinaires seulement. Il était averti, en outre, d'avoir à recommander souvent l'obligation de la dîme et autres droits sanctionnés par les canons.

Nous connaissons les noms de plusieurs autres prédicateurs du

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 198, f^o 135. Cf. 173 bis.

(2) *Id.*, B. 197, f^o 106.

(3) Cf. *infra*, livre III, ch. III.

(4) *Arch. Haute-Marne*, G. 109. Lettre donnée sous le sceau de l'Officialité de Langres et signée Gaignot. (Voir aux P. J.)

même couvent par une lettre du gardien Adrien Gaingnet adressée au cardinal de Givry (1^{er} déc. 1559) (1).

*
* *

Une des questions que l'on se pose naturellement eu égard à l'époque où il vécut, l'époque de l'apparition du protestantisme, c'est de savoir si l'on tint sous son épiscopat à corriger certains abus. La réponse est affirmative.

Ainsi, en 1543, il donne l'ordre au prieur des Carmes à Dijon de ne plus permettre que désormais on exposât dans son église devant l'image de Notre-Dame de Recouvrance les *enfants morts-nés*. Des scandales, en effet, étaient parfois la conséquence de cette pratique (2), née d'un bon sentiment. On conçoit que des expositions de ce genre, faites avec indiscretion et sans contrôle, pouvaient provoquer des manifestations de diverse nature peu compatibles avec le respect du lieu saint et une véritable religion : cris, imprécations véhémentes, sanglots, discussions dans la foule anxieuse et guettant un signe de résurrection, afin de baptiser l'enfant, enfin réflexions de tout acabit mêlées à des emportements superstitieux.

Autre sujet de plaintes : la dispensation, et d'abord la *collecte des aumônes*. Il arrivait que tantôt elles étaient sollicitées et recueillies par des gens sans mandat, avec importunité ou sans garanties ; tantôt, même reçues légitimement elles n'étaient pas employées pour le but qui les justifiait. Nous avons une preuve de la sollicitude du prélat à cet égard dans une lettre qu'il adressa de Gurgy, à la fin d'octobre 1550, à « Messieurs les maire et échevins de

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 109. Ce sont les frères Bernard Colin, lecteur, Claude Monier, Nicolas Robert. La lettre a pour objet de les présenter au cardinal de Givry, ainsi que le frère Flocelle Blandin, et de solliciter pour eux les pouvoirs de prêcher dans tout son diocèse, de confesser et d'absoudre des cas réservés. Elle est signée de la main du gardien et sous le sceau du couvent. (Voir aux P. J.)

(2) *Arch. munic. Dijon*, B. 182 reg. f^o. — Voir aux *Arch. Côte-d'Or*, f^{ds} Boudot, ms 79, f^o 24, la mention avec témoignage à l'appui, d'un fait qui s'est produit le 11 octobre 1507 en l'église collégiale de Beaune devant l'image de la Vierge au grand Autel. Un enfant mort-né y fut exposé de 4 à 7 h. 1/2 du soir, finalement il donna des signes de vie (sueur, mouvements des yeux et des jambes) et fut de suite aspergé d'eau pour son baptême. Alors il « s'enraidit et mourut. »

la ville de Dijon. » Il leur annonce que sur l'assurance qu'ils lui ont donnée relativement à l'emploi consciencieux des aumônes destinées à l'hôpital du Saint-Esprit, il a « bien volontiers et libéralement » accordé la dépêche des mandements et placetz » qu'ils désiraient, « me confiant aussy, dit-il, que les questes se feront deument et sans abus par ceulx qui y seront députés et me desplairait fort qu'il avoient aultrement. » (1).

La mention finale écrite de la main du cardinal est du ton le plus cordial. Quelques années auparavant, cette question des aumônes avait été l'occasion d'un froid momentané entre le cardinal et les échevins dijonnais. L'amiral Chabot était intervenu assez rudement pour remettre ceux-ci à leur place (2). Ils voulaient, en effet, contraindre le cardinal ou ses gens de Saint-Étienne et de Saint-Bénigne à certaines aumônes en nature, même en usant de la force. Non pas que Givry fut réfractaire à la charité — les comptes de Saint-Étienne, par exemple, portent des mentions nombreuses de ses libéralités habituelles envers les pauvres — mais les magistrats, poussés par la nécessité, avaient sans doute exagéré leur demande ou agi sans respect pour l'autorité de l'abbé, ou bien celui-ci avait des raisons de penser que les aumônes impérieusement demandées donneraient lieu à quelques abus.

Le conflit avait été à l'aigu, quand les échevins firent saisir des biens de l'abbé, cardinal, évêque-duc et pair de Langres, oncle du gouverneur, pour en tirer argent, savoir les grains de ses fermiers (3).

On voit que d'une part il était « bien volontiers et libéralement », pour employer sa propre expression, incliné à seconder la charité, et que d'autre part il tenait à ce que tout se passât en ordre et avec les permissions et le contrôle nécessaires.

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 454, f° 89. — Voir aux P. J.

(2) « Je trouve bien estrange, leur écrivit-il le 7 déc. 1542, de Pagny, que vous contraignez Mgr le cardinal à faire des aulmônes, et que vous saisissiez son revenu pour ce faire, ce que le Roy n'entend point. A ceste cause, faictes rendre aus dictz fermiers ce qu'on leur a arresté, et faictes cesser telles poursuites, autrement je y pourvoyrai, en sorte que vous vous en apercevrez... Vostre bon amy, Bryon. » Cf. *Arch. munic. Dijon*, B. 459, f° 68, orig., cf. GARNIER, *Corresp. de la mairie de Dijon*, t. I. p. 387, et sur cette question des grains, t. I., n°s CLIII, CLXXIII. — Voir aussi ce que nous disons plus loin du paupérisme à Dijon, au chap. II du livre III.

(3) Cf. *Arch. munic. Dijon*, B. 182, Délib. du 27 nov. 1542.

On trouve un indice de cette double attitude de Givry dans une pièce rarissime imprimée entre 1530 et 1545 et destinée à être affichée dans les églises et les établissements hospitaliers du diocèse de Langres. C'est un petit placard in-4° oblong de 7 lignes en caractères gothiques, ainsi libellé : « De la permission du R. P. en Dieu monseigneur l'évesque et duc de Langres, per de France, on vous recommande l'hospital Saint Jacques du Hault Pas près Paris, auquel tous pélerins sont logez. » (1)

Doit-on s'étonner que sa vigilance n'ait rien eu à reprendre à certaines pratiques qui aujourd'hui nous paraissent entachées de puérité ? Telle la fulmination d'anathèmes avec monitoire (2) adressé à certains insectes et autres bêtes nuisibles.

Pour comprendre ceci, il convient de nous reporter aux mœurs de la fin du moyen-âge, qui se perpétuent en plein xvi^e siècle, sinon au delà. En Bourgogne l'usage était d'instruire et plaider des procès d'animaux nuisibles. Après les plaidoiries des avocats, le jugement était prononcé et « exécuté ».

Ainsi un cheval de Montbard avait été en 1389 jugé par la cour de Dijon et condamné à mort pour « avoir méchamment occis » un homme. A Til-Châtel, en 1415, le seigneur avait obtenu du duc de Bourgogne permission d'élever des fourches patibulaires pour y pendre une truie criminelle qui était emprisonnée depuis cinq ans. Des porcs furent suppliciés de même à Rouvres, à Labergement près

(1) *Revue de Champagne et de Brie*, 1885, p. 315. N'oublions pas que la demeure parisienne des évêques de Langres était proche de cet hôpital, se trouvant sur l'emplacement de l'actuelle Sorbonne, ou plus exactement du lycée Louis-le-Grand, jadis collège de Clermont sur la Grande Rue. C'était « l'hôtel de la Cour de Langres ». Cf. DUPONT-FERRIER, *Du collège de Clermont au lycée Louis le Grand*. — Voir aussi M. FOSSEYEUX, *L'hôpital Saint-Jacques aux Pèlerins*, dans : *Bull. Soc. histoire de Paris et de l'Île de France*, 1914, pp. 117-134.

(2) Cf. *Arch. munic. Dijon*, B. 191, reg., f° 214, où, est reproduit *in extenso* le monitoire latin en question. LAVALLE, dans son *Histoire et statistique de la vigne et des grands vins de la Côte-d'Or*, en donne (p. 33-34) une traduction abrégée. — Un exorcisme de ce genre avait eu lieu en 1490 (cf. *Arch. Côte-d'Or*, G. 516, f° 92), contre les « urebères » et « cancouaires », et en 1500 contre les rats, mouches et urebecques.

Les vigneronns de Dijon étaient groupés dans la confrérie de saint Martin érigée le 22 mai 1498 par Jean d'Amboise, évêque de Langres. Elle subsista jusque vers 1840. (Cf. *Bull. Dioc. de Dijon*, 1901, p. 126 12-18, 164). La confrérie de saint Vincent groupait ceux de la Côte. (Cf. CORNEREAU, dans *Mém. Acad. Dijon*, 1922).

de Nuits, et encore en 1512 à Arcenant, pour avoir mutilé ou dévoré des enfants « au bers ». Un méfait de ce genre valut en 1540 à un « habillé de soie » de Brochon, seigneurie du chapitre de Langres, le châtiment de la pendaison auquel le condamna le juge local (1).

On connaît le procès intenté aux rats à cette époque par l'official d'Autun. Leur savant avocat Chasseneu fit opposition au début et embarrassa les juges en alléguant que ses clients ne pouvaient comparaître, tant qu'il y aurait ne fût-ce qu'un chat aux abords du Palais.

A Beaune, procès contre les mouches. A Fontaine-lez-Dijon, excommunication accordée au curé Broisson par les vicaires généraux de Jean d'Amboise le 19 mai 1500 : « contre ceux qui parlent de mocquerie ou qui se moquent des autres et — admirons cette assimilation dont la malice sent bien le terroir — contre les rats, les langoustes ou sautereaux, et tous autres animaux immondes... » (2). En 1640 encore, les gens de Chauvirey demanderont l'excommunication contre leurs rats et « rattes » (3).

En juin 1552, le vicaire général Philippe Berbis, en vertu de l'autorité du cardinal de Givry, anathématisa à Dijon les *urebères* ou *escripvains* (4) qui causaient du dégât aux vignes. Cette curieuse pratique avait déjà été en usage sous Michel Boudet (5) et bien avant le xvi^e siècle. Elle était bien vue des vigneron de Bourgogne et de Champagne. Dans la douleur où ils étaient de voir périr leurs précieux plants, ils objurguaient l'Église de lancer le « monitoire » contre les pernicious insectes, de les sommer de cesser leurs ravages et de quitter le territoire. Il n'eût pas fait bon, sans doute, leur résister.

Ne sourions point trop du solennel monitoire latin de Berbis (6).

(1) Cf. MONGET, *La Chartreuse de Dijon*, t. II, p. 226.

(2) *Arch. munic., de Dijon*, D. 28.

(3) *Invent. som. Arch. Langres*, n° 415.

(4) Appelés encore « urebecs, urebées. » Ce sont des coléoptères (*bromus vitis*, espèce d'eumolpes) qui rongent les feuilles de la vigne, la découpent en sillons ayant l'aspect de caractères d'écriture (d'où le nom d'écrivains).

(5) Au dire de GAULTHEROT, *L'Anastase*, l'an 1516 Michel Boudet décerna commission contre les « rattes, souris et hurbez qui rongeaient les bleds emplantés, le 27 avril : monition et incrépation le 3 juin ensuivant, que l'on m'a faict veoir, avec une copie de la rénovation du vœu fait par les chanoines et habitants de Langres de jeûner la veille de Saint-Mammès. » (p. 425).

(6) Cf. *A. M. Dijon*, B. 191, f°s 214 ss.

Laissons aux esprits moroses et fanatiques la tâche de se scandaliser. A travers la naïveté et la virulence de certaines formules, sachons percevoir l'émotion légitime des pauvres gens qui se voyaient déjà frustrés de leurs espoirs par les maudits « urebecques », après tant de sueurs et de soins prodigués à la vigne. L'Église, maternelle et encore si près du peuple d'alors, se faisait enfant avec lui et pour lui. Rien que d'entendre le son de ces injonctions latines lui était déjà un soulagement, un apaisement. La puissance qu'il tenait pour la plus haute de ce monde ne se mettait-elle pas de son côté ?

Il reprenait courage. Car au fond de tout cela il y avait pour ces âmes croyantes, confiantes dans l'efficacité de la prière, dans le pouvoir surnaturel du prêtre, le sentiment très juste de la bonté et de la puissance du Créateur :

Aux petits des oiseaux Dieu donne la pâture
Et sa bonté s'étend à toute la nature.

Nous ne voyons pas non plus pourquoi on reprocherait au cardinal, ou à ses représentants, d'avoir laissé se perpétuer dans les églises de Dijon, sinon ailleurs, à Saint-Étienne par exemple et à la Sainte-Chapelle, l'usage de traîner sur un charriot, le troisième jour des Rogations, un « dragon » (1) monstrueux que l'on tenait soigneusement en état et faisait repeindre par Jean d'Orain et autres : c'était le symbole des puissances mauvaises dont on priait le ciel d'être délivré.

Nous pourrions appliquer quelques-unes tout au moins de ces réflexions à d'autres objets, par exemple à ces *processions blanches* qui se formaient en temps de sécheresse, pour aller à des sanctuaires comme Sainte-Reine, Saint-Seine, N.D. d'Époisses, N.D. d'Étang. On voyait — ainsi en fut-il en 1556 (2) — de longues théories de jeunes filles rangées par paroisses, revêtues d'étoffes blanches, et pieds nus en signe de pénitence, à la main des baguettes pour écarter les cailloux, s'avancer durant les nuits d'été sous « l'obscur clarté qui tombe des étoiles » et se rendre, souvent de très loin, aux

(1) *A. C. D.*, G. 457 (comptes de Saint-Étienne) ; G. 1524, f. 92 (comptes de la Sainte-Chapelle).

(2) Cf. RECORDON, *Le Protestantisme en Champagne*, p. 31, 68, 209 ; Cf. *A. M. D.*, B. 183 (1545 : procession à Époisses).

lieux de pèlerinage. Parfois la chaleur accablante du jour les trouvait encore en chemin, mêlant leurs litanies au bruissement des « sautereaux », et les bonnes gens des villages d'accourir, moitié curiosité, moitié charité, avec des rafraîchissements (1). Au fur et à mesure qu'on approchait du terme, le pieux et long cortège se grossissait de nouvelles recrues. Des désordres se produisaient et, paraît-il, des querelles de préséances entre paroisses, des questions de bannières surgissaient, grave affaire comme l'on sait, des voies de fait et autres incidents regrettables pouvaient survenir.

Mais le peuple tenait à cette coutume, en soi respectable et très ancienne. Ce ne fut qu'en plein XVII^e siècle que l'évêque de Langres crut pouvoir l'interdire (2).

D'autres usages, plus certainement répréhensibles, furent battus en brèche sous le gouvernement du cardinal de Givry. Ainsi celui de la « foulière » de Saint-Jean à Dijon.

Le 23 juin on faisait une immense flambée devant l'église, et le feu éteint, la foule chantante et dansante envahissait le lieu saint, puis commençait à travers les rues la sarabande du « rondot » (3). Après des démarches de l'autorité ecclésiastique, le Parlement, en 1556, interdit la veillée de la Saint-Jean (4).

(1) Sur la procession de Saint-Seine, où l'on portait de Saint-Seine à Dijon les reliques du saint invoqué contre la sécheresse, voir des détails dans MIGNARD, *Hist. des principales fondations religieuses du bailliage de la Montagne*, dans *Mém. Comm. ant. Côte-d'Or*, t. IV (1864), p. 255-256. Le 8 juin 1620, elle dura 48 heures aller et retour, groupant par paroisses plus de 3.000 jeunes filles. Reçues aux portes de Dijon et régalingées par la municipalité qui les reconduisit jusqu'à la Charmotte, elles rentrèrent le lendemain à Saint-Seine tard dans la nuit, après avoir couché la veille à Fontaine. Sur tout le parcours les populations de Talant, Plombières, Étaules, Val-Suzon, etc., accouraient, apportant des rafraîchissements, et accompagnaient le cortège jusqu'au pays voisin. — Le 10 juin la même paroisse se rendit à l'église Sainte-Anne à Villotte. Déjà 58 paroisses étaient venues à Saint-Seine et avaient assisté à une messe en plein air.

(2) Sébastien Zamet.

(3) Cf. H. CHABEUR, *Dijon à travers les âges*, p. 91.

(4) Voir infra livre III, ch. II. — A Dijon se livrait-on encore, le jour de Saint Étienne, dans les églises et au dehors, aux divertissements d'un goût douteux dits des Saints Innocents ? Le 19 janvier 1553, n. st., son Parlement interdit aux choriaux et aux « habitués » de Saint-Vincent de Chalon le jour des Saints Innocents de faire tumulte en l'église, danser par la ville en habits indécents à leur état ecclésiastique, etc.

Ici, comme l'on voit — et ce ne fut pas la seule fois à Dijon — les pouvoirs publics, Parlement et Chambre de Ville, ajoutaient le poids de leur autorité à celui de l'autorité spirituelle pour comprimer les abus.

D'autres mesures semblables ont pu être prises par le cardinal ou ses représentants. Ce qui nous invite à le penser, c'est l'éloge qu'on lui adressait, vers la fin de sa longue carrière, d'avoir purifié son diocèse de diverses souillures (1).

Il est dit même : *cunctis sordibus*. Exagération, mais qui laisse une bonne marge d'appréciation favorable à Givry. A nous de comprendre que l'auteur en question a entendu parler de ce qui était faisable, eu égard aux circonstances. Il n'est au pouvoir d'aucun homme d'abolir tous les abus ni même de les connaître tous.

* * *

Un terrain sur lequel nous pourrions en trouver, c'est celui de la dîme, impôt cultuel à percevoir en nature, comme on sait, sur le produit des biens de la terre (2).

Nous aurions pu l'aborder seulement plus loin, en traitant du gouvernement temporel de Givry, et non sans de justes raisons, ainsi qu'on va le voir. Mais la dîme est d'ordre spirituel dans son principe : *jus decimæ spirituale* (3).

Elle était alors, comme auparavant et depuis, l'occasion d'abus de diverse nature, soit de la part des décimables soit de la part des décimateurs, sans compter que des voix, celles de religieux parfois, en contestaient l'obligation, à l'exemple des Vaudois.

En fait, beaucoup de redevables cherchaient à en restreindre l'assiette, qui était déterminée uniquement par la coutume et déjà bien diminuée, ou bien se dérobaient soit par le refus formel, soit

(1) Cf. *infra*, p. 217. — Notons encore ce détail : en Carême le cardinal interdisait les pompes excessives, pour les mariages, les cortèges au bruit des trompettes. *Arch. Côte-d'Or*, G. 194, f. 12.

(2) Au *xvii^e* siècle, il n'y a plus de dime personnelle, c'est-à-dire sur les produits du travail, du commerce, des ventes, etc.

(3) Ne pas confondre avec les décimes perçues par le pape, ou le roi, non par d'autres, et sur les clercs, non sur les laïcs, et acquittées en argent.

par la fraude sur la quantité ou la qualité, soit par des allégations de dispenses ou d'exemptions.

En principe, les biens des clercs avaient été mis à l'abri de la loi du dixième (1), et les monastères en étaient exempts, sauf en ce qui concernait les novales, c'est-à-dire les terres nouvellement mises en culture.

Le décimateur-né était le curé, à l'ombre du clocher de sa paroisse. Mais des laïcs aussi avaient revendiqué les dîmes, arguant de services rendus à la communauté paroissiale ; ils les percevaient avec les redevances féodales, en faisaient un objet de contrats, bref en disposaient comme de leurs biens patrimoniaux, selon les règles féodales, non selon le droit canonique. Le clergé de même souvent : les gros décimateurs, évêque, abbés et prieurs, doyens de chapitres, les percevaient à la place du curé en exercice, lui allouant une portion seulement, sans se soucier assez, en général, de l'entretien des églises, du mobilier cultuel, de la subsistance des prêtres.

Les uns et les autres, pour mieux s'assurer le revenu de la dîme, l'amodient, la transforment en un cens en argent.

En cas de conflit entre décimateurs ou avec les décimables, on va, non plus au tribunal de l'official, mais devant le bailli royal ou le Parlement.

Dans plus d'un cas la dîme a été inféodée. Si le gros décimateur ecclésiastique se trouve être en même temps le seigneur du lieu, il recouvre facilement son dû et l'action possessoire (2) joue en sa faveur. Quant au curé, il risque de devenir processif, obligé qu'il est d'arracher aux chapitres et abbayes, ou bien aux seigneurs laïques une portion de la dîme ou une rente, ou bien aux habitants récalcitrants, une transaction qui du moins lui garantisse de quelque façon son bien. Il est tenté par ailleurs, malgré la défense du Roi en 1535 et les conciles, de lever des dîmes insolites.

Cet impôt avait sa justification tout au moins dans la nécessité

(1) Il y eut de plus en plus des exceptions. Ainsi au xv^e siècle l'abbaye de Saint-Étienne payait au chapitre de Langres 40 sols sur la dîme des terres qu'elle avait à Gevrey et à l'Époy (1464). (*Arch. Côte d'Or*, G. 389).

(2) Par elle le plaideur, au lieu de réclamer la pleine propriété d'un bien ou d'un revenu, se contente d'en demander la restitution ou la détention matérielle avec jouissance intérimaire. Plus tard s'engagera le procès au fond, souvent interminable.

dé subvenir au culte et à ses ministres. L'application n'en était point parfaite, par l'effet en particulier de la commende. Sur ces abus introduits par la coutume, l'Église avait dû fermer les yeux, accepter, tout en sauvegardant son droit éminent (1), la dîme inféodée, et de même la diminution du taux de la dîme, du nombre des décimables, et la compétence du pouvoir civil.

Ces remarques (2) nous permettent de comprendre certains actes de l'administration de Givry et d'apprécier diverses circonstances relatives à son diocèse.

Voici des cas où la dîme est refusée. A Dancevoir, refus au curé Mathieu Brusley, originaire du diocèse d'Autun. Il ne reçoit rien des religieux de Longuay, qui lèvent toutes les dîmes, et d'autre part, à la suite de la peste, dit-il en 1561, charitablement peut-être, ses autres revenus sont nuls, car le peuple « pour les mortuaires, les bénédictions nuptiales et autres administrations sacramentelles... ne veut maintenant rien donner (3). »

Refus à Villegusien et autres lieux soumis aux dîmes envers le chapitre de Langres. Les gens enlèvent les gerbes et les fruits, avant que son mandataire, dont la tournée a pourtant été annoncée au prône, ait pu faire le prélèvement. Pour remédier à cette situation, le chapitre obtient des lettres patentes d'Henri II, qu'il fait publier par les sergents royaux (4).

A Saint-Julien, à Clénay, Brétigny, Ogny, Norgés-le-Pont, le refus s'adresse au curé Jean Boullé qui assigne les habitants devant le bailli de Dijon Jean de Rochefort, lequel lui accorde une sentence favorable. On finit par transiger : les paroissiens revêches et le pasteur besogneux font des traités en règle en 1532, en 1533, et le cardinal de Givry constatant, dit-il, que le bien de l'Église demeurait en

(1) Cf. S. THOMAS, *Summa theol.* II^a II^{ae}, q. 87. — Sur la doctrine des juristes des divers camps au XVI^e s., voir P. VIARD, *Histoire de la dîme ecclésiastique en France au XVI^e s.*, (thèse), ch. III.

(2) Voir P. VIARD, *op. cit.* ; P. VIOULET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. I, pp. 375-377 (1890) ; G. MOLLAT, v^o Dîmes, dans *Dict. apolog. de la foi catholique*, t. IV (1909).

(3) *Arch. Haute-Marne*, G. 939, f^o 384. Givry était abbé de Longuay, mais ne devait pas avoir grand part, à la fin de sa vie, à ce qui s'y faisait.

(4) *Id.*, G. 5 (1554).

son entier et que ces transactions étaient faites raisonnablement, confirme les conventions (11 juillet 1534) (1).

Nous voyons ici intervenir son abbaye de Saint-Étienne. D'une part elle s'oppose à ce que le curé de Saint-Julien perçoive la dîme sur les novales, et de même deux décimateurs laïques, Claude de la Baume, comte de Montrevel, seigneur du lieu, et Christophe de Rochechouart, seigneur de Blaisy. L'abbaye en appelle contre eux au Parlement (1535). D'autre part elle obtient, quelques années après (1549), au même curé, des lettres de sauvegarde contre ceux qui le troubleraient dans la perception de ses dîmes (2).

C'est encore au bras séculier que s'est adressée l'abbaye de Givry, en l'espèce au bailli de Dijon, au sujet de la dîme qu'elle levait au finage de Crimolois sur des terres qui appartenaient au commandeur de la Madeleine. Il la maintint par provision dans son droit de lever la dîme à raison de 25 gerbes et de 25 boisseaux les deux (3).

Le Parlement de Dijon confirma la sentence (4). On le voit encore maintenir le prieur de Marsannay, dépendant de Saint-Étienne, dans le droit de percevoir « le dîme des novalles », ainsi que « le dîme » d'une vigne sise derrière la maison presbytérale (1553). Ce droit lui était contesté respectivement par l'abbé de Saint-Bénigne, qui n'était autre que Givry même, par le chapitre cathédral de Langres et le commandeur de Bellecroix et du Temple de Dijon (5).

A Mirebeau (6), situation aussi curieuse. Nous venons de voir le cardinal en opposition pour ainsi-dire avec lui-même. Ici c'est avec son neveu l'amiral Chabot ; par intermédiaires, cela va sans dire. Et l'un de ces intermédiaires, Paris de Cirey, grand-prieur de Saint-Étienne et prieur de Mirebeau, était dans une situation identique. Dans un mémoire il se plaint aux auditeurs des comptes de l'amiral, qu'ils refusent de lui délivrer 6 blancs par journal de vigne, levés par le vicaire de Mirebeau pour le droit de dîme à Dieu.

(1) *Arch. Côte d'Or*, G. 217.

(2) *Id.*, G. 334.

(3) *Arch. Côte d'Or*, G. 345. (12 sept. 1556).

(4) *Id.*, Arrêt du 4 juin 1557.

(5) *Id.*, G. 369. Enquête faite en 1548.

(6) *Id.*, G. 373 (1541).

Une autre fois l'abbaye de Saint-Étienne doit requérir une sentence du bailliage, mise à exécution, qui condamnait les amodiateurs de la dîme de Mirebeau à la dédommager de la valeur « des pailles et retappes des gerbes décimales dont ils avaient sans droit fait leur profit (1). »

Inutile de multiplier ces exemples. Ils suffisent pour montrer qu'au diocèse de Givry la dîme était, comme ailleurs, souvent difficile à percevoir, et occasionnait de nombreux procès devant la justice du Roi, et celle-ci ne fait qu'y gagner.

Si le clergé y recourt, c'est que cet impôt tout ecclésiastique s'est sécularisé. Ici encore nous en avons la preuve. Il est inféodé; des laïcs sont les véritables décimateurs, quoique irréguliers. Ainsi à Couchey, près de Dijon, village qui relève doublement du cardinal de Givry, comme sa terre domaniale, et comme dépendance de son abbaye de Saint-Étienne (2), et à Saint-Julien, comme on a vu. On en accorde dispense, même perpétuelle et héréditaire, par contrat (3). On vend la dîme (4). On l'échange (5). Le Roi la fait estimer en cas de régale parmi les revenus des bénéfices, et quand il demande des décimes. On la donne à bail, en fonction du produit présumable, de l'étendue des terres. Parfois c'est par rétrocession, par le même amodiateur qui a loué le revenu temporel du clergé, la dîme étant ainsi mise sur le même pied, tel est le cas à Saint-Julien, où l'écuyer d'Ivoire cède à Saint-Étienne le 1/4 des dîmes de Clénay.

C'est le cas à Versailles-le-Bas, où Jean Roussat, contrôleur au magasin à sel de Langres, amodiateur du revenu temporel « des duché de Langres et baronnie de Luzy », donne à bail les dîmes

(1) *Arch. Côte d'Or*, G. 373.

(2) *Arch. Côte d'Or*, G. 337 : reprise de fief de la dîme de C. faite par l'abbé de Saint-Étienne à Jean Le Blond, sr de la Motte-en-Auxois, Couchey, Quincey, conseiller au Parlement (1553).

(3) Ainsi fera l'abbaye de Saint-Étienne. *Arch. Côte d'Or*, G. 135, fo 507 (1592).

(4) *Arch. Côte d'Or*, G. 794 (1554, n. st.). — Cf. G. 135 fo 151 : acquêt par l'abbaye du quart du dîme de Clénay, appartenant à Ét. d'Ivoire, écuyer, 18 février 1536 (n. st.). Cf. fo 165. — A Lugny, en 1554, un roturier achète une dîme pour 38 écus d'or et un habit de maille servant à un homme de guerre. (*Arch. Côte-d'Or*, H. Cart. de Lugny, 794.)

(5) *Arch. Côte d'Or*, G. 334.

de grains dues à l'évêque en ce village, pour trois ans et moyennant 25 émines par an, moitié froment, moitié avoine, mesure de Langres, en 1556 (1). C'est bien la confusion du cens dû à Dieu avec celui dû au propriétaire. Le décimateur ecclésiastique, en l'espèce le cardinal de Givry, a accepté, après bien d'autres depuis longtemps, la sécularisation de la dîme.

Il en était de même dans beaucoup d'endroits : ainsi dans le Montsaugéonnais où l'évêque-comte a partout des droits, à la fois au spirituel et au temporel, notamment des dîmes de vins à Aubigny, Châtoillenot, Courcelles, Choilley, Couzon, Dardenay, Dommarien, Lavilleneuve-sur-Vingeanne, Montigny-sur-Vingeanne, Rivières-les-Fosses, Sacquenay, Saint-Broingt, Saint-Michel, avec des dîmes de grains, et d'abord à Montsaugéon sur les vignes de Vauroilles (2).

La dîme figure dans les comptes et les manuels des redevances seigneuriales (3) et autres d'ordre temporel avec les autres recettes. Il y a bien des chances que son emploi se confonde également. Le peuple confond de même et ne saisit plus la raison spéciale de la dîme. Ce n'est pas toujours au clergé qu'il paie, ou c'est avec d'autres redevances qui n'ont rien de spirituel, et il ne distingue point si le produit va aux églises, aux pauvres, au curé de campagne qui vit auprès de lui, qui risque de végéter plutôt, si la dîme qu'il aurait dû percevoir est accaparée, comme à Prâlon où l'abbesse laisse tomber l'église en ruines (4), comme à Dancevoir, par le gros décimateur, lequel ne lui rend aucun compte et finalement l'oublie, tandis que les habitants lui refusent le casuel élémentaire. Rien d'étonnant qu'aux États généraux de 1560, on propose de réserver désormais tout le produit des dîmes au clergé paroissial.

En outre, la décimation est inégale : autre sujet de plainte. A Coiffy elle est de 14 gerbes les deux, mais à côté, à Vicq et à Damré-

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 589.

(2) *Auj. Vesvrouilles*. Cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 34 : inventaire des droits de l'évêque de Langres : comté de Montsaugéon ; G. 217, 218, 270, 791.

(3) *Arch. Côte d'Or*, G. 243 : manuel des droits, cens et revenus de l'abbaye de Saint-Étienne au profit du cardinal de Givry, etc. cf. *suprà* p. 57. Notons toutefois que la dîme vient en tête. Cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 34 : même ordre.

(4) *Arch. Côte-d'Or*, G. 432, cf. 414. (1542). C'est le bailli d'Auxois qui est chargé par lettres royales de visiter l'église et d'obliger l'abbesse J. de Courcelles à la réparer.

mont, ce n'est que de 13 gerbes (1), à Rougeux de 7 gerbes l'une, et çà et là dans la vallée de l'Amance de 10 l'une (2) ; à Gevrolles où il y a aussi des dîmes de légumes et de chanvre, elle est de 12 gerbes l'une (3), à Crimolois (4) sur les terres de la commanderie de la Madeleine, de 25 les deux, à Mirebeau de 13 l'une (5), ailleurs de 10 l'une (6). D'autres fois on paie le 20^e muid ou le 16^e tonneau. A la fin du siècle, les chanoines de Saint-Mammès réduiront du 16^e au 26^e la dîme due par leurs vigneron de Gevrey et autres villages de la Côte, « pour le désir qu'ils ont de vivre en paix avec les dits habitants, et en considération des ruynes advenues par les guerres (7). »

Discutée, attaquée par les novateurs (8) et certains prédicateurs au libre langage, protégée par le pouvoir royal, et toujours fondée en droit, la dîme subsiste. Onéreuse aux uns, convoitée par d'autres, elle sera pour certains adeptes apparents ou réels des « séditieuses erreurs luthériennes » l'objet principal de leurs visées. Le chancelier de l'Hospital dira d'eux au Parlement de Paris en juin 1561, qu'ils « se jectent sous le manteau de la religion... mettant la main aux armes, abatant non les églises, mais ce qui est dedans, menassant ne payer dixmes aux églises ne les droitz du roy (9). »

Bref le nombre augmente des partisans de la « dîme à volonté. » Et il y a des « huguenots de dîme », comme il y a des « huguenots de religion (10) » : passer à la Réforme protestante sera une façon de ne pas payer sa dette. La pente sur ce terrain est glissante. Le pouvoir royal le pressent, quand il défend la propriété de l'Église. Les évêques, de leur côté, font prêcher l'obligation de la dîme. On a

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1605, f^o 285.

(2) Cf. BRIFFAUT et MULSON, *Hist. de la vallée de l'Amance*, p. 63 (1552).

(3) *Arch. Haute-Marne*, G. 492.

(4) *Arch. Côte d'Or*, G. 345.

(5) *Id.*, 373.

(6) *Bull. dioc. de Dijon*, 1906, p. 107.

(7) P. VIARD, *op. cit.*, p. 95.

(8) Tel Farel, en Bourgogne, cf. VIARD, pp. 49-53.

(9) *Œuvres*, édition Dufey, I, p. 423.

(10) Voir sur ce sujet : CARRIÈRE (V), *Comment le Protestantisme a progressé sous François II et dans les premières années de Charles IX* (1559-1565) (Thèse à la Faculté de théol. cath. de Paris).

vu que dans le diocèse de Langres cette recommandation était faite par d'Amoncourt au nom du cardinal de Givry (1).

§ 2. *Les Clercs*

Tant vaut le clergé, tant vaut le peuple, a-t-on dit parfois. Comme toutes les formules, celle-ci a besoin d'être mise en regard des circonstances complexes de la réalité. Mais elle renferme incontestablement une grande part de vérité. En effet dans la société chrétienne, le clergé est la maîtresse pièce, l'armature gouvernementale et morale de qui dépend, à toute période de l'histoire, la solidité et la valeur de l'édifice.

Ici se présente d'abord le sujet important du recrutement et de l'éducation des clercs, et leur genre de vie. S'en occuper avec soin, voilà la marque des véritables hommes d'Église. Quelles furent les vues de Givry à cet égard ?

Les décrets du concile de Lyon de 1528, rédigés et édictés sous son inspiration, ne nous laissent aucun doute à ce sujet.

Avant tout il veut des clercs capables et d'une vie irréprochable, dignes de leur état. Avant tout la qualité : moins de prêtres — il trouvait qu'il y en avait trop alors — mais de meilleurs prêtres. Que les évêques ne reçoivent point sans discernement tous ceux qui se présentent, mais après un examen sérieux, que les « titres » des ordinands soient vérifiés, crainte de fraude ou d'insuffisance, que des lettres dimissoires ne soient point accordées à tort et à travers (2).

Nous pouvons croire que Givry resta fidèle à ces règles qu'il avait lui-même fait promulguer (3).

(1) Cf. *suprà*, p. 170. Quant à l'emploi de la dîme, mentionnons ici que Givry fit par exemple reconstruire le presbytère de Fontaine-Française. Cf. *La Renaissance*, 1^{re} p., ch. IV.

(2) *Statuts* V et VI. Cf. *infra* : livre III, ch. I, et voir aux *P. J.*

(3) Voir aux *A. C. D.*, G. 149, en 1539, 1542, 1544, 1550, 1553, des exemples de dimissoires données à Saint-Étienne, là où Givry était chez lui et voulait que tout fût en ordre dans son abbaye, ainsi qu'il l'écrivait à Paris de Cirey (Cf. *suprà* p. 54 et aux *P. J.*). — Notons la série des ordinations de l'un des sujets ainsi munis de dimissoires, Bénigne Maire, religieux de Saint-Étienne. Il avait été promu aux

Il tenait donc au recrutement sérieux du clergé. Aussi favorisa-t-il les écoles de choriaux, jeunes gens choisis pour chanter dans certaines églises et y aider au service divin, sous la conduite de prêtres chargés, en outre, de les nourrir, de les instruire et de les éduquer. Sans être précisément des pépinières lévitiqes, c'est là notamment que pouvaient se recruter de futurs ecclésiastiques. Elles font songer avant la lettre à ces « séminaires » dont le concile de Trente prescrira l'établissement pour chaque diocèse : institutions alors inconnues (1).

Nous savons par exemple qu'à Pagny il améliora ainsi le service de la chapelle par de nouvelles fondations ajoutées à celles de son oncle Girard de Longvy, et subventionna le « maître et recteur des enfants de chœur » de ladite chapelle (2). Nous savons aussi qu'à Dijon, à la prière des paroissiens, il institua une école de choriaux dans l'église Saint-Nicolas. Afin de pourvoir à la subsistance et à l'éducation de ces jeunes gens, les habitants avaient sollicité la suppression de l'une des prébendes fondées dans leur église, et l'application des revenus à cette œuvre nouvelle. Le cardinal entra dans leurs vues avec un empressement dont on trouve la marque évidente dans la lettre par laquelle il satisfaisait à leur requête. Tout ce qui est pour le bien de l'église, déclare-t-il, il est tout à fait dans le rôle de l'autorité ecclésiastique de le confirmer et sanctionner par un titre durable et perpétuel. A la mort de son titulaire, la prébende sera supprimée et l'institution sera en vigueur. Les chapelains soit prébendés soit mépartistes, d'accord avec les paroissiens, présenteront d'une part à lui-même et dans la suite à ses successeurs, pour être nommés, les jeunes gens qui se destineront à l'office du chœur, et d'autre part un ecclésiastique vertueux et capable choisi parmi les chapelains de l'église pour instruire et gouverner cette jeunesse. La nomination de ce dernier ne sera point assimilée à la

ordres mineurs à Autun, par Jacques Hurault, le 31 mai 1539, ordonné sous-diacre par François Sforza, évêque de Naples, vic. gén. d'Antoine de Vergy, arch. de Besançon, à Besançon le 20 sept. 1539, diacre à Dijon par le card. de Givry le 25 mars 1542 (veille de la Passion), (et prieur de Larrey), enfin prêtre à Autun le 20 déc. 1544 par Jacques Hurault. (*Arch. Côte-d'Or*, G. 149, nos 8, 9 : dimissoires signées Lefèvre).

(1) Voir PALLAVICINI, *Hist. du Conc. de Trente*, éd. Migne, I, 107-110. Cf. DEGERT, *Hist. des Séminaires français jusqu'à la Révolution*, t. I.

(2) Voir : *La Renaissance*, 1^{re} P., *La Chapelle de Pagny*, et A. C. D., G. 457, f. 75-81.

provision d'un bénéfice ; il sera, au contraire, toujours révocable. S'il arrivait que par inadvertance l'évêque l'eût nommé à vie, dès que les « patrons » mentionnés plus haut s'en plaindront, il devra être considéré *ipso facto* et sans aucune formalité ni procès comme révoqué, et ils auront le droit de procéder à une nouvelle nomination (à l'évêque), à condition cependant que cette démarche ne s'inspire point de la jalousie ou du parti-pris (1).

Ce n'est point le seul cas où les revenus d'un mépart ou de plusieurs furent alors affectés à l'entretien des jeunes gens en qui l'on pouvait espérer voir de futurs clercs. Tantôt l'autorité ecclésiastique en disposait en faveur de tel candidat déterminé, tantôt c'étaient des particuliers qui renonçaient à des avantages personnels en faveur de cette bonne œuvre. C'était, en somme fonder des bourses, comme nous dirions aujourd'hui. Citons en ce genre un cas à l'église Notre-Dame de Dijon qui était desservie par l'abbaye de Saint-Étienne, dont Givry était abbé (2).

L'éducation des enfants de chœur, qui pouvaient être de futurs lévites, retenait donc l'attention de celui-ci et de son vicaire Paris de Cirey.

Il savait à l'occasion pousser aux hautes études les sujets qui y semblaient aptes. Plusieurs des novices de Saint-Étienne furent envoyés par lui pour étudier à Paris à ses frais (3).

Même soin en ce qui concerne la vie digne et pieuse du clergé.

On connaît les reproches que l'on adresse d'ordinaire à ce point de vue, sans parler d'autres critiques sur d'autres terrains, au clergé de cette époque. Il a trouvé des censeurs qui ne se font pas faute de les souligner (4). Celui du vaste diocèse de Langres d'alors paraît, comme d'autres, les avoir mérités, mais il est difficile de savoir dans quelle mesure. Ce qu'on peut dire, c'est que les statuts de Lyon de

(1) Cette lettre, scellée du sceau du cardinal et paraphée Lefèvre, est datée du 4 octobre 1547. (*Bibl. munic. de Dijon*, f^{ds} Baudot, ms 71, f^o 265.) Voir aux *P. J.* Voir le règlement des chapelains de Saint-Nicolas : *A. C. D.*, G. 735, f^o 353 (1573).

(2) *A. C. D.*, G. 196, f^o 40 (1541).

(3) G. 135.

(4) Cf. par ex. J. THOMAS (abbé), *Le Concordat de 1516*, t. II, ch. VIII, et pour l'époque précédente : SIMONNET, *Le clergé en Bourgogne aux XIV^e et XV^e s.*, dans *Mém. Acad. Dijon*, 2^e sér., t. XIII (1865).

1528 concernant toute la province ecclésiastique, et davantage encore les statuts diocésains de Langres en 1537 (1), semblent bien, ainsi qu'on le verra, souligner et révéler indirectement une situation générale, des faits courants qui n'ont pu disparaître en un jour.

Rappelons seulement quelques traits. Ainsi on se plaignait du nombre trop grand des ecclésiastiques. Certains voyageaient, pour ne pas dire vagabondaient, de paroisse en paroisse, passaient d'un diocèse à un autre, accueillis sans précautions ni lettres testimoniales, après avoir été promus aux ordres et d'abord à la tonsure, presque sans examen, sans titres suffisants, par des prélats étrangers que guidaient des considérations de famille et de sympathie personnelle, ou d'autres motifs humains, plutôt que des vues spirituelles et la préoccupation du bien de l'Eglise et de la société. Il en est qui se faufilaient même aux ordres majeurs au moyen de titres fictifs, quoique dépourvus de culture intellectuelle, de moralité et de ressources capables de les faire vivre, sans exercer un métier comportant ce qu'on appelait alors « œuvres serviles ». D'autres en vue de l'ordination prétendaient posséder un avoir suffisant : en réalité ces biens étaient hypothéqués, ou bien, une fois ordonnés, ils les retransféraient à leurs véritables propriétaires (2).

Comment s'étonner, avec un pareil recrutement, qu'ici et là les sacrements fussent administrés sans le respect voulu ni même les conditions requises, qu'on négligeât de renouveler les saintes huiles chaque année, d'instruire les populations de leurs devoirs religieux ! Des querelles éclataient même dans les églises entre ecclésiastiques. L'attitude de ceux-ci n'était pas toujours empreinte de gravité, de modestie, de réserve dans les paroles, le costume, la démarche. On en voyait qui prenaient part aux bals, tout au moins y assistaient, buvaient dans les tavernes, fréquentaient les tripots de jeux, vagabondaient le dimanche en dehors des églises, aux heures des offices. Certains avaient chez eux des femmes suspectes. D'autres par avarice célébraient le même jour plusieurs messes, faisaient montre d'un esprit batailleur et processif. Quant aux curés chargés de paroisse, ils se dispensaient trop facilement de la résidence, sans

(1) Voir plus loin.

(2) Statuts de Lyon (1528) ; cf. plus loin, livre III, ch. I.

permission de leur supérieur, n'évitaient pas toujours de prêter flanc à la critique, négligeaient, au prône, de lire les admonitions relatives aux excommuniés et aux pécheurs publics — usuriers, sacrilèges, concubinaires et autres (1). Ces défauts, le clergé, par la voix officielle de ses chefs, les reconnaissait.

On va voir combien Givry était désireux d'améliorer cette situation.

En 1537, il tint cinq synodes où il convoqua séparément, à cause des distances, les prêtres des différents doyennés de son diocèse : savoir le mercredi 15 avril, après le dimanche dit de *Misericordia*, à Langres les doyennés de Langres, du Moge et de Pierrefaite ; le jeudi 16, à Langres les doyennés de Bar-sur-Aube, Chaumont et du Bassigny ; le lundi 20 avril, après le dimanche dit de *Jubilate*, à Mussy ceux de Tonnerre, Bar-sur-Seine et Châtillon ; le mardi 21, à Mussy ceux de Molesme, Réome (ou Moutier-Saint-Jean) et de Saint-Vinnemer ; enfin le mardi 12 mai, après le dimanche qui suit l'Ascension, à Selongey les doyennés de Dijon, Saint-Seine, Bèze et Grancey (2).

Nous n'avons aucun renseignement en ce qui concerne la convocation et les diverses circonstances de ces synodes de Givry. Mais on pourrait trouver quelque éclaircissement dans le rapprochement avec ceux que tint Charles des Cars trente et quarante années après, à Langres (en la chapelle de Notre-Dame du Cloître), à Selongey, à Mussy (1573—1582) (3).

En 1538, à la suite, il fit publier et répandre dans son clergé par le canal des doyens ruraux les *Statuts synodaux* du diocèse de Langres, dus autrefois à l'initiative du cardinal Louis de Bar (4), et réimprimés dans une édition revue et corrigée (5). En ce temps

(1) Synode de Langres (1537).

(2) Cf. THÉOD. TABOUROT, *Hist. des saintes reliques*, ms, p. 514 ; et *Arch. Côte-d'Or*, G. 457¹, f^o. 58. — Il ne mentionne point les doyennés de Fouvent et d'Is. — Un synode s'était tenu à Langres au mois d'août 1530, avant l'entrée de Givry (*Arch. Côte-d'Or*, G. 124).

(3) Cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 59, 60. On pourrait avoir une idée du cérémonial de ces synodes d'après celui du synode de 1404. Cf. MARCEL : *Les livres liturgiques du dioc. de Langres*, p. 352.

(4) Imprimés une première fois en 1480.

(5) Exemplaires de cette édition : 1^o à la *Bibl. nat.*, (B. 5559. rés.: éd. de 1538 et B. 2286 rés.) : *Statuta synodalia Lingonensis Ecclesie, nuper ex ordinatione reve-*

où les produits de la presse étaient bien moins vulgarisés qu'aujourd'hui, cette publication était déjà un acte d'une utilité appréciable, d'autant que les exemplaires de 1480 étaient devenus très rares.

Le volume, qui est en caractères gothiques assez peu satisfaisants, comprend d'abord les statuts du cardinal de Bar, puis ceux de Charles de Poitiers, de Philippe de Vienne, grand-oncle du cardinal de Givry, de Gui Bernard, de Jean d'Amboise.

Puis viennent ceux de Claude de Longvy (1), préparés et imprimés, est-il dit expressément, dès avant ces synodes diocésains, *expectando futurum synodum* (2).

En voici la traduction :

« Claude de Longvy dit de Givry..., etc.,

à tous les doyens ruraux, curés et autres personnages ecclésiastiques de notre diocèse de Langres, salut dans le Seigneur !

« Le soin de notre gouvernement pastoral (auquel la divine Providence nous a préposé quoique indigne) nous inquiète chaque jour et nous presse de veiller au salut des âmes qui nous ont été confiées. Aussi sachant que certains règlements salutaires édictés par nos prédécesseurs, en conformité avec le droit et l'équité, ont été négligés et mis de côté à la suite des temps et par l'effet de la malice humaine, tant de la part de clercs que d'autres habitants

rendissimi in Christo patris et domini domini Claudii de Longvy, sacrosancte Romane ecclesie presbiteri cardinalis tituli sancte Agnetis in Agone, vulgo de Givry nuncupati, ejusdem ecclesie et diocesis Lingonensis episcopi, ducis ac Francie parisi, impressa, diligenti lima recognita et a mendis accurate correcta. Adjunctis etiam in iis certis monitionibus et exhortationibus per praefatum reverendissimum dominum cardinalem, expectando synodum futurum que per suos decanos rurales sibi subditos publicari voluit, mandavit et ordinavit, noviter edita-cum privilegio. — Les armes du cardinal y figurent en tête, et celles de Jean d'Amoncourt à la fin.

2^o Bibl. de Besançon, n^o 885 et du Grand Sém. de Langres (3 exemplaires).

Éditeurs : Claude Pelisson, libraire langrois, et Jean Petit, libraire parisien de l'Université. (Voir : MARCEL, *Les livres liturgiques du diocèse de Langres*, 1892, p. 150-153, et le 1^{er} Supplément (1899), où est signalé un autre exemplaire de ces statuts, orné comme les précédents des armes du cardinal de Givry et daté de 1538 (Bibl. de feu M. L. Gidel, de Langres).

(1) F^{os} CVIII, CX.

(2) Ne faudrait-il pas plutôt traduire : en attendant le futur concile général, dès lors annoncé par le pape Paul IV ?

de notre diocèse qui ont rejeté la crainte de Dieu et méprisé la discipline de l'Église, et même qu'ils sont tombés complètement en désuétude ou du moins ne sont plus observés comme il convient, d'où provient que Dieu même est offensé, et l'état ecclésiastique déshonoré au grand scandale du peuple, nous voulons, autant qu'il est en notre pouvoir avec Dieu, remédier à ces maux en cette année mil cinq cent trente septième. Et en attendant le concile futur, nous avons fait les monitions et exhortations qui suivent, avertissant une fois pour toutes et péremptoirement, en général et en particulier, tous et chacun des curés, vicaires et autres ecclésiastiques de notre diocèse d'avoir à observer les points suivants que nous voulons voir inculqués et notifiés respectivement par les doyens ruraux, dans les réunions qu'ils auront à tenir cette année, à tous les curés, vicaires et autres ecclésiastiques de leur doyenné.

Avant tout, que curés, vicaires et recteurs des églises paroissiales se fassent un devoir pieux de traiter avec convenance, décemment et révérencieusement les sacrements de l'Église, d'en prononcer distinctement les formules prescrites par elle, de ne rien faire en présence du peuple qui soit mal ordonné, et de s'appliquer à administrer ces mêmes sacrements en leur forme et matière avec les cérémonies requises. Que chaque dimanche et fête ils instruisent et endoctrinent la population qui leur est confiée, au sujet des douze articles de la foi, des dix préceptes du décalogue et des cinq — ou des sept, comme le veulent quelques-uns — commandements de l'Église, et de même sur la confession à faire avec droiture et intégrité au temps marqué par l'Église. Qu'ils maintiennent les fidèles dans la pratique du culte, avec le respect et la crainte de Dieu, et les avertissent d'éviter les blasphèmes et tous les jurements faits sans raison et sans retenue, les querelles, les dissensions, les haines et rancunes et tous autres méfaits de ce genre, les incitant à se témoigner les uns aux autres une mutuelle affection et une fraternelle charité, à se venir en aide par de tendres offices.

«Quant aux curés eux-mêmes et tous autres ecclésiastiques, que dans toutes leurs actions, surtout à l'église, ils aient des manières d'être pacifiques. Défense à chacun d'eux d'avoir la présomption, par esprit de lucre et de gain, de célébrer deux messes le même jour dans les églises qui sont unies, et de même hors de ces églises,

ou pour quelque autre cause que ce soit, par avarice, de célébrer une seconde messe.

« Cette prohibition leur est faite en vertu des présentes, de façon à les lier du lien d'une sentence d'excommunication, et sous peine d'une amende à fixer qui sera appliquée en aumônes.

« Que ces mêmes hommes d'Eglise et autres constitués dans les saints ordres et tonsurés soient sobres dans la nourriture et la boisson, modestes dans le vêtement et la tenue, et qu'ils ne se dévêtent point en public, qu'ils soient dignes en leur allure, non dissolus en leurs propos, graves, sincères, prudents en leurs actions et circonspects, et veillent diligemment au soin du troupeau à eux confié, étant tenus d'en rendre compte au tribunal du juste Juge.

« Ils sont de même avertis, eux et tous ecclésiastiques, de ne point prendre part au bals publics ou danser, ni même se trouver aux danses. Qu'ils n'aillent point aux jeux publics, et surtout qu'ils ne jouent point eux-mêmes, qu'ils ne fréquentent point les auberges où l'on s'adonne au vin ; qu'ils ne gardent pas chez eux des concubines ou autres femmes suspectes, et n'aient point de fréquentations suspectes ou de femmes. Qu'ils ne se trouvent point aux repas des relevailles. Que tout curé ou vicaire perpétuel et recteur d'une église paroissiale soit tenu de résider en personne dans son église paroissiale, à moins d'en être canoniquement dispensé pour d'urgentes et raisonnables causes, et qu'il ne puisse députer à sa place un ou des vicaires et coadjuteurs, sinon avec la permission du supérieur qui a pouvoir de gouverner les églises paroissiales et d'administrer les sacrements de l'Eglise, et à condition que ce ou ces remplaçants aient, après un examen préalable, été approuvés, et de plus aient reçu de lui ou de son vicaire général des lettres pour célébrer.

« Qu'ils s'abstiennent absolument de blasphèmes et jurements, surtout accompagnés d'imprécations ; ce n'est pas assez dire : qu'ils les aient en horreur et, comme il a été dit déjà, qu'ils avertissent le peuple à eux confié d'éviter les jurements et blasphèmes.

« Qu'aux processions ils marchent honnêtement et en ordre, convenablement habillés, et en chantant selon la coutume de la sainte Eglise des laudes et des hymnes en l'honneur de Dieu et de ses saints.

« Que les prêtres qui séjournent respectivement dans les localités et paroisses du diocèse de Langres aux jours des solennités et fêtes,

ne se permettent d'aucune façon, tandis qu'on célèbre la grand' messe paroissiale et l'on chante les vêpres, de se promener et flâner hors de l'église par les chemins et les places ou autres lieux. Mais qu'ils demeurent en leurs églises respectives, et se tiennent à la disposition des recteurs ou vicaires pour les aider et assister dans la célébration des offices divins tout le long et avec respect, selon la tradition langroise. Qu'ils soient tenus de faire en leurs prônes et offertes, alors que la majeure partie de la population est présente, les admonitions et excommunications contre les usuriers publics, les concubinaires, les faiseurs de sortilèges, et cela en termes précis et intelligibles, pesés du reste à l'avance, sans estropier les mots, d'un trait et à intelligible voix. De telle façon qu'ils se comportent en tout de manière à ce qu'aucun mauvais bruit ne coure sur leur compte, qu'au contraire ils servent aux laïcs d'exemple.

« Mais nous ne le prescrivons sous la peine d'excommunication que contre ceux qui seraient désobéissants aux monitions de ce genre ; par cela même et dorénavant, nous les frappons de notre autorité, dans cet écrit et autres jugements, des censures et pénalités que pourraient encourir les délinquants.

« Que tous les curés de ce diocèse reçoivent chaque année les saintes huiles des mains de leurs doyens dans le doyenné où ils sont en charge, après le dimanche dit de *Misericordia* [2^e dimanche après Pâques], ou bien à une autre date fixée par leurs doyens, et sous peine d'excommunication, et sitôt qu'ils auront les nouvelles huiles, c'est-à-dire celles consacrées cette année-là, qu'ils brûlent les anciennes dans leur église et les fassent ainsi disparaître.

« De plus avertissement est donné à tous ecclésiastiques et à chacun d'avoir les *Statuts synodaux*, s'ils ne les ont pas encore, ainsi que le *Manipule des curés* (1), le *Traité des Sacrements* de

(1) Ce doit être le *Manipule des curés* de Guy de Montrocher, Lyon, chez Jean du Pré, 1490, in-4^o.

Citons encore parmi les livres professionnels d'un usage courant alors parmi les curés du diocèse de Langres, le *Manuale* (ou vulgairement *Eande*) *sacerdotum ad usum atque consuetudinem Lingonens.*, imprimé à Troyes en 1524 chez Jean Lecoq, manuel où l'on relève des formules intéressantes, en ce qui concerne par exemple, la « séparation » des lépreux. Cf. GARNIER, *Un avocat lépreux à Langres au XVI^e s.* Langres, 1890, in-18, ap. MARCEL, *Liv. lit.*, p. 145. — On peut en dire ce que M. ROSEROT DE MELIN écrit (*op. cit.*, p. 208) du « Manuel » publié en 1541, chez J. Lecoq

Guillaume (1), la *Règle de direction* ou quelque autre livre semblable, et de les parcourir souvent et de les étudier, afin que leur ignorance ne fasse pas d'eux des aveugles qui mènent à l'abîme d'autres aveugles. »

La science requise des curés n'était pas alors considérable, si l'on devait s'en rapporter à ces prescriptions et à celles qu'on trouve par exemple dans la *Cura clericalis*, imprimée à Troyes, chez Jean Lecoq (2). « Les prêtres, y est-il dit, doivent être assez savants pour lire bien et distinctement, pour comprendre au moins grammaticalement tous les mots que renferme l'office de la messe, les prononcer, les accentuer et ponctuer convenablement. Ils doivent pouvoir discerner ce qui est péché et ce qui n'est pas péché. Ils doivent connaître le nombre des sacrements, ainsi que la manière de les administrer. Ils doivent au moins savoir le Décalogue et les articles de la Foi, afin de les enseigner aux autres ». Il semble qu'on s'en tenait au pragmatisme.

Tels sont ces Statuts que l'on peut considérer comme étant destinés à appliquer dans le diocèse de Langres les mesures édictées au concile de Lyon en 1528 relativement à la Réforme ecclésiastique.

On peut les rapprocher de Statuts du même genre promulgués dans d'autres diocèses de la province ou de la région, à la même époque. Ainsi à Autun, ceux de l'évêque Hurault, publiés par son official Blondel en 1534, sous ce titre : *Statuta synodalia diocesis*

II, par Odoard Hennequin, év. de Troyes : c'était à la fois un rituel pour l'administration des sacrements, un missel donnant le texte du canon de certaines messes, un cérémonial pour diverses circonstances et un formulaire du prône, bref un livre correspondant en somme à ce qu'on appelle de nos jours un « pastoral. »

Citons le suivant qui était très répandu : *Instruction des curez et recteurs et vicaires pour instruire le simple peuple avec la manière de faire le prosne* etc. Cy finist le livre de maître Jehan de Gerson jadis chancelier (sic) de Paris appelé en latin *Opus tripartitum*... Cest assavoir des commandements de Dieu, de confession et la science bien mourir avec la manière de faire le prosne, imprimé à Lyon par Olivier Arnoullet, 1526 n. st. (in-4° goth.)

(1) Sans doute le *Dialogue sur les Sacrements* entre Guillaume et Pierre, imprimé à Paris pour la 1^{re} fois en 1489, in-4°. Cf. MARCEL, *op. cit.*, p. 159.

(2) S. d., in-8° de 16 ff : avant la mort de Jean I^{er} Lecoq (1525) ou de Jean II Lecoq.

Eduensis (1), à Troyes, les *Statuta synodalia* promulgués en 1529 par l'évêque Odoard Hennequin (que nous avons vu prendre part à Langres à l'élection de Claude de Longvy), et publiés par son official Jean Colet avec des gloses qui en font une « véritable petite somme de théologie morale et dogmatique, de droit canon et de liturgie... et aussi un formulaire pratique destiné à l'usage courant du ministère paroissial. » (2).

Il pourrait aussi n'être pas sans intérêt de les confronter avec ceux qui avaient été édictés à Mâcon naguère par l'oncle du cardinal de Givry, l'évêque Étienne de Longvy (3).

Remarquons que l'approbation du cardinal qui figure au verso du titre, porte la date du 25 janvier 1536, n. st. (4). C'est donc dès les premières années de son épiscopat à Langres qu'il eut cette initiative. Il avait fait faire la revision du texte des Statuts par maître Jean Félix *sacre pagine professorem*, son vicaire (5).

Cette publication fut renouvelée en 1551 (6) et en 1556 (7).

Cette dernière édition, faite aux frais du libraire langrois, Mathieu Viaudey (8), est dédiée à l'évêque de Poitiers, Jean d'Amoncourt, vicaire général de Givry. Elle est en beaux caractères romains et porte en tête les armes du cardinal et celles de d'Amoncourt. Dans une préface l'imprimeur, Nicolas Bacquenois, de Reims — c'est l'imprimeur du cardinal Charles de Lorraine, archevêque de Reims

(1) Voir dans ABORD, *Hist. de la Réforme et de la Ligue à Autun*, aux Pièces just., n° 7, la traduction de la lettre de l'évêque Hurault qui précède ces Statuts.

(2) ROSEROT, *loc. cit.*

(3) Cf. LÉLONG, *Bibl. hist. de la France*, 6602 : *Statuta synodalia Matisconensia Stephani de Longovico*, Parisiis, in-4° goth.

(4) « L'hic finiunt » du volume est daté du 10 avril 1538, n. st. On voit que l'ordre du cardinal d'imprimer ces statuts fut exécuté sans hâte, nous ignorons pourquoi. — DE LA MARE dans son *Conspectus historicorum Burgundiæ* (p. 61) rapporte l'impression de ces statuts à 1535.

(5) Serait-ce le même que Claude Félix (cf. *suprà*, p. 130), qui fut vicaire général et enseigna la théologie ?

(6) D'après TH. TABOUROT (*Hist. des saintes Reliques...*, p. 513). Le chanoine Marcel ne connaît aucun exemplaire de cette édition (*Les livres liturgiques du diocèse de Langres*, p. 156).

(7) *Bibl. nat.*, B. 2287. Rés. 13 et B. 27886 rés. — Titre : *Statuta synodalia edicta et restituta consilio et mandato Domini de Longbi* (sic) SS. Romanæ Eccles. Cardinalis meritissimi Episcopi Ducis Lingonensis ac Franciæ Paris.

(8) Voir dans MARCÉL, p. 156, le texte du marché de Viaudey avec Bacquenois.

et le premier qui ait imprimé à Reims — explique que c'est à la demande du libraire qu'il s'est décidé à imprimer ces statuts en caractères plus élégants, et aussi afin de corriger de nombreuses fautes (1), dont la constatation non moins que ses occupations l'auraient empêché de faire ce travail. Mais il l'a entrepris par déférence pour d'Amoncourt, dont il sait, dit-il, l'attachement à ce diocèse de Langres qu'il gouverne avec piété et sagesse sous l'autorité du révérendissime cardinal : *cum tuum in eam ecclesiam quam sub reverendissimo cardinali sancte et prudenter regis, singularem animum considerabam, cum efflagitationem illius Bibliopolæ apud me perpendebam, non tam meorum negotiorum rationem habebam, quam de explendo utriusque desiderio cogitabam. Itaque omni subducta ratione, sic mecum egi ut nec meo Domino Reverendissimo Cardinali Lotharingo nec tibi in re tam bona et honesta deesse possim...*

Cette phrase nous révèle un aspect du caractère et des mérites de Jean d'Amoncourt, en même temps que son grand rôle dans le diocèse de Langres, et l'estime qu'il y inspirait (2).

Le cardinal de Givry favorisa d'une publication semblable le diocèse de Poitiers dont il fut une quinzaine d'années, on le sait, l'administrateur perpétuel. En 1544, il y fit éditer des *Constitutions synodales*, chez Bouchet à Poitiers (3).

(1) Il en reste : qui s'en étonnerait ? ainsi dans l'Index : *Loghi... anno quingentesimo septimo...*

(2) Ajoutons que dans l'exemplaire (1556) de la *Bibl. nat.*, le texte imprimé est incomplet et s'arrête avant les statuts de Jean d'Amboise. Il se continue par un texte manuscrit qui renferme les statuts de celui-ci et ceux de Claude de Longwy. C'est par révérence peut-être que ceux-ci sont copiés à la main, de même que l'on copiait ainsi dans les missels la partie de la messe qui suit le *Te igitur*...

(3) Titre : *Constitutiones synodales Reverendissimi in Christo patris et domini do. Claudii tituli sanctæ Agnetis in Agone, sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ presbiteri cardinalis de Givry, ecclesiæ et episcopatus Pictaviensis administratoris perpetui, noviter editæ omnibus qui se de sorte Domini esse gloriantur, animarum præcipue Rectoribus, verbique Dei declamatoribus perquam necessariæ in lucem prodeunt. Quibus adiectum est Tripartitum latine et gallice conscriptum christianissimi doctoris quondam Cancellarii Parisiensis, Joannis de Gersonio. Veneunt Pictavi apud Jacobum Bouchetum universitatis Pictav. bibliopola e regione fratrum minorum.* — C'est un petit in-4, d'une très belle impression. Deux parties : 1^o après une préface de 3 f. f., sont les « Constitutions » en 79 f. f. num. au recto ; puis en 5 f. f., *L'Edict faict par le Roy sur certains articles faictz par la faculté de théologie de l'université de Paris touchans et concernans nostre foy, religion chrestienne et forme de prescher* ; 2^o en 43 f. f. vient De

C'est une œuvre importante qui nous montre en plein relief la sollicitude de son auteur envers ses lointaines brebis du diocèse de Poitiers. Il l'adresse à tous les abbés, archidiaques, doyens, recteurs d'églises et autres prêtres, aux religieux et à tous ses autres diocésains. » Elle concerne surtout les curés : *Adeste pastores*.

Ainsi que l'éditeur le fait remarquer dans la préface, leur évêque vigilant, *præsul vester vigilantissimus*, a voulu leur fournir tout l'essentiel de la doctrine relative au gouvernement et à l'instruction de leurs fidèles. Il l'a adaptée tout à fait aux besoins de l'époque, *præsenti tempori accommodatissima*. Ils y trouveront à la fois une nourriture abondante à distribuer le dimanche à leurs ouailles, et comme en un arsenal de choix, des armes spirituelles, tels les cailloux du torrent, *limpidissimos lapillos e torrente*, pour écarter les loups qui, faussement déguisés en pasteurs, rôdent autour de leurs troupeaux.

C'est, de fait, un traité complet de pastorale en 33 chapitres dont la seule énumération (1) nous montre en Givry un véritable esprit de gouvernement, et ce sens du réel qui saisit les nécessités du moment, qualité précieuse, nécessaire aux conducteurs de peuples.

L'Instruction des curez, et en prose rimée le Livre de Jésus lequel contient la doctrine nécessaire à tous chrestiens.

Il y aurait lieu de confronter ces Statuts avec ceux de Langres. (Cf. fol. XLVII ss.).

(1) *De constitutione synodorum et de his qui synodo et qualiter interesse debent* (fol. I.). — *De fide et sacramentis* (II). — *De sacramento baptismi* (III). — *De confirmatione* (VII). — *De sacramento altaris et celebratione missarum* (VIII). — *De s. Ordinis* (XV). — *De s. Pœnitentiæ* (XVIII). — *Casus episcopis de jure vel consuetudine reservati* (XXI). — *De matrimonio* (XXIII). — *De extrema unctione* (XXX). — *De decimis* (XXXI). — *De testamentis* (XXXII). — *De sepulturis* (XXXIII). — *De rectoribus* (XXXIII). — *De decanis et archipresbiteris* (XXXVIII). — *De predicatoribus et scholarum rectoribus* (XL). — *De vita et honestate clericorum* (XLI). — *De vita et conversatione monastica* (L). — *De ecclesiastica immunitate* (LIII). — *De Ecclesiis et Cemiteriis* (LIII). — *Quomodo divinum officium sit celebrandum* (LVII). — *Qualiter hore canonice extra chorum sunt dicende* (LVIII). — *De his qui tempore divinorum vagantur per ecclesiam* (LVIII). — *De tabula pendente in choro* (LIX). — *De conservatione bonorum Ecclesie* (LIX). — *De confratris* (LX). — *De processionibus* (LXI). — *De quæstoribus* (LXII). — *De sententia excommunicationis* (LXV-VI). — *De mandatis nostris exequendis* (LXX). — *De jejuniis* (LXXI). — *De maledicis et blasphemis* (LXXIII). — *De feriis et festis* (LXXVII). — Nos remerciements à M. le chanoine Chaperon, de Poitiers, qui a bien voulu examiner pour nous le volume — rarissime — de ces « Constitutions », à la Bibl. de Poitiers. (Cote 4603 D. P. 498; manquent les ff. XXXIX-XLVI).

Point de théories ; des choses de pratique courante. Tour à tour sont passés en revue et exposés avec précision les sujets qui doivent être familiers aux curés des paroisses. Le cardinal de Givry y rappelle en particulier la doctrine et la discipline de l'Église sur des points d'actualité (1). Dans ces Statuts apparaît la préoccupation constante de remédier aux abus, de faire front aux novateurs, en maintenant ou restaurant les prescriptions de la liturgie en ce qui concerne les sacrements et la prière publique, les observances traditionnelles, la beauté du culte, la dignité de vie du clergé, tant séculier que régulier, l'autorité et les cadres hiérarchiques, les immunités et la sauvegarde des biens ecclésiastiques, l'obligation de la dîme, la réglementation des quêtes, des confréries, la célébration des processions et de certaines fêtes religieuses, l'instruction donnée par les maîtres d'école avec la doctrine chrétienne à la base, la pratique de l'excommunication qui sépare du troupeau les brebis galeuses et le préserve de la contagion de l'hérésie, de la peste de l'insubordination, enfin la nécessité de réagir contre les blasphémateurs et les mauvais parleurs, *maledici*, entendez ceux qui par leur langage cherchent à jeter le discrédit sur Dieu, la Vierge, les saints, l'Église et ses chefs et pasteurs.

C'est dans ce document, pensons-nous, comme dans les Statuts de Lyon et de Langres, que se trouvent les directives, dont Givry s'inspira tout au long de sa carrière dans le gouvernement des populations soumises à son autorité. Ce qu'il promulguait pour ses diocésains de Poitiers, n'était pas autre chose que ce qu'il avait proclamé à Lyon et cherchait à appliquer au diocèse de Langres.

* * *

Nous avons vu que le cardinal de Givry avait donc eu à cœur de rappeler à son clergé l'idéal du sacerdoce et de lui signaler les défauts qu'il devait éviter.

Croire que du même coup tout alla pour le mieux dans le meilleur des mondes, ce serait méconnaître la nature humaine et ignorer les conditions de l'Église au xvi^e siècle, au diocèse de Langres comme ailleurs.

(1) Voir sa monition initiale, aux P. just.

Nous savons en gros que Givry tint la main par ses archidiacres à ce que ces prescriptions fussent suivies. Nous n'avons que quelques registres de visites archidiaconales et qui datent de la fin de son épiscopat : ils sont relatifs au Langrois (1) et au Barrois (2). Presque toujours ils se bornent à mentionner des remarques et des mesures concernant l'entretien des édifices sacrés et de leur mobilier, les cimetières, la décence du culte (3).

Tel était d'ailleurs l'objet directement proposé à l'attention du visiteur, ainsi qu'il appert du programme des questions à poser par l'évêque ou l'archidiacre, des points à examiner, des dispositions à prendre. On peut voir à ce propos les Mementos à l'usage du *circulator*, ou visiteur, que le moyen-âge avait légués au xvi^e siècle (4).

Rares sont donc les notations qui nous renseigneraient sur le genre de vie des clercs et la mentalité du peuple. Il y en a cependant. Elles montrent que l'autorité ecclésiastique s'en préoccupait. Peut-on induire de leur rareté même, dans les documents trop peu nombreux auxquels nous faisons allusion, qu'à cette époque du moins de l'épiscopat de Givry, c'est-à-dire vers 1555, les désordres, s'il y en avait eu, avaient presque disparu ? Il y a lieu sans doute de distinguer les régions. Ainsi dans le Langrois, où, peut-on croire, on mit de meilleure heure la main à l'exécution des consignes des synodes de 1537, et où le contrôle s'exerçait sans doute le mieux, à moins de supposer sans preuves que l'autorité y fut encline à ignorer les abus, rien qui rappelle, même de loin, les remarques

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 985 (1533) : Visite faite par M^e Jean Maladière prêtre, commis par M^e Jean Guillot, grand chantre.

— G. 989, 990 (vers 1550) ; 991 (1529, etc). Cf. 983, 984, 996, 997, 1000 (1529), 1001, 1003 pour les années 1504-1529, et 986, 987, 988 (1573 etc). Cf. 1006, 1007.

(2) *Id.*, G. 976 (22^e papier) : nov. 1553, visite par M^e François Legoux, doct. ès droits, chanoine et archidiacre.

— G. 977 (nov. 1554).

— G. 978 (vers 1550).

(3) Ordre de réparer les missels, de les couvrir, de nettoyer les fonts baptismaux, (Luzy, Chamarandes, Chaumont, 3 nov. 1553).

(4) Voir le « Memento » qui se trouve à la fin d'un *Pouillé du diocèse de Troyes de 1407* (Bibl. nat., f^{ds} lat. n^o 5661), publié en 1853 par d'Arbois de Jubainville. — Ce memento a été à son tour publié en 1881 par M. Léonce Lex, sous ce titre : *Le Modus visitandi dans le diocèse de Troyes au moyen âge*. — Voir aussi le programme tracé par les conciles réformateurs, des évêques de France, à la fin du xv^e siècle et au début du xvi^e, (Cf. MANSI, éd. Welter, t. 31 et 32).

fâcheuses que nous lisons dans les registres des visites capitulaires d'un diocèse voisin, celui de Troyes, à la même époque (1). Mais encore une fois nos documents sont en nombre trop restreint et se limitent à un ou deux archidiaconés.

Peu de renseignements aussi à ce point de vue en ce qui concerne le Barrois. On signale en 1554, à Neuilly-sur-Suize, à l'archidiacre Legoux l'attitude jugée messéante d'un clerc, messire Nicolle Collot qui allait « tous les jours à la charrue, comme un laboureur, avec un petit garçon pour mener les chevaux, et charriant du bois à sa charrette comme un varlet » (2), et de même des plaintes à Villiers-sur-Suize, contre certains mécréants du lieu, qui dissuadaient les gens d'aller au sermon et à la messe, ou avaient charrié dernièrement du blé à Chaumont le jour de la Dédicace (3).

Mais nous apprenons, par ailleurs, que ceux d'Arconville (4) faisaient du tapage à l'église, et que certains chanoines de Saint-Maclou à Bar-sur-Aube (5) avaient naguère dû être « corrigés et punis » (6) par le visiteur Pierre Maladière, familier du cardinal de Givry. Il remplaçait alors l'archidiacre Legoux. Cette même année 1554 (7), qui paraît avoir été une année de « Réforme », celui-ci les prit en faute. Il avait trouvé en leur église « au repositoire du corps de Dieu, cent ou six vingt hosties toutes mollinez et mangées de vermines par l'incurie desdits deffendeurs. »

Ainsi s'exprime-t-il dans une des pièces d'une procédure qu'il

(1) Voir J. ROSEROT DE MELIN, *Ant. Caracciolo, évêque de Troyes*, Troyes, pp. 190-192. Cf. *Arch. départ. de l'Aube*, G. 1284, 1345, etc. Le chapitre Saint-Pierre de Troyes fut un agent actif de réforme catholique. L'historien de Caracciolo signale à ce propos le bon sens de ses commissaires-visiteurs, qui ne proposent point au clergé des paroisses des buts inaccessibles et sans rapport immédiat avec la pratique. « Ce n'est pas tant, dit-il, de savoir le sens d'un texte de Job... qui importe à ces prêtres que de comprendre les actes commandés par la loi divine, de se pénétrer des vérités de l'Évangile. » (p. 210). — Le chapitre de Langres eut sans doute un rôle semblable ; malheureusement, en l'absence des registres capitulaires de l'époque, nous ne saurions le définir. Voir cependant : *Arch. Haute-Marne*, G. 985 (cf. *suprà*).

(2) *A. H. M.*, G. 976, f° 8 : visite du 13 nov. 1554.

(3) *Ibid.*

(4) *Mss: Mathieu* (Bibl. du Gr. Sém. de Langres), XV, p. 350 (1551).

(5) *A. H. M.*, G. 479.

(6) « *Super impuditiis et aliis excessibus.* »

(7) Une des pièces de la procédure dont on va parler est du 21 mars 1555/6 et fait allusion à la dernière visite faite par l'archidiacre.

poursuivit contre eux devant le lieutenant du bailli de Chaumont, Jean Le Genevois, seigneur de Couvignon.

C'est qu'ils avaient essayé de se soustraire au *droit de visite*. Nous touchons ici à un fait d'une importance capitale: celui de l'*exemption*.

C'est un exemple typique des résistances que rencontrait l'œuvre de la Réforme. L'exercice de ce droit en était une condition nécessaire, car l'évêque a le devoir de se renseigner d'un esprit averti, sans s'arrêter à des indications sommaires et superficielles, ou peut-être intéressées et partiales.

Nos chanoines se retranchaient donc derrière certaines interprétations du droit, invoquaient cette circonstance que leur collégiale était de fondation royale. — N'importe, répliquait l'archidiacre ! Et quant aux textes allégués, ils ne s'appliquaient qu'aux monastères. Il avait droit de visiter l'église Saint-Maclou une fois l'an, puisqu'elle était sise en son territoire où il était l'œil de l'évêque, *vicarius et oculus episcopi*, et que « sur le grand autel reposait le corps de Dieu », qu'elle possédait « des fonts baptismaux, les saintes onctions et aultres choses sujettes à visitation. »

Il rappelait encore la coutume, l'exemple de ses prédécesseurs, ainsi que « les négligences et abus par eux commis et dont ils se voulaient saulver par l'exemption et impugné. »

Nous ignorons la suite. Il est à croire que l'archidiacre eut gain de cause.

En ce qui concerne les religieux, nous savons par exemple que l'archidiacre d'Amoncourt maintint son droit de visite dans le prieuré de Vauclair, malgré le prieur Bathazar Le Vécant. Il fit valoir son droit de saisine et obtint du Parlement de Dijon une sentence favorable, confirmée par la Cour de Paris en 1546 (1).

Revendication et résistance intéressées peut-être, car en ce temps-là fermer sa porte à l'évêque ou à ses représentants, c'était leur fermer sa bourse, mais c'était non moins vouloir échapper à un contrôle spirituel dont il avait raison d'assumer la charge (2).

(1) Prieuré dépendant du Val-des-Choux, près Giey-sur-Aujon (Haute-Marne). Cf. *A. H. M.*, G. 1006, liasse.

(2) Voir pour Molesme à la fin du x^ve siècle, *A. H. M.*, G. 435.

Ce contrôle n'était pas inutile. En 1547 le vicaire général Philippe Berbis, conseiller à la Cour de Dijon, fit la visite de la célèbre et antique maison-Dieu de Brochon qui relevait de l'abbaye de Saint-Étienne. Il y aurait découvert une série de malversations (1).

On a dit que comme administrateur de Poitiers, Givry revendiqua son droit de visite (2). Nous savons encore que le cardinal essaya de réformer l'abbaye noble des moniales de Poulangy, mais sans grand résultat. Il y avait envoyé en 1538, pour seconder ses vues, Prudence de Mailly (3), déjà abbesse de Benoîtevaux près de Reynel.

Il faut croire que l'œuvre de réformation rencontrait de sérieux obstacles. Les pouvoirs publics s'en préoccupaient, de concert avec les autorités ecclésiastiques. Les réguliers de la partie bourguignonne occidentale du diocèse furent l'objet de leur attention. Naguère, le Parlement de Dijon avait traduit devant lui Gui Legoux, vicaire et official de Michel Boudet, et lui avait remontré « qu'en plusieurs priorés, monastères et abbayes étans sous le diocèse dudit évêque de Langre, y avait gros désordres tant de matière de vivre, inimitiez et bandés les uns contre les autres ; par quoy ladite Cour ordonnait audit évêque et à ses officiers y pourvoir tellement que aucun scandal et inconvénient n'en advint, ou autrement ladite cour y pourveroit (4). »

Sous le cardinal de Givry il restait à faire. Ainsi en 1554 le Parlement songeait à réformer le couvent de Saint-Seine (5). Il astreignit en 1556 les abbés commendataires d'Auberive, Beaulieu, Longuay, et autres abbayes cisterciennes à subir la visitation du général et des visiteurs de l'ordre (6).

(1) *A. C. D.*, G. 1059.

(2) Cf. *suprà*, I, I, ch. III.

(3) Cf. BOUILLEVAUX, *Notice sur Benoîtevaux*, et déjà ROUSSEL, II, p. 181.

(4) Le 30 mars 1519 (n. st.) (*Bibl. munic. Dijon*, n° 1491, fonds Saverot, Dél. Parl. t. I, 211). Cf. DE LA CUISINE, *Le Parlement de Bourgogne*, 2^e éd, 1846, t. II.

(5) *Id.*, *Reg. Parl. Dijon*, IV, 19. Cf. I, 566 : la Cour proclame nécessaire une réforme « in capite et in membris » — selon l'expression déjà vieille — du couvent du Lieu-Dieu à Beaune où venait d'éclater un scandale (13 mars 1555). — G. de Tavanès chargé par Charles IX d'une enquête en Bourgogne préconisera comme remède à apporter à la situation créée par les progrès du protestantisme, la « réformation des mœurs du clergé ». (Cf. DE LA CUISINE, II, p. 104 ss.)

(6) *Arch. de la Côte-d'Or*, B. 12080.

Répétons que pour apprécier la situation tant du clergé paroissial que du clergé régulier, l'exemption, au temps de Givry, est un fait d'une importance capitale. Nous l'avons dit plus haut, les titulaires de plus des deux tiers des bénéfices de son vaste diocèse, mis en place par d'autres que l'évêque, relevaient à peu près uniquement de leurs patrons respectifs.

De là la possibilité de choix fixés sur des sujets que désignaient moins le mérite et le savoir que la faveur. Cet abus a toujours paru aux fidèles avertis et aux pasteurs zélés une grave cause d'affaiblissement pour l'Église et de dommage pour le peuple chrétien.

C'est ce qu'exprimaient éloquemment vers 1550 et 1560 deux écrivains de la partie bourguignonne du diocèse de Givry.

Écoutons Jean Girard, dijonnais, dans un passage de son livre de Poèmes dont il dédiait la première partie à son parent Hugues Girard, chanoine de Langres (1) : « Du mépris qu'on a pour les gens doctes et studieux », tel est le titre et il dit :

DOCTOS ET STUDIOSOS CONTEMNI

*Qui sapiunt, hodie sunt nullo in honore poetæ,
Præmia doctrinæ dedecus atque dolor.
Qui bene agunt, hodie sunt nullo in honore prophetæ :
Præmia virtutis dedecus atque dolor.
Interea tamen et cælos et sydera aspecto :
Mox etiam nimbos cerno, sequorque notos...
Quid facias ? nos fata regunt, nos fata gubernant :
Ast aliud post hæc tempora tempus erit (2).*

« De nos jours il n'y a point d'honneur pour les poètes qui ont du goût :
La récompense de la science, c'est l'humiliation et la douleur.
De nos jours, il n'y a point d'honneur pour les prêtres méritants :
La récompense de la vertu, c'est l'humiliation et la douleur.
Mais en attendant je regarde les cieux étoilés...
Il y aura un autre temps après celui-ci. »

Voici encore le même thème sous le titre :

IN HUIUS TEMPORIS PERVERSITATEM.

*Indocti, doctis hac tempestate priores :
Praefertur celeri tardus asellus equo.*

(1) Cf. *La Renaissance*, 2^e P. I. I.

(2) *Poemata*, Lyon, Fradin, 1568, Centuria IV, 86.

Vili vilior est alga virtutis amator :

Primo nequitia est, et mala vita loco (1).

« De notre temps les ignorants viennent avant les doctes : le coursier rapide se voit préférer l'ânon qui retarde. L'ami de la vertu est traité d'une façon pire que le plus vil chiendent. C'est pour la méchanceté et la mauvaise vie qu'est le premier rang. »

Citons encore ce trait classique que Girard décoche aux ecclésiastiques affligés de... « mitrite » plus ou moins aiguë :

IN QUEMDAM EPISCOPUM

Quaerunt cur adeo hic aspirat Episcopus esse,

Habere sed curam sui nolit gregis ;

Quaestio tantum urgens, quantum est responsio prompta :

Honor per aspirationem est, non onus. (2).

A un autre coin du diocèse, le recteur de Ravières, Pantaléon Bartelon, « homme de bonne réputation et scavoir », et lettré délicat, exprimait dans ses *Distiques moraux* (3) des doléances semblables et d'autres encore.

Comme le prêtre Gilbert Cousin, à Nozeroy, c'était un « humble maître d'école honnête homme, d'une toute petite bourgade de province (4) ». Comme lui encore, ce devait être un ecclésiastique.

A le lire, on voit qu'il y avait des bénéficiers indignes ou incapables, ou les deux à la fois.

Citons quelques-uns de ces 318 distiques latins (5) jusqu'ici très

(1) *Id.*, Centuria III, 18.

(2) « Pourquoi, demandez-vous, un tel désire-t-il tant être évêque ? Oh ! ce n'est point pour avoir soin de son troupeau. Il n'y a qu'une chose qui lui presse, comme il n'y a qu'à répondre sur le champ : c'est l'honneur (*honor*) qu'il convoite, non la charge (*onus*) ».

(3) Une édition — la première sans doute — est de 1567. Cf. *La Renaissance*, 2^e partie, livre I.

(4) L. FEBVRE, *Un secrétaire d'Erasmus : Gilbert Cousin et la Réforme en Franche-Comté* dans *Bull. Soc. hist. Prot. fr.*, 1907, p. 98.

(5) Ils se suivent dans l'ouvrage à la file et sans égard à la distinction des objets : ceux-ci relatifs à l'état de l'Eglise et du clergé, ceux-là à la situation intérieure de la France d'alors, déchirée déjà une première fois par la guerre civile ; d'autres sont des sentences morales, fruit de l'expérience de l'auteur combinée avec ce qu'on appelle la sagesse des nations, mais toujours en fonction des mœurs et de la situation de son temps.

On pourrait contrôler les observations consignées dans les distiques de Bartelon avec ce qu'écrivait presque à la même époque le nonce Prosper de Sainte-Croix.

peu connus, croyons-nous, avec la paraphrase qu'en donne l'auteur en quatrains français d'un style savoureux.

Voici les mauvais bergers :

OVEM LUPO COMMITTERE (1)

*Nonne lupo committis oves quas pascat, ineptum
Cum gregibus domini præficias et cupidum.*

« Celuy la des brebis faict le loup gardien
Qui propose au troupeau du Seigneur Dieu tous ceux
Qui n'ayment que le gain, et qui ne savent rien,
Gourmantz, outrecuydens, lubriques, paresseux. »

Celui-ci est trop jeune :

PUER PASTOR (2)

*Si committis oves puero, lupus insidiatur :
Si credas animas, obrepet arte Sathan.*

« Si donnes les brebis à un enfant garder,
Le loup n'en est pas loin qui les dévorera :
Si veux à cet enfant les âmes hazarder
Sathan ne dort jamais qui les accablera. »

Ceux-là sont ignorants et négligent de lire l'Écriture :

IMBERBIS (3)

*Barbatum imberbis, doctam sus bruta Minervam,
Artibus instructos inscia turba docet.*

« Un jeune veau de lait sans quelque expérience
Vouldra parler plus haut que le bien docte maistre
Ainsi font tous ceux là qui parlent sans science,
Les oysons de ce temps meynent les oyes paistre. »

DOCTORES INSCII (4)

*Non desunt qui sacra docere priusquam
Norint, attentant, cumque supercilio.*

« Vous trouverez aujourd'hui un gros veau,
Qui sans scavoir traicte des saints escrits :

Voir ses *Lettres anecdotes écrites au cardinal Borromée depuis l'an 1561 jusqu'en 1575*, dans : *Arch. curieuses de l'histoire de France* publiées par L. Cimber et F. Danjou, 1^{re} série, t. VI.

(1) Cf. *Pastor amicus luporum*, p. 31 ; *Lupi immanitas*, p. 29.

(2) P. 56.

(3) P. 53.

(4) p. 46.

Et puis dira qu'il les aura appris
Du saint Esprit qui luy tombe au cerveau. »

SACRARUM LITTERARUM LECTIO (1)

*Dum sacra sacrificus ludendo volumina spernit,
Evolvit medicus, sutor, arator, eques.*

« Cependant que le prestre au jeu se delectoit,
L'advocat et marchant à lire s'esbatoit :
Le prestre le repret de tendre à tel scavoir,
Et le prestre est repris de n'en faire devoir. »

D'autres manquent de zèle :

CANES MUTI (2)

*Vae canibus mutis, qui nec latrare nephandis
Audent criminibus, nec prohibere lupos.*

« Le chien muet est bien maudict de Dieu,
Quand par faveur aux vices donne lieu :
Non le vray chien, mais plustot asne ou veau,
Ne deschassant les loups de son troupeau. »

Beaucoup sont avides et plus soucieux de tondre leurs brebis
que de les instruire :

PASTOR AVARUS (3)

*Cum tondere licet, vigilas : cum pascere dormis
Vel tondere gregem desine, vel doceas.*

« Tu n'es pas endormi s'il faut compter argent,
Mais à faire devoir tu es trop négligent .
Or te convient cesser des profits recevoir
Ou bien de tes brebis plus grande cure avoir. »

Ce ne sont pas les prêtres qui manquent, mais il y en a trop qui
ne se conduisent pas selon leur état, étant sans doctrine et sans
tenue.

MULTI SACERDOTES (4)

*Turba sacerdotum doctrina ravior aequo :
Turba sacerdotum nomine, magna nimis.*

« De prestres pen en vertu et scavoir,
En leur estat faisant bien leur devoir,

(1) P. 39.

(2) P. 61, Cf. *Canes somniculosi*, p. 41.

(3) P. 25 Cf. *Pastor munificus*, P. 38 : *Apostoli* p. 12 ; *Verus pastor*, p. 59.

(4) P. 44.

D'autres assez de nom tant seulement,
Passants leur aage assez legierement. »

Il y a trop de moines ignorants et dérégles, et qui vaguent en dehors de leur monastère :

CUCULLA (1)

*Quae veneranda prius, tunc est odiosa cuculla
Nunc securus minus, tuta fuere magis.*

« Le froc signal de sainteté
Est quasi partout abjecté :
Rien n'est moins seur or que le lieu,
Ou l'homme est dédié à Dieu. »

MONACHUS EXTRA CŒNOBIUM (2)

*Extra cœnobium monachus, quod piscis ab undis
Depositus, moriens languet uterque foris.*

« Le poisson rejecté du milieu de l'eau fresche,
En mourant peu à peu tout son honneur deseiche :
Et plus est separé le moyne du couvent,
Son estat plus oublie, et son Dieu bien souvent. »

La cause de ces faits regrettables ? Il faut la chercher dans la commende qui fait que le monde est sens dessus dessous, et que des gens sont pourvus d'offices sacrés, qui ne devraient rien y voir.

MIXTA OMNIA (3)

*Omnia mixta vides, miscentur sacra prophanis :
Cœlica terrenis, jura prophana sacris.*

« Nous voyons aujourd'huy que tout est confondu,
Le gendarme est abbé et l'abbé est gendarme,
Le prophane est sacré, et le sacré vendu ;
Le bien du Crucifix est exposé à ferme (4). »

C'est aussi le déclin de la « monogamie spirituelle », en d'autres termes la multiplicité des bénéfices, conséquence de la commende, avec tous ses corrélatifs : procès et chicanes entre bénéficiers, les gros dépouillant les petits, les « paovres curez », la mise à l'encan du « bien du Crucifix », l'abandon où vit le troupeau du Christ.

(1) P. 69. Cf. *Monachus inscius*, p. 68.

(2) P. 25.

(3) P. 12. — Cf. *Officium præposterum*, p. 19.

(4) Cf. P. VIARD, *Hist. de la dîme ecclésiastique en France au XVI^e siècle*, pp. 15, 127.

SACERDOTIA (1)

*Sacra magistratusque suo reddentur honori,
Cum nec avara manus, nec nimis ampla dabit.*

« Quand les dignitez et offices
Les sacrements et bénéfices
Ne se vendront ou plaideront,
A leur honneur retourneront. »

XANTIPPE (2)

*Tot tibi Xantippas opto, quot ovilia tondes
Immerito, melius quid tibi vis cupiam ?*

« Si le curé est marié
Qui tient des cures quinze ou seize,
Afin d'estre mieux hârié
Qu'il ayt des femmes douze ou treze. »

PASTOR PRÆDO (3)

*Innumeros cum pastor oves prædives haberet,
Unica cui fuerat : lusit et abripuit.*

« Un pasteur riche et plein par dol et avarice,
Une seule brebis qu'un paovre avoit, osta :
Un docte et vertueux n'avoit qu'un bénéfice,
Duquel un chicaneur grossier le débouta. »

C'est d'abord aux grands dignitaires de l'Église que le brave recteur de Ravières fait remonter l'origine du mal : quand ils « oublieront leur damnable avarice, facilement les autres le feront » (4).

MAJORUM CULPA (5)

*Sacrorum procures quantas movere minas ?
Quas nunc sacrificum turba pusilla luit.*

« On vous donne le tord messieurs du premier rang
Pour avoir abusé du bien du Crucifix
Les paovres chappellains en souffrent jusqu'au sang,
Des parents le meffaict ainsi porte le filz. »

(1) P. 72. Cf. *Pastor et fur*, p. 79 ; *Imponens leges sacrificiis*, p. 36 ; *Dissidiorum fons*, p. 71.

(2) P. 69. Cf. *Imponens leges sacrificiis*, p. 36.

(3) P. 13.

(4) P. 64.

(5) P. 52. Cf. p. 64 : *Resipiscentia* : p. 42 ; *Regressus* ; *Acteon*.

Qu'ils craignent du reste de se voir dépouillés de cet amas de richesses dont les pauvres ne profitent pas, comme il faudrait :

ECCLESIAE THESAURI (1)

*Debila pauperibus oculis qui dona reservat
Prædonum manibus munera digna facit.*

« Ceux qui font tant d'amas de deniers de l'Église
Dont les membres de Dieu d'eussent estre repuz,
Doivent avoir grand peur que par force ou surprise
Dieu ne permette un jour qu'ils en soient devestus. »

Par voie de conséquence encore, l'abus se multipliant par l'abus, voici un autre désordre que stigmatise l'honnête Bartelon : le défaut de résidence :

PASTOR PRÆSENS (2).

*Cum tenerum pastor præsens pascebat ovile,
Et minus huic oneris, plus et honoris erat.*

« Quand l'Évesque vivoit avec tout son clergé,
Et l'Abbé présidoit à ses Religieux,
Le doz des deux Prélats en estoit moins chargé,
Et s'estoient aux troupeaux les pasteurs précieux. »

Ce temps est changé :

VICARIUS (3).

*Nullus in officio, sed cuique vicarius extat :
Per quem, si meruit, cœlica regna petet.*

« Qui le devoir de pasteur veuille faire,
N'en trouverez un tout seul entre dix,
Chacun sert Dieu par cominis ou vicaire,
Et par vicaire ira en Paradis. »

On sait les inconvénients de la non résidence des curés et l'espèce de « décapitation du clergé rural qui en était la conséquence. » M. Imbart de la Tour a là-dessus une page saisissante (4) :

(1) P. 54. P. 13. — Cf. p. 40 : *Pastor a grege se motus.*

(2) P. 43.

(3) Cf. *Ratio reddenda*, p. 12.

(4) *Les Origines de la Réforme*, t. II, p. 28.

« Une partie ne réside pas, écrit-il, la meilleure, la plus aisée ou la plus instruite : prélats, chanoines, archidiaques qui cumulent..., gradués ou étudiants des Universités à qui la Pragmatique, puis le Concordat ont réservé le tiers des bénéfices, les curés des grandes villes ou des villes closes. Cette élite pourrait élever le clergé rural, les populations ; mais ces privilégiés ne voient dans leurs charges qu'une étape pour parvenir ou un moyen de débiter. S'ils réclament une cure, ce n'est point pour paître leurs brebis, mais pour les tondre... *Ils restent dans leur ville, leur collégiale ou leur chapitre, dans les centres où l'on étudie, partout où l'on quémante, où avec un peu d'adresse, on peut avancer sur place sans déranger sa vie* (1). »

Le même auteur signale « qu'ainsi décapités » les membres inférieurs du clergé rural (chapelains, vicaires, prêtres-fermiers), livrés à eux-mêmes, « formaient un véritable *prolétariat ecclésiastique*. » Point de formation sacerdotale hors des Universités, ouvertes surtout à l'élite. Point de revenus suffisants. « Souvent le revenu de la cure a été diminué à la suite des guerres ; le curé absent (chapitre, abbaye, bénéficiaire) tire la meilleure part. »

Le « congruiste avec ses 5 ou 6 livres de revenu, une portion de la dîme, ne peut pas vivre. Il est obligé de se battre sans cesse avec le curé primitif ou ses paroissiens. Isolé il devient brutal, cupide, grossier, sensuel, concubinaire, se distrait au jeu, aux bouffonneries. Mais ses vices ne sont trop souvent que la plante parasite qui a poussé sur ses souffrances. Il faut vivre, et comme l'Eglise ne nourrit pas, trouver une occupation ou un métier : marchand, aubergiste, économe du seigneur, intendant et chapelain... » (2).

Ceci nous aide à comprendre plus d'un passage du recteur Bartelon. Avec lui on déplore, mais on s'explique des faits qui de prime abord nous paraissent si choquants, et même invraisemblables, quand nous comparons une partie du clergé d'alors à notre clergé contemporain. Nous avons déjà dit qu'au diocèse de Langres, sur environ 600 curés, 138 seulement résidaient au temps de Givry. Mais nous ignorons si ces chiffres se rapportent au début ou à la fin de son épiscopat. Les vicaires, il est vrai, la plupart perpétuels, étaient nombreux : plus de 700 pour 800 cures et succursales environ (3).

Déjà dans les dernières années de l'épiscopat du cardinal de

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) *Id.*, p. 289. Notons en passant qu'en 1553, au diocèse de Langres, l'honoraire d'une messe était de 2 sous 6 deniers. En 1492 il était de 20 deniers. Cette somme correspondait au prix d'une journée d'ouvrier. (ROUSSEL, *op. cit.*, I, p. 36).

(3) Cf. *supra*, liv. II, *Introd.*

Givry, et davantage encore peu de temps après l'édition de ces *Distiques*, on voit d'après les registres des Insinuations (1), que les bénéficiers résident davantage et résignent ceux de leurs bénéfices qui sont incompatibles, comme les canonicats et les cures.

Au XVII^e siècle l'évêque Zamet devait améliorer encore cette situation.

Que l'on ne se méprenne point sur la portée des critiques de Bartelon, et encore moins sur l'esprit qui les inspire !

Qu'on ne l'accuse point de se joindre aux ennemis de l'Église ! C'est au contraire mu par son amour pour celle-ci qu'il signale ce qui mérite réforme. Il compte, pour accomplir cette œuvre, sur ses chefs, et le dit dès le second distique (2). Il invoque l'appui du Roi (3) :

« Soutiens les gens de bien et punis les mauvais. »

Il rend hommage aux bons prêtres qui

« Méritent d'estre ornez d'un bien bon bénéfice,
Pour vivre honnestement en faisant leur devoir (4). »

Il déplore l'hérésie due au manque de vigilance (5). Il constate que le peuple est resté croyant, au rebours des grands :

« Qui gardoit Iesuchrist sinon la populace ?
Et cependant Messieurs envoyoient leurs sergents :
Si la dévotion d'entre les grands s'efface,
Vous trouveres la foy au cœur des simples gents (6). »

Il adjure les novateurs d'écouter la voix des vrais pasteurs qui les invitent au bercail (7). Il blâme l'abus que certains font de l'Écri-

(1) *Arch. Hte-Marne*, G. 866 ss. (années 1556 et ss.).

(2) P. 10 : *Ad Pontifices*.

(3) Charles IX. — P. 10.

(4) *Presbyteri*, p. 11.

(5) *Zizania*, p. 51.

(6) *Populi bonitas*, p. 12.

(7) *Vox pastoris*, p. 44.

Qui defecistis, primum repetatis ovile :

Evocat errantes undique pastor oves.

« Qui devoyez de la foy Catholique,
Oyez la voix du bon pasteur celique :
Qui ne veut rien qu'à tout bien vous induire,
Et au troupeau que laissiez vous réduire. »

ture, ayant la manie d'en dissenter à tort et à travers, et prétendant, même des femmes, s'y connaître :

« Prenants le venin pour pasture
N'entendant les termes ilz faillent (1). »

Aussi, que d'opinions diverses et successives ! Que de gens « fluctuants ! »

« Gens fluctuans comme l'arbre à tous vents,
Tantost à l'une et l'autre opinion :
Faulte d'arrest demeurent bien souvent
Sans Dieu, sans loy, et sans religion (2). »

Il fustige ceux qui

« Nobles, marchands, laboureurs, advocats,
De dénigrer les prestres ne font cas :
Mais cependant voyez s'ils ont envie,
Tous tant qu'ils sont, de reformer leur vie (3). »

Il invite chacun à commencer la réforme par soi-même (4). Il s'indigne de voir certains profaner les reliques (5), « abolir la croix au temple et en la voye » (6), se jeter sur les biens d'Eglise sous prétexte de religion (7) ; il approuve les châtimens infligés aux mal vivants

« Pour la correction criminelle ou civile (8). »

Les soi-disants « Évangélistes », il les accuse d'être quasi tous « hurlubiez athéistes » (9) ; les « réformez », il les taxe de perfidie (10) ;

(1) *Scriptura*, p. 74 ; *Luscus inter cæcos*, p. 17 ; *Fœmina doctrix*, p. 43 ; *Ne sutor ultra crepidam*, p. 22 ; *Imperiti disputatores*, p. 29 ; *Nil cæco cum speculo*, p. 70.

(2) *Fluctuantes*, p. 38.

(3) *Momi*, p. 49 ; *Culpæ rejeçtio*, p. 27.

(4) *Correctio*, p. 48 ; *Reformatio*, p. 34.

(5) *Jugulare mortuos*, p. 20.

(6) *Crux*, p. 26.

(7) *Prædandi affectus*, p. 47.

(8) *Membra putrida*, p. 40.

(9) Cf. *Prægnans ætas*, p. 33.

(10) *Perfidi*, p. 33 :

*Nulla fides multis qui se dixere fideles
Unde sit ut justis sæpius officiant.*

« Plusieurs se sont nommez reformez et fidelles,
Qui souz pretexte faux de foy et vérité
Pour tromper gens de bien dressent tant de cautelles,
Qu'on ne cognoit en eux foy ne fidelité. »

il compare leurs opinions variables et sans cesse renaissantes à l'hydre de Lerne (1), et rappelle que c'est la cause, non le supplice qui fait le martyr (2).

Bartelon est donc bon catholique et fidèle. Ses doléances sont l'écho de celles qui avaient motivé les statuts édictés par le cardinal de Givry dans ses synodes. Les plus alertes de ses quatrains au trait précis en illustrent pour nous le texte, comme ils nous aident à comprendre d'abord les statuts généraux de réforme ecclésiastique promulgués au concile métropolitain de Lyon en 1528, statuts que nous verrons plus loin en détail à propos du rôle de Givry vis-à-vis du protestantisme.

Notre auteur écrivait peu de temps après la mort du cardinal. Il visait une situation qui avait pu s'accroître depuis 1561, qui n'avait pu se créer en un jour, et qu'il avait eu le temps d'examiner avant de la décrire dans ces *Distiques* soigneusement travaillés, où, dirait-on, il mettait l'expérience de toute une vie.

Ainsi, depuis le concile de Lyon (1528) et les *Statuts* de Langres (1537), les abus n'avaient point disparu. Bartelon visait sans doute un état de choses général, mais qui devait se retrouver dans le milieu où il vivait, le Tonnerrois.

Il est à croire que les ecclésiastiques fidèles à leur devoir devaient être assez nombreux. Il en a lui-même signalé l'existence. Les abus venaient avant tout de la commende et de la multiplicité des bénéfices, et celles-ci du Roi : combinées avec l'exemption, il était fatal qu'elles continuassent de produire des ravages. Le mal était en haut et il était devenu comme organique à l'État. Les sages comme notre écrivain en étaient arrivés à n'attendre la guérison que d'une action directe de la Providence (3), et c'était un ouvrage, disaient-ils, qui mériterait vraiment à son auteur le titre de « père du pays (4). » Ils prenaient le parti, sinon de ne pas écrire, du moins de supporter et de se taire. Écoutons encore la sagesse des nations à l'école de notre recteur :

(1) *Hydra lernæa*, p. 60.

(2) *Ferendum propter justitiam*, p. 63.

(3) *Perditio nostra unde*, p. 69 ; *Morbo occurrendum*, p. 45 ; *Anchora sacra*, p. 74 ; *Surdaster Deus*, p. 73.

(4) *Camillus* p. 15.

DISSIMULANDUM PRO TEMPORE (1)

*Ducere tranquillam cupiens hoc tempore vitam,
Multa necesse ferat, plurima dissimulet,*

« Qui désire de vivre en paix au temps qui court,
Ne faut qu'au criminel prenne toute matière,
Convient de contrefaire et le sourd et le lourd,
Et n'empescher que l'eau ne coule a bas la rivière. »

Peut-on reprocher à Claude de Longvy de n'avoir point supprimé le mal dans ses sources ? Ce sera l'œuvre du concile de Trente, et encore il faudra de longues années avant que ses prescriptions salutaires soient appliquées. Ce que fit l'évêque de Langres est appréciable. Personnellement il se défit au moins d'une partie de ses bénéfices, et nous savons que pour les abbayes, leur possession était un moyen — presque le seul possible alors — de remédier aux inconvénients, devenus très graves, de l'exemption. Il résida de plus en plus dans son diocèse. Il pourvut à un certain nombre d'abus et fit, tant qu'il vécut, que son diocèse eut bon renom. Nous ne connaissons pas assez le détail de son action, mais nous savons qu'il s'entoura de personnages vertueux et dignes.

C'est ce que Bartelon lui-même écrivait en 1558 dans la dédicace de son traité de Prosodie latine (2) au cardinal de Givry. Il lui reconnaît une autorité sans égale parmi les prélats les plus influents de son époque, il le loue d'employer au gouvernement de son peuple les talents d'hommes très saints, *sanctissimorum hominum*, et d'affermir par ses desseins et ses institutions l'Église des fidèles vraiment religieux : *cujus consiliis et institutis stat omnis stabiliturque religiosorum Ecclesia*.

Nous aurons tout à l'heure à rapprocher de ce témoignage celui d'un autre contemporain. C'est donc que le cardinal de Givry avait, dans la mesure où il le pouvait, remédié à une situation qui après sa mort, les causes du mal subsistant et se développant, n'avait fait qu'empirer.

(1) P. 15.

(2) Voir : *La Renaissance*, 2^e partie, livre I.



On a vu déjà quelques-unes des « réalisations » heureuses de son épiscopat. En voici une autre.

On sait que l'un des résultats du concile de Trente fut la publication d'un Bréviaire, d'un Missel, d'un Rituel composés à Rome sous l'œil des Souverains Pontifes. Le cardinal de Givry avait pour son diocèse devancé cette réforme par des publications de ce genre, destinées à procurer une célébration digne et exacte de la prière publique, du saint sacrifice, des cérémonies de l'Église.

Citons les éditions du Bréviaire langrois en 1536 (1) et en 1560 (2). C'est au verso du titre de ce dernier, que se trouve une intéressante petite pièce en vers du poète sénonais J. de Lescheneau, très élogieuse pour Givry (3). Curieuse et intéressante aussi la *Collecta ad reperiendum festa mobilia*, qui se compose de 19 mots correspondant aux 19 années du cycle lunaire : c'est une phrase qui forme un sens complet et contient cette touchante prière au patron de la cathédrale de Langres en faveur de Claude de Longvy : *Mammes puer excuset omnia mala nostra atque episcopo nostro bono Claudio exoret eique sic mortuo vitam aeternam* (4).

Mentionnons encore le Missel langrois de 1536 (5) et celui de 1549 (6), et le Rituel langrois de 1538 (7).

Le Bréviaire de 1536 fut imprimé « avec correction et d'une belle

(1) Deux volumes (*Bibl. Sainte-Geneviève*, BB. 934 Réserve). Regrettable lacune : le titre manque. Théodecte Tabourot mentionne (p. 511) ce bréviaire. — Cf. MARCEL, *Les livres liturgiques*, p. 145.

(2) *Bibl. du Grand Sémin. de Langres*.

(3) Cf. *infra*.

(4) Cf. MARCEL, *op. cit.*, p. 162.

(5) *Bibl. de Troyes*, N° 1521 (Théologie), gravures sur bois. (MARCEL, *op. cit.* p. 162.)

(6) *Bibl. nat.*, B. 2644 (Réserve) et *B. du G. Sémin. de Langres*, avec curieuses gravures sur bois, et lettres historiées et ornées. (MARCEL, p. 155, et son 1^{er} *Supplém.*, p. 61).

(7) *Bibl. du comte de Villafranca* (Nice), n° 73 (cf. *id.*, p. 150). Citons encore d'après le même savant auteur deux livres d'heures imprimés sous le cardinal : l'un en 1542 par J. Lecoq à Troyes et l'autre en 1544 (*Id.*, p. 151, 154).

impression (1) » à Paris par Jean Amazan, rue Saint-Jacques, au Lys d'or. Celui de 1560 porte les armes du cardinal avec sa devise et fut imprimé sur son ordre, ainsi que le mentionne le titre, à Sens par Gilles Richebois (2), aux frais du langrois Claude Péliisson, édition revue et préparée, est-il dit dans la préface *cum opera doctissimorum virorum*. Au nombre de ceux-ci était le savant rubricaire Claude Perrenot, chanoine de Langres. Ce Bréviaire est encore qualifié ainsi: *egregium et sane quam utile et large auctum ac mille locis rursus emendatum...*

Le Missel de 1536 édité par Jean Petit, imprimeur à Paris, Nicolas Trumeau et Michel Lointier, troyens, présente la particularité d'une messe nouvelle dite *trium puerorum Ananie, Azarie et Missaelis* dits «les Trois Bénédictés» (3), qui s'accompagne d'une vignette représentant saint Mammès avec le livre légendaire. On y trouve une prose rythmée en l'honneur des Trois Bénédictés (4).

La cathédrale de Langres montrait alors parmi ses reliques celles «des trois enfants dans la fournaise», ainsi appelés par le populaire. On les fit vénérer à François I^{er} lors de sa première visite à Langres en 1521. Leur tombeau, qui se voyait au chœur, a été

(1) TH. TABOUROT, *loc. cit.*

(2) Sur Gilles Richebois, voir F. CHANDENIER, dans *Bull. Soc. archéol. de Sens*, au t. XXX (1916), pp. 198-289. On sait qu'il débuta en 1556 par un chef-d'œuvre: l'impression sur vélin du livre intitulé *Coustumes du bailliage de Sens et anciens ressorts d'iceluy*, dans la 1^{re} partie duquel se trouvent les «coustumes particulières de Langres». Il s'orne de fleurons et de lettrines dessinés par l'illustre artiste sénonais Jean Cousin qui depuis longtemps était en relations avec le cardinal de Givry et avait déjà exécuté divers travaux pour lui et la famille Chabot.

On doit aussi à Richebois un superbe Évangélaire. Cet imprimeur soupçonné d'avoir adhéré au protestantisme fut assassiné à Sens, en 1562, au cours d'une émeute.

(3) Voir MARCEL, *Liv. lit.*, p. 147, et TACHY, *Les reliques des trois Benedicites à la cathédrale de Langres* dans *Rev. de Champ. et de Brie*, 1880.

(4) *Plaudat, jubilet, exultet
Tua, Mammes, ecclesia
Et Deo laudes resultat,
Digna canens præconia:
Deo dilectum Joannem
Primum habuit patronum,
Doctrina cujus insignem
Mammetem suscepit alumnum;*

*Quibus juncti tres pueri
Sidrach, Misach, Abdenago,
Regiæ stirpis liberi,
Monotriadis imago;
Hos Hierusalem nutrit,
Captivavit rex Caldæus,
Protexit et enutrivit
Bonorum largitor Deus.*

détruit avec les autres au temps de la Révolution; et leur culte célébré à Langres au XVI^e siècle n'a point été restauré.

Le Missel de 1549 a été imprimé à Troyes chez Jean Lecoq II (gendre de Trumeau) et Michel Lointier. Le Rituel de 1538 fut imprimé à la fois à Paris par Jean Petit et à Langres par Claude Pélisson.

Ce sont ces publications, sans doute, qui ont valu à l'évêque de Langres d'être placé par l'auteur de l'*Athenæum romanum* au nombre des cardinaux illustres par leurs écrits (1).

Elles sont l'indice de sa piété et de son zèle pour la liturgie, zèle si remarquable que ses diocésains en avaient été très frappés.

C'est un des motifs pour lesquels il leur était cher. Le sénonais Jean de Lescheneau (2) se fit leur interprète dans l'éloge en vers que l'imprimeur Richebois plaça en tête du Bréviaire de 1560 (3).

Après avoir déploré en une sorte d'élogie éloquente et dépeint les ravages causés par les novateurs, il se félicite du bien accompli au diocèse de Langres par le cardinal de Givry. Il le loue d'être *custos fidei frequensque cultor* et ajoute :

*Fulcis templa, animos pios tuorum
Pascis nectare cœlitus recepto
Et sacra imbuïs hac rogatione* (4)

« Tu soutiens le Temple et l'âme pieuse des tiens, tu la nourris d'un nectar venu du ciel. Comme dans une onde sacrée, tu la fais baigner dans la prière que voici. »

Mais citons ce morceau tout entier : il en vaut la peine. Il jette un jour intéressant sur l'idée que des contemporains se faisaient de la situation de la France à la suite des premiers progrès de la réforme protestante et à la veille des guerres de religion. On y voit aussi

(1) DU RADIER, *Bibl. historique et crit. du Poitou*, t. II, p. 227.

(2) Jean de Lescheneau ou de l'Échenaut, avocat-poète, procureur au bailliage de Sens. Cf. *infra* : ch. II, § 3.

(3) Il y en a un exemplaire à la Bibl. du Gr. Sém. de Langres.

(4) Ces 22 vers forment une pièce hendécasyllabique signée des initiales I. D. L. — Ils sont cités par le chanoine Marcel dans *Les livres liturgiques du diocèse de Langres*, p. 162. On peut lire des vers du même Lescheneau et dans le même rythme, adressés les uns à Jean Penon, avocat à Sens, et les autres aux Sénonais ses concitoyens, dans le *Bull. Soc. arch. de Sens*, t. XXX (1916), pp. 225 et 226, avec des vers, hendécasyllabiques également, dus à d'autres versificateurs latins qui vivaient à Sens à cette époque.

l'opinion qu'ils avaient de l'épiscopat de leur temps et en particulier du cardinal de Givry.

En le lisant il vient à l'esprit que Givry, comme évêque, fut plus grand que de trop rares documents nous ont permis de savoir, bref qu'en face des novateurs il fut un prélat sincèrement épris d'idéal religieux et s'attacha, non sans succès, avant même le concile de Trente, à opérer dans son clergé et dans son peuple, par ses exemples et par ses leçons, une œuvre salutaire de réforme catholique.

Voici ce petit poème si suggestif :

*Heu, quæ tempora, quam dies nefasti
In quos decidimus ! quibus jacentem
Corruptamque fidem videre durum est,
Dissectum undique vulgus et recentum
Mutatos hominum novosque cultus.
Et quis est nunc honos et modus pudori ?
Et quæ justitia ? Periclitatur
Gens Dei pia, gens Dei fidelis,
Pæcatumque gregem lupi lacessunt.*

*Sed qui cuncta Deus videt, misirtus
Lapsurum eripuit potens ovile,
Pastoresque locis probatiores
Certis constituit gregi regundo.
Et nunc te duce nobili, integroque
Dudum antistiti Lingonensis ora
Gaudet sordibus expiata cunctis.
Hic custos fidei, frequensque cultor
Et puræ renitens columna vitæ
Fulcis templa, animos pios tuorum
Pascis nectare cælitus recepto
Et sacra imbuis hac rogatione
Acceptissimus his Deoque carus.*

« Hélas ! quelle époque, quels jours néfastes ceux où nous sommes tombés ! Ils nous offrent le cruel spectacle d'une foi gisante et corrompue, d'un peuple tiraillé de tous côtés, de changements introduits dans la religion par de modernes novateurs ! Où est à présent l'honneur, où la mesure de la honte ? Et où la justice ? Il est en danger le peuple qui a de la piété envers Dieu, le peuple fidèle, et le paisible troupeau est ravagé par les loups.

Mais le Dieu qui voit tout l'a dans sa miséricorde et sa puissance arraché à la décadence, et en certains lieux il a établi des pasteurs mieux éprouvés pour conduire le troupeau. Et maintenant sous ta direction, ô noble chef, évêque vraiment intègre, le pays de Langres est dans la joie en se voyant débarrassé de toutes les souillures. Là, gardien de la foi, prélat exact à célébrer souvent les cérémonies sacrées, et pareil

à une colonne brillante par l'éclat d'une vie pure, tu soutiens le Temple; l'âme pieuse des tiens, tu la nourris d'un nectar venu du ciel, et comme dans une onde sacrée tu la fais baigner dans la prière que voici, leur étant ainsi très agréable en même temps que cher à Dieu. »

Telle est cette dédicace que Lescheneau composa, sans doute à la demande de l'imprimeur Richebois. On ne peut qu'être frappé de la netteté de l'éloge, de la précision des traits, enfin des sentiments d'admiration que l'auteur laisse éclater dans ce témoignage public placé au frontispice d'une œuvre destinée à être journellement sous les yeux du clergé de tout un vaste diocèse. Faisons, si l'on veut, la part de la louange officielle, celle-ci rend un son qui ne trompe point.

Celui vers lequel elle montait, avec pour escorte la reconnaissance, était donc regardé comme un vrai homme d'Église, pieux, ponctuel, intègre et chaste, attentif à la pureté de la foi et à la bonne tenue du clergé et des fidèles, ayant débarrassé son église de diverses souillures. Par l'exemple de sa vie, Givry apparaissait comme une colonne brillante qui soutenait le Temple. On ne le loue point, comme font un Nicolas Bourbon ou un Macrin pour un Pierre du Châtel ou un Odet de Châtillon, de cultiver les Muses, mais d'être un évêque.

LE REPRÉSENTANT DU ROI

CHAPITRE PREMIER

Le cardinal de Givry, « Homme du Roi » dans son diocèse

Au temps de Givry, l'évêque dans chaque diocèse était l'homme du Roi, son représentant, presque son vassal. De féodale, l'Église de France était progressivement devenue monarchique (1) : le Roi son protecteur, son ami et allié, défenseur de ses privilèges, peu à peu est devenu en fait son chef temporel.

Nommé par lui ou sur sa recommandation, l'évêque est sa « créature ». Il est obligé de lui faire hommage et de le reconnaître pour suzerain : « tête nue, à genoux devant le prince, ou son représentant, les mains dans ses mains — et l'étole au cou — il s'engage à le servir jusques à la mort inclusivement, envers et contre tous... sans nul réserver (2). »

Cela fait, il doit, dans les quarante jours, bailler son aveu et dénombrement à la Chambre des Comptes, indiquer la valeur de tous les biens, terres, châteaux, etc., en possession desquels il entre de par sa charge. Mais ces biens, le Roi en a la « garde », la surveillance ; les titulaires successifs ne peuvent en disposer sans son consentement,

(1) Cf. IMBART DE LA TOUR, *Les Origines de la Réforme en France*, t. I, p. 123.

(2) Cf., *id.*, pp. 134-135. — Givry, nous l'avons dit, alla faire son hommage au roi François I^{er} à Dijon, le 23 janvier 1530 (n. st.).

et lui-même ne peut les aliéner. A chaque vacance, ils retombent en son pouvoir, ses commissaires en font l'inventaire, les administrent pendant l'inter règne, exercent ce qu'on appelait le droit de « régale », agissant au nom du souverain comme au nom d'un usufruitier. Il faut donc encore que le nouvel élu reçoive la « main levée du temporel » de son église, et le Roi l'accorde quand il veut — souvent après plusieurs années — par lettres patentes adressées aux gens de ses Chambres des Comptes, enregistrées et envoyées aux officiers des lieux pour « faire la délivrance du temporel », comme cela se passe pour la délivrance des fiefs, auxquels, en somme, les légistes ont assimilé les terres d'Eglise. Là, comme ailleurs, le Roi use de ses « droits de souveraineté. »

Même en corps, les évêques dépendent de lui ; les lois ecclésiastiques ne sont exécutoires qu'après avoir été revêtues de sa sanction, il autorise ou convoque les conciles (1). Dans chaque cour d'Eglise il a son représentant, son procureur chargé de veiller à son droit. Quelque prélat fait-il mine de résister à la volonté royale ? Le Roi fait faire la « saisie » de son temporel. N'a-t-il pas, disent les légistes, sur son Église, une plus grande autorité que le « pape » (2) ? Les prétextes ne manquent pas : litiges entre clercs, mauvaise administration, résistance aux ordres du Roi, désobéissance aux officiers royaux, retard dans le serment de fidélité, défaut d'entretien, abus dans les censures ; parfois, même sans cause, parlementaires, baillis, ou procureurs mettent la « main du Roi » sur les bénéfices ecclésiastiques. L'évêque ou l'abbé voit son temporel confié à des commissaires — simples bourgeois ou gens de justice — jusqu'à ce qu'il se soumette. Quelle proie offerte aux juges, commis, officiers locaux et autres ! Ils dévalisent les immeubles, coupent les bois, vivent sur le domaine dont ils prolongent la saisie à plaisir.

Il est vrai que le Roi maintient et défend les privilèges de l'Église, certains du moins, comme l'exemption fiscale, qu'il l'aide à conserver son domaine, à le reconstituer, mais c'est en profitant le premier

(1) Voir plus loin à propos du Concile de Lyon en 1528. Même en matière religieuse, hormis le dogme, il peut directement ou « par provision » faire les statuts, édits, ordonnances qu'il juge utiles. Cf. IMBART DE LA TOUR, I, p. 92.

(2) « L'église gallicane est toujours un membre de l'Église universelle, mais elle n'est unie à Rome que par le dehors ; au dedans elle est soumise au Roi » (*id.*, p. 93).

du fruit de cette protection. Les biens du clergé sont un vaste réservoir dans lequel il puise pour les besoins de ses guerres, de sa politique, au moyen des demandes répétées de décimes. Sur son ordre, l'évêque convoque l'assemblée de son clergé, lequel sous le nom de « don gratuit » fait l'octroi, jadis volontaire, aujourd'hui imposé, des sommes exigées. Le vote de cet impôt peu déguisé n'est qu'un simulacre.

Parfois l'emprunt s'y ajoute, et de telle nature qu'il est une nouvelle et véritable contribution ; ou bien ce sont des réquisitions, c'est de l'argent versé pour réparer les villes, murs et forteresses.

Autre source de revenus pour le gouvernement royal : les taxes d'amortissement levées sur les terres, cens, rentes donnés aux églises ou acquis par elles ; pour mieux les asseoir, François I^{er}, en 1516, fit faire la révision de tous les biens ecclésiastiques acquis depuis un demi-siècle. Ainsi « rançonnée (1) », l'Église de France du xvi^e siècle, théoriquement exempte de l'impôt, y contribuait dans une mesure fort appréciable (2).

*
* *

Ces remarques nous aident à comprendre divers documents dans lesquels le cardinal de Givry est en cause, et certains faits qui le concernent. C'est ainsi que, le 13 juin 1535, lui fut accordée la main-levée de son temporel et de celui du clergé de son diocèse, « sur la promesse qu'il a faite au Roi d'un don gratuit et caritatif de la valeur de trois décimes » (3). Claude de Longvy obtenait-il alors pour la première fois la main levée en question ? ou plutôt, les biens de son clergé et les siens avaient-ils été l'objet d'une saisie ? Il y avait déjà cinq ans qu'il était évêque de Langres.

La faveur du Roi — faveur intéressée du reste, quand on sait ce que couvrait le nom de « sauvegarde » — résulte davantage

(1) IMBART DE LA TOUR, *loc. cit.*

(2) Voir BOURGAIN (L.), *Contribution du clergé à l'impôt*, dans *Revue des quest. hist.*, t. 48 (1890).

(3) Lettres datées d'Amiens (*Catal. des actes de François I^{er}*, t. VI, 1^{er} Suppl. (1894), p. 394, n° 20.290.) — Copie notariée de 1535, aux *Archives départ. de l'Aube*, f^{ds} de Clairvaux, carton 3, H. 289.

d'un acte du 2 décembre 1538 : à la supplication de son « cher cousin et grant amy le cardinal de Givry... », le Roi mande au premier huissier du Parlement ou sergent sur ce requis, de maintenir ledit évêque, ainsi que sa famille et ses biens, en sa sauvegarde. En cas « d'éminent péril », il mettra les panonceaux et bâtons royaux sur ses possessions (1).

Plusieurs fois Givry fut mis en demeure de fournir des décimes. Ainsi en 1535, comme nous l'avons dit, et comme on le voit par le compte de son secrétaire Bouvot (2). Le 22 juin 1543, mandement lui est fait d'assembler les gens d'Eglise de son diocèse pour leur demander et requérir pour la levée de 11.891 livres t. montant de deux décimes, en vue de la défense de la Picardie et de la Champagne menacées par l'ennemi (3).

Nouvelles demandes le 12 février 1544, pour faire accorder par son clergé et lever ensuite un don gratuit de 23.782 livres, équivalant à quatre décimes (4) : puis le 4 février 1545, pour une somme de 23.782 livres t. équivalant à 4 décimes, qui devra être payée en deux fois au receveur général des finances de Reims, au 1^{er} juin et au 1^{er} juillet (5). Quatre décimes encore en 1557 (6). Nous en omettons vraisemblablement.

Pour pouvoir répartir avec équité cet impôt prétendu caritatif, il était nécessaire d'avoir exactement le relevé des bénéfices du diocèse de Langres avec l'indication du revenu de chacun : revenu variable, d'ailleurs, que les guerres et d'autres fléaux pouvaient

(1) *Arch. de la Haute-Marne*, G. 182 (copie contemporaine). Cf. A. ROSEROT, *Catalogue des actes royaux conservés dans les Archives de la Haute-Marne*, Besançon, 1905, n° 364.

(2) Cf. *Arch. de la Haute-Marne*, G. 937 cahier : Compte de Philibert Bouvot, secrétaire du cardinal de Givry, par lui commis à recevoir et distribuer les deniers levez, assis et cotisez audi diocèse en 1535 pour le don gratuit, équipollent à 3 décimes, octroïé au roi nostre sire par le cardinal et le clergé.

(3) Mandement daté du camp de Maroilles (*Catal. act. Fr. I^{er}*, t. IV, 1890), p. 461, n° 13.163 ; *Bibl. nat.*, pièces orig., vol. 1338, dossier 30256, Givry : pièce n° 3.

(4) Mandement daté de Montargis (*Catal. act., Fr. I^{er}*, t. IV, p. 720, n° 14.347 ; Cf. 14368 — Expéd. auth., *Bibl. nat.*, Ms. fr. 25723, n° 904).

(5) Expéd. auth., *Bibl. nat.*, Ms. fr. 25, 723, n° 969. — *Catal. act. Fr. I^{er}*, t. V (1892), p. 19, n° 14759.

(6) *A. H. M.*, G. 938.

diminuer, rendant en certains cas la perception de cet impôt tout à fait onéreuse, même odieuse.

En outre, avec les années, l'état de prospérité ou de décadence des biens ainsi taxés subissait des vicissitudes dont il était juste de tenir compte. Givry fut autorisé à convoquer son clergé pour faire la taxe et répartition du don gratuit, en tenant compte de la situation plus ou moins prospère de chaque bénéfice (4 octobre 1544). Le cardinal avait, en effet, remontré que par suite des guerres qui avaient eu lieu depuis deux ans, « tant à Luxembourg que dernièrement ès marches de Lorraine et de Champagne », certains bénéfices situés sur les frontières en Bassigny et Barrois avaient supporté des passages de la gendarmerie du roi et de l'empereur, en sorte que plusieurs villages avaient été entièrement ruinés, et que certains de ces bénéfices n'avaient pas de détenteurs, ou encore que les détenteurs ne pouvaient payer leur cote des impôts votés par le clergé du diocèse. Il eut dispense de suivre la taxe établie en 1516 (1).

C'est en vertu des délibérations de cette assemblée et par ses soins que fut dressé le rôle du 19 mars 1547 (n. st.), contenant la liste de tous les bénéfices avec leurs taxes (2).

D'autres rôles furent faits encore sous son épiscopat, ainsi qu'il résulte de ce qui va être dit plus loin.

(1) Le bailli de Sens auquel est adressé ce mandement reçut ordre de se conformer au rôle nouveau. (*Arch. Haute-Marne* : Évêché de Langres, G. 12 : Décimes. Cf. ROSE-ROT, n° 367 ; *Catal. act. Fr. I^{er}*, t. VIII, 3^e suppl., 1905, p. 740, n° 33161.

(2) *Bibl. nat.*, Coll. Moreau, t. 787, pp. 41-75, copie du XVI^e siècle : *Rotulus omnium beneficiorum existentium in episcopatu Lingonensi, taxatorum et cotthizatorum per domin. rever. cardinalem de Givry, episcopum et ducem Lingonensem ac parem Franciæ, pro quadruplici decima christianissimo clarissimo dno nostro regi per clerum dicti episcopatus Lingonensis in subsidium et per formam doni gratuiti concessa et solvenda duobus terminis medietate et equaliter, videlicet primis diebus mensis aprilis et julii proxime futuris, prout in pede cujuslibet beneficii continetur... Actum die decima nona mensis martii anno Dni 1546.* (v. st.)

Voir plus loin. N'est-ce pas à ce rôle de 1547 (n. st.) que fait allusion Piétréquin de Gilley ? Le cardinal de Givry « fit rendre compte, écrit-il, des décimes ordinaires et extraordinaires par Jean de Voisines, prêtre qu'il avait commis à la levée de ses deniers suivant la cottisation faite par Jean d'Amoncourt. Ce compte ne montait qu'à onze mille livres et est postérieur à celui de Bar qui ne montait anciennement qu'à 5.900 livres. Elle est fort augmentée depuis et augmente tous les ans. » *Hist. gén. et partic. de la ville et du dioc. de Langres*, 1754, p. 387) (*Bibl. de la Soc. hist., et arch. de Langres.*, A. 58).

La nouvelle taxe néanmoins ne put être établie complètement d'après la revision en question, ni les lettres de François I^{er} du 4 octobre 1544 avoir leur plein effet, à cause d'une longue absence en Italie du cardinal de Givry (1), et par suite aussi de divers empêchements. Le bailli de Sens reçut avis que des lettres de surannation (2) étaient accordées par Henri II à l'évêque de Langres pour lui permettre d'exécuter les lettres de François I^{er} (18 novembre 1551) (3).

En 1558, de nouvelles modifications étant survenues dans les revenus des bénéfices, le cardinal eut mandement de faire relever de nouveau les déclarations des baux et fermes des bénéfices de son diocèse, et d'établir par une nouvelle assemblée du clergé un nouveau rôle de la taxe pour les décimes et dons gratuits, toujours sans tenir compte de la taxe de 1516 (4).

C'est relativement à cette question de la taxe que Givry écrivit de Mussy aux chanoines de Chaumont, le 4 août 1559, une lettre les invitant à une assemblée du clergé qui devait se tenir le 20 août (5), en son palais épiscopal de Langres. On y voit que le feu roi Henri II avait ramené à une seule décime la contribution des gens d'Eglise de son royaume.

C'était justice, car beaucoup avaient été éprouvés par la guerre. Ainsi au diocèse de Langres, après la bataille de Saint-Quentin (10 août 1557), un corps d'armée espagnole commandé par Polleviller avait occupé le Bassigny, avant de gagner la Comté (6).

Autre lettre, de Gurgy, le 31 décembre 1559, convoquant le

(1) Cf. *Arch. Haute-Marne, Évêché*, G. 12 provisoire, Décimes.

(2) « Lettres destinées à rendre force et validité à d'autres lettres dont l'effet était prescrit. » (GIRY, *Manuel de Diplomatie*.)

(3) *Arch. Haute-Marne, Évêché de Langres*, G. 12, 1^o prov., Décimes. Cf. ROSEROT n^o 378.

(4) 26 juin 1558, de Villers-Cotterets. (*Arch. Hte-Marne, Évêché de Langres* G. 120 1^o provisoire, Décimes. — ROSEROT, n^o 384.) — Une copie de ce rôle déposé aux archives de l'Évêché devait être envoyée à la Chambre des Comptes.

(5) V. *Bibl. de Reims*, Collection Tarbé, carton IX, n^o 104. La lettre est signée du cardinal. Voir cette lettre aux P. J., au sujet de laquelle nous adressons nos remerciements à M. l'archiviste Robert.

(6) Cf. GRASSOT, *Hist. du Bassigny champenois*, p. 195. — Guillaume de Saulx, seigneur de Villefrancon, lieutenant du Roi, avait empêché Polleviller de ravager la Bourgogne.

clergé à Langres le lundi 29 janvier suivant (1560), en vue de l'octroi de quatre décimes (1).

Comme on voit, les largesses royales n'avaient pas duré.

Peu de mois avant sa mort, le cardinal se préoccupait toujours de perfectionner la fiscalité diocésaine en vue de satisfaire au Roi. Il écrivait à ce sujet et faisait écrire aux doyens ruraux par l'archidiacre du Dijonnais et par le chapitre de Langres, de dresser l'état des revenus des bénéfices de leur doyenné.

Nous avons, signée de lui, la lettre qu'il adressa de Mussy le 15 mai 1561 au doyen de Saint-Seine-l'Abbaye (2). Elle est particulièrement pressante et précise. Tous curés et chapelains tenant églises et bénéfices chargés de cure d'âmes devront s'occuper dans les deux mois de dresser un état exact du revenu de leurs bénéfices et se présenter à Langres, ou l'envoyer le 27 juin avec « les deux ou trois fermes... dernières de leurs dites cures et chapelles. » Quant au doyen, il aura à faire une enquête confidentielle sur les revenus en question et enverra à l'évêque un procès-verbal de ce qu'il aura fait pour procurer l'exécution de ses ordres.

Le rôle qui en résulta ne fut « déclaré » au Roi qu'après la mort de Givry. Des demandes en réduction avaient, comme toujours, été formulées, telles par exemple celles des moines d'Auberive (3), et du curé de Dancevoir (4).

Les moines d'Auberive dont le revenu annuel, dirent-ils, était de 6 à 700 livres tournois, en alléguaient la diminution, vu que leur forge installée un siècle auparavant ne pouvait plus marcher, par suite de l'interdiction royale de couper la haute futaie. Quant au curé de Dancevoir, il ne pouvait guère contribuer, son bénéfice ne lui donnant par an que 8 setiers de grain par moitié blé, et les religieux de Longuay levant toutes les dîmes, sans compter que la peste a annulé tous ses autres revenus.

La levée des décimes, et d'abord la détermination de leur assiette d'après le revenu de chaque bénéfice, la contribution à répartir en vue du don dit gratuit, étaient de leur nature des opérations

(1) Voir aux P. J.

(2) A. H. M., G. 939 reg. f° 101 — Voir aux P. J.

(3) *Id.*, *ibid.*, f° 224.

(4) *Id.*, f° 384.

déliçates et parfois difficiles. Ces charges financières du clergé qualifiées d'extraordinaires, devenaient avec les circonstances et les ordres réitérés du Roi un impôt déguisé et permanent.

D'où la nécessité d'instituer une comptabilité en règle, de confectionner des états complets des assujettis, et même de créer un organisme nouveau et régulier. Le cardinal de Givry eut les administrateurs qu'il fallait. Citons après Jean d'Amoncourt, Edme ou Gilles de Giey (1), le prêtre langrois Jean de Voisines (2). Comme autrefois sous Gui Bernard, on fit un minutieux recensement de tous les bénéfices et de leurs ressources respectives, un dénombrement mis au point en égard aux changements survenus avec le temps et aux vicissitudes auxquelles le diocèse-frontière de Langres fut alors exposé. Nous avons déjà signalé les « rôles » où fut consigné le résultat de ce travail, celui de mars 1547 en particulier. Des répartiteurs et des receveurs diocésains (3) furent les agents de cette administration, chargés d'établir et de recouvrer les « cotisations », les taxes et autres apports (4) destinés soit au Roi soit à l'évêque. Le produit des deniers ainsi « cottisés » était centralisé dans la caisse de la « Chambre diocésaine », appelée encore plus tard Chambre ecclésiastique.

La première ébauche, sinon l'institution définitive de cet organe, paraît remonter au temps même de l'épiscopat du cardinal de Givry, lors de la confection du « rôle » en question, ou au plus tard vers l'époque où commencent les registres des « insinuations », c'est-à-dire vers 1556 (5). Quelques années après, on trouve la Chambre diocésaine de Langres en plein fonctionnement. Elle fut durant l'Ancien Régime le grand organe de l'administration financière des évêques de Langres.

(1) Auteur, croit-on, du Pouillé de 1541.

(2) Le cardinal de Givry fit rendre compte, dit le ms. de PIÉTREQUIN DE GILLEY, des décimes ordinaires et extraordinaires par Jean de Voisines, prêtre qu'il avait commis à la levée de ses deniers suivant la cotisation faite par Jean d'Amoncourt. Ce compte ne montait qu'à onze mille livres et est postérieur à celui de Bar qui ne montait anciennement qu'à 5.900 livres. Elle est fort augmentée depuis et augmente tous les ans. (*Hist. gén. et partic. de la ville et du dioc. de Langres*, 1754, p. 387) (*Bibl. Soc. hist. et arch. de Langres*. A. 58.)

(3) Au XVIII^e siècle il y en avait 14, tous laïques, (ROUSSEL IV, 140.)

(4) Cf. *suprà*.

(5) *Arch. Haute-Marne*, G. 866 et ss.

Elle comprenait, outre l'évêque et l'un de ses vicaires généraux choisis par lui, le grand-archidiacre et le chambrier du chapitre de Saint-Mammès, membres de droit, puis des membres élus tous les trois ans par leurs pairs, représentant respectivement les chapitres, les abbayes, les prieurés et bénéfices simples, un pour chaque catégorie, enfin un député, élu par les représentants décanaux — élus d'abord eux-mêmes — des curés et vicaires ruraux, et qui était le porte-parole de ces derniers.

Ainsi composée, ainsi recrutée, elle offrait au clergé diocésain, tant séculier que régulier, de meilleures garanties pour la compétence et l'équité. Véritable chambre professionnelle, comme nous dirions aujourd'hui, en grande partie élective et renouvelable, elle pouvait ainsi assurer au mieux la gestion des intérêts du clergé, procurer à l'évêque des informations utiles, des renseignements exacts, et fortifier la confiance des assujettis, qui avaient par elle voix au chapitre, et par elle des redditions de comptes.

Ajoutons qu'elle nommait dans son sein un syndic chargé de soutenir ses intérêts, et de la relier à la Chambre provinciale de Lyon et à l'agence générale du clergé à Paris.

Le rôle de Givry dans son diocèse comme représentant du Roi ne se limitait sans doute pas aux affaires d'ordre financier. Ainsi on le voit à Dijon remplacer le gouverneur Chabot, son neveu, pour recevoir des communications d'ordre diplomatique (1). Il avait aussi de multiples occasions de servir d'intermédiaire pour faire connaître et recommander les volontés royales à ses diocésains : par exemple lors de la tenue des États de Bourgogne dans son abbaye de Saint-Étienne, et au Parlement de Dijon où il avait droit de siéger. Les liens qu'il avait avec le souverain et la faveur dont il jouissait auprès de lui nous permettent de penser qu'il dut avoir certaines missions de ce genre à remplir, de concert avec l'amiral, plus ou moins confidentielles.

Il y avait des circonstances où la situation de Givry vis-à-vis du Roi, tant à cause de sa qualité d'évêque et de duc et pair que par l'effet de ses relations personnelles, apparaissait sur place aux

(1) Voir aux *P. J.* : Lettre du cardinal à Chabot, du 15 avril 1534 à Dijon, et infra p. 237.

yeux de ses fidèles, dans son diocèse même et d'abord dans sa ville épiscopale. C'était lors des visites officielles du monarque, ou même des visites ordinaires, et des fêtes et réceptions qui les accompagnaient. Langres et Dijon notamment furent à diverses reprises gratifiés de ces événements. Givry — nous l'avons noté ailleurs — reçut plusieurs fois François I^{er} dans sa ville épiscopale, sans compter les séjours de celui-ci dans ses châteaux de famille à Pagny, à Fontaine-Française, à Mirebeau où il était l'hôte de Chabot.

François I^{er}, dont on sait l'humeur voyageuse, vint à maintes reprises dans le diocèse de Langres, y faisant à Dijon, à Is-sur-Tille, à Pagny des séjours assez prolongés (1). Quant à Henri II, le cardinal l'aurait reçu aussi à Langres durant l'été de 1548 (2).

(1) Sur les divers voyages et séjours de François I^{er} dans les régions de l'ancien diocèse de Langres : voir plus haut, p. 115.

(2) D'après JAVERNAULT, *op. cit.*, p. 113, se référant à Belleforest.

CHAPITRE II

Rôle du cardinal de Givry au dehors et missions diverses

Comme on le constate pour tous les hauts prélats de son époque, le rôle du cardinal de Givry dépassa les limites de son diocèse. Duc et pair, féal conseiller, « cher cousin et grant amy » (1) du Roi, cardinal, il était l'un des grands du royaume. A ce titre, il avait des obligations, sans compter celles qui lui venaient de sa parenté très haut placée, comme on sait, et de ses relations.

Il était, nous l'avons déjà dit, l'homme du Roi en même temps que l'homme de l'Église ; en ce temps-là, c'est tout un. Le roi François I^{er} a « assujetti la noblesse avec grâce », il l'a fait sortir de ses terres et transformée en un corps de fonctionnaires civils et militaires auxquels il distribue offices, titres et pensions, en échange d'un dévouement absolu à sa personne et à ses intérêts. Plus de souverainetés indépendantes, tous les seigneurs sont des vassaux, et l'évêque-seigneur en suit la condition, comme tel (2).

Le Roi a la haute main sur les prélats. De lui ils tiennent leurs bénéfices, c'est-à-dire de quoi vivre, et à le servir, ils gagnent des honneurs. En même temps, ils se sentent utiles à ce royaume de France dont un sentiment patriotique dès lors très vif dans toute la nation, et chez eux en particulier, leur fait vouloir la prospérité et la grandeur.

Le Roi les attire, tout comme les barons, à sa Cour, à laquelle

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 182.

(2) IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, t. I, p. 135.

ils maintiennent, malgré la vie militaire et la licence des mœurs, un grand air de dignité. Il recourt à leurs conseils ; il se sert d'eux comme ambassadeurs soit ordinaires, soit extraordinaires, les charge de missions particulièrement délicates qui demandent beaucoup d'expérience, de doigté, de finesse et de dévouement. Il a en eux des serviteurs vraiment instruits et éclairés qui mettent leur honneur à se distinguer par leur dévouement à la chose publique (1).

Aussi ne restent-ils à la cour ou dans leurs diocèses que par intermittences. Ils sont souvent en voyage, pour des démarches ou des missions à l'intérieur et à l'étranger. La Cour du reste se déplace continuellement. Elle est à Paris, à Fontainebleau, à Amboise, à Tours, à Coucy, à Joinville, à Moulins, à Dijon, à Pagny, à Mirebeau, en cent autres lieux. Ce n'est pas petite affaire que de suivre le Roi dans ces incessants déplacements dont les causes sont une humeur voyageuse et de secrètes intentions diplomatiques.

*
* *

Ce simple rappel de faits connus nous ouvre un jour sur ce que pourra être le rôle du cardinal de Givry à ce point de vue. Il ressemble à celui de beaucoup de ses collègues et de prélats de son temps. Le brave seigneur de Bourdeilles, vieillissant et dictant ses Mémoires, se rappelle l'avoir vu, aux grandes circonstances, dans les cortèges royaux et les solennels défilés. Il le nomme avec les autres cardinaux dont la Cour était alors ornée, tandis que du temps où il nar-

(1) Cf. J. ZELLER, *La Diplomatie française vers le milieu du XVI^e s., d'après la correspondance de Guillaume Pellicier, évêque de Montpellier, ambassadeur de François I^{er} à Venise, 1539-1542*, Paris, 1881. Cf. E. NYS, *Les commencements de la Diplomatie*, Bruxelles, 1883 ; Ant. DEGERT, *Le Clergé de France et les Origines de la Diplomatie française*, dans *Revue d'histoire de l'Église de France*, (t. IX, juillet-septembre 1923).

D'après le *Catalogue des actes de François I^{er}*, ce roi fit appel 104 fois à des hommes d'Église pour ses missions diplomatiques. Sous Henri II on constate cette même prédominance des ecclésiastiques dans les ambassades. On peut l'expliquer par divers motifs : fidélité éprouvée du clergé de France au Roi, prestige des dignités ecclésiastiques dans la société de l'époque, science et culture littéraire, connaissance du latin, alors seule langue parlée dans les classes instruites de toute l'Europe, et employée dans la rédaction des instruments diplomatiques, fortune provenant des « bénéfices » : autant de titres qui justifiaient ces choix.

rait, il n'y avait à Paris qu'un seul cardinal, et l'englobe avec eux dans un même hommage d'admiration et de regret (1).

Nous ne pouvons suivre Givry dans toutes ces circonstances où il est, avec plusieurs de ses collègues, l'un des grands personnages représentatifs du royaume. Notons seulement quelques-unes de celles où les textes et les mémoires nous le montrent en fonctions.

Nous indiquerons aussi les missions dont, à notre connaissance, il fut chargé : missions, à ce qu'il semble, en général confidentielles et qui n'ont guère laissé de traces dans des documents, du moins dans ceux qui ont pu parvenir à notre connaissance.

« C'était, a-t-on écrit de lui (2), un génie grand, élevé, capable des négociations les plus délicates. »

Bien avant Langres, étant évêque de Mâcon, il a joué un rôle, rôle en quelque sorte politique, qui fut important, au moins autant que dans la suite de sa carrière.

Nous avons déjà dit (3) que Claude de Longvy, après avoir été des 24 évêques qui assistèrent à l'ouverture du conciliabule de Pise (1^{er} nov. 1511) (4), fut l'un des huit évêques chargés par le Roi d'aller offrir des excuses au pape Jules II en 1514, au concile de Latran (5).

Il fut un des négociateurs des traités de 1522, dits de neutralité, entre François 1^{er} et Charles V, relatifs à la Bourgogne et à la Comté (6), et assista à l'Assemblée générale du clergé de Paris cette même année (7). Rappelons seulement ici encore qu'il présida les États du Mâconnais (8), fut commissaire du Roi aux États d'Auxonne (9),

(1) BRANTÔME, *Œuvres*, éd. Lalanne, t. III, p. 131. — Au temps de Givry on vit jusqu'à cinq cardinaux à une cérémonie à Dijon. *A. C. D.*, G. 1524, f^o 94.

(2) DREUX DU RADIER, *op. cit.*, p. 227.

(3) Cf. *suprà* : liv. I, p. 12.

(4) Cf. HARDOUIN, *Concil.*, IX, 1739; IMBART DE LA TOUR, *Les Origines de la Réforme*, t. I, HEFELE-HERGENROTHER, *Hist. des Conciles*, trad. Dom Leclercq, t. VIII, 1917.

(5) Cf. A. RENAUDET, *Le Concile gallican de Pise-Milan (documents florentins)*, Paris, 1922, in-8^o, p. 374. Cf. SANDRET, *Le Concile de Pise*, dans *Rev. des quest. hist.*, t. 68, p. 455 (1883).

(6) ULYSSE ROBERT, *Philibert de Chalon*, t. I, p. 11.

(7) *G. chr.* IV, 1093.

(8) 25 mai 1526. *A. M. Mâcon*, B, B. 27.

(9) 8 juin 1526; 15 juillet 1527. Cf. *A. C. D.*, G. 7484, 7485. — *Cat. act. Fr. 1^{er}*, I, 433, 5906; VI, 55, 19186; 229, 20060.

assista à Dijon aux États de la province de Bourgogne (1), prit part à plusieurs reprises au Conseil du Roi, dans des circonstances importantes.

Nous avons déjà attiré l'attention sur le concile de Lyon de mars 1528, qu'il présida au nom de l'archevêque Rohan (2). Nous en reparlerons encore, ainsi que de la mission qui dès Mâcon lui fut confiée par le pape Clément VII, de former avec l'évêque de Langres Michel Boudet et l'évêque de Beauvais et quelques autres membres, une sorte de Comité permanent d'action contre le « Luthéranisme » et contre les premières manifestations de ce qu'on a appelé depuis la Réforme protestante (3).

Voici maintenant quelques-unes des circonstances publiques où, après sa translation sur le siège de Langres, il est apparu chargé de quelque mission officielle et investi de la confiance de son souverain.

Ce ne serait guère sortir de ce cadre que de rappeler d'abord deux circonstances familiales notables. L'une, c'est le mariage de l'amiral Brion avec sa nièce Françoise de Longvy, fille de Jeanne d'Angoulême, sœur de François I^{er}. Givry fut présent, en la compagnie du Roi, au contrat (4) qui fut signé à Saint-Germain-en-Laye le 10 janvier 1527 (n. st.).

Il était alors encore évêque de Mâcon. Mais il venait de faire son entrée solennelle comme évêque de Langres, lorsqu'il se rendit à Lons-le-Saunier pour présider les grandioses funérailles de son cousin le prince d'Orange, Philibert de Chalon, tué en Italie au service de Charles-Quint.

Son corps fut transporté à travers l'Italie jusqu'à Lons-le-Saunier, voyage funéraire et triomphal dont les stations principales furent la Chartreuse de Florence et Bologne. Quand le cortège eut franchi les Alpes, il fut joint par une escorte d'honneur envoyée par Philiberte. Après de nouvelles stations à Clairvaux, Orgelet, il arriva à Lons-le-Saunier le 1^{er} octobre 1530. « Jamais la Franche-Comté n'avait vu,

(1) *A. C. D.*, C. 7484 (États).

(2) Cf. *infra*, liv. III, ch. I.

(3) *Infra*, liv. III, ch. I.

(4) Cf. *La Renaissance*, livre. I, ch. prél.

écrit M. Ulysse Robert (1), jamais sans doute elle ne verra un spectacle comparable à celui des obsèques du prince si prématurément enlevé à son affection... »

A une demi-lieue de la ville, sa dépouille mortelle fut saluée par René de Nassau, neveu et héritier de Philibert, accompagné d'Antoine de Vergy, archevêque de Besançon, de Claude de Longvy, évêque de Langres, Pierre de la Baume-Montrevel, évêque de Genève, des abbés de Baume (Guillaume de Poupet), de la Charité (Louis de Vers), de Balerne (Antoine de Vienne), de Montbenoit, de Bellevaux, de Lieucroissant et d'autres encore, ainsi que d'une foule de conseillers, de bourgeois, d'hommes du peuple, venus non seulement de Lons-le-Saunier, mais de toute la Comté et aussi du duché de Bourgogne.

Après une présentation à l'église Saint-Désiré, le corps de Philibert fut transféré à l'église des Cordeliers, où était déjà inhumé son père Jean de Chalon. C'est là que le 2 octobre eut lieu le service solennel, en présence des ambassadeurs de l'Empereur, du roi de Hongrie et des Ligues suisses, des prélats mentionnés plus haut, des envoyés de l'amiral Chabot et des délégations de toutes les villes, villages et lieux dépendant de la maison de Chalon. Le lendemain eurent lieu les funérailles qui furent présidées par Claude de Longvy.

Quand les chantres de Philibert eurent exécuté la messe « d'une voix piteuse et mourante », tous les prélats, crosse en main, vinrent se mettre debout pour l'absoute devant le maître-autel. Le frère Jean Gauchier, gardien du couvent des Cordeliers de Beaune, prononça l'oraison funèbre. Alors on descendit dans un caveau de l'église les restes du héros, sur lesquels l'évêque de Langres jeta de la terre contenue dans un plateau d'argent. Les maîtres d'hôtel du prince brisèrent, selon un rite émouvant, les bâtons symboliques (2), puis la bannière de Chalon fut offerte à René de Nassau, le nouveau prince d'Orange.

Ainsi Claude de Longvy était en faveur dans les deux Bourgognes. Cette circonstance, jointe à ses liens avec le roi de France, l'avait déjà mis en situation d'être un agent de choix et un négociateur-né

(1) Voir ULYSSE ROBERT, *op. cit.*, d'après GOLLUT, *Mémoires*, ch. 58.

(2) Cela voulait dire que la maison du prince était « rompue », et selon l'usage on cria : « Que chacun se pourvoie ! ».

en ce qui concernait les rapports des deux pays. Nous en avons déjà indiqué les effets à propos des traités de neutralité. Cette fois, à l'occasion des funérailles de Lons, tout en obéissant à son devoir, de famille, Givry préparait par là-même le rapprochement qui allait s'opérer entre la princesse d'Orange, Philiberte de Luxembourg et François I^{er}, et la détacher du parti des Comtois demeurés sujets de l'Empereur. Ce ne fut point sans profit, du reste, pour les siens, puisque la princesse, comtesse de Charny, fit de Chabot et de sa femme François de Longvy ses hoirs, à la place de René de Nassau.

Celui-ci devait hériter, en effet, des biens que son oncle Philibert lui laissait par testament, à la charge de prendre le nom et les armes de Chalon, en réservant l'usufruit à sa mère.

Les soucis et les discussions relatives à cet usufruit (1), ainsi qu'au recouvrement de sommes importantes dues à son fils, allaient assombrir les dernières années de Philiberte, et faire une douloureuse diversion à son deuil inconsolable.

La mort de sa fidèle amie, l'archiduchesse Marguerite (30 novembre 1530), l'attitude de son gendre Nassau, celle de Charles-Quint prévenu contre elle, l'influence aussi, croyons-nous, de Claude de Longvy et de l'amiral Chabot, lui firent chercher un appui du côté du roi de France.

Dès le 14 décembre 1530, de Lons-le-Saunier elle envoyait une lettre à François I^{er} (2) par « Dinteville, seigneur d'Eschanetz (3), pour faire à Sa Majesté le devoir de fief » de tous les biens, terres et seigneuries dont elle était, sa vie durant, constituée « usufructuaire. »

Son gendre Henri et son petit-fils René de Nassau (4) n'allaient point tarder de chercher à l'en dépouiller. Ils finirent, après trois années de contestations, par lui imposer à Nozeroy — au cours de

(1) *Bibl. Nat.*, fr. 9012.

(2) *Bibl. nat.*, fr. 3012, f^o 117.

(3) Seigneur d'Échénay (Haute-Marne).

(4) René de Chalon, comte de Nassau, tué au service de Charles-Quint au siège de Saint-Dizier en 1544. On connaît la statue que Ligier Richier fit de lui, en le représentant suivant son désir exprimé par testament, dans l'état où il serait trouvé trois ans après sa mort. Elle se voit à Bar-le-Duc.

leur fameux voyage en Comté (1), en France et en Espagne — le 13 octobre 1533, un traité contre lequel elle ne cessa de protester (2). Finalement elle dut quitter, pleine d'amertume, l'antique demeure des Chalon, non sans en emporter des meubles et autres objets notables — du moins, on l'en accusa (3) — secondée en cela, disait-on, par l'amiral Chabot. Les Nassau firent saisir ses revenus par la justice.

Chabot s'était efforcé de l'attirer « de par deçà », l'assurant de ses bons offices désintéressés (4). Au début de 1534, elle se rendit à Ruffey, sur la Seille, village peu éloigné de la frontière française, et passa en Bourgogne (5). Une escorte, apostée à propos, protégea sa fuite et la conduisit à son château de Mont-Saint-Jean (6). Elle devait encore vivre cinq années (7).

Détail ignoré jusqu'ici, ce fut le cardinal de Givry qui accueillit tout d'abord cette illustre infortune, si nous interprétons exactement deux lettres de lui, ainsi que plusieurs autres de Philiberte,

(1) Cf. *Mémoires de la Société d'émulation du Jura* (cf. ms. 51 de la Bibl. de Lons-le-Saunier), art. d'Ul. Robert.

(2) Ils la dépouillèrent pour une somme de 14.000 livres et la jouissance d'une maison à Dijon où elle pensait se retirer. (D'après ÉD. CLERC, *Hist. de Fr. Comté*, t. III, inédit, ms. qu'a bien voulu nous communiquer M. l'abbé Cheylus.)

(3) *Annales du Jura*, 1857, p. 172 ss.

(4) *Bibl. nat.*, f^{ds} Moreau, 774, f^o 62 : *Lettre de Chabot à la princesse d'Orange*, sans date, mais qui pourrait bien avoir été écrite au début de 1534. Il s'y montre aussi diplomate que galant homme. (Voir aux *P. J.*) Cette missive de Chabot put aussi être écrite alors que la princesse avait déjà franchi la frontière, et même était déjà venue à l'abbaye de Saint-Étienne. Dans un billet écrit de Dijon en date du 17 avril (1534), elle fait allusion à une lettre de l'amiral en date du 7 avril, qui pourrait bien être celle qu'on vient de mentionner, et qui en tout cas était du même ton. Chabot était entré très avant dans sa faveur. Il dut de nouveau plaider la cause de Philiberte auprès de François I^{er} et présenter une lettre de celle-ci au Roi. Cf. f^{ds} Moreau 774/96. Voir aux *P. J.*

Le 27 avril, sur l'avis du cardinal de Givry, elle dépêchait son « baillif de Chargny », (Berbisey) à l'amiral, pour lui faire entendre avant son « partement de la court » ses affaires : « pour sur le tout pourvoir comme scaurez bien faire et que jeu ay en vous ma seule espérance : très désirante votre venue par deçà estre brève. » Et elle signe : « La toute vostre bonne mère et cousine. » (f^{ds} Moreau, 774/47).

(5) On voit dans une lettre de Charles-Quint du 30 avril 1534, que son départ fut accompagné de violence. (CLERC, t. III, se référant aux *Papiers d'État du card. Granvelle*, publiés par Ch. Weiss, cf. t. II, pp. 103, 104, 105, 177, 178).

(6) *Mont-Saint-Jean*, c. de Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or).

(7) Elle mourut le 20 mai 1539.

écrites de Dijon à l'amiral (1), lettres qui semblent bien se rapporter à ces événements. Il y narre l'arrivée de la princesse dans cette ville à la suite d'un voyage où il avait été au devant d'elle. Elle avait fait d'abord un court séjour à Pagny.

Après qu'elle eût visité la demeure de l'amiral, ses « bastiments, parcs et jardins qu'elle a trouvés merveilleusement beaux », ainsi que l'écrivait à Chabot le cardinal de Givry, celui-ci la conduisit à Cîteaux, puis à Dijon où il lui avait préparé une délicate hospitalité dans son abbaye de Saint-Étienne (2).

Pendant plusieurs semaines, on le voit empressé auprès de la princesse, désireux de la gagner, à force de prévenances, à l'amiral. Il envoie lettres sur lettres à son neveu, lui donnant des nouvelles de ce qui se passe en Bourgogne, en Nivernais, et dans le Charolais où des partisans de François I^{er} viennent de faire des escarmouches et d'assiéger un château de l'empereur, et surtout l'informant des dispositions de plus en plus favorables de Philiberte à son égard (3).

Il lui écrit : « *Madame la princesse, ceste après dinée, m'a tenu plusieurs propos de vous, et entre aultres qu'elle n'auroit jamais aultre héritier que vous, et que toute son espérance est en vous, et désire sur toutes choses que votre plaisir soit de prendre ses affaires en main, en sorte que l'exécution s'en ensuyve...* »

On sait que les bons offices de Chabot furent récompensés. Il hérita « de Charny et de la principauté d'Orange, sans parler des seigneuries de Cuiseau, Varenne et maison de Mâcon... »

Ce ne fut pas sans peine, on le devine, par suite de l'opposition de René de Chalon. Enfin, contre celui-ci, un arrêt du Grand Conseil, en date du 24 janvier 1542, les lui adjugea (4). Le gain

(1) L'amiral était alors à la cour, ainsi que sa femme. Les lettres en question sont à la *Bibl. nat.*, f^{ds} Moreau, 809, f^{os} 12, 15, 19 ; 774, f^{os} 46, 49 (lettres de Givry) ; 774, 62 (lettre de Chabot) ; 774/48, 47, 96, et ms fr. 3012/117 (lettres de Philiberte).

(2) *Bibl. nat.*, f^{ds} Moreau, 809, 12. — A noter la signature. Givry fut fait cardinal en novembre 1533, ce qui exclut la date ajoutée en note au ms. de la *Bibl. nat.* (1533) par le collectionneur. Voir aux P. J.

(3) *Bibl. nat.*, f^{ds} MOREAU, 809/15, datée du 15 avril, et f^{ds} Moreau, 809/19, 26 avril. La nature des renseignements donnés semblent indiquer que le cardinal, en l'absence de son neveu, assumait en quelque sorte les fonctions de gouverneur.

(4) *Bibl. nat.*, Pièces originales, dossier Chabot, n^o 164.

était autant pour le roi de France que pour son dévoué serviteur.

Nous avons là un épisode caractéristique des rapports d'alors entre les Comtois et la France.

Nous saisissons aussi sur le vif un aspect des menées du parti français pour seconder les vues de François I^{er} sur la Comté et les pays adjacents. Chabot, gouverneur de la province frontière de Bourgogne, en était la cheville ouvrière.

On s'étonnerait de ne point voir le cardinal de Givry mêlé de quelque façon aux négociations menées par son actif neveu, ou tout au moins tenu au courant dans certains cas.

Il le renseignait aussi à l'occasion, nous venons déjà de le constater, pour le service du Roi. Nous en avons la preuve encore par quelques-unes de ses lettres, en ce qui concerne les tractations qui eurent lieu entre François I^{er} et le duc Ulrich de Wurtemberg, ainsi qu'avec l'ami fidèle de celui-ci, le landgrave Philippe de Hesse, au moment où le roi de France songeait à accorder son assistance effective aux confédérés protestants de la ligue de Smalkalde.

On connaît cet épisode de la lutte contre la maison d'Autriche : le Roi, n'osant violer ouvertement ses engagements du traité de Madrid, avait imaginé d'aider le duc, non par des subsides directs, mais en lui achetant le comté de Montbéliard et la seigneurie de Blamont. De son côté l'amiral Chabot achèterait les terres de Granges, Clerval et Passavant.

Philippe de Hesse vint donc en France pour négocier l'affaire au nom du duc.

C'est à Langres, au palais épiscopal peut-être, et peut-être encore en l'absence de Givry, que fut signé l'acte de vente, le 23 mars 1534, (n. st.) (1). Le 15 d'avril (), Givry écrivait de Dijon à l'amiral qu'il avait reçu en son nom un envoyé du landgrave et pris connaissance de sa mission en présence du conseiller Jacques Godran (3) et du

(1) *Arch. nat.*, K 1724 (inventaire) Cf. *Papiers d'Etat du cardinal de Granvelle*, t. II, p. 96. Cf. 165-167 etc. ; TUEFFERD, *Histoire des comtes souverains de Montbéliard*, p. 331. Cf. 774, f^o. 49.

(2) *Bibl. nat.*, f^{ds} Moreau, 809, f^o 15. Voir aux *P. J.*

(3) Il devint président du Parlement de Dijon en 1537, † 1563. (J. D'ARBAUMONT, *Armorial de la Chambre des comptes de Dijon*, p. 144-145).

président des Barres (1). Godran devait le mois suivant recevoir au nom de François I^{er} le serment des habitants de Montbéliard et de Blamont.

On sait aussi que Charles-Quint protesta. Finalement le duc qui s'était ménagé le droit de rachat pendant six ans, sollicita de François I^{er} et obtint la restitution de ces seigneuries. L'amiral Chabot de même restitua celles qu'il avait achetées ; du reste l'opposition du Parlement de Dole ne lui avait pas permis d'en prendre possession. La convention fut encore signée à Langres. Ce fut le 22 avril 1535 (2).

Montbéliard revint donc au duc de Wurtemberg. L'argent fut rendu ; 50.000 écus d'or soleil, notamment, furent envoyés de cette ville, d'abord à Langres, puis de là au Louvre, en 68 jours (3).

On voit, ou plutôt l'on entrevoit comment Givry fut mêlé à ces tractations qui intéressaient le royaume de France et son souverain, à un degré particulier.

Ce rôle de Givry dans la Comté est à retenir. Séquanais par son ascendance paternelle, apparenté aux nobles familles comtoises, les Chalon, les la Baume, les Poupet, les Rye et bien d'autres, évêque de l'évêché-frontière de Bourgogne, tenant de près au Roi et à l'amiral Chabot, gouverneur de la province et l'un des protagonistes de l'action diplomatique et militaire de François I^{er} de ce côté des marches de l'Est, on pouvait s'attendre à ce qu'il ait été de jeu dans la persévérante entreprise de conquête de la Franche-Comté par les Français. Conquête par infiltration d'abord, comme on sait (4). Les grandes maisons féodales de Bourgogne avaient des fiefs et des attaches des deux côtés de la Saône, les Châlon, les Vienne, les Vergy, les Cusance, les Bauffremont, les Longvy : elles étaient à la

(1) Sur Bénigne Serre, s^r des Barres ou d'Esbarres, président de la Chambre des Comptes (1485-1551), voir : *Mém. Com. Ant. Côte-d'Or*, t. XV (1907-08), pp. 165-178, art. de J. GAUTHIER.

(2) *Arch. nat.*, J. 984, n° 6-9 ; K 2013.

(3) *Bibl. nat.*, fr. 15632 n° 461 (mention) (*Cat. Actes Fr. I^{er}*, t. X, 7988 ; et t, 20679) —. Une partie des fonds primitivement versés avait été détournée par Zacharie Chapelain, greffier du Parlement de Bourgogne, (Lettres d'abolition données en sa faveur à Pagny, le 23 octobre 1541, *Bibl. nat.*, fr. 3873, f° 51, copie).

(4) Cf. M. PRINET, *François I^{er} et la Comté de Bourgogne*, dans : *Mém. Acad. Besançon*, 1908.

fois vassales des deux puissances qui commençaient dès lors à s'affronter et pour plus d'un siècle.

L'empereur se défiait avec raison des foyers d'influence française qui s'établissaient en Comté avec l'appui de François I^{er} et de ses fidèles serviteurs, comme l'amiral Chabot et le cardinal de Givry. Ceux-ci semblent bien avoir été le centre où se ralliaient les sympathies françaises « de par delà ». Passez en revue les amis du Roi en Comté : tous sont des parents ou des amis de Claude de Longvy : tels Gérard de Vienne, installé à Ruffey, sur la Seille, Jean de la Baume, seigneur de Pesmes, François de Clermont établi au château de Traves, puis Guillaume de Plaisance, fourrier des logis du Roi, venu de La Loye, son pays, à Amboise, Jean et Charles de Vesvres attachés bientôt au service du cardinal de Givry et qui en venant « en France » furent, comme tant d'autres, dispensés (1), par un privilège habile du Roi (2), d'acquérir des lettres de naturalité.

N'était-ce point une façon de déclarer qu'ils étaient des sujets-nés non de l'Empereur, mais du Roi, et que la Comté était mouvante de la couronne de France ? Sans compter Chabot qui y acquérait fiefs et châteaux (3).

On voit dès lors tout l'intérêt qui s'attache à des épisodes comme celui de la cession du comté de Montbéliard et de Blamont — cession qui eût possessionné François I^{er} lui-même et Chabot au cœur des terres impériales — et comme celui encore de la fuite de la princesse d'Orange se réfugiant auprès de l'amiral et de son cousin le cardinal, à la suite de ses démêlés avec les Nassau, serviteurs de Charles-Quint. C'est dire aussi l'intérêt que présente ici le personnage de Givry.

Suivons-le encore dans quelques-unes des pérégrinations où l'entraîna le service du Roi.

L'histoire signale Claude de Longvy à la fameuse entrevue du

(1) *A. C. D.*, B. 72, f^o 187 (8 sept. 1543-18 juin 1544).

(2) Suivant cette déclaration enregistrée à la Chambre des Comptes de Paris le 10 septembre 1540 que « le Comté de Bourgogne ne doit pas être considéré comme étranger. » (*Arch. nat.*, P. 2537, f^o 331 ; 2553, f^o 313).

(3) Surtout par son mariage avec Françoise de Longvy. C'est ainsi qu'il acquit Neublans et Gevry, qu'il reprit de fief en 1532. En 1541 il les vend à rachat 38720 l. à Ruy Fernandez d'Almeida, ambassadeur de Portugal, mais dès 1543 les reprend de fief. (*Arch. du Doubs*, Ch. des Comptes B. 635, f^o 54 ; 657 f^o 29 ; 636, f^o 27).

camp de Boulogne (oct. 1532), à la préparation de laquelle, nous le verrons plus loin, il avait été mêlé.

A Moulins, le dimanche 10 février 1538, il prit part à la cérémonie au cours de laquelle le grand-maître Anne de Montmorency reçut, en présence de l'amiral Brion, des cardinaux le Veneur, du Bellay, de Châtillon, la dignité de connétable. La reine de Navarre, les duchesses de Vendôme et d'Étampes accompagnaient Montmorency, quand il s'avança pour aller à genoux prêter le serment entre les mains du Roi et recevoir de celui-ci la ceinture et l'épée.

Puis le nouveau connétable, portant l'épée nue et haute et précédant le Roi, se rendit pour la messe à la chapelle, et en sortit au milieu des acclamations, puis il conduisit les chevaliers de l'Ordre et le fils du Roi dîner chez lui (1).

Le 1^{er} janvier 1540, Givry est à Paris lors de l'entrée solennelle de Charles-Quint. Celui-ci s'était réconcilié avec son rival à Aigues-Mortes, le 14 juillet 1539. Pour quelque temps, c'était l'entente cordiale. Charles-Quint, invité par le Roi, franchit la Bidassoa le 27 novembre 1539. Des relations de l'époque nous retracent les réceptions magnifiques qui lui furent faites aux principales étapes de sa route, à Poitiers, à Amboise, à Blois, à Orléans. A Paris on chercha de « bons maîtres peintres inventeurs pour faire les choses qui seraient trouvées en toute singularité. » Gérôme della Robbia, alors occupé à la construction du château dit de Madrid, passa le 2 décembre des marchés (2) à ce sujet avec Antoine Félix et Pierre Préaux. Ils terminèrent en quinze jours la décoration de deux superbes arcs de triomphe.

Le programme comportait un tournoi, ainsi qu'une réception à Notre-Dame, au Palais de Justice, et au palais du Louvre. L'empereur, monté sur un cheval noir, fut reçu à la porte Saint-Antoine par Montmorency et les échevins. Il passa sous un beau ciel de drap d'or portant ses armoiries et les aigles impériales ; puis, s'avançant, il put, à la hauteur de l'hôtel des Tournelles,

(1) FR. DE CRUE, *Anne de Montmorency, etc.*, p. 339. Cf. *La triomphante réception de Mgr le Connétable* (Paris, 6 mars 1538), B. N. Rés. (Lb 30.79).

(2) Voir le texte de ces marchés dans M. ROY : *Peintures décoratives exécutées par Jehan Cousin père, pour l'entrée à Paris de l'empereur Charles-Quint le 1^{er} janvier 1540*. Sens, 1912.

contempler le premier grand arc fort élevé, large de 22 pieds, reposant sur de vastes piliers carrés revêtus de décorations « antiques et moresques », et accompagnés de seize colonnes imitant le marbre noir, ornées de bases, moulures, corniches, chapiteaux peints or et azur. Ce monument comprenait trois portes ou arches. Sur la partie supérieure de l'édifice régnaient des « frizes d'antiques d'or triomphalement pourtraictes avec médalles de mesme ». Plus loin, s'élevait le deuxième arc semblable au premier.

Le cardinal de Givry était du cortège avec les cardinaux de Bourbon, de Tournon, Gaddi, de Lenoncourt, de Mâcon, de Châtillon. Il put se rendre compte de l'œuvre exécutée par Jean Cousin (1), dont le nom était venu, on peut le croire, dans ses conversation avec le Roi. Au souper, ce fut son neveu, le prince de la Roche-sur-Yon, Louis II de Bourbon, qui remplit l'office d'échanson (2).

En février 1546, il sacre (3) Charles de Lorraine, archevêque de Reims, dans la chapelle du château de Joinville.

A la fin de l'année, il est à Rome au consistoire où celui-ci reçut le chapeau.

Au mois d'avril 1547, il revint d'Italie pour assister aux obsèques de François I^{er} à Saint-Denis (4). Puis c'est le sacre de Henri II à Reims (juillet 1547), où il a lieu d'exercer la prérogative de l'évêque de Langres, duc et pair, c'est-à-dire de tenir le sceptre, comme il l'exercera plus tard au sacre de François II (18 oct. 1559) (5).

Il n'avait pas assisté aux funérailles de Henri II (6). Mais il avait été avec le représentant du Roi et avec le cardinal Charles de Lorraine aux obsèques de son illustre père, Claude de Lorraine, époux d'Antoi-

(1) Cf. *La Renaissance*, 2^e part. liv. II.

(2) DE CRUE, *Anne de Montmorency*, p. 372.

(3) Comme évêque d'Amiens, supposons-nous.

(4) Cf. Ch. PAILLARD, *La mort de François I^{er} et les premiers temps du règne de Henri II (avril-juin 1547)* dans *Revue historique*, t. V, 1877.

(5) Cf. L. PARIS, *Négociations et pièces relatives au règne de François II tirées des portefeuilles de Sébastien de l'Aubespine, évêque de Limoges*, 1841, p. 113.

(6) Voir : *Le trepas et ordre des Obsèques, funérailles et enterrement de feu de très heureuse mémoire le Roy Henri deuxième de ce nom très chrestien, etc., par le seigneur de la Borde François de Signac roy d'armes de Dauphiné*. A Paris. De l'imprimerie de Robert Estienne, MDLIX. Avec privilège de la Court. In-4^o de 26 ff. non chiff. — Ce morceau a été réimprimé dans : *Archives curieuses de Cimper et Danjou*, III, 307-348.

nette de Bourbon, célébrées avec une pompe triomphale et quasi royale, le 1^{er} juillet 1550, en l'église Saint-Laurent de Joinville. Givry officia (1), entouré des évêques d'Albi, Bayonne, Auxerre, Nevers, Toul, Évreux, Chartres et Sisteron. L'oraison funèbre fut prononcée par maître Guillaume, prévôt de l'église d'Autun (2).

Ces indications pourraient être multipliées. Elles suffisent sans doute.

Ce que nous venons de relever a trait au rôle plutôt d'apparat de Claude de Longvy. Il ne paraît pas du reste avoir fréquenté assidûment la cour (3). S'il y allait, c'était pour y remplir quelque devoir, ou s'employer à rendre de multiples services, avec un dévouement dont la trace apparaît dans sa correspondance (4).

* * *

Venons à présent à un autre rôle moins brillant, mais d'une utilité incontestable.

Le premier personnage à qui évêques et seigneurs avaient à rendre service, c'était le Roi. Celui-ci ne se faisait, du reste, pas faute de le leur demander. Par exemple, il faisait appel à leur concours financier ; cela s'est vu depuis, à des époques bien différentes, mais les mêmes situations commandent toujours, bon gré, mal gré, des mesures identiques.

Ce concours pouvait prendre diverses formes. Les évêques tantôt étaient sollicités d'user de leur influence auprès des assemblées des États, afin qu'elles votassent des subsides pour les besoins du Roi, sans parler des assemblées du clergé dans leurs diocèses, auxquelles

(1) Voir le récit dans G. DE PIMODAN, *La mère des Guises*, 2^e éd., 1925, p. 121 ss., d'après DU BOULLAY, *Le catholique enterrement de M^r le C. de Lorraine*. Cf. p. 129, 132. — Givry, comme officiant, eut la propriété du premier des trois chevaux de secours du prince, qui « sur la porte de Saint-Laurent vinrent à l'offrande. » (DE PIMODAN, p. 132).

(2) Voir l'*Oraison funèbre déclarative des gestes, mœurs, vie et trépas du très illustre prince Claude de Lorraine*, Paris, 1550.

(3) Aubery le constate et l'en loue, *op. cit.*, p. 445.

(4) Lettres au cardinal du Bellay, de Langres (le 23 janvier 1534) (*Bibl. nat.*, coll. Dupuy, vol. 263, f^o 52)... au comte de Clermont (de Mussy, 11 juillet...) (*Bibl. nat.*, r. 3081, f^o 25)... au cardinal du Bellay. (B. N., 10485, f^o 99).

ils avaient de temps en temps à réclamer décimes et dons gratuits ; tantôt ils étaient chargés de négocier des emprunts dont la pratique s'introduisit pour la première fois sous François I^{er} en 1522 ; tantôt enfin ils étaient eux-mêmes les prêteurs : au total, d'excellents rabatteurs du trésor royal, ou si l'on préfère, d'excellents agents de son crédit.

Givry eut souvent à tenir ce rôle. C'est ainsi qu'étant évêque de Mâcon, il avait reçu commission, le 23 mai 1527, avec l'amiral Brion, Claude Patarin, premier président du Parlement de Dijon, Raoul Hurault, s^r de Cheverny, général des finances, Bénigne Serre, président de la Chambre des Comptes et Thierry Dorne, receveur général des finances de Bourgogne, d'assister à l'assemblée des trois États du comté d'Auxonne pour leur demander un octroi de six mille livres (1).

Même commission lui est donnée le 24 juillet 1530 en vue d'obtenir également six mille livres de la même assemblée (2). De même encore le 8 juin 1533, autre commission en vue d'obtenir dix mille livres (3).

Nous voyons que le 16 juin 1531, il avait prêté au Roi deux mille livres tournois que le trésorier de l'Épargne reçut l'ordre, le 15 octobre 1532 de lui rembourser (4) ; que le 19 juin 1537, il lui prêta quatre mille livres, en même temps que plusieurs de ses collègues devenaient aussi les créanciers du roi pour d'autres sommes importantes (5). Nous voyons encore que le 19 juillet 1542, François I^{er}, alors à Saulx-le-Duc, fit rembourser une partie (100 livres) des sommes que lui avait prêtées l'abbaye de Saint-Étienne dont Givry était abbé, pour la solde des armées levées en vue de la défense des frontières (6).

Voilà pour les prêts. Voici maintenant pour les emprunts.

Le 25 mars 1538 (n. st.), puis le 3 juin, François I^{er} faisait appel

(1) *Arch. Côte-d'Or, États, C. 7484*. Nous citons d'après le *Catalogue des actes de François I^{er}*, (t. VI, n° 19186). Bois de Vincennes.

(2) *Arch. Côte-d'Or, États, C. 7484* (Cat., VI, n° 2060, Angoulême). Cette fois, Pierre d'Apestigny étant général des finances et Guy Milletot, receveur des finances de Bourgogne.

(3) *Arch. Côte-d'Or, ibid.* (Cat., t. II, n° 5906... Lyon).

(4) *Bibl. nat.*, fr. 15628, n° 248. — Saint-Esprit-de-Rue (Cat., t. II, 4973).

(5) *Cat. act. Fr. I^{er}*, t. VIII, 30259-30271.

(6) *Arch. Côte-d'Or, G. 83, f° 69-70*.

au clergé de son royaume, ordonnant aux gens de son hôtel d'aller partout lui emprunter les sommes nécessaires pour repousser les entreprises de Charles-Quint (1).

Cet appel nous est parvenu dans un texte qu'on peut appeler l'une des premières circulaires, pour ne pas dire l'un des premiers boniments en faveur de l'emprunt : persuasive et patriotique réclame, qui fut donc mise sous les yeux du cardinal de Givry et des principaux de son clergé.

Mais il eut aussi à faire des démarches lui-même. Le 26 juillet 1542, la Chambre des Comptes reçoit un mandement lui faisant savoir que le Roi a chargé les cardinaux de Bourbon, de Givry et de Meudon, l'évêque de Soissons et le seigneur de Villeroy, secrétaire des Finances, de solliciter à Paris, jusqu'à concurrence de 200.000 écus, des prêts remboursables (2).

Ainsi pour gagner la confiance des particuliers, l'État se servait déjà de l'intermédiaire des évêques. Répétons une fois de plus : *Nil novi sub sole...* Il est vrai que l'État, alors et de plus en plus, c'était le Roi, et que des évêques comme Givry lui tenaient de fort près.

* * *

C'étaient là, si l'on peut dire, des missions à l'intérieur. Nous savons qu'à l'étranger le roi de France n'avait pas de meilleurs agents diplomatiques que ses prélats. Givry fut aussi ambassadeur.

Nous avons quelques renseignements sur une mission dont il fut chargé en 1532, en Angleterre.

C'était le temps où François I^{er} cherchait à recouvrer le Milanais auquel il avait dû renoncer par le traité de Cambray (3 août 1529), signé par Marguerite de Bourgogne et Louise de Savoie, tandis que de son côté Charles-Quint renonçait à ses prétentions sur la Bourgogne.

L'alliance du roi Henri VIII d'Angleterre pouvait lui être précieuse. D'autre part, Henri VIII, désireux de dénouer les liens matri-

(1) *A. C. D.*, G. 1164. — Givry, comme trésorier de Saint-Martin de Tours fut exempté de payer sa part de cet emprunt. *Arch. Indre-et-Loire*, G. 420, (1539).

(2) *Bibl. nat.*, fr. 25722, n° 760 (*Catal.* t. IV, n° 12648), Argilly.

moniaux qui l'unissaient à la sœur de Charles-Quint, Catherine d'Aragon, penchait naturellement vers l'adversaire du puissant empereur. Il espérait que le roi de France userait de son influence auprès de la Sorbonne et auprès du pape en faveur de son divorce, et de son projet d'union avec Anne de Boleyn.

François I^{er} était resté assez indifférent en apparence aux premières ouvertures que Wolsey, ministre de Henri VIII, lui avaient faites en ce sens. Cependant il avait soumis à la Sorbonne l'examen des scrupules de son « bon frère », dans l'espoir d'obtenir un verdict favorable. Finalement il se résolut à accepter une entrevue qui aurait lieu à Boulogne, et qui fut décidée d'abord en juin 1532 (1), puis de façon plus immédiate, en septembre.

C'est ici que se place cette mission extraordinaire de l'évêque de Langres, dont l'objet précis, disons-le, est resté mystérieux, bien qu'on puisse l'entourer d'hypothèses fort vraisemblables. Nous la connaissons par le journal des ambassadeurs et agents vénitiens à la Cour de Londres, d'après le « Calendar of State papers » (2).

Le 28 ou 26 août, l'ambassadeur Carlo Capello écrivait à la Seigneurie : « L'évêque de Langres est attendu, venant de la part du roi très chrétien. Je ne manquerai pas de m'enquérir de l'objet de sa mission. »

François I^{er} était alors à Amboise. L'arrivée de Givry tarda un... peu. Le dimanche 1^{er} septembre au matin, à Windsor, « Madame Anne était solennellement et en public, *con li crini sparsi*, et couverte de bijoux, » créée par le roi Henri VIII, marquise de Pembroke. L'évêque de Winchester, Cranmer, avait ensuite célébré la messe (3). Dans la nuit du 5 au 6 septembre, l'évêque de Langres arriva

(1) DE CRUE, *Anne de Montmorency*, pp. 193-197.

(2) *Calendar of State papers and manuscripts relating to english affairs preserved in the Archives and collections of Venice*, t. IV, 1527-1533, édit. Rawdon Brown, 1871 (SANUTO, *Diarii*, V, LVII, pp. 16, 17, 124, 160), n^{os} 799, 802, 803, 804, 805, 806, 807.

(3) « On déféra le serment à l'ambassadeur français comme remplaçant son roi. Ensuite l'aumônier (l'évêque de Winchester) fit un discours en latin, où il parla du Turc, sans le désigner par son nom, mais ainsi : « Le perpétuel ennemi de N. S. J. C. » Il dit que personne ne devait s'étonner du serment prêté, car il n'impliquait pas la non-existence d'une alliance perpétuelle... entre la France et l'Angleterre. Mais que c'était dans le but d'unir les deux couronnes d'une façon plus étroite, si possible, pour leur défense et celle de la chrétienté, pour lequel but les deux rois

et se rendit de suite à la Cour (1). Mais Capello écrit le 7 qu'il n'a pu encore apprendre l'objet de sa mission. « On dit, écrit-il ce jour-là de Londres, qu'il est venu au sujet de l'entrevue ; il est encore à Windsor avec l'autre ambassadeur français (de la Pommeraye) (2) ».

Le 18 septembre (3) Capello notait : « L'évêque de Langres est retourné en France le 11 : il n'est demeuré qu'une nuit à Londres. » Capello n'avait pu lui parler. Il annonce encore : « Sir Francis Bryan partira aussi dans peu de jours, en route vers le roi très chrétien, on ne sait avec quelle mission, mais selon le bruit, elle a rapport à l'entrevue », quoique Capello soit certain que le mariage est déjà en train d'être négocié (4).

Givry retarda-t-il son départ, ou bien fit-il un second voyage, après être revenu prendre de nouveau les instructions de François I^{er} ? En tout cas un autre envoyé vénitien, Venier, écrit de Blois le 21 septembre : « L'évêque de Langres est reparti d'Angleterre où il s'était rendu au sujet de la conclusion de la paix entre ces deux rois

emploieraient tout leur argent, toutes leurs troupes, leur personne et leur force, et auraient sur ce une conférence...

Madame Anne traversera la Manche avec le roi, accompagnée par trente des principales dames de cette île, parmi lesquelles serait la duchesse de Norfolk et la sœur du roi, veuve du roi Louis de France, laquelle, dit-on, refusa énergiquement d'aller. Et beaucoup de personnes sont d'avis que de l'autre côté de la Manche, Sa Majesté épousera ladite Madame Anne ou la fille du roi très chrétien. »

(1) *Calendar of State papers*, n° 802 (lettre datée du 7 sept. 1532).

(2) *Id.*, n° 803. — Le même jour (7 sept.) Capello écrit encore : « Le roi a remis sa traversée au 12 oct. et on pense que ce terme sera prorogé. Les affaires du Turc et de l'Empereur tiennent Sa Majesté en grande incertitude. On dit de plus en plus que le roi épousera Madame Anne et la fera duchesse avant son passage à Calais. L'évêque de Langres était à Windsor avant-hier et hier. »

(3) De son côté Zuan Antonio Venier, ambassadeur en France, écrivait le 15 sept. que dans la nuit précédente, un courrier était arrivé d'Angleterre (nos 804 et 805)... Le roi très chrétien était dans le voisinage de Tours, mais n'était pas entré dans la ville.

N° 806. — Le 12, le roi, note Capello, eut une entrevue avec sa femme qu'il n'avait pas vue depuis un an, et ils en vinrent à une grande discussion.

(4) De son côté, Venier écrivait le 21 septembre, de Blois : « L'évêque de Langres est retourné d'Angleterre, à savoir s'il y alla au sujet de la conclusion de la paix entre les deux princes, et de la future entrevue. L'ambassadeur d'Angleterre après s'être attardé ici, est parti pour Chantilly pour accompagner lord Steward à Calais... » (n° 807).

et de la future entrevue (1). » Le 14 octobre, Capello écrivait encore : « On dit que le roi qui avait quitté Greenwich pour Calais le 7 octobre est venu pour terminer le divorce et épouser la marquise Anne... Mais un des docteurs qui écrivit en faveur de Sa Majesté déclare qu'il prendra pour femme la fille du roi très chrétien, et qu'il donnera la marquise en mariage en France, de façon à concilier le pape et à satisfaire l'empereur, et dans ce but l'évêque de Langres, qui avait été vers l'Empereur, est venu ici. » (2).

On devine toute la portée de la délicate négociation dont Claude de Longvy était chargé au sujet de l'union projetée par le roi d'Angleterre, et de l'alliance que devait décider l'entrevue en perspective. Sur le premier point, de quelle mission au juste devait-il s'acquitter ? Quel avait été le sens de ses entretiens avec Charles-Quint ? Peut-on le supposer favorable, comme le fut son ami Jean du Bellay, évêque de Paris, à la rupture de l'union ? Devait-il seulement étudier la situation et sonder les dispositions d'Henri VIII et de ses ministres, connaître sur place des arguments présentés par la cour d'Angleterre en faveur du divorce, et d'autre part faire entrevoir, avec la réserve diplomatique et dans une mesure laissée à sa discrétion, les dispositions de François I^{er} ? Ne devait-il pas plutôt négocier le mariage de la fille du roi de France ? Était-il chargé de messages précis ? Quelle attitude crut-il devoir adopter ? Nous l'ignorons. Mission de confiance, en tout cas, qui montre en quels termes il était avec François I^{er}, et quel cas on faisait de sa prudente sagacité.

Quant à l'affaire de l'entrevue, il semble bien qu'elle ait été définitivement réglée par son entremise, car l'ambassadeur Langeais

(1) N^o 807.

(2) Le texte du *Calendar* reproduit-il bien exactement les textes originaux de l'ambassadeur vénitien ? Plusieurs phrases et certaines expressions appelleraient un examen fort attentif. Nous traduisons : « qui est allé vers l'Empereur ». Capello continue : « Il y a une semaine, le roi Henri envoya en hâte un autre ambassadeur à Sa Majesté (le roi François I^{er}). L'ambassadeur du pape me dit que cette conférence n'est pas relative au divorce, et encore moins au mariage de la marquise. Ils ne voudraient pas assumer l'office de papes (*non si vorranno farsi stessi pontefici*), mais veulent négocier des matières d'extrême importance. Il dit : La Seigneurie ferait bien d'avoir un agent secret avec eux pour rappeler la ligue de Cambrai. J'ai répondu en le remerciant, mais j'ai dit que la Seigneurie n'employait que des ambassadeurs ».

écrivait de Windsor le 10 septembre, que l'entrevue était décidée pour le 20 octobre, que le roi de France devrait être le 12 à Rue, à neuf lieues de Boulogne, tandis que le roi d'Angleterre serait à Douvres ; que le 14, le grand-maître Montmorency et le duc de Norfolk se rencontreraient à Marquise pour les arrangements.

Elle commença le 21 octobre. Givry, après avoir été l'un des négociateurs, en fut un des figurants. Il est mentionné (1) parmi les cardinaux et les prélats qui vers deux heures arrivèrent à Wimille, avant l'entrée dans Boulogne, accompagnant les fils de François I^{er}. C'étaient notamment les cardinaux de Tournon et de Grammont, l'archevêque de Rouen Georges du Bussy, l'archevêque de Vienne Pierre Palmier, l'évêque de Limoges de Lascaris de Tende, Odet de Coligny de Châtillon, évêque de Beauvais, Hémard de Denonville, évêque de Mâcon, Jacques de Tournon, neveu du cardinal François, l'évêque d'Angoulême Jacques Babou de la Bourdaisière, Jean du Bellay, bientôt évêque de Paris (1535) et qui l'était alors de Bayonne, Jean le Veneur, évêque d'Évreux, l'évêque de Chartres Guillard de l'Espichellière.

Tous étaient montés sur de superbes chevaux pour se porter à la rencontre des deux rois. Après les embrassades et les harangues, ils se joignirent au cortège qui se dirigeait vers Boulogne. On peut imaginer la chevauchée des prélats d'après celle que représente le bas-relief sculpté sur les murs de l'hôtel de Bourgthéroulde à Rouen (2). Givry dut prendre part aux soupers, aux cérémonies religieuses, aux fêtes, sinon aux conversations diplomatiques qui eurent lieu pendant les quatre jours que dura « l'entrevue », et auxquels participa en tout cas l'amiral Brion. Sans doute encore accompagna-t-il le roi de France quand, les jours suivants, ce fut au tour des Français d'aller à Calais (du 25 au 29).

Brion, dont la fortune décidément s'affirmait et n'allait cesser de croître jusqu'au printemps de 1536, devait bientôt recevoir

(1) Dans la liste tirée d'un ms. du marquis de Bath à Longleat (Workshire). Cf. A. HAMY, *Entrevue de François I^{er} avec Henri VIII à Boulogne-sur-Mer en 1532*, Paris, 1898 ; son récit est puisé dans le ms. fr. de la Bibl. nat. 10388.

(2) Ils ont été sculptés après 1530 et représenteraient des scènes du Camp du drap d'or en 1522. Ne se rapporteraient-ils pas plutôt à l'entrevue de Boulogne ?

du roi Henri VIII l'ordre de la Jarretière (1). Il fut toujours partisan de l'alliance anglaise (2).

Plus tard Givry, devait être chargé de missions pendant un assez long temps en Italie. Il se trouvait dans ce dernier pays au moment de la mort de François I^{er} (31 mars 1547) (3), et revint pour les obsèques (4), et le couronnement de Henri II.

Il y retourna cette même année (5) pour un séjour prolongé, auquel fait allusion un acte de Henri II du 18 novembre 1551 (6). Ce séjour a été coupé par des intervalles de repos en France (7), et doit, semble-t-il, se rapporter aux années 1548 à 1550. A ce moment le cardinal Jean du Bellay (8) est à Rome, où il s'est retiré après la mort de François I^{er}. Que fait Givry en Italie ? Tout ce que nous savons, c'est qu'il y était pour les « urgents affaires du Roi » et par son « ordonnance ». Il est possible que Givry ait été mêlé à des négociations politiques, celles par exemple relatives aux alliances que nouait Henri II alors avec les petites puissances de l'Italie et avec le pape Paul III, lequel, après s'être employé à

(1) Fin janvier 1533, après le mariage avec Anne de Boleyn (25 janvier). Il touchait aussi du roi d'Angleterre une pension de 10.000 livres.

(2) Parmi les autres ambassades extraordinaires à Londres, mentionnons celles de Jean de Dinteville, s^r de Polisy, bailli de Troyes, ambassadeur ordinaire en 1533, et extraordinaire en 1536... de l'amiral Brion, seul extraordinaire en 1534.

(3) MATHIEU, *op. cit.*, p. 193.

(4) Il y assista avec 9 autres cardinaux et 40 archevêques et évêques. Ce fut Pierre du Châtel, alors évêque de Mâcon, qui prononça l'oraison funèbre. Cf. DE RUBLE, *Le mariage de Jeanne d'Albret*, t. I.

(5) Il y était en décembre (Cf. bulle de Paul III du 9 déc. 1547).

(6) Lettres de surannation permettant au cardinal de Givry d'exécuter les lettres de François I^{er} du 4 oct. 1544, relatives à une nouvelle taxation de son diocèse pour les décimes. L'exécution de ces lettres n'avait pas eu lieu : *obstant sa longue absence notoire dudit diocèse en la ville de Rome et pays d'Italie, y ayant esté longuement pour nos urgens affaires et par notre ordonnance, que pour plusieurs aultres empeschements à luy survenuz depuis l'octroy desdictes lettres.* A. H. M., Évêché, G. 12 prov. Décimes.)

(7) Ainsi il est à Mussy le 21 sept. 1549 (*Arch. Haute-Marne*, G. 12) ; le 30 oct. (1550) à Gurgy (*Arch. munic., Dijon*, B. 454/89).

(8) JEAN DU BELLAY (1492-1560), év. de Bayonne en 1528, soutint de 1532 à 1534 l'annulation du mariage d'Henri VIII. Évêque de Paris en 1535 et cardinal ; évêque de Limoges en 1544, arch. de Bordeaux en 1545, év. du Mans en 1546. Se retire à Rome en 1547, devient évêque d'Ostie. En 1555 on parla de lui donner la tiare. En 1551 Joachim du Bellay le rejoint à Rome en qualité de son intendant. On sait qu'il y composa « les Regrets » (Cf. H. CHAMARD, *Joachim du Bellay*).

pacifier la querelle entre François I^{er} et Charles-Quint, se tournait contre celui-ci. Les Impériaux en effet se l'étaient aliéné (1). Ou bien il aura été chargé d'autres affaires, comme celles concernant les nominations aux bénéfices, ou encore les progrès du mouvement protestant en France et les mesures à employer pour l'arrêter. Ce sera là surtout le rôle à Rome du cardinal Charles de Lorraine en 1555 (décembre). Nous avons vu qu'il était accouru de Paris à Rome, pour le long conclave de l'hiver 1549-1550.

Le cardinal de Givry était de retour en France définitivement, à ce qu'il semble, avant l'été de 1550 (2). Nous avons de lui trois lettres qui durent précéder de peu. Elles nous porteraient à conjecturer que le rôle de notre cardinal en Italie ne fut pas des plus actifs, entravé qu'il aurait été par un état de santé plutôt déplorable, à en juger sur ses épîtres, qui nous montrent un homme déprimé par le climat et la maladie (3). L'Italie ne lui réussissait pas, comme on dit.

Deux de ces lettres sont adressées au cardinal Jean du Bellay. L'une est écrite de Frigionais (?), aux environs de Lucques où il séjournait pour se remettre d'une longue maladie, due soit « à la qualité de l'air non accoutumé », soit à sa « mauvaise complexion ». Il y mande qu'il a pris la résolution, « par une nécessité extrême », d'aller achever sa cure « en sa maison », c'est-à-dire à Mussy, sans doute. Il souhaite gracieusement de recouvrer la santé pour pouvoir

(1) En occupant la principauté de Parme et de Plaisance ; puis la prétention de l'Empereur de vouloir ramener à Trente le concile réuni en 1545 dans cette ville, et transféré depuis à Bologne, ainsi que la rédaction de l'interim d'Augsbourg, ce symbole ambigu qui ne satisfait ni les catholiques ni les protestants qu'il prétendait accorder, avaient mécontenté le pape. Non content de négocier, Henri II fit une démonstration militaire dans le Piémont, où il laissa une armée sous les ordres de Brissac, tandis que ses galères unies à celles des Turcs tenaient les rivages de la Péninsule. Il s'était engagé à assurer la possession de Parme et Plaisance à Octave Farnèse, neveu du pape Paul III.

(2) Voir aux *Appendices* : *Itinéraire du cardinal de Givry*. — Cependant à la rigueur, l'absence de notations dans l'*Itinéraire* pour une partie de l'an 1551 et toute l'année 1552 nous inviterait à rechercher si Givry ne serait pas retourné à Rome pour un dernier séjour, durant cette période.

(3) Voir plus haut, (p. 40) la maladie qui faillit lui être funeste, en janvier et février 1550.

être en mesure de rendre service à son collègue (1) (14 avril 1549 ou 1550).

Dans l'autre missive qui vraisemblablement se relie à la précédente et est datée du 28 avril, il lui annonce de Pietra Santa (2), peut-être au moment de s'embarquer, que le Roi, qu'il avait fait solliciter par un exprès (3), lui a enfin permis de se retirer en sa maison, « où je m'en vais tout bellement, dit-il, et selon que ma santé le pourra comporter », et lui offre ses services là où il va se rendre si du Bellay juge à propos d'y recourir (4).

On apprécie mieux l'accent de satisfaction qui perce dans ces lignes, quand on a lu la lettre que Givry avait confiée à son messenger pour le Roi. Elle est datée de Rome le 25 janvier. C'est une demande suppliante et qui véritablement inspire la compassion. Givry prie le roi d'avoir pitié de sa « pauvre vieillesse », de lui permettre de sortir de cette « langueur » qui le mènerait promptement à la mort. « L'air de ce pays d'Italie, écrit-il, est entièrement contraire à ma santé, quelque changement ou mutation de lieu que j'aye pu faire par le passé, qui a fait que la fin d'une maladie m'a toujours été le commencement d'une autre, dont la dernière m'a réduit à telle extrémité que nous avez pu naguère entendre... »

Daigne donc « le Roi lui accorder et permettre que je puisse user à votre royaume ce reste de vie »... Si le Roi refuse, ce sera son arrêt de mort (5).

Il se retira donc « en sa maison. » Par là il faut entendre, soit Mussy où nous voyons qu'en effet il séjourna longuement dans ses

(1) *Bibl. nat.*, ms. fr. 10485, f° 99. Voir aux *P. J.* Si cette lettre est de 1549, on voit que Givry alla en effet à sa maison, car il est à Mussy en septembre, mais dut en repartir pour le conclave à la fin de l'année. Si elle est de 1550, comme nous croyons, elle se reliait à sa maladie du conclave. Givry était rentré à temps pour être à Joinville le 1^{er} juillet.

(2) *Pietra Santa*, à 25 kil. ouest de Lucques, à 3 kil. de la mer. Qu'y allait faire Givry ? Il s'y trouvait de magnifiques carrières ; c'est là que Michel-Ange choisit les marbres de plusieurs de ses sculptures, Givry songeait-il, avant son retour, aux travaux qu'il allait faire exécuter ? Examinait-il à *Pietra Santa* des marbres précieux ? S'y rencontra-t-il avec des artistes

(3) Passy ? Voir aux *P. J.*

(4) *Bibl. nat.*, ms. fr. 10485, f° 100 ; cf. 20441/13. Voir aux *P. J.*

(5) *Bibl. nat.*, ms. fr. 20441, f° 13. Voir aux *P. J.* Nous rajeunissons ici l'orthographe.

dernières années, soit son hôtel épiscopal de Langres où il fit faire d'importants travaux. C'est le moment, nous le verrons (1) ailleurs, où il songea à faire dresser dans sa cathédrale un monument — le jubé — dans lequel se clôturerait ou se résumerait tout l'effort artistique de sa longue carrière. C'est le moment aussi où il restaure le château épiscopal de Luzy et son manoir de Couchey, fief de famille qu'il laissera embelli à son petit-neveu Léonor de Chabot-Charny, futur lieutenant-général de Bourgogne, comme son père l'amiral Brion en avait été gouverneur. Il se décharge de l'administration de son diocèse, lourd fardeau pour sa vieillesse, sur des hommes de valeur, comme François Mangeard, Anne du Châtelet, et passe ses dernières années partagé entre l'ennui que lui causaient les progrès du protestantisme, le souci de la réforme catholique, et le culte des arts. On aime à se le représenter occupé des travaux qu'il continuait, infatigable bâtisseur, à faire exécuter, devisant avec ses amis, l'évêque d'Amoncourt, le futur archidiacre de Rouen Jean Joubert, son secrétaire Jean Lefèvre et le jeune Tabourot, ce qui ne l'empêchait point de songer à sa fin prochaine, comme le prouvent ses testaments datés de cette époque, et diverses fondations pieuses qui indiquent dans ce Mécène des arts et cet amateur des belles-œuvres, une âme sincèrement religieuse.

(1) Voir *La Renaissance*, 2^e partie, livre II.

TROISIÈME SECTION

LE SEIGNEUR-DUC

CHAPITRE PREMIER

Le Cardinal de Givry, seigneur temporel

Avant même que d'être le représentant du Roi au point de vue temporel dans son évêché duché-pairie, Claude de Longvy y était revêtu de l'autorité et des droits attachés à son titre ducal et seigneurial, à son « domaine » féodal. Le tableau de son rôle, comme tel, demanderait pour être complet toute une étude. Ce serait une contribution à l'histoire du rôle temporel des évêques de Langres, histoire qui n'a même pas encore été abordée.

Nous ne ferons que rappeler quelques faits et mentionner quelques situations.

Un mot d'abord de l'exercice que le cardinal de Givry fit de ses droits seigneuriaux dans les terres domaniales de son évêché-duché (1). Il serait long d'en relever, et à plus forte raison d'en étudier toutes les manifestations, comme aussi d'en noter le revenu. Ce

(1) Il y aurait lieu aussi d'examiner à ce point de vue son administration comme abbé et possesseur à ce titre d'autres seigneuries, sans parler encore des domaines qui lui étaient échus à Mirebeau, à Pagny, à Couchey et ailleurs par hérédité familiale. Nous en avons touché ailleurs un mot en passant. Voir aussi *La Renaissance*, 1^{re} P.

On sait que les droits qui appartenaient au clergé propriétaire, comme à la noblesse, étaient l'apanage de la terre plutôt que de la personne ; ainsi le bourgeois acquéreur d'une terre noble en jouissait. (Cf. P. VIOLETTE, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 448 ss.).

serait un travail qui pourrait d'ailleurs être plein d'intérêt et réserverait plus d'une découverte piquante sur les usages et les mœurs du pays langrois à cette époque. Nous ne ferons qu'en indiquer ici quelques éléments, groupés dans le cadre de ces droits seigneuriaux bien connus (1) : cens et redevances (2) pour les terres accensées ou inféodées à des tenanciers en vertu d'un contrat, droit de gîte (3) ou *procuratio*, corvées et prestations (4), voilà pour les charges ordinaires des populations et les revenus réguliers des duché de Langres (5), comté de Montsaugéon (6), marquisat de Coublanc (7), baronnies de Luz y (8), Gurgy (9), et Muss y (10).

Mentionnons parmi les terres et biens domaniaux de l'évêque de Langres : 6 pièces de vignes près de Beaune, finage de Savigny, dont une de 137 ouvrées appelée le Grand Clos, en tout 314 ouvrées, et une maison à Beaune (1535) (11), des vignes encore — 40 ou 50 ouvrées

(1) Cf. par ex. FLACH, *Les Origines de l'ancienne France : le régime seigneurial*, t. I ; P. VIOLLET, *op. cit.*, t. II. D'ARBAUMONT a donné à ce sujet des notions utiles dans son édition du Cartulaire de Vignory.

Voir *Arch. Haute-Marne*, G. 38 (reg.) : droits et privilèges de l'évêché de Langres (1190-1671). — Beaucoup de ces droits, comme on sait, avaient été avec le temps transformés en redevances.

(2) *Arch. Haute-Marne*, G. 28 (reg.) : Inventaire des titres de l'évêché de Langres avec tables (fait sous Charles des Cars). Cf. G. 29-32 (inventaire de 1710), et G. 33-37 (inventaire de 1741). Cf. aussi G. 81 (liasse) : liste des biens fonds et seigneuries de l'évêque de Langres en 1576... 1696... G. 85 (liasse) : état des fiefs du bailliage de Langres en 1675 : seigneuries appartenant à l'évêque (Cf. G. 839 : Terrier général de l'évêché de Langres dressé d'après les ordres de l'évêque Jean de Chalon (1334) ; G. 840 ss : terrier au XVIII^e siècle...)

(3) C'est-à-dire que les hommes du seigneur devaient le loger et nourrir, lui et sa suite, ou payer une redevance pour ce droit.

(4) *A. H. M.*, G. 167 liasse.

(5) Revenus du duché de Langres en 1508-1509 : 1164 livres 15 s. t. (*Arch. Haute-Marne*, G. 89) ; du duché de Langres, comté de Montsaugéon et baronnie de Luz y en 1536 : 5.400 l. t. par an.

(6) Revenu du comté de Montsaugéon en 1508-1509 : 1233 livres 13 s. (G. 89). — Droits et biens-fonds de l'évêque au comté de Montsaugéon (G. 34 inventaire).

(7) Droits de l'évêque au temps de Givry au domaine de Coublanc, cf. G. 34, et G. 28.

(8) *Id.*, au domaine de Luz y : G. 34 ; 28.

(9) *Id.*, au domaine de Gurgy, *id.*, cf. 318 : État des officiers et fermiers de Gurgy (1529)... Baux à ferme des revenus de l'évêque à Gurgy (1556), cf. *A. C. D.*, G. 112 : Manuel des cens dus à l'évêché de L., à Châtillon, Prusly, etc. (1534-1542... 1553).

(10) *Id.*, au domaine de Muss y, *id.*

(11) *Arch. Haute-Marne*, G. 104 liasse.

— à Saint-Broingt-les-Fosses (1), à Saint-Michel au lieu dit en Bone-ton (2), à Montsaugéon lieudit en Vauroilles (3), à Mussy (4) ; des terres et granges près d'Isômes à la Vesvre, le long du bois de ce nom (5), près d'Esnois la grange Bélier (6), à Mussy et Plaines (7) ; des prés à Baissey (8), à Montsaugéon (9) ; des bois à la Chaume, à Montigny et Lavilleneuve-sur-Vingeanne, lieu dit la Combe de Provenchère (10), à Rivières-les-Fosses en Montmaisonnois (11), à Saint-Broingt-les-Fosses (12), au lieu dit la Forestelle près de Leuglay (13), en Faule près de Gevrolles (14), à Aujeurres (bois de Froment et de Lay (15), à Prauthoy (16) ; des moulins à eau à Foulain (17), à Rivières-les-Fosses, à l'Isle près de Mussy et à Mussy ; des moulins à vent (18)

(1) 40 ou 50 ouvrées : bail à cens pour 29 ans accordé par le cardinal de Givry à Henri de Sacquenay, écuyer, son maître d'hôtel, en considération des services qu'il lui a rendus, avec « la place de nostre four banal tout en ruines et inutile. » (1554) G. 210, cf. 207, 209, 336...

(2) *A. H. M.*, G. 217, 218.

(3) *Id.*, G. 34.

(4) *Id.*, G. 752, 764.

(5) *Id.*, G. 80 (1549).

(6) Bail à cens par le cardinal de Givry à Jean de Vayvre, écuyer (1533 v. st.), à charge de reconstruire la grange en ruines, d'édifier une maison pour les grangiers et logement du bétail et des récoltes. Cf. un marché par Charles de Vayvre, capitaine de Pagny, s^r dudit lieu en 1568 (G. 168).

(7) Terrains à Mussy et Plaines essartés et défrichés par des habitants assignés devant le bailli ducal « deçà la rivière l'Aube », à son siège à Mussy (1538) (G. 445).

(8) Sur lesquels le censitaire doit construire un foulon à drap et boges (1551). (G. 565).

(9) G. 746.

(10) G. 182 (1534) : avec un mémoire du cardinal de Givry et d'Élion de Sautour, son coseigneur, à l'encontre de Claude de Martigny, écuyer, cf. G. 245 : sentence d'Antoine Bouvot, s^r de Rosoy, lieut. génér. au bailliage de Langres, défendant aux habitants de couper du bois (1554). Cf. G. 183, 187, 258, 302 ; pour la Chaume, G. 459.

(11) G. 198, Cf. 786 : bois de Rouhey (Roney ?), Montmaisonnois.

(12) G. 791.

(13) 198 arpents partagés entre Givry et frère Robert d'Achey, grand-prieur de Champagne, seigneurs tous deux de Leuglay (G. 290 liasse) (1546).

(14) *id.*, G. 487 (1558).

(15) Bois banal appelé bois de Lay, loué à ferme moyennant six deniers t. par journal et par an (1548 v. st.) *id.*, G. 577.

(16) *Id.*, G. 782.

(17) G. 328 (1552), 431, 752, 764.

(18) A Aujeurres, en Seuchot : G. 575 (1552) — à Lannes, lieu dit Champ-le-Roi où un habitant de Tronchoy est autorisé à construire un moulin moyennant redevance de 10 sous t. à l'évêque (1531), (G. 77 liasse).

à Aujeurres, à Lannes; des fourneaux et forges (1) à Montsaugeon, à Vernois-les-Vesvres et à Marey-sur-Tille.

A ces droits seigneuriaux ajoutons la taille en certains endroits. On sait ce qu'était la taille, impôt en argent qui portait sur tous les héritages des habitants. Elle était tantôt « abonnée », c'est-à-dire ramenée à une somme déterminée après accord avec les « tail-lables », tantôt à merci, c'est-à-dire arbitraire.

Dans quelques villages où les habitants étaient naguère serfs et mainmortables, elle était une taxe de franchise : ainsi à Gevrolles dont le cardinal de Givry affranchit les manants en 1555 (2).

Leur taxe s'élevait à 25 livres t. réparties également entre tous les habitants, et s'ajoutait à une autre taxe de 25 l. t. payée de toute ancienneté. L'archidiacre Jean d'Amoncourt, abbé de Longuay, affranchit également les habitants de Lignerolles et de Dancevoir (3). On voit que dans certains endroits le cardinal réduisit la taille : ainsi à Asnières (4).

Pour les villages assujettis à la taille signalons en outre : Mussy, Plaines, l'Isle et Saint-Langis, Châtillon et Courcelles-Prévoires (1515, 1552) (5), Cohons (1553) (6), Coublanc, Montsaugeon, Châtoilenot, Prauthoy, Courcelles, Esnomms, Rivières-les-Fosses, Isômes, Aubigny, Sacquenay, Maâtz, Grenant, Vaux-sous-Aubigny, Choilley et Dardenay, Saint-Michel, Saint-Broingt-les-Fosses (7), Dommarrien (8), Baissey, Leuchey, Aujeurres (9), Gurgy-le-Châtel,

(1) G. 746.

(2) G. 492. — Sur ce sujet voir G. JEANTON, *Le servage en Bourgogne*.

(3) Cf. *suprà*.

(4) Comme abbé de Saint-Étienne, A. C. D., G. 321.

(5) A. H. M., G. 386, 415, 446.

(6) Transaction entre l'évêque de Langres représenté par Jean d'Amoncourt, son vicaire général, évêque de Poitiers, et les habitants de Cohons, par laquelle la plupart de leurs redevances et obligations sont transformées en une taille de 80 livres. (A. H. M., G. 71 liasse).

(7) État des tailles dues à l'évêque de Langres, dressé par les gens de son Conseil (1528) (G. 247 cf. 313, 34, 396).

(8) Arrêts du Parlement de Paris condamnant en 1544, 1546, les habitants à payer la taille à l'évêque de Langres à raison de 50 livres et au-dessous par année. Procédure pour les y contraindre (1554), (G. 178, 179).

(9) Tailles dues, cf. G. 91.

Rouvres, Buxerolles, Chambain, Germaines, la Chaume, Lucey, Faverolles, Veuxhaulles et Gevrolles (1) ; Neuilly-l'Évêque (2) ; Leuchey (3), Saint-Broingt-le-Bois (4).

Puis ce sont encore les droits casuels, tels que lods et ventes (5), quint et relief (6), épaves (7), mesure du sel, minage (8), tierces (9), garde (10), droit de poules (11), et certains monopoles tels que

(1) État des tailles dues en 1530, 1550, 1554, 1558 (G. 313. Cf. 247).

(2) Procédures des habitants contre les évêques de Langres (1529-1564) (G. 536), et sentence du siège particulier du bailliage de Sens établi à Langres, contre les habitants, en 1562... (*id.*).

(3) Taille de 12 sous par personne et par an : mémoire aux gens des comptes du cardinal de Givry par son procureur contre un habitant (G. 580, cf. 585 : aveu et dénombrement fournis à l'évêque par Guillaume Cardinal, sgr en partie de Leuchey (1554) (G. 585).

(4) Taille abonnée. (*id.*).

(5) Droit de lods payé au seigneur à toute mutation de propriété.

(6) Quint : don d'un cinquième du prix de vente... Requit : cinquième du cinquième. — Relief : droit de mutation en certains cas (vente d'héritages censuels, fiefs, advenant à la femme pendant le mariage, etc.).

(7) Droit de s'approprier les choses perdues dont le propriétaire est inconnu.

(8) Minage : droit perçu par le seigneur pour le mesurage des blés et vins vendus sur sa seigneurie. — Ou encore ferme payable en mines de blé. Ainsi à Charmes-les-Langres : l'évêque percevait quinze mines d'avoine, mesure de Langres, par les mains du mayeur de Lannes qui retenait 4 bichots à son profit (1545 v. st.), *Arch. Haute-Marne*, G. 539, sentence des Requêtes du Palais, cf. G. 639, 645.

(9) Cf. Procès-verbaux d'enchères de dîmes et tierces de vins appartenant à l'évêque de Langres à Montsaugéon, Isômes, Vaux, Aubigny, Sacquenay, Rivières-les-Fosses, Esnoms, Courcelles-val-d'Esnoms, Saint-Broingt-les-Fosses, Saint-Michel, Prauthoy, Dommarien, Vaurolles (finage de Montsaugéon), Choille, Dardenay, Montigny-sur-Vingeanne, Châtoillenot, Couzon, et Lavilleneuve-sur-Vingeanne (1528-1579), (G. 270).

Terres chargées de tierces envers l'évêque de Langre à Châtillon (G. 350)... en divers lieux (1538-1574) (G. 348)... ; tierces de grains dues par diverses terres à Courcelles-Prévoires près Châtillon (G. 355). Cf. *A. C. D.*, G. 112.

(10) Droit de garde exercé par exemple en 1553 au Val-des-Écoliers (*Arch. Haute-Marne*, G. 336) : le prieur Recouvreur et dix religieux déclarent à Henri de Sacquenay, écuyer, seigneur dudit lieu, maître d'hôtel ordinaire du cardinal de Givry, qu'ils ne s'opposent pas et ne se sont jamais opposés au droit de garde de leur abbaye qui appartient à l'évêque lors du décès de l'abbé, comportant la saisie et l'inventaire des meubles et fruits de l'abbaye comme seigneur de Luzy, « es finage et justice duquel lieu est assise ladite abbaye, et de présent décedé l'abbé d'icelle. » (3 octobre 1553).

(11) Ces droits s'exercent encore au temps de Givry et après lui. Cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 492 : l'évêque Charles des Cars le réserve à Gevrolles. — A Prauthoy et Ériseul, c'était le droit de « jet de bâton aux gélines. » Il devait être sans doute racheté. On ne voit pas bien en tout cas le cardinal de Givry l'exercer en personne..

banvin (1), banalités (fours, moulins, pressoirs (2), péages (3), gruerie (4), etc. La plupart de ces droits étaient souvent affermés (5). A cette occasion le cardinal ne dédaignait point de traiter en personne avec les amodiateurs en présence des tabellions jurés.

Ainsi le 26 janvier 1536 (n. st.), il louait lui-même par devant Gui Genevois et Antoine Charpy, clerks notaires à Langres, à Pierre Boursault, écuyer, et Ancel Populus, bourgeois de Langres, tout le revenu de son duché de Langres, de son comté de Montsaugéon et de sa baronnie de Luzy, à ferme pour trois ans, moyennant 5.400 livres tournois par an, et retenait lors de la mutation des fiefs, les foi et hommage à lui dus par ses vassaux et tous les profits qui en peuvent

(1) Licence payée par les cabaretiers et obligation de servir du vin au seigneur pendant un temps déterminé. — Droits de banvin à Châtillon-sur-Seine. (G. 350).

(2) Four banal à Faverolles (Côte-d'Or) : bail à cens pour trois vies au profit de l'évêque de Langres, moyennant 6 livres t. par an (1550 v. st.) (G. 466)... ; moulins banaux à Hortes (1550 v. st.).

(3) Cf. *infra*, p. 268.

(4) Droit de justice sur certains bois, exercés par l'officier appelé gruyer, avec certains avantages : coupes, pêche, chasse etc.

(5) Bail à ferme des revenus de la baronnie de Gurgy (1556) (*Arch. Haute-Marne*, G. 318-319) à un sieur Arminot, moyennant 2.000 livres t., monnaie du roi, en deux termes : à la Nativité de saint Jean-Baptiste et à la Nativité de N. S. Il s'engage à payer tous gages et pensions d'officiers de ladite baronnie, même du franc sergent de Gurgy, sous diminution de 2000 livres. Item il sera tenu de faire tenir les assises par chacun an et par tous les lieux accoutumés, etc. — Relevé des sommes dues par les officiers et fermiers des droits seigneuriaux de la châtellenie de Gurgy avec les sommes qu'ils doivent pour leurs offices et fermes (1529), *id.* — Droits affermés à Mussy, à Faverolles (1550) (G. 446, 466).. — Bail à ferme des droits et revenus de l'évêque de Langres à Aubigny, Vaux, Rivières-les-Fosses, Courcelles-val-d'Esnois, Isômes et Couzon (1569 et 1606) (G. 270) ; — à Montsaugéon (G. 388). — Bail à ferme par adjudication des exploits, défauts et amendes de la prévôté de Mussy, Plaines, l'Isle et ressorts, ensemble le droit de rouage et autres moyennant 60 sous t. et à charge de lever pour le compte de l'évêque la taille qui lui était due à Mussy (1552) (G. 446). — Cens par transaction de 8 livres au lieu de 20 sols, sur le moulin du Vivier et le pré de Saulsottes, sous le cimetière de Neuilly-l'Évêque (G. 528). — Bail par rétrocession, des dîmes de grains de Verseilles Dessous, pour 3 ans, moyennant 25 émines par an, moitié froment, moitié avoine, mesure de Langres, fait par Jean Roussat, contrôleur au magasin à sel, amodiateur du revenu temporel du duché de Langres et baronnie de Luzy. — Bail des droits et revenus de l'évêque à Aubigny, Vaux, Rivières, etc. (1569) : maison, vigne, moulin à eau à Rivières, 1551, (G. 786), — droits à Veuxhaules (1541) (G. 813), etc.

dépendre ou advenir, soit par droit de commise, profits de quint et requint (1).

Nous pourrions rapporter encore à ces droits seigneuriaux l'impôt ecclésiastique de la dîme de grains et de vins perçu à un autre titre (2).

On sait qu'ils donnaient lieu, d'autre part, à des transactions entre seigneurs. On en a des exemples en ce qui concerne le cardinal de Givry. C'est ainsi qu'il conclut des accords de ce genre avec les seigneurs de la Tour de la Motte à Vauxhautes (3), avec Claude de Martigny, écuyer, se disant seigneur en partie de Montigny-sur-Vingeanne et de Lavilleneuve-sur-Vingeanne (4), avec Robert d'Achey, grand-prieur de Champagne, seigneur en partie de Lenglay, au sujet du bois de la Forestelle (5), avec l'abbé de N. D. de Châtillon, au sujet de bois près de Gevrolles (6).

Voici, d'après un document de peu d'années postérieur à Givry, quels droits seigneuriaux il avait à Langres même et dans la banlieue, à la réserve des privilèges de la ville (7) et des droits seigneuriaux du Chapitre (8).

En la dite ville et au finage, est-il dit, l'évêque « a toute juridiction, justice haulte et basse sous le ressort du roy »,

« A la garde de moitié des clefs des portes, droit d'instituer les capitaines après qu'ils ont été élus par les habitants,

A ses bailli, prévost, procureur d'office, sergents et officiers ordinaires dont les appellations ressortissent au présidial de Sens (9),

Ses prisons temporelles que l'on appelle le Crot,

Est seigneur banal de la rivière de Marne depuis le pont de Nully (Neuilley) jusques au pont des Humes,

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 91. L'acte de ce bail certifié par Jehan Frenay, prévôt de Langres. Cf. note supra.

(2) Cf. supra, pp. 177 ss.

(3) *Arch. Haute-Marne*, G. 813 (1541) (copie du 18^e s.).

(4) *Id.*, G. 182 (1534).

(5) *Id.*, G. 290 (1546).

(6) *Id.*, G. 487 (1558).

(7) Mentionnons le n^o 1426 de l'Inventaire des Archives munic. de Langres : « Arrêt du Parlement en faveur du cardinal de Givry contre les habitants du fau bourg de Brevoines, en deçà de la rivière, au sujet de privilèges de la ville non spécifiés.

(8) Voir plus haut : *Le Chapitre de Langres au XVI^e siècle*.

(9) Voir ci-dessus, et plus loin le chapitre : *Le cardinal de Givry et la Justice royale*.

A un fourg bannal dans Langres dict de Saint-Jangon, chascun sabmedy droict de marché,

Plusieurs foires chascun an à la Thiphaine, à la Saint-Mammès, à la Saint-Pierre et à la Saint-Michel,

Droict de donner bausvins trois fois l'an chascune fois trois semaines,

Droict de minage des pannetiers et gasteliers de la dicte ville et faubourgs,

Au finage et es environs dudict Langres cent et une faulchées de preys,

Droict de courvée pour faucher, fanner et mener le foing en l'hostel episcopal de Langres par les hôpitaux de Suxy, Tronchoy, Baleheum, Grosseuve, Saint-Jeomes et les habitants de Courlée, Balesmes et Champeigney,

Droict de vente (1) de plusieurs denrées et marchandises vendues et échangées, qui est de bons revenus,

Droict de faire mesurer le sel qui se mène au dict Langres et de chascun minot 2 sous,

Et pour l'arche où se mesure le sel une genouillée de sel,

Et depuis que le roy y a mis grenier (2), de chascun char chargé deux bassinotz de seel et 26 deniers,

Et de chascune charrette ung bassinot et 13 deniers,

Droicts de rouage (3), de péage et voirye en la ville et banlieue dudict Langres. »

Il arrivait que les habitants refusaient de s'acquitter des redevances seigneuriales et principalement de la taille. Voici quelques exemples. Ceux de Neuilly-l'Évêque engagèrent contre le cardinal de Givry, tout au long de son épiscopat, de longues procédures qui tournèrent contre eux. En effet le lieutenant au siège particulier du bailliage de Sens établi à Langres ne leur donna pas gain de cause (4). Le Parlement dut condamner à diverses reprises ceux de Dommarien à payer leur taille annuelle qui était de 50 livres et au-dessous (5). Signalons à Leuchey (6) un refus de la taille, laquelle était de 12 sous par personne et par an, de même à Mussy (7). Ailleurs

(1) Cependant ici le document semble faire erreur. Gui Bernard avait renoncé au droit de vente à Langres moyennant 3000 livres t. qu'il employa au profit de son évêché, dit-il (*Arch. Haute-Marne*, G. 14). — Le chapitre en ce qui le concernait, avait renoncé à ce même droit moyennant 200 écus d'or. — Plus tard l'évêque Zamet essaiera en vain de faire revivre ce droit qu'il fixait à 4 deniers par livre (1624). Cf. *Inventaire arch. de Langres*, n° 159.

(2) En 1460 (*Bibl. nat.*, fr. n. acq., 2826).

(3) Un denier par roue des charrettes chargées de denrées entrant dans la ville. (*Invent. arch. L.*, n° 159).

(4) *A. H. M.*, G. 536. La sentence fut rendue après la mort du cardinal.

(5) *Id.*, G. 178.

(6) Ce qui donna lieu à un mémoire adressé par le procureur du cardinal aux gens de ses Comptes. (*A. H. M.*, G. 530, 585).

(7) *Id.*, G. 413 (1552).

les habitants préféraient voir transformer leurs redevances et obligations en une taille déterminée. Ainsi à Cohons (1).

Ceux de Charmes furent déboutés par une sentence des Requêtes du Palais dans leur prétention de se soustraire à une redevance annuelle de 15 émines d'avoine, mesure de Langres, perçue par les mains du mayeur de Lannes (2). Ceux d'Esnoms durent être contraints par arrêt du Parlement de Paris à payer le droit de corvées (3).

Les droits seigneuriaux du cardinal dans ses domaines féodaux ne « rendaient » donc pas autant qu'on serait porté à l'imaginer. Il y a aux Archives de la Haute-Marne (4) une pièce entre autres qui nous le fait bien entendre. Elle est intitulée : « Censz et rentes de deniers et services dus à Mgr le Révérendissime cardinal de Givry, évêque-duc de Langres, en son comté du Montsaugéonnais, desquels pour le présent l'on ne reçoit aucune chose. » L'un après l'autre, le comptable qui a dressé ce tableau monotone passe en revue les villages et les débiteurs oublieux, parmi lesquels figurent pour Esnoms les religieux d'Auberive, pour Prauthoy « monsieur de Saint-Geosmes » (Claude de Bauffremont, le futur évêque de Troyes), pour Courcelles « M. de Giey, M. de Rouelles, le grenetier de Montsaugéon ». A Rivières-les-Fosses, au lieu de 30 muids, comme jadis, « on en a levé cette année de 3 à 4 muids. » A Isômes, pour « l'office de maréchaussée qui souloit valoir 3 sous chacun an, et une géline payable aux vendanges, *nichil* ». A Vaux et à Aubigny, à Coublanc et la grange du Soc, plusieurs cens dont on ne reçoit rien. A Dommarien, relève encore le scribe de maître Jean de Voisines, « des tierces de grains, de corvées de charrue l'on ne retire aucune chose. » Sans cesse le même refrain. Il est probable que la confection de ce rapport était le prélude d'une action énergique des procureurs fiscaux pour faire rentrer les dettes dans la caisse de l'évêque-comte

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 71, cf. *suprà*.

(2) *A. H. M.*, G. 539. cf. *suprà*.

(3) *Id.*, G. 167. Procédures faites par le cardinal de Givry contre les habitants d'Esnoms pour les contraindre à payer le droit de corvée. Arrêt du Parlement de Paris en sa faveur (7 septembre 1559), confirmé en 1564 par une sentence condamnant les habitants à payer les arrérages depuis son décès.

(4) *A. H. M.*, G. 313. Cf. *omnino* G. 247, 270.

de Montsaugéon (1), caisse qu'il importe de distinguer d'ailleurs de celle dont nous avons parlé plus haut (2), à propos des décimes, mais dont les gérants pouvaient être empruntés au même personnel.

A Montigny-sur-Vingeanne, Givry n'était que coseigneur avec un Sautour et d'autres. Là nous avons à signaler le curieux motif allégué par le tiers ou le quart des habitants astreignables, pour se dispenser des tailles et corvées. Ils sont, dit le rapport, « clercs de Rome et d'autres évêques que dudit seigneur, et se y a par là plusieurs vesves de clercs qui veulent joir et user du privilège duquel leurs maris ont joï de leur vivant (3). »

Plus près de Langres nous avons noté déjà l'excuse de certains habitants d'Orbigny-au-Mont qui eux aussi, pour échapper à l'impôt, dû ici au chapitre de Saint-Mammès, arguaient du privilège de cléricature, bien que vivant en laboureurs (4).

Nous aurons à parler plus loin spécialement des droits de justice haute, moyenne et basse de l'évêché duché-pairie, et des privilèges inhérents dont Givry se fit à l'occasion le tenace défenseur. Par les amendes qu'ils comportaient, ils étaient aussi une source de revenus. La ferme des offices y ajoutait encore. L'administration, la surveillance de ces biens, la perception de ces revenus, l'exercice de ces droits, droits de propriété et droits de justice, nécessitaient, en effet, la présence sur les terres de l'évêque de tout un monde d'officiers et employés : prévôt avec son lieutenant, sergent du bailliage, franc sergent (5), sergents forestiers, fermiers des moulins et fours banaux, grenetiers, etc., sans parler des receveurs dépendant de sa Chambre des Comptes à Langres.

Par eux l'évêque de Langres, duc et pair, exerçait au temporel son autorité sur les domaines et les ressortissants de son duché.

Remarquons encore qu'en dehors de lui il y avait d'autres seigneurs ecclésiastiques, notamment le chapitre de Langres, sei-

(1) Cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 178-179 (Dommarien), 167 (Esnoms), 183-187 (Montigny-sur-Vingeanne).

(2) Voir p. 227.

(3) *A. H. M.*, G. 313.

(4) Cf. *suprà*, p. 142.

(5) Cf. G. 318 (pour Gurgy, Buxerolles...)

gneur d'une quarantaine de villages (1), et les prieurés de Saint-Geosmes et de Varennes, les abbayes d'Auberive, de Bèze, de Saint-Seine, les religieux de Saint-Antoine en Viennois, ainsi que plusieurs commanderies de Malte, etc.

Envisageons maintenant un autre aspect de cette même autorité

(1) Cf. *suprà*, p. 103.

CHAPITRE II

Le cardinal de Givry, duc suzerain

Comme duc de Langres et maître de la « Terre de Saint-Mammès » et autres, Givry est non seulement seigneur, mais suzerain. Comme tel, il a des terres et des dignités mouvantes de son évêché. C'est un grand feudataire. Bien des prérogatives que comporte ce rang sont tombées en désuétude au xvi^e siècle. Ce sont des droits plutôt historiques que réels. Cependant les liens de vassalité subsistent, qui se manifestent notamment à la prise de possession de l'évêque, et au moment de la transmission des seigneuries, soit par suite de décès, soit par suite d'héritages ou d'acquisitions. Alors celui qui en est investi doit prêter hommage à son supérieur, et lui payer les droits de relief (quint et requint) (1). Faute de quoi le suzerain « tient le fief en sa main », en administre la justice et en perçoit les revenus.

Le cardinal de Givry n'eut garde de l'oublier. En cela, comme pour ses droits de justice vis-à-vis du Roi, ainsi qu'on le verra plus

(1) *Quint et requint* : droit d'un cinquième et du cinquième du prix de vente qui était dû au seigneur par le vassal quand il vendait son fief. — Mentionnons à ce sujet une lettre d'une demoiselle de Givry au cardinal de Givry, son oncle, par laquelle elle lui demande de faire remise à la comtesse de Tonnerre des droits de quint et de requint sur la vente projetée de ses terres de Bernouil (Yonne), Cousture Millois et les Soulatz (s. d.) (*Arch. Haute-Marne*, G. 709).

Il s'agit sans doute de Louise de Clermont et de son mari François du Bellay, comte et comtesse de Tonnerre, et la lettre doit être de 1545 (ou 1544), année de la vente pour 1210 livres à Pierre Herrard, marchand de Tonnerre. (*Arch. Haute-Marne*, G. 449). — Quelques années après, ces droits de quint et de requint seront contestés par la noblesse lors de la rédaction de la Coutume de Sens. (Cf. *infra* ch. III.)

loin, il tint à maintenir ce qui était compris dans sa charge et sa dignité d'évêque duc et pair.

Nous avons des exemples que les seigneurs de son évêché s'acquittèrent de leur devoir. Citons : Louis de Collogon, de Luzy (1), Guillaume le Toux dit de Praslines, écuyer, seigneur de Poinson et Recey, pour la seigneurie de Villars-Montroyer par lui acquise de dame Anne de Châteauvillain et de Joachim son fils (1533) (2), le comte de Tonnerre, Louis II de Husson, en 1536 (3), Anne de Husson de Tonnerre, veuve de Bernard de Clermont (1539) (4), les Noblet, s^{rs} de Dommarien (1542), auditeurs ordinaires pour le Roi en sa Chambre des Comptes de Dijon (5), Jacques d'Orges, s^r du Deffend et de Châtenay-Vaudin (1555) (6), Gaspard de Saulx-Tavanes pour ses terres de Lugny et autres (2 mars 1556) (7). Mais il advint que d'autres négligèrent de reconnaître qu'ils étaient ses vassaux et de lui prêter hommage.

L'évêque-duc le leur rappela. Ainsi en 1540, il « tenait la comté de Tonnerre saisie en sa main », comme le prouve une sentence du prévôt de Tonnerre agissant en son nom et à ce titre contre une certaine Perrette Bordes, coupable d'homicide (8).

Autre preuve : la déclaration faite par Hélion de Sautour, écuyer, au cardinal de Givry, du revenu des fiefs de Montigny-sur-Vingeanne

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 341.

(2) *A. H. M.*, G. 310.

(3) On peut voir dans CHALLE, *Histoire du comté de Tonnerre*, pp. 239-247 (d'après une analyse de 1686), l'aveu et dénombrement du comté de Tonnerre, baillié par Louis II de H., au cardinal de Givry, en 1536.

(4) *A. H. M.*, G. 443 cf. 449, 809.

(5) *Id.*, G. 258 : mandement du cardinal de Givry à ses gens des Comptes.

(6) *Id.*, G. 521.

(7) Cf. PIÈTREQUIN DE GILLEY, *ms. cit.*, p. 388. Citons encore parmi les vassaux de l'évêque-duc : le vicomte de Ligny-le-Châtel, le baron de Chacenay.

(8) La sentence fut réformée par le Parlement de Paris : condamnée par le prévôt à être pendue, Perrette sera seulement « battue et fustigée nue de verges par les carrefours pour ce accoutumés audict Tonnerre et devant la maison où ont esté faicts lesdictz excès », puis bannie de la comté de Tonnerre pendant trois ans sous peine de la hart. Elle est, en outre, condamnée au profit de la famille de sa victime à une amende de 25 livres sur lesquelles 10 livres seront prélevées « pour faire prier Dieu pour l'âme de ladicté défunte en l'église et paroisse en laquelle elle a esté inhumée » ; 21 avril 1540, (*Arch. nat.* X^{2a} 89.) Cf. PORÉE (CH.), *Inventaire de la collection Chastellux*, n° 930, dans *Bull. de la Soc. des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne* LVIII (1904), p. 82.

et Lavilleneuve-sur-Vingeanne relevant de l'évêque de Langres « à cause de son comté de Montsaugéon », et de ceux du fief des « Demoiselles » relevant du comté de Tonnerre (1540) (1). En 1556, il fit de même saisir les terres de la baronnie de Grancey (2) qui relevaient de l'évêché. En 1554, il avait fait de même pour celles de Crépan (3).

Dans ces résistances on saisit un aspect de cet esprit d'individualisme et de liberté poussé jusqu'à l'anarchie, esprit qui persiste au ^{xvi}^e siècle, et si bien mis en lumière par M. Imbart de la Tour (4).

Givry fut l'un de ces évêques qui réagirent et s'efforcèrent de fortifier leur autorité diminuée par les privilèges des exempts et des hauts dignitaires ecclésiastiques. De là aussi sans doute — car le principe d'autorité est *un* — les mesures prises contre les seigneurs récalcitrants au devoir de foi et hommage.

Les évêques de Langres avaient pris l'habitude de considérer les dignités du chapitre, notamment celles de trésorier, de chantre, de chancelier et des six archidiacres, comme mouvantes de leur évêché et tenues d'eux à « plein fief. » C'était un moyen de faire contrepoids aux prétentions parfois excessives de ces hauts personnages, de réduire en particulier la puissance des archidiacres. Inamovibles, ceux-ci en étaient arrivés au moyen âge à avoir leur official, et leur juridiction ordinaire indépendante de celle de l'évêque.

Au temps de Givry cette situation s'était bien atténuée. Il en restait des traces cependant. Ainsi en 1540, l'archidiacre du Barrois qui était alors François Legoux, ayant fait faute de l'hommage, vit ses revenus saisis (5).

(1) Attestation par Fr. Le Clerc, s^r de Fleurigny et capitaine de Sens (G. 258).

(2) Procès-verbal de saisie aux *Arch. de la Haute-Marne*, G. 302. Déjà en 1528 Michel Boudet avait dû saisir les terres de Grancey, aujourd'hui Grancey-le-Château (Côte-d'Or).

Carte du comté de Grancey et vue du château dans les dessins de Gaignières au Cabinet des Estampes (BOUCHOT, *Inventaire...*, t. II, nos 5135-5136) (aquarelles).

(3) *Id.*, G., 369. Frès Prusly-sur-Oource (Côte-d'Or). La saisie fut levée quand Antoine de Chandyo, s^r d'Orbigny, héritier de son frère François, eut prêté l'hommage (1554).

(4) *Les Origines de la Réforme*, t. II.

(5) *Arch. Haute-Marne*, G. 56 (liasse) : Mandement du bailli de Langres pour faire saisir les revenus de l'archidiaconé du Barrois (1540).

De même après le décès de l'archidiacre Trignac, afin d'éviter que le détenteur perçût les revenus de ce même archidiaconé, sans avoir fait l'acte de foi et hommage et le dénombrement requis, en la Chambre des Comptes de l'évêque, le bailli de celui-ci, Jean de Vesvres, à la requête du procureur de Givry, fit saisir entre les mains du « scellier » Jean de Cavanyhac tous les deniers provenant du Barrois, et commit ce personnage à l'administration de cet archidiaconé (13 janvier 1551, n. st.) (1).

* * *

Ces faits ont déjà quelque chose de piquant. Ce qui l'est davantage, ce sont les démêlés que le cardinal de Givry fut dans l'occasion d'avoir avec le Roi lui-même, ou tout au moins avec ses officiers (2).

Ainsi il eut à soutenir une longue procédure (1546-1548) contre le procureur général au bailliage de Sens au sujet de la clôture de la forêt de Graule. Le roi François I^{er} qui aimait le séjour d'Is-sur-Tille et de ses environs avait vu à l'œil, « en la traversant, ainsi que la Garenne » de Saulx, qu'elle était dépeuplée de gibier, ce qu'il attribuait à des défrichements faits sans congé ni permission. Par lettres patentes datées de Prauthoy le 14 octobre 1546, il avait ordonné le « barrement » de la forêt, l'avait interdite aux seigneurs propriétaires et usagers, savoir le cardinal de Givry, abbé de Saint-Étienne et de Saint-Bénigne, le chapitre de la Sainte-Chapelle de Dijon, et Alexandre de Saulx, seigneur de Vantoux ; défense d'y couper ni chasser sans permission royale (3). Susceptibilités de chasseurs ! Elles sont tenaces, comme on sait. Givry fut accusé d'avoir commis des infractions à l'ordonnance, et fut invité à justifier des droits qu'il prétendait avoir sur la forêt, non sans protester et faire appel au Conseil du Roi (4).

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 709 (Voir aux P. J.).

(2) C'était manie courante à cette époque encore toute imprégnée des traditions féodales. Les juridictions, venues de titres divers et hiérarchisées, s'enchevêtraient, se heurtaient.

(3) Cf. DRUARD (J), *Le droit de chasse en Bourgogne sous l'ancien régime*, Dijon, 1924, in-8°, p. 31.

(4) *Arch. Côte-d'Or*, G. 1510.

On sait aussi l'activité que déployait la gruerie royale au sujet de la coupe des bois. La forêt a de tout temps été d'un bon revenu. Le Parlement de Paris avait défendu aux prélats de couper ni vendre les bois de leurs bénéfices. En 1537, un sergent royal au bailliage de Sens fit la saisie, au nom du Roi, du bois de Fromont à Aujeurres, qui appartenait à l'évêque de Langres. La raison en était qu'on y avait fait des coupes malgré l'arrêté (1).

Notons encore un procès intenté par le procureur du Roi à Sens, en 1550 contre l'évêque, et le chapitre de Langres. Ils furent condamnés par sentence à réparer les ponts, levées et chaussées et passages de Langres et des environs, sur lesquels ils percevaient des droits de péage, passage, rouage, pontonage et autres tributs. Ces droits devaient être saisis et les deniers employés auxdites réparations (2).

On pourrait trouver, sans doute, d'autres exemples encore de cette surveillance exercée par les agents du pouvoir royal sur les dignitaires ecclésiastiques, dans le diocèse de Langres comme ailleurs, et de cette attention, nous ne disons pas de ces attentions, qu'on avait pour le cardinal de Givry au bailliage de Sens.

En réalité, elles étaient la manifestation d'un état d'esprit et même d'un système qui tendaient à diminuer son autorité temporelle au profit de celle du Roi, c'est-à-dire, en fait, au profit de ses officiers. Quand Givry faisait saisir les terres du seigneur de Grancey et autres qui avaient négligé de lui rendre l'hommage, c'était avant tout pour maintenir ses droits de grand feudataire en face des prétentions régaliennes. A Sens, on allait avancer que plusieurs seigneuries situées au dedans de son duché, savoir « les terres et baronnies de Grancey, Thalmey, Reigny sur Saône, Mantoche, Bussièrres et les fiefs qui mouvoient nûment dudict Bussièrres » étaient « tenues nûment et en plain fief dudict seigneur — c'est-à-dire du Roi — à cause de sa grosse tour de Sens, et qu'en « cas d'ouverture d'iceluy duché », le Roi prétendait au droit de saisir tant le duché que les

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 1572. A tort ou à raison, on reprochait partout ces coupes aux prélats. A Sens pendant une procession, des hommes se juchent sur des échafauds, avec scies, cognées, serpes, et quand passe le card. Louis de Bourbon, tirent la scie, charpentent, fagotent... Cf. les *Mémoires* du curé Cl. HATON, p. 45.

(2) *Inventaire Arch. de Langres* (par JULLIEN DE LA BOULLAYE), n° 16.

vassaulx d'iceluy », et « prendre tous proficts deus ès cas déclarés par la Coutume générale du bailliage de Sens (1) ».

C'était battre en brèche la suzeraineté de Givry sur le territoire de son duché-pairie, dans sa « Terre de Saint-Mammès », dans son Comté de Montsaugéon et ailleurs. A Langres, à Chaumont, à Nogent-le-Roi, à Montigny-le-Roi, à Châtillon-sur Seine, à Andelot, à Coiffy-le-Chatel, le Roi avait ses officiers de justice, qui dépendaient de Sens, et sa juridiction qui tendait à s'agrandir de plus en plus, au détriment de celle de l'évêque-duc.

Le cardinal de Givry lutta de longues années contre cet envahissement et mourut à la veille de voir ses craintes réalisées.

Sur ces luttes qui forment un épisode important de sa carrière, nous avons des renseignements assez circonstanciés. Elles se rattachent à un chapitre de l'histoire générale, celui de la réduction progressive de la justice féodale par la justice royale.

A ce double titre nous allons leur consacrer quelques développements.

(1) Voir le Procès-verbal de la *Coutume de Sens* (*op. cit.*, *infra*, Procès-verbal, p. 162).

CHAPITRE III

Le Cardinal de Givry, Duc et Pair et la Justice Royale

I

Il est assez piquant d'avoir à ranger le cardinal de Givry, « féal conseiller, cher et amé cousin du Roy », parmi les tenants, sous l'Ancien Régime, de l'autonomie régionale, autant dire du régionalisme, et autant dire encore, parmi ceux qui tentèrent de ralentir les progrès de l'absolutisme monarchique.

Tel est pourtant, en somme, le sens de l'attitude qu'il crut de son devoir d'adopter dans la question épineuse des droits de justice de son duché-pairie.

On sait que la lutte de la justice royale contre les justices seigneuriales, soit ecclésiastiques soit laïques, fut une des formes de la lutte du pouvoir royal lui-même contre la féodalité. Ses origines se rattachent aux premiers Capétiens.

Le premier grand fief qui « revint » à la couronne fut le comté de Sens (1075) ; son prévôt royal (1) fut donc un des plus anciens.

C'est ce personnage qui à Langres rendit la justice au nom du Roi,

(1) Fonctionnaires à demi-féodaux, les prévôts royaux réunissaient en leurs mains tous les pouvoirs de l'ordre politique, judiciaire, militaire et financier, et notamment, étaient à la fois juges et officiers de justice.

Cf. LUCHAIRE, *Manuel des institutions françaises, Période des Capétiens directs*, pp. 539-543.

à partir de 1179 (1). Il le faisait par l'intermédiaire d'un lieutenant.

Ainsi malgré l'éloignement, malgré ses traditions et ses intérêts, Langres était rattaché à la prévôté de Sens plutôt qu'à celle d'autres cités avec lesquelles il avait des affinités certaines et des communications plus faciles.

Lorsque, à l'institution des prévôts, la royauté jugea avantageux de substituer celle des baillis (2), la ville de Sens fut une des premières, sinon la première, à avoir un bailli, c'est-à-dire dès le début du XIII^e siècle, ou même la fin du XII^e. Le ressort de son bailliage était des plus étendus de France.

A quelle époque Langres y fut-il rattaché ? Nous l'ignorons. La première intervention connue du bailli de Sens dans cette ville est de 1449 (3). C'est lui qui pendant plus de deux siècles allait être l'organe de la justice royale en ce pays. Comme jadis le prévôt, il était représenté par un lieutenant qui jugeait à sa place (4). Ses fonctions, en effet, étaient très absorbantes. Le bailli nommé par le Conseil royal, salarié par le Trésor, était « un fonctionnaire à la fois très dépendant du pouvoir central et très puissant dans son bailliage où il exerçait comme une sorte de vice-roi toutes les prérogatives attachées à l'autorité publique ».

C'était un agent politique, un agent militaire, un agent financier, un agent d'administration, enfin un officier de justice, intermédiaire naturel entre le Parlement et les justiciables, qui transmettait les arrêts de la Cour et les faisait exécuter, et qui jugeait lui-même soit en appel, soit en première instance, les causes déferées à son tribunal (5).

(1) Y eut-il auparavant un prévôt royal à Langres ? Pas avant 1129 en tout cas, puisque ce n'est qu'à cette date que le roi de France devint suzerain du comté, bientôt duché, de Langres (Cf. DAGUIN, *Les Evêques de Langres*, pp. 15-21). Après cette date et avant 1179, on ne trouve pas trace d'une prévôté royale à Langres. Il y en avait cependant dans diverses localités de la région, par exemple à Chaumont, à Bar-sur-Aube, à Nogent-le-Roi, à Andelot, à Montigny-le-Roi, à Coiffy-le-Châtel.

(2) A quelle date ? Pas avant Philippe Auguste. Cf. A. LUCHAIRE, *op. cit.*, p. 544.

(3) Cf. G. DUPONT-FERRIER, *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les institutions monarchiques en France à la fin du moyen âge*, p. 908.

(4) Dès le milieu du XV^e siècle, il y a à Langres un lieutenant du bailli de Sens. (Cf. F. CLAUDON, *Histoire de Langres et de ses institutions municipales jusqu'au commencement du XVI^e siècle* (ms. à la Bibl. Soc. hist. et arch. de Langres).

(5) Cf. LUCHAIRE, *op. cit.*, p. 546.

A côté de cette juridiction royale, subsistaient toujours au ^{xvi}^e siècles les justices seigneuriales (1). Quelle était, à cette époque, la situation à Langres et dans le duché-pairie, tant au point de vue de la justice seigneuriale en général — de la justice épiscopale en particulier — que de la justice royale ?

Il y eut, comme on sait, durant tout le moyen âge, autant de « justices » que de seigneurs, et l'étendue des droits en ce genre variait d'une terre à l'autre, en fonction des catégories connues sous le nom de haute, moyenne et basse justice.

L'Évêque, en sa qualité de chef temporel, de duc de Langres — nous ne parlons pas ici de la juridiction ecclésiastique qu'il avait comme chef spirituel (2) — avait droit de justice à Langres, et dans toute l'étendue du duché, ainsi que dans les fiefs et domaines dépendant du duché.

On a vu (3) que celui-ci se divisait en châtelainies, dont quelques-unes comprenaient plusieurs prévôtés, et celles-ci à leur tour, d'autres justices particulières appartenant soit à l'Évêque seul, soit à l'Évêque en partage avec d'autres seigneurs.

Deux magistrats dont les pouvoirs se superposaient, étaient les

(1) Les justices féodales dérivait très souvent de la propriété privée. Les plus puissantes comprenaient les trois espèces : haute, moyenne, basse justice, assez peu faciles à définir. On peut dire que le haut justicier connaissait de tous les crimes entraînant la peine de mort, une mutilation ou autre peine corporelle ; le moyen justicier, des délits dont l'amende ne dépassait point un certain taux, par ex., 60 sous parisis ; le bas justicier des délits dont l'amende ne dépassait point de même une certaine somme, par ex., 10 sous parisis. Qui possédait la terre, quel qu'il fût, possédait le droit de justice (avec son degré) qui y était attaché. « Le plus puissant seigneur du royaume, s'il acquiert une terre à basse justice, ne saurait y exercer la haute ou la moyenne justice. » (P. VIOLET, *op. cit.*, t. II, p. 459 ; cf. *A. H. M.*, G. 183 : mémoire pour le cardinal de Givry contre Claude de Martigny à Montigny-sur-Vingeanne, au sujet de la métairie de Provenchères (1534).

(2) Comme tel, son tribunal, on le sait, était l'*officialité* de Langres. Limitée plus tard aux cas strictement religieux, la juridiction de celle-ci, à l'origine, s'appliquait à toutes les affaires qui intéressaient de près ou de loin la religion, c'est-à-dire presque à tout, alors. Au ^{xvi}^e siècle, la compétence des juges ecclésiastiques était encore très étendue sous ce rapport : mariages, testaments... L'ordonnance de Villers-Cotterets en 1539 la restreignit.

Le diocèse de Langres finit par avoir trois officialités : Langres, pour la Champagne, Dijon (plus tard Montbard) pour la Bourgogne, Champlitte (plus tard Fouvent) pour la Comté. Au temps de Givry, il y en eut à Langres et à Mussy.

(3) Cf. *suprà*, livre II, ch. I.

instruments de l'autorité judiciaire épiscopale, chacun ayant son tribunal : le prévôt (1), juge en première instance, et au sommet le bailli ducal, duquel appel pouvait être fait des arrêts du prévôt.

L'Évêque avait au xvi^e siècle quatre baillis : ceux de Langres (2), Montsaugéon, Mussy-l'Évêque, Outre-Aube, sans compter celui de Châtillon-sur-Seine, qui avait pouvoir alternatif.

Leur juridiction, à la considérer en bloc, s'étendait à la ville de Langres (pour la police) (3), et à tout le duché, ainsi qu'au domaine de l'évêque, c'est-à-dire aux villes et villages où celui-ci possédait soit des terres, soit des droits seigneuriaux (4).

Le bailli ducal tenait alors ses audiences dans une grande salle du palais épiscopal (5).

Signalons un privilège des bourgeois de Langres : les officiers de l'évêque ne pouvaient procéder contre eux d'office et sans partie civile, excepté en six cas, et ne pouvaient retenir un prisonnier plus de vingt-quatre heures.

L'autre seigneur temporel — le Chapitre — exerçait aussi son droit de justice par l'organe de deux tribunaux, mais non superposés, c'est-à-dire qu'il n'avait qu'un seul degré de juridiction. L'un était

(1) Supprimé en 1562.

(2) *Baillis ducaux de Langres au xvi^e siècle* : Jean d'Albret, seigneur d'Orval, Gui Pignard (1502), Olivier de Lenoncourt (1541), Jean de Vesvres (1542), Henri de Sacquenay (1550), Ant. Bouvot (1560), etc (cf. ms. du fr. Asclépiade, t. XXII). Il y aurait eu 44 baillis ducaux à Langres depuis Hugues de Saulieu (1230).

Signalons les mentions, en 1531, d'un prévôt à Montsaugéon. (Cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 189 : information sur le fait d'un homicide commis à Isômes)..., en 1536, d'un bailli ducal à Châtillon-sur-Seine, (Cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 345 : sentence du bailli de la Montagne, pour le Roi, et du bailli ducal de Châtillon, pour l'évêque de Langres, portant règlement pour les maçons, blanchisseurs, et « recouvreurs de toits » de Châtillon, (suit un mémoire donnant l'historique des juridictions que l'évêque eut en divers temps à Châtillon), et en 1558 : acte donné par le lieut. gén. du bailliage de Chât. de la présentation faite par le procureur du card. de Givry des lettres patentes données à son profit le 29 nov. 1558.) (*A. C. D.*, G. 113, f. 14).

(3) Signalons, en passant, les actes de procédure faits par le procureur fiscal au bailliage ducal de Langres contre plusieurs couteliers accusés de contraventions au règlement de leur métier (1546-1555). Cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 45, 6-10.

(4) Voir plus haut le chap. I.

(5) Cf. D'REGEL, *Hist. de Langres*, ms., p. 211. — Mentionnons un marché de l'archidiacre Jean d'Amoncourt, avec Nicolas Guillemain, menuisier à Langres, pour faire 26 fenêtres à la maison de la prévôté de l'évêque, en 1543. (*Arch. Haute-Marne*, G. 39).

la « Mairie » capitulaire dont le président portait le nom de « juge de la Mairie » ou encore de prévôt. C'était le premier officier du chapitre. Il exerçait toute justice dans la partie du territoire urbain dont le Chapitre était seigneur, savoir le Grand et le Petit Cloître, et sur le faubourg de Sous-Mur, c'est-à-dire dans les deux tiers de la ville. Il connaissait au civil de toutes les causes entre les chanoines et leurs justiciables, et au criminel des crimes et délits commis dans le cloître et les maisons canoniales, à l'exception des cas royaux réservés au bailli du Roi ou à ses lieutenants. Il pouvait prononcer toutes peines afflictives, même la mort, avait comme celui-ci et le bailli ducal de l'évêque, sa prison (1), ses piloris, sa potence aux trois fourches patibulaires, et commandait à des sergents chargés d'exécuter ses arrêts et d'assurer la police. Comme les baillis de l'évêque-duc dans le domaine de celui-ci, il tenait ses assises, « ses grands jours », dans les localités où le Chapitre avait des droits seigneuriaux.

L'autre tribunal dont le juge était également à Langres, le juge dit des Obédiences, avait dans son ressort les « terres référendaires aux quatre obédiences du Chapitre (2) ». Il jugeait en première instance au civil et au criminel, et avait un lieutenant pour connaître sur place les délits champêtres, poser les scellés, faire les inventaires, etc.

Au point de vue ecclésiastique, on a vu plus haut que le chapitre avait, comme l'évêque son officialité.

Notons encore ici une troisième juridiction langroise : celle des capitaines à masse. Nommés par les échevins, ils formaient un conseil de guerre permanent qui jugeait en dernier ressort pour les délits et crimes commis sur les remparts ou dans un certain rayon. Cette juridiction fonctionna jusqu'à la Révolution, malgré l'opposition des justices seigneuriales et royales (3).

(1) Elle se trouvait dans une haute tour carrée en haut de la rue du Petit Cloître, presque entièrement démolie à présent.

Ces deux rues du Grand Cloître et du Petit Cloître ont gardé quelque chose de leur caractère moyenâgeux : échauguettes, encorbellements, gargouilles, arcs surbaissés, bancs de pierre des tanneurs y rappellent le passé.

(2) Cf. H. METTRIER, *La formation du département de la Haute-Marne en 1790*, p. 264.

(3) Cf. A. DURAND, *Les capitaines à masse*, dans *Bull. soc. hist. et arch. de Langres*, p. t. I, pp. 24-35.

Quant aux autres seigneurs laïcs et ecclésiastiques des « païs et quartier de Langres », ils avaient eux aussi, chacun dans sa châtellenie, leur prévôt, parfois même leur bailli, chargé de faire respecter leur autorité et de juger les causes portées, d'après la coutume, à leur tribunal.

Tels étaient les tribunaux épiscopaux, canoniaux et seigneuriaux du duché-pairie de Langres.

Or à côté et au-dessus d'eux se dressait l'autre ordre judiciaire : celui du Roi. Au cours des âges ses baillis n'avaient cessé d'étendre toujours plus le champ de la juridiction royale aux dépens des autres « justices ». Par un lent et sûr travail d'envahissement, ou si l'on veut — car c'est bien ainsi que la réalité apparaît — de séculaire infiltration, ils développèrent à la fois la compétence et le ressort de la Justice royale.

Ils purent, « agents infatigables, plus jaloux des droits du Roi que le Roi lui-même (1) », s'appuyer sur cette idée, acceptée déjà du temps de Saint-Louis et formulée par Beaumanoir, que le Roi est source unique de la justice et son suprême distributeur. La conséquence de ce principe, issu lui-même de la théorie du droit divin, c'est l'attribution au Roi d'un droit de ressort universel, d'une pleine souveraineté en matière de justice, en sorte que les autres autorités laïques ou ecclésiastiques (au temporel) n'ont le droit de justice que par délégation.

Partant de là, et ayant l'opinion du temps pour eux, baillis et lieutenants ne cessèrent d'exercer leur action dans le sens que nous avons indiqué. Elle se traduisait dans les faits, comme on sait encore, par quatre formes principales :

1^o *l'appel*, qui apportait aux tribunaux du Roi, cour du bailli ou Parlement, les causes dont on appelait des tribunaux seigneuriaux.

2^o la *prévention* au moyen de laquelle baillis et Parlement ajour-

(1) P. VIOLLET, *op. cit.*, t. II, p. 221. Il ajoute : « moins peut-être dans des vues politiques que parce que la justice était lucrative. »

Sur les profits de la justice et les abus auxquels elle donnait lieu alors, tel celui des « épices », voir : Ch. BATAILLARD, *Tableau des principaux abus existant dans le monde judiciaire au XVI^e siècle*, dans *Mém. soc. imp. des antiquaires de France*, t. 23, Paris, 1857, in-8^o.

naient devant leur tribunal une personne quelconque pour une affaire quelconque, sauf aux parties à réclamer ensuite la juridiction dont elles relevaient. La justice royale s'arrogeait par là le pouvoir de devancer l'action de toutes les autres justices, sous prétexte d'intérêt public.

3^o *les cas royaux*, soit certaines causes civiles ou criminelles dont seule pouvait connaître la justice royale, lors même que le défendeur était justiciable du seigneur. Grand en était le chiffre, et en quelque sorte loisible à la volonté des juges, car les ordonnances du Roi s'abstenaient de les définir avec précision (1).

4^o enfin *le privilège des bourgeois du Roi*, c'est-à-dire de justiciables, qui, en dépit de leur résidence sur le territoire d'un seigneur, ne relevaient que de la justice du Roi, soit parce qu'ils s'étaient «avoués» sujets du Roi, soit parce qu'ils s'étaient fait inscrire dans la bourgeoisie d'une ville royale (2).

Par là comme par quatre tentacules puissantes, la pieuvre baillivale avait saisi, aspiré et attiré à elle le principal des juridictions seigneuriales.

Ce ne fut pas sans lutte, mais au début du xvi^e siècle, l'œuvre était bien avancée. Nous allons en voir les effets au pays de Langres.

Quelle y était alors la situation de la Justice royale ?

A Langres même siégeait donc le lieutenant du bailli de Sens, assisté de douze sergents royaux, résidant dans la ville ou dans les

(1) Dans l'arrêt du Parlement dont il sera parlé plus loin, on trouve mentionnés les cas royaux suivants : au civil : « nouvel tatz, réintégrandes, cassations et rescissions de contrats » ; au criminel : « les crimes d'hérésie, faulce monnoie, lèse-majesté, enlèvement de commissions, ports d'armes, assemblées illicites, émotions populaires, infractions de sauvegarde... »

Voir E. PERROT, *Les Cas royaux (Origine et développement de la théorie aux XIII^e et XIV^e siècles)*, Paris, 1910, gr. in-8°. — Noter p. 329, appendice I, n^o 2, la liste des cas privilégiés au roi au xv^e s., d'après le ms. fr. 18674 de la Bibl. nat., f^o 72 r^o — et ce que dit l'auteur, p. 317, de ce moyen employé par la royauté, pour amoindrir les justices seigneuriales.

(2) Cf. LUCHAIRE, *op. cit.*, p. 391-392, et déjà F. DROZ, *Essai sur l'histoire des bourgeois du Roi, des seigneurs et des villes*, Besançon, 1760, in-8°. — Sur la différence entre les bourgeois du roi et ceux de l'évêque de Langres au xv^e siècle, voir un Mémoire du procureur de l'Évêque, qui l'établit à propos des habitants de Laville-neuve, près Montigny-sur-Vingeanne, lesquels arguaient de cette qualité pour se soustraire à la justice épiscopale et ducale. *Arch. Haute-Marne*, G. 49.

environs. Il ne jugeait qu'au criminel, et jugeait en première instance les affaires des bourgeois du Roi et les causes qu'il attirait à lui par prévention.

Quant au bailliage de Sens, il était tribunal de première instance pour les cas royaux, et tribunal d'appel pour les causes déjà jugées par ses lieutenants ou par les justices seigneuriales soit ecclésiastiques soit laïques. Cependant, chose à bien noter ici, exception était faite pour les affaires dépendant proprement de la Pairie. C'était en effet un des privilèges des Pairs que l'on ne pouvait appeler qu'au Parlement des sentences de leurs juges (1).

On voit les défauts de cette organisation par ailleurs trop complexe. Elle obligeait les justiciables à des déplacements pénibles, dispendieux, et même, aux périodes de guerre, dangereux. L'action de la justice, déjà lente par elle-même, en était retardée.

Aussi le pays de Langres subissait avec peine son rattachement à un centre judiciaire éloigné avec lequel il ne se sentait du reste aucune affinité historique. L'amour-propre local aidant, on comprend qu'il ait désiré avoir chez lui la justice d'appel qu'on l'obligeait à chercher ailleurs.

Mais on voit tout de suite la conséquence. Le jour où les Langrois obtiendraient là-dessus gain de cause, l'obligation de recourir au Parlement de Paris pour les appels de la justice ducal leur paraîtrait décidément peu supportable. Et d'autre part la justice ducal, mise à Langres même en regard d'une justice royale d'appel, se considérerait comme singulièrement effacée et amoindrie. A vrai dire, son privilège d'appel au Parlement en serait rendu caduc (2).

C'est au fond ce que désiraient les officiers du pouvoir royal qui adoptaient ailleurs la même tactique d'envahissement ; ainsi vis-à-vis du duc de Lorraine et de Bar au sujet du Barrois mouvant, et à propos

(1) Voir plus loin, p. 286.

(2) Malgré les assurances contraires données dans la suite par le pouvoir royal, telle devait être la force des choses. Voir un exemple de ces assurances, en 1569, aux *Arch. Haute-Marne*, G. 81.

Plus tard, même pour les cas concernant le domaine et les droits de pairie, les appels ressortirent à Sens. (Voir à la Bibl. du Palais de Justice de Langres la copie de l'arrêt qui l'enjoint, faisant partie d'une liasse de 6 pièces intitulée : *Six pièces y compris les employs — Pour les officiers du Présidial de Langres — Contre Monsieur l'Evêque de Langres*).

du bailliage de Lamarche auquel se rattachaient certains domaines du duché-pairie de Langres, comme Châtillon-sur-Saône (1).

On conçoit que le cardinal de Givry, défenseur des droits traditionnels de son siège épiscopal et ducal, ait tout mis en œuvre pour écarter, ou du moins retarder cette éventualité.

Son opposition n'était certes pas un obstacle négligeable. Au lieu de la réduire par des manœuvres directes, on jugea préférable de procéder par voies détournées. Si l'on pouvait d'abord obtenir le rattachement au bailliage royal de Sens des appels interjetés du bailliage ducal de Langres, et non plus au Parlement de Paris, ce serait franchir une étape décisive dans l'entreprise de l'établissement d'un tribunal royal d'appel à Langres même.

II

En moins de dix années l'étape fut franchie : entreprise à laquelle ne cessa de s'opposer le cardinal de Givry. Il put, en mourant, entrevoir que sa défaite allait être consommée.

L'importance nouvelle que le roi Henri II donna en 1551 au bailliage de Sens, comme à d'autres bailliages et sénéchaussées, en lui adjoignant la qualité de siège présidial (2), en fut comme le point de départ. Cette mesure déclancha, si l'on peut dire, une offensive qui d'ailleurs ne prit pas l'évêque de Langres au dépourvu.

Depuis longtemps il la voyait venir. Plus d'une escarmouche lui avait été livrée. Il avait usé de sa faveur auprès de François I^{er}

(1) Les commissaires du roi, transformant la suzeraineté du roi en souveraineté immédiate et directe sur les sujets du duc, voulaient que les appels des jugements rendus par les juridictions locales fussent portés au Parlement de Paris et non aux « grands jours » de Saint-Mihiel.

Une conférence eut lieu à Saint-Mihiel, en 1551, sans résultat. Cf. *Recueil de documents sur l'histoire de Lorraine*, Nancy, 1855-1870, 15 vol. in-8°, t. I, p. 43-85. (Cf. H. METRIER, *op. cit.*, p. 17-21, en note.

(2) Les présidiaux furent institués par Henri II (édit de janvier 1551, n. st.), dans un certain nombre de bailliages et sénéchaussées. — Ces tribunaux composés d'au moins 9 juges jugeaient en dernier ressort, sans appel, les causes civiles d'un taux inférieur à 250 livres de capital. Au criminel ils jugeaient sans appel des brigandages, vols à main armée, révoltes, fabrication de fausse monnaie. — Un présidial fut établi à Chaumont en application de l'édit.

pour obtenir des déclarations et des arrêts qui devaient, eût-on pu croire, le mettre désormais à l'abri des tentatives d'agents trop zélés, d'autant que sous son prédécesseur Michel Boudet le bailli de Sens s'était vu rappeler à l'ordre pour avoir reçu un appel interjeté d'une cause pendante au bailliage ducal de Langres (1).

Ainsi en 1535 (28 septembre), François I^{er} avait rappelé les droits de l'évêque duc et pair par une lettre en latin aux baillis de Sens et Chaumont ou leurs lieutenants, et à leurs prévôts de Nogent-le-Roi et Montigny (2).

Ainsi encore en 1538 (13 juillet), un arrêt du Parlement de Paris déclarait nulle et attentatoire à la juridiction de l'évêque de Langres une procédure du prévôt Boursault, de Nogent-le-Roi, qui à la requête du chanoine Jean Richardot avait fait un acte de juridiction à Langres (3).

Plus récemment le cardinal avait eu maille à partir avec les gens de Sens. Le procureur du Roi en cette ville l'avait fait condamner en 1550, on l'a vu (4), dans un procès relatif à ses droits de péage.

A la suite de l'érection du présidial de Sens, Givry avait eu soin de déclarer qu'il entendait maintenir tous ses droits. Il avait obtenu en octobre 1554, quatre lettres du Roi par lesquelles celui-ci faisait connaître « son vouloir estre que les appellations des officiers de l'évesque ressortissent directement de la Cour, et celles de tous les officiers de ses vassaulx par devant ses baillifs dudict Langres et Montsaugéon, sans ce qu'il fut loisible aux juges de Sens entreprendre sur la juridiction, par prévention ou aultrement (5). » La Cour

(1) Acte royal du 13 juin 1528, Paris, ainsi mentionné par A. ROSEROT, *Cat. des actes royaux*, etc. p. : « Mandement au bailli de Sens, l'ajournant au Parlement pour se justifier d'avoir voulu recevoir un appel interjeté par Charlotte de Saint-Broingt, veuve de Claude de Beaurepaire, d'une cause pendante au bailliage ducal de Langres, les jugements du bailli de l'évêque de Langres ne pouvant être portés en appel que devant le Parlement de Paris, à cause de la qualité de pair dudit évêque. — « Par le Conseil, Barthélemy » (*Arch. Haute-Marne*, G. 44, orig.)

(2) *Arch. Haute-Marne*, G. 97.

(3) *Id.*, G. 45, f^o 3.

(4) Voir plus haut p. 268.

(5) Voir aux *Arch. de la Haute-Marne*, G. 700. — Citons ce passage de la lettre du 13 octobre 1554 : « ... Avons déclaré et déclarons par ces présentes que notre vouloir et intencion n'a été et n'est, par l'érection des juges présidiaux des bailliages et sénéchaussées de notre royaume et lieutenants criminels desusdit, aucune chose

aurait ordonné que « ledit évesque jouirait du contenu de lad. déclaration ainsi qu'il avoit accoustumé de joir par devant l'érection des sièges présidiaux... »

Cette démarche même montre qu'il se sentait menacé. Que la crainte fut fondée, la suite le fit voir.

*
* *

Un événement ne tarda pas à se produire qui fit apparaître l'antagonisme des deux juridictions, et donna l'occasion au cardinal de Givry de manifester solennellement son sentiment.

Cet événement qui eut un grand retentissement au diocèse de Langres fut la rédaction nouvelle des *Coutumes de Sens*, ordonnée par le Roi (1).

Le bailliage de Sens était, en effet, régi par le droit coutumier.

Au moment où il prenait plus d'importance par l'adjonction d'un présidial, on s'explique que ceux qui étaient à sa tête, sans parler des représentants du pouvoir royal à Paris, aient eu le désir de reviser ces coutumes et de les fixer en un texte amélioré. Le besoin s'en faisait du reste sentir. Car le procès-verbal de la première rédaction faite en 1495 avait été perdu, et le texte même des Coutumes dans les diverses éditions (2) qui en avaient été données depuis —

innover du ressort et juridiction des juges de notredit cousin ni de ceux desdicts vassaux et sujets du duché et pairie, soit en première instance par ressort en matière civile, criminelle ou autre, ains voulons et nous plaist que les appellations interjetées dudit bailli de Langres ou de ses lieutenants esdicts lieux de Langres, Montsaujon, Mussy et autres juridictions estant sous la pairie de nostre dict cousin, ressortissent par devant nous et nostre dicte cour de Parlement sans moien, et celles des juges et officiers des vassaux et sous-vassaux de nostre dict cousin par devant lesdicts baillis de Langres, Montsaujon, et Mussy et aultres juges de notre dict cousin en premier moien et en tous cas, et par dernier ressort en nostre dicte Cour de Parlement, sans qu'il soit loisible auxdicts magistrat et lieutenant criminel entreprendre sur lesdites juridictions par appel ou autrement... »

(1) Il en donna l'ordre par lettres patentes datées de Saint-Germain-en-Laye, 17 août 1555.

(2) Sur ces éditions dont la première est de 1510, et notamment sur celles de 1520 (imprimée à Paris par Pierre Vidoue pour le libraire Galliot du Pré), de 1535 (imprimée par Antoine de la Barre à Paris (*Bibl. nat.*, fr. rés. 1654), et de 1552 (éditée par Jean Penon, imprimée à Paris par René Avril pour le libraire G. du Pré), voir : F. CHANDENIER, dans le *Bull. de la Société des sciences hist. et nat. de l'Yonne*, t. 30 (année 1916) : *Le second imprimeur sénéonais : Gilles Richeboys*.

peu cohérentes d'ailleurs — n'avait été imprimé qu'à un petit nombre d'exemplaires.

Henri II prenait donc une sage mesure. Elle correspondait aussi au goût du jour, qui était tout en faveur des études et des recherches juridiques.

Indirectement, elle était de nature à renforcer l'autorité du présidial, en mettant aux mains des juges et des justiciables un instrument légal moins imparfait, et par là même aussi à précipiter le déclin de la justice ducale de Langres. L'insertion même, dans l'œuvre projetée, des Coutumes particulières de Langres et du comté de Montsaugéon était à elle seule un indice de la main-mise des juges royaux de Sens sur le « pais et quartier de Langres. »

Aussi le cardinal de Givry et les seigneurs qui prenaient son mot d'ordre dans le duché-pairie reçurent-ils sans enthousiasme l'avis de se rendre à Sens, ou d'y envoyer leurs représentants, pour concourir à la rédaction nouvelle des Coutumes et l'accréditer de leur témoignage et de leur acceptation.

On y avait convoqué tous les seigneurs tant ecclésiastiques que laïcs ayant droit de justice, des trois ordres d'Église, de Noblesse et de Tiers État (1) du bailliage et anciens ressorts de Sens.

Les réunions se tinrent au couvent des Dominicains, du 3 au 15 novembre 1555, sous la direction du président de Thou et de deux conseillers au Parlement. La nouvelle rédaction qui en sortit fut

(1) Voir au « livre des Coustumes... » le Procès-verbal, pp. 12-62 ; puis dans PELÉE DE CHENOUTEAU : « *Conférence de la Coutume de Sens avec le droit romain, les ordonnances du royaume et les autres coutumes.* », Sens, 1787, et une pièce des collections Théodore Tarbé, intitulée : « Liste des officiers et marchands qui ont comparu en 1555 au procès-verbal de la Coutume de Sens », l'énumération de ceux qui comparurent à la séance d'ouverture, soit en personne soit par procureurs.

Notons : l'arch. de Sens, card. Louis de Bourbon-Vendôme, représenté par Jean Ferrand, grand-archidiacre de Sens, Guill. Poissenet, son official et vic. gén., archidiacre d'Étampes, P. Baltasar, son scelleur, etc. ; les délégués du chapitre de Sens ; les représentants du cardinal de Givry, du chapitre de Langres, du card. de Tournon et de son abbaye de Ferrière-en-Gâtinais, du card. de Châtillon, abbé de Vauluisant, Saint-Jean-les-Sens et Quincy en Tonnerrois, et de ses abbayes ; du card. du Bellay, abbé de Pontigny et des Escharlis ; du card. de Lenoncourt, prieur de Sainte-Margerie ; du card. de Guise, abbé de Saint-Germain d'Auxerre ; de fr. François de Lorraine, chev. de l'ordre de Saint Jean de Jér., grand prieur de France, et de Jacques Spifame, év. de Nevers (plus tard protestant comme Odet de Châtillon), grand-prévôt

imprimée (1) l'année suivante par le grand imprimeur sénonais Gilles Richeboys (2), sous ce titre : *Coustumes* (3) *du bailliage de*

de Chablis, représenté par J. Penon ; d'Ant. de Caracciolo, év. de Troyes, du chap. de Troyes, de celui de Saint-Martin de Tours, etc.

Pour les représentants du clergé et de la noblesse du diocèse de Langres, voir ci-dessus.

Pour le Tiers-État, c'étaient : Ch. de Fleurigny, bailli et capitaine en la ville de Sens..., Jean Richer, lieutenant général, Robert Hemard, lieutenant criminel..., Jacques Philpeaux, lieutenant particulier, Léger de Montsauljon et autres, magistrats au présidial de Sens.

(1) Cette œuvre de Richebois est l'un des plus beaux spécimens de l'imprimerie au XVI^e siècle. Fr. Girault, le premier imprimeur de Sens, qui s'installa en 1551 sous la protection de l'évêque Louis de Bourbon, paraît y avoir collaboré aussi. D'après A-F. DIDOT et H. MONCEAUX, son ami, le grand artiste sénonais Jean Cousin, a concouru à illustrer ce beau livre par diverses lettres ornées, et la lettre M qu'on y voit parfois serait seulement la signature du graveur. J. C. serait aussi l'auteur des dessins de la reliure de certains exemplaires (*Bibliothèque de Sens*. ms. 239. Cf. 238, copie orig).

Le livre des Coutumes présente en tête une dédicace en prose de J. Penon, avocat et procureur (plus tard protestant), au président de Thou et aux conseillers de Harlay et Faye (qui avaient fait procéder à Sens à cette rédaction des Coutumes), puis diverses pièces en vers latins. L'une est adressée à J. Penon (correcteur des épreuves du livre) par J. de Lescheneau, procureur :

Sudasti patriæ, famam sudore parasti

Perpetuam : non hic sudor inanis erit.

Sic sudasse juvat, Penoni, quando laborem

Insequitur merces non peritura suum.

Il y en a une autre du même aux habitants de Sens ; une encore de l'avocat tonnerrois Oger le Vuýt, sur la refonte faite par les soins de Jean Richer, lieutenant général de Sens, des lois des Sénonais ; une de Thorigny, sénonais, au même Richer, son oncle (en vers hendécasyllabiques) ; enfin une de Cl. Roillet, professeur de belles-lettres à Sens. Signalons aussi une pièce en vers français de Michel Boucher de Boiscommun, imprimée à la fin du long procès-verbal qui suit le texte des Coutumes. (Sur ces beaux esprits sénonais, cf. CHANDENIER, *loc. cit.*, p. 233 ss.)

(2) Gilles Richebois s'était perfectionné à Lyon aux ateliers de Jean de Tournes (imprimeur à Lyon de 1542 à 1550). Il réédita tous les livres de liturgie du diocèse, notamment un superbe Évangélaire, et nous avons vu qu'il travailla pour le cardinal de Givry en 1560. Il se tourna vers le Calvinisme et fut massacré en 1562 à Sens. Sa devise : *Virtus prostrata temporis injuria*.

(3) Après les pièces liminaires indiquées ci-dessus, l'ouvrage contient d'abord les « tîltres et rubriques du coutumier », puis

a) les « Coustumes du bailliage de Sens et anciens ressorts d'iceluy »,

b) les « Coustumes locales et privilèges de la ville de Sens »,

Sens et anciens ressorts d'iceluy, rédigées et arrêtées au mois de novembre l'an mil cinq cents cinquante cinq, par ordonnance du Roy.

On sait que le bailliage de Sens, démembré à la suite des temps, s'étendait encore au ^{xv}^e siècle sur tout l'ancien Sénonais, la plus grande partie du Gâtinais, une partie de la Puisaye, la baronnie de Seignelay et sur toutes les paroisses du Tonnerrois, du Langrois avec le comté de Montsaugéon, sur Mussy-l'Évêque et tous les villages et terres qui en dépendaient, le Barrois et une partie du Bassigny, la baronnie de Baye, Compertrix près Châlons-sur-Marne, la vallée de la Coole, etc. (1).

Le cardinal de Givry finalement s'était fait représenter à ces importantes assises, ainsi que plusieurs chapitres, abbayes, prieurés et cures — en nombre plutôt restreint — du diocèse de Langres. Mais c'était afin surtout d'y faire entendre que ses duché, comté, baronnies et seigneuries ne ressortissaient point au bailliage de Sens.

Pour son diocèse les établissements ou seigneurs ecclésiastiques représentés ou présents, étaient : Guillaume Raguyer, abbé de Saint-Michel de Tonnerre, Jean d'Ancienville, abbé de Molosmes, Jean Benedict, abbé du Val-des-Écoliers ; les abbés d'Auberive, Bèze, Pothières ; l'abbé de Molesme, Antoine de Vienne ; Étienne de Nicey, abbé d'Écurey en Barrois ; l'abbesse de Rougemont, l'hôpital de Tonnerre ; les chapitres ou prieurés de Chablis, Mussy-l'Évêque, Grancey (Saint-Jean l'Évangéliste), Bar-sur-Seine, Saint-Geosmes, Jully, Tilchâtel (Saint-Florent), Aubigny, Varennes ; les commandeurs de la Romagne (frère Guy le Bœuf) et de Beauchemin (frère Baptiste du Châtelet) ; les curés de Flagey (Prudent Martin) et de Lannes (Jean Guillot, docteur ès droits).

Il serait curieux de savoir quel motif avait décidé ces membres de l'État d'Église à venir à Sens en personne ou par procureurs :

c) les « Coustumes locales et particulières de Lengres et comté de Mont-Sauljon, pais et quartier dudit Lengres » (pp. 91-95), enfin

d) le Procès-verbal, avec la réimpression du « Cahier des articles prétendus estre l'ancienne coustume du Bailliage de Sens », imprimés par Galliot du Pré (en 1552).

Plus tard la Coutume des bailliaiges de Sens et Langres fut de nouveau rédigée et imprimée en 1731, Paris, chez Osmont.

(1) Cf. M. ROY : Introduction du *Ban et arrière-ban du bailliage de Sens au ^{xvi}^e siècle*. Cf. Bibl. de Sens, ms. 235.

était-ce malgré les ordres du cardinal de Givry ? ou n'était-ce pas plutôt pour appuyer ses réclamations ? La présence et l'absence de certains noms de personnages et d'abbayes prêtent à l'une et à l'autre interprétation, non moins que le petit nombre relatif des seigneuries ecclésiastiques représentées. Notons la présence d'Antoine de Vienne et de Claude de Bauffremont, parents de Givry (1).

Parmi les ecclésiastiques du Tiers-État présents ou représentés, mentionnons : maître Jean Girault, chanoine de Langres, curé de Saint-Pierre de Langres et Brevoines, m^e Étienne de Mandreville, curé et prieur de Saint-Martin de Langres, m^e Claude Boyard, curé et prieur de Saint-Amâtre, m^e Jean de la Grange, prieur-curé de Villeneuve-l'Archevêque, m^e Jean Cordier, curé, et les « manans et habitans de la ville de Mont-Sauljon » (Montsaugéon), Denis Sarrazin, curé et les manants de la ville de Bèze, les curés de Gyé-sur-Seine, de Chablis, de Ligny-le-Châtel, d'Ancy-le-Franc, m^e Philibert Bouvot, curé de Ravières (2).

(1) Tout le monde ne devait pas être pour l'évêque-duc de Langres, même parmi les abbés et les nobles : ainsi l'abbesse de Prâlon, qui fut en démêlés avec Givry, lequel lui contestait des droits de justice. *Arch. Côte-d'Or*, G. 414).

(2) Signalons encore : maître Jacques Jazu, curé de Cruzy, les curés de Rougemont, Ancy-le-Serveux, Lézennes, Saint-Vinnemer, Molesme, Sennevoy, la Chapelle-lez-Sennevoy, Laignes, Pothières, Molosme, Dyé, Villiers-Vineux, Vergigny, les habitants de Saint-Geosmes, maître Claude de Bauffremont présent, maître Nicole le Page, curé de Bourg et de Longeau ; le curé de Villegusien ; Nicole Reignier, curé de Dommarien ; le curé de Cusey ; maître Pierre Frérot, curé de Sacquenay ; le prieur de Tilchâtel ; maître Jean Grosvallet, curé de Savigny ; les curés de Chazeuil, Occey, Isômes, Aubigny, Vaux, Couzon et Prauthoy, par Le Fèvre leur procureur ; m^e Antoine de Houssoy, curé de Saint-Broingt-le-Bois ; les curés de Courcelles-les-Fosses, Relampont, Vezaines, Humes, Lusey, Vervieilles, et la Ville-au-Bois (Merlin), Gevrolles, « la Chaulme » (m^e Jean Michau), Gurgy-le-Châtel (m^e René de Piffre), Gurgy-la-Ville, Faverolles, Lecey, Colmiers-le-Bas et Colmiers-le-Haut, Busserolles et Chambain, « Villiers-Monnoyé » (maître Michel Clément), m^e Hilaire, prieur-curé de Grancey-le-Châtel, les curés de Cussey-les-Forges (maître Nicolé Matherat), Mouilleron, Chalancey, Vaillant, Vivey (m^e Nicole Symonnot) « et Chamierces son secours », Arbot (m^e Jean Huot dit Regnaudot), Ormancey (m^e Nicole Regnier), Saint-Loup, Voisines (m^e Jean Guillemain, chanoine de Langres), Hortes, Varennes (m^e Simon de Saint-Belin, chantre et chanoine de Langres), Neuilly-l'Évêque (m^e Anselme Balaivoine), Celles, Brennes, Baissey (m^e André Boisselier en personne), Aujeurmes, Perrogney (m^e Cl. Constant, vicaire, présent), Noidant (m^e Guill. Gaignot), Charmes (m^e Jean Petit), Bannes (m^e Ét. Gironnet, chanoine de Langres), Rosoy, « Courcenay », Châtenay-Vaudin (m^e Philippe Genevois), Grenant (de Saint-Belin), Heuilley-

Parmi les seigneurs laïcs citons : le duc de Lorraine et de Bar, le duc de Nivernais, gouverneur de Champagne ; la duchesse douairière de Guise pour ses terres de Marac ; le duc de Montmorency ; le maréchal d'Albon ; le chevalier Jacques du Bellay et Louise de Clermont, « eulx disant respectivement comte et comtesse de Tonnerre » ; messire Antoine, comte de Clermont, pour ses terres d'Ancy-le-Franc ; François de Coligny, seigneur d'Andelot ; Guy de Crequi, seigneur de Ricey ; Henri de Mâlain, baron de Lux, seigneur de Seignelay ; Antoine de Choiseul, seigneur de Lanques et Frettes ; Africain de Mailly, seigneur de Rigny-sur-Saône ; Jean d'Amoncourt, seigneur de Piépape ; François de Beaulieu, seigneur de Chazeuil ; Jean de Bessey, baron de Thil-Chatel ; Hélène de Tournon, veuve de Jean de la Baulme, comtesse de Montrevel, dame de Ligny-le-Châtel ; Christian de Livron, seigneur d'Occey ; Jean d'Esquilly et Jacques d'Orges, seigneurs de Chalancey, Orges, Châtenay-Vaudin ; Jean de Martigny et Helion de Sautour, seigneurs de Montigny et Lavilleneuve-sur-Vingeanne ; François de Livron, seigneur de Torceanay ; Philippe de Trestondan, seigneur de Percey-le-Petit et Genevrières ; Jean de Chauvirey, seigneur de Savigny et Grattedos ; Lois de Pontailler, seigneur de Talmay ; Philippe de Choiseul, seigneur d'Aigremont ; Jean d'Anglure, seigneur de Coublanc, Saulles Grandchamp et Grenant ; Jean de Rochefort, représenté par maître Jean Roussat (1).

le-Grand (m^e Louis le Page), Saint-Vallier (m^e Jean Thiebele) et Orbigny, Chalandrey (m^e Benoît Foucheret, chanoine de Langres), Corgirnon, Fouvent-le-Châtel, Gilley, Genevrières, Corlée (m^e Cl. Huguenot), Roche (m^e Louis du Monchet), Percey-le-Petit, Saint-Maurice-sur-Vingeanne (m^e Jacques Menuot), Broncourt (m^e Cl. Pingénier), « Comblans » (Coublanc).

(1) Signalons encore : m^e Léger de Montsaugéon, conseiller magistrat au bailliage et présidial de Sens ; m^e Prudent Chabut, écuyer, élu pour le Roi et prévôt de Langres, seigneur de Percey-le-Pautel, Rivières-les-Fosses et Rivières-le-Bois, en personne ; Guill. Hélon et Hercule de Châtenay, s^{rs} de Lanty ; Théode de Senailly, s^r de Gurgy-la-Ville ; les seigneurs de Cœurion, de Rouvre-sur-Aube, de Verzeilles ; Ch. de Romain, s^r de Jorquenay ; Ant. Bouvot, lieutenant au bailliage de Langres, s^r de Rosoy ; Guill. de Grand-Mont, s^r en partie de Saulles et Grenant... Claude Plusbel, *id.* ; les seigneurs de Pressigny, de Pouilly et Mornay-sur-Vingeanne, de Fouvent-le-Châtel, Roches et Gilley ; de Saint-Maurice-sur-Vingeanne et Vonceourt ; Henri de Sacquenay, écuyer, maire héréd. de Saint-Broingt ; Gilles de Reffai, s^r en partie de Grancey et Menesbles ; Joach. de Châtenay, s^r de Rosoy ; Didier Parisot, s^r de Santenoges.

Mentionnons aussi les représentants des seigneurs ecclésiastiques et laïques du pays et quartier de Langres. C'étaient pour le cardinal de Givry : maître Jean Lausserrois, licencié ès droits, bailli de Bar-sur-Seine, son procureur spécialement fondé ; pour le chapitre de Langres : vénérable et discrète personne maître Jean Tabourot, licencié ès droits, chanoine, assisté de maître Guillaume Thierry, licencié ès droits, juge des Chambre et Obédiences de l'Église de Langres, Jean Baltasar, bailli, et Louis Boucquot, procureur du chapitre de Sens ; puis maîtres Pierre Humbelot, Séjournant, Rouget, Garlin, ces derniers représentant aussi les gens du Tiers-État, ainsi que Le Créé, Mongin, Le Febvre et l'Eschenau.

Voici en quels termes le procès-verbal relate les « remontrances » du cardinal faites dès le 4 novembre après la lecture des « Coutumes » :

« Pour le Révérendissime cardinal de Givry évesque, Duc de Lengres, Pair de France. A esté remonstré par ledict maistre Jean Lausserrois son procureur, adassisté desdictz Baltazar et Humbelot, que ledict seigneur à cause de sa dignité Épiscopale, est duc de Lengres, comte de Mont-sauljon, baron de Gurgy-le-Châtel et Luzzy, seigneur de Mussy-l'Évesque, Prully, Marrigny, la Chassaigne, appartenances et dependences, et pair de France, que lesdicts Duché, Comté, Baronnies et Seigneuries ne sont aucunement du Bailliage de Sens, ains ressortissent les appellations interjectées de ses officiers en la Cour de Parlement à Paris à cause du privilège de pairie, laquelle Court est seulle supérieure desdicts officiers, tant pour les causes de l'Édict et Création des juges présidiaux qu'autres : Que la comparution qu'il faict à présent n'est comme subject des officiers dudict bailliage, ains seulement pour obéir aux assignations à luy données par devant nous, par vertu des lettres patentes, et pour empescher qu'aucune chose soit faicte contre et au préjudice de ses droicts, prérogatives et prééminences ; à ces causes a ledict Lausserrois oudict nom protesté, que telle comparution et tout ce qui sera faict en la présente convocation et assemblée, ne puisse en rien préjudicier audict Révérendissime Cardinal, ne que par icele lesdicts officiers, Juges et Magistrats présidiaux puissent à l'encontre de luy, ses officiers et subjects prétendre aucun droict de ressort ou supériorité... »

Le procureur du Roi, Penon, combattit cette revendication de l'évêque-duc de Langres (1), et conclut à ce qu'elle fût rejetée,

(1) Penon, « homme de contradiction, malin et factieux », dira Taveau.

A signaler la requête qu'il fit insérer à la suite du procès-verbal (p. 168). Il rappelle que « pour les gens du Tiers Estat et partie des nobles illec presents », il a dit qu'il y avait à Sens et aux environs plusieurs abbayes et autres bénéfices grandement fondés et dotés jusques à soixante mille livres de rentes et plus, qui estoient chargés faire aulmosnes tant par les fondations que par dispositions de droit. Toutefois les titulaires et possesseurs n'en faisoient aucune et ne résidoient sur les lieux. Estoit

pour deux raisons : l'une, c'est que Lausserrois n'avait point, dit-il, de pouvoir spécial ou procuration pour avancer ce qu'il avait soutenu. L'autre, c'est que, à son sens « les dicts Duché de Langres, Comté et Seigneuries sont notoirement et de toute antiquité du bailliage de Sens, non seulement dès et depuis deux cens et trois cens ans en ça, ains plus de mil ans, comme apperra par les anciens registres dudict Bailliage, tiltres et chartes, estans en la Chambre des Comptes à Paris ».

Les appellations interjetées des juges et officiers du duché de Langres, comté et seigneuries en question, avaient toujours ressorti par devant le bailli de Sens ou ses lieutenants, tant au civil qu'au criminel, hormis toutefois « des causes concernans les droicts de Pairie dudict Duché, dont par privilège spécial et de la Pairie la cognoissance appartient à la dicte Court (à Paris) en première instance : et a le Prévost dudict Sens toujours eu un lieutenant audict lieu de Lengres. »

Penon argua encore d'un édit royal fait avec les habitants de Sens et ses officiers audit lieu, par lequel il ordonnait irrévocablement le rattachement au bailliage de Sens, « du duché de Langres, Comté de Mont-Sauljon etc. »

C'était net et c'était donc le conflit avoué. En vain le cardinal faisait-il état des lettres pourtant fort claires, semble-t-il, que nous avons indiquées plus haut, et sur lesquelles était intervenu un arrêt de la Cour de Paris. Le procureur du Roi répliqua « que par lesdictes lettres et arest n'est faicte aucune mention ne préjudice ausdicts ressort, contract et droicts dudict Bailliage, ains a esté seullement dict et ordonné, que le dict Cardinal Évêque de Lengres useroit

advenue puis peu de temps grande cherté au pais, et espèce de famine, pendant laquelle chacun desdicts manants et habitants s'efforça et meit en devoir faire aulmones et charités. Et pour ce que les dessus-dicts bénéfices estoient refusans d'en faire de leur part, les officiers du roy les y voulurent contraindre, mais ils ne voulurent obéir. A ceste cause a requis ledict Penon avec lesdicts nobles qu'il fust dict par Coustumes que la quarte partie du revenu desdicts bénéfices sera baillée et distribuée aux pauvres et indigens. »

Quelques années après, Penon, passé à la Réforme, se montra adversaire acharné des catholiques. Il avait fait imprimer en 1558 par G. Richebois et dédia à l'évêque J. Spifame, chanoine de Sens et châtelain de Passy, une pièce de vers de Joachim du Bellay sur la fontaine de Véron (Cf. *Annuaire de l'Yonne*, 1866).

de sa Justice tout ainsi qu'il faisoit auparavant l'érection des sièges présidiaulx et non autrement (1).»

Ainsi les agents du Roi ne craignaient point de tourner et outrepasser ses intentions.

Notons que le Chapitre de Langres fit entendre une protestation parallèle à celle de l'Évêque. Ses procureurs Tabourot et Thierry déclarèrent que « la comparition qu'ils faisaient... pour la rédaction des Coustumes du dict Bailliage de Sens, estoit soubz protestation de non préjudicier aux droicts seigneuriaux et dominicaux qu'ils ont en leurs terres et seigneuries sur leurs homes et subjects, n'a la liberté de leur Église. »

Quant aux procureurs de la ville de Langres, savoir Thierry et Chabut, assistés de maître Séjournant, ils protestèrent de même que leur comparution ne devait point « préjudicier à l'opposition par eulx formée par devant maître Antoine Fumée, conseiller du Roi en ladicte Court... député à l'exécution de l'Édit pour l'Établissement du siège présidial de Sens », opposition reçue au Conseil privé, où le procès était pendant.

On constate par là que les Langrois avaient vu avec déplaisir grandir l'importance de Sens par l'établissement du présidial de cette ville.

La protestation du cardinal de Givry aux assises de Sens avait été précédée de divers tiraillements. On en a l'impression encore en voyant que durant les discussions qui accompagnèrent la proposition avant ratification des nouveaux articles des Coutumes, les procureurs de Langres intervinrent à plusieurs reprises pour revendiquer nettement le bénéfice de leurs usages locaux, et provoquer ainsi le renvoi à la Cour de Paris, au lundi de Quasimodo, des articles contestés par eux, afin qu'elle en décidât.

Ainsi à propos du 5^e article concernant les héritages acquis par les gens d'Église et autres de main-morte, au profit de leurs bénéfices, en terre d'un seigneur haut justicier, les représentants du Chapitre et de la Ville de Langres protestèrent contre la rédaction, d'après laquelle le seigneur pouvait au bout d'un an et un jour les obliger à

(1) Cf. *Coustumes du bailliage de Sens*, etc. Procès-verbal, pp. 62-66.

s'en dessaisir « à peine de les appliquer à son domaine (1). » Ils déclarèrent qu'ils ne payaient pour ces acquisitions aucuns profits ou indemnités aux seigneurs. Mais le procureur de l'Évêque leur déniaut ce privilège, on les invita tous à rédiger par écrit leurs coutumes locales.

Ils le firent, et les « Coutumes particulières de Lengres et comté de Montsaüljon », figurent à la suite des Coutumes de Sens (2).

Ainsi encore à propos des articles 20 et 21, relatifs aux amendes à payer au seigneur qui a justice foncière « par faute de cens non payés aux jour et lieu accoutumé », comme pour n'avoir pas acquitté dans les quinze jours les vingt deniers tournois représentant les droits de lods et de vente (3). Mêmes protestations à propos de l'article 28, relatif au droit de tester accordé aux « bastards, soient issus de gens d'Église ou laiz » (4), à propos encore de l'article 79 (relatif au rendement des comptes des exécuteurs testamentaires à faire par eux « l'an et jour du décès passé », et ce y étant contraints au besoin « par le Diocésain, Officier du Roy ou autres haults justiciers, et par celui d'eulx qui prévient ») (5). Les articles 87 (relatif aux biens des personnes qui entrent en religion) (6), 96 (relatif à la « repré-

(1) « Mais si le dict seigneur ne fait lesdicts commandements dedans l'an et jour de sa cognoissance, il ne pourra demander que son indemnité. » Procès-verbal, pp. 98-99.

(2) *Ibid.* pp. 91-93. Voir aux *Appendices*.

(3) Page 103 du Procès-verbal, cf. pp. 6-7 des Coutumes. — Thierry contesta que les Langrois fussent tenus à ces amendes et à ces droits. Lausserrois pour l'Évêque et Tabourot pour le Chapitre leur dénièrent ce privilège.

(4) P. 107, cf. p. 9 : « Lausserrois pour ledict Évesque de Langres a dict par la Coustume locale... du dict lieu, il ne loist à aucun bastard tester ne disposer par testament de ses biens, qui appartiennent audict Évesque. »

(5) P. 118, cf. p. 23 : Les Nobles et le Tiers-État, « le Procureur du Roy joint avec eux », voulaient faire rayer les mots : *par le diocésain et qui premier prévient...* Mais on les maintint, sur la remontrance de Tabourot que le chapitre de Langres était « en possession d'ouïr les comptes de l'exécution de testament des Chanoines, Chappellains, Vicaires, habitués, domestiques et Officiers dudict Chapitre, et en avoient tître. »

(6) P. 122. Cf. p. 26. Ces biens sont dits appartenir au monastère, seulement si le religieux (âgé de 20 ans, ou de 18 ans pour les filles) avant la profession, en a disposé ainsi, mais celui-ci peut en disposer en faveur de ses parents, dans les limites de ses pouvoirs testamentaires. — Mais « Humbelot pour les Chanoines réguliers de saint Josmes, a dict qu'ils ne doivent estre compris audict article, parce qu'ils sont chanoines réguliers, qui ont de toute ancienneté accoutumé succéder à leurs

sentation » en matière de succession) (1), 133 (relatif aux effets des contrats passés « sous le scel de la Court ecclésiastique) (2), et 136 (relatif au droit de se faire « avouer » et faire bourgeois de la bourgeoisie de Sens, droit accordé à toute personne franche des Prévôtés ou ressorts de Sens, et de Villeneuve-le-Roy) (3), soulevèrent aussi des objections.

Après la lecture des Coutumes générales du bailliage, on lut les Coutumes particulières du « pais et quartier de Langres » et du Montsaugonnais (5 articles) (4). Ils donnèrent lieu également à de vives

parents, comme aussi on succède ausdicts Chanoines. » Le procureur du Roi le leur dénia, car ils sont religieux de saint Augustin, et sont « tenus faire les vœux accoustumés en religion », et pour ce il empêcha « qu'ils soient déclarés capables à succéder. »

(1) P. 124-125, cf. p. 129 : d'après cet article le défunt est « représenté », en ligne directe indéfiniment, et en ligne collatérale jusques aux enfants des frères et sœurs inclusivement. — Thierry, Humbelot et autres observèrent que au pays et quartier de Langres la représentation avait lieu en ligne directe seulement ; mais qu'au comté de Montsaugéon elle avait lieu aussi en ligne collatérale, et même indéfiniment. — On décida de respecter les droicts acquis, et pour l'avenir de soumettre ces pays à la Coutume générale du bailliage.

(2) P. 134, cf. p. 40 : On maintint cet article : « Obligation ou autre contract passé sous le scel de la Court ecclésiastique, ne porte hypothèque », malgré les protestations des cardinaux de Bourbon et de Givry, et des chapitres de Sens et de Langres.

(3) P. 135-137, cf. p. 42. Les représentants du cardinal de Bourbon, du cardinal de Givry et du chapitre de Langres, avec beaucoup d'autres, demandèrent à ce que cet article fût rayé comme inique et déraisonnable.

Relatons encore au sujet de l'article 146 relatif à la vaine pâture la protestation de Humbelot au nom des habitants de Gurgy, etc... au sujet de l'art. 214 qui accorde à toute femme noble ou roturière le droit de renoncer à la communauté en jugement, dedans 40 jours après le décès de son mari, et donc échapper à l'obligation de payer les dettes « crées par ledict défunt », l'acquiescement de Thierry pour les habitants de Langres ; mais protestation de Lausserrois qui déclare ignorer cette coutume à Langres... ; au sujet de l'art. 225 relatif aux droits de cens des seigneurs qui peuvent « faire brandonner les héritages ruraux et les fruiets estans en iceulx », Humbelot pour les habitants de Mussy-l'Évêque, et d'autres encore dirent que plusieurs héritages du bailliage n'étaient chargés d'aucun droit de cens : ce que nia le procureur du Roi « pour le regard des héritages assis en la Justice et censive du Roy. »

(4) Nous reproduisons en appendice les articles de la Coutume particulière de Langres et du Montsaugonnais... Le comte de Tonnerre, Jacques du Bellay, et le Chapitre de Saint-Pierre de Tonnerre combattus par Louise de Clermont, comtesse de Tonnerre, ne purent faire accepter les articles rédigés par Oger le Vuyt et contenant, à ce qu'ils affirmaient, les Coutumes locales du comté.

Sur le ressort coutumier appelé le *Montsaugonnais*, voir dans E. JOLIBOIS, *La Haute-Marne ancienne et moderne*, p. 378, la notice sur *Montsaugéon*, et E. SERRIGNY,

discussions et contestations, de même que deux articles qu'y voulait faire ajouter le cardinal de Givry (1).

* * *

Tout cela révélait un état de lutte, ou tout au moins s'ajoutait aux circonstances qui le préparaient.

C'est qu'à Sens on faisait tout pour accroître l'action du présidial.

Dès le mois de mars 1555/1556, le maire et les échevins, soucieux d'opposer les droits de leur ville à ceux qu'avaient revendiqués l'évêque de Langres pour son duché-pairie, avaient adressé au Parlement de Paris une requête dont nous parlerons plus loin.

Ils se croyaient en quelque sorte obligés de rendre plus effective une juridiction qui venait de recevoir un surcroît d'honneur et d'extension. N'était-ce pas à la fois bien servir les intérêts de leur ville et ceux du souverain ? Sous l'influence de cet état d'esprit, les officiers du bailli et ceux du lieutenant criminel témoignaient de quelque tendance à empiéter sur les justices seigneuriales. Par une réaction assez naturelle, ceux qui avaient la charge de ces dernières pouvaient se croire autorisés à aller jusqu'au bout de leurs droits, sinon à les

Montsaugéon, Dijon, 1907, in-8°. D'après le dénombrement de Gui Bernard en 1464 (*Arch. nat.*, P. 174³, n° 330, orig.), le ressort du bailliage seigneurial et de la prévôté de Montsaugéon s'étendait, pour la justice haute, moyenne et basse, sur Isômes, Couzon, Rivières-les-Fosses, Vaux, Prauthoy, Aubigny, Châtoillenot, Esnoms, Courcelles, Saint-Broingt-les-Fosses, Saint-Michel, Dommarien, Choilley, Darde-nay et Sacquenay ; et pour la haute justice, sur Cusey, Percey-le-Petit, Montormen-tier, Piépape, Occey, et en partie Percey-le-Grand. Le bailli tenait ses assises sous la halle. Il avait sous sa juridiction toute la prévôté et encore Grancey-le-Château, Chalancey, Til-Châtel, Fontaine-Française, Arcelot et Fouvent, comme dépendant de la châtellenie ou du Montsaugéonnais. (JOLIBOIS, *loc. cit.*).

Sur la coutume de Langres et Montsaugéon, voir J. DELESTRE, *Commentaires sur les Coutumes de Sens et de Langres*, Paris, 1731, in-4°.

(1) Lausserrois et Tabourot contestèrent notamment le 4°, d'après lequel « ou pais de Lengres ne sont deubs cens, lots, ventes n'amendes au Seigneur de la Jus-tice foncière » (sauf dans ses terres domaniales), et le 5°, soutenu par les trois États, fut attaqué par Lausserrois et même le procureur du roi (en vue du droit de régale et annexes) : savoir, disaient-ils, « il est deu quint et requint pour la vendition des fiefs situés ès dicts lieux et pais. »

dépasser. L'idée de viser plus loin que le but pour mieux l'atteindre est de tous les temps.

A partir de la création du présidial de Sens une certaine effervescence régnait donc dans tout le monde judiciaire, comme on dirait aujourd'hui, tant celui qui relevait du bailliage présidial de Sens, que celui du duché-pairie de Langres. Qu'on se figure aussi l'émotion de la foule des officiers subalternes et fermiers que leurs fonctions et leurs intérêts attachaient à l'une ou l'autre des deux juridictions, comme à l'institution d'où ils tiraient leur rang social et leur gagne-pain ! On commençait à parler d'une réduction possible des droits de justice de l'évêque-duc. Ne serait-ce pas diminuer, non seulement son influence, mais ses revenus ? N'allait-on pas, en l'atteignant, supprimer des offices et toucher aussi dans leurs intérêts et dans leur prestige les gens de l'évêque au pays de Langres ?

Déjà, des deux côtés, des incidents avaient surgi, dus à des excès de zèle, ou à une susceptibilité mise en éveil. Une nouvelle situation se dessinait par suite de l'établissement du présidial.

Le cardinal désireux de la faire préciser par le Parlement et de maintenir ses droits traditionnels, conformément aux promesses à lui faites naguère, crut en trouver l'occasion en faisant appel à Paris de certains actes dont tout récemment les officiers royaux de Sens avaient assumé la responsabilité.

Cet appel nous est connu par un arrêt (1) du Parlement en date du 21 mai 1556 qui contient aussi une requête — indiquée déjà — des maire et échevins de Sens, requête qui tendait par contre au maintien, sinon à l'extension, des privilèges judiciaires de leur cité. L'appel et la requête méritent tous deux notre attention.

Le cardinal de Givry intimait donc le bailli de Sens, ou son lieutenant-criminel (celui-ci était alors Robert Hemard), de certains abus de juridiction.

(1) Il y en a une copie à la Bibl. du Tribunal civil de Langres. C'est la 4^e pièce en 20 feuillets d'une liasse de six pièces mentionnée déjà plus haut. Elle porte sur l'onglet la mention : *Arrest rendu entre le cardinal de Givry et les juges royaux de Sens.* — XXI may 1556 ; et en marge du 1^{er} juillet : *Arrest qui ordonne que par provision les appellations de la duché et pairie de Langres ressortront par devant le bailli de Sens, et qui interloque sur le droit de prévention.* Cf. *Arch. nat.*, X^{1a} 4964 (plaidoiries-matinées, cf. f^{os} 236-240 : résumé des plaidoiries) (et arrêt, f^o 240 v^o.).

En effet, ainsi que le fit valoir son défenseur, du Mesnil, l'évêque de Langres ayant connaissance entièrement libre sûr ses sujets en matière criminelle, le bailli de Sens ne pouvait rien entreprendre sur eux en première instance, sauf en cas royal privilégié ; de plus il n'avait aucun droit de prévention ; enfin l'appelant ayant deux degrés de juridiction sur ses sujets en matière criminelle, savoir de ses prévôts et de ses baillis, le bailli de Sens n'avait pas le droit d'évoquer leurs appels à son tribunal (1).

Or sur commission du lieutenant-criminel un enquêteur du bailliage de Sens, Pierre Royer, était venu en mars 1555 (n. st.), informer en cause criminelle contre certains sujets du cardinal. De même en décembre de cette même année, au cours d'une affaire, il avait relevé l'appel que l'une des parties avait adressé au bailli de l'évêque. Chose plus grave, il avait été jusqu'à faire informer contre un officier de celui-ci, qui empêchait, dit-il, les sujets du duché-pairie de Langres de « ressortir plaider au siège de Sens ». Or la querelle étant pendante, c'était à la Cour de Paris, et non à lui, d'exercer cette action.

Enfin — troisième grief — le même lieutenant de Sens avait décerné commission en forme d'appel interjetant des prévôts et même des baillis du duché, et ce au préjudice encore de l'autorité du Parlement, auquel seul ressortissent les appellations faites des jugements des baillis du duché-pairie.

C'est pourquoi, concluait l'avocat de Givry, « le dict appelant a prins le dict lieutenant criminel à partie, affin d'avoir régleme[n]t avec lui et faire cesser ses entreprises », et demande qu'en « émondant et corrigeant lesdictes entreprises, il soit dict que deffenses seront faictes au dict lieutenant criminel de Sens entreprendre aucune procédure criminelle, soit par prévention ou aultrement, en quelque sorte que ce soit, en première instance sur les subjects du dit appelant, sinon au cas de roial privilège : en second lieu,

(1) Entre autres raisons, l'avocat de Givry étaye son argumentation sur un arrêt du Parlement en 1319 « au prouffict de l'évesque et duc de Langres, par lequel il est inhibé au bailli de Sens ou son lieutenant juge roial plus prochain de Langres, de rien entreprendre sur la dicte pairie ou subjects d'icelle, et mesmement expressément de n'entreprendre et cognoistre en ressort en cause d'appel des officiers du duc de Langres, » arrêt renouvelé en 1514.

deffances luy seront faictes de entreprendre aucune congnoissance des appellations interjetées par les subjects dudict appellant, de ses prévosts ne de ses baillifs, ains seront déclarées estre ressortissables, c'est assavoir celles de ses dicts baillifs nuement et sans moien en la dite Court, et celles de ses prévosts par devant ses dicts baillifs... et demande despens, dommaiges et intérests. »

L'avocat du lieutenant de Sens, Robert, fit valoir l'intérêt public qui avait nécessité la prévention, les officiers du duché ayant négligé depuis quatre mois de faire l'information dont maître Royer, au cours d'une tournée au pays de Langres, avait dû prendre la charge.

Quant aux appellations que le bailliage de Sens avait attirées à lui, notons qu'il s'agissait pour l'une d'elles d'un certain Picard ou Picardet, accusé d'hérésie — cas royal — à la requête de François Gérard, curé d'Aujeurres.

L'avocat du bailliage observa que le crime d'hérésie n'était pas de la connaissance du bailli ducal, qui avait mis pourtant Picard en arrêt ; il appartenait « privativement au juge royal. » C'est donc au bailli de Sens qu'appartenait la connaissance du principal et aussi de l'appel, puisqu'il est juge « supérieur » du bailli de l'évêque.

Cette supériorité, en d'autres termes le ressort d'appel du pays de Langres au bailliage de Sens, c'était justement ce qui était en question et c'était le point central du débat.

C'est aussi ce qu'envisage la seconde partie de l'arrêt relative à la requête qu'avaient incidemment présentée à la Cour, pour entérinement, le maire et les échevins de Sens(1) le 2 mars 1555/1556. Ils étaient, si l'on peut dire, venus à la rescousse pour appuyer les revendications de leur bailli à l'encontre de celles de l'évêque de Langres.

Non certes par un sentiment d'animosité contre celui-ci : au contraire, ils expriment leur regret d'avoir à entrer « en ceste querelle » avec le cardinal de Givry qui avait été leur bienfaiteur en 1544 ; il les avait en effet, par paiement et par prêts, aidés à verser à François I^{er} la « grande finance » que le Roi demandait « pour subvenir au faict des guerres. »

(1) Liste des maire, échevins et officiers de Sens en 1555, dans le *Bull. de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, 1916.

Mais par amour-propre de clocher. La juridiction « présidiale et royale » de Sens sur la ville, duché, pays de Langres, le comté de Montsaugéon, la baronnie de Gurgy, la seigneurie de Mussy-l'Évêque et autres lieux adjacents était, exposent-ils, tout ce qui restait de l'antique « dot et décoration principale » du siège de Sens, illustre et ancien (1) entre tous, duquel avaient été détachés successivement les bailliages de Troyes, Melun, Montargis, Auxerre, Nemours et Dijon.

Il y avait six cents ans, affirment-ils, que cette juridiction de Sens s'exerçait sur Langres de diverses manières : par « ressort, par les appellations ès matières civiles et criminelles interjetées des juges desdits évêques lesquelles ont esté rellevées et décidées au dict pays au vue et sceu des evesques », par prévention de première instance (2), par le droit de bourgeoisie déjà ancien, et tout récemment encore mentionné dans la rédaction de la Coutume de Sens, enfin par les « cas roiaux » (cette juridiction étant ici « privative de tous autres juges » tant civils que criminels).

Cette « juridiction royale, présidiale et supérieure » s'était exercée de temps immémorial au pays de Langres, à preuve encore l'établissement de nombreux sergents roiaux du bailliage de Sens « pour y résider et exploiter tous relliefs d'appel, commissions des adveux de bourgeois et aultres mandements dudict bailly de Sens... »

Autres marques encore : les vassaux et arrière-vassaux de l'évêque de Langres ont été appelés et ont comparu devant lui au ban et arrière-ban (3), et même l'évêque, « quand le Roy a faict appeller et contribuer les prélats » ; c'est au bailli de Sens que le Roi fait adresser les contraintes du diocèse de Langres ; c'est par lui que s'exécute à Langres « la saisie qui se faict ès évéchés pendant l'ouverture de la régalle » ; dernièrement il avait « créé et institué les

(1) C'était l'un des quatre premiers bailliages, ceux qu'établirent Philippe-Auguste et Saint-Louis sur le domaine de la couronne. Les trois autres étaient ceux de Mâcon, Saint-Pierre-le-Moustiers et Vermandois.

(2) Les échevins de Sens rappellent à ce propos un édit du mois d'avril 1552 « par lequel est dict que tous juges roiaux congnoistront des causes dont ils ont accoustumé congnoistre par prévention. »

(3) Cf. M. Roy, *op. cit.*

notaires apostoliques (1) qui lui ont esté présentés par le dict évesque suivant l'édit du roy». Enfin le Roi, à cause de son domaine dudit Sens a une ferme qui s'appelle la ferme des exploits, « defaulx et amendes du païs de Langres, laquelle se baille de deux ans en deux ans au dernier enchérisseur pour la cueillette des deniers des dicts deffaulx » etc.

Le maire et les échevins de Sens disent encore que la prérogative de juridiction qu'ils revendiquent pour leur ville leur a été confirmée naguère par deux actes, l'un en mai 1544, « par contrat en forme d'édit faict par le feu roy François », à l'occasion des versements rappelés plus haut ; l'autre, « par jugement de céans », la Cour ayant ordonné que l'évêque et les officiers de Sens « jouiraient comme ils avaient accoustumé respectivement » avant l'ordonnance de Henri II.

Après les arguments, les griefs.

Depuis deux ans, d'après eux, les officiers de l'évêque, non contents de ce que leur maître avait obtenu confirmation des droits de juridiction qu'il exerçait au temporel avant l'érection des sièges présidiaux, auraient « faict toutes entreprises affin d'abroger le droict de juridiction royalle », car ils ont en toutes matières civiles et criminelles « faict appeler son procureur des décrets de relliefs qui se sont baillés au dict Sens : ou bien s'est joint ledict évesque sans propos et intérêt et fait connaître les causes céans en vertu de son *committimus*. »

Aussi des délits sont-ils demeurés impunis et « le debt ou droict des pauvres crediters poursuivans... esgaré... »

Un fait récent témoignait bien de ces tendances de l'évêque. Une contestation s'était élevée entre lui — seul appelant — et les habitants de sa seigneurie de Mussy.

Il ne s'agissait pas pour eux d'échapper à une juridiction au pro-

(1) On les appelait ainsi parce qu'ils avaient reçu de Rome des provisions leur permettant d'instrumenter même dans les matières ecclésiastiques. C'étaient des clercs ou laïcs seuls chargés de recevoir les déclarations et de passer les actes relatifs aux bénéfices, comme prises de possession, résignations, permutations. Il y en avait à Bar-sur-Aube, Champlitte, Châtillon-sur-Seine, Chaumont, Dijon, Langres, Mussy et Tonnerre. Il y avait en outre à Langres des notaires royaux et des notaires ducaux ; les uns et les autres cumulaient parfois la charge de notaire apostolique.

fit d'une autre, mais de conserver des droits précis et positifs, quel qu'en fût le fondement, droit dont ils disaient maintenir la possession. Ils prétendaient, raconte Javernault (1), « n'estre de la pairie de Langres, et avoir le droit d'aller à la chasse à cor et à cri dans tous les bois dépendants de la ville de Mussy, disant que les habitants de Langres avaient acheptés leur ville, afin de la donner aux Évesques, pour se rapcheter des droits que les Évesques levaient sur Langres par moitié, témoin le partage qui fut fait avec le duc de Bourgogne auparavant le rapchat que les habitants de Langres ont fait des droits que les Évesques prétendaient sur eux ; nonobstant quoi, l'avocat général dit que puisque les habitants de Mussy avaient esté annexés à la pairie de Langres, que leur ville en dépendait, qu'ils devaient partant suivre les droits et justice d'icelle. La cour prononça au profit de monseigneur l'Évêque, leur fit deffense de chasser, et ordonna qu'ils répondraient en cas de contravention à la justice du dict Évesque et par appel à la cour, et fut en 1550 (2), comme il se voit au chartrier de l'Évesque. »

Défense avait été faite naturellement au bailli de Sens d'entreprendre sur les droits de la pairie (3). Or l'évêque-duc avait élargi indûment la portée de cette défense, et fait entendre à ses sujets qu'ils étaient désormais exempts du ressort de Sens. A la suite il avait fait interjeter deux appellations à la légère, dans l'espoir d'en tirer quelque jugement à l'avantage de ses prétentions.

La présente requête de la « communauté de Sens était pour les faire cesser et avoir reglement pour la conservation de la dite juri-

(1) JAVERNAULT, *Mémoires*, p. III.

(2) Nous croyons qu'il faut lire 1550.

(3) Une pièce mentionnée comme suit, par A. ROSEROT, dans son *Catalogue des actes royaux conservés dans les Archives de la Haute-Marne*, Besançon, 1905, sous le n° 381, et datée de Paris le 29 novembre 1554, se rapporte sans doute à cette défense : « Mandement au premier huissier du Parlement ou sergent sur ce requis. L'évesque de Langres a remontré que les sentences de son prévôt de Mussy doivent aller en appel devant son bailli dudit lieu, et que les appellations dudit bailli doivent être portées directement au parlement de Paris, à cause de la qualité de pair de France appartenant audit évêque. Le roi ordonne de citer aux jours ordinaires du Parlement, « nonobstant que les parties ne soient pas des jours que l'on plaide lors », le juge magistrat criminel de Sens, ou le bailli dudit lieu, qui avait reçu un appel d'une sentence du bailli de Mussy. — Par le Conseil, de T. (Thou ?) (effacé) — A. H. M., G. 412, orig.

diction comme leur estant patrimoniale et estable pour la principale décoration de leur ville. »

Quant au droit de pairie, sans vouloir discuter pour le moment s'il devait encore obtenir tous ses effets ou tomber en désuétude, les Sénonais demandaient que l'Évêque s'en tint aux termes de l'ordonnance de Charles VII, articles 5 et 6, visant les seules causes des pairs (touchant leurs causes tenues en pairie), et donc seulement celles des « causes de première instance esquelles il sera seule principale partie et où il sera directement question de ses droits de pairie. » Que sous prétexte de ce privilège ses officiers ne se mettent point, comme ils le faisaient depuis peu de temps, à faire des « appellations frivoles et adjonctions » : et encore moins, que ce privilège soit « estendu à ses sujets vassaux et arrière vassaulx et leurs sujets, car il éclipserait par ce moien de ladicte juridiction de Sens sept ou huict vingts villaiges... »

En ce qui concernait le droit de prévention qui était dénié au Roi, celui-ci avait bien davantage lieu de se plaindre, « car il perdrait cinq cens livres de rente domaniale que luy vault la ferme des exploicts du dict païs de Langres », sans compter que cinquante offices dont il pourvoit au dict Sens et bailliage d'icelluy, seraient diminués des deux tiers en autorité et proffit... »

Et pourtant c'est du Roi que procède originellement toute juridiction ; l'évêque ne saurait « se plaindre sy sa libéralité ne s'est estendue jusques a luy bailler toute juridiction et sy le prince en a retenu quelque chose... »

C'étaient là, pour terminer, les grands arguments. Nous touchons au fond de l'affaire : l'on bataillait non seulement pour les droits, mais pour les profits de la justice auxquels les officiers de Sens avaient, comme de juste, leur part, et l'affirmation à peine voilée du pouvoir absolu du prince montrait quel chemin avait été parcouru depuis les premières entreprises des rois de France à l'encontre des féodaux (1).

La requête concluait à ce qu'il soit dit que les officiers et habitants de Sens jouissent vis-à-vis de l'évêque de Langres, ses offi-

(1) Nous ne mentionnons pas les arguments tirés, comme on peut s'y attendre — tel était le goût de l'époque — de l'histoire des Romains, des Gaulois et des Égyptiens.

ciers et sujets, des droits de ressort, prévention, bourgeoisie et autres attribués par les ordonnances, arrêts ou coutumes aux juges royaux sur leurs inférieurs et sujets de leur présidial, et que d'autre part défense lui est faite d'en empêcher l'exercice par appellations, adjonctions ou autres moyens ; et pour l'avoir fait, qu'il soit condamné aux dépens, etc.

Bourdin, représentant du procureur général du Roi, appuya la requête par des considérations sur les inconvénients qu'il y a à changer le fonctionnement traditionnel de la justice — ce qui semblait dire que l'évêque de Langres innovait ; il fit valoir que l'appréciation à porter sur la conduite du lieutenant-criminel dépendait du sens qu'on attachait aux derniers édits royaux. Si on leur reconnaissait une portée générale, l'appel de l'évêque était sans fondement.

La cour mit le lieutenant-criminel « hors de cause et de procès sans dépens », et renvoya les parties, pour ce qui était des appellations, au Conseil. Mais elle ordonna que par provision, les appellations du bailli de Langres ressortiraient par devant le bailli de Sens, hormis celles qui concernaient les droits de la pairie. Quant à la question de la prévention, la cour interloquait : chacune des parties devrait « informer de la possession », et produire un rapport à ce sujet dans les trois semaines.

La mesure ordonnée par provision devait devenir définitive. Les appels interjetés du bailli ducal ressortirent à Sens, et même, plus tard, y furent englobés ceux concernant les droits de la pairie, qui jusque-là étaient portés à Paris (1).

(1) *Bibl. du Tribunal civil de Langres*, liasse déjà indiquée, pièce 2 en 4 ff. : *Arrêt qui juge que les appellations du duché et pairie de Langres ressortiront par devant le bailli de Sens en ce qui est de son ressort, pour les cas concernant le domaine et droits de pairie.*

Nous ne pouvons que mentionner encore une lettre écrite en 1557 par le gouverneur de Langres, « d'Échenets » (Dinteville) au cardinal de Lorraine, « touchant l'érection d'un bailliage royal à Langres » (pièce disparue dans l'incendie de 1892 — mentionnée au n° 754, dans *l'Inventaire des Archives municipales de Langres* par Jullien de la Boullaye). Quel en était l'objet ? Le gouverneur y priait peut-être le cardinal de Lorraine d'exprimer les désirs des Langrois au cardinal de Givry et de vaincre les répugnances de celui-ci.

III

Ainsi l'étape dont nous avons parlé était franchie. Les Sénonais triomphaient. Leur succès allait même dépasser et contrarier leurs désirs. A peine le cardinal de Givry avait-il fermé les yeux, que le but poursuivi au fond par les agents du Roi fut atteint, c'est-à-dire que l'on vit établir une justice royale d'appel, un siège particulier du bailli de Sens à Langres même, alors qu'il n'y avait jusque-là qu'un prévôt du lieutenant criminel de Sens.

Ce fut au détriment de la justice ducale, mais aussi au détriment de Sens. Par contre, les justiciables—sans parler du Roi—pouvaient y trouver leur compte. Ils avaient cette fois sous la main leur tribunal d'appel.

Ce grand changement eut lieu durant l'hiver 1561-1562 (n. st.) (1).

A plusieurs reprises déjà, au cours du siècle, en 1520, en 1558, les Langrois avaient adressé au Roi une requête en ce sens. Ils la renouvelèrent avec succès le 4 octobre 1561. Par un édit daté de novembre à Saint-Germain-en-Laye et enregistré au Parlement le 22 décembre, le roi Charles IX établissait à Langres un siège particulier du bailli de Sens, comprenant un lieutenant, un procureur royal et un greffier.

Devaient désormais ressortir en première instance audit siège de Langres les villes, bourgs et villages plus rapprochés de cette ville que de Sens et anciennement justiciables de Sens. Les appellations du nouveau siège ressortiraient, les unes au présidial de Sens, savoir celles dont les juges présidiaux pouvaient juger en dernier ressort (litiges dont la matière n'excédait pas 250 livres), et les autres, directement au Parlement de Paris. Désormais aussi le prévôt de l'Évêque — non celui du Chapitre — (2) sera supprimé il

(1) Voir à la Bibl. du Tribunal civil à Langres la pièce (pièce 6^e) manuscrite en 59 ff. de papier portant la mention : *Etablissement du siège royal de la ville et de la cité de Langres*. (Cf. une courte analyse dans *Mélanges Charles Royer*, Langres, 1920, art. de M. H. Davenet). C'est le procès-verbal des opérations qui aboutirent à l'installation de la justice royale à Langres.

(2) Voir plus loin la remarque du chanoine Anselme Petit. Les juges du Chapitre n'avaient jamais eu qu'un degré de juridiction.

n'aura plus qu'un bailli et un seul degré de juridiction, savoir en première instance, duquel bailli on appellera au bailli de Sens ou à son lieutenant à Langres.

Ainsi d'une part, la ville de Sens était dépossédée d'une partie des causes (cas royaux, etc.) qui y ressortissaient, et cela au profit du siège nouveau de Langres ; et d'autre part, la justice ducal était considérablement diminuée du fait qu'on pourrait en appeler à la justice royale établie à Langres même.

L'édit, afin « d'éviter pluralité d'officiers », ordonnait de prendre l'état-major du nouveau siège parmi les officiers de Sens, et de leur adjoindre les douze sergents royaux déjà en fonction à Langres et dans les environs.

Le 29 décembre, le Roi ordonnait « au premier à ce requis » parmi ses conseillers du Parlement, de mettre à exécution le contenu de son édit, en « instituant les lieutenant, procureur, greffier, et autres officiers, procédant à la séparation des limites du dit siège et du siège présidial de Sens, pourvoyant au fait de l'auditoire, prisons et autres lieux requis pour l'exercice de la justice... »

Il n'y avait plus qu'à procéder à l'exécution ainsi réglée.

Nous ne ferons qu'en résumer les diverses opérations. Elles furent assez laborieuses.

C'est d'abord la démarche que firent le 29 janvier 1562 (n. st.) maître Claude Sirejehan, échevin des « manans et habitans de Langres » et Jehan Sirejehan, procureur, assistés de maître Hubert Sejournant, avocat en la cour de Parlement de Paris, auprès d'Étienne Pothier, seigneur de la Terrasse, conseiller du Roy, maître des requêtes ordinaires en son hôtel, pour le requérir de venir à Langres procéder à l'établissement du siège royal. Les gens de Sens leur reprocheront de ne pas les avoir consultés pour le choix de ce commissaire chargé de l'exécution de l'édit.

Le 10 février Pothier arrivait à Langres, « au logis où pend pour enseigne l'image de saint Anthoine », et dès le lendemain Prudent Chabut (1), avocat, assistant maître Christophe Noirot, greffier royal en

(1) Prudent Chabut, seigneur de Percey-le-Pautel, Rivières-les-Fosses et Rivières-le-Bois, fut l'un des personnages les plus en vue à Langres à cette époque. Il fut élu, puis trésorier de France (1569) en Bourgogne et gouverneur de Langres. Il était,

l'élection de Langres procureur de la ville, venait en compagnie d'autres notabilités (1) et notamment de Guillaume Thierry, juge des obédiences du Chapitre et lieutenant du prévôt de Sens à Langres (2), prier le conseiller du Roi de visiter la maison que Thierry possédait rue du Croc et offrait, en attendant meilleure installation, pour l'établissement du siège nouveau. Elle fut trouvée convenable.

Pour les prisons, faute de locaux, on emprunta celles de l'Évêque et du Chapitre. Les réunions présidées par Pothier commencèrent à être tenues rue du Croc.

Le 12, nouvelle requête de Claude Sirejehan à Pothier, le priant de mander à Langres les officiers de Sens nommés aux offices du siège de Langres. C'étaient le lieutenant Claude Gouste, récemment encore prévôt du bailli à Sens (3), le procureur du roi Pierre Lhuillier et le greffier François Belotin.

Le 13, les ultimes oppositions surgissent de trois côtés différents. Du côté des Sénonais, d'abord. Jean Brasard, avocat au bailliage et présidial (4), arguant d'une opposition faite par les « habitants de Sens à la publication de l'érection » du siège langrois, formule en leur nom diverses plaintes : on les avait assignés sans leur laisser le temps de préparer leur défense, et les Langrois avaient choisi Pothier sans les avertir. Il les invite à dresser la liste des villes, bourgs et villages estimés plus proches de Langres que de Sens :

dès 1544, prévôt. Son hôtel de la place Chambeau était somptueux. Il avait épousé Marguerite de Cirey. (Cf. VIGNIER, *Décade historique*, t. II. p. 139 : *Notes manuscrites*, f° 293 v°).

(1) Isidore Gouriet, Claude Sirejehan, Étienne Courtet, Mathieu de Cirey, élus, Philibert Delecey et Mammès Nicolas, échevins. Cf. *Copie de divers documents*, cahier II, p. 414, d'après les *Quaternions* d'A. Thibaut (ms. A. 60, à la Bibl. Soc. et arch. de Langres).

(2) Cf. VIGNIER, *Notes.*, p. 216. — Guill. Thierry avait épousé Bonne d'Aubepierre. Il assista en 1555, à Sens, le chanoine Jean Tabourot, qui représentait le chapitre lors de la rédaction de la Coutume de Sens. En 1531, il avait été procureur général de Langres.

(3) L'ordonnance d'Orléans de 1561, ayant supprimé les prévôtés des villes où il y avait bailliage — telle Sens — Claude Gouste recevait cette compensation.

(4) Accompagné de M^e Baptiste Pierre, grenetier et échevin de Sens, et Pierre Humbelot, procureur au bailliage et présidial de Sens.

entreprise plutôt délicate qui suscitera les jours suivants de longues controverses.

Ce fut ensuite au tour du Chapitre. En son nom Anselme Petit, archidiacre du Dijonnais, remarqua que l'édit, en somme, ne concernait pas le Chapitre : il parlait de bailli et de prévôt, et de deux degrés de juridiction, ce qui ne pouvait s'entendre que de l'Évêque. Le Chapitre n'avait que deux juges ordinaires — celui des obédiences et celui de la mairie — qui connaissaient par un seul degré.

Les habitants de Langres étaient donc priés de déclarer que l'établissement de leur siège ne ferait point cesser l'exercice de la justice capitulaire : moyennant quoi les chanoines ne voyaient aucun inconvénient à cet établissement et acceptaient que les appellations de leurs juges ressortissent au siège royal.

Guillaume Thierry acquiesça. Alors, changeant de personnage, Anselme Petit, agissant toujours au nom du Chapitre en tant que celui-ci avait charge du siège vacant, réserva les droits de l'Évêque et s'opposa de ce chef à l'établissement du siège, appuyé par Prudent Chabut, prévôt ducal. Au point où en était l'affaire, ce ne pouvait être qu'une opposition platonique. Mais la démarche en partie double du chanoine archidiacre pouvait lui paraître habile. N'était-ce pas se concilier le Roi, sans déplaire à l'évêque encore inconnu qui allait succéder au cardinal de Givry ? N'était-ce pas sauvegarder, par dessus le marché, la situation du Chapitre ? vingt ans avant la Ligue, la fable avait au pays langrois son application :

Je suis oiseau, voyez mes ailes ;
Je suis souris : vivent les rats !

Guillaume Thierry, comme on pouvait s'y attendre, maintint la suppression de la prévôté ducal ; Anselme Petit demanda que du moins « les contrats dépeschés par les notaires apostoliques sous le sceau de l'évêque gardent comme ci devant leur caractère authentique ». Thierry s'y opposa pareillement.

Puis l'actif personnage déposa entre les mains de Pothier la nomenclature des localités indiquées avec indication des distances évaluées en lieues, comme étant plus proches de Langres que de Sens.

C'est sur cette déclaration notifiée aux délégués de Sens que s'engagea le lundi 16 une vive discussion après que Pothier eut fait

lire l'édit et rendu la sentence par laquelle il établissait le siège royal de Langres conformément à sa teneur, selon ce que nous en avons dit plus haut.

Brasard reprocha à la déclaration d'être confuse et incertaine. Son but était d'arriver à limiter le plus possible le nombre des localités à attribuer au siège de Langres. On s'y attendait.

Mais — incident sensationnel — voici que se présentèrent au nom des habitants de Villeneuve-le-Roi maître Odinet Dindelle, lieutenant-royal en la prévôté de Nogent-le-Roi, et Jehan le Royer, procureur et échevin de ladite ville. Ni les Langrois ni les Sénonais, dirent-ils ne pouvaient réclamer les localités dépendant de la prévôté de Villeneuve (1). Elles n'ont jamais ressorti à Sens, et la prévôté de Villeneuve n'a point été formée avec une partie du ressort de Sens, mais de plusieurs pays de Bourgogne et autres adjacents qui n'ont jamais appartenu à la juridiction de Sens, et ont « toujours ressorti au siège de Villeneuve-le-Roi et par appel à la cour du Parlement de Paris. » Les deux opposants demandaient donc « à être renvoyés au Conseil privé du Roi. »

Vaine échappatoire ! Thierry répond qu'il ne s'agit que de distances, et au surplus presse le conseiller d'informer là-dessus et vérifier celles-ci, assisté d'un adjoint que Pothier dut nommer d'office (2) : ce fut le prévôt de Nogent-le-Roi.

Brasard cependant obtenait le 17 quelque satisfaction, par l'insertion au procès-verbal de son plaidoyer de la veille ; il y soutenait avec insistance que le vouloir du Roi ayant été de simplifier et de rendre la justice moins onéreuse, on devait attribuer au siège de Langres seulement les pays où il n'y avait ni baillis ni prévôts ; autrement ce serait ajouter aux degrés de juridiction superflus, au lieu d'y retrancher. Ainsi les pays du Barrois, du Tonnerrois, du Bassigny ne rentraient pas dans la catégorie, à preuve encore que le Roi supprimait expressément le prévôt de Langres, mais non les prévôts de ces pays. Bref, à son avis, l'édit n'avait voulu comprendre « que ce qui est dépendant du duché de Langres deçà la rivière d'Aulbe. »

(1) Aujourd'hui Villeneuve-sur-Yonne, arr. de Joigny.

(2) Les procureurs de Langres, Sens et Villeneuve-le-Roi n'ayant pu s'entendre pour le désigner.

Cependant Pothier choisit (1) 11 personnages (2) sur une liste de 40 candidats présentés par les habitants de Langres comme capables d'être procureurs à leur siège. Ils prêtèrent serment le lendemain 18.

Ce jour-là, commença l'enquête au sujet des distances des localités indiquées, faite par Pothier et son assistant le prévôt de Nogent, Louis Guenain. On convoqua des témoins au nombre de 29 (3).

Le 26 ils sont entendus, non sans que Brasard ait soulevé de nouvelles discussions. Il reproche aux Langrois d'avoir fait pression sur les habitants des localités qu'ils ambitionnaient, afin de les amener à postuler leur rattachement à Langres (4). Guillaume Thierry fait un reproche semblable aux habitants de Sens, et à Brasard qui avait présenté une procuration des gens de Bussièrès en faveur de leur rattachement à Sens (40 lieues), et non à Langres (4 lieues).

Prudent Chabut, au nom des habitants de Langres, expose une autre difficulté ; le bailli de l'évêque — le prévôt étant supprimé — ne prétendait-il point connaître des appellations interjetées des prévôts et mayeurs inférieurs de l'évêque, comme s'il avait encore

(1) Après avoir pris l'avis de Guill. Thierry, Prudent Chabut, Antoine Bouvot, plus anciens avocats, Fr. Heudelot, élu, Christ Noirot, greffier, Nicolas Nicolay, Nic. Jehannot, plus anciens praticiens.

(2) C'étaient Nic. Jehannot, Nic. Nicolay l'esnel, Isid. Gourriet, Claude Sirejehan, Ét. Courte, Jehan Sejournant, Hugues Goux, Nic. Humbelot, Martin Plusbel, Laurent Simonot, Reynaud Ormancey.

(3) En voici la liste : Fr. de Dessend, messenger à Argenteux (Yonne), Jeh. Girard de Vielmolin, m^e Jeh. Crossard, procureur et justicier de Nogent-le-Roi, Nic. et Claude Mance, Nic. Liesse, Nic. Mance l'esnel, Guill. Chevalier, sergent royal de Montsaüljon, Jeh. Gastebois, de Cohons (receveur général des deniers et octrois de Langres de 1539 à 1560, aïeul du maire Jean Roussat), Pierre Petitot, de Champplitte, Laurent Robinet, de l'Hospital de Tronchoy, Phil. et Simon Darlier, de Lannes, Pierre Petit, de Pouilly près Tonnerre, Hugues Brochenet, de Fontaine-Française, Rob. Clerc, de Foulchécourt, m^e Jeh. Jouys, de Pouilly-sur-Vingeanne, Jeh. Bridault, de Grancey-le-Chastel, m^e Cl. Maignien et m^e Nic. Braconnier, de Bourbonne, Pierre Mariet, de Prauthoy, Ét. Estienne et Nic. Jacob, de Montsaüljon, Jacq. Courtois, de Damcevoy, m^e Pierre Montgin, du Fayl, et m^e Jacq. Symon ; Balthasard Lasnet (fut remplacé par Perceval Guyot), Marceau Labosne, Jeh. Olivier, de Chaumont.

(4) Il argua de ce que les Langrois « ont fait et minutté une procuration pour envoyer à tous les dicts lieux. » Jehan Privey, sergent royal, en aurait distribué 42. Privey le reconnut, mais dit qu'il n'avait pas fait pression : c'était pour rendre service aux habitants.

désormais deux degrés de juridiction ? Non, ces appellations ne devaient plus faire retour devant le bailli ducal, mais ressortir au siège royal.

Cependant tout n'était pas encore éclairci. Le parti de l'Évêque se défendait pied à pied. Antoine Bouvot, pour le procureur fiscal de l'évêque, fit remarquer qu'il fallait en référer au Chapitre chargé du siège vacant. Ce que Pothier accorda. Dans la soirée Bouvot, ayant pris l'avis des chanoines, exposa que l'édit, en supprimant la prévôté ducal de Langres, avait laissé subsister celle de Sous-Mur et du dehors de la ville. Il fallait donc, dans l'intérêt du futur évêque, renvoyer la question au Roi ou au Parlement de Paris. Mais Chabut dit que la volonté du Roi en l'édit était assez claire (1), et Pothier statua aussitôt en ce sens. Cette fois la discussion était épuisée.

Puis se présentèrent les procureurs de 90 communautés (dont 14 ayant le chapitre pour seigneur), demandant l'établissement du siège : excellent prélude à la proclamation de la sentence que le conseiller du Roi, chargé de régler toute cette grave affaire, rendit alors entre les habitants de Langres et ceux de Sens ainsi que de Villeneuve-le-Roi. Il désignait les localités — au nombre de 318 (2) — qui, plus rapprochées de la ville de Langres et appartenant anciennement au bailliage de Sens, ressortiraient désormais en première instance au siège royal et particulier de Langres. Quant à l'appel, selon les cas et d'après l'édit des présidiaux, ce serait soit au siège présidial de Sens soit directement à la cour de Paris. Défense était faite, à peine de mille livres d'amende, aux habitants de ces lieux de recourir en première instance à un autre juge royal que celui de Langres ; et défense corrélatrice aux magistrats et officiers de Sens, à peine de nullité de tous les actes, de connaître des causes desdites parties. Quant à l'opposition formée par les gens de Villeneuve, Pothier convoquait leurs délégués à Paris, en son logis,

(1) « Iceux evesques et chanoines n'auront qu'ung seul bailly qui congnoistra par ung seul degré de juridiction en première instance entre ses subjects. »

(2) En voir la liste dans l'*Almanach historique de la ville et du diocèse de Langres* (1787), reproduit par ROUSSEL, *Le diocèse de Langres*, t. IV, p. 199, et d'abord, dans le procès-verbal.

le mois suivant, pour plus ample information (1). Enfin en l'absence de Claude Gouste et de Pierre Lhuillier qui s'excusaient par lettre(2) de ne pouvoir venir à Langres, il ordonna que « l'état de lieutenant sera exercé par Guillaume Thierry, et celui de procureur du Roi par Prudent Chabut, comme plus anciens avocats pratiquants (3). »

Il dressa encore le règlement pour les assises et les plaidoiries et retourna à Paris le 28 février.

Ainsi fut établi le bailliage royal de Langres (4).

En quittant le présent sujet, il semble intéressant de souligner que c'est à l'occasion de poursuites exercées par les magistrats du Roi contre un individu accusé d'hérésie, que l'évêque de Langres fit appel au Parlement de Paris pour défendre ses prérogatives en matière de justice. A ce propos, ne peut-on conjecturer que dans

(1) Ajoutons qu'Ét. Pothier accepta à la demande de Thierry, que tous les 40 présentés au rôle de procureur fussent admis à exercer, et les admit à prêter serment. Mais au fur et à mesure des vacances leur nombre serait ramené à vingt.

(2) « Tant à cause de l'indisposition de leur personne, mauvois et facheux temps que aussy que la réception du dit Gouste est préalablement en la cour de Parlement de Paris où ses lettres sont adressantes. »

Gouste devait s'installer à Langres. Il y fut mal vu. En effet quelques années après, les gens des trois États de la ville et du pays de Langres faisaient requête à Claude II de Lorraine, gouverneur du Roi en Bourgogne, Champagne et Brie, lui demandant d'éloigner de cette ville le sieur Gouste, récemment nommé lieutenant du bailli de Sens à Langres, accusé de favoriser la religion prétendue réformée et de menacer la sécurité de la ville. *Arch. Haute-Marne*, f^{ds} Laloy, 668 liasse.

(3) Cf. *Copie de divers documents*, ms., Bibl. Soc. hist et a. de L.

(4) Les gens de Sens firent appel. Mais un arrêt du Parlement du 26 janvier 1567 confirma l'établissement (Cf. PELÉE DE CHENOUTEAU, *op. cit.*, p. 582.)

Plus tard, le 3 juillet 1641 (après deux tentatives sans résultat en 1598 et 1609), un présidial y fut à son tour établi. Il est à noter que la circonscription du bailliage, telle que Pothier l'avait déterminée, avait reçu des modifications. On en avait distrait le pays de Barrois et la partie du Bassigny ressortissant à Sens, à la suite d'un concordat passé en 1571 entre Charles IX et le duc Charles de Lorraine, puis Mussy-l'Évêque avec cinq villages voisins. D'autre part en 1640, quand fut démembré le bailliage de Chaumont, celui de Langres s'accrut des prévôtés de Montigny-le-Roi, de Coiffy-le-Châtel, de Villars-le-Pautel, de Passavant, de la prévôté seigneuriale de Bourbonne et de la mairie royale de Serqueux, en tout 98 localités.

Arrêtons là ces remarques. On sait que rien n'est compliqué comme la géographie judiciaire de l'ancienne France (Cf. H. METTRIER, *op. cit.*, p. 30 ss.).

Ajoutons, en terminant, que les documents relatifs à l'histoire du bailliage et présidial de Langres sont aux *Arch. départ. de la Haute-Marne*, série 13 (fonds non classé).

l'ancien diocèse de Langres, dans la partie champenoise tout au moins, les discussions qui mirent aux prises robins et gens d'Église à la fin de l'épiscopat du cardinal de Givry, purent développer parmi les gens de la justice royale des dispositions peu bienveillantes vis-à-vis de l'autorité ecclésiastique ?

Cet état d'esprit qui éclatera bientôt quelques années après dans toute la catégorie des juges subalternes et de leurs officiers, fut — on l'a noté avec pénétration (1) — gros de conséquences, et l'une des causes des progrès du Protestantisme vers 1560, notamment dans les villes de bailliage, eu égard au nombre des représentants de la judicature, qu'avaient multiplié la création des présidiaux, non moins que la vénalité des charges. Ce peuple d'hommes de loi, bailli, lieutenants, prévôts, conseillers, procureurs, avocats, greffiers, notaires, dans les petites villes visait à tenir le haut du pavé. Plus d'un sans doute était besogneux, disposé à gouailler sinon l'autorité de l'évêque-duc, du moins celle des juges des cours ecclésiastiques considérés comme des rivaux dans les profits et les honneurs de la justice, rivaux dont on combattait la situation, dont on grignotait la juridiction qu'eux-mêmes avaient naguère peut-être étendue à plaisir.

Aux assises de Sens en 1555, le procureur Penon qui devait plus tard se faire calviniste, nous est apparu comme un personnage représentatif de ces tendances qu'abritait le couvert du zèle en faveur du pouvoir royal. Il fut le porte-parole de ceux qui récriminaient contre les gens d'Église. Nous verrons qu'à Dijon le Parlement compta à la même époque plus d'un adhérent secret aux idées de la Réforme. A Langres, le premier titulaire du nouveau siège établi au lendemain de la mort de Givry, passera — nous l'avons noté — pour suspect de calvinisme.

Il convient de faire ces remarques, au moment où nous allons aborder le sujet des origines du protestantisme dans l'ancien diocèse de Langres.

(1) Cf. V. CARRIÈRE, *Comment le protestantisme a progressé sous François II, etc.*

LIVRE TROISIÈME

LE RÔLE
DU CARDINAL DE GIVRY (suite)

Les débuts du protestantisme
dans l'ancien diocèse de Langres

CHAPITRE PREMIER

La « séditeuse doctrine luthérienne » Le Concile de Lyon (1528) présidé par Claude de Longvy

Suivons maintenant le cardinal de Givry sur un autre terrain.

En étudiant son gouvernement spirituel, il nous a déjà été possible d'avoir un aperçu sur ce que l'on pourrait appeler l'apport de son épiscopat aux essais de Réforme catholique avant le concile de Trente.

Voici le moment de parler des *Débuts de la Réforme protestante dans l'ancien diocèse de Langres*, et de signaler le rôle de Givry vis-à-vis du protestantisme.

A en croire certains témoignages dont Vignier (1) s'est fait l'écho, il serait mort de chagrin à la vue des progrès de l'hérésie dans son diocèse.

A ce moment-là — c'était au mois d'août 1561 — en Bourgogne et en Champagne, ainsi que dans le reste de la France, le protestantisme venait, malgré les efforts opposés à sa diffusion, de se renforcer et de s'organiser en églises ; et après n'avoir été, pendant plus d'un quart de siècle, qu'un mouvement d'idées et de tendances (2), il allait encore devenir un parti.

(1) *Décade...*, t. I, ch. 18.

(2) On sait en quoi consistaient ces idées et ces tendances, et comment au xvi^e siècle en sortit, en France comme ailleurs, le mouvement dit de la Réforme. Voir au point de vue catholique un aperçu général sur Luther, Calvin et le mouvement de la réforme dite protestante, dans le *Dict. apologétique de la foi catholique*, art.

*
* *

Avant même de devenir évêque de Langres à la fin de 1529, Givry avait eu l'occasion de s'occuper de l'hérésie luthérienne. Son rôle à cet égard rentre dans l'histoire de l'opposition que rencontra en France le mouvement réformiste inspiré de Luther et de ses doctrines, et dressé à la fois contre l'autorité de l'Église, et par là-même encore, contre celle de l'État.

Cette opposition, comme on sait, vint de la Sorbonne, des Parlements, à commencer par celui de Paris, et du souverain.

François I^{er} avait d'abord été favorable à Lefèvre d'Étaples et aux « Évangéliques » protégés par sa sœur Marguerite de Navarre (1), représentants de ce qu'on a appelé la « Préréforme » (2).

En janvier 1522 il avait ordonné la tenue d'un concile dans chaque province archiépiscopale, « pour réformer l'Église et pour ôter beaucoup d'abus » (3). Un concile eut lieu, en effet, qui s'ouvrit le 10 mars à Notre-Dame sous la présidence d'Étienne de Poncher, archevêque de Sens, et se tint à l'hôtel épiscopal (4). On y condamna deux livres de Feldkirch et de Carlostadt contre le célibat ecclésiastique, on y promulgua quelques décrets de Réforme. « Néanmoins, écrivait le Bourgeois de Paris en son journal, finalement le dict concile ne prouffita de guère et n'y eut riens mis en effect (5). »

Aussi, quand le Roi revint de captivité en 1526, les idées nouvelles

Réforme (L. CRISTIANI), t. XVI, 1924. Il y a là une bibliographie du sujet actuelle et substantielle. — Au point de vue protestant, voir : LICHTENBERGER, *Encycl. des sciences religieuses*, 13 vol., 1877-1882, et la *Real Encyclopädie für protest. Theologie*.

(1) LEFRANC (AB.), *Les idées religieuses de Marguerite de Navarre*, 1898. Les idées des « Évangéliques » sont exprimées par BRIÇONNET dans son *Sermo synodalis habitus Meldis anno 1519*, 14 ff. n. ch. (*Bibl. Sainte Geneviève*, 40 Z, 792³).

(2) Cf. RENAUDET, *Préréforme et humanisme à Paris pendant les premières guerres d'Italie (1494-1517)*, 1916; CHEVALIER, *Les deux Réformes*, dans : *Études sur la Réforme* (Extrait de la revue de métaphysique et de morale, 1918, 1919).

(3) *Journal d'un Bourgeois de Paris*, n° 87 : Cf. IMBART DE LA TOUR, *Les Origines de la Réforme*, 1913, t. II, ch. Les Abus.

(4) Cf. FÉLIBIEN, *Hist. de la ville de Paris*, t. II, 941 ; t. IV, 638.

(5) *Journal*, etc., loc. cit. Cité par CLERVAL, *Registre des procès-verbaux de la Faculté de théologie de Paris*, t. I, (1505-1523), 1917, p. 336 (Cf. *Bibl. nat.*, ms. latin n°s 1782, 1826, 3381 B.; *Arch. nat.*, MM 248, 249).

avaient fait du progrès. Elles revêtaient un caractère hérétique, beaucoup de leurs tenants se rattachaient à Luther et devenaient non seulement des réformistes, mais des révoltés.

D'autre part, avertie par la Sorbonne et le pape Clément VII, la régente Louise de Savoie (1) avait adopté des mesures de répression. Effrayée à son tour par les résultats du luthéranisme en Allemagne, François I^{er}, sous l'influence de sa politique étrangère, s'était rapproché du pape, même de Charles-Quint. Il prit position contre ceux qu'on appelait les « Luthériens », et qu'on appellera bientôt encore les « Sacramentaires. » (2)

C'est sur son ordre que l'Église de France tint en février et mars 1528 (n. st.), à Paris, à Bourges, à Lyon, des réunions (3) dont l'objet était sans doute de procurer au souverain une levée de décimes destinées à payer la rançon de ses fils retenus captifs en Espagne, mais aussi de provoquer des décisions au sujet de la réforme ecclésiastique, et d'édicter des mesures pour arrêter la diffusion de l'hérésie luthérienne.

L'un de ces conciles provinciaux, celui de Lyon, doit retenir notre attention. Il n'a guère été jusqu'ici que mentionné — et encore trop rarement — par les historiens qui ont envisagé l'Église de France au xvi^e siècle (4). On y voit comment le protestantisme — le « luthéranisme » — apparaissait alors aux yeux du haut clergé de la province de Lyon dont le diocèse de Langres faisait une importante partie, et de même aux représentants ecclésiastiques du pouvoir royal. On y voit aussi quelles étaient à cet égard les dispositions de Claude de Longvy, moins de deux années avant qu'il devînt évêque de Langres.

Remarquons-le d'abord : il avait été chargé par Clément VII,

(1) Régente pour la seconde fois en 1525 ; † 1531.

(2) Voir GODEFROY, *L'Eucharistie d'après le concile de Trente*, dans *Dict. de théol. cath.*, fasc. 38, (1912), col. 1133-35.

(3) Il y en eut plusieurs, dont le concile de Lyon. On voit que M. H. Lemonnier fait erreur en écrivant : « Le seul concile national qui fut tenu, celui de Sens [de Paris-Sens]... » (*Hist. de France*, de Lavissee, t. V. p. 197).

(4) Voir MANSI, *Concil ampliss. collect.*, éd. Welter, t. 32 (1902), col. 1095-1139, texte qui reproduit celui de l'édition de Coleti, t. XIX ; cf. MARTÈNE, *Thesaurus novus anecdot.*, IV, p. 397. Dom Martène était bourguignon.

dès le mois de janvier 1527 (1), ainsi que deux de ses collègues, de donner une impulsion plus grande à la lutte que l'on avait déjà entreprise contre la propagation du luthéranisme en France.

L'évêque de Mâcon est, en effet, avec Michel Boudet, évêque de Langres à cette date, Le Veneur, évêque de Bayeux, l'abbé du monastère Saint-Médard au diocèse de Soissons, et l'official de Rouen le co-destinataire de la bulle qui révoquait les pouvoirs en matière d'hérésie naguère donnés par le pape à une commission instituée en 1525 (2), et les leur confiait, ainsi qu'à trois maîtres en théologie que nommerait la Sorbonne (3).

Ce choix est plutôt significatif.

Ainsi Claude de Longvy apparaissait déjà comme l'un des protagonistes de cette opposition à l'hérésie, lorsque la réunion conciliaire de Lyon, en mars 1528 (n. st.), lui donna l'occasion de se montrer avec évidence sous ce rôle.

L'archevêque de Lyon, François de Rohan (4), étant retenu à Paris par la maladie, c'est l'évêque de Mâcon que le Roi choisit de préférence aux autres suffragants pour présider et diriger l'assemblée en tant que vicaire métropolitain, et avec pleins pouvoirs (5).

C'est à ce titre que Claude de Longvy fit adopter et promulguer plusieurs décrets visant l'effort à déployer pour enrayer les progrès

(1) Voir la lettre de Clément VII dans FRAIKIN, *Nonciatures de France sous Clément VII*, 1906, pp. 428, 433, d'après *Arch. vaticanes*, reg. 1431, f° 184.

(2) Voir *infra* p. 318, note 4. Cf. BALAN, *Monumenta sæculi XVI historiam illustrantia*, t. I, n° 107 ; voir du même auteur : *Monumenta reformationis lutheranæ ex tabulariis secretioribus S. Sedis (1521-1526)*, 1884.

(3) Nous donnons leurs noms plus loin. Cf. FRAIKIN, *loc. cit.*

(4) Il avait présidé en 1510 le concile national de Tours.

(5) La lettre du Roi à Givry, est du 4 mars, c'est-à-dire quinze jours seulement avant la réunion du concile. Il semble bien que les convocations étaient déjà faites, et peut-être même les rangs et les places assignés, ainsi qu'on pourrait le supposer d'après une remarque de Givry (Cf. *infra*, p. 324).

Voir aux *P. J.* cette lettre et celle de François de Rohan Gié. — On y remarque que l'archevêque ne mentionne pas expressément la question du luthéranisme et de la Réforme, mais envoie à Claude de Longvy un extrait du concile de la province de Sens, « à ce que par là, dit-il, puissiez congnoître ce qui a esté fait, pour vous soulager à en faire autant à mon concile provincial » En comparant d'ailleurs les textes de Sens et ceux de Lyon, on voit que Claude de Longvy ne s'est pas tenu pour soulagé et a voulu faire œuvre originale. (*Bibl. nat.*, Coll., de Bourgogne, t. 70, f° 172 v°).

du mouvement luthérien et réaliser une réforme efficace du clergé.

Ces mesures faisaient partie d'un plan concerté, émané du pouvoir royal dont l'organe attitré était alors le chancelier cardinal Antoine du Prat, archevêque de Sens. Des articles du même genre furent à la même époque et presque simultanément sanctionnés par des conciles semblables déjà indiqués et qui se tinrent, celui de la province de Sens (1), sous la présidence du chancelier, et celui de

(1) Tenu à Paris le 3 février 1528, clôturé le 9 octobre 1528 (n. st.), Cf. MANSI, éd. W., *Sacr. concil. nova et amplissima collectio*, t. 32 (1902), col. 1149-1202 ; Cf. LABBE et COSSART, *Sacros. concilia*, XIV (1672), col. 432-481.

Après un prologue où dans la description générale de l'hérésie de Luther apparaissent plusieurs expressions et comparaisons que l'on retrouve dans le discours de Givry à Lyon, ce concile de Sens-Paris sanctionne plusieurs catégories de décrets :

a) une série ainsi annoncée (col. 1157) : *continens hæreseon quæ nunc pullulant species, earum detestationem, modum judicandi ac discernendi hærellicos ac relapsos, formam et ordinem procedendi contra eosdem, eorundem etiam acerbas pœnas ac demum exhortationem ad principes potestatesque sæculares de illis profligandis et exterminandis*. — Parmi les mesures commandées, notons : l'interdiction des conventicules secrets, la prohibition des livres de Luther, etc. la confiscation des biens des laïcs convaincus d'hérésie au profit du fisc (comme crime de lèse-majesté), et de ceux des clercs au profit des églises. Mais le juge civil ne doit prononcer qu'après la sentence du juge ecclésiastique : ordre aux évêques de rechercher les hérétiques dans les localités suspectes, serment imposé aux voisins des suspects, etc.

b) Col. 1161-1177 : 16 décrets de foi accompagnés d'un assez long exposé théologique. La seule énumération des titres est suggestive ; elle montre sur quels points précis la doctrine de Luther apparaissait aux yeux de l'Église de France de 1528, divergente de l'enseignement traditionnel, après du reste que Clément VII les eut signalées dans sa condamnation de Luther en 1520. Leur ordre même est à remarquer. Les voici :

De unitate et infallibilitate Ecclesiæ. — Quod Ecclesia non sit invisibilis. — De auctoritate sacrorum conciliorum. — Quod ad Ecclesiam spectat determinare qui libri sint canonici. — Aliqua esse firmiter credenda quæ non continentur expresse in Scripturis. — De constitutionibus humanis. — De jejuniis ecclesiasticis. — De cœlibatu sacerdotum. — De votis et præsertim monasticis. — Quod septem sunt sacramenta Ecclesiæ. — De sacrificio missæ. — De satisfactione purgatorii et commemoratione defunctorum. — De veneratione sanctorum. — De veneratione sacrarum imaginum. — De libero arbitrio. — De fide et operibus.

On peut rapprocher de cette énumération le programme que présentait Pierre du Chastel en 1545 à l'assemblée de Melun préparatoire en vue du futur concile général. — Voir GALLAND, *Petri Castellani... vita*, Paris, 1674, in-8° ; DOUCET (R), *Pierre du Chastel*, dans la *Revue historique* (1920).

c) Col. 1178, des « notes théologiques » affectant diverses propositions jadis condamnées au cours des âges et reprises par les novateurs.

Bourges (1) sous la présidence du cardinal François de Tournon, sans parler d'une autre réunion qui eut lieu également, sous la présidence de Robert de Lenoncourt, à Reims (2).

On peut en rapprocher les décrets de Lyon promulgués par Givry. Pris en eux-mêmes, ils méritent d'être rapportés. Ils sont aussi bien comme un programme qui explique à l'avance plus d'un aspect des événements, lesquels marquèrent les débuts du protestantisme dans la province de Lyon, en particulier dans l'ancien diocèse de Langres ; et leur connaissance jette un jour sur l'attitude qui sera celle du cardinal de Givry dans la suite.

* * *

Il n'est pas sans utilité de noter d'abord quelques-unes des circonstances qui signalèrent la tenue de cette assemblée, comme aussi de faire connaissance avec le milieu et les personnages.

On sait que la ville de Lyon fut dès le début un des centres principaux de la Réforme (3) : sa position géographique et ses foires réputées qui la mettaient à même de recevoir facilement les influences du dehors, les souvenirs encore vivaces et les restes de l'héré-

d) Enfin une série de 40 décrets concernant les mœurs et la discipline ecclésiastique. On peut rapprocher ces derniers décrets de la constitution *ad removendos abusos*, et de la règle *ad cleri vitam reformandam* édictées par le légat en Germanie, card. Campeggi, à Ratisbonne (1524) (col. 1081 ss), et aussi du questionnaire de réforme proposé au concile de Rouen de 1522 par l'archevêque Georges II d'Amboise (col. 1071 ss.), et encore des décrets du concile réformateur de Sens de 1485.

Les décrets du concile de Sens-Paris furent rédigés par le savant théologien de Sorbonne Josse CLICHTOWE qui les publia avec des remarques sous ce titre : *Compendium veritatum ad fidem pertinentium contra erroneas lutheranorum assertiones*, Parisiis, 1529, in-f°. Cf. Natalis ALEXANDER, *Hist. eccl.*, t. XVI, c. VI, art. 10.

(1) Tenu le 21 mars 1528 (n. st.). Le même triple objet qu'à Lyon y fut envisagé. Noter : 23 décrets très courts contre Luther (col. 1142-1145) ; le décret *super ecclesiasticæ jurisdictionis perturbatione* (col. 1145) ; 5 décrets *super reformatione ecclesiasticæ jurisdictionis* (1147), et 1 sur les cimetières.

(2) En 1528 (ou 1526). Cf. HÉPÉLÉ, *Conciliengesch.*, trad. dom. Leclercq, t. VIII, 2^e part. (1921), p. 1081. Les historiens de la Réforme en France ont jusqu'ici à peu près ignoré ou passé sous silence ces manifestations de l'action réformatrice de l'Église en notre pays.

(3) Cf. HAUSER (H.), *Études sur la Réforme*, 1909, p. 168 ss.

sie vaudoise, la présence enfin de tout un monde d'imprimeurs (1), de libraires, de colporteurs, et surtout d'ouvriers du livre, dont beaucoup venus d'Allemagne et d'Italie, et agités de passions anti-sociales, comme il apparaîtra lors de la « rebeine » (ou pillage) du 25 avril 1529 (2), l'affluence de correcteurs, écrivains et humanistes (3), plus ou moins épris de libre examen et de critique, tout l'y prédisposait.

Dès 1519 et 1520, « le fléau septentrional », comme s'exprimeront bientôt les tenants de l'orthodoxie en parlant du luthéranisme, y avait fait son apparition (4). En 1524, François 1^{er}, parlant de Lyon, écrit au pape qui le 22 mai lui signalait le danger des principes luthériens pour son autorité royale, et lui en montrait les effets en Allemagne (5) : « un grand nombre de peuple y a été séduit et dérouté de la vraie et saine doctrine. »

C'est qu'au printemps de cette même année le prédicateur Aimé Maigret, dominicain, avait émis dans les églises de Lyon et de Grenoble des propositions considérées comme nettement hérétiques et révolutionnaires. En résidence alors à Saint-Just, Marguerite d'Angoulême, sœur du Roi, semble l'avoir favorisé et s'être entourée de partisans des tendances nouvelles. Mais la régente Louise de Savoie, étant venue à Lyon l'hiver suivant, fit arrêter Maigret, qui

(1) Tels Trechsel, de Vingle, Vaugris, Sébastien Gryphe, Wensler, Schenk, Alamanus, Resch. Dès 1477 et même 1473, il y a des imprimeries à Lyon.

(2) Cf. HAUSER, *op. cit.*, p. 108 ss. A ce mouvement populaire contre la hausse du blé et les accapareurs vrais ou supposés, se seraient mêlés des éléments étrangers (allemands) et des partisans des Luthériens, héritiers des Vaudois d'antan. Voir dans Martin MEURISSE, *Hist. des évêques de Metz*, 1634, le récit d'une émeute semblable dont l'occasion ou le prétexte fut la cherté du blé, et qui se déchaînant contre les couvents et les principaux ecclésiastiques de la ville fit apparaître des éléments protestants à la tête de cette « rebeine » messine.

(3) Tels Érasme, Rabelais, Marot, les Estienne, Gryphe, de Tournes, Dolet, des Periers, Agrippa, Servet. — Au collège de la Trinité plusieurs maîtres étaient suspects d'hérésie.

(4) Notons que non loin de Lyon, à Bourg, le tribunal de l'Inquisition établi là depuis plus d'un siècle condamne en 1520 deux femmes de Pont-de-Veyle, Jeannette, femme Grivet, et Claudine, veuve Ducret, comme hérétiques, à être décapitées, puis brûlées. (DUBOIS, *Hist. de Pont-de-Veyle*, cité par BOST, *Hist. de l'église de Mâcon*, ms. à la Bibl. Soc. hist. protest. fr.)

(5) *Quod malum in Germania cernimus everisse ut nihil illa natione nunc perturbatius et magis calamitosum dici possit* (Allusion au Bundschuh naissant.)

fut conduit à Paris. L'évêque de Mâcon était alors auprès d'elle : détail suggestif (1). Nous écrivions volontiers qu'il fut, à cette époque surtout, l'un de ses conseillers les mieux écoutés. L'archevêque François de Rohan écrivit au Parlement « de prendre à cœur cette matière de grand poids », et le 29 décembre 1524, le pape Clément VII avait saisi cette occasion pour encourager la régente à « s'appliquer en toute vigilance à ce que l'hérésie ne s'implante point dans ce très chrétien royaume confié à ses soins » (2).

Louise de Savoie, toujours à Lyon, lui faisait savoir, le 29 avril 1525, que sur avis du Parlement elle était prête à faire bonne justice des hérétiques, et lui demandait un rescrit portant commission pour les juges (3). Le pape la félicita de ses dispositions et écrivit à l'Université, ainsi qu'au Parlement, pour confirmer par une bulle les commissaires désignés (20 mai 1525) (4).

On ne saurait douter que Claude de Longvy ait été au courant de ces événements, si même il n'en fut pas l'un des acteurs, ouvertement ou non. Nous avons dit déjà que Clément VII venait au début de 1527 de recourir à son zèle. Il n'est donc pas surprenant que, vu l'absence forcée de Rohan, le Roi ait chargé Claude de Longvy de diriger le concile projeté.

* * *

Givry se rendit donc à Lyon, muni des lettres et instructions du

(1) Cf. *suprà*, p. 18. Notons encore que la belle-sœur de Givry, Jeanne d'Angoulême, veuve de Jean de Longvy, et mère de celle qui allait devenir madame l'amirale Brion, était au service de Louise de Savoie. Cf. A. LEFRANC, et J. BOULENGER, *Comptes de Louise de Savoie*, 1905, p. 8.

(2) C'est en décembre 1524 que le chapelain de Marguerite de Valois, Michel d'Arande, commence à prêcher à Mâcon. — A Lyon un autre adhérent de la Réforme, Pierre de Sébiville, prêche le Carême de 1525.

(3) Cf. BALAN, *Monumenta historiae XVIⁱ sæculi*, pièces annexes n° 26. Voir dans HAAG, *La France prot.*, *loc. cit.*, n° 1, le texte de lettres patentes de la Régente ordonnant l'exécution de la bulle papale dont il va être question. Elles seraient du 17 mai 1525. Mais la bulle serait du 20 mai... ?

(4) Cf. BALAN, n° 106, cf. 107, 108 (Cf. *Bull. hist. et litt. du protest. fr.*, t. 56 1907). Ces commissaires étaient Jacques de Labarde, prévôt du Puy, André Verjus, conseillers au Parlement de Paris, Nicolas Le Clerc, chanoine, et Guillaume du Chêne, curé de Saint-Jean en Grève. Cf. FRAIKIN, *op. cit.* Ils furent révoqués et remplacés par la commission épiscopale dont nous avons parlé et dont fit partie Claude de Longvy.

Roi et du métropolitain (1), et se mit en mesure de tenir le concile. Pour lui faciliter sa tâche, Rohan lui avait adressé de Paris le compte-rendu de ce qui avait été fait au concile dit de Sens réuni à Paris, le 3 février, pour le même objet.

Deux réunions préparatoires eurent lieu le samedi 20 mars, veille du 3^e dimanche de Carême. Le matin, une messe solennelle du Saint-Esprit fut célébrée dans l'église primatiale en présence de Claude de Longvy et de Frégose, archevêque de Salerne et abbé de Saint-Bénigne de Dijon, tous deux siégeant en chapes d'or du côté de l'Évangile, et des abbés assis au côté opposé le long du maître-autel, dans les hautes stalles, ainsi que des autres membres (2). Dans le chœur tous les chanoines de Lyon en chapes d'or et de soie exécutaient les chants (3).

A l'Évangile, du haut d'une chaire avancée devant l'autel, Barthélemy de Luc, professeur de théologie et évêque de Troja, fit un long discours. Après la messe, ce fut le chant des litanies des saints et le *Veni Creator* ; puis Claude de Longvy donna sa bénédiction, et convoqua présents et absents pour deux heures au palais archiépiscopal, sous peine des sanctions du droit.

Là à l'heure dite, eut lieu ce que nous nommerions « l'appel », d'après les feuilles de convocation ; puis ce fut la vérification des pouvoirs, diocèse par diocèse, tant des présents que des procureurs chargés de représenter les absents et de faire valoir leurs excuses. Plusieurs chefs d'abbayes, prieurés ou chapitres étaient absents et n'avaient point envoyé de délégués. Les excuses alléguées par les procureurs étaient : la maladie, l'âge avancé, l'arrêt forcé en cours de route, l'éloignement du monastère pour raison d'étude, l'obligation de se rendre au concile de Bourges ou de Reims en raison de bénéfices possédés dans ces provinces. L'absence de l'abbé de Clairvaux fut motivée par le fait qu'il était au Chapitre général de

(1) Nous avons reproduit aux *P. J.* les lettres du Roi et de l'archevêque à l'évêque de Mâcon. Sur les instructions du Roi au clergé de la province de Lyon, cf. MANSI, éd. Welter, col. 1134-1140.

(2) Les uns siégeaient de ce même côté près de la chapelle Sainte-Marie *de Alto dono*.

(3) MANSI-W., t. 32, col. 1109. Sous la direction du précenteur Ch. de Grilly. Les chanoines Cl. de Viry et Fr. de Saconay chantèrent l'épître et l'évangile *in tribuna et capella Crucis*.

son ordre à Paris. On réserva de statuer sur celle du prieur de Sexfontaines, conseiller du Roi au Parlement de Bourgogne. Le prieur de Vendevre fut excusé comme étant secrétaire de l'évêque d'Albi.

En ce qui concerne le diocèse de Mâcon, notons l'absence de l'abbé de Cluny ; il était au concile de Bourges.

Outre Claude de Longvy et l'archevêque de Salerne, Frégose, lequel — prend soin de remarquer le procès-verbal non sans quelque intention — se trouvait à Lyon « pour traiter en personne de certaines affaires du Roi », étaient présents ou représentés : pour le diocèse de Lyon : le doyen du chapitre, Jean Mitte, Antoine d'Albon, abbé du couvent de l'Ile Barbe, et d'abord les représentants de l'archevêque, Rollin de Semur, vicaire général, et Hugues Dupuy, son procureur général et notaire ; pour le diocèse d'Autun : le représentant du chapitre Saint-Lazare, Georges Guy, et Prudent de Mypont.

Les délégués du diocèse de Langres étaient de beaucoup les plus nombreux. Indiquons les établissements qui en avaient envoyé. C'étaient (1) les abbayes de Saint-Michel de Tonnerre* (2), de Molosme* (3), Saint-Étienne de Dijon (4), Molesme* (5), Saint-Seine* (6), Pothières* (7), Clairvaux (8), Morimond (9), Mores, Auberive, Longuay, Vauxbons (10), Beaulieu, Vaux-la-Douce (11),

(1) Nous avons marqué d'un astérisque les corps représentés (du diocèse de Langres) qui ne revendiquèrent point l'exemption.

Ce relevé est intéressant et nous a aidé à rectifier plus d'une erreur, et à dresser l'état des abbayes et autres bénéfices réguliers au diocèse de Langres du temps de Givry (v. *suprà*, pp 75. ss.). Plusieurs noms ont pu être omis pour une cause ou une autre, et d'autres mal transcrits.

(2) Représenté par Jean Ferlat, notaire à Lyon, pour l'abbé Etienne de Nicey malade.

(3) *Id.* par l'abbé d'Armanville.

(4) *Id.* par Nicolas Unaud, ou Hurault, d'Autun, pour l'abbé très malade, avec certificat de médecin à l'appui.

(5) *Id.* par Claude Fougères, chanoine de Lyon, procureur *ad hoc*.

(6) *Id.* par Claude Fougères.

(7) *Id.* par le même, pour l'abbé malade. Or d'après la *Gallia*, l'abbé de P., depuis 1517, aurait été Claude de Longvy. Il s'agit peut-être de son vicaire. Ou bien il faudrait réformer l'assertion.

(8) Représentée par le procureur de l'Ordre, Anatole de Corcelles.

(9) Par le même, ainsi que Mores, Auberive, Longuay et Beaulieu.

(10) Par son abbé.

(11) Par son abbé en personne.

Quincy (1), Septfontaines* (2); puis les chapitres suivants outre Saint-Mammès de Langres (3) : la Sainte-Chapelle de Dijon (4), ceux de Mussy* (5), Saint-Maclou* de Bar-sur-Aube (6), Chaumont* (7), Saint-Pierre de Tonnerre (8), Bar-sur-Seine*, Jully-le-Châtel*, Grancey (9), Châteauvillain (10), et un certain nombre de prieurés : Saint-Geosmes (11), Clairvaux*, Marmesse* (12), Larrey* (13), Saint-Léger*, Saint-Nicolas de Grancey*, le Quartier* (14), Saint-Aignan de Tonnerre (15), Collan, Saint-Pierre de Bar-sur-Aube (16), la Genevroye*, Vandœuvre*, Griselles, le Val-des-Choux, le Val-des-Écoliers (17), Bonvaux, Aubigny, et encore les chartreuses de Dijon et de Lugny (18), ainsi que plusieurs couvents hospitaliers (19).

Les abbayes signalées comme non représentées sont celles de Saint-Jean-de-Réôme, Bèze, Notre-Dame de Châtillon, Theuley, Lézennes, la Crête, Val-des-Vignes. Manquaient les chapitres de Chablis,

(1) Par Pierre Cornu, l'abbé étant malade.

(2) Par Guillaume Mollier ou Mellier, ainsi que les prieurés de Clairvaux et de La Genevroye.

(3) Voir plus loin.

(4) Représentant : Dominique Gauthier, représentant aussi l'hôpital du Saint-Esprit.

(5) *Id.* Étienne Desbarres, ainsi que pour les chapitres de Bar-sur-Seine et Jully.

(6) *Id.* Le chanoine Louis Putoys (ou Pithois).

(7) *Id.* François Bégat, représentant aussi de l'hôpital de Grossauve.

(8) *Id.* Jean Bonnin, notaire à Lyon.

(9) *Id.* Pierre Chalendat, chanoine de Saint-Nizier à Lyon.

(10) *Id.* Jean Beygrien, prêtre de Saint-Nizier.

(11) Représentant : Nicolas de Giey, prieur.

(12) *Id.* Pierre Fournier, prieur et doyen.

(13) *Id.* Prudent de Mypont, chanoine d'Autun, vicaire perpétuel de Frégose pour Saint-Bénigne. Il excusa le prieur retenu au loin pour motif d'étude ; c'était le même que le prieur de Saint-Léger. Mypont représentait aussi le prieur de Saint-Nicolas de Grancey excusé pour raison d'étude.

(14) Représentant : Jean Maulion, prieur du Val-des-Choux.

(15) *Id.* Louis de Romaville, prieur, représentant aussi de Collan.

(16) *Id.* Boniface Blondet.

(17) *Id.* Clément Cornyot, prieur, représentant aussi Bonvaux.

(18) *Id.*, pour les deux chartreuses : G. Tircey.

(19) Savoir ceux de Fontenille, Suzy, Tronchoy, Saint-Nicolas de Langres, Beauchemin, La Romagne, Bures, Montmorot, Arrentières, Esnouvaux, Corgebin, Avalueur, Saint-Marc, d'Épailly, Voulaines, tous représentés par Pierre Putoys, chevalier maître de Bellecroix, procureur du grand-prieur de Champagne, puis Grossauve, Saint-Antoine de Norges, représenté par Ét. Laurencin, administrateur du prieuré Saint-Irénée de Lyon, et la maison du Saint-Esprit de Dijon.

Champlitte, Époisses, Fouvent, la Chapelle-au-Riche, non représentés, et le chapitre collégial de Larrey. Manquaient de même notamment les prieurés de Saint-Apollinaire, Saint-Broingt-les-Moines, Varennes-sur-Amance, la Ferté-sur-Amance, la Ferté-sur-Aube, Cry, Silvarouvre, Sexfontaines, Condes, Griselles, Vausse, Sainte-Eulalie, Latrecey, Colombey-les-deux-Églises, Mont-Sainte-Germaine. Ce sont ceux, du moins, signalés comme non représentés. Étaient-ils les seuls ? L'omission de certains prieurés dans le document en question peut s'expliquer par le fait que le prieur n'en était plus alors qu'un administrateur de bénéfice, et non un supérieur conventuel.

Du diocèse de Chalon étaient représentés le chapitre Saint-Vincent de Chalon (1), le monastère de Tournus (2) ; enfin du diocèse de Mâcon : le chapitre Saint-Vincent (3), le monastère de Cluny (4), le prieuré de Cherlieu (5), et de Saint-Pierre de Mâcon (6), le chapitre de Sainte-Marie de Beaujeu (7).

Fait à noter : ni l'évêque de Langres, Michel Boudet, ni celui d'Autun, Jacques Hurault, ni celui de Chalon-sur-Saône, Jean de Poupet, ne s'étaient rendus au concile (8). Ils avaient envoyé leurs procureurs : c'étaient pour l'évêque de Langres, Denis Blanchet, chanoine, et Jean Guyoust, licencié ès droits ; pour celui d'Autun, le chanoine Nicolas Hurault (ou Hunaud), et pour celui de Chalon, le vicaire général Jean Girard.

Cette séance du soir dura, en dépit de ce qu'on pourrait croire, assez longtemps et fut plutôt mouvementée. Elle fut en grande par-

(1) Par Claude Bon, trésorier.

(2) Par Guillaume de Charme.

(3) Représenté par l'archidiacre Guill. Champrod.

(4) Par Gabriel de Langeais, vicaire général de l'abbé.

(5) Par Cl. de Madeleine.

(6) Par P. de Varennes.

(7) Par Pierre André.

(8) Serait-ce parce que le choix de François I^{er} s'était porté sur l'évêque de Mâcon pour présider ?

On voit, contrairement à ce qu'écrivit M. KLEINCLAUSZ, *Histoire de Bourgogne*, 2^e éd., Paris, 1924, in-8°, p. 226 : a), que le concile de Lyon n'a pas eu lieu en 1527, mais en 1528, -b) que François de Rohan ne l'a pas présidé, -c) que les évêques de Langres, Autun et Chalon n'y étaient point en personne, pas plus que lui-même, et ne pouvaient donc « l'y entourer. »

tie occupée à entendre les protestations qu'élevèrent à qui mieux mieux, sous prétexte d'exemption, presque tous les représentants des chapitres, prieurés et abbayes (1).

C'était à qui ferait remarquer que le corps qui les avait députés relevait directement du Siège apostolique, que l'Ordinaire de leur diocèse n'avait pas le droit de les convoquer ni obliger à venir, qu'enfin ils entendaient bien que leur comparution ne porterait en rien préjudice pour l'avenir à leurs privilèges. Naturellement les procureurs des évêques protestèrent en sens contraire. On dut à tous donner acte par écrit de leur protestation pour valoir ce que de droit. Discuter là-dessus eût été interminable. Claude de Longvy dut à un moment faire remarquer que ce serait retarder et compromettre la tenue du concile proprement dit, et manquer de déférence envers le souverain.

Les deux mandataires du doyen et du chapitre de Langres, Louis Putoys (ou Pitois) et Hector Guerrier, avaient avec une particulière insistance revendiqué l'exemption du chapitre de Langres vis-à-vis de Michel Boudet, avec qui nous savons par ailleurs que les rapports étaient alors plutôt tendus (2), et aussi vis-à-vis de l'archevêque de Lyon (3).

La réplique ne tarda guère et dépassa les limites d'une simple protestation : Jean Guyoust, au nom de l'évêque, déclara que s'ils ne renonçaient à leur revendication de l'exemption, les deux cha-

(1) Le prieur de Saint-Aignan alléguait qu'il n'était pas obligé de comparaître au concile, que seuls les prieurés conventuels auraient dû être convoqués, affirmation contre laquelle s'éleva le représentant de l'évêque de Langres (MANSI-W., t. 32, col. 1114). — Le procureur du grand prieur de Champagne de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem alléguait que *omnes et singuli praeceptores, hospitalarii, curati et rectores et alii ejusdem ordinis ex concessione, privilegio et indulto Sedis apostolicæ... cum suis praeceptoribus, hospitalibus, parochialibus ecclesiis, capellis et membris necnon rebus et bonis suis universis sunt exempti...* de tous ordinaires et immédiatement soumis au grand-maître de l'ordre ou au grand-prieur susdit : *sunt etiam ab omni decima, collecta et quacumque impositione papali, regali vel cujuscumque principis et praelatorum similiter exempti* par privilèges, concessions et indults récemment confirmés par Clément VII et acceptés du Roi. Le représentant de l'évêque de Langres protesta en sens contraire.

(2) Cf. *suprà*, p. 137.

(3) MANSI, éd. Welt., t. 32 col. 1108-1109. La lettre du chapitre de Langres, du 7 mars 1528 (n. st.), est d'un ton plutôt tranchant.

noines langrois ne devaient pas être admis au concile, et leur chapitre serait tenu pour contumace.

Le président, procureur général du métropolitain, observa que l'exemption doit être prouvée, *exemptio non præsumitur*, que messieurs du chapitre de Langres devaient être tenus en effet pour contumaces, *nisi compareant modo et forma debitis, rejectis qualitatibus et protestationibus suis... per quas nituntur contra præcipua disciplinæ ecclesiasticæ fundamenta se subtrahere et eximere a præstatione reverentiæ quam omni jure debent suis superioribus...*, enfin il fixa au lundi suivant la décision sur le cas (1).

Un autre sujet de litige avait été soulevé un peu auparavant, dès l'appel de leur nom, par les procureurs de l'évêque de Langres. Ils se plaignirent de la place qui leur avait été assignée ; ils eussent dû occuper la première après l'archevêque de Lyon ou ses représentants. Car c'était celle que la coutume assignait dans les conciles à l'évêque de leur diocèse. Le procureur d'Autun protesta en sens contraire. Claude de Longvy leur en donna acte à tous, et les renvoya pour l'examen de cette question au lundi de Quasimodo (2).

Lui-même, quand vint l'appel du diocèse de Mâcon, éleva une réclamation semblable, revendiquant pour l'évêque de ce siège, en vertu de la coutume ancienne ou d'un privilège accordé par la Chambre apostolique, la première place après l'archevêque de Lyon dans les conciles provinciaux. Or on lui avait, en fait, attribué la dernière. Sans vouloir entrer en contestation, puisque le Roi l'avait désigné comme président, il tenait à réserver pour lui-même et ses successeurs les droits de l'évêché de Mâcon. De quoi on lui

(1) MANSI, éd. Welt., t. 32, col. 1130. — Une réunion contradictoire eut lieu, en effet, à cette date en présence de Claude de Longvy : d'une part le procureur général de l'archevêque et le vicaire de l'évêque de Langres soutenant que les chanoines devaient être proclamés contumaces, puisqu'ils refusaient de comparaître selon la forme de la convocation ; et d'autre part les délégués du chapitre de Langres le niant, puisqu'en somme ils avaient mandat de leurs collègues pour comparaître. Après mûre délibération, l'évêque de Mâcon admit la comparution du Chapitre en la personne de ses délégués, en maintenant saufs, pour valoir ce que de droit, les actes de protestation des deux partis. Mais il décida que dans les deux mois le chapitre de Langres devrait ratifier ce qu'auraient fait ses délégués au concile, et en les accréditant en forme convenable et suffisante, faute de quoi ses membres seraient d'ores et déjà considérés comme contumaces.

(2) Quelle fut la suite ? Nous l'ignorons.

donna acte en autant de copies qu'il y avait d'évêques dans la province.

Naturellement encore les procureurs des autres évêchés protestèrent en sens opposé. Dont acte aussi leur fut donné (1).

Toutes ces prétentions à l'exemption exhalaient une odeur d'anarchie, et ces disputes sur les préséances, des sentiments quelque peu égoïstes et intéressés. On aimerait que l'esprit de ces hommes graves et vénérables se fût porté d'emblée vers les questions très importantes inscrites à l'ordre du jour du concile, plutôt que vers des considérations d'ordre personnel. Mais telle était la mentalité de l'époque et les habitudes de la société d'alors. Les juridictions étant enchevêtrées ou mal définies, le litige était le pain quotidien.

*
* *

Le concile, finalement, fut convoqué pour le lundi suivant 23 mars, à neuf heures, dans la grande salle du palais de l'archevêque.

S'il fallait prendre au pied de la lettre les expressions du procès-verbal (2), l'assistance aurait manifesté un certain doute au sujet de la réalité des pouvoirs et de la mission de Claude de Longvy.

Celui-ci fit lire d'abord les lettres du Roi et de l'archevêque, lesquelles lui confiaient le soin de présider le concile, au nom et avec la délégation du métropolitain, et contenaient en même temps les instructions de François I^{er} (3).

Puis le président du Concile, ouvrant les réunions proprement dites, s'exprima comme suit — dans un latin de tournure cicéronienne — au sujet du protestantisme naissant :

(1) Col. 1120.

(2) Col. 1126.

(3) Ces instructions (MANSI, éd. Welt., col. 1134 ss.) sont à peu près entièrement un plaidoyer *pro domo* relatif aux expéditions entreprises en Italie par le Roi, au traité de Madrid qui livrait la Bourgogne à l'Empereur, au don des décimes. Quant au péril luthérien (col. 1139), le désir du Roi, dit-il, est « de faire cesser et extirper la damnée secte et l'hérésie des Luthériens, laquelle chose le dict sire comme roy très chrestien a très à cœur, et de tout temps l'a eue en hayne, horreur et abomination, désirant punition estre faicte de ceux qui s'en trouveront chargez et coupables... En quoy il tiendra la main et se y emploiera par les moiens à lui possibles. »

« Aucun de vous qui ignore, vénérables Pères, quelles illusions et quelles funestes séductions souillent aujourd'hui, comme une peste, et harcèlent notre Église, et au moyen de quelles monstrueuses et prodigieuses et criminelles entreprises, de faux chrétiens, dont la cohorte s'est levée depuis neuf ans (1), l'agitent, la criblent de coups enfin la mettent à mal ; elles grandissent jusque sous nos yeux, vous en êtes témoins, au point que c'en est presque fait déjà de notre Église, si des remèdes opportuns et de salutaires antidotes ne sont tout prêts pour repousser l'invasion de tant et de si grandes maladies. Contre ces criminelles erreurs que répandent et propagent ça et là je ne sais quel Luther qui ressuscite d'antiques hérésies, et ses sectateurs, et qui dorénavant, telle une humeur cancéreuse (2), s'insinuent dans l'esprit d'hommes à la foi médiocre, levons-nous avec le bouclier de la foi et l'arme invincible de la bonne volonté, entamons ensemble la lutte, combattons, courons sus à ce destructeur de la foi orthodoxe, barrons-lui la route, dressons-nous devant lui comme un rempart, sans perdre de temps : voilà l'œuvre à accomplir, et ce n'est pas une petite affaire.

Car par l'effet de la corruption des bonnes mœurs et de la tiédeur dans la recherche et poursuite des vertus, et enfin — ce qui est une pire corruption — par suite de la froideur et de la négligence à remplir les obligations du culte divin, tous en viennent à tomber facilement dans l'abîme des vices.

D'où il arrive ceci : de même que dans les champs stériles et dans les lieux dépourvus de bonne culture, au lieu de la féconde production des fruits et de l'abondance des moissons, ce sont des ronces et des chardons qui poussent en buissons, ainsi les âmes oisives qui ne s'adonnent pas à l'exercice des vertus, s'ouvrent très facilement aux suggestions qui font pulluler les vices et surgir les hérésies : chose qui de nos jours, ô douleur, nous le voyons, s'est pleinement réalisée, et dont la cause est qu'on a négligé les antiques cérémonies et qu'on s'est déshabitué des vertus et des bonnes disciplines.

Afin que l'accumulation des vices de cette sorte n'aille croissant à l'infini, il nous faut de toutes nos forces, dans cette sainte réunion et assemblée conciliaire,

(1) C'est, en effet, à partir de la « dispute de Leipsig » avec Jean Eck (juin-juillet 1519) que Luther se détacha définitivement de l'Église romaine. Il y rejeta toute autorité dogmatique, nia l'infaillibilité des conciles généraux, et ne reconnut que la Bible comme source de la vérité religieuse, mais interprétée par chaque chrétien sous l'influx de l'Esprit saint, ce qui revient en fait au libre examen.

Rappelons quelques dates : le 1^{er} août 1519, Luther lance son appel : *A la noblesse chrétienne d'Allemagne sur la Réforme de l'État chrétien...* ; en octobre 1520, il publie son *Prélude sur la captivité babylonienne de l'Église* ; en novembre, son petit livre : *De la liberté du chrétien*. — Le pape Adrien VI par la bulle *Exurge, Domine*, du 15 juin 1520, condamna 41 propositions de Luther. Celui-ci la brûle publiquement le 10 décembre 1520 à Wittenberg. Le 3 janvier 1521, il est excommunié par Léon X.

Le 5 avril 1521, la Sorbonne condamnait 103 propositions de Luther et dès lors « poursuivait l'hérésie luthérienne, partout où elle voyait des traces, et pas toujours avec beaucoup de discernement. »

La fameuse *Protestation* des princes luthériens à la diète de Spire est du 19 avril 1529, et le luthéranisme se donne un symbole officiel le 25 juin 1530 : c'est la *Confession d'Augsbourg*.

(2) C'est la métaphore déjà employée par le concile de Paris-Sens.

tâcher à extirper et retrancher ces erreurs, à corriger l'insolence de ces mœurs perdues, réprimer les abus et ramener avec sollicitude aux choses du Seigneur les brebis égarrées, comme c'est notre devoir ; quant aux obstinés et aux rebelles, usons contre eux de la coercition des saints canons ; sauvegardons l'état ecclésiastique qui est l'édification et l'exemple des laïques, de façon à en faire un état de vie salubre, et toujours louable et plein d'honneur, cultivons-le, maintenons-le...

Bref, au nom de l'amour du Seigneur Christ Rédempteur, je voudrais que vous tous souteniez sur vos épaules les choses de l'Église battue en brèche et déjà près de tomber, et que vous donniez à l'Église le secours de vos suffrages... (1) ».

L'évêque de Mâcon terminait cette pressante adjuration en invitant les membres de l'assemblée à délibérer mûrement sur les matières qu'il venait de mettre à l'ordre du jour, savoir : les moyens de contribuer au rachat des enfants royaux captifs, les remèdes à employer contre les progrès de l'hérésie, enfin la réforme des mœurs ecclésiastiques.

Le lendemain on exposa publiquement des conclusions. Ensuite Claude de Longvy édicta, au nom de l'archevêque de Lyon dont il tenait la place comme président du concile, et au nom de l'assemblée elle-même qui les approuva et sanctionna, six statuts, en vue de l'extirpation de l'hérésie luthérienne et de la réformation des mœurs des personnes ecclésiastiques. Ils furent lus par Étienne Faye, docteur ès droits, official provincial de Lyon (2).

En voici l'analyse. Tout d'abord les évêques de la province sont invités à « s'élever, chacun dans son diocèse, avec une vigilance pleinement attentive contre les dogmes de Luther et de ses disciples » ; qu'ils recherchent les hérétiques, qu'ils usent à leur égard des pénalités du droit, entreprenant contre eux et leurs « fauteurs et recéleurs » des procès judiciaires qu'ils devront instruire à fond ; qu'il fassent appel au besoin au bras séculier (1^{er} statut).

Puis c'est une série d'interdictions.

Défense est faite, sous peine d'excommunication, à quiconque, d'adhérer à des doctrines enseignées par Luther, de les affirmer, enseigner, prêcher, approuver, recevoir, défendre, et cela de quelque façon que ce soit » (2^e statut).

(1) Cf. MANSI, éd. Welter, t. 32 (1902), col. 1122.

(2) Cf. MANSI, éd. Welter, *loc. cit.* — Ce texte est à la Bibliothèque municipale de Beaune, ms. 154 ; Cf. *Bibl. nat.*, coll. Bourg., t. 70.

Défense de même de détourner le peuple chrétien de la foi catholique, et en particulier de la croyance aux sacrements, du culte de la Vierge et des saints, de l'observance monastique, des jeûnes et abstinences, de la prière pour les défunts, ainsi que des commandements de l'Église.

Le concile condamne la lecture des livres de Luther et de ses disciples. Défense encore à tous de lire et de posséder leurs traductions de la sainte Écriture, de les imprimer et vendre. Défense aux laïcs de discuter de la foi catholique, des articles relatifs à l'hérésie, et de faire dans ce but des conventicules soit publics soit même secrets (3^e statut).

Après les défenses voici les prescriptions :

Les recteurs et vicaires devront chaque dimanche publier les interdictions ci-dessus, et instruire leur peuple dans la doctrine ecclésiastique. Que celles de leurs ouailles qui seraient impliquées dans les erreurs luthériennes soient dénoncées à leur supérieur (4^e statut).

Ce qui précède concerne le péril de l'hérésie. Voici maintenant ce qui regarde la réforme des personnes ecclésiastiques :

Que les prélats tant séculiers que réguliers procurent cette réforme au moyen d'avertissements, et, s'il le faut, de pénalités, afin que dans leurs églises la discipline se maintienne vigoureuse, qu'une piété fervente fasse progresser le culte divin, que la vie du clergé s'épanouisse en pureté, honnêteté, modestie. Surtout qu'on réprime les vices et les scandales : qu'on applique les peines du droit civil et canonique aux clercs commerçants, aux concubinaires publics ; qu'on écarte les indignes et les infâmes (5^e statut).

Enfin qu'on s'applique à réformer les prêtres trop nombreux — la plupart illettrés, imberbes, grossiers, astreints à des travaux serviles, miséreux — qui au moyen de titres fictifs se sont faufilez aux saints ordres.

D'autre part, qu'on veille à n'en plus introduire de tels dans les rangs du clergé. Avant d'être promus aux ordres majeurs, les candidats subiront un examen sérieux portant sur leurs mœurs, leur science, leur âge, la convenance de leur « titre » et sa suffisance ; qu'on s'assure s'ils ne l'ont point falsifié par quelque convention qui leur permettrait de retransférer les biens dont ils se compose.

Que les évêques ou leurs représentants n'accordent point non plus de lettres démissaires sans discrétion, mais après un examen préalable confié à des hommes graves, instruits et d'une intégrité reconnue (6^e statut).

Telles furent les décisions prises par le concile. Chacun des évêques de la province était tenu de les appliquer dans son diocèse.

Claude de Longvy, qui les avait promulguées au nom de l'archevêque de Lyon et du synode, après en avoir sans doute inspiré le contenu et la rédaction, ne dut pas être le dernier à s'en souvenir durant le long cours de la carrière qui lui restait à parcourir.

Que fit-il à Mâcon dans cet ordre de choses ? Nous avons déjà signalé, à la fin de 1528 (n. st.) (1), la réforme qu'il opéra à l'abbaye de Saint-Rigaud.

Mais il n'allait pas tarder à quitter ce diocèse pour Langres et Dijon. C'est ce nouveau champ d'action qui, comme on sait, s'offrit à son influence pendant plus de trente années.

(1) Cf. *suprà*, p. 18. Notons que le protestantisme n'aurait fait son apparition qu'en 1535 à Mâcon : du moins, c'est cette année que les magistrats y font condamner au feu le prédicant Jean Cornon.

Il est vrai que Michel d'Arande y avait prêché dès 1524. Cf. H. V. AUBERT, *Établissement de l'Église réformée de Mâcon*, dans : *Bull. Soc. hist. prot. fr.*, t. 47, p. 28. Cf. aussi CHEVRIER, *Le Protestantisme dans le Mâconnais et la Bresse*, 1808.

CHAPITRE II

Les débuts du Protestantisme dans l'ancien diocèse de Langres : I — Partie bourguignonne. II — Partie comtoise. Rôle du cardinal de Givry.

§ 1.

Le diocèse de Langres, on le sait, s'étendait à la fois sur les « gouvernements » de Champagne et de Bourgogne et même sur une partie de la Comté : sillonné par les routes qui menaient de Paris à Genève et à Lyon, placé aux frontières de la Lorraine et de la Comté où s'enclavait la principauté de Montbéliard, non loin de l'Alsace et des principautés allemandes, on peut pressentir qu'il dut de bonne heure connaître les tendances et les doctrines nouvelles, importées d'abord d'Allemagne, puis de Paris, et enfin surtout de Genève où Calvin, qui avait fui la capitale en 1534 après l'affaire des Placards, allait, à partir de 1536, tenir pendant vingt-huit ans, le rôle de Prophète et de Docteur de la Réforme en France. De là, comme on sait, il attirait des adeptes au pied de sa chaire, envoyait des émissaires, ceux-ci colporteurs de bibles et de traités en latin et en français, ceux-là prédicants et ministres ; de loin il soutenait par ses lettres le courage de ses partisans persécutés en France et

ailleurs pour des doctrines et des attitudes religieuses en opposition avec celles de la religion d'État.

Quand il mourut en 1564, il y avait déjà plusieurs années que Genève fournissait des pasteurs aux Églises nouvelles récemment formées sous l'égide de la Réforme protestante.

Au diocèse de Langres on pouvait en trouver qui s'étaient constituées peu de temps après la mort du cardinal de Givry (août 1561), sinon même auparavant.

Quand le « luthéranisme » y avait-il pénétré ? Comment, sur quels points s'y était-il développé ? Quelles oppositions avait-il rencontrées, tant de la part du pouvoir civil, agents du roi, Chambres de ville, Parlement, que de la part des autorités ecclésiastiques, de Givry en particulier ?

Sans prétendre tracer un tableau complet des origines du Protestantisme au diocèse de Langres durant cette période qui va de 1529 à 1561, c'est-à-dire jusqu'à la veille du colloque de Poissy et des guerres de religion, nous allons rechercher et noter un certain nombre de faits qui s'y rattachent, soit dans la partie sud de la Champagne, laquelle relevait du Parlement de Paris, soit dans la partie nord de la Bourgogne, laquelle ressortissait à celui de Dijon (1).

Çà et là le rôle du cardinal de Givry ou de ses représentants apparaîtra dans le relevé que nous allons en faire, en suivant l'ordre chronologique, d'après les documents que nous avons pu envisager, et dont un certain nombre d'ailleurs ont été mis en lumière depuis une vingtaine d'années.

Les uns sont empruntés pour la plupart aux registres du Parlement de Paris, les autres aux registres des délibérations de la Chambre de ville de Dijon, ainsi qu'au résumé des délibérations du Parlement de Dijon — en l'absence des délibérations elles-mêmes — et ici nous aurons le regret de constater l'absence de lettres du cardinal de Givry, qui auraient pu jeter un jour décisif sur son action personnelle en cette matière ; quelques autres enfin nous sont fournis par les Archives de la Haute-Marne (au fonds non encore catalogué), et là notre regret sera plus grand encore devant les lacunes de la série des registres capitulaires de Langres.

(1) Nous envisagerons aussi sa partie comtoise, qui relevait du Parlement de Dole.



Au moment où nous commençons cet exposé, il importe de se rappeler que la surveillance et la répression de l'hérésie étaient à cette époque l'affaire du pouvoir royal et des parlements, avant même que d'être celle de l'autorité ecclésiastique.

Il faut dès lors envisager une double action : l'une, d'ordre spirituel, soit doctrinale, soit juridictionnelle : prédications, décrets de réforme, exhortations au clergé, institution de confréries pieuses, excommunications et sanctions canoniques ; l'autre, d'ordre politique et judiciaire, qui apparaît de suite sinon plus efficace, du moins plus énergique, dont le pouvoir du Roi prend l'initiative et la direction, et qui tantôt se ralentit, tantôt s'accélère, selon les influences et les circonstances de l'heure. On sait qu'à cette époque de confusion du spirituel et du temporel, l'hérésie et l'insoumission vis-à-vis de l'Église étaient des délits non seulement poursuivis par la juridiction ecclésiastique d'allure plus douce, mais aussi par la loi civile, et punis par ce qu'on appelait le « bras séculier. »

Nous avons déjà vu quelles étaient vis-à-vis des « luthériens » les dispositions de François I^{er}. A la fin de l'année 1533, c'est-à-dire à la suite de l'entrevue de Marseille avec Clément VII, il fit réorganiser la procédure contre les hérétiques. Désormais deux conseillers délégués à la fois par le Parlement et par l'Évêque, réunirent les pouvoirs des deux juridictions : les enquêtes, conduites jusque-là séparément et commencées d'abord par les officialités, devaient ainsi prendre une tournure rapide et plus décisive : la répression n'en serait que plus assurée et plus sévère.

Cependant sous l'influence de sa politique, le Roi songe bientôt à faire venir Melanchton à Paris pour des pourparlers d'entente. Soudain éclate l'affaire des Placards (18 octobre 1534). L'autorité royale elle-même semble menacée par les « luthériens. » Une commission spéciale est instituée au Parlement de Paris le 21 décembre 1534 pour juger les procès d'hérésie (1) ; des supplices, des processions expiatoires s'ensuivent ; en janvier 1535, c'est l'interdiction

(1) *Catal. actes François I^{er}*, t. VI, n° 20841.

d'imprimer aucun livre sans le visa de la Sorbonne, puis un édit allouant le quart des biens des hérétiques à leurs dénonciateurs, mais punissant leurs recéleurs (1).

En juin 1535 — voici le moment de la grande faveur de l'amiral Chabot — s'ouvre de nouveau une ère de détente jusqu'en 1538, sur l'avis du cardinal Jean du Bellay et du pape Paul III : l'édit de Coucy (16 juillet 1535) (2) ordonne l'élargissement des prisonniers et permet aux fugitifs de rentrer, à condition qu'ils renoncent à leurs erreurs dans les six mois. François I^{er}, aussi bien, négocie avec les princes allemands et a repris la guerre contre Charles-Quint. L'édit de Lyon (31 mai 1536) confirme celui de Coucy, et l'étend même aux sacramentaires.

Mais à la fin de 1538 se dessine une orientation différente. L'hérésie luthérienne déjà teintée de calvinisme sera de plus en plus réprimée, et le Roi ne s'écartera plus de cette ligne. A Rouen, Toulouse, Lyon, des supplices ont lieu en 1539. L'édit de Fontainebleau (1^{er} juin 1540) règle de nouveau la procédure contre les hérétiques (3).

(1) HAAG, *La France protestante*, Pièces just. n° 3.

(2) Cf. ISAMBERT, JOURDAN et DECRUSY, *Recueil général des anciennes lois françaises* de 420 à 1789, t. XII, p. 405. — HAAG, Pièces justifi., n° 4.

(3) Avec l'ordonnance interprétative donnée le 23 juillet 1543. Cf. ISAMBERT, *Anc. lois fr.*, XII ; 8 ; HAAG, Pièces justificatives, n° 5.

Voici quelle était cette procédure :

a) Les suspects d'hérésie qui n'étaient pas revêtus des ordres sacrés étaient poursuivis par le ministère soit des évêques, de leurs vicaires ou de l'inquisiteur de la foi, soit des baillis royaux, sénéchaux ou de leurs lieutenants (les prévôts et autres juges inférieurs, à moins de délégation particulière, ne pouvaient procéder que par inquisition, information et prise de corps). Généralement l'inquisiteur de la foi examinait le premier le prévenu, et s'il le déclarait hérétique, le procès était instruit par la juridiction qui l'avait commencé, mais exclusivement jusqu'à sentence définitive ou de torture.

Cette sentence, c'est au Parlement qu'il appartenait de la prononcer. Les évêques envoyaient donc à leurs frais les accusés et leurs sommiers complets à Paris, où la Chambre instituée à cet effet procédait, au besoin, à une nouvelle enquête et jugeait en dernier ressort. — En fait, la plupart du temps les accusés sont envoyés au Parlement par les baillis et non par les officiaux de l'évêque ; car les juges ecclésiastiques ne pouvaient faire appréhender les suspects et coupables que si ces derniers étaient sur leur domaine propre, et c'étaient les juges royaux qui presque toujours faisaient exécuter les prises de corps.

b) Quant aux prévenus qui étaient dans les ordres sacrés et dont la peine entraî-

Cette fois — innovation capitale — l'initiative de leur recherche et de leur punition n'appartient plus seulement aux officialités diocésaines, jugées trop peu zélées, trop lentes et trop indulgentes. Le Roi ordonne aux baillis, sénéchaux et autres juges, « toutes choses cessant », de « soy informer et enquérir des sectateurs et séminateurs des ...hérésies, non seulement contre les laiz, mais aussi contre les clerks non ayans ordres sacrés..., et... envoyer incontinent et sans délai leurs procès et prisonniers aux cours souveraines, pour par icelles être jugés promptement et à toute diligence en la chambre criminelle d'icelles..., chacun doit les révéler à justice, et de tout son pouvoir aider à les extirper, comme un chacun doit courir à éteindre le feu public. »

La traduction de « l'Institution de la religion chrétienne » (1) par Calvin, parue en 1541, avait mis plus que jamais les esprits en mouvement. De plus en plus se font entendre des critiques contre l'autorité de l'Église, la confession, le purgatoire, les indulgences, le célibat ecclésiastique. Plus d'un membre du clergé, du clergé régulier surtout, incline vers le calvinisme.

Le 2 mai 1542, François I^{er} ordonne aux Parlements de « faire bonne justice des malsentants de la foi » ; puis sans préjudice de l'action des baillis, ce sont les évêques, qui doivent activer les poursuites « sous peine de saisissement de leur temporel » (30 août

nait la dégradation, c'étaient les juges ecclésiastiques qui avaient, seuls, qualité pour apprécier et châtier la faute au point de vue de la doctrine (délit commun). Mais s'ils avaient prêché publiquement les doctrines hétérodoxes, leur cas était dit *privilegié*. Alors, après avoir été jugés par l'officialité pour le cas commun, ils étaient renvoyés au Parlement pour être jugés sur le cas privilégié par un tribunal mixte composé d'ecclésiastiques et de conseillers de la cour.

Celle-ci pouvait aussi prendre l'initiative des poursuites en déléguant tel ou tel de ses membres en qualité de commissaire chargé de la répression de l'hérésie dans tel ou tel lieu de son ressort, ou bien en conférant à tels juges provinciaux, à l'exclusion d'autres, trop peu zélés, un pouvoir temporaire *ad hoc*.

c) Enfin le Parlement était une cour d'appel à laquelle les accusés condamnés par les tribunaux inférieurs pouvaient demander la révision de leur procès. (Cf. N. WEISS, *op. cit.*, LXXIV. Cf. aussi : DU PLESSIS D'ARGENTRÉ, *Collectio judiciorum de novis erroribus*, t. I et II, Paris, 1724-1728).

(1) Voir édit. LEFRANC, CHATELAIN et PANNIER, dans la *Bibl. de l'École des hautes études*, Paris, 2 vol. in-8°.

1542) (1). On lit dans toutes les églises les monitoires (2) du grand inquisiteur Mathieu Ory, et chacun est averti d'avoir à dénoncer l'hérétique sous peine d'être traité comme lui. La Sorbonne rédige (20 janvier 1543) une confession de foi en 26 articles, qui est enregistrée comme loi d'État le 15 juillet 1543 (3). Elle la fait signer à tous ses membres.

Des arrêts—qui seront transformés sous Henri II en ordonnances royales — sont rendus par le Parlement, soumettant tous écrits à la censure de la Sorbonne (1^{er} juillet 1542) (4). Le Roi autorise les inquisiteurs et les tribunaux ecclésiastiques à informer contre les suspects d'hérésie, à les décréter de prise de corps, décret que les juges royaux doivent exécuter, en saisissant immédiatement le Parlement. En février 1544 sont brûlés au Parvis Notre-Dame les livres de Calvin et de Dolet, et au mois d'août la Sorbonne publie le premier Index officiel des livres prohibés (5), livres dont l'entrée et la circulation en France sont interdites (6). En 1545 les « bruslements » reprennent à Paris (7), et en 1546 s'allument, place Maubert, le bûcher d'Étienne Dolet, puis celui des Quatorze de Meaux. Cependant ici et là, les « luthériens » mutilent des images saintes (8), et ces attentats provoquent des processions expiatoires (9) à grand apparat, destinées à ranimer la foi du peuple et le loyalisme monarchique.

I

Ces données que nous avons cru devoir rappeler vont nous permettre de mieux comprendre l'attitude des pouvoirs publics vis-à-

(1) Cf. *Catal. act. François I^{er}*, t. IV, p. 364, Parlement de Dijon.

(2) Cf. *Les Lois, Ordonnances et Edictz des très chrestiens Roys de France et de la Cour de Parlement*, Paris, 1555, f^o 244.

(3) Cf. ISAMBERT, XII, 820. Cf. *Arch. nat.*, X^{1a}, 8613, f^o 462.

(4) Sur la Sorbonne, le Parlement et les livres hérétiques de (1542-1546), voir WEISS, dans *Bull. hist. Soc. du Prot. fr.*, 1885, p. 19.

(5) Paris, Jehan André, 1544.

(6) Arrêt du 23 juillet 1545.

(7) N. WEISS, *La Chambre ardente*, p. XXXIII; *Arch. nat.*, X^{2a} 97.

(8) Ainsi au cimetière des Sts Innocents à Paris.

(9) WEISS, XL. Cf. *Arch. nat.*, registre X^{2a} 102. Ces attentats furent-ils très rares, comme dit WEISS ? Non, à ce qu'il semble. Pour Dijon et la Bourgogne, cf. *infra*.

vis des premières manifestations d'adhésion au luthéranisme, tant dans la partie bourguignonne que dans la partie champenoise du diocèse de Langres d'alors.

A vrai dire, ces manifestations nous sont connues surtout par les actes de surveillance ou de répression qu'elles provoquèrent. Ce sont eux qui marquent pour nous les points de diffusion du Protestantisme naissant, comme les arêtes des chaînes de montagnes décèlent les zones du travail intérieur qui, demeuré invisible, a soulevé en certains endroits et fait éclater l'écorce terrestre.

Envisageons d'abord la partie bourguignonne du diocèse.

Sous le règne de François I^{er}, c'est presque exclusivement dans cette région, et avant tout dans la ville de Dijon, que l'on saisit les premiers symptômes de protestantisme dans le diocèse. Ce n'est qu'à la fin de ce règne et au commencement de celui d'Henri II qu'il s'infiltré « au pays et quartier de Langres », ou du moins que nous relèverons là des preuves de son existence.

Nous parlons de la Bourgogne administrative, telle qu'on la trouve circonscrite sous les Valois-Angoulême et qui relevait du Parlement de Dijon. Sa frontière au nord allait de Châtillon-sur-Seine à la Saône, en suivant la limite qui séparait le duché-pairie de Langres de la Bourgogne. Mais elle englobait en Champagne des enclaves qui rappelaient l'ancienne mouvance bourguignonne : savoir le marquisat d'Arc qui de Chameroy s'avancait avec Semoutiers jusqu'aux portes de Chaumont, ainsi que plusieurs paroisses de la montagne de Langres (1), de la Comté et du Bassigny (2). Elle s'étendait aussi aux environs de Fontaine-Française à un pays dont la situation politique resta incertaine, terres dites de surséance, jusqu'au traité d'Auxonne en 1612.

Dijon et ses environs semblent avoir été — plus que Langres et de meilleure heure — un terrain favorable à l'introduction de la Réforme protestante.

D'abord à cause de l'absence d'officialité (3) : cette circonstance

(1) Aprey, Musseau, Poinsonot, Prangey, Praslay, Rochetaillée, Rouelles.

(2) Argillières, Fayl-Billot, Fouvent-la-Ville, Poinson-les-Fayl, Tornay; Bassoncourt, Merrey, Meuvy.

(3) Un instant sous les évêques Jean d'Amboise, dont l'un (Jean I^{er}) était gouverneur de Bourgogne, elle avait été transportée à Dijon. Mais elle ne tarda pas à

put rendre moins actives ou moins efficaces la surveillance et la répression de ses premières manifestations. Qu'on ne s'en exagère point la portée cependant : depuis Langres on avait l'œil ouvert sur ce qui se passait à Dijon (1).

Ensuite à cause de certaines conditions religieuses et économiques de la ville, et surtout de sa situation géographique.

L'état matériel et moral du clergé put, là comme ailleurs, donner occasion aux critiques habituelles à l'époque, ainsi qu'au développement de ces tendances qui dans beaucoup d'âmes ouvraient le chemin à l'influence des premiers prédicants. Cette situation au début du xvi^e siècle ne devait pas être bien différente de celle dont nous connaissons le tableau détaillé pour certaines villes, comme Autun, Mâcon ou Troyes, par exemple (2).

Rien que l'opposition que rencontra le cardinal d'Amboise, lorsqu'il voulut en 1503 réformer les Cordeliers de Dijon (3), indique qu'il y avait plus d'une ombre. Il y en aura encore dans la suite ; mais nous avons déjà eu l'occasion de noter sous l'épiscopat de Givry, et nous l'aurons encore, des traits qui révèlent un véritable esprit chrétien et un désir sincère de perfectionnement moral et religieux.

Le clergé dijonnais était nombreux. Nous pouvons en juger approximativement, sinon avec une complète exactitude, par la seule énumération des établissements entre lesquels il était réparti, avec celle des prébendes et méparts. Les paroisses d'abord : il y en avait sept : savoir, outre la paroisse la plus ancienne, Saint-Jean-Baptiste, à laquelle était attaché le doyenné, et qui comptait avec

être ramenée à Langres en 1502 définitivement. En prenant possession de leur siège les évêques devaient jurer qu'ils l'y maintiendraient. Ainsi fit Claude de Longvy. (Cf. ODON JAVERNAULT, *Mémoires et antiquitez de la ville de Langres*, ms., p. 110). Le pape Jules II avait, du reste, ordonné ce maintien par une bulle du 17 avril 1513, *Arch. munic., de Langres*, Inventaire, n° 150.

(1) Voir infra, p. 358.

(2) Voir ABORD, *Hist. de la Réforme et de la ligue dans la ville d'Autun* ; J. ROSE-ROT DE MELIN, *Ant. Caracciolo, évêque de Troyes*, 2^e partie, ch. 1^{er} ; BOST, *Hist. de l'église protestante de Mâcon des origines à 1908* (ms. à la Biblioth. de la Soc. hist. Prot. fr., n° 798). Que MM. les pasteurs N. Weiss et Pannier, directeurs de la Bibl. Soc. hist. prot. fr., veuillent bien trouver ici l'expression de nos remerciements pour leur obligeant accueil.

(3) *Arch. munic., Dijon*, D. 48. cf. B. 168, f. 77.

le clergé paroissial quinze chapelains mépartistes (1), les paroisses Saint-Philibert où il y avait huit méparts, Saint-Pierre (sept méparts alors), annexe de l'abbaye Saint-Étienne, comme les paroisses Saint-Nicolas (12 méparts), Notre-Dame (22 méparts) laquelle avait, comme elle l'a toujours, le titre de première paroisse de la ville, Saint-Médard (plusieurs méparts) et enfin Saint-Michel. A ces paroisses étaient adjoints en outre, des prêtres habitués et d'autres chapelains. Comptons encore les abbayes et chapelles capitulaires ou collégiales : les chapitres de la Sainte-Chapelle avec 24 prébendiers et de la Chapelle-au-Riche (10 chanoines), l'abbaye Saint-Étienne de l'ordre des Augustins, avec la douzaine de ses chanoines-clercs et ses six chapelains en résidence à Dijon, et celle de Saint-Bénigne avec déjà ses seize officiers claustraux, et encore la chartreuse de Dijon avec ses 24 religieux de chœur.

Quant aux couvents, indiquons pour cette époque celui des Jacobins établi dès 1237, ceux des Cordeliers (1295) et des Carmes (1352). Celui des Minimes n'exista qu'à partir de 1590. En tout, comme on voit, rien que pour les clercs des ordres supérieurs, plusieurs centaines de personnes.

Les biens et revenus des abbayes et chapelles étaient d'importance. Ils allaient plutôt croissant, à preuve dans les comptes, les fréquentes mentions d'amodiations et de rentes (2), d'achats de maisons et de terres. Citons quelques chiffres. Revenus : plus de 4.632 livres pour les Chartreux, en 1556 ; plus de 2.599 livres pour Saint-Étienne, en 1533 (3) ; et en 1544, pour Saint-Bénigne (4) plus de 4 à 5.000 livres, et guère moins pour la Sainte-Chapelle (5), sans compter les revenus en nature, grains et vin principalement, provenant des récoltes non affermées et de la dîme.

En face de cette abondance, relative d'ailleurs, et pas toujours

(1) Nous empruntons ces chiffres et ceux indiqués ci-dessous, au Pouillé de 1541.

(2) Voir dans MONGET, *La Chartreuse de Dijon*, t. II, p. 233 et 250, quelques exemples pour les Chartreux. Nous en avons cité plusieurs pour Saint-Étienne, notamment ceux où intervint le cardinal de Givry. Cf. *suprà*, p. 56.

(3) *Arch. Côte-d'Or*, G. 452, f^o 109. Cf. pour 1561 : *Arch. munic. Dijon*, D. 44.

(4) *Arch. Côte-d'Or*, E. 3, f^o 94, prot. n^o. 2190.

(5) *Arch. Côte-d'Or*, G. 1524, 1525.

aussi grande qu'on est porté à s'imaginer parfois (1), grevée en outre — ne l'oublions pas — de charges importantes, comme celle des bâtiments claustraux et des édifices du culte, ainsi que de la nourriture des religieux, constatons la misère d'une partie de la population, avec son accompagnement ordinaire de déchéance morale. Les mendiants étaient foule. Sans parler de la paresse et du manque peut-être de ce que nous appelons aujourd'hui l'assistance par le travail (2), la disette et la peste les multipliaient.

La peste, favorisée par l'état de la voirie dont se préoccupe cependant souvent la Chambre de ville, est signalée (3) notamment en 1526, 1531, 1534, 1537, 1544, 1546, 1552, 1553, 1554.

La disette était provoquée, non seulement par des années de mauvaise récolte, mais par les accapareurs de blé. Or il y en a parmi les détenteurs, ou administrateurs de terres d'Eglise. Certains constituent des dépôts, puis tantôt font couper le blé en herbe pour faire renchérir les prix, tantôt achètent le grain par les villages, si bien que « les gens du pays plat sont distraits en mener vendre au marché. » D'où enrichissement des uns, misère et disette des autres. La Cour interdit « d'acheter blé en vert. » (5) En 1552, elle signale que des hôpitaux, malgré leurs rentes, n'ont pas fait leur devoir, n'ont pas reçu des mendiants qui sont « morts ès champs » (6).

(1) Voir ce que dit d'Arbaumont des chanoines de la Chapelle-au-Riche, *op. cit.* infra, pp. 118, 152 : le mieux renté touchait par an quelques centaines de livres au plus.

(2) Nous voyons que les mendiants valides étaient enfermés en lieu sûr pour y travailler et suffire ainsi à leur entretien : palliatif sans doute insuffisant.

(3) La peste au xvi^e siècle est comme installée à demeure à Dijon. Cf. pour l'époque de Givry, *Arch. mun. Dijon*, E. 39, 40 (1531 : vœu à sainte Anne), 41, 42, 44, 57 ; B. 175, 177, 182, 184, 190, 191 cf. 234 ; H. 89. — Et voir : CLÉMENT-JANIN, *Les Pestes en Bourgogne*, Dijon, 1879, in-8°.

(4) Ainsi en 1540.

(5) Cf. à la Bibl. munic. de Dijon le ms. 1496, f^{ds} SAVEROT, *Extrait des registres du Parlement*, I, p. 31-34 : Délib. du 19 juillet 1529. En ce temps-là (on oublie trop de le noter) l'on n'avait pas la ressource de la pomme de terre, ni les aliments préconisés par Antoine Parmentier dans sa « Recherche sur les végétaux nourrissants qui dans tous les temps de disette peuvent remplacer les aliments ordinaires. » (1784).

Les mendiants se répandaient aussi par les villages, mêlés de gens sans aveu, de « boutefeux » (Cf. Ordonnance du 26 nov. 1534) Cf. en 1556 : *Arch. munic. Dijon*, H. 89 liasse.

(6) *Extraits Reg. Parl.*, I, p. 45 : Dél. du 10 mai 1532. C'était au début de l'épiscopat de Givry.

Était-ce coupable négligence ? Ou par suite de cas de force majeure ? Nous avons à noter, par contre, de belles œuvres de charité : les mendiants étrangers et les pèlerins étaient nourris un jour, puis devaient quitter la ville. Les malades pauvres de Dijon sont nourris et traités aux hôpitaux. On distribue du pain aux malheureux. Une religieuse, sœur Jeannette, eut un moment l'intendance de cette charité faite par la ville (1). Mais on fait aussi des distributions régulières aux portes des couvents, à Pâques fleuries, le Jeudi-saint et à d'autres jours fériés : ainsi à Saint-Étienne, abbaye de Givry (2).

La foule des « pauvres », des mendiants et « bélières » était un gros embarras. On y avait remédié en partie naguère par la création charitable, à l'hôpital du Saint-Esprit, d'une « Communauté de pauvres. » On les y hébergeait, au lieu de les laisser vagabonder dans les rues, mendier et commettre « larcins et paillardises. » Mais le public, peu au fait de son « devoir social, » s'en autorisait pour diminuer le nombre de ses aumônes. On voit la Cour de Dijon s'en préoccuper. Elle se tourne vers le clergé pour qu'il s'emploie à réchauffer la charité des fidèles : elle l'invite à signaler cette carence ; les curés devront faire prêcher la nécessité de l'aumône, et au confessionnal enjoindre, en guise de restitution, de faire des dons à cette « communauté. » Que l'évêque lui-même et ses vicaires s'emploient à en faire comprendre la nécessité, à encourager la pratique de faire figurer cette « œuvre », comme nous disons aujourd'hui, sur les testaments. Que les curés, lorsqu'ils auront appris l'existence de dispositions testamentaires en faveur des pauvres, en avertissent dans un délai de trois jours ; que l'on fasse faire des monitions sur ce sujet ; qu'il y ait des processions où figurera un cortège de pauvres criant : « A Notre Seigneur miséricorde ! » Que le public restreigne ses plaisirs et ses dépenses, et n'emploie point inconsidérément à payer les spectacles de baladins, un argent qui devrait aller aux pauvres ! En même temps défense à ceux-ci de mendier aux portes et dans les églises (3).

(1) *Arch. mun. Dijon*, E, 26 ; B. 171.

(2) *Arch. Côte-d'Or*, G. 457⁸, fol. 50 : (Comptes de Saint-Étienne).

(3) Extraits des *Délib.*, *ibid.* p. 51 : Ordonnance du 4 mars 1543, publiée le 8. (Cf. *Délib.* du 13 juin 1556). Cf. *Arch. mun. Dijon*, B. 191, f° 237 (*Délib. Chambre de ville*, 19 nov. 1545) ; 183 ; I, 138 (1540).

On fait faire des quêtes dans tout le royaume pour l'hôpital du Saint-Esprit, par le prêtre Rémy Voisset (1).

Le contraste est grand parfois entre cette misère et les fêtes (2) qui mettent souvent cette ville-frontière en mouvement. Réceptions de gouverneurs et de lieutenants-généraux, d'ambassadeurs, de prélats, visites princières et royales, se succèdent. Dijon est alors un théâtre de réjouissances et de défilés pompeux, une accueillante hôtellerie, qui ne vit que pour ces personnages de marque dont la présence l'enorgueillit et l'intéresse prodigieusement, et auxquels régulièrement on envoie députations et « vin en pots ». Tour à tour, entre les ans 1530 et 1555, c'est l'arrivée de Louise de Savoie et de François 1^{er}, lequel, une fois, durant l'hiver de 1535 séjournera plus d'un mois, de même que les ambassadeurs du pape, de Venise, de l'empereur, d'Espagne, d'Angleterre et des Suisses, c'est la venue de la reine Éléonore avec le dauphin et le petit duc d'Orléans, du chancelier Duprat, de la princesse d'Orange, de la duchesse de Nemours, du duc de Bar, du roi de Navarre, du duc d'Este avec Renée de Ferrare, du roi de Navarre, du roi de Portugal, des cardinaux de Tournon, de Vendôme, de Lenoncourt, Le Veneur, Jean de Lorraine, dit cardinal de Meudon ; c'est le retour de Savoie de l'amiral Chabot que l'on fête, comme on a fêté son départ avec une armée de légionnaires, c'est la noce de la fille de M. de Châteauvillain, comte de Grancey, avec le futur maréchal de Saulx-Tavanes, bientôt lieutenant-général, c'est l'entrée de Claude de Guise et de sa femme, la pieuse duchesse Antoinette de Bourbon, qui, pour ne pas être à charge à la ville, déclinent l'offre du coûteux cadeau d'usage (3), et plus tard celle de leur fils d'Aumale, gouverneur ; l'année d'au-paravant ç'avait été l'arrivée sensationnelle de leur oncle, le cardinal Jean de Lorraine allant à Rome pour le conclave de l'hiver 1549-1550, et prenant en passant, dans la troupe de ses gentilshommes, le lieutenant-général de la Baume-Montrevel, comte de Châteauvillain, déjà nommé. C'est Givry lui-même que

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 181.

(2) *Id.*, B. 170, 172, 177, 186, 187, 188 ; I, 10, 11, 13, 15, 17, 24, 28, 30, 31, 37, 67, 120, 131 ; *Arch. Côte-d'Or*, G. 1515.

(3) On leur offrit cependant deux images représentant la Sainte-Hostie, peintes par les enlumineurs Regnaut et Oudot. (*Arch. Côte-d'Or*, G, 1524, f. 257).

l'on reçoit solennellement à diverses reprises, notamment en 1537 et 1554 ; c'est Henri II qui, en arrivant, le 1^{er} juillet 1548, va faire à Saint-Bénigne le serment qu'attendent tous les Bourguignons.

Sur la place aristocratique Saint-Jean, aux portes d'Ouche, Guillaume, au coin du Miroir, à la porte aux Lions, devant le Logis du Roi, les « eschaffauds » se dressent, surmontés de mâts et de devises, garnis de musiciens, de joueurs de « mômeries », de « dépescheurs de mistères » composés par Étienne Fichet ; on érige des arcs de triomphe décorés d'« ymaiges » historiques ou allégoriques des héros de l'antiquité, par les artistes que l'on a mobilisés, Étienne Ranguet, Jean Dorrain, Jacques Prévost, Jean Damotte, Guillaume Thomas et autres ; on a emprunté taffetas de Bruges aux brodeurs, chasubles d'or aux églises « paroichiales » et conventuelles, on est allé quérir des tapisseries chez Guyot Theynard et à l'église Saint-Jean pour embellir le Logis du Roi, la maison du Bœuf où l'on a casé, chez Montrevel, des ambassadeurs d'Helvétie ; des confréries, telle celle de Saint-Denis, prêtent les objets précieux de leur trésor, vaisselle d'étain comprise (1). On fait des joutes devant Saint-Jean, et le soir, des feux de joie. Et toujours, ce sont des processions pendant lesquelles on « trézèle les cloches » (2), où chacun des corps constitués, dont Messieurs de la Cour de Parlement en chaperon rouge, pose dans sa majesté et ses atours ; processions impératoires, expiatoires, et pour « remercier Dieu », dont les événements fournissent le prétexte et l'objet : pour la santé du Roi et le succès de ses armes, pour la pluie, pour la destruction des « écrivains et aultres bestials qui dégastent les vignes », pour la réparation sociale et mystique des sacrilèges commis — ainsi à Autun — par les hérétiques (3), sans parler des fêtes de Pâques et de la Sainte-Hostie qui attirent toujours quantité de suburbains et d'étrangers.

Par ailleurs la ville s'embellit. Partout des chantiers sont en travail. On refait les fortifications, à l'aide de main d'œuvre mandée de la banlieue, un ingénieur d'outre-monts trace des boulevards (4), on

(1) *Arch. mun. Dijon*, I. 36 ; *Arch. Côte-d'Or*, G. 47, f^o 158.

(2) *Id.*, I. 37.

(3) Et à Dijon même.

(4) *Arch. mun. Dijon*. B. 184.

bâtit l'église Saint-Michel (1), on rétablit *intra muros* Saint-Nicolas (2), on adorna la Sainte-Chapelle (3); ouvriers italiens et artisans dijonnais sont occupés aux hôtels de Bénigne Serre, de l'amiral Chabot qui restaure la demeure des Vergy, et ailleurs encore (4).

N'importe ! Sous le décor brillant le paupérisme sévit. Bien des gens ont pris l'habitude de compter pour vivre sur les aumônes des grands de la cité et des étrangers riches qu'elle reçoit. En tout cas la Chambre de ville est sans cesse en éveil sur la question de la cherté de la vie qui a déjà provoqué des troubles (5).

Notons à ce sujet qu'elle acheta à l'amiral Chabot en 1529, au prix de 12 livres 15 sous 8 deniers, et 8 livres 7 sous 6 deniers l'émine, du blé de ses greniers de Mirebeau, Beaumont, Charmes et Rouvres. Elle en cherche en Champagne, en Lorraine : Chabot fait un prêt de 3.000 livres à cet effet. Il reçoit à Pagny une députation qui vient lui demander d'interdire de laisser sortir les blés de Bourgogne : vœu qu'il avait exaucé d'avance (6). En mars 1533, les échevins Antoine Bénigne et Chrétien de Vandenesse sont chargés d'acheter des blés à Langres et aux environs : ils les paient 6 livres environ l'émine. Les boulangers ont ordre de ne plus faire de « pain bourgeois. » Défense surtout « d'enharer les grains (7) ». On voit que la plaine dijonnaise, surtout consacrée à la vigne, ne se suffisait pas.

Mais somme toute, c'est surtout du côté du clergé et des biens d'Église que la Ville regarde, soit pour quérir assistance, soit pour imposer son administration et ses réquisitions : elle ordonne même aux maîtres ecclésiastiques des hôpitaux de lui remettre leurs titres de propriété avec déclaration de leurs charges et de leurs revenus.

C'était, du reste, en application d'un arrêt du Parlement de Dijon en date du 14 août 1549, qui s'inspirait lui-même de deux édits

(1) *Id.*, D. 38.

(2) *Id.*, D. 41.

(3) *Id.*, G. 123.

(4) Voir *La Renaissance*, 1^{re} Partie, ch. II.

(5) *Arch. mun. Dijon*, B. 173 : l'imageur Jacques Bertrand excita une sédition devant Notre-Dame à propos de la cherté du blé (1530).

(6) *Id.*, B. 174.

(7) *Id.*, G. 256, 258, 259, 262, 263, 264.

royaux de 1543 et de 1545 (1) dont les « dispositions forment en quelque sorte le code de la charité publique au XVI^e siècle (2) ». Ils confiaient aux juges civils, baillis et autres, la surveillance des hôpitaux, que jadis le concile de Vienne (1311) avait défendu, pour de justes raisons, de donner à titre de bénéfices à des clercs séculiers, qui n'en rendaient point de compte, appliquant à leur profit la plus grande partie des revenus (3) : prescription tombée en désuétude. Cette fois la réforme s'accomplissait en dehors du clergé, mais afin de lui ôter ou de diminuer sa crainte d'un envahissement du spirituel, les évêques et d'abord le grand aumônier Pierre du Châtel à la requête duquel l'édit de 1543 avait été rendu, pouvaient commettre deux « bons personnages » pour assister les juges dans l'exercice de leur surveillance.

Ne nous étonnons donc point qu'il y ait eu, vers cette époque et à ce sujet, entre le Corps de ville et le clergé quelques frictions, ni de voir le cardinal de Givry, abbé de Saint-Étienne et de Saint-Bénigne, assigner au Grand conseil du Roi les magistrats municipaux qui prétendaient s'attribuer l'administration elle-même des hôpitaux (1553) (4). On les voit y faire eux-mêmes des distributions de

(1) Texte dans ISAMBERT, *Recueil*, XII, 897. Voir aussi les préambules de ces deux édits sur « le grand désordre qui de présent est aux maladreries et léproseries du royaume. »

(2) J. D'ARBAUMONT, *Notice hist. sur la Chapelle et l'Hôpital aux Riches*, dans *Mém. Com. Antiquités Côte-d'Or*, t. VII (1867), p. 94.

(3) Cf. FLEURY, *Institution au droit ecclésiastique*, 2^e part., ch. XXX. — Le concile ordonnait d'en confier l'administration à des laïcs, gens de bien (*Corpus juris canonici*, Clem., lib. III, tit. XL, cap. II).

Mais le résultat fut négatif : les laïques ne faisaient point d'inventaire, et échappaient souvent à la surveillance des Ordinaires. (Cf. DESPLACES DE CHARMASSE, *Notice sur les anciens hôpitaux d'Autun*, Autun).

(4) *Arch. munic. Dijon*, E. 1 liasse ; E. 2, cf. B. 171 reg ; E. 27. — Les hôpitaux alors existants à Dijon sont, outre le grand hôpital du Saint-Esprit sécularisé dès 1522 par les échevins qui obtinrent un édit royal à cet effet (PEIGNOT, *Précis historique de l'hôpital de Dijon*, dans *Mém. Com. ant. Côte-d'Or*, t. I, p. 82) : les hôpitaux Saint-Fiacre, à la nomination de la Sainte-Chapelle (rue Vauban actuelle), Notre-Dame sous le vocable de Saint-Martin et le patronage de Saint-Étienne (rue Charbonnerie), Saint-Jacques (rue du Petit-Potet), Sainte-Anne, la Magdeleine, l'hôpital-aumônerie de Saint-Bénigne et sa succursale l'Hôpital-au-Riche, enfin la Maladière, celui-ci réservé aux lépreux. (Cf. E 14 : pièces nombreuses relatives à l'entrée et à la visite des lépreux). En 1531 le suffragant de Givry, Philibert de Beaujeu, bénit le cimetière de « l'hôpital neuf » (E 12).

secours, saisir les revenus (1). Aussi bien on enquête sur des dilapidations et des refus d'assistance dont on accuse des maîtres et recteurs (2).

Des règlements cependant étaient intervenus (3). D'autre part dès 1540, églises, couvents et communautés laïques avaient fixé d'un commun accord, après arrêt du Parlement, le montant de leurs cotisations annuelles et de leurs dons en blé, vin, légumes, pour l'entretien de l'Hôpital général (4). Nous voyons que Givry, quelques années après, comme abbé de Saint-Bénigne, devait 260 livres tournois, et comme abbé de Saint-Étienne, 104 livres (5).

C'était vraiment une question épincuse, et même irritante, chacun se renvoyant sans doute la charge de sustenter cette quantité de pauvres dans la crainte d'être laissé seul pour y faire face. Givry lui-même, fut obligé à des aumônes par la municipalité : elle fit une fois, nous l'avons vu, saisir des grains de ses fermiers (6).

On devine que les pouvoirs publics étaient parfois comme en désarroi, débordés par ce flot montant du paupérisme, et allaient au plus pressé, en faisant au petit bonheur des saisies sur les biens des particuliers, et d'abord sur les biens d'Église, sous prétexte d'un refus d'aumônes, refus dont il y aurait lieu en général de connaître les motifs et les modalités, avant d'en juger (7).

A tort ou à raison, peut-on croire, une certaine hostilité avait pu se développer dans une partie de la population à propos des aumônes,

(1) *Id.*, E. 1. Cette saisie était faite en vertu d'un nouvel édit — du 26 février 1546 — qui établissait aussi des commissaires chargés de vérifier et établir les comptes. En 1553 notamment on urgea la nomination de ces commissaires.

(2) *Id.*, B. 172 reg. : scandales à l'hôpital du Saint-Esprit (1527) ; E 4, à celui de Notre-Dame (1553). — A l'Hôpital-au-Riche, le recteur pour Saint-Bénigne, frère Antoine de Villers, expose en 1550 une situation pitoyable : bâtiments ruineux, terres en friches, revenus très diminués ; à la place des convers et des converses, « il n'y a qu'une vieille femme pour coucher les pauvres et affluents. » Le vrai coupable, c'était le régime bénéficiaire. Notons toutefois que les recteurs, serrés par les gens du fisc, avaient intérêt à ne pas faire valoir les revenus de leur bénéfice.

(3) *Arch. munic. Dijon*, E. 5.

(4) *Id.*, E. 5. *Arch. Côte-d'Or*, G. 41 : arrêt du 10 mai 1540.

(5) *Id.*, E. 27 : en 1561.

(6) Cf. *suprà*, p. 172.

(7) A ce point de vue certaines appréciations nous paraissent un peu sommaires. Cf. par ex. J. GARNIER, *Corresp.*, I (Introduction).

contre le clergé dijonnais auquel cependant tous, Parlement et municipaux, avaient recours. Les petites gens et d'autres aussi pourront, pour ce motif, avoir tendance à prêter l'oreille aux émissaires de Genève, adversaires des couvents et des dignitaires d'Église.

N'exagérons rien cependant : plus d'un fait dénote un échange mutuel de bons offices entre ces pouvoirs et le clergé (1). Ainsi la Ville accorde des secours à des religieux jacobins pour les aider à faire leurs études à Paris (1529, 1530, 1534), et de même à des Cordeliers (1535), et des allocations pour la réfection de leur église et de leur couvent. Elle fait des remerciements aux Cordeliers qui ont prêté leur couvent « pour depescher le mystère » joué à l'occasion de la réception de la reine (1534), donne 100 sols aux Carmes pour subvenir aux frais d'un chapitre provincial (1547), leur fait divers cadeaux (1532), tandis que les bonnes gens des villages leur envoient du vin (1534).

Même, en octobre 1533, le clergé, qui a part aux charges municipales (2), obtient que cinq échevins sur vingt soient des ecclésiastiques. Cette dernière constatation a son intérêt, lorsque l'on verra le zèle du Corps de ville à surveiller l'hérésie.

Tout en participant aux charges publiques, le clergé demeurerait néanmoins un corps indépendant, retranché dans ses prérogatives et ses privilèges, facile objet d'envie.

Dans ses rangs pouvaient aussi, à Dijon comme ailleurs, se glisser des gens préoccupés moins d'idéal évangélique que de satisfactions temporelles résultant de la possession des « bénéfices », ou simplement d'un état de vie tranquille et honoré. Ne nous attendons point trop à trouver dans ce milieu les élans des apôtres ni les cris d'âme des martyrs. En ce temps, être d'Église était une carrière.

C'était le cas, sans doute, de plus d'un cadet de famille. Leur présence amoindrissait forcément la bonne impression qui résultait de l'attitude des prêtres et des religieux soucieux, au sein de ce bien-être, de piété, de charité et de vie spirituelle. L'histoire est plus frappée des scandales que du bien ; il convient de ne point considé-

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 57, 177, 178 ; D. 45, 51, 117, cf. D. 31.

(2) *Arch. munic. Dijon*, B. 176 ; *Arch. Côte-d'Or*, G. 135 f° 140 ; G. 41 (contribution du clergé au 1/4 de la « fortification »).

rer seulement l'ombre qui offusque le regard, et de se souvenir que les documents ne peuvent ni ne doivent dire les mérites obscurs de ceux qui se vouèrent à la charité ou à des travaux utiles (1).

Dans quelle mesure les clercs de Dijon méritaient-ils les reproches et les avertissements contenus dans les statuts édictés par le cardinal de Givry à l'adresse de son diocèse tout entier ? Nous l'ignorons au juste. Quelques faits échantillonnés sur une période de trente ou cinquante années ne légitiment pas, autant qu'on paraît le croire parfois, des tableaux d'ensemble d'une autorité suffisante.

Ils nous sont connus surtout par des documents (de police, de Parlement, etc.) où le mal est signalé, non le bien, en général, et ne sauraient en justice former exclusivement la base d'une appréciation. Ou bien ils nous sont révélés par l'indication même des remèdes qu'on y apportait, et par ceux-là qui en faisaient l'objet de leur vigilance.

Ces remarques faites, il reste que l'on relève dans des documents comme les délibérations de la Chambre de ville, et celles du Parlement de Dijon pour l'époque même de Givry, plus d'une allusion à des faits regrettables : négligence dans le service paroissial, en temps de peste par exemple (2), violences (3), insoumissions (4), malversations (5), et licence des mœurs (6), même de la part d'ecclésiastiques

(1) C'est une juste remarque de d'Arbaumont (*op. cit.* supra) à propos de la collégiale de la Chapelle-au-Riche au XVII^e siècle : après avoir rappelé des abus, il évoque les noms de ceux dont on ne parlait pas dans les registres : tels les grands érudits Claude Robert, Barthélemy Quarré, Philibert Papillon.

(2) *Arch. munic. Dijon*, Délib., B. 191, f^o 52, cf. 61, 62 : commission pour faire faire aux vicaires leur devoir pour le soulagement des malades atteints de peste (7 juillet 1553). Absences abusives des chanoines musicaux de la Sainte-Chapelle qui demeurent ailleurs sans nul souci du service divin (1553). *Arch. Côte-d'Or*, G. 1138, cf. G. 1209 (1557).

(3) *Id.*, B. 187 : violence imputée à un chapelain de « M. de Châteauvillain », lieutenant-général de la Baume ; meurtre commis par un Jacobin (B. 180 ; 1537) ; vigneron battu par des religieux de Saint-Étienne (B. 182 ; 1543).

(4) Cas de Jean Ithier, de Saint-Étienne, jugé par un tribunal composé d'officiers de l'évêque et d'un commissaire du Parlement, *Arch. Côte-d'Or*, G. 141, 200, 229.

(5) *Arch. munic. Dijon*, B. 183.

(6) Cette licence est réelle (Cf. Extraits des registres du Parl. Dijon, I, p. 45 : Arrêts touchant les concubines, blasphèmes et gens mal vivants...). L'était-elle davantage qu'à certaines autres époques... ? Elle s'explique en partie par le nombre des étrangers qui affluaient à Dijon, par les séjours fréquents des « aventuriers légionnaires »

surveillés d'ailleurs par le procureur-syndic (1), de réguliers, mendiants surtout ; lésineries dans les aumônes, vie oisive (2) ; goûts procéduriers de tel ou tel établissement ecclésiastique (3) : Autant de reproches articulés par les autorités municipales et parlementaires, contre certains membres de ce nombreux clergé.

En face de ces faiblesses imputables à une partie, il convient de signaler dans l'élite une attitude différente, et d'envisager ce que nous pourrions appeler le mouvement de renaissance catholique à Dijon au temps de Givry.

Il nous plaît ici d'évoquer encore (4) cette haute figure morale que fut l'abbé Frégose, archevêque de Salerne, premier abbé commendataire de Saint-Bénigne qu'il gouverna de 1525 à 1541, avant de devenir (en 1539) évêque de Gubbio.

Nous l'avons vu siéger aux côtés de Claude de Longvy aux assises

en cette place frontière. Au temps de Givry elle est de plus en plus combattue officiellement par les autorités. Cf. *Arch. munic. Dijon*, B. 178 : ordre aux sergents d'appréhender paillardes dans les rues, leur ôter « scandaleusement leurs coiffes et chaperons, gorgias et demycins d'argent », dont ils auront le tiers, le reste aux pauvres (1535). Plus tard elles devront quitter la ville dans les vingt-quatre heures, à peine d'être fouettées, ou même pendues (1541, 1563) (I. 142 ; B. 198 (1561).

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 181 : rupture par le procureur-syndic et son guet de la porte d'un chanoine de la Sainte-Chapelle à l'effet d'y rechercher des concubines (1541) ; B. 182 : ordre de visiter secrètement les hôtels de certains prêtres où se mènent, dit-on, mauvais train « de paillardise » (1545 ; fille Testard entretenue par un religieux de Cîteaux (B. 192, 1555). Cf. *Arch. Côte-d'Or*, G. 457, f° 94 (1539) ; *Délib. Parl. Dijon*, I, 545 (1555) ; *Arch. munic. Dijon*, B. 207, f° 203 (en 1571) ; 210, f° 46. — Voir aussi ce que dit J. GARNIER dans *Les Étuves dijonnaises*, Dijon, 1867 : lieux plutôt mal famés, fréquentés par toutes les classes de la société, moines compris.

(2) Voir *Mémoires de Tavanès* (pour 1547, p. 150) : « Ils en donnent fort peu aux pauvres, et voit-on par toutes les abbayes des moynes qui vivent avec plus de contentement et de repos sans rien faire, que ceux qui sont au monde, tellement qu'il sembleroit que ceux qui ne sont point en religion sont ceux qui sont religieux, ayant plus de peine et de travail d'esprit et de corps que les moynes, qui sans soucy sont bien nommés et ne perdent une seule heure de leurs plaisirs, sans incommodité aucune, jouent, chassent, se promènent, passent leur temps, ayant cela de plus que les lais qu'ils n'ont aucun soucy : et plusieurs devoient rougir quand ils disent que par la peine qu'ils endurent en cette vocation ils gagnent paradis. »

(3) Ainsi le chapitre de la Sainte-Chapelle. La princesse d'Orange en fit l'expérience à propos d'une fondation de Pierre de Bauffremont, aïeul de Givry. *Arch. Côte-d'Or*, G. 1163 (1536).

(4) Cf. *suprà*, au chapitre sur l'abbaye de Saint-Bénigne.

du concile provincial de Lyon, puis dès lors résider effectivement dix années dans son abbaye et y créer avec l'appui de son grand-prieur Perpétue de Henriot et du sous-prieur Jacques Perchet, comme un foyer de lumière et de vertu, en dépit de l'opposition frondeuse de certains moines bourguignons qu'il voulait amener à une vie mortifiée. Il donna l'exemple de la simplicité, de la frugalité, de la charité. Il institua dans son monastère une école de grammaire. Il faisait aux religieux des conférences spirituelles ; l'Écriture sainte qu'il expliquait dans les textes grec et hébreu en formait la trame habituelle. Il les encourageait à composer des ouvrages ascétiques. En même temps, esprit aussi éclairé que pieux, il embellissait à ses frais son église, la faisant décorer « dans le style antique », de stalles et de chaires magnifiques. Quand il quitta Dijon pour retourner en Italie où il allait être l'un des cardinaux réformateurs chargés par le pape Paul III de préparer les travaux du futur concile, ce fut un concert de regrets (1).

Cet exemple dut produire du fruit. Il nous montre aussi à côté de Frégose, dans une abbaye dijonnaise, des hommes de valeur, épris de perfection religieuse.

N'y avait-on point vu naguère le chambrier François de Beaujeu, qui mourut en 1539 abbé de Saint-Germain d'Auxerre, en laissant le souvenir de sa charité, de sa patience et de sa docte éloquence qu'il devait à une lecture assidue de saint Jean Chrysostome ? (2).

Rien ne prouve que ce furent dans le Dijon du temps de Givry des cas isolés (3). Au contraire certains documents nous révèlent que plus d'une âme sacerdotale était en travail d'amélioration et de renouvellement spirituel. Tel en 1525 le curieux testament du bon chanoine de la Chapelle-au-Riche, Pierre Regnard, doyen de Cuisery. Après avoir rappelé, avec une simplicité charmante, que d'une obscure origine il était parvenu « sans aide d'aucuns ses parents, moyenant l'aide de Dieu son Créateur et des benoits saints et saintes de Paradis, ausquelz il a heu tousjours et de son jesne

(1) Cf. D'ARBAUMONT, article cité : *L'Éloge de Frégose*.

(2) Cf. *Gallia christ.*, t. XII, XLIX.

(3) Le fait important de cette réforme de Saint-Bénigne a échappé à M. Ed. BELLE, dans son étude : *La Réforme à Dijon*. (Cf. p. 34).

aige recours », à obtenir plusieurs bénéfices « desquelz et de son service il avait amassé de bons deniers contans », il déclare vouloir consacrer cette petite fortune amassée au pied des autels, à « décorer et adorer » l'église de sa collégiale, et pour ce, d'y fonder les heures canoniales qui ne s'y disaient point tous les jours, faute de revenus suffisants. Grâce aux 2000 livres qu'il donnait, Dieu y serait « cy après plus grandement honoré », et ses collègues ayant « plus amplement de quoy vivre, soy entretenir et alimenter le temps de leurs vyes, seroient plus enclins à faire résidence et plus occupés au service divin, de manière à éviter oisiveté qui est ennemye de nature et est plusieurs fois cause de commectre plusieurs péchés. »

Le pieux fondateur réglait minutieusement tout ce qui concerne le nouvel office, et recommandait qu'on ne se « hâtât point en la psalmodie, comme il se faisoit cy devant » (1).

Les documents ne disent pas tout. Ceux de ce genre qui n'ont point disparu doivent nous incliner à ne pas nous cantonner dans le domaine maussade des reproches et de la critique.

Comment encore ne pas saluer ici la mémoire d'un autre ecclésiastique, donateur encore plus émérite et homme de bien, s'il en fut, messire Julien Martin, le fondateur du collège de Dijon qui précéda celui des Godrans ? Il était alors curé de Diancey au diocèse d'Autun, et allait être l'un des chapelains de Saint-Michel. Il avait « dès longtemps, selon ses propres expressions, prémédité de disposer des biens que Dieu lui avait prêtés dans ce monde, au mieux qu'il lui serait possible. » Le résultat de ses réflexions fut qu'il proposa aux échevins de Dijon de leur donner quatre mille francs de rentes rachetables bien assurées, somme considérable pour l'époque, à la condition d'acheter un terrain convenable et d'y bâtir une chapelle et un collège « où l'on pourvoirait à l'instruction des enfants tant en grammaire, logique que autres sciences selon et en la forme connue et uz des collèges de l'Université de Paris, auquel collège seront tenus lesdits de Dijon mettre et avoir un principal, homme de bien, et trois ou quatre régens, vertueux, doctes et sçavans, gradués en université... lesquels... seront mis et ostés par le vicomte mayeur et eschevins... et ne se feront lectures

(1) D'ARBAUMONT, *Notice sur... la Chapelle... aux Riches*, p. 146 ss.

ni pédagogies (1) en autre lieu de laditte ville... » En outre on devait prendre sur cette somme la fondation d'une messe quotidienne « à haute voix de l'office de Notre-Dame », et de prières, les dimanches et fêtes, à l'intention du testateur, ainsi que celle « d'un salut chacun jour en icelle chapelle », et pour ce il établissait deux chapelains prêtres moyennant 60 livres tournois par an, tous les deux chapelains nommés au début par le testateur et institués par « Mgr le révérend évêque de Langres. »

Le fondateur s'engageait à fournir au début livres, missels, pupitres, calices, parements d'autel, chasubles, etc, bref tout le mobilier cultuel de la future chapelle. Il voulait aussi que l'on prit sur sa rente de quoi recevoir et nourrir trois boursiers, chacun pendant huit ans.

L'acte de donation est du 13 décembre 1531 (2). Citons encore le passage dans lequel ce bon prêtre explique l'idée qui l'a guidé : « considérant, dit-il, qu'il n'est chose plus agréable à Dieu, notre benoist Créateur, que les personnes soyent vigilentes à apprendre sciences et vertu, sans lesquels on ne peut bonnement estre douhé des choses nécessaires à *l'homme humain* (3), pour parvenir au bien de la gloire célestielle, et au régime et gouvernement universel et public de la monarchie ; pourquoi connaissant être aussi nécessaire en cette bonne ville de Dijon et capitale de Bourgogne d'avoir collège et estude, pour introduire tant la jeunesse que autres, à parvenir audit bien de science et vertu, et que leur jeunesse et tems ne se consommassent plus en vain et en oisiveté, racine de tous maux, comme ils ont fait par cy devant », il a décidé de faire un traité avec Monsieur le vicomte mayeur et les échevins « pour l'extinction, érection et fondation d'un collège en ladite ville. »

Les désirs de Julien Martin furent exaucés. Sa fondation fut acceptée par les échevins et ratifiée dans une assemblée générale des habitants. Le collège fut bâti dans la rue appelée depuis rue

(1) En dehors de la pédagogie des novices de Saint-Bénigne, à laquelle, semble-t-il, se rendaient aussi des novices d'autres monastères et chapitres de la ville.

(2) Arch. munic. Dijon, B. 117 F³. Cf. CH. MUTEAU, *Les Écoles et collèges en province*, p. 167 ss.

(3) Remarquer ces expressions que nous retrouvons chez Richard Roussat à Langres. Cf. *La Renaissance*, livre II, 1^{re} P. C'est bien « l'humanisme » et les *humaniores litteræ*.

du Vieux Collège, et terminé en 1533 ou 34 au plus tard. Son fondateur, mort en 1546, put donc le voir fonctionner de longues années.

Frégose, Pierre Regnard, Julien Martin, voilà des noms qui font honneur au clergé dijonnais de l'époque.

On pourrait allonger la liste, signaler entre autres les auteurs de certaines fondations qui dénotent, à n'en pas douter, une piété avertie autant que réelle et profonde : tels ce chanoine qui fonda à Saint-Michel une procession en l'honneur des Plaies du Sauveur (1), ce prieur de Saint-Étienne, Motat, qui fonda en son église la fête de Sainte-Anne (2), et dont l'exemple fut suivi par d'autres religieux de cette abbaye, à commencer par le prieur vicaire de Givry, Paris de Cirey ; citons encore le prieur d'Autrey, et recteur de l'hôpital de Notre-Dame, Jean Billebaudet qui fonda une messe avec stations et processions dans le cloître de l'abbaye, Philibert de Brégilles, Blaise de Breschard, et à la Sainte-Chapelle André de Leval (3).

Dans leurs actes et dans leurs paroles un trait apparaît dont on doit tenir compte : ils ont tous le désir d'un progrès religieux et intellectuel, d'une « réforme » en un mot, et ils s'emploient chacun à sa façon à la réaliser. Encore une fois ce ne sont pas, sans doute, les seuls qui furent animés de cet idéal. Ce peu que nous savons nous montre que dans une élite du clergé dijonnais les plus nobles tendances s'affirmaient.

Nous ne devons point omettre de saluer ici une autre figure que l'on peut appeler une figure populaire du Dijon d'alors. En 1538 y apparaissait Charles de Parenti, prédicateur de la congrégation des Minimes ou Bons Hommes, que le cardinal de Givry logea dans son abbaye de Saint-Étienne et aida d'un subside (4).

La parole de ce saint religieux éveilla dans les cœurs des désirs de charité. Lui-même offrit cent écus aux magistrats, comme première mise de fonds, pour réaliser une œuvre dont il avait saisi à la fois l'urgence (5) et la beauté. Il voulait, en effet, doter la ville

(1) Cf. *suprà*, p. 153.

(2) *Arch. Côte-d'Or*, G. 135, 145, 174.

(3) Les laïcs aussi faisaient des fondations de ce genre : tel en 1543 le lambrousseur Grégoire de Varennes qui fonde une messe et une procession à Saint-Michel (*Arch. Côte-d'Or*, G. 203).

(4) *Arch. Côte-d'Or*, B. 181, f. 25.

(5) *Arch. mun. Dijon*, B. 459, f. 25 : lettre de Parenti. Cf. *suprà*, p. 347, note 6.

d'un « Refuge » pour les filles repenties. On l'autorisa à quêter. Philiberte de Luxembourg, princesse d'Orange, cousine de Givry, offrit de lui céder des « mesures » proches de son hôtel sis rue Poulaillerie (1).

Le projet prenait corps, lorsque soudain le saint homme fut dérangé par un ordre du lieutenant de Chabot, M. de Beaumont-Brissac, agissant lui-même de la part du Roi. François I^{er}, en effet, mandait Parenti dont la réputation était allée jusqu'à Paris (2). Il s'agissait de venir assister le chancelier Poyet gravement malade. Détail piquant : c'était au temps même, où à la suite des instances de Poyet, le gouverneur Chabot était accusé et emprisonné, pour concussion, en attendant d'être réhabilité et de voir son rival condamné à son tour.

Le disciple de François de Paule quitta Dijon en la compagnie d'un échevin (3). Plus heureux que le fondateur de son Ordre auprès de Louis XI, il guérit le chancelier. Reçu avec faveur à la Cour, entré dans les bonnes grâces de Marguerite de Navarre, il n'oublia point l'œuvre de charité qui lui tenait au cœur, il s'assura l'appui de la sœur du Roi et d'autres grandes dames, et songeait à rentrer à Dijon.

Malheureusement la princesse d'Orange vint à mourir sans avoir fait authentiquement sa donation. A cette nouvelle Parenti jugea que ses projets n'avaient plus chance d'aboutir et offrit de solliciter en cour de Rome un « jubilé » dont le produit serait affecté à l'augmentation de l'Hôpital neuf (4).

* * *

Tels étaient, autant que nous pouvons nous en rendre compte, quelques-uns déjà des éléments du milieu dijonnais au moment où

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 181, f^o 124 (Dél. de la Chambre de ville, 15 nov. 1538.) Cf. D. 57.

(2) *Arch. munic. Dijon*, B. 459 : lettre de François I^{er}, (original). Cf. J. GARNIER, *Correspondance de la mairie de Dijon*, t. I, p. 369.

(3) Le 4 déc. 1538. (*Arch. munic. Dijon* B, 181).

(4) On versa l'argent des quêtes à la caisse municipale. — La place du couvent projeté pour les filles repenties fut occupée par le tripot de la Salamandre. (*Arch. munic. Dijon*, B. 181, Dél. du 10 déc. 1538, des 13 et 14 juin 1539.)

les idées luthériennes commencèrent de s'y répandre sous l'influence des livres et des émissaires venus du dehors.

Ceux-ci pourront y trouver comme auxiliaires ces circonstances et ces sentiments de mécontentement que nous avons indiqués. Ils pourront s'attaquer là aussi, comme ailleurs, à certaines pratiques d'un culte trop matériel ou d'une dévotion indiscrete et intéressée, telle cette prière des vigneron qui excitait la verve d'un humaniste (1).

*Praesens emittit nullas vendemia spumas,
O Martine ; tuos autem misereare bibones :
Inspidas tua transmutet benedictio lymphas
Hoc in vina die, aut mage, si vis, nocte sequente ;
Quid ? majora potes Iovis omnipotentis amicus.*

Dévotion, parfois aussi, peu éclairée, fixée sur des images, des reliques ou des faits d'une authenticité douteuse. Ceci est de tous les pays et de toutes les époques ; il est toujours opportun de rappeler à certaines âmes la religion en esprit et en vérité, bien qu'il faille considérer en ceci moins les démarches extérieures que l'intention. Ils pouvaient trouver à redire à certaines cérémonies léguées par le moyen âge, dont nous avons parlé ; la masse du public ne s'en était point jusque-là offensée.

Quant aux publications qu'ils colportaient : traductions de la Bible, cantiques en français, libelles, plusieurs pouvaient bien du reste

(1) Le dijonnais Jean Girard. Voir ses *Poemata* déjà cités, cent. II, VII, au morceau intitulé : *D. Martino anno 1549 popularis ac ridicula precatio*.

« La vendange présente ne donne pas de jus, grand saint Martin ; aie donc pitié de tes pauvres buveurs. Les eaux insipides, change-les en vin par ta bénédiction, aujourd'hui même, ou si tu préfères, allons, cette nuit qui va venir. Quoi ! refuser ? Mais puisque tu es l'ami du Tout-Puissant, ton pouvoir est bien plus grand encore. » Il n'y avait sans doute qu'un peu d'exagération. On sait que la grande punition d'un bourgeois, c'était — c'est peut-être encore — de boire de l'eau. Du temps de Givry on appréciait des sanctions comme la suivante : trois sergents de la ville ayant négligé d'accompagner un jour le mayer à Fontaine, leur châtiement fut celui-ci : pour l'un, boire un verre d'eau, le second deux, le troisième manger une gousse d'ail et boire un verre d'eau (en public) (*Arch. munic. Dijon*, B. 184) (1546). On entend d'ici les quolibets. La « moquerie » atteignait alors des proportions extrêmes. — Notons en passant que Givry s'intéressait aux vignes. *Bibl. nat.*, coll. Moreau, 809, voir aux *P. J.*

être imprimés ou vendus à Dijon même, sans qu'on en ait la preuve précise par des textes. Nous savons en effet que les deux seuls imprimeurs-libraires de la ville à cette époque, Jean des Planches et Pierre Grangier (1), furent, au moins quelque temps, des adeptes du protestantisme; mais leur adhésion reconnue paraît se rapporter tout à la fin de l'épiscopat de Givry (2). On a vu que des Planches avait sa boutique au cimetière Saint-Médard joignant à Saint-Étienne, entre deux des piliers de cette dernière église. C'est Givry lui-même comme abbé de Saint-Étienne, qui lui avait octroyé cette place (3).

Notons aussi que quelques maîtres de la jeunesse, à la tête de ces « pédagogies » privées qu'avait voulu écarter le fondateur du collège, devaient un jour être poursuivis pour avoir enseigné « des petits enfants en la religion réformée. » L'un même, régent chez les « Martins », se trouvera à Genève en 1543 (4). Il convient de signaler cette influence des pédagogues, dont la plupart du reste venaient de Paris ou d'ailleurs.

Rien d'étonnant que de toutes les localités du diocèse de Langres, ce soit Dijon qui ait d'abord donné accès au « luthéranisme », ou plus exactement, en fait, à ce que l'on appellera plus tard le calvinisme. Dijon, plus proche que Langres de la ville où dominait Calvin, était davantage fréquenté des voyageurs qui, venant de Suisse et d'Allemagne, s'arrêtaient dans les nombreuses hôtelleries (5), et pou-

(1) Pierre Grangier est le fondateur de l'imprimerie dijonnaise. Cf. OURSEL, *Notes sur le libraire et imprimeur dijonnais Pierre J. Grangier, à propos d'une édition inconnue du Compotus novus de Pierre Turrel*, Autun, 1906, in-8°. — Grangier mourra catholique.

(2) Cependant dès le 2 juin 1558 la cour fera saisir un livre suspect intitulé : *Nouvelles récréations*, que « relie » Pierre Grangier, *Délib. Parl. Dijon*, I, 802, (*Arch. Côte-d'Or* et *Bibl. munic. Dijon*.)

(3) Cf. *Arch. munic. Dijon*, D. 63, 66; B. 200 f° 26 v°; *Arch. Côte-d'Or*, G. 269, f. 203.

(4) Cf. Correspondance d'Herminjard, t. IX, p. 31. Cette influence des pédagogues sera signalée à l'attention du lieutenant-général Tavanès, par l'assemblée des États, en avril 1566. A Paris elle avait déjà fait naguère l'objet d'un arrêt du Parlement en 1547. (Cf. DU BOULAY, *Historia Universitatis...*, VI, 480).

(5) Cf. ED. BELLE, *Les Hôteliers et les Débuts de la Réforme à Dijon*, dans *Bull. Soc. d'Hist. Prot. fr.*, 1911. Clément-Janin a compté pour l'époque 29 hôtelleries pour les étrangers (*Les Hôtelleries dijonnaises*, 1878);

vaient répandre les écrits des novateurs. Cœur d'une province qui est essentiellement un lieu de passage, un « seuil », c'était déjà, moins qu'aujourd'hui cependant (puisque la route de Paris à Lyon, ville atteinte de bonne heure par la Réforme, n'y passait point, un nœud de routes ; car les chemins du Châtillonnais, de la vallée de l'Ouche, et ceux de Chagny à la Loire mettent cette ville à l'entrée de trois bassins. Place frontière aussi : à deux pas, c'était la Comté, terre espagnole, en relation avec les « Gueux » des Pays-Bas (1) ; entre le Duché et la Comté, la limite nullement déterminée par le cours de la Saône, était autant dire une frontière ouverte, perméable en tout cas, surtout à certains endroits, ainsi à Auxonne. Point de coïncidence exacte du reste entre les limites ecclésiastiques et les limites politiques et judiciaires : l'archevêque de Besançon avait autorité sur des paroisses qui dépendaient au temporel du Parlement de Dijon, et de même Givry sur des paroisses comtoises voisines de Gray.

Non loin, c'était aussi la Bresse et le Bugey, possessions savoyennes ; par là pouvaient filtrer les émissaires de Genève.

Ville de passage, Dijon est par là-même une ville de commerce. Alors y fréquentaient des marchands venus de tous pays, libraires et colporteurs notamment. Ville d'industrie encore, dont les artisans groupés dans le quartier de la rue des Forges formaient une population hétéroclite, où se glissaient des compagnons d'origines variables (2).

Le mélange devait s'opérer facilement et vite, et les nouveautés être rapidement divulguées, à la faveur encore des « écaignes » : des gens suspects, colporteurs de livres et de chansons, faiseurs de prônes improvisés et débitants de harangues dans lesquelles les gens d'Église

(1) Cf. L. FEBVRE, *Philippe II et la Franche-Comté*, Paris, 1912, in-8° ; *Notes et documents sur la Réforme et l'Inquisition en Franche-Comté, extraits des Archives du Parlement de Dole*, Paris, 1912, in-8°. — Nous empruntons une partie de ces remarques sur la situation de Dijon au XVI^e siècle (en égard au point qui nous occupe), à M. Henri Hauser dans son Avant-propos à l'ouvrage de M. Belle : *La Réforme à Dijon...* 1911 (Extrait de la *Revue bourguignonne*, 1910, cf. p. 34 et 36). Pour étudier les débuts de la Réforme à Dijon, nous avons eu avantage à recourir à cet auteur (ch. I et II), en le contrôlant et en le complétant sur divers points.

(2) Cf. H. HAUSER, *Les compagnonnages d'arts et métiers à Dijon*, dans *Revue bourguignonne*, 1907.

et les autorités seraient plutôt malmenés, ne pouvaient-ils se glisser dans ces veillées populaires où les petites gens donnaient libre cours à leur verve de bourguignons « salés » (1) ?

La disposition même des lieux favorisait toute propagande.

Une page évocatrice de M. Roupnel (2) nous aide, en effet, à imaginer le Dijon du xvi^e siècle, étouffant dans l'enceinte du *castrum* primitif, et en débordant déjà par ses faubourgs, le Bourg surtout, quartier des bouchers, montrant ses « logettes » de commerçants accolées aux flancs des églises contre les vieux cimetières exigus, et ses principaux édifices — églises, couvents qu'entouraient des pourpris de plus en plus envahis par les bâtisses, Logis du Roi, hôtels nobles de la place Saint-Jean et d'ailleurs — émergeant de petites rues populaires où se voyaient encore des toits de chaume. Si le quartier des Forges était le quartier des ouvriers, le quartier Saint-Philibert était habité par les vigneron : ils vivaient, les uns dans des cabanes dispersées à travers le vignoble et les « perrières », les autres groupés dans les rues que commandaient le château, la porte Guillaume, les églises Saint-Philibert, Saint-Bénigne et celle de Saint-Jean, la plus ancienne avec Saint-Étienne de toutes les églises de Dijon, celles-ci nombreuses, puisque trente-deux clochers d'où sortait tout le jour la voix des cloches, dominaient la ville. Les vignerons surtout représentaient l'élément traditionaliste, séculairement attachés aux rites du culte catholique, aux observances ancestrales, et solidement encadrés dans leur confrérie de Saint-Martin. Les novateurs et les artisans de la rue des Forges trouveront en

(1) On sait que les « escraignes dijonnaises », comme dit le titre de l'ouvrage connu d'Étienne Tabourot, † 1590, ont donné lieu à de curieuses études de mœurs populaires en Bourgogne.

(2) *La Ville et la Campagne au xvii^e siècle, Étude sur les populations au pays dijonnais*, 1922, p. 113. Nous faisons allusion au tableau qu'il donne pour le xvi^e siècle. Pour se rendre compte de la topographie de Dijon à cette époque, voir dans COURTÉPÉE, *op. cit.*, t. I, p. 220 : « le vrai portraict de la ville de Dijon », « géométrisé » par Édouard Bredin en 1574. (Cf. p. 408, un « plan (du xviii^e siècle) de l'ancienne et nouvelle ville de Dijon ».

On y voit l'emplacement des portes dont il est souvent question dans l'histoire de Dijon aux xvi^e et xvii^e siècle : porte d'Ouche, de Saint-Nicolas, porte Guillaume, porte de Saint-Pierre, Porte Neuve, porte du Fermerot, (1528). Cf. *Arch. munic. Dijon*, H. 90.

eux des adversaires, mais les autorités par contre un soutien.

Mentionnons avant tout la Chambre de ville et à sa tête le vicomte-mayeur, élu chaque année au mois de juin, par un corps d'environ cinq cents électeurs, qui était formé surtout de bourgeois.

L'élection se faisait sur la place devant le portail de Saint-Philibert. Le nouvel élu prêtait serment sur les Évangiles à Notre-Dame. La Chambre siégeait alors, non plus à la Maison du Singe, mais à l'ancien hôtel Rolin (1). Elle était dotée d'une juridiction qui, fait rare, persista jusqu'à la Révolution ; cette juridiction qui la mit plus d'une fois en conflit avec les juridictions des baillis royaux et seigneuriaux, mais rarement avec l'Officialité de Langres, s'étendait aussi à la banlieue, l'enclos de la Chartreuse, Longvic, Larrey, Plombières, Saint-Apollinaire, Quetigny, Ahuy, Ruffey, Fontaine, etc (2).

En étaient exempts, dans Dijon même : le Logis du Roi, le domaine de la Vicomté, l'hôtel de Vergy, les cimetières, les maisons de Clairvaux, Cîteaux, Morimond, les hôpitaux du Saint-Esprit et de la Chapelle-au-Riche, la commanderie de la Madeleine, la Sainte-Chapelle, les abbayes de Saint-Bénigne et de Saint-Étienne.

Le maire et les échevins avaient des pouvoirs de police presque illimités, ordonnaient perquisitions, incarcérations, exécutions. Ils avaient une grande influence sur les assemblées des États et auprès du Parlement.

Quant à celui-ci, on voit qu'au début il prit ou exécuta, avec un zèle semblable à celui du Corps de ville, des mesures contre la Réforme. Bientôt il sera plus tiède, car il comptera plus d'un suspect dans son sein. Mais l'influence de l'Hôtel de ville assurera le triomphe du parti catholique sur la minorité protestantisante (3).

(1) Auj. siège des Archives de la Côte-d'Or. Cf. F. AMANTON, *Précis hist. et chronol. sur... les vicomtes-mayeurs de Dijon*, dans *Mém. comm. Antiqu. Côte-d'Or*, t. VIII, (1870-73), p. 1-142 ; J. GARNIER, *Les deux premiers hôtels de ville de Dijon*, *ibid.* t. IX (1874-77), p. 1-111.

(2) Voir BERTUCAT, *La Juridiction municipale de Dijon*, dans : *Revue Bourguignonne*, oct. 1911, p. 98 et ss. ; GARNIER, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, t. I, p. 5.

(3) On connaît les fameuses remontrances de Bégat au roi Charles IX (1562 et 1563). Cf. VIARD (P), *Études sur la Réforme et les guerres de religion en Bourgogne*, Dijon-Paris, 1905, in-8° (Extrait de la *Revue Bourguignonne*, t. XV, n° 4).

C'est là plutôt et dans le clergé régulier, ainsi que dans le milieu des artisans et compagnons, que les nouvelles tendances recruteront des adeptes plus ou moins déclarés.

L'opinion générale, dès le début, ne sera pas favorable aux novateurs, auxquels elle reprochait surtout de s'attaquer à la foi traditionnelle, et de troubler la paix publique. Même dans le monde des écoles et de l'humanisme où ils rencontraient quelques sympathies, on n'était pas toujours indulgent à leur égard.

Déjà vers 1530, alors que les erreurs luthériennes n'apparaissent guère encore en Bourgogne que comme une menace plutôt lointaine, le recteur Pierre Turrel (1) les prenait à partie dans divers endroits (2) de son curieux livre — rarissime — intitulé : *Le Période, c'est-à-dire la fin du monde contenant la disposition des chouses terrestres, par la vertu et influence des corps célestes* (3), livre terminé le 2 septembre 1531 (4).

On connaît ce « notable et scientifique personnage », originaire d'Autun, où les échevins de Dijon étaient allés le chercher pour relever leurs écoles jadis fameuses et devenues de « petite réputation » (5).

Il fut recteur des écoles de Dijon de 1517 à 1530, et eut des élèves célèbres (6), tels Pierre du Châtel, évêque de Tulle, Mâcon et Orléans, lecteur de François I^{er} et grand aumônier de France, Jean Bégat,

(1) Sur ce personnage et les déboires que lui valut son livre du *Période*, voir : MUTEAU, *op. cit.*

(2) F^{os} XI, X^{vo}, XV^{vo}, XVIII^{vo}, XXII^{vo}, XXVII^{vo}, XXIX^{vo}, XXX, XXXI.

(3) « Composé par feu maistre Pierre Turrel, philosophe et astrologue, recteur des écoles de Dijon... Escrit au monastère des Trois Vallées (la Bussière), terminé le 2 septembre 1531. L'ouvrage est dédié à Girard de Vienne, capitaine de Beaune, parent du cardinal de Givry. Cf. *La Renaissance*, Chap. prélim.

(4) L'auteur dut le mettre plusieurs années sur le chantier, comme le prouve l'allusion à la perte de Constantinople « depuis ja environ soixante ans » (f^o XXV). On y trouve pour la première fois (?) la curieuse prédiction de la Révolution française, reproduite par le chanoine langrois Richard Roussat. Cf. *La Renaissance*, 2^e part., liv. I — Cet ouvrage se trouve à la Bibl. munic. de Dijon, Rés. n^o 39.

(5) *Arch. munic. Dijon*, B. 457, f^o 252 ; Cf. B. 169. On sait que François I^{er} avait en 1516, sur la demande de la ville transmise par le gouverneur La Trémoille, songé à établir à Dijon une Université avec les mêmes privilèges qu'à Paris, Orléans, Toulouse, Angers et Poitiers. Le projet fut abandonné. Cf. F. 18.

(6) COURTÉPÉE, II, p. 142. Voir la nomenclature de cet auteur ; mais plusieurs, semble-t-il, n'ont pu être des élèves de Turrel, tels Bénigne Pérard, Claude Robert, Philippe de Villers.

président au Parlement, et d'autres dont le souvenir met autour de la chaire de leur maître une sorte de rayonnement. Des contemporains, hommes considérables, comme son compatriote le juriste Chasseneuz, La Croix du Maine, Bèze, son ami Saint-Julien de Bal-leure, lui ont décerné des éloges qui supposent un réel mérite,

Mais non content de s'adonner à la poésie, aux mathématiques, à l'éloquence, il se livra à l'astrologie avec passion. De là plus d'un déboire. Ses leçons d'astrologie étaient devenues sa préoccupation dominante aux dépens de ses devoirs de recteur des écoles. Elles l'avaient conduit à soutenir certaines propositions en matière de doctrine, que la cour avait taxées « d'abus, ignorances et erreurs touchant la sainte et sacrée théologie », et ce, « sous couleur de l'art d'astrologie. » « Plusieurs scandales et plaintes en venaient contre lui. » Son exemple était devenu contagieux et dangereux, en un temps où tant d'esprits se mêlaient d'épiloguer sur l'Écriture. Aussi la cour avait, le 29 novembre 1527, rendu un arrêt motivé « pour les abus, ignorances et erreurs » qu'elle avait « connu estre en aucuns maistres d'escoles touchant la sainte et sacrée théologie ; icelle fait inhibitions et deffenses à tous maistres d'escoles de ce pays de Bourgogne qu'ils n'aient à lire publiquement ni en secret à leurs escoliers ou autres de ladite théologie, à peine d'en être punis corporellement (1). »

Poursuivi six mois après, à propos de son livre imprimé à Lyon sous ce titre : *Pronostic fatal révélant les prodigieux événements futurs concernant la durée du monde et sa dernière période*, Turrel avait été défendu avec succès, en présence de l'évêque Michel Boudet, par l'un de ses disciples devenu professeur à Bourges, le jeune du Châtel, le futur grand-aumônier de France, et évêque de Tulle. Néanmoins, le 1^{er} juin 1528, la Chambre de ville lui interdisait à son tour « d'user de l'art d'astrologie », à peine « d'être mis hors la ville et d'en être puni. » (2).

A la fin de 1529, elle songea un instant à chercher un autre principal, et avait fixé ses vues sur le recteur de Dole, Jacques de Lestre. Il refusa de venir, comme Turrel de s'en aller. A la

(1) *Bibl. munic., de Dijon*, f^{ds} Saverot, Reg. des dél. du Parl., t. I, p. 21.

(2) *Arch. munic. Dijon*, B. 172.

Chambre qui lui remontrait « la ruine et désolation des escoles par faute de bonne doctrine, au grand deshonneur de la ville », Turrel répondait « qu'il ne savait pourquoi on lui imputait à tort la ruine de ladite escole, que depuis qu'il y estait, le temps estoit malvais et chiert, que les maladies et mortalités qui avoient régné lui avoient donné mauvais courage, qu'il n'avoit aucune maison pour faire lecture générale... ». C'étaient là des raisons. La Ville avait les siennes auxquelles s'ajoutait, dirait-on, un « procès de tendance. » La fondation du collège des Martins (1) allait arranger les choses, mais déjà Turrel n'était plus de ce monde.

Avant de le quitter, il avait donc exprimé son sentiment au sujet des sectateurs de Luther : « Attendez cy luthériens, écrivait-il, et malheureux taborites qui prophanez les ecclises et temples de Jésus Christ et les sacrées ymages de ceulx qui bien et justement ont vescu, a ce n'estes vous pas bien aveugles, bien folz, non scavants... »

Ses invectives contre les « Germains scorpionistes » s'inspirent de ses bizarres conceptions astrologiques : scorpionistes ils sont, car il subissent l'influence du signe du zodiaque appelé scorpion, qui « est signe de mensonge et tour et domicile de Mars », « à la queue gist le venin le quel cognoissons ja plus cler que le jour, quand ja voyons sans nombre d'icelles regions plusieurs qui laissent la vraye religion chrestienne et tombent en nombre de hérésie. Cela leur vient avec la séduction du dyable et influence du faulx Escorpion. » « Or sus doncques, Germains scorpionistes, regardez vos folles et enragées sectes, s'elles sont ou miraculeuses ou naturelles, avec le dyable vostre capitaine et docteur... » (2).

Il les regarde « ces hérétiques luthériens », « ces faulx prescheurs comme « messagiers de Lantéchrist » (3) ; il annonce le « jugement de Dieu prochain » et termine son opuscule en adjurant les chrétiens de repousser les hérétiques : « Donc ô princes et princesses, seigneurs et dames, secourés a vostre mere tres dolente, abjectée et desolée,

(1) Ne pas confondre avec les « Martinets », nom donné alors aux écoliers errants qui allaient de collège en collège, d'université en université. Il y en avait à Dijon.

(2) Pages XVIII-XIX, XXII.

(3) Pages XXVII.

(4) Pages XXI, XXX, XXXI.

et ne souffrés point que ces abhominables heretiques et infideles soil-
lent et broyllent celluy qui vous a faict a sa semblance... » (1).

Peut-être Turrel mettait-il dans les invectives qu'on vient de lire une véhémence un peu factice, mu par le désir d'effacer l'impression qu'il avait produite sur les magistrats de Dijon, tant ceux de la Chambre de ville que ceux du Parlement. Il s'appliquait à faire montre d'orthodoxie. On voit encore combien dans le Dijon d'alors les autorités étaient chatouilleuses sur ce point, stimulées aussi parfois du dehors.

Nous allons en avoir la preuve en ce qui concerne les « Luthériens. »

*
* *

Lorsque Claude de Longvy fut élu évêque de Langres, les dignitaires ecclésiastiques de cette dernière ville avaient déjà, *sede vacante*, l'attention en éveil sur ce qui se passait à Dijon.

Cette attention s'aiguisa-t-elle spontanément dans les semaines qui précédèrent l'élection, alors que l'on voyait poindre à l'horizon l'astre de l'évêque de Mâcon, connu dans la province ecclésiastique de Lyon pour sa vigilance, depuis le concile de mars 1528 ? On sait que des chanoines de Langres et de nombreux délégués de ce diocèse y avaient pris part. En tout cas, le 25 août 1529, le chapitre de Langres statua sur le cas d'un cordonnier de Dijon nommé Jehan de Rouan qui, avant de mourir, avait, au témoignage de Nicolas Gaultherot, chanoine de la Sainte-Chapelle et scelleur, refusé les sacrements de l'Église catholique. Le chapitre décida de ne point lui accorder la sépulture ecclésiastique, bien qu'il eût été reconnu comme « frénétique », parce que « aultres par malice pourroient cy après entrer en erreur luthérienne » (2).

Aussi bien, Dijon voyait arriver dans ses murs des colporteurs occasionnels d'idées et de livres, ou des émissaires professionnels (3).

(1) Page xxxi.

(2) *Arch. Haute-Marne*, G. 933. Cf. G. 30, f° 18 (Cf. WEISS, *Un hérétique luthérien à Dijon en 1529*, dans : *Bull. hist. Prot. fr.*, 1906, p. 111). La délibération du chapitre est signée Pignard, Guillot, Boelly, Félix, Pitoys.

(3) Faudrait-il ici mentionner Michel d'Arande qui, voyageant avec Louise de Savoie et Marguerite de Savoie, passa à Dijon en nov. ou déc. 1524 ?

Tel fut Pierre Masson (1), pasteur vaudois ; comme il revenait avec son collègue Georges Morel, dauphinois, de conférer avec les réformateurs Œcolampade à Bâle, Bucer à Strasbourg et Haller à Berne, il fut arrêté à Dijon en 1530, et — d'après certains (2) — condamné au feu le 8 septembre et exécuté le 10. Masson aurait été bourguignon (3).

Tel encore Jean Siallin, marchand de Genève, qui fut décrété de prise de corps par le Parlement de Dijon le 17 novembre 1534, à cause de « certaine hérésie. » Il paraît avoir été arrêté seulement à Beaune. Le lieutenant particulier de cette ville reçut à cette occasion l'ordre d'enquêter sur « tous ceux qui tiennent mauvaise parole de notre foy », de s'en saisir et d'avertir la cour (4). Le cardinal de Givry était alors à Dijon. Le 14 novembre il officiait à une procession générale où l'on portait le chef de saint André et la Sainte-Hostie (5). Avec lui Dijon voyait ce jour-là cinq cardinaux.

La Chambre de ville de son côté fait de même enquêter à la fin de 1534 au sujet de certains « meschans de Genève » que l'on dict estre « faulx monnoyers et luthériens » et qui sont descendus chez Gratier, à l'hôtel du Paon (6).

En octobre 1535, un certain Jehan de Vault, « porte-pannier », trouvé nanti de trois exemplaires d'Érasme, fut arrêté. Des trois livres qu'il « pourtoit sur luy pour vendre », la Chambre décida d'en donner un au cardinal de Givry, alors encore à Dijon (7), d'en soumettre un autre à Messieurs de Cîteaux (8) et de garder le dernier pour elle aux fins d'examen (9). Le jour où elle prenait cette délibé-

(1) D'après NAEF, *La Réforme en Bourgogne*, p. 23, s'inspirant de MUSTON, *Hist. des Vaudois*, t. I. p. 180, qui reproduit lui-même CRESPIN, *Hist. des Martyrs*, éd. de Toulouse, 1885, t. I, p. 382.

(2) D'après l'éditeur de CRESPIN, éd. de Toulouse, *ibid.*

(3) *Id. ibid.*

(4) *Dél. Parl. Dijon*, I. 416.

(5) *Arch. Côte-d'Or*. G. 1524, f° 94 : Y assistaient M. le Dauphin, M. d'Angoulême, les cardinaux de Bourbon, Jean de Lorraine, de Tournon, et de Lisieux.

(6) *Arch. munic. Dijon*, B. 178, f° 72-73.

(7) *Arch. munic. Dijon*, B. 179, f° 47 : Délibération du 1^{er} octobre 1535 pour envoyer vins en pots à MM. l'Amiral, le card. de Givry, de Vendôme et autres seigneurs.

(8) Les religieux de Cîteaux habitaient à Dijon rue actuelle du Petit-Cîteaux.

(9) *Arch. munic. Dijon*, B. 179, f° 52.

ration — 22 octobre 1535 — il y eut une procession générale pour la santé du Roi (1) qui était alors à Norges (2), et qu'on attendait.

Sur l'ordre du chancelier du duché de Bourgogne, qui avait cependant trouvé le livre d'Érasme « fort énormément suspect (3) », Jehan de Vaulx fut élargi des prisons le 17 novembre (4). Il en fut de même aussi sans doute pour deux particuliers de Genève qui étaient « luthériens », contre lesquels la Chambre décida le 28 avril 1536 de faire une information : elle avait fait conduire des prisons de Beaune à celles de Dijon par son procureur-syndic l'un d'eux qui s'appelait Philippin, et s'était d'abord échappé de Dijon où il avait logé à l'hôtel du Paon ; l'autre s'appelait Gerbin (5). Le 4 mai, elle prend acte d'un arrêt de la Cour qui ordonne d'engager la procédure contre Philippin et d'autres prisonniers accusés de luthéranisme, et fait parvenir toutes les pièces de l'instruction au procureur du Roi.

A la suite de ces arrestations, elle édicte diverses ordonnances relatives aux étrangers : défense à eux de porter armes et bâtons dans les rues, ordre aux hôteliers de tenir et de présenter aux autorités un registre de ces voyageurs (6).

Elle prend garde à tous les indices qui pourraient révéler un manque de docilité aux lois de l'Église et le mépris de ses cérémonies. A diverses reprises, ainsi le 10 septembre 1535, le 24 septembre 1538, défense est faite à toute personne, quelle qu'elle soit, de jurer et blasphémer (7) : de même, défense souvent réitérée aux portiers

(1) *Ibid.* B. 179, f° 47.

(2) Cf. *suprà*, p. 115.

(3) B. 179.

(4) *Ibid.*, f° 62 v°. — *Nil novi...* Les journaux à notre époque signalent des faits qui rappellent ceux-là, *servatis servandis*. Voici par ex. un entrefilet : « Montpellier, 11 février 1923. — La police a arrêté à Montpellier un nommé Juan Estève, âgé de 65 ans, né à Barcelone, publiciste communiste, inculpé d'infraction à un arrêté d'expulsion. Estève, dit Léopold Bonafouilla, venait de Nîmes et se rendait en Espagne par Béziers, Narbonne et Cerbère. Il était porteur de tracts communistes et d'une affiche rédigée en français et en allemand, invitant le prolétariat français à faire cause commune avec le prolétariat allemand. Il a été écroué à la maison d'arrêt ». (Corr.)

(5) *Arch. munic. Dijon*, B. 179 f° 116, 117. Cf. B. 457, f° 137 et f° 85. — Cf. GARNIER, *Corresp. de la mairie de Dijon*, I, p. 353-354.

(6) *Arch. munic. Dijon*, B. 180, f° 35, (2 août 1536).

(7) *Arch. munic. Dijon*, B. 179, f° 39. — En 1536, ce sera sous menace d'avoir la langue coupée. (*Id.* I, 3).

de la ville de donner à jouer aux quilles et autres jeux pendant les grand'messes (1).

La Chambre se préoccupe aussi de l'enseignement des maîtres de la jeunesse : le 18 janvier 1536 (n. st.), des ordres sont donnés pour « faire cesser le nommé Perrodin de tenir l'école (2), à peine de 100 livres. » C'est que les maîtres d'école peuvent inculquer à leurs jeunes élèves des notions de catéchisme réformé, au moyen du rudiment et des paradigmes. Il s'agit de maîtres particuliers. Aussi bien leurs pédagogies privées étaient illégales, on l'a vu. C'était une des conditions mises par le prêtre Julien Martin à la fondation du collège, appelé de son nom collège des Martins, qui éleva la jeunesse dijonnaise au XVI^e siècle, avant la création du collège des Godrans en 1581. C'est le vicomte-maieur et les échevins, nous l'avons dit, qui nommaient les maîtres (3).

Mais ces maîtres officiels du collège peuvent être également sujets à caution ; l'un des régents, Franchet, ira à Genève en 1543.

Bientôt même on interdira les « écaignes » ; et défense de sortir la nuit sans chandelle (4), à plus forte raison masqué, ou armé d'épée, ou muni d'une longue barbe, comme les « brigands et épieurs de chemins. » Défense toujours de jouer à aucun jeu pendant les office aux jours fériés, la Saint-Jean, la Sainte-Anne et autres assez nombreux, ni d'y travailler, sans permission, à des « œuvres serviles. » En même temps renforcement de la police des mœurs et de la police tout court (5). On veille à la garde des portes, à l'entrée des étrangers. On agite le projet de bâtir un Refuge pour les filles repenties, car il paraît temps de réagir contre une licence devenue un fléau public, et nous avons vu que la cousine de Giyry, la princesse d'Orange retirée à Dijon en son hôtel de la place Saint-Jean, s'est intéressée avec générosité, sur la demande de la ville, à cette salubre entreprise. On met le holà à certaines situations scandaleuses. Bref on sent une autorité ferme décidée à mater les éléments

(1) *Ibid.* B. 179, f^o 120 (12 mai 1536 ; Cf. 24 sept. 1538). — Cf. I, 3 (1536).

(2) *Ibid.* B. 179, f^o 82.

(3) *Arch. munic. Dijon*, I, 3.

(4) *Arch. munic. Dijon*, I, 3 (1536) ; *Arch. Côte-d'Or*, B. 178, 182 : ordre aux « gens mécaniques » de couper leurs barbes (1535).

(5) *Arch. munic. Dijon*, B. 177-181 ; 192.

d'indiscipline, et d'abord à les tenir éloignés de la cité, déterminée aussi à réprimer toute manifestation injurieuse à l'institution ecclésiastique d'État, comme à proscrire la gangrène qui risquerait, en face des novateurs aux aguets, de la discréditer (1).

On dirait que les deux grandes autorités dijonnaises, Chambre et Parlement, se montrent, autant et plus que l'Église, soucieuses des affaires religieuses. La Ville intervient jusque dans les questions purement cultuelles : elle décrète et organise les processions (2), commande des prières pour la peste (3), recrute et paie des prédicateurs (4), prie les curés et vicaires d'exhorter leurs paroissiens à fréquenter les sermons, « afin d'être instruits de leur salut (5) », prend des mesures pour les obliger à visiter les malades en temps d'épidémie (6).

Ce n'est pas à dire cependant, loin de là, que les autorités ecclésiastiques se désintéressent de ce qui les concerne. C'est ainsi que le 11 décembre 1534 une délibération du Corps de ville porte qu'un mandement venait d'être publié « aux églises paroissiales de cette ville au faict des Luthériens (7) ». Cette pièce n'est pas venue à notre connaissance ; elle émanait, sans aucun doute, du cardinal de Givry, lequel séjourna, du reste, à Dijon l'automne de cette année-là (8).

Mais c'est en définitive l'intervention des pouvoirs civils qui apparaît avec plus d'évidence, ce qui peut s'expliquer d'ailleurs par la nature des documents où nous pouvons découvrir les traces à Dijon de la Réforme protestante à ses débuts (9).

(1) *Id.* (1535). Cf. 182 (1544).

(2) *Arch. munic. Dijon*, B. 197, f° 166 ; 199 f° 264 ; 201, f° 20 ; 203, f° 74 ; 174, f° 123, etc.

(3) *Id.* B. 182.

(4) *Ibid.*, B. 198, f° 135, Cf. B. 173 bis.

(5) *Ibid.*, B. 197, f° 106 (15 déc. 1559).

(6) Cf. *ibid.* B. 191, f° 61, 62.

(7) *Arch. munic. Dijon*, B. 178, f° 66. — Ordre est donné à Claude Colot, procureur de la ville d'en « recouvrer » la copie. *Arch. munic. Dijon*, B. 178, f° 66.

(8) *Arch. Côte-d'Or*, G. 1524, f° 94.

(9) Savoir notamment 1°. aux *Arch. munic. Dijon*, les registres des délibérations de la Chambre de ville : leurs informations sont plus abondantes à partir de 1556 (et liasses D. 63, 65, 66) ; 2°. aux *Arch. Côte-d'Or* et à la *Bibl. munic.*, les registres du Parlement ; ceux-ci sont souvent presque réduits à de brèves mentions ; il y a même des lacunes complètes pour 1532, 1533, 1539, 1540, et du 26 août 1541 au 12 nov. 1549.

A partir de 1536 surtout, l'action de la cour paraît bien concorder avec celle de l'Hôtel de ville : le 13 novembre 1536, elle ordonne de communiquer aux gens du Roi et faire publier des lettres de François I^{er} relatives aux Luthériens (1). Le 25 mai 1538, elle fait informer contre un prisonnier, Jehan Charlet, natif de Pesmes, détenu « pour cas de vauldoiserye (2). » En 1539, elle oblige à s'exiler une dizaine d'habitants de Beaune, suspects d'hérésie (3).

Certains indices d'ailleurs, rapprochés de ces faits, semblent prouver que la Réforme est en train de pénétrer en Bourgogne : tels les espoirs qu'expriment à ce sujet les « ministres » du pays romand dans leurs prêches (4) ; tel encore le séjour, en 1539, d'une grande dame protestante, la duchesse de Longueville, comtesse de Neuchâtel, à Époisses, où elle dut faire de la propagande, ainsi que dans la ville voisine de Noyers, laquelle sera bientôt l'un des foyers du protestantisme dans la province (5).

On s'explique que, pour arrêter cette diffusion dans l'une de ses sources principales, le Parlement de Dijon, devançant même celui de Paris, ait ordonné le 24 juin 1543, de saisir et brûler tous les livres suspects (6). Il défend d'en imprimer ou vendre, et qui en sera trouvé possesseur, sera puni comme hérétique.

La Ville venait, elle, de faire dresser dans divers quartiers, quatre

(1) *Bibl. munic. Dijon*, fonds Saverot, I. 430. *Délib. Parl.* Ces lettres, conformément à l'édit de Coucy et à celui de Lyon, devaient être relativement favorables aux luthériens.

(2) *Arch. munic. Dijon*, D. 65.

(3) [BÈZE ?], *Hist. ecclésiastique des églises réformées au royaume de France*, livre I, p. 41.

(4) HERMINJARD, *Corresp.*, IV, p. 166, n° 603.

(5) *Id.*, V, p. 327, n° 794 (29 mai 1539).

(6) BAUDOUIN, *Histoire du Protestantisme... en Bourgogne*, t. II, p. 94.

Le P. LELONG, *Biblioth.*, n° 36172, indique un arrêt du Parlement de Dijon contre les livres hérétiques (1544). — Citons parmi les « livres suspects » qui circulaient alors et que signalent les récents historiens de la Réforme en France, comme M.M. IMBART DE LA TOUR, HAUSER : *la Bible de Genève*, *les Institutions de Calvin*, *les Commentaires de Mélanchton*, *les Gestes du Roy*, *les Epigrammes de Dolet*, *le Caton chrétien*, *les Dimanches de frère Stupulense*, sans parler du *Catéchisme de Calvin* publié en 1537, remanié en 1541 sous ce titre : *Instruction et confession de foy dont on use en l'église de Genève...*, et dans l'édition latine — définitive — de 1545 : *Catechismus ecclesiæ Genevensis, hoc est formula erudiendi pueros in doctrina Christi. Authore Joan. Calvino.*

carcans pour y attacher les blasphémateurs (1), en obligeant quiconque entendrait un blasphème, de le déclarer à la police sous peine d'amende.

Mais voici qui montre que l'hérésie et l'esprit d'opposition se sont développés : des critiques et des manifestations pacifiques, les « luthériens » ont passé aux actes positifs de violence. Des attentats commencent à se produire contre les objets et les symboles du culte catholique. Déjà dans la ville voisine d'Autun, le 4 juin 1541, deux protestants avaient été brûlés pour avoir, dit-on, profané un tabernacle (2), le 15 mai, à l'église Saint-Jean de la Grotte. A Dijon même, on l'a fait savoir au peuple par le moyen d'une procession générale en expiation du sacrilège (3). Mais on craint que soit troublée la procession de la Sainte-Hostie (mai 1542) (4). On y signale en 1546 des insultes contre des prêtres (5). Des gens déguisés et en armes promènent l'enseigne (6) de la ville sur un âne. on brise les « images » du mont Calvaire (7), et le cardinal de Givry charge son vicaire général Berbis d'enquêter à ce sujet (8).

Cet attentat nous donne l'impression d'avoir réveillé une situation qui semblait assoupie depuis quelques années (9).

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 181, et D. 28.

(2) NAEF, *La Réforme en Bourgogne*, 1901, p. 143. Cf. ABORD, *Hist. de la Réforme et de la Ligue dans la ville d'Autun*, t. I (1885), p. 20. — La procédure fut rapide. Dès le 26 mai, la Chambre ardente avait député à Autun deux commissaires, le président de Boisy et François de Vendôme, vidame de Chartres, son neveu. (Cf. *Journal ms. d'un chanoine d'Autun*, de 1539 à 1545 — à l'évêché d'Autun — p. 20, et ABORD, pièce justific., n° 8). D'après BÈZE (*Hist. ecclésiast. des Églises réf.*, t. I, p. 96), il n'y aurait eu qu'un simple accident, non une profanation. A partir de cette époque, par crainte des Huguenots, on conservera les hosties consacrées dans un tabernacle fermé ; auparavant, elles l'étaient dans des pyxides suspendues, en forme de colombes, de tours, de coffrets.

(3) *Arch. munic. Dijon*, B. 181.

(4) *Arch. munic. Dijon*. B. 182, f° 76 : ordre de garder les portes pendant la procession (25 mai 1542).

(5) *Arch. munic. Dijon*, B. 183.

(6) *Id.*, B. 184 : le 31 mai. — Signalons encore cette année-là l'évasion de M. de la Renaudie et de M. de Beaulieu, son frère, ; incarcérés, ils s'échappent et quittent la ville à cheval, l'épée au poing et bien accompagnés, (*ibid.*).

(7) Simulacre du mont Calvaire, tel qu'il était érigé à Romans en Dauphiné et autre lieux. Où était cette représentation du Calvaire ? A l'hôpital du Saint-Esprit ?

(8) *Arch. munic. Dijon*, B. 183.

(9) Chose curieuse — notée par M. Belle, *op. cit.*, p. 8, — à partir de 1538, les registres du Parlement et les registres de la Ville sont presque complètement muets pendant

Nous pouvons supposer qu'à la suite des édits royaux et des sévères mesures édictées contre les livres hérétiques et leurs colporteurs, la propagande s'était atténuée pendant quelque temps.

Il ne faudrait pas du reste, à cette période, considérer comme appartenant spécifiquement à la Réforme protestante, toute parole, tout incident qui ayant trait aux choses religieuses sentent l'insubordination, le mépris, l'impiété, ou la révolte. Avant les Protestants et en dehors d'eux, il y a toujours eu des protestataires : surtout dans une province de tout temps réputée pour cette humeur frondeuse qu'au siècle suivant incarnera la libre et populaire « infanterie dijonnaise. »

Il n'en est pas moins vrai que le protestantisme, lorsque François I^{er} mourut (31 mars 1547), avait, depuis une quinzaine d'années pénétré en Bourgogne, où il ne tardera plus guère à prendre consistance.

II

A ce moment précis, Givry se trouvait loin de son troupeau, retenu qu'il était en Italie pour les affaires de son souverain. Il revint pour les obsèques du Roi célébrées à Saint-Denis, et assista au sacre de son successeur. A l'automne, il regagna la ville de Rome où nous le trouvons en compagnie de Charles de Lorraine.

Ce séjour semble s'être prolongé durant une bonne partie de l'an 1548, sinon de l'an 1549. — Nous retrouvons le cardinal à Mussy en septembre de cette dernière année (1), et de nouveau en Italie durant l'hiver et une partie du printemps de 1550, et peut-être encore en 1551 et 1552.

Sur les entrefaites, l'hérésie avait continué de gagner des adeptes

plusieurs années sur les questions religieuses ; circonstance plus étrange encore, ils comportent des lacunes considérables qui presque toujours coïncident...

(1) *Bibl. nat.*, ms. fr. 26, n° 12 ; il y ordonne à la tonsure, le 21 sept. 1549, Jean de Gand. Quelques semaines après, il se mettra en route pour l'Italie en vue du conclave prolongé qui aboutit à l'élection de Jules III. Il y fut malade, comme on l'a dit plus haut, et ne serait revenu en France au plus tôt qu'en mai 1550.

dans le diocèse de Langres, et à Langres même, ainsi que nous le verrons, s'était montrée.

C'était un phénomène général dans toute la France. L'heure venait où la Réforme protestante allait s'organiser en Église séparée, puis en parti. Il lui faudra encore une douzaine d'années. Tant que Henri II vécut, il la combattit énergiquement. Il nous semble ici encore utile de rappeler par quels moyens. Le tableau que nous aurons à faire de la marche ultérieure de la Réforme et de sa répression dans le diocèse de Langres s'en trouvera de même d'avance éclairé.

Au sacre du nouveau roi, 26 juillet 1547, l'archevêque de Reims, Charles de Lorraine qu'assistait le cardinal de Givry, l'avait adjuré, avec une éloquente vigueur, de guérir les plaies de l'Église et d'arrêter les conséquences des prédications de Luther :

« Par un seul homme... non seulement l'Allemagne et la France, mais presque tout l'univers a été ébranlé... Si Dieu n'avait pourvu à ce malheur par l'intermédiaire des princes, quine voit qu'il y eût eu un bouleversement des plus grands royaumes et gouvernements, et de toutes choses en général? S'il y a de la corruption, qu'on la corrige au moyen d'un concile général. S'il y a un membre gâté dans l'Église, qu'on l'ampute pour que le corps tout entier guérisse, mais qu'on ne supprime pas tout, comme le veulent quelques-uns... Fais en sorte que la postérité dise de toi : Si Henri II, roi de France, n'avait pas régné, l'Église romaine aurait péri de fond en comble... » (1)

Henri II répondit à ce qu'on attendait de lui (2). Dès décembre

(1) Cité par WEISS, *La Chambre ardente, Etude sur la liberté de conscience en France sous François I^{er} et Henri II*, 1540-1550, p. LXI, d'après l'historiographe de Henri II, PIERRE DE PASCHAL (Cf. *Bibl. nat.*, fonds Dupuy 624, f^{os} 69 à 74 : *Petri Paschalii Historiarum fragmenta*). Le lendemain, Charles de Lorraine était fait cardinal à vingt-deux ans ; c'est Givry, on le sait, qui l'avait sacré à Joinville. Il se rendit à Rome avec celui-ci, pour recevoir le chapeau au consistoire du 14 décembre et solliciter l'établissement à Reims d'une université destinée à devenir le boulevard du catholicisme dans son diocèse. — Voir la bulle d'érection dans : *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, II, f^o 893 ss (1561).

On sait que Charles de Lorraine, neveu du cardinal Jean de Lorraine, avait été élève de François le Picart, adversaire du protestantisme, et compagnon du dauphin. le futur Henri II. Cf. GUILLEMIN, *Le cardinal de Lorraine*, 1847.

(2) Cf. DECRUE (Fr.), *Anne, duc de Montmorency*, Paris, 1889, in-8^o. — CH. PAILLARD, *La mort de François I^{er} et les premiers temps du règne de Henri II* (avril-juin 1547) dans *Revue historique*, t. V, 1877. — ROMIER (Lucien), *La carrière d'un favori, Jacques d'Albon de Saint-André*, Paris, 1909, in-16.

1547, il manifesta à une députation du Parlement de Paris son désir de voir Messieurs de la cour administrer bonne justice, et principalement pourveoir « sur le faict des luthériens (1), » et fit écrire à tous ses officiers de justice pour les inciter « à l'extirpation des hérésies et des fausses doctrines qui pullulent de présent en nostre royaume ». Son intention, dit-il, est

« d'oster d'entre nos subjectz l'usage des livres reprouvez qui sont le fondement et occasion des dits erreurs, et garder que par cy après il ne s'en imprime aucuns concernans la sainte Écriture, que premièrement ils n'aient esté bien et exactement veus et visités : afin que avant qu'ils se mettent en lumière, s'il y a quelque chose de mauvais, il soit corrigé et rejetté, et ne soit baillé et administré à nostre peuple que ce qui sera de bonne et saine doctrine et condition (2)... »

Mais déjà les actes avaient précédé. Le 8 octobre 1547, une nouvelle chambre appelée la seconde Tournelle criminelle, avait été créée par lui au sein du Parlement de Paris. Ce fut la *Chambre ardente* composée de 14 conseillers. Ainsi qu'on le voit par un registre de ses arrêts retrouvé en partie par Nathanael Weiss (3), elle eut une grande activité et prononça un certain nombre de condamnations capitales sous la direction de son président Lizet. Nombre d'ecclésiastiques, surtout des religieux, figurent parmi les accusés. Cette Chambre envoya aussi en province dans le ressort du Parlement de Paris (4) tel ou tel de ses conseillers pour instrumenter contre les « Luthériens. »

Rien d'étonnant que les chemins qui menaient en Suisse ou bien

(1) *Arch. nat., Conseil*, X^{1a} 1561, au 3 déc. 1547. Cf. WEISS, p. LXIV.

(2) Cf. FONTANON (A), *Lois, édits et ordonnances des Roys de France depuis saint-Louis jusqu'à présent*, Paris, 1580, 4 vol. in-f^o, t. IV, f^o 266.

(3) C'est le *Registre des luthériens* qui forme l'annexe du registre criminel du Parlement de Paris X^{1a} 105, aux *Arch. nat.* Il y a des lacunes (de novembre 1547 à avril 1548, et de mai à octobre 1549). Il va de mai 1548 à mai 1549. Cf. p. LI. Pareille chambre avait été instituée à Rouen trois ans auparavant.

Dans l'ouvrage cité de WEISS, les 146 arrêts de la Chambre ardente rendus de mai 1548 à 1549 sont publiés *in-extenso*.

(4) C'est-à-dire : Champagne, Brie, Ile-de-France, Picardie, Maine, Anjou, Touraine, Poitou, Aunis, Angoumois, Beauce, Orléanais, Sologne, Berry, Nivernais, Lyonnais, Forez, Auvergne, Bourbonnais, Morvan, Mâconnais.

vers les ports où l'on embarquait pour l'Angleterre (1) aient vu des fugitifs. Le disciple bourguignon de Mélanchton, Hubert Languet (2), né à Vitteaux, qui avait eu pour maître, à Châtillon, Jean Pérelle, les avait précédés. Plusieurs se fixèrent à l'étranger. Genève surtout était leur rendez-vous. Dans le ressort des autres Parlements (3), les mêmes faits se produisirent sous l'influence des mêmes mesures. Calvin, en des lettres d'un style héroïque, conviait les « malsentants de la foi » à le rejoindre (4). Il s'organisa même des convois d'émigrants.

L'entrée solennelle de Henri II à Paris le 16 juin 1549, et les fêtes qui suivirent, marquèrent une recrudescence de sévérité. Non loin des arcs de triomphe se dressèrent des potences. Des processions expiatoires se déroulaient, où l'on portait le Saint-Sacrement et les reliques de la Sainte-Chapelle. La journée du 4 juillet fut signalée par un cortège de ce genre (5). Une demi-douzaine de bûchers (6) s'allumèrent le soir au Parvis Notre-Dame, place Maubert et ailleurs.

Qu'en pensa le cardinal de Givry ? Fut-il, comme son ami le cardinal Jean du Bellay et le pape Paul III, de ceux qui regrettaient l'emploi de mesures de cette rigueur ? A leurs yeux il n'était point bon que le sort des hérétiques, ou prétendus tels, dépendît presque exclusivement du pouvoir séculier.

(1) Et à la même époque l'Angleterre envoyait au supplice nombre de catholiques.

(2) NAEF, *op. cit.*, p. 97-99. Cf. H. CHEVREUL, *Hubert Languet*, Paris, 2^e éd., 1856.

(3) C'étaient, on le sait, Rouen, Bordeaux, Toulouse, Aix, Grenoble, Dijon.

(4) Cf. le *Thesaurus epistolicus Calvinianus*, éd. Reuss ; et HERMINJARD, *Correspondance des Réformateurs dans les pays de langue française*, 1866-1897, 9 vol.

(5) Voir l'opuscule suivant de Pierre du Châtel, évêque de Mâcon : « *Articles contenant les causes qui ont meu le Roy nostre Sire, Henry deuxiesme de ce nom, à faire procession générale à Paris... le quatriesme jour de juillet 1549. A Paris, chez Andry Roffet dict le Faucheur demeurant en la rue Neufve Nostre Dame devant Sainte Genevieve des Ardants à l'enseigne du Faucheur MDXLIX* », in-4^o de 4 ff. non chiffr.

On y porta les plus précieuses reliques, telles que la couronne d'épines, la vraie Croix, le fer de la lance, la robe de pourpre du Christ et le sceptre de roseaux. — Elle avait été ordonnée « pour particulière et expresse détestation de l'hérésie des sacramentaires. »

(6) Cf. N. WEISS, *op. cit.*, CXVIII ; il y avait trois prêtres qui furent préalablement dégradés. L'exemple de Paris fut suivi par les Parlements de Rouen et de Bordeaux.

Une ordonnance du Roi du 19 novembre 1549 s'inspire, dirait-on, de ces préoccupations. Il ne laissait plus à ses baillis que le droit d'informer contre les hérétiques et de les décréter de prise de corps ; au lieu de les remettre aux Parlements, ils devaient les renvoyer aux juges d'Église, qui seuls termineraient le procès, sauf s'il y avait *cas privilégié* (1).

Le Parlement l'enregistra avec répugnance et avec des restrictions. Elle eut pour effet de faire sortir de la Conciergerie, en janvier 1550, tous les prévenus d'hérésie simple, pour être renvoyés aux officialités des divers diocèses. Ainsi l'année 1550 marqua une halte dans la répression. Mais devant le flot montant de l'hérésie, Henri II crut devoir faire promulguer en 47 articles, le 27 juin 1551, l'édit de Châteaubriant, qui codifiait, en les renforçant, les mesures prises jusque-là contre elle (2).

L'édit de Compiègne (24 juillet 1557) (3) renchérit encore. Il édictait la *peine de mort exclusivement*, sans que les juges puissent la modérer, pour tous les hérétiques, les sacramentaires, ceux qui auront dogmatisé soit publiquement, soit en conventicules secrets, ceux qui auront fait injure au Saint-Sacrement, aux images de Dieu, de sa benoîte Mère, des saints, enfin ceux qui auront contrevenu aux défenses du Roi d'aller à Genève.

Déjà l'attitude et la situation des protestants dans l'État s'étaient bien modifiées. Jusqu'ici ç'avaient été surtout des gens du peuple, des artisans, ou « gens mécaniques », comme on disait, des femmes, des moines issus des ordres mendiants. De plus, ils n'avaient encore

(1) Cf. *suprà* p. 333, note 3 — HAAG, n° 7.

(2) Voir dans HAAG, n° 8. — Voici les points principaux :

Surveillance de l'imprimerie — dénonciation de ceux qui lisent la Bible et ses traductions en français — interdiction de tout emploi public, comme celui de régent, à qui ne produirait pas un certificat de bon catholique — ordre aux procureurs généraux d'enquêter sur les magistrats et officiers de justice, et de sévir contre ceux qui seraient suspects de négligence — défense aux particuliers d'adresser des suppliques de grâce en faveur des hérétiques — interdiction sous les peines les plus graves de favoriser l'émigration à Genève — défense aux illettrés de discuter des choses concernant la foi ou les cérémonies de l'Église — commandement à tous d'aller à la messe assidûment avec révérence et démonstration.

Notons encore que les dénonciateurs avaient toujours droit au tiers des biens confisqués sur les hérétiques.

(3) HAAG, n° 9.

ni confession de foi, ni organisation ecclésiastique. A partir de 1555, ils avaient éprouvé le besoin de se grouper, de s'organiser en églises, dont la première se forma à Paris (1),

Encouragée par l'adhésion d'une partie de la noblesse, en premier lieu du roi de Navarre, du prince de Condé, et de deux neveux de Montmorency, Coligny et d'Andelot, « l'Église » de Paris tint un synode général, le 28 mai 1559, et rédigea en 50 articles la *première Confession de foi des Églises réformées de France* (2).

Le protestantisme élevait désormais publiquement la voix, faisait mine déjà de se muer en parti (3). Au Parlement, deux courants opposés se dessinèrent ; un conflit surgit entre la chambre de la Tournelle (où siégeaient Pierre Séguier, du Harlay, de Thou), qui ne voulait plus de condamnations à mort pour cause de religion, et la Grand' Chambre qui, continuant la Chambre ardente, voulait appliquer exactement l'édit de Compiègne. Des séances mouvementées en résultèrent. C'est au cours de l'une d'elles, tenue en présence du Roi, des Guise, du connétable Montmorency, de plusieurs cardinaux, qu'eut lieu l'arrestation du conseiller Anne du Bourg (10 juin 1559) (4) ; il avait prôné ouvertement des idées, nouvelles alors, de tolérance et de liberté de conscience.

Mais à cette date, de religieuse la question était devenue passablement politique (5), par l'effet d'une évolution qui, sensible déjà sous le règne éphémère de François II (6), allait s'accentuer à partir de l'avènement de Charles IX (1561).

(1) Elle avait quatre pasteurs en 1557 et tenait ses « assemblées » en secret dans des maisons particulières ; l'une qui fut surprise le 4 septembre 1557, rue Saint-Jacques, amena sept condamnations à mort. L'édit de Blois prononcera la peine de mort contre ceux qui feront des assemblées illicites (nov. 1559).

(2) HAAG, n° 10-11.

(3) « A l'année 1558 commence vraiment la période des guerres de religion » (L. ROMIER, *Les origines politiques des guerres de religion*, II, 277).

(4) Il fut supplicié le 23 décembre 1559.

(5) Cf. L. ROMIER, *op. cit.*, t. II, p. 240 et ss. — Le savant historien note que la période 1556-1559 est la plus importante pour l'histoire politique du protestantisme français. Il note aussi que c'est en décembre 1555, à Rome, que Charles de Lorraine jeta les fondements de la Contre-Réforme française (p. 243).

(6) Notons sous ce règne l'édit d'abolition (en faveur des hérétiques) d'Amboise, (mars 1560), (HAAG, n° 13) ; puis l'édit de Romorantin (mai 1560), (HAAG, n° 14), qui remet l'entière connaissance de tout crime d'hérésie aux évêques, et interdit aux Parlements, baillis, sénéchaux, etc., d'entreprendre aucune connaissance des crimes d'héré-

L'accession au protestantisme des nobles en qui se réveillait le vieil esprit féodal, et à leur tête des princes de Bourbon désireux d'évincer les Guises et d'avoir la régence du Roi, l'ambition à peine déguisée de s'emparer des biens d'Église, puis bientôt des faits comme la conjuration d'Amboise (mars 1560), faisaient des *Huguenots* — ainsi les nommait-on désormais — moins des « religionnaires » que des hommes de parti et les membres d'une organisation particulière dans l'État. S'ils se réunissaient pour chanter des psaumes, ce n'était pas sans être bien et dûment armés, et leurs mots d'ordre n'étaient pas uniquement du genre mystique. Leurs guides n'étaient pas exclusivement les « ministres » et les « pasteurs (1) ». Les personnages qui s'avéraient leurs chefs étaient mus par des visées politiques à l'égal des princes de Lorraine vers qui les catholiques commençaient à tourner leurs regards, comme vers les défenseurs de la religion nationale et de l'ordre public (2).



Continuons de suivre maintenant l'évolution du protestantisme au diocèse de Langres, dans la partie bourguignonne, toujours sous le règne de Henri II et celui de François II. Les faits se multiplient cette fois, et en tout cas les documents se font moins rares et plus caractéristiques. C'est que la répression aussi s'accroît.

En dehors de Dijon, le protestantisme est signalé par divers auteurs (3) comme étant introduit, dès le début de Henri II, dans différentes localités de la partie de la Bourgogne qui relevait au spirituel de l'évêque de Langres, ou touchait à son diocèse. Ainsi à

sie et de s'en mêler aucunement, sinon en tant qu'ils en seront requis par les juges d'Église.

Sous le règne de Charles IX, au début : l'édit de Saint-Germain-en-Laye (juillet 1561), (HAAG, n° 16), et celui de janvier 1562 (*id.*, n° 17).

(1) « A ses débuts le protestantisme put apparaître à certaines âmes comme une volonté de rénovation morale et religieuse. Cet âge d'or ne dura point... Entre 1560 et 1565 l'idéal religieux de la Réforme s'amointrit. Les rivalités d'intérêt et les passions l'emportaient sur les motifs d'ordre spirituel, et le nombre des accessions fut en raison inverse de leur qualité morale. » (Voir CARRIÈRE, *op. cit.*, p. 171).

(2) Voir G. DE PIMODAN, *op. cit.*, 2^e édition, 1925.

(3) Par exemple NAEF, *op. cit.*

Beaune, alors diocèse d'Autun, où nous en avons du reste la preuve dès 1539 (1), à Fontaine-Française (2), à Chazeuil (3), à Is-sur-Tille (4), à Selongey (5).

Il n'est pas inutile de noter qu'à diverses reprises les lansquenets du duc de Wurtemberg et autres séjournèrent à Is-sur-Tille, lieu d'étape, et dans les environs, à Gemeaux, Norges, Varois, Couternon, Beire-le-Châtel, notamment en 1537 (6). Par eux et à leur occasion, des émissaires luthériens purent semer parmi ces populations des ferments de désaffection contre les autorités ecclésiastiques, y propager des libelles colportés de Montbéliard et d'Allemagne. Ce furent aussi alors des allées et venues continuelles entre ces villages et Dijon, pour le ravitaillement : circonstances favorables encore aux colporteurs.

Quant à Dijon, l'effet des lettres royales de Fontainebleau du 16 décembre 1547, qui instituaient la *Chambre ardente*, ne tarde pas à se faire sentir. Le 24 janvier 1548, le maire en présente à la Chambre un *vidimus*, après que le lieutenant-général les lui a fait tenir (7). Cette fois, ce n'est plus contre des étrangers ou des émissaires que l'on va sévir. Il est possible que la perspective de la visite du Roi, qui devait faire son entrée à Dijon le 1^{er} juillet 1548 (8), ait encore stimulé le zèle des magistrats.

Cette année-là même, ou seulement en mars 1550, un jeune

(1) Cf. AUBERTIN (CH.), *Les Protestants à Beaune*, s. d. in-4^o. lithogr. Ces quelques pages se réfèrent aux années qui suivent 1562. On peut s'étonner que l'auteur fasse remonter seulement à cette date l'introduction du protestantisme à Beaune.

(2) GASCON, *Hist. de Fontaine-Française*, 1892, in-8^o, p. 190.

(3) *Id.*, *ibid.* Cf. PIROLLET (C), *Notice historique sur la commune de Chazeuil*, Dijon 1925, in-8^o.

(4) On voit en 1551 un drapier appelé Fèvre, d'Is-sur-Tille, se réfugier à Genève. (Cf. H. BORDIER, dans la *France protestante*, t. VI, p. 367.) Le 8 octobre 1561, il y aurait eu environ 500 adhérents à Is, qui font écrire à Calvin pour demander un pasteur. (NAEF, p. 45. Cf. MOCHOT (A), *Les Protestants d'Is-sur-Tille aux XVI^e et XVII^e siècles*, Dijon, 1888, in-8^o : extrait des *Mém. soc. bourguign. d'Hist. et Géogr.*, t. VI).

(5) NAEF. *op. cit.*, p. 44 ; dès 1554 (d'après *Arch. munic. de Selongey*, au dire de Mochot, p. 16).

(6) *Arch. munic. Dijon*, H. 261, cf. 260.

(7) *Arch. munic. Dijon*, B. 185 fo. 165.

(8) *Arch. Côte-d'Or*. G. 115. (Cf. CHABEUF (H.) : *Entrées d'Henri II à Dijon*, dans *Mém. Acad. Dijon* (1895-1896), p. LXXV. (Givry n'y figure pas). Cf. *Arch. Dijon*, Supplément, I, 7 bis).

homme, originaire de la ville, appelé Hubert Barré ou Burré, est brûlé pour ses opinions religieuses dans lesquelles il persiste, malgré les efforts de son père (1). En 1549, on fustige jusqu'au sang un délinquant nommé Jehan Haynon, condamné par le Parlement de Bourgogne, et le bourreau Senestre brûle ses livres (2).

Puis c'est toute une série de sacrilèges punis de mort : en 1550, supplice d'Hugues Bordon qui avait dérobé des reliquaires à Saint-Bénigne, abbaye de Givry, dans la nuit du vendredi-saint (3). On les avait retrouvés dans le grenier à foin d'une hôtellerie. C'était un habitant de Dijon (4).

Le 1^{er} juillet 1552, les comptes de la ville font allusion au supplice d'autres malfaiteurs qui commirent des sacrilèges en l'église de Saint-Bénigne (5) et furent condamnés aussi par la cour.

A la même époque, sacrilège commis à Notre-Dame par Jean Barrot avec des complices : jugé par Maclou Popon, il fut supplicié en 1553 (6), après quatre vingt-quatre jours de détention.

Ces mesures de rigueur et celles qui suivront paraissent bien avoir eu l'approbation de l'opinion publique à Dijon et en Bourgogne.

Nous avons dit, ce qu'elle proclamait vingt ans auparavant par la plume de Turrel. A la date où nous voici arrivés, un humaniste d'Auxonne qui se vantait d'être aussi dijonnais, le poète latin Jean Girard, couvrait l'hérésie d'anathèmes :

*Immane monstrum, ingens et horridum Hæresis
Spurcissimis ex faucibus
Orbi extulit caput (7).*

« L'Hérésie, cruel monstre, gigantesque et horrible, sorti des sentines souillées de l'Enfer, a levé la tête... »

(1) NAEF, *op. cit.*, p. 24. — CRESPIN, *Hist. des Martyrs* (éd. 1619) ; *Hist. ecclés.*, I, p. 97.

(2) *Arch. Côte-d'Or*, B. 4560, f^o 52. — Alias Silvestre.

(3) *Arch. munic. Dijon*, B. 187.

(4) *Id.*, B. 188.

(5) *Arch. munic. Dijon*, M. 90, f^o 129.

(6) *Arch. munic. Dijon*, *ibid.* Cf. *Arch. Côte-d'Or*, G. 310.

(7) *Ioannis Girardi Divionensis Assonæ Sequanorum dicastæ poemata*, Lugduni, apud Petrum Fradin, 1558 : Cf. *Epodoi*, p. 12 : *Carmen IX, In hæreticos et malæ voluntatis homines*. (Voir ce morceau aux *Pièces justificatives*. — Sur Jean Girard, voir *La Renaissance*, 2^e partie, livre I.)

C'est ce même thème que nous retrouverons bientôt à Langres sous la plume du recteur Delestre (1). Notre Dijonnais continue :

Illam recepit hospitem Gens perditâ...

« Une certaine catégorie de gens lui a fait accueil, race perdue, pleine d'orgueil et d'envie, souillée de la boue de la luxure, sordide, gourmande et oisive, et pour satisfaire sa cupidité prête à tout faire, à tout endurer, race de tout point ignorante, qui ne mérite que d'avoir un bât comme les ânes. Cette race avec son hérésie ose commettre toute sorte d'impiétés : aucun forfait qui lui soit étranger. Ce qu'elle profère, ce sont pures chicanes de mots, arguties diaboliques et raisonnements entortillés par un art nouveau, fumées, calomnies, perfides attaques contre les chrétiens et leurs dogmes, contre le repos public :

Plebis quietem et ocium.

O la honte des hommes ! Qu'est-ce qu'ils expectorent ? Qu'est-ce qu'ils jacassent ? Qu'est-ce qu'ils radotent ? Il n'est permis ni de l'entendre ni de l'écrire. Ils nient la foi : c'est assez.

Et après avoir ainsi exhalé sa bile, il fait appel au bûcher :

*Sit flamma præsto plurimo illita sulphure
Ultrix fidei prospera.*

Girard était bien de sa génération, cette « génération disciplinée du temps de François I^{er} et de Henri II, qui éprouvait le besoin de l'autorité dans tous les domaines, dans la science, dans la politique et dans la religion (2) ».

L'année 1553 marque une date importante dans cette histoire. A partir de ce moment, les délibérations de la Chambre et du Parlement, relatives aux hérésies, sont de plus en plus fréquentes ; les autorités s'en inquiètent toujours davantage ; la surveillance se fait plus étroite. L'action du pouvoir central se fait sentir directement à Dijon sur ce terrain, et il est bien évident que l'on craint de déplaire au Roi.

La cour, pour bien marquer sa volonté de lui obéir, n'avait-elle

(1) Cf. *infra*, p. 421.

(2) H. LEMONNIER, dans *Histoire de France* de L'AVISSÉ, t. 7, p. 322.

point naguère publié, puis fait imprimer à Dijon chez Jean des Planches (1), l'édit de Henri II promulgué à Châteaubriant ?

Il est nécessaire d'avoir présent le contenu de ce document, si l'on veut bien apprécier le développement de la lutte contre l'hérésie en Bourgogne et ailleurs. A noter en particulier les articles qui concernent le colportage (art. 6), l'impression des livres défendus, (art. 7), faite en secret (8), sans nom d'auteur (art. 7, 8, 9), prohibée aux imprimeurs « sous peine de confiscation de corps et de biens et être déclarés faussaires », la défense d'imprimer et de vendre « livres nouvellement translatés du vieil et nouveau Testament et aussi des anciens docteurs de l'Église », sans le visa préalable de la Faculté de théologie de Paris (10), celle de vendre aucuns livres, commentaires, scolies, annotations... concernant la sainte Écriture et la religion, faits et composés depuis quarante ans en ça en latin, grec, hébreu, français... sans avoir été vus... par la Faculté (11), celle faite aux gens de cour de Parlement, etc., de donner permission d'imprimer, sans que les demandants aient certification des facultés de théologie (12). Ceux qui sont députés à cet examen garderont la copie des livres signée du libraire (3). Défense après décès de mettre en vente les livres des défunts, sinon après visite desdits députés (14). Défense à tous libraires, imprimeurs et vendeurs de livres d'ouvrir aucune balle de livres apportés du dehors, sinon en présence de deux bons personnages commis par les Facultés de théologie, ou en la présence de l'official et juge présidial, ou du juge et du procureur du Roi (15). Deux fois l'an, dans les villes où il y a une Faculté de théologie, lesdits personnages visiteront les boutiques des libraires (16). A Lyon, ville d'imprimeurs et de colporteurs, ce sera trois fois l'an ; des deux députés, l'un sera nommé par l'archevêque, l'autre par le chapitre (17). Défense de pourtraire ou vendre des images contre l'Église (18). Les imprimeurs, libraires... seront tenus d'avoir affichés dans leur boutique un catalogue de tous les

(1) Cf. *Bibl. munic. de Dijon*, 4451 (3) : « Édit du roy touchant la cognoissance, juridiction et jugement des procès des Luthériens et hérétiques — publié en la cour de Parlement à Dijon le 8^e jour d'octobre 1551. A Dijon par Jean des Planches Imprimeur et libraire, 1551. Avec privilège de la Cour » (Permission d'imprimer et de vendre, par le conseiller Tricaudet).

livres réprouvés par la Faculté de théologie, et un autre des livres qu'ils ont chez eux (art. 20).

C'est surtout à présent que nous avons à souligner le rôle de Givry. En mars 1553, il avait été reçu solennellement par la Ville (1) ; il « entre au Palais et se place devant le grand bureau proche le premier président. » N'en a-t-il pas le droit « comme pair, comme conseiller d'Etat et comme évêque ? » La cour le prie de venir plus souvent à Dijon. Au besoin on l'y exhortera encore (2).

Le 14 juin, le Parlement reçoit communication de lettres missives du cardinal de Givry et de lettres adressées par le Roi à ce même cardinal, afin de faire faire procession pour l'extirpation des hérésies (3), et la paix universelle.

Nous avons le regret de n'en avoir point le texte. Mais nous ne croyons pas nous éloigner de la vérité en pensant que ces lettres du Roi doivent être assimilées à celle — jusqu'à ces derniers temps inédite — qu'envoya de Blois le même roi Henri II à Louis de Bourbon, archevêque de Sens, le 18 février 1551 (n. st.) (4), et dont parle M. Roserot de Melin.

Elle est très importante, et éclaire de façon frappante notre présent sujet. Nous croyons utile d'en donner ici une analyse d'après le texte publié par le savant historien de Caracciolo.

Le Roi rappelle d'abord, à l'occasion de « Pasques prochain », que les « pasteurs vigilants et soigneux de leurs troupeaux doivent avoir l'œil... et prendre garde pour les énormes fautes, erreurs, abbuz et scandalles qui aujourd'hui pullulent dans la chrétienté au grand contempnement et mespris de nostre religion, laquelle, non seulement dyminue chascun jour, mais à veue d'œil se perd et périt par la négligence ou peu de devoir d'aucuns desdicts prélats et pasteurs, leurs vicaires ou curez ayant la charge des ames » ; puis il dit qu'il écrit comme à lui-même à chaque prélat pour l'exhorter, et lui enjoindre de se trouver pour la mi-carême au plus tard dans son église et diocèse, si déjà il n'y était, « pour y résider actuellement dedans six mois consécutifz », et faire « la visitation générale et particulière de son diocèse, à scavoir : de scavoir et entendre exactement... des curez et vicaires ce qu'ils sentent et congnoissent de leurs paroissiens et aussi desdicts paroissiens comme

(1) *Bibl. nat.*, Coll. de Bourgogne, t. 67 (II), f° 94.

(2) *Id.*, f° 95 (4 février 1554) ; et la cour l'exhorte à tenir la main « à ce que les curés ne commettent pour vicaires que des gens de bonne vie. »

(3) *Bibl. munic. Dijon*, I, 393, 483, cf. *Bibl. nat.*, Coll. Bourgogne, t. 67, Délib. Parl. II, f° 141. Partout se faisaient ces processions.

(4) *Arch. nat.*, J. 945, Pièce n° 12. — J. ROSEROT DE MELIN, *op. cit.*, p. 213.

lesdictz curez, vicaires et ministres d'église se conduisent et acquiescent de leurs charges. » Que les évêques s'enquièreient de la doctrine des prédicateurs du Carême, et ne négligent rien pour nettoyer leur diocèse « desdictes ordures, scandalles, faulces et resquées doctrines qui contaminent... le troupeau de Jhésus Crist » ; qu'ils procédent contre leurs sectateurs, ainsi qu'il leur est permis et selon la disposition de son dernier édit, « pour en faire faire les punitions et corrections exemplaires telles que méritent tels malheureux perturbateurs du repos publicq » ; qu'ils fassent faire par leurs diocésains des processions générales — c'était alors le témoignage par excellence de la foi catholique — ; qu'ils aient soin aussi « d'assister aux sermons et vacquer a jeunes, prières et oraisons pour la paix, unyon et tranquillité publiques... » ; qu'en outre les six mois révolus, ils envoient à leur métropolitain un « bon et ample procès verbal » de ces « visitations, inquisitions, procédures et diligences pour le veoir et rapporter au concille national » (1) que le souverain déclarait avoir l'intention de « tenir et célébrer pour le bien de l'église gallicane et conservation de nostre religion en son entier. »

Les négligents seront punis par le saisissement de leur temporel. L'archevêque enverra au Roi un « résultat » des procès-verbaux, en signalant les points qu'il jugera les plus utiles à lui faire connaître...

Givry, était-il dans son diocèse, à l'époque où Henri II écrivait ainsi à son voisin et collègue de Sens ? Il est bien probable que si une lettre à peu près semblable ne lui avait point alors été adressée, elle lui parvint un jour. Ce sont des instructions analogues en tout cas, nous pouvons en être sûrs, qu'il fit communiquer à la cour de Dijon, avec les « lettres missives » en question.

Ce qui en ressort, en particulier, c'est l'action prépondérante du pouvoir royal dans l'œuvre de réformation catholique et de répression de l'hérésie.

Huit jours après cette intervention du cardinal de Givry, entre en scène un inquisiteur de la foi, Claude Berthot, originaire de Langres — ou d'Autun, selon les uns (2) — maître ès arts et docteur en théologie à Paris, ancien principal du collège de Navarre. C'était, semble-t-il, un ancien élève de Jean le Hennuyer qui fut évêque de Lisieux. Depuis l'année précédente, il était devenu « principal, recteur et superintendant » du collège de Dijon, sur la demande du maire Chrétien Godran et de la Chambre de ville qui lui remi-

(1) Ainsi Henri II nourrissait le projet de confier la direction de la Réforme à une assemblée nationale du clergé. (Cf. ROSEROT DE MELIN, pièces just. 4.)

(2) PISTOLLET DE SAINT-FERGEUX, dans *la Biogr. univ.* de MICHAUD, le fait naître à Langres. Une note d'ailleurs confuse de l'abbé Joly (ms. cit. *infra*, p. 50) a fait penser qu'il était né à Autun ou Angers.

rent la direction de cet établissement avec prérogatives étendues. La Ville se dessaisissait d'une partie des pouvoirs qu'elle tenait de la fondation, car elle lui donnait le droit de chasser les régents qui ne conviendraient pas, « veu la grande confiance, dit le traité, que la Ville a audit Berthot », et de « visiter quand bon luy semblera, les estudes des régens, chappellains et pédagogues, pour y saisir les livres suspects et prohibés qu'il y trouveroit (1). » Cette dernière mention semble bien indiquer que les préoccupations d'orthodoxie avaient été une des raisons qui avaient fait choisir le nouveau principal.

Ses talents reconnus en étaient une autre (2). Il s'acquitta de sa charge avec dévouement, cherchant à s'entourer des régents les plus capables, tel Guillaume Postel, voyageur infatigable, philologue érudit qui jouissait d'une réputation universelle ; celui-ci logea quelque temps au Collège ; pendant son trop court séjour, il communiqua à Berthot divers écrits pour avoir son avis, et en particulier lui laissa tous ses Mémoires (3) ; tel encore ce Mathieu Vatel, de Guise, qui ajouta, à l'usage de la jeunesse, des notes à l'ouvrage que Berthot publia en 1554 sous le titre : *Judicium pauperum* (4).

Berthot veilla avec soin à la discipline et aux bonnes mœurs. Il

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 190 (1552). Il était interdit à Dijon d'avoir aucune autre école pour l'enseignement des humanités.

(2) Il venait de traduire en français un « livre de Jean Cocleus touchant la probation du Purgatoire, extrait des plus anciens docteurs de l'Église », Paris, Cavelat, 1552, réédité à Lyon par Michel Jadé en 1562.

(3) C'est ce que dit l'abbé Joly, savant chanoine de la Chapelle-au-Riche † 1782, auteur d'une vie manuscrite de Postel qui se trouve à la Bibl. munic. de Dijon, fonds Baudot, n° 114. — Cf. G. WEILL, *De Gulielmi Postellii vita et indole*, Paris, 1892, in-8° (thèse), p. 27.

(4) Titre complet : *Judicium pauperum, auctore Claudio Bertholio liberalium artium ac theologiæ doctore, rectore Divionensi, cum scholiis doctissimi viri Matthæi Vatelii Guisiani, classici Divionensis, quibus ars, historia, et quicquid est eruditionis in studiosæ juventutis gratiam facillime explicantur. — Lutetiæ, apud Carolum Stephanum typographum regium, MDLIV*, in-4°.

Cet opuscule de 68 pages est dédié à Jean le Hennuyer, confesseur du Roi, familier du cardinal de Lorraine. Il renferme 3 harangues : *Actio in pauperes* (il faut chasser les mendiants) ; *Prior defensio pauperum* ; *Posterior defensio pauperum*. Suivent les scolies de Vatel (pp. 27-28) (*Bibl. nat.*, E. 2292). — D'après P. DE SAINT-FERGEUX, (art. cit.), Berthot serait aussi l'auteur de : *Dialectica progymnasmata, quibuscum omnia philosophiæ instrumenta, tum maxime ejus quæ rationalis dicitur elementa continentur*, Paris, 1643, in-4°, et du livre *Le Directeur des confesseurs*, 1648 (?)

fut en relations cordiales avec le conseiller, plus tard président François Bégat qui lui dédia l'un de ses ouvrages (1), et malgré un dissentiment passager (2), il paraît avoir conservé la confiance des échevins jusqu'à son départ qui eut lieu en 1558 (3).

C'est à ce personnage que le Roi, en vertu de lettres patentes datées de Saint-Germain le 24 avril 1553, avait donné commission de procéder à la vérification des hérésies.

Berthot fut donc à Dijon l'expert en titre chargé d'examiner imprimés et discours, d'y flairer et dépister l'erreur. Même au temps de sa mésintelligence avec la ville, celle-ci lui adressait les ouvrages suspects (4). Il nous paraît avoir joué à Dijon un rôle très actif, et l'on peut placer son nom à la suite des personnages que nous avons mentionnés comme étant imbus d'idées réformatrices. Ainsi le 22 juin 1555, il obtenait un arrêt du Parlement pour faire cesser le scandale du « rondot » de la Saint-Jean. Il avait demandé qu'il « plût à la cour pourvoir sur les insolences et les rites indécents qui par cy-devant se sont faicts à l'église Saint-Jean-Baptiste dudit Dijon et autres villes du ressort d'icelle, aux veilles qui se font aux églises, la nuit avant le jour de fête Saint-Jean, et autres », en suite de quoi « ladite cour a fait et fait inhibition et deffenses à tous de quelque état, qualité et condition qu'ils soient, à peine de tenir prison, et de l'amender arbitrairement, que étant en assemblées aux dites églises pour faire les dites veilles, ils n'ayent à chanter chansons dissolues, ni faire scandale, bruit ou dérision en icelles : ains leur a ordonné... vacquer à prières et oraisons en « l'honneur de

(1) Il s'agit de son livre intitulé *Commentarii rerum burgundicarum*. Cf. P. VIARD, *Études sur la Réforme et les guerres de religion en Bourgogne*, Dijon-Paris, 1905, in-8°, cf. *Revue bourguignonne*, t. V, n° 4, p. 63.

(2) *Arch. munic. Dijon*, B. 194 — Il aurait été causé par une « Épître injurieuse (?) pour l'honneur de la ville », publiée par Berthot « au devant des vers de Lactance Firmian de la passion de Jhésus-Christ ». Les échevins firent condamner l'imprimeur Jehan des Planches à produire la minute de cette épître et la « vraie matrisse, ainsi que toutes les impressions et volumes où il a imprimé la dite épître », et l'échevin C. Grostet fut chargé de « faire assembler lad. matrisse devant le procureur. » Une autre édition (*Bibl. munic. Dijon*, fonds Delmas, n° 1202, en 1591) ne renferme plus cette épître introuvable. (Ch. MUTEAU, *op. cit.*, p. 200). — L'avocat Bossuet avait plaidé pour la Ville contre Berthot (*Arch. munic. Dijon*, M. 94, f° 187 ; Cf. D. 74).

(3) Pour devenir régent au collège de la Marche ?

(4) Cf. Ch. MUTEAU, *op. cit.*, p. 222.

Dieu et de ses saints et saintes en telle dévotion... qu'il est requis (1). »

Mais revenons à l'an 1553. Si le Parlement a manifesté son désir de plaire au Roi et de surveiller les « Luthériens », la Chambre de son côté redouble de zèle. Elle délibère le 25 juillet au sujet de deux jeunes filles de la ville que le vicomte-mayeur avait fait arrêter par deux sergents de la mairie au village de Longvic, comme elles allaient à Genève (2). Trois jours après, c'est au sujet de certains habitants qui s'étaient appliqués à travailler le jour de Sainte-Anne (3), fête solennisée à Dijon à l'instar de Pâques, en exécution d'un vœu fait le 7 septembre 1531, et approuvé par Claude de Longvy (4). Des amendes sont infligées à ceux qui ont travaillé ce jour-là à « vue publique », et l'on dresse la liste de leurs noms et surnoms (5). Plusieurs furent probablement emprisonnés, comme semble l'indiquer la mention d'insolences, tumultes et mutineries arrivées devant les prisons de la ville (22 août 1553) (6). Plusieurs habitants émigrent à Genève, ainsi qu'on le constate par le « livre » des habitants et celui des bourgeois de cette ville : tels le libraire Jean Durand (7), qu'avaient précédé un Jehan Duvet, dès 1541 (8), l'apothicaire Jacques Prud'homme, en 1551, avec six autres Dijonnais, et en 1552, le marchand Byatrys (9).

Ceux qui tentent d'échapper à l'autorité, la critiquent ou lui désobéissent, devenaient, on le devine, de plus en plus nombreux, ou de plus en plus agissants. C'est cette situation qui motiva sans doute un voyage en Cour du conseiller Bégat au mois de novembre 1553 (10). A la même époque certains indices révèlent que l'effervescence des

(1) *Bibl. munic. Dijon*, fonds Saverot, Délib. du Parl., t. I, p. 696. Cf. *Arch. munic. Dijon*, B. 197 ; l'arrêt ne paraît pas avoir été exécuté de suite.

(2) *Arch. munic. Dijon* B. 191, f° 53 r°. — Leur père s'appellait Jehan Rugerd. On les emprisonna et on fit leur procès, ainsi que celui d'un jeune compagnon qui les avait conduites.

(3) *Ibid.*, f° 53 v°.

(4) *Arch. Côte-d'Or*, H, Fonds de Saint-Bénigne, Obituaire. — Cf. G. 173, f° 31.

(5) *Arch. munic. Dijon*, B. 191, f° 60 v° ; cf. 70.

(6) *Id.*, B. 191, f° 75.

(7) Mai 1553 (Cf. BELLE, *op. cit.*, p. 16).

(8) Cf. COVELLE (A), *Le livre des bourgeois de l'anc. rép. de Genève*, Genève, 1897, in-8°.

(9) BELLE, p. 17.

(10) *Arch. munic. Dijon*, B. 191, f° 113.

esprits était loin de se calmer : on informe sur des propos scandaleux qu'avait tenus un prêtre de Beaune à l'hôpital du Saint-Esprit à l'issue d'un sermon ; en novembre (1), défense est faite de porter dagues et épées, ordre est donné de surveiller les cabaretiers et les geôliers des prisons. Le 21, est brûlé Simon Laloé, originaire de Soissons, lunetier (ou limetier), qui revenant de Genève et passant par Dijon, avait été arrêté par le vicomte-mayeur en personne, avec plusieurs de ses coreligionnaires, à la porte Saint-Nicolas (2). Il mourut avec constance ; le bourreau Jacques Sévestre ou Sylvestre, converti au protestantisme, se rend à Genève. Le 29, la Chambre ordonne de constituer prisonniers ceux qui jouaient sur les remparts et dans les halles pendant les offices (3), d'informer de plusieurs insolences et blasphèmes commis par le nommé Chalement, prisonnier (4). Un mois après, fait plus grave, on voit que des particuliers circulaient masqués, la nuit, par la ville, portant bâtons et pistolets (5), ce qui indique que les réfractaires commençaient à se grouper et à s'armer. On dirait qu'il règne une atmosphère d'émeute.

Or c'est vers cette époque que se place un nouveau voyage du cardinal de Givry à Dijon ; on l'avait, sans doute, averti de venir activer l'exécution des ordres du Roi pour la surveillance et la répression de l'hérésie.

Au début de mars 1554, on voit qu'il est attendu (6). A ce séjour se rattache une démarche significative de son vicaire général Philippe Berbis, trésorier de la Sainte-Chapelle. Pour la première fois, semble-t-il, nous voici en présence d'une action juridique contre un membre du clergé accusé d'hérésie. Donc le 9 avril 1554 (n. st.), Berbis présente au Parlement une lettre du cardinal « au fait des

(1) *Id.*, B. 191, f^o 114. Cf. 116, 122.

(2) *Id.*, D. 65. (Cf. NARF, p. 24-25).

(3) B. 191, f^o 121.

(4) *Ibid.*, f^o 125 r^o.

(5) *Ibid.*, 129 v^o.

(6) *Ibid.*, f^o 164. Cf. M. 91, f^o 152 : la Ville lui envoie une feuille de vin « en pots ». L'année précédente, le cardinal de Tournon, oncle de la femme du futur lieutenant-général de Saulx-Tavannes, avait été l'objet d'une amabilité pareille, en considération des services par lui rendus à la ville ; cf. B. 190.

prédications scandaleuses prétendues avoir été faites en ce lieu, au Carême dernier et depuis, par un religieux de l'ordre des Carmes, prisonnier à la Conciergerie, et a requis le dit sieur Berbis qu'il soit par la cour enjoint au geôlier en faire sûre garde », car certains avaient pris les armes pour le délivrer (1) ; et peut-être même y en avait-il parmi ces « gens de religion » que l'on accusera l'année suivante de « vacabonder de nuict par la ville, pourtans armes, et sortans de leur religion par aultres lieux que par les portes ordinaires d'icelles (2). » Il se mit le 11 (3) en devoir d'instruire l'affaire du religieux, mais elle fut renvoyée à la Tournelle, l'accusé ayant refusé de répondre sans l'assistance de deux membres de la cour (4).

Le lendemain, à la demande des vignerons et des échevins, comme déjà en 1552, se faisait une procession générale pour implorer du ciel la destruction des insectes appelés « écrivains » (5). Ces sortes de manifestations pouvaient indirectement contribuer au but qu'on se proposait, qui était de ranimer la foi, affirmer l'autorité de l'Église et extirper l'hérésie.

En voici une où celle-ci était ouvertement en cause. Le 28 avril, la Cour décide d'assister à une procession générale — en robes noires et chaperons — et à une prédication qui devait avoir lieu à l'église Saint-Philibert, « au cimetière de laquelle avait été rompue une peinture et représentation d'hostie » (6). Cet attentat est significatif. Quelques années après, cette « image et remembrance de la sainte et sacrée hostie estant derrière le crépon de l'église monsieur Saint-Philibert » sera encore rompue et maculée à diverses reprises

(1) *Arch. mun. Dijon*, Délib. Parl. Dijon, I. 501.

(2) *Arch. munic. Dijon*, B. 192 (1554-1555).

(3) *Bibl. nat.*, Bourgogne, t. 67 (II), f° 83.

(4) Dél. Parl. Dijon, I. 508.

(5) Cf. Délibération du 17 avril 1554, *Arch. munic. Dijon*, B. 191, f° 185, et f° 214 ss. cf. 189, et D. 28, Cf. *suprà*, p. 174.

(6) Délib. Parl. Dijon, I. 505 — On peut se faire une idée de ce qu'étaient les impressionnantes processions de ce genre par les récits contemporains de cérémonies analogues dans d'autres villes : ainsi à Albi, en 1535 sous l'évêque d'Amboise, (*Arch. Albi*, A.A. 4, cf. *Rev. hist. sciences et lettres du Tarn*, 1877, p. 100-107) ; à Rouen le 18 juin 1542 avec le concours de l'archevêque Georges d'Amboise, comme déjà le 4 Février 1535 ; cf. OURSEL, *Notes pour servir à l'histoire de la Réforme en Normandie*, 1913, p. 99 ss., cf. p. 61. — François I^{er} félicita depuis Argilly (27 juillet 1542) le Parlement de Rouen de cette démonstration.

par des individus, « comme il est à croire hérétiques tenans la secte luthérienne (1). »

Cependant l'affaire du Carme — dont nous ignorons le nom — apparaissait revêtue d'une gravité particulière ; des désordres qui avaient marqué la prédication et l'arrestation de ce religieux étaient de nature à déplaire souverainement au roi Henri II. C'est ce qu'avait fait entendre à la cour, les deux Chambres assemblées, le lieutenant de Bourgogne, d'Épinac ; de son côté, le procureur général l'avait suppliée, par égard au Roi, d'activer la marche de l'affaire (2). Bientôt le Roi intervint lui-même au moyen de lettres signées « de l'Aubespine » qui furent reçues par le Parlement le 7 mai 1554 (3). Le Carme fit appel ; nous ignorons les suites.

D'autres poursuites furent exercées dans le même temps : ainsi contre Charlotte Sion, femme de l'apothicaire Thibaut Chautein, « accusée d'hérésie » et emprisonnée (4). Peut-être faut-il mentionner ici un sieur Claude Febvret que nous voyons cette année-là retenu en prison pour un crime qui le mena plus tard sur le bûcher (5). On redouble de précautions vis-à-vis des voyageurs étrangers : défense de louer maison ni chambre à tout inconnu qui n'aurait pas auparavant prouvé qu'il était bon catholique (6).

Mais déjà un procès plus sensationnel encore que celui du Carme allait s'instruire, sans parler d'autres, et cette fois, il s'agissait d'un parlementaire.

Le 9 juillet 1554, en effet, le conseiller Alixant, chargé de « recevoir des révélations sur le fait des hérésies », rend compte à la cour de son enquête : plusieurs témoins ont accusé Lazare Morin, procureur général, « de paroles par lui directement dites contre le Saint-Sacrement de l'autel » (7).

Nombreux étaient les « criminels déjà poursuivis pour hérésie. » Le cas Morin embarrassait les conseillers, d'autant que des rapports

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 195. Pierre Fleury la repeignit (L. 691).

(2) *Délib. Parl. Dijon*, I. 504.

(3) *Id.*, I. 508.

(4) *Id.*, I. 514.

(5) *Arch. munic. Dijon*, M. 91, f° 172.

(6) 11 juillet 1554 — *Arch. munic. Dijon*, B. 192, f° 91. Cf. 1, 3.

(7) *Délib. Parl. I.* 526, 527.

avaient été faits au Roi ; ils en ignoraient la source, et l'effet possible n'était point rassurant. A cause du congé de plusieurs d'entre eux, diverses procédures contre les hérétiques avaient été suspendues. Bref, le Parlement de Dijon éprouva le besoin d'en référer au roi et à son Conseil privé, de leur prouver sa diligence, son bon vouloir ; il eut aussi l'idée de réclamer une Chambre de vacations qui liquiderait les procès encore pendants.

Dans sa séance du 3 juillet, même avant les révélations sur Morin, il avait décidé de confier au conseiller Bégat (1) une mission extraordinaire auprès du Roi « pour lui faire entendre certains articles nécessaires à son contentement et sûreté de sa république au fait des hérésies. » Bégat devait être son porte-parole sur tous les points que nous venons d'indiquer (2).

Il ne manqua point évidemment de parler de l'affaire Morin. Le 11 août, la Cour entendit lecture de lettres de Henri II à ce sujet : il enjoignait à Morin « de comparaître devant les gens de son Conseil. » La cour ordonna aux conseillers Bouhier et Popon chargés de faire un rapport à son sujet, d'achever rapidement leur travail ; puis elle décréta que Morin serait assigné deux ou trois semaines après devant le Conseil privé (3). Le 14 août, elle chargea Alixant de porter à celui-ci les pièces relatives au procès, dûment closes et scellées (4).

En même temps elle fixait au 20 la tenue de la Chambre des vacations. Nous ignorons le résultat, car les registres manquent du 14 août au 15 novembre. On sait seulement l'issue du long procès qui fut fait à Morin : il fut contraint de démissionner (5).

Décidément les pouvoirs publics paraissaient bien désireux d'en finir avec les hérétiques. L'idée venait de nouveau à plusieurs de fuir, de gagner Genève. La cour veillait, stimulée par les agents du Roi ; elle fait tout pour décourager ces tentatives : ainsi le 27 octobre 1554 le voiturier Simonot, pour avoir conduit de Dijon à Genève la femme d'un huguenot et des meubles « appartenant

(1) Bégat était coutumier de ces missions. Cf. *Arch. munic. Dijon*, M. 89.

(2) Délib. Parl. Dijon, I. 522-526.

(3) *Id.*, 530 ss.

(4) *Id.*, 533.

(5) *Id.*, 708. — Cf. BELLE, p. 12-15.

à d'autres de la même secte, est condamné à être attaché à la queue de sa charrette et ayant sur sa tête un écriteau avec ces mots : « fauteur d'hérétique », puis à être battu de verges jusqu'au sang par le bourreau dans tous les carrefours de la ville, banni à toujours et ses biens confisqués (1).

L'on sent sur place, durant cette année 1554 l'influence d'une volonté énergique qui s'impose au Parlement, celle du gouverneur, duc d'Aumale (2), frère du cardinal Charles de Lorraine.

La rigueur des mesures et la multiplication des procès pourraient induire à penser que le nombre des adeptes de l'hérésie croissait à Dijon plutôt que de diminuer. Notons cependant qu'en soi, selon une remarque de M. Oursel, à propos de la Normandie (3), « il n'y a aucune relation nécessaire entre le nombre des poursuites et le nombre des réformés ou le progrès de leur propagande. Au gré d'influences multiples, la répression s'accroissait ou au contraire s'atténuait et s'affaiblissait ; et ce sont presque uniquement les documents qui en attestent ces variations, qui nous renseignent en même temps, année par année, sur les manifestations de l'hérésie. En outre, tous les suspects n'étaient pas convaincus... Il y a donc place, dans l'interprétation des textes pour plusieurs opinions, suivant l'inclination personnelle des historiens. »

Appliquons tout de suite cette remarque, même à l'appréciation d'un contemporain. Le 17 juillet, l'échevin Didier la Verne crut pouvoir — « affirmation très exagérée », (4) mais symptomatique — certifier à la Chambre de ville que les deux tiers des habitants étaient luthériens (5). La municipalité soucieuse d'éviter les reproches du gouverneur décida de faire une démarche auprès du vicaire général Berbis pour qu'il chargeât les vicaires des paroisses

(1) DE LA CUISINE, *Le Parlement de Bourgogne*, II, 37.

(2) Entrée à Dijon à la fin de 1550.

(3) *Op. cit.*, p. 11.

(4) Ità BELLE, *op. cit.*, p. 15.

(5) *Arch. munic. Dijon*, B. 192, f° 92. Il y avait alors environ 12 ou 15.000 hab. à Dijon au plus (d'après l'évaluation de M. Hauser). Cf. Dr Noirot, *La population de Dijon à diverses époques*, dans *Union bourguignonne*, 13 juillet 1866. D'après COURTÉPÉE, t. II, p. 158, Dijon aurait compté 30.000 habitants vers 1561, mais il ne garantit pas le fait. Il y avait 3.198 feux vers 1572.

de dresser la liste des personnes ayant communie à Pâques (1).

Ce cri d'alarme était jeté peut-être dans le dessein de justifier la répression au moment où elle allait battre son plein. Le mouvement déclenché ne devait plus s'arrêter, pas plus, du reste, que le développement du parti de la Réforme. Il commençait à mériter ce nom, en dépit de l'assurance que montraient les autorités. Quelques mois après, le 16 mars 1555, le duc d'Aumale, gouverneur, transmettait à la cour les félicitations du Roi pour la rapide exécution des affaires de justice « mesmement au fait des hérésies (2). »

Les mesures de précaution se multiplient, au début de cette année 1555. Pour empêcher l'exode des habitants et l'entrée d'éléments de désordre, on pourvoit au guet de nuit sur les murailles, à la fermeture et à l'ouverture des portes (3). Il y a toujours des prisonniers, comme ce Jacques Miley, dit le Grand Hugues, que des particuliers cherchent à délivrer (4), toujours des amendes infligées à ceux qui portent des épées pendant la nuit (5), des voyageurs suspects et des colporteurs de livres défendus (6). Même on fait appel à la délation, jusqu'au sein du Parlement (7).

*
* * *

En 1556, au mois de novembre, le gouverneur Gaspard de Saulx-Tavanes (8) entre en charge comme lieutenant-général de Bourgogne pour Claude de Guise, duc d'Aumale.

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 192, f. 92.

(2) *Délib. Parl. Dijon*, I, 567.

(3) *Arch. munic. Dijon*, B. 191, f^o 132.

(4) *Id.*, f^o 147.

(5) *Id.*, f^o 160.

(6) Tels le quidam de l'hôtel de la Fleur du Lys mentionné au f^o 167, et le prisonnier au sujet duquel la Chambre de ville délibère le 26 mars 1556 (n. st.). Elle donne mandat au procureur d'aviser le bailli qu'on l'a trouvé porteur de livres suspects d'hérésie (*Arch. munic. Dijon*, B. 194, f^o 227 v^o).

(7) 12 novembre 1555. — Ce jour-là, le président Claude Lefebvre invite les magistrats à dénoncer ceux d'entre eux qu'ils sauraient « tachés sectateurs et fauteurs des erreurs et doctrines nouvelles » (*Délib. Parl.*, I, 590).

(8) Gaspard de Saulx-Tavanes avait alors 47 ans, étant né à Dijon en 1509 ; il était le second fils de Jean de Saulx, sgr d'Arc-sur-Tille, et de Marguerite de Tavanes, et épousa Françoise de la Baume-Montrevel, nièce du cardinal de Tournon et petite-nièce du cardinal de Givry. On sait qu'il fut mêlé glorieusement aux événements

La double série de faits que nous venons de constater continue de se dérouler parallèlement avec un relief toujours plus marqué. Le parti de la Réforme se révèle de plus en plus au début de la lieutenance de Tavanès, soit qu'il ait grandi en réalité, soit qu'il fût davantage apparu par l'effet même de la surveillance dont il était l'objet. Celle-ci devient décidément active.

Relevons encore quelques faits. En 1557, on arrête « Philippes de Seines (ou le Cène), de Saint-Pierre-sur-Dives, et Pierre Vallétain (ou Valtan) demeurans à Genesves, attainctz et convaincz d'hérésie (1) » ; le premier aurait été apothicaire, le second chausse-tier ; ils furent condamnés le 4 août par le bailli de Dijon à « être ars et bruslez comme chismatiques » (2). Le Roi, sur appel, confirma la sentence.

Durant leur supplice, ils furent encouragés par deux autres condamnés, l'un Séraphin Archambaut, « Harcambault Séraphon (3) », mercier, qui aurait été de Bazas, l'autre Nicolas du Rousseau, « avocat et surveillant » de l'église de Paris, natif du pays d'Angoumois, homme déjà âgé et instruit, sur lequel l'historien protestant Antoine de Chandieu (4) donne des détails qui montrent, prise sur le vif, la façon dont s'exerçait la surveillance des hérétiques.

militaires des règnes de François I^{er} et de Henri II. On connaît aussi la personnalité très accusée de ce personnage d'esprit fier et indépendant, ultra catholique (Cf. L. PINGAUD, *Les Saulx-Tavanès : Etudes sur l'ancienne société française, lettres et documents inédits*, Paris, 1876, in-8°)..

Il fut l'un des acteurs de la Saint-Barthélemy. A la Révolution on brisera son superbe mausolée à la Sainte-Chapelle de Dijon. — Gaspard de Saulx-Tavanès fut gouverneur de Bourgogne de 1556 à 1570. Son frère Guillaume, seigneur de Villefrancon, était lieutenant du roi. Ses fils Guillaume et Jean (et son petit-fils Jacques) ont laissé des Mémoires. — Nous n'avons trouvé aucune trace des rapports que Guillaume de S.-T. dut avoir avec Givry.

(1) *Arch. Côte-d'Or*, B. 4564, f^o 47.

(2) Délib. Parl. Dijon, I, 707-708 ; NAEF, *op. cit.*, p. 25. M. BÈLLE, p. 24, relève avec raison les erreurs de cet auteur sur ce sujet.

(3) *Arch. Côte-d'Or*, B. 4565, f^o 48. Cf. *Bull. Soc. hist. prot. fr.*, t. XXIII, 437-455, XIV, 347.

(4) Pseudonyme : A. ZAMARIEL, *Hist. des persécutions et martyrs de l'Église de Paris depuis l'an 1557*, Lyon, 1563, p. 88. Son récit est copié par tous les historiens qui ont narré le même fait, et naturellement d'abord par Crespin, *Histoire ecclésiastique des Églises réformées au royaume de France*, 1885-89, t. I, p. 161. On sait que le livre X qui a trait à la Bourgogne apparaît comme étant de Théodore de Bèze, qui était de Vézelay, en Bourgogne.

Du Rousseau, avec quelques compagnons, revenait de Genève, ayant bien l'intention d'éviter Dijon, lorsque le 21 août, à Auxonne, le capitaine de la place fit visiter leurs malles. Dedans la sienne, « se trouvèrent quelques livres et paquets qui ne luy plaisaient touchant le faict de la religion » ; il fut en conséquence envoyé le lendemain à Dijon, lié et garroté, par devant de Villefranquon, lieutenant du gouverneur, qui le renvoya à la justice de la Ville. Quatre jours après, le Parlement prend l'affaire en mains : deux conseillers viennent interroger le prisonnier sur le motif de son voyage, sur ses livres et paquets, sur ses croyances concernant la messe et la confession. Mené devant le Parlement, il est examiné par le premier président en personne, puis mis aux fers. Dans sa prison, les deux commissaires du Parlement reviennent encore l'examiner, « tellement, dit-il, qu'il ne me reste plus, pour parachever mon procès qu'à me confronter les docteurs. » L'accusé ayant demandé une bible, elle lui fut refusée, « Messieurs disans que c'estoit le livre qui abusoit telles gens » que lui. Conduit au supplice des deux condamnés cités plus haut, il les excita à revenir sur leurs rétractations. Finalement, du Rousseau reçut la visite des théologiens, entre autres de l'abbé de Cîteaux qui « l'ergota » de la messe. « Et voyant que ces ergos ne servoient de rien, raconte-t-il, prenant congé d'une grande colère, m'a dit mon arrest, que je perdroie mon corps et mon âme... (1) » Mais le condamné mourut en prison, et le bourreau ne put que brûler son cadavre.

Des documents signalent aussi des poursuites contre un certain Jacques Thouet, « accusé du crime d'hérésie (2). »

Cette répression semble avoir eu pour effet de soulever l'esprit de contradiction, de surexciter plutôt l'opposition des religieux. De nouveaux attentats contre les statues et les images en sont la preuve.

En décembre 1557, des maçons de leur parti, employés à démolir l'ancienne église Saint-Nicolas (3) « desrompent et desgastent impu-

(1) Ces détails sont empruntés à une lettre écrite en prison à une dame de Genève par le condamné, le 6 septembre 1557.

(2) *Arch. Côte-d'Or*, B. 4564, f^o 46.

(3) Abîmée lors du siège de 1513, et menaçant ruine.

demment les images des saints, les mettent en pièce et les laissent par contemnement es rues publiques ainsy rompus (1). »

En janvier 1558, pour la seconde fois, la « figure et image de la sainte hostie peinte derrier l'église Saint-Philibert » fut « rompüe, mutilée de coups et gastée, de sorte que l'on pouvoit connaître ce avoir été fait par contemnement du Saint-Sacrement, et injurieusement au scandale de la religion chrétienne. » Le Parlement (2) délibéra le 21 janvier, ainsi que la Chambre de ville l'avait fait le 17, sur ce délit commis « par les malheureux de la secte luthérienne (3). » L'image fut encore brisée au mois de mai, et la cour, d'accord avec les doyens et chanoines de la Sainte-Chapelle, fit organiser à ce propos une procession réparatrice (4). C'est peut-être à la suite de ces attentats qu'en 1559, les maisons d'un certain nombre de protestants auraient été mises au pillage par la foule, et que des meurtres auraient été commis.

Ces attentats devaient se reproduire pendant plusieurs années : tour à tour le Dieu de Pitié de la place Saint-Jean, l'image de la Vierge qui était « en l'hôtel et Croix de Morimont », le crucifix de la place de la Sainte-Chapelle, une statue de saint Jean à une maison près Saint-Philibert, paraissent (5) en avoir subi les effets ; et sûrement fut brisée dans ces conditions une statue de bois de Notre-Dame de Lorette près de la Chapelle de Jérusalem (6).

Raison de plus pour activer la surveillance. C'est par ballots

(1) Délib. Parl. Dijon, I, 741.

(2) *Id.*, I, 748.

(3) *Arch. munic. Dijon*, B. 195, f^o 139. Cf. M. 95, f^o 172, vingt sous tournois accordés à Jean Gauthier, peintre, pour « avoir à deux fois painct et racousté l'effigye qui est derrière l'église Saint-Philibert. »

(4) Délib. Parl. Dijon, I, 797-798 ; *Arch. munic. Dijon*, 195.

(5) *Arch. munic. Dijon*, L. 386, f^o 31 : cent sous tournois sont payés à Jean Damotte « ymaigeur », pour avoir réparé ces images (juillet 1562).

(6) Cf. E. 4 : paiement de 4 livres « à l'ymaigeur Hugues Roy, pour un petit image de Notre-Dame de Laurette fait en bois et mis près la chapelle de Jérusalem, au lieu de celle qui fut rompue par aucuns malsentants de notre foy et religion chrétienne » (1564).

Ces bris d'images deviennent un fait courant en France. Cf. J. GUIRAUD, *Hist. partielle, histoire vraie*, t. II, ch. v. ; CARRIÈRE, dans *Revue d'histoire de l'Eglise de France*, 1925.

qu'on avait déjà brûlé les livres venus de Genève (1). On interdit les « chevauchées d'asnes » pour faire cesser les dérisions, insolences et choses scandaleuses, préjudiciables à l'ordre de l'Église et religion (2). »

De même encore l'on avait déjà sévi contre certains prédicateurs : ainsi en juillet 1556, un autre Carme qui avait prêché à Saint-Jean des doctrines suspectes, dut faire amende honorable lors d'une procession générale, « ayant un fagot d'épines sur son col, et lui fut, en signe de dégradation, dévestu son chaperon à reculons, puis suivit la procession nue tête et nuds pieds, assista au sermon qui fut fait par un Jacobin, puis ses propositions furent brûlées (3). »

Les sermons sont suivis par des gens qui en relèvent, à tort ou à raison, les passages entachés de nouveautés doctrinales, d'insinuations contre l'autorité ecclésiastique, le culte des saints et les sacrements. Carmes et Jacobins surtout (4) prêtent à la critique, si l'on en juge par la mention de délibérations réitérées du Parlement de Dijon, à cette époque (5). C'est ainsi qu'en mars 1558, la Cour se préoccupe d'un jacobin qui aurait erré au sujet du purgatoire (6). Il le nie et accuse en chaire la cour de ne sévir que contre les petits, disant « qu'il y avait des Luthériens entre les présidents, conseillers et avocats. » N'est-ce pas ce qu'avait naguère insinué le conseiller Bégat ? (7).

La Ville, de son côté, ne cesse de stimuler la cour et de faire la chasse aux gens soupçonnés « d'hérésie, blasphèmes et irrévérences » : tel le colletier Claude Cartier, dont le procès dura longtemps et fut l'occasion d'enquêtes à Lyon, Beaune, Seurre, Arnay-le-Duc et

(1) *Arch. Côte-d'Or*, B. 4565, f° 47 v° ; le bourreau Hilaire Benoist reçoit 20 sous tournois pour avoir brûlé deux balles de livres imprimés à Genève et censurés (1557).

(2) *Arch. munic. Dijon*, B. 196.

(3) Cf. *Bibl. de l'Arsenal*, ms. n° 3617 : *Mémoires pour servir à l'histoire de Dijon*, pp. 39 à 41.

(4) Il est vrai qu'ils étaient presque les seuls prédicateurs.

(5) Cf. *Délib. Parl. Dijon*, I, 772-786.

(6) *Ibid.* C'était là l'un des points le plus attaqué par les novateurs. Voir par exemple l'opuscule de G. FAREL intitulé : *Brief traité du Purgatoire*, Genève, 1551, in-8° de 38 pages. — Nul doute qu'il n'ait pénétré à Dijon.

(7) *Arch. munic. Dijon*, B. 193.

autres lieux où il avait séjourné (1). Elle nomma le 7 juillet 1559 une commission chargée d'enquêter sur les opinions religieuses des servantes et serviteurs (2), et « les induire d'aller aux messes paroissiales et vespres les dimanches et jours fériez. » La cour nommera bientôt de même une commission pour surveiller « aucuns serviteurs des seigneurs du Parlement » (3) qui « s'ingéraient d'enseigner et dogmatizer la nouvelle secte. » D'une façon générale, on est attentif à l'attitude des valets et gens de métier qui se délectent au chant des psaumes ; les échevins vont dans toutes les maisons s'informer des noms et pays des serviteurs et servantes, et s'ils vivent « catholicquement (4) » ; surtout on craint que des « compagnons et serviteurs artisans » non catholiques ne pénètrent dans la ville ; le Conseil réitère les avertissements aux capitaines qui gardent les portes et ordonne de tenir un registre exact des noms et surnoms de ceux qui résident (5).

III

Nous arrivons aux années 1560 et 1561. C'est le moment où le pouvoir royal, dont la direction va échapper aux Guises pour échoir à Catherine de Médicis, oscille entre la sévérité et la tolérance, entre l'application stricte des édits et leur atténuation. On sait le rôle tenu à ce point de vue par le chancelier Michel de l'Hospital.

Rappelons quelques-unes des mesures qui marquèrent en ces années-là ces tendances diverses.

Une lettre de François II du 19 août 1559 avait informé le cardi-

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 196, f° 49, 53, 103, 136 — cf. B. 197, f° 172 ; et 198, f° 133, *Délib. Parl. Dijon*, I. 1117.

(2) *Arch. munic. Dijon*, B. 197, f° 36. — Plusieurs servantes paraissent avoir été des espionnes qui servaient d'intermédiaires entre les protestants dijonnais et Genève : telles les deux chambrières du médecin Fabry et de l'avocat Saumaise, expulsées en mai 1562, et dont les patrons adhérèrent ouvertement plus tard à la Réforme.

(3) *Délib. Parl. Dijon*, I. 1262.

(4) *Arch. munic. Dijon*, B. 197. — Cf. *Mémoires de Gaspard de Saulx-Tavannes*, éd. Michaud et Poujoulat (dans *Nouvelle collection de Mémoires sur l'histoire de France*, 1^{re} série, t. VII, p. 190. — On sait que ces Mémoires sont en réalité de son fils Jean.

(5) *Arch. munic. Dijon*, B. 199, f° 77. Cf. B. 173 bis, f° 247.

Voir, sur tous ces faits : BELLE, *op. cit.*, chap. II.

nal de Tournon, qu'on allait « continuer le plus vivement possible » de poursuivre les hérétiques (1), et il avait ordonné le 4 septembre de raser les maisons où se tenaient des assemblées illicites (2) ; même, par l'édit de Blois du 9 novembre (3), leurs organisateurs devaient être punis de mort, ainsi que ceux qui, connaissant de telles réunions, ne les dénonceraient point (4). Un édit de février 1560 enjoignait à tous les seigneurs hauts justiciers, à peine de perdre leurs justices, d'exercer les mêmes châtiments sur leurs domaines (5).

D'autre part, afin de prévenir ou de diminuer les risques de troubles sanglants, comme de mettre un terme aux attentats individuels, déjà une ordonnance du 23 juillet 1559 avait interdit de « porter ni tirer harquebuses, pistolets ou autres armes à feu », à peine de confiscation des armes et d'une amende de 500 écus d'or, remplacée en cas d'impossibilité de paiement par les galères à perpétuité ; en cas de récidive, les délinquants seraient « pendus et étranglez. »

Puis sur les instances de Coligny, ce sont des mesures de clémence : un édit du 8 mars 1560 interdit toute nouvelle poursuite, pour délit de croyance, et à l'exception des ministres et des conspirateurs pseudo-religionnaires, amnistie les condamnés pour fait de religion.

C'est dans ces conjonctures qu'une situation nouvelle se révèle à Dijon, qui se préparait depuis sept ou huit ans, et dont le développement avait été arrêté par suite des mesures prises avec le concours du cardinal de Givry en 1554.

Jusque-là les documents ont signalé des faits d'ordre plutôt individuel : actes de propagande, colportage de livres, prédications suspectes, propos hérétiques ou tout au moins blasphématoires, attitudes frondeuses, émigration à Genève, attentats sacrilèges. Les sorties nocturnes de citoyens armés et masqués (6), récemment constatées, étaient déjà des symptômes d'organisation occulte.

(1) Cf. RIBIER, *Lettres et Mémoires...* Paris, 1677, in-fº, t. II, 818.

(2) Édit. donné à Villers-Cotterets (ISAMBERT, *Anc. lois fr.*, XIV, 7).

(3) *Id.*, XIV, 11.

(4) *Mémoires de Condé*, Londres-Paris, 1743, 6 vol. in-4º, t. I, 6.

(5) Cf. A. FONTANON, *Les édits et ordonnances des Roys de France...*, Paris, 1580, 4 vol. in-fº, t. IV, 261. — Mesures approuvées par Michel de l'Hospital à l'ouverture des États généraux de 1560 (Cf. ses *Œuvres*, éd. Dufey, I, 375).

(6) *Arch. munic. Dijon*, B. 197.

Au début de 1560, plus de doute : ces signes s'accusent ; manifestement les religieux se sont groupés et tiennent des réunions. Le conseiller Bénigne la Verne signale à la cour que des artisans se rendent en armes à des assemblées de nuit, que des femmes même se rassemblent, « criant et chantant les psaumes de David par une forme de dérision et moqueries des prédicateurs (1). »

Au mois de juillet, l'esprit révolutionnaire n'a fait que gagner, stimulé sans doute aussi par l'annonce de certains faits d'anarchie, dans la province, du genre de celui — qu'on verra bientôt — du sac de l'abbaye de Quincy ordonné, dit-on, par un collègue de Givry, le cardinal Odet de Châtillon, le même qui se maria en soutane rouge avec Isabelle de Hauteville (2), en passant au protestantisme. Ce pillage accompli par plusieurs centaines de fanatiques fut accompagné de meurtres et de saturnales où l'on joignait la dérision à la profanation des objets du culte catholique (3).

A Dijon, on redoute, à l'occasion de la Fête-Dieu, des séditions de la part des « gens malsentans de la foy chrétienne. » On compte donc désormais avec eux. On éprouve le besoin de leur opposer aussi des arguments, et comme les Cordeliers de la ville ne sont pas jugés assez doctes ni hardis, on demande des prédicateurs à ceux de Dole (4). En attendant, le parti des religieux est actif. Des anonymes affichent des placards où l'on menace la ville d'incendie, et certains membres de la cour de représailles, s'ils arrivent à faire révoquer l'édit de Beaulieu (5), favorable à la Réforme. Du reste l'édit de Romo-

(1) 2 avril 1560 — Délib. Parl. Dijon, I, 999.

Notons qu'il en est de même dans la ville voisine de Beaune, alors diocèse d'Autun, en cette année 1560. Les registres capitulaires signalent que les partisans des hérétiques provoquent les fidèles : des artisans, des cordonniers notamment, sortent avec dagues et épées, coupent les processions. Le chapitre fait des remontrances aux échevins dont plusieurs, avocats et notaires, enclins par métier à s'insurger contre la juridiction ecclésiastique, sont favorables aux « Huguenots. » En septembre le scribe du chapitre écrit : *quasi in omnibus Galliarum partibus periclitatur Ecclesia*. Cf. ROSSIGNOL, *Histoire de Beaune*, 1855, p. 375 ss. ; AUBERTIN (Ch.), *Les Protestants à Beaune*, s. d., in-4°, lith., 4 pages.

(2) Un trait à ajouter à ceux qui signalent cette curieuse époque : « madame la cardinale » eut part aux réceptions de la Cour.

(3) Cf. LAMBERT, *Hist. de Quincy*. — Cf. MATHIEU, *op. cit.* p. 197.

(4) *Arch. munic. Dijon*, B, 198.

(5) *Arch. munic. Dijon*, B, 198, f° 30. Cf. Délib. Parl. Dijon, I, 1100.

rantin (mai 1560) donnait de l'espoir aux « Huguenots. » Il indiquait, en effet un nouvel effort vers la tolérance, en remettant le jugement du crime d'hérésie aux évêques, et la punition des conventicules aux juges présidiaux (1).

C'était établir une distinction, nouvelle alors, entre la profession individuelle d'une opinion religieuse, et l'exercice en commun du nouveau culte dans des réunions prohibées. Le délit d'opinion passe au second plan, et ne sont plus passibles de la justice séculière que ceux qui contreviennent aux règlements de police générale sur les réunions clandestines. C'était en somme revenir aux dispositions édictées quinze ans auparavant par François I^{er}.

N'empêche que le fait d'hérésie, une fois dûment constaté par l'évêque ou ses représentants, restait un crime passible de la peine capitale (2), surtout quand il s'accompagnait de certaines circonstances.

Nous en avons une preuve au début de l'année 1561.

Le 3 février, on arrêta deux jeunes gens originaires de Caen, François Hébart, boulanger, et Philippe Barré ou Berry, cordonnier. Ils arrivaient de Lausanne où Barré avait un oncle maître d'école. On découvrit dans leurs paquets, aux portes de la ville, de nombreux ouvrages suspects, et une requête de Barré qui contenait un aveu implicite d'adhésion à la religion nouvelle. Elle était adressée, en effet, aux gouvernants de Genève, en vue d'obtenir la permission d'habiter leur ville. Leurs livres furent soumis au prieur de Saint-Étienne, agissant au nom du cardinal de Givry, et reconnus tous censurés.

Les deux délinquants furent condamnés le 13 février comme « séditieux », suivant l'édit du Roi, à être « penduz et estranglez au signe paltibulaire », et leurs biens déclarés confisqués (3).

(1) *Arch. Côte-d'Or*, B. 12080, f^o 93 : édit de Charles IX.

(2) *Arch. Côte-d'Or*, B. 12079, f^o 104.

(3) *Arch. munic., Dijon*, D. 65. Barré avait dans son paquet un Nouveau Testament en français, les Psaumes de David, la « Forme des prières ecclésiastiques », et un petit livre intitulé : « l'A. B. C. des chrétiens contenant l'interrogation des enfans, etc. », et encore les « Sommaires du Deutéronome. » (Cf. HAUSER, *Les Compagnonnages des arts et métiers à Dijon*, dans *Revue bourguignonne*, 1907, p. 71-72.) Il avait aussi dans la doublure de son vêtement une lettre datée de Genève (Ville-

Fait typique à signaler : dans son zèle pour l'orthodoxie, la Chambre de ville cherchait, en dépit de l'édit de Romorantin, à s'attribuer la connaissance des faits d'hérésie et à la dérober à l'évêque : en 1561, à la suite de l'arrestation à Dijon d'un pâtissier de Paris, appelé Résu, et trouvé porteur de missives excitant plusieurs Dijonnais à émigrer à Genève, elle chercha à obtenir du Parlement un arrêt en ce sens (2).

On le voit, la vigilance des magistrats de Dijon n'était pas en défaut. Outre la surveillance des étrangers et des voyageurs (3) qui ne s'était jamais relâchée, à ce qu'il semble, ils avaient toujours l'œil ouvert sur l'attitude des gens de la ville, en particulier des maîtres d'école dont plusieurs étaient soupçonnés de luthéranisme, et seront du reste bientôt inquiétés (4). Ils se préoccupent toujours des prédicateurs : tel Didier Buffet, prieur des Carmes. On lui attribue des propos scandaleux pour la foi : surtout on lui reproche le fait d'encourager plutôt les artisans à chanter les psaumes de David en français, chez eux et dans les champs, ainsi qu'au pied de sa chaire en l'attendant. Le 2 avril, les échevins lui firent remontrance eux-mêmes, sans recourir à ses supérieurs ecclésiastiques : il dut faire « d'honestes excuses », et dans la suite vint à l'Hôtel de Ville se disculper. On l'avait menacé de fermer son couvent (1).

Mais ce qui préoccupe surtout, c'est que décidément les religieux tiennent des assemblées. Va-t-on leur appliquer l'édit ? Des atermoiements, des hésitations se produisent. Au États de

franche) du 27 janvier 1561, et adressée à Guillaume Endeline », en la part ou il sera. » Barré avoua qu'elle était de Mathurin Cordier (probablement l'ancien maître de Calvin).

(2) *Arch. munic. Dijon*, D. 65.

(3) Le 9 mai 1561, poursuites contre « trois passans prins par autorité de la Ville aux portes comme trouvez saiziz de livres censurés... » (B. 198, f^o 127) ; de même le 9 novembre contre un tisserand d'Autun pour le même délit. (B. 173, f^o 192 ; B. 199, f^o 86). On donne l'ordre à tous les étrangers vagabonds de vider les lieux (B. 198, f^o 138), on enlève leurs armes à tous arrivants en ville, et l'on n'ouvre que trois portes (2 nov. 1561 ; B. 199, f^o 82). Cf. *Arch. comm. Langres*, Invent. n^o 912.

(4) Tels Putod (28 oct. 1561), cf. *Arch. munic. Dijon*, B. 450, Hélye de Fonton, cf. BELLE, *op. cit.*, p. 42.

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 198, f^o 115 ; D. 45.

Bourgogne, en mars, puis en mai 1561, le Clergé en manifeste de l'inquiétude (1).

La cour, d'autre part, est invitée par l'avocat du Roi à prendre un arrêt semblable à celui par lequel le Parlement de Paris prohibait « les assemblées et dogmatisations illicites. » Elle ne s'y refusa point, mais elle déclara vouloir « muer ce qui se devra muer par la différence du pays » (2). On voit que l'esprit d'indépendance vis-à-vis du pouvoir royal a gagné la cour elle-même.

Aussi bien les assemblées illicites continuent, et c'est autour de cette question que les esprits désormais s'agitent. Le problème est posé, non plus celui-là seulement de la libre expression individuelle des pensées en matière de religion, mais celui de l'exercice en commun du nouveau culte.

Le 17 juin, le procureur général invite de nouveau la cour à pourvoir « aux séditions et assemblées qui se font présentement dans cette ville. »

Et voici le résultat : deux jours après, un arrêt tranche la question : toute manifestation extérieure, toute assemblée du culte protestant est prohibée, et défense sévère est faite de donner asile et secours à un ministre (3) ; on devait dénoncer les coupables (29 juin 1561). On chargeait en même temps deux conseillers d'enquêter sur « aucuns hérétiques accusés d'assemblées », et sur « un nouveau batesme », « à la mode de Genève », signalé au maire Bénigne Martin par le duc d'Aumale (4).

La réplique ne se fit pas attendre. Des placards chargés de menaces furent affichés sur les maisons d'Étienne Sayve et de Jean Baillet — les deux conseillers en question — et Tavanès crut nécessaire de venir au Parlement pour l'exhorter à faire justice sans aucune crainte (5).

Ainsi la situation devenait toujours plus tendue, et maintenant les pouvoirs publics avaient besoin d'être stimulés par le zèle de Tavanès, pour cesser d'hésiter en face des religionnaires de jour en

(1) *Arch. Côte-d'Or*, C. 3028, f° 10 ; cf. C. 3063, f° 75.

(2) *Délib. Parl. Dijon*, I. 1085 (21 avril) ; cf. *Arch. munic. Dijon*, 63.

(3) *Délib. Parl. Dijon*, I. 1103 ss.

(4) *Arch. munic., Dijon*, B. 199.

(5) *Délib. Parl. Dijon*, 1104. Cf. *Arch. munic. Dijon*, B. 198.

jour plus audacieux, d'autant qu'ils sont plus nombreux. Ceux-ci se recrutent à présent dans toutes les classes de la société. Ainsi qu'on le voit par les listes publiées par M. Belle (1), si la plupart sont des artisans et des étrangers, il y a aussi des apothicaires, des médecins, des notaires, des dames de la société, des orfèvres, des gentilshommes, voir même des agents royaux et municipaux, aux prêches qui se tiendront à l'automne.

C'est dans cette atmosphère chargée d'électricité que tomba la nouvelle du discours sensationnel que venait de prononcer Jacques Bretagne, aux États généraux de Pontoise. Le vîerg d'Autun, orateur du Tiers, ne s'était-il pas avisé d'attaquer le clergé, son attitude et ses actes ? N'avait-il point lancé le projet d'un concile national (2), et invité le Roi à accorder à tous ses sujets la liberté du culte ? Et les orateurs de la noblesse eux-mêmes n'avaient-ils point émis des réserves sur le genre de vie et les richesses du clergé ?

L'effet fut énorme, dans la Bourgogne en particulier. Au dire de La Cuisine, ce discours aurait marqué le signal de la diffusion du protestantisme dans cette province (3).

On comprend que la Chambre de ville ait de suite provoqué un désaveu de cette attitude de Jacques Bretagne et signalé qu'il avait outrepassé son mandat (4).

Mais « ce discours n'était à tout prendre que l'expression d'un état d'esprit qui tendait à se généraliser (5). » En moins d'un an, les concessions de Catherine de Médicis aidant, les progrès de la nouvelle Église (6) — elle méritait désormais ce nom — avaient été considérables dans toute la France.

(1) *Op. cit.*, pièce justificative n° 7, d'après *Arch. munic. Dijon*, D. 63. Ainsi le jeudi 30 octobre 1561 : déposition de Bénigne de Loysie sur un prêche tenu dans la maison de l'avocat de Presle, devant deux ou trois cents personnes.

Notons que l'artiste Hugues Sambin, qui sera au service de Léonor Chabot, petit-neveu du cardinal de Givry, les imprimeurs-libraires Jean des Planches et Pierre Grangier sont déjà, ou seront bientôt considérés par la Chambre de ville comme étant protestants. Après rétractations et explications, on cessera de les surveiller et ils mourront catholiques. Cf. BELLE, *op. cit.*, p. 31. Cf. XLVII-XLIX.

(2) On a vu que tel avait été du reste le dessein de Henri II.

(3) *Le Parlement de Bourgogne*, II, p. 38.

(4) *Arch. munic. Dijon*, B. 199, f° 77 ; cf. *Arch. Côte-d'Or*, C. 3028, f° 17.

(5) BELLE, *op. cit.*, p. 52.

(6) Et autant parti qu'Église.

A Dijon comme ailleurs, on s'en aperçut bien. Cette dernière période de l'année 1561 fut marquée par une extrême agitation (1). On y voit que le parti de la Réforme a ses chefs, ses lieux de réunion, ses méthodes et ses instruments de propagande. Aux assemblées secrètes et restreintes du début succèdent des réunions nombreuses et quasi publiques qui groupent parfois plusieurs centaines de personnes. Les prêches se font d'abord en cachette, comme celui signalé le 26 octobre, qui s'était tenu derrière l'église Saint-Jean ; puis encouragés par les nouvelles de la Cour où Catherine autorise presque le nouveau culte, les réformés s'y rendent ostensiblement. La rue des Forges peuplée d'artisans devient leur quartier général, comme le quartier Saint-Philibert, habité par les vigneron, est celui des catholiques. Ils y tiennent leurs réunions cultuelles dans la maison de Jean Soillot (2), et un ancien Carme, Pierre Leroy, est le pasteur de leur communauté (3). Pour peu de temps, car il dut s'éloigner de Dijon. Les réformés dijonnais lui avaient créé des difficultés. Au fond l'esprit frondeur tenait peut-être plus de place dans leurs dispositions que les convictions spécifiquement religieuses. Le ministre Sorel se plaignait aux ministres de Neuchâtel de leur froideur (4).

En tout cas ils forment dans la ville une minorité déjà importante et surtout remuante. Des échauffourées s'ensuivirent bientôt (5). C'est au point que la cour prend peur et adresse une supplique au duc d'Aumale, gouverneur, pour le prier de sauvegarder le catholicisme en Bourgogne (6). L'ordre public aussi était gravement troublé. Les réunions des réformés étaient l'occasion de rixes et d'échauffourées, de même que certaines manifestations

(1) Cf. *Arch. munic. Dijon*, D. 63.

(2) Personnage violent d'ailleurs et rebelle aux lois de police. Il sera supplicié à la fin de l'année.

(3) NAEF, p. 27. — Cf. *Bull. hist. prot. fr.*, t. XIV, 331. — Il n'y a pas lieu de songer à un ministère protestant de l'évêque Caracciolo à Dijon. M. J. ROSEROT DE MELIN (*op. cit.*, p. 376-377) a fait justice de cette opinion à laquelle M. ED. BELLE avait cru apporter quelque fondement (*op. cit.*, p. 34-37), et qui était soutenue par M. H. BORDIER (*La France protestante*, III, col. 743).

(4) *Calvini opera*, XIX, col. 50, 13 oct. 1561.

(5) BELLE, *op. cit.*, p. 44. Cf. *Arch. munic. Dijon*, B. 199.

(6) *Délib. Parl. Dijon*, I. 1133-1134 (réponse du duc). Cf. BELLE, p. 42.

du culte catholique, comme la procession de la Fête-Dieu (1).

Dans la province, on relève aussi à la même époque des traces d'églises protestantes en voie d'organisation. A Is-sur-Tille, où opérait le prédicant Sébastien Tiran, qui fonda également l'église de Beaune (2), il y avait en 1561 deux pasteurs, Maupeou et des Griou (4), et environ deux mille protestants (?) (3). Ceux de Dijon s'y rendaient aux prêches, de même qu'à Nuits, depuis quelque temps. Des groupes s'organisent aussi à Arnay-le-Duc (1561), à Landreville (5), à Châtillon-sur-Seine (1561), où dès 1556, Jacques le Grand, lieutenant-général au bailliage de la Montagne, instruit le procès criminel de « aulcuns prévenus d'hérésie (6) », ainsi qu'à Mâcon, à Chalon-sur-Saône où la Réforme fut prêchée dès 1559 (7), à Autun, à Vézelay, à Tournus, Verdun-sur-le-Doubs, Auxerre (8). En 1556 le culte protestant était autorisé dans ces diverses localités. On en trouvait des traces aussi à Villey-sur-Tille et à Marey-sur-Tille, à Mirebeau (9).

C'est en l'année 1561, au mois d'août, que mourut le cardinal de Givry. On comprend que la fin de sa longue carrière ait été assombrie par les progrès de l'hérésie dans son diocèse, tant dans la partie bourguignonne que, nous allons le voir, dans la partie champenoise et à Langres même. Il mourut, les yeux fixés sur ce danger croissant,

(1) Délib. Parl. Dijon, I, 352. La cour assiste à la procession de la Sainte-Hostie en robes rouges, et à la procession de la Fête-Dieu, on prévoit la possibilité de séditions et de troubles dans la ville.

(2) MOCHOT : *Les Protestants d'Is-sur-Tille*.

(3) Cf. *Bullet. Soc. H. P. F.*, 1897, p. 446.

(4) Voir BELLE, p. 38 : lettre de Briouys à Altat (Genève, m. I. 121, f° 17). Le chiffre n'est-il point exagéré ? Si on l'admet, peut-être faut-il y englober les Protestants de divers villages voisins, et peut-être encore des étrangers. Cf. supra p...

(5) Cf. PETEL, *Le Temple protestant de Landreville*, dans *Mém. soc. acad. de l'Aube*, t. 46 (1907).

(6) *Arch. Côte-d'Or*, B. 4134, f° 24 (Compte de Mathieu de Cirey, receveur du bailliage de la Montagne, cf. *La Renaissance*, livre II).

(7) NAEF, *op. cit.*, p. 102. Ajoutons qu'en 1562, des groupes à Noyers, Saulieu, Nuits, Auxonne, demandent des pasteurs à Genève.

(8) Cf. HAAG, *La France protestante*, pièce justificative n° 18 ; NAEF, *op. cit.*

(9) Cf. N. WEISS : *Bull. Soc. hist. prot. fr.*, 1920, p. 160 ss., et 1921, p. 69. L'organisation intérieure des églises protestantes de Bourgogne devait ressembler à celle que l'on constate ailleurs, à Troyes par ex. Cf. ROSEROT DE M., *op. cit.*, p. 307.

sans avoir vu le résultat de la lutte énergique que Tavanès commençait d'entreprendre en Bourgogne.

En 1562, au printemps, celui-ci expulsa environ deux mille « Huguenots » de Dijon, et ordonna aux ministres de venir lui demander un sauf-conduit, afin de sortir de la province, et ce, sous peine d'être étranglés et pendus.

Catherine de Médicis elle-même, sous l'impression de la tentative de Condé pour s'emparer du gouvernement, lui écrivait, le 4 juin, de « nettoyer tout le pays de Bourgogne de cette vermine de prédicans et de ministres qui y ont mis la peste (1). »

On le sait, Tavanès groupa les éléments catholiques en vue d'une action dont la Chambre de ville et le Parlement de Dijon étaient les organes les plus influents (2). Bientôt ce fut aussi la confrérie du Saint-Esprit, qu'il contribua à créer en 1567. Son œuvre produisit des fruits, car finalement le parti protestant fut éliminé de la Bourgogne.

§ II.

Tels furent les débuts du protestantisme dans la partie diocésaine langroise de l'ancien duché de Bourgogne, au temps de l'épiscopat du cardinal de Givry. Malgré la différence des milieux et des situations, son histoire dans la Comté offre bien des aspects parallèles.

Nous allons l'envisager en ce qui concerne la *partie comtoise* de l'évêché de Langres, limitrophe de la Champagne. Ce n'est pas pour autant quitter la Bourgogne, et nous n'avons point d'ailleurs à franchir la Saône.

C'est « par deçà » en effet, que se trouvent les paroisses comtoises en question, une cinquantaine environ, dispersées dans le territoire qui va du confluent de la Vingeanne à la Saône, non loin de Gray, à celui du Vannon, puis remonte vers le nord par Molay et Chauvirey jusqu'au bassin supérieur de l'Amance. Elles étaient

(1) *Arch. munic. Dijon*, B. 199, f° 277 ; cf. GARNIER, *Corresp.*, II, p. 23.

(2) A la cour, il s'appuyait sur le président Bégat, et à la Chambre de ville, sur Bénigne Martin.

comprises dans le bailliage d'Amont (1), dont les centres étaient Vesoul et Gray, et ressortissaient au Parlement de Dole. Certaines, comme Percey-le-Grand, Fouvent, Leffond, les deux Champlitte, Autrey, où était le château principal des Vergy, maîtres de la contrée, Mantoche, étaient « terres de surséance », tirillées entre Duché et Comté et leurs suzerains respectifs. Là, les seigneurs locaux étaient maîtres sans appel. D'autres, comme Poinson-lez-Fayl — bourguignon — étaient des enclaves qui parfois « s'avouaient » à l'empereur.

Ce territoire, langrois au point de vue diocésain, n'était qu'un petit coin de ce fief d'Empire, à la fois province et État, presque autonome en fait, mais non souverain, nullement terre allemande par ailleurs, qui au temps du cardinal de Givry releva de Charles-Quint, puis de Philippe II, dont l'organe était, comme on sait, le Conseil privé fonctionnant aux Pays Bas : autorité lointaine qui sur place avait pour interprète un gouverneur suppléé par des nobles comtois (2).

En réalité le Parlement de Dole avait le rôle prépondérant, et naturellement c'était lui qui jugeait des faits de criminalité et d'hérésie.

Dans quelle mesure les tendances de la Réforme protestante pénétrèrent-elles dans cette région de la Comté qui faisait partie du diocèse de Givry, et à quelle époque au juste ? Y eut-il des faits de répression à l'époque initiale qui nous occupe ?

Nos renseignements sont minimes, et à vrai dire, c'est sans doute qu'au temps de Givry la situation sur ce terrain ne s'était guère affirmée. Contrée toute agricole ; or on sait que le paysan attaché à sa paroisse, à ses traditions, et ici comtois par dessus le marché, c'est-à-dire fidèle et tenace, a offert moins de prise aux « nouvelles » que prêchait dès 1525 Guillaume Farel aux confins opposés de la province, chez les Montbéliardais détestés des Comtois, qui avaient l'appui des Bernois, des gens de Genève et de Neuchâtel.

Point de centres populeux, une poussière amorphe de villages.

(1) Au temps de Givry, on trouve comme bailli et capitaine de Besançon l'un de ses parents, François de la Baume, seigneur de Pesmes.

(2) Citons parmi ceux-ci Claude de la Baume, et encore Claude de Vergy, nommé par Charles Quint, en 1537, son lieutenant commis au gouvernement de ses pays et Comté de Bourgogne.

Peu de commerce et d'industrie, de colporteurs et d'étrangers, sauf cependant du côté de Gray où effectivement seront exécutés les « Français » Quentin Bussi, coupable de propos scandaleux contre Dieu, l'Église, la foi, le sacrement de l'Autel, la sainte Croix, en 1549, et Nicolas du Chesne en 1554. Mais la ville de Gray même n'était point du diocèse de Langres.

Aussi bien la surveillance s'était exercée de bonne heure. A Besançon, ville impériale, active, ouverte aux étrangers, allemands, strasbourgeois, bâlois, italiens, donc offrant des conditions favorables à la Réforme, celle-ci avait recruté quelques partisans et trouvait un appui dans les luttes qui mettaient aux prises les habitants avec leurs archevêques, savoir d'abord Antoine de Vergy, puis le trop jeune et profane archevêque Claude de la Baume, cousin de Givry, qui n'était même pas sous-diacre. Dès 1523 le chapitre métropolitain avait condamné les erreurs de Luther et de ceux qu'on appelait comme à Dijon, comme partout : *Germani* ; et en 1528 le Minime Coquillard, prédicant venu de Reims, avait été exécuté.

On dut le savoir jusqu'aux confins des deux Bourgognes. Le Parlement de Dole ne venait-il pas d'ailleurs d'édicter, le 3 mars de cette année, un « mandement définitif », qu'on pourrait rapprocher de ce qui allait, trois semaines après, être promulgué au concile de Lyon ? Il était interdit même de parler de Luther, de sa secte, de ses doctrines. Puis comme à Dijon — on pourrait presque établir une marche parallèle de la répression des hérétiques par les deux Parlements — ce sont en 1532, en 1535, des édits contre les blasphémateurs, l'interdiction de se servir des livres de Mélanchton et d'Érasme, des enquêtes sur les pédagogues et les hôteliers.

Quand ce fut au tour de Philippe II d'être « comte » de la Franche-Comté, en 1556, la vigilance et la répression devinrent un temps plus actives, tout comme dans le Duché et à Dijon avec l'entrée en charge de Gaspard de Saulx-Tavanes, celui-ci marié à une Comtoise, Françoise de la Baume, dame de Pesmes, nièce de Givry et du cardinal de Tournon.

C'est à partir de 1560 et de 1561, et surtout de 1564, que se produisirent des événements importants dans l'histoire de la Réforme en Comté, qui eurent leur contre-coup dans la petite région que nous avons envisagée. C'est ainsi qu'en 1567 la prison du château des

Vergy à Autrey reçoit des individus suspects d'hérésie, qu'en 1569, lors des ravages des reîtres huguenots du duc de Deux-Ponts dans le bailliage d'Amont, l'abbaye de Theuley, du diocèse de Langres, est brûlée (1).

Mais ceci déjà déborde le cadre que nous nous sommes tracé.

(1) Cf. L. FEBVRE, *Philippe II et la Franche-Comté*, Paris, Champion, 1911, gr. in-8°, p. 563 ; *Notes et documents sur la Réforme et l'Inquisition en Franche-Comté, extraits des Archives du Parlement de Dole*, Paris, 1911, in-8°.

CHAPITRE III

Les Débuts du Protestantisme dans l'ancien diocèse de Langres : III. Dans la partie Champenoise. — Rôle du Cardinal de Givry.

Quittons maintenant la région bourguignonne et comtoise du diocèse de Langres pour envisager les débuts de la Réforme dans la partie champenoise (1), où était le siège même du cardinal de Givry.

Elle commençait au nord avec le bailliage de Chaumont dont elle englobait environ la moitié, et celui de Bar-sur-Seine (avec une petite portion du bailliage de Troyes), et comprenait le ressort « du pays de Langres et quartier de Montsaugéon. »

Au sud, la Champagne administrative d'alors s'avancéait dans des pays de pure Bourgogne : au voisinage de Châtillon, dans la haute vallée de l'Ource, dans deux baronnies du duché de Langres, savoir Grancey-le-Château et Tréchâteau (2), et avec l'abbaye de Bèze poussait un promontoire jusqu'à cinq lieues de Dijon. Elle comprenait aussi des enclaves bourguignonnes sur la Saône : Rigny, Talmay, qui rappelaient les antiques limites de la « cité des Lingons » et du royaume de France. Aux environs de Bourbonne, Champagne, Comté et Lorraine avaient des villages enchevêtrés. D'autres, Busières-lez-Belmont, étaient en partie bourguignons (3).

(1) Cf. p. 336.

(2) Aujourd'hui Til-Châtel.

(3) Notons (en considérant toujours le diocèse de Langres) que le Barrois possédait en Champagne des enclaves : Beaucharmoy, Saulxures, Malroy (Barrois mouvant), Colombey-lez-Choiseul, Breuvannes (en partie) (B. non mouvant).

Cette partie champenoise du diocèse ressortissait au Parlement de Paris (1).

Si l'on devait n'en juger que par les faits connus que nous allons relever, elle semblerait bien n'avoir donné accès au protestantisme qu'une quinzaine d'années après la Bourgogne.

C'est assez peu vraisemblable, à moins que des influences particulières que nous ignorons, aient empêché les idées luthériennes d'y pénétrer, alors qu'elles étaient répandues déjà dans le reste de la Champagne. Il est vrai que la moitié au moins, c'est à savoir le pays de Langres et quartier de Montsaugéon, cœur de l'ancien État féodal langrois, n'était englobé dans la Champagne que par l'effet d'une sorte de violence faite à la tradition historique, non moins qu'aux données de la « géographie humaine », le caractère, les mœurs et les coutumes y ayant un caractère distinct bien prononcé. Dans la mer agitée des conflits religieux et sociaux de l'époque, le plateau de Langres semblait prédestiné, par la nature même, à rester d'abord inaccessible aux remous qui dans le lointain déterminaient des courants nouveaux.

Ainsi dès 1525 on relève la présence de « Luthériens » à Reims, et d'une façon générale on en trouve en Champagne, qui ont été endoctrinés par des soldats allemands appelés pour défendre la province contre les Impériaux et par des émissaires venus de Wittemberg et de Paris. Dix ans plus tard, Calvin a des disciples à Châlons, Vitry, Vassy, comme il en a dans la Lorraine toute proche, à Metz et à Toul, et aux portes de Nancy (2).

Ainsi encore dans le diocèse de Troyes (3) la propagande protestante, contre laquelle l'évêque Guillaume Petit mettait en garde son clergé dès 1523, s'était révélée en 1528, et 1534, y ayant été apportée par un foulon de Meaux. En 1539, un Flamand prêche la Réforme à Troyes et l'introduit dans la famille influente des Pithou. En 1543 un clerc, Jean Dubec, qui s'était fait pasteur, après être allé

(1) Cf. *Dictionnaire des paroisses du ressort du Parlement de Paris*, Paris, 1776, in-4°.

(2) Cf. E. HENRY, *La Réforme et la Ligue en Champagne et à Reims* (thèse), Saint-Nicolas, 1869, in-8°, chap. I.

(3) *Arch. de l'Aube*, G. 143, 1282; 1284 (1534, 1535). Cf. ROSELOT DE M., *op. cit.*, p. 200.

à Strasbourg et à Montbéliard, et s'était installé à Sézanne, est exécuté. En 1546, supplice d'un appelé Moreau qui avait rapporté de Genève des libelles (1) contre les prêtres romains.

La partie septentrionale du diocèse de Langres, la plus rapprochée de celui de Troyes, paraissait devoir donner bientôt accès à la propagande protestante (2). Celle-ci s'y fera sentir. On croit deviner son influence dans des cas de révolte injurieuse contre les chefs ecclésiastiques, tels les suivants que l'on constate quelques années après :

A Vendeuvre, patrie du poète Nicolas Bourbon, un certain Bau-douin, dit Masson, profère des injures contre son pasteur, et déclare qu'il ne mettra plus les pieds à l'église, et n'y portera plus ni lui ni sa famille « les offrandes qui sont dues aux quatre fêtes principales de l'année et en celle du patron », (c'était « un denier tournois chacun homme, et les femmes, un pain de trois deniers et une chandelle de cire »). Condamné par défaut par l'officialité de Langres, il fut excommunié, mais fit soumission par devant notaires (3). Non loin de Chaumont-en-Bassigny, à Villiers-sur-Suize, un laboureur nommé Antoine Richellet, dudit lieu, « ne veut oyr prescher, et quant on tient le corps de Dieu s'enfuyt hors de l'esglise et sesduit les parrochians de s'enfuyr du frère Bertholemy de Lengres. » Il se moquait « de luy et de sa prédication, et des religieuses de Chasteauvillain, les appelant paillardes... (4) »

Au diocèse de Langres, Chaumont paraît avoir, avant Langres, connu des « Luthériens. » Du moins, c'est là que nous avons d'abord à relever des actes de répression de l'hérésie. Le 8 octobre 1545, le drapier Nicolas Marchand dit de Vassy, qui était de Pont-à-Mousson, et demeurait à Gondrecourt-le-Château, y subit le dernier supplice (5).

(1) Entre autres une brochure intitulée *Le Trafic et train de marchandises que les prêtres exercent en l'Eglise*. (Cf. BOUTIOT (Th.), *Histoire de la ville de Troyes et de la Champagne méridionale*, Troyes, 1870-1880, 5 vol. in-8°, t. III, p. 398.)

(2) En fait, on aura à signaler plus tard des communautés protestantes à Bar-sur-Seine, Landreville, où il y aura un temple, à Unienville, Orges, Laferté-sur-Aube, Braux. Cf. PETEL, *Le Temple protestant de Landreville*, dans *Mém. Soc. acad. de l'Aube*, 1907.

(3) ROUSSEL, *op. cit.*, I, p. 28 (1551).

(4) *Arch. Haute-Marne*, G. 976, f° 8, (1554).

(5) *Arch. nat.*, X 22 99.

Le 17 août 1547, le Parlement de Paris porte un arrêt contre deux prévenus envoyés par le bailli de Chaumont (1) : Marius Bellanger et Robert Damesmes. Ils étaient accusés de blasphème et d'avoir été trouvés en possession d'un livre prohibé (2).

Langres à son tour connut les « séditeuses erreurs luthériennes ». Elles paraissent y avoir été introduites vers cette époque par un adepte de la Réforme, qui était de Tours, et qu'on nomme Robert Lelièvre. Ce dut être tout à fait secrètement. Car nous ne connaissons autre chose de ces premières traces de « luthéranisme » à Langres, que le procès et le supplice de celui qui en fut le fauteur, et de quelques-unes de ses recrues. Nous allons y revenir.

Dans d'autres cités, à Dijon, à Besançon, à Troyes, les étrangers étaient assez nombreux, chaussetiers génois, tailleurs savoyards et flamands, compagnons de tout métier qui avaient fait leur tour de France, et recueilli plus d'une suggestion contraire à l'ordre établi.

Situées au carrefour des grandes routes commerciales, les marchands y affluaient sans cesse, gens cosmopolites, en relations d'affaires avec la Suisse, Strasbourg et les villes du Rhin. Des aventuriers s'y voyaient en troupes, vagabonds, oisifs, livrés au jeu et à la fainéantise, et donc, comme s'exprima un jour le chapitre métropolitain de Besançon (3), « en danger d'entrer en pensements de choses nouvelles. » A Langres, on ne constate rien de tel. Il y avait des marchands et des artisans sans doute, mais indigènes, semble-t-il, et à côté de bourgeois cultivés, d'esprit ouvert à l'humanisme, et de tout un peuple clérical, des agriculteurs, des vigneron, gens qui en tout pays se montrèrent attachés aux observances traditionnelles, et réfractaires à la Réforme protestante.

Ville épiscopale, d'ailleurs, siège d'une double officialité, celle du Chapitre et celle de l'Évêque, — et l'Évêque, c'était Claude de Longvy, bien décidé à écarter l'hérésie de son troupeau, et à faire observer les ordonnances du Roi à ce sujet — siège aussi d'une triple juridiction royale, ducale et capitulaire, séjour d'un clergé nom-

(1) N. WEISS, *op. cit.*, p. 12 ; d'après le registre criminel X^{2a} 103 des *Arch. nat.*

(2) *Id.*, LXXXII, CII, nos 71, 88, 101, 119.

(3) *Arch. munic., Besançon*, B.B. 27, f^o 187 : cité par L. FEBVRE, *Philippe II et la Fr.-Comté...*, p. 455 : lettre des chanoines aux magistrats de la ville, le 7 déc. 1555.

breux (1), influent, et de dignitaires ecclésiastiques qui tenaient presque tout en leurs mains, cité peu populeuse (2) en laquelle rien ne passait longtemps inaperçu, forteresse perchée au rebord d'un promontoire d'accès plutôt difficile, dont les portes (3) bien gardées ne devaient guère livrer passage aux voyageurs et aux colporteurs suspects, Langres paraissait mieux que d'autres à l'abri de l'infiltration des doctrines nouvelles.

Celles-ci y pénétrèrent pourtant. Fût-ce seulement par suite de l'arrivée fortuite et audacieuse du prêcheur tourangeau ?

Le terrain lui avait-il été en quelque façon préparé, soit par des émissaires (4), par exemple à l'occasion du séjour du landgrave Philippe de Hesse et de ses secrétaires, lors des tractations relatives à la cession du comté de Montbéliard à la France (5), ou lors de l'hivernage des troupes du duc de Wurtemberg aux environs de la ville en 1535 ? Ou bien ce fut simplement par l'effet des causes qui d'ordinaire servirent cette propagande : l'esprit de curiosité, les besoins religieux de certaines âmes, inquiètes aussi de nouveauté,

(1) Il était constitué d'abord par le clergé de Saint-Mammès — desservant l'église contiguë de Saint-Pierre et de Saint-Paul — c'est-à-dire le chapitre, ainsi que les prêtres habitués et les clercs qui s'y rattachaient, en tout plus de 80 personnes ecclésiastiques. Il y avait, en outre, le clergé des prieurés bénédictins de Saint-Amâtre et de Saint-Martin, desservant les deux paroisses de ce titre, ainsi que les prieurés de Saint-Didier, et de Saint-Gengoulph, enfin les religieux du couvent des Jacobins, frères et novices, et du couvent hospitalier de Saint-Nicolas, sans parler des clercs de la curie épiscopale dont plusieurs pouvaient n'appartenir à aucun de ces corps mentionnés, des chapelains comme celui de la Maladière et des ermites du voisinage, comme celui de la chapelle de Baume. — On pourrait même y rattacher le clergé du prieuré voisin de Saint-Geosmes, de l'ordre des Augustins. Dans la ville même on peut conjecturer que le nombre des clercs devait être d'au moins deux cents sur une population qui ne devait pas dépasser dix ou douze mille âmes.

(2) Mais guère moins alors que Dijon. — En 1534-1536 fut fait un dénombrement des habitants de Langres (*Invent. Arch. munic.*, n° 992) ; nous en ignorons le résultat.

(3) Celles de Longeporte, du marché de Saint-Didier, Lambert Payen, des Moulins, de Sous-Mur. François I^{er} avait renforcé les murailles par la construction de la Tour d'Orval (ainsi nommée du gouverneur d'Albret, seigneur d'Orval), appelée encore tour de Navarre.

(4) E. HENRY, *loc. cit.*, semble dire que vers 1534, Langres avait reçu la visite de disciples de Calvin venus de Meaux. Mais il ne précise rien et ne donne aucune référence.

(5) Cf. *suprà*, p. 237.

et d'une façon plus précise l'humanisme, et encore certain mécontentement possible dans une partie de la population, la classe des artisans, par exemple.

De fait, l'humanisme s'était épanoui à Langres (1) aussi, et donc avec lui s'était développée l'habitude d'examiner les textes, ceux des livres saints comme les autres, de discuter *de omni re scibili*, de faire appel sans autre contrôle qu'elle-même à la raison, au libre examen. Une sorte de paganisme verbal et artistique avait pu se donner carrière, au point de prêter à la critique des âmes éprises de mysticisme, choquées d'entendre certaines bouches se délecter aux jeux de la défroque mythologique et aux pointes du bel esprit plutôt qu'au langage de l'Évangile.

Quant aux petites gens, aux ouvriers, aux « gens mécaniques », la bonne foi et l'ignorance ont toujours pu les livrer aux suggestions de nouveaux prêcheurs ; le dédain aussi dans lequel la « société » les tenait, tant à Langres qu'à Dijon et ailleurs, les appelant la lie de la population, *quos fecem civitatis appellamus* (2) ; le mécontentement peut-être encore, dû à quelque circonstance, comme l'imposition ou le maintien de règlements corporatifs devenus onéreux (3). L'Église en outre, à commencer par l'évêque duc et pair et sa curie, n'était-elle point riche et toute puissante dans la cité ? n'exerçait-elle point une juridiction qui pouvait être en divers cas une entrave ou une occasion de chicane ? Or Lelièvre apportait une doctrine qui lui était hostile, et fournissait des prétextes de s'en affranchir.

Ce Lelièvre est resté un personnage assez mystérieux. Ses noms

(1) Voir notre autre volume *La Renaissance*, 2^e part.

(2) Expression du *Panegyricus de civitate Lingonum*, de Thomassin. Cf. *La Renaissance*, 2^e part., livre 1^{er}. Qu'on nous pardonne ! N'y a-t-il pas un reste de ce « cliché » de littérature, jusques dans la rédaction déjà bien ancienne — à laquelle on n'a pas cru devoir toucher — d'un document ecclésiastique lu encore aux fidèles du xx^e siècle ? Il y est dit que peuvent prétendre au Paradis, « même les pauvres ouvriers, et les humbles domestiques » (*sic*), formule qui n'est pas exempte d'anachronisme.

(3) Voir aux *Archives de la Haute-Marne*, G. 45 (6-10) : procédures en 1546, 1555, faites par le procureur fiscal au bailliage ducal (épiscopal) contre des conteillers accusés de contravention au règlement de leur métier-juré, et contre des « guesniers » ; les saisies de « fourreaux d'écritoires » et de « gaines à mettre couteaux », opérées par les sergents de l'évêque, comme celle faite au domicile de Denys Voillequin par le sergent ducal Potier, le 10 janvier 1556 (n. st.), purent déterminer quelque émoi. Mais nous n'en avons point de preuves positives.

d'emprunt, Séraphin d'Argences, Antoine Deschamps, et ses continuel déplacements avaient réussi à dépister les recherches. Il aurait prêché le nouvel évangile en Champagne, à Bourges, Sens, Blois, Angers. Deux de ses éclaireurs furent d'abord poursuivis en 1547 : Adrien Canal et Étienne Mulart (1). Ils étaient accusés d'être porteurs de livres scandaleux et erronés par maître Jehan Fremyn, lieutenant des prévôts des maréchaux en Champagne et Brie, par frère Nicole François, sous-prieur du couvent des Jacobins de Langres et plusieurs autres avec lesquels ils furent confrontés le 17 août. Leur procès fit à la fin découvrir la retraite de Séraphin d'Argences (2).

Le Parlement de Paris fit rechercher (3) si celui-ci avait reçu les ordres sacrés dans quelqu'un des diocèses de la province de Lyon. Il avait été déjà signalé dès 1546 (4 septembre) aux officiers royaux par le docteur Geyraldi, inquisiteur de la foi (4).

Pendant que s'instruisait son procès au Parlement (5), le bailli de Sens envoyait aussi à la Conciergerie, pour raison d'hérésie, Didier Bouchu, chaussetier, demeurant à Langres. Il fut condamné à être mené depuis les prisons de Langres à la cathédrale, pieds nus, tenant en mains une torche de cire, à y assister à genoux à une grand'messe suivie d'une prédication sur « les hérésies et secte luthérienne », à faire amende honorable devant le grand portail, puis à être le lendemain « battu et fustigé nud de verges par les carrefours de la dicte ville de Langres. » On le renvoya donc pour l'exécution de l'arrêt devant le lieutenant du bailli de Sens à Langres (6).

Quant à Robert Lelièvre, son procès criminel extraordinaire

(1) WEISS, *op. cit.*, p. 18 et n° 88.

(2) *Ibid.*, n° 71. Le procès criminel de R. Lelièvre fut instruit d'abord « tant par le prévost [ducal] de Langres que par le bailli de Sens ou son lieutenant criminel ».

(3) Arrêt du 28 juin 1548. — Certains détails montrent qu'on attachait de l'importance à la capture de ce Séraphin d'Argences. Étaient chargés de cette recherche le lieutenant général du sénéchal de Lyon et le substitut du procureur du Roi en cette sénéchaussée.

(4) Cf. HÉRELLE, *La Réforme et la Ligue en Champagne, Documents et lettres*, Paris, 1888-92, 2 vol. in-8°, t. I, p. 1.

(5) Le rapporteur en était le conseiller Guillaume Luillier.

(6) Arrêt du 16 juillet 1548. Cf. WEISS, texte, p. 153; copie aux *Arch. Haute-Marne*, fonds non classé.

s'instruisait avec celui de Jehan Thuillier dit le Camus, joueur d'instruments, Michel Mareschal et Jehan Camus, éperonnier, ses « associateurs et complices », détenus comme lui à Paris, à la conciergerie du Palais, « pour raison des cas et crimes de blasphèmes hérétiques, référans espèces d'idolatrie, conventicules occultes reprouvez et damnez, esquelles ils se sont efforcez de contrevenir et faire actes repugnans à la sainte foy catholicque et observance commune de nostre mère sainte Eglise touchant la sainte communion, et contre l'honneur et révérence du Saint Sacrement de l'autel, et aultres cas et crimes par eulx commis. »

Lelièvre, dit Séraphin, « comme principal autheur », fut condamné par un jugement signé Lizet (prononcé et exécuté le 1^{er} août 1548) (1), à « estre mis sur une claye, et sur icelle estre traîné depuys ladite Conciergerie jusques en la place Maubert. » Lhuillier, Mareschal et Jehan Camus, chacun sur un tombereau, devaient ouvrir le cortège. Place Maubert, quatre potences les attendaient. A la plus haute fut « sustenu » Lelièvre. Alentour on alluma un grand feu qui brûla tout vifs les condamnés. Le jugement porte que, si après leur condamnation, ils persistaient dans leurs blasphèmes, on leur couperait incontinent la langue. Si les trois compagnons du principal inculpé venaient à manifester du repentir et à faire « démonstration de vraye conversion à la sainte Eglise catholicque », on leur accorderait la faveur d'être « après avoir ung peu sentiz le feu, estranglez. »

En outre, le même jour, à Langres, Robert Lelièvre fut brûlé en effigie, ou, comme on disait alors, « par figure », ainsi que dans les villes de Sens, Blois, Bourges, Angers, et autres lieux.

Selon l'usage, les biens des condamnés furent « confisquez au Roy » (2).

Voici un épisode plus important encore de ces débuts du protestantisme à Langres. Il est d'ailleurs en connexion avec le supplice de Lelièvre et de ses compagnons.

Un mois après, exactement le 3 septembre 1548, était rendu un

(1) Et non le 31, comme le porte une copie fautive.

(2) Cf. WEISS, *op. cit.*, p. 173. C'est l'arrêt 101 du Registre de la Chambre ardente publié par cet auteur.

autre arrêt, en conclusion du procès (1) intenté à un groupe de protestants langrois que Lelièvre avait sans doute recrutés, ou qu'il avait tout au moins dirigés quelque temps.

Les mêmes crimes leur sont reprochés, et dans les mêmes termes, comme ayant été « par eulx spécialement commis en la maison » de l'un d'eux appelé Taffinon. C'est là que les inculpés avaient été surpris (2), tenant une assemblée prohibée, écoutant des prédications hérétiques, et célébrant la cène.

C'étaient d'une part, avec Jean Taffinon (marchand ?), Simon Mareschal, Jacques Boulerot, Guillaume Michault, Jacques Rouyer ou Royer, Marguerite Séjournant, Catherine Cuinier et Jeanne Bailly, et d'autre part Testevuyde, Jeanninet, Jean Germain, sa femme, la femme de Guillaume Michault, le fils de Guiot Coignot, Nicolas Sauvage, Annette sa femme, Georges (ou Guillaume) Provanchère et sa femme, Catherine, fille de feu M^e Pierre Ferry dit Facteur, Nicolas, serviteur de Taffinon, puis un religieux du couvent des Jacobins, nommé Argillières, et une demoiselle Marie de la Bordonnière.

Taffinon et les prisonniers de la première série furent condamnés à « estre menez en des tombereaux depuys les prisons de Langres jusques au grand Marché », pour être là « soubzlevez à potences... a l'entour desquelles sera faict ung grand feu, et en icelluy ledit Taffinon sera ard et bruslé tout vif, et son corps converty et consumé en cendre. » Les autres devaient être étranglés à la potence, avant d'être brûlés avec les livres trouvés en leur possession.

Plusieurs femmes qui avaient pris part aux réunions chez Taffinon et écouté les lectures de Séraphin d'Argences, devaient être conduites à leur supplice, après avoir ouï une grand'messe solennelle en la grande église de Langres,

« durant laquelle elles seront à genoulx, nudz piedz, tenans en leurs mains chacune ung cierge de cyre ardente qu'elles porteront à l'offrande de ladite messe, et laquelle messe dicte assisteront à une prédication qui sera faicte en ladite église par ung bon

(1) La première mention de ce procès se réfère au 28 juin.

L'enquête fut faite par le lieutenant Petit (Cf. Odon JAVERNAULT, *Mémoires et antiquitez de la ville de Langres*, p. 180, ms.).

(2) Par le lieutenant Anselme Petit, rue de la porte (de l'Apport) au Pain. Cf. PIETREQUIN, *op. cit.*, p. 387; TABOUROT (TH.), *op. cit.*, p. 517; VIGNIER, *Notes*, p. 29.

et notable personnage, exhortative au peuple, singulièrement et principalement de la révérence et adoration du précieux corps de Nostre Seigneur Jesuchrist, ensemble de l'observation des commandemens de notre mère sainte Église, révérence de la doctrine d'icelle, détestation et réprobation desdits conventicules et privées assemblées, des lectures et interprétations par gens laïz et mécaniques des livres en français reprouvez et damnez, dogmatizations et prédications abusives que se font par lesdicts gens laiz sur les saintes Évangiles ; et ce faict, seront menez devant le grand portal de ladicte église, et illec à genoulz, nudz piedz, tenant chacune d'icelles une torche de cyre ardente du poids de deux livres, faire amende honorable et dire et déclarer par chacune d'icelles à haulte voix, que follement, témérairement et indiscrettement elles se sont trouvées esdicts conventicules faicts en la maison dudict Taffinon, et illecq ouy les lectures dudict Séraphin d'Argence, dont elles requerront pardon et mercy à Dieu et au Roy et à justice. »

C'étaient Edme Genevois, Anne Guillaume, Jeanne Coignot, femme de Bolerot, et Claudine Baillet, femme de Rouyer.

De plus, Edme Genevois et Anne Guillaume étaient condamnées à assister à l'exécution du feu, « à genoulx sur ung eschafault... dressé en un lieu éminent. » Quant à Claude Baillet qui était enceinte, elle devait « estre battue, nue de verges ayant la corde au col, par les carrefours de Lengres », mais six semaines après son accouchement. A toutes, la Cour fit en outre défense de se trouver désormais aux prédications et conventicules illicites, et ce, « sur peine du feu. »

Le jugement ordonnait aussi que la maison de Taffinon serait rasée entièrement pour perpétuer le souvenir de sa punition, « et bailler crainte aux mauvais de commectre semblables cas et crimes. » A la place, une chapelle y serait élevée et consacrée en l'honneur du Saint Sacrement de l'autel, dans laquelle chaque jeudi, à 7 heures, une grand'messe serait célébrée. Une partie des biens confisqués des prisonniers servirait à cette fondation (1). Afin de hâter la construction, « l'évesque de Lengres, dit le jugement, sera tenu avancer la somme de quatre cens livres parisis », sauf à les recouvrer sur les biens des condamnés, à quoi il « sera contraint par prise et saisissement de son temporel. »

« On institua aussi une procession solennelle avec les mêmes cérémonies que celles du sacre d'Angers (2). »

(1) Le reste aurait été confisqué au profit de Claude de la Val et du seigneur de Bois Dauphin (1549). JAVERNAULT, *Mém.*, p. 113.

(2) JAVERNAULT, *Mém.*, p. 113.

Quant au second groupe de prévenus, Testevuyde et les autres mentionnés plus haut, plusieurs avaient obtenu un sursis de trois jours, mais ils étaient appelés à comparaître trois semaines après « sur peine de bannissement de ce royaume, confiscation de corps et de biens, et d'estre attainctz et convaincuz des cas à eulx imposez. » En attendant, on ferait l'inventaire de leurs biens meubles.

Deux autres défailants s'étaient purement et simplement mis en sûreté, savoir : Nicolas, serviteur de Taffinon, et le Jacobin Argillières (1). La cour ordonnait de les rechercher et emprisonner.

Elle renvoyait les prévenus pour exécution devant le bailli de Sens ou son lieutenant-criminel (2).

On voit que dans ces diverses poursuites et condamnations des luthériens, c'est le Parlement de Paris et les agents du pouvoir royal qui jugent et exécutent, et au besoin contraignent l'évêque du lieu à s'astreindre à telle mesure qu'ils ont ordonnée.

Quant aux habitants de Langres, ils voyaient cette répression d'un bon œil, puisqu'ils feront une requête pour empêcher les « Huguenots » de rester dans la ville. Leur sentiment à cet égard paraît bien avoir été exactement traduit dans cette appréciation versifiée que l'un d'eux, Antoine Delestre, recteur ou parent du recteur de ce nom au collège, a tracée au verso du dernier feuillet d'un exemplaire de Juvénal qui lui appartient dès 1522 :

*In tetrum, Lutære, chaos descende, nephande,
Liquisti nobis nil nisi triste chaos.
Lingonis, exulta ne pars sincera trahatur :
Exustum est quod erat scandalon igne tibi :
Civibus egregiis, paucorum pena malorum,
Lingonicis turpem non dat habere notam* (3).

(1) Il se serait réfugié à Genève, d'après JOLIBOIS.

(2) Voir la copie de cet arrêt du Parlement rendu à la suite du procès criminel fait par le bailli de Sens ou son lieutenant criminel contre Jean Taffinon et consorts, aux *Archives de la Haute-Marne* (fonds non classé), et le texte original aux *Arch. nat.* Cf. WEISS, *op. cit.*, n° 101 ; cf. n° 104.

Disons, à ce propos, que les registres de l'officialité de Langres pour cette époque ne se trouvent point au dépôt des Archives de la Haute-Marne où il semble qu'on devrait les rencontrer.

(3) Cf. L. TECHENER, *Bibliothèque champenoise*, n° 337. — Cet exemplaire appartient dans la suite à Théodecte Tabourot. Voir aussi l'*Antimartyrologe* de SEVERT, cité par PIETREQUIN, p. 387.

Funeste Luther, descends dans le noir chaos ; oui, un triste chaos, voilà tout ce que tu nous as laissé. Langres, réjouis-toi, et que la partie fidèle de ton peuple ne se laisse point entraîner ! On a livré au feu ce qui t'était un scandale. Aussi le châtement de quelques méchants empêche que les Langrois excellemment fidèles méritent une note d'infamie.

Nous pouvons supposer que dans la banlieue langroise, le protestantisme avait dès lors fait des adeptes, ainsi à Brevoines, à Saint-Geosmes, à Champigny-lez-Langres, à Jorquenay, à Percey-le-Pau-tel, et un peu plus loin vers l'est, à Pressigny, dont les Choiseul-Langres-Chamarandes feront « un vrai boulevard de l'hérésie. »

Le fait suivant se rattacherait-il à une diffusion de ce genre ?

Une dame Jacqueton de Bussiè-res-lez-Belmont fut condamnée vers cette époque, pour sortilège et maléfice, à être conduite, la corde au cou, devant l'église pour y abjurer le démon, à genoux et torche au poing, puis à être attachée à un poteau, à demi étranglée, enfin brûlée, et ses biens confisqués. Ses complices devront de même faire amende honorable devant l'église, assisteront au supplice, puis après avoir été marqués « ès fers chaulx sur le doz », seront bannis « hors des bans et finages de Bussiè-res » avec défense d'y fréquenter à peine de la hart. Leurs biens seront confisqués (1).

*
* * *

A Bussiè-res, nous touchons à la Comté.

Sur d'autres points de la partie champenoise du diocèse de Langres, relevons encore quelques cas de répression de l'hérésie. En voici un qui se produit à une autre extrémité.

Le 3 octobre 1548, à la suite du procès criminel fait par le bailli de Bar-sur-Seine (2), le Parlement de Paris condamna Léonard Dupré, prisonnier en la Conciergerie, à être brûlé vif place Maubert, avec les livres prohibés trouvés en sa possession, après avoir été soumis à la « torture et question extraordinaire pour lui faire nommer ses compagnons et complices. » En même temps que l'arrêt était

(1) *Arch. com. de Bussiè-res-lez-Belmont*, copie sans date, ni signature, d'un extrait d'un arrêt de Parlement. — Voir DEY, *Hist. de la sorcellerie au Comté de Bourgogne*, dans : *Mém. com. arch. Haute-Saône*, t. II (1860-61).

(2) Au point de vue judiciaire, Bar-sur-Seine relevait de la Champagne.

exécuté à Paris, Dupré était brûlé en figure à Bar-sur-Seine, sur le grand Marché (1).

Le 24 janvier 1549, Florent Dubuys, poursuivi pour blasphèmes et propos scandaleux par le bailli de Bar-sur-Aube dont il appelle à Paris, est mis à la question et condamné à faire amende honorable devant l'église principale de Bar-sur-Aube, puis à entendre une prédication contre les erreurs luthériennes, et à cet effet, renvoyé au bailli (2).

Le 2 avril 1549, Georges Senault et Augustin Potier envoyés, à la Conciergerie par le bailli de Chaumont-en-Bassigny pour erreurs luthériennes, sont condamnés à « faire faire ung image et représentation de saint Fiacre, de la valeur et estimation de huict livres parisis, lequel sera mis et posé en lieu convenable de l'église paroissiale de Lécourt, et pour iceluy mettre et poser, sera faite une procession audict lieu de Lécourt, où assisteront lesdicts prisonniers, testes et piedz nudz et en chemises », et après, ils entendront une prédication et feront amende honorable devant le grand portail, disant que ... « follement... ilz ont atempté à l'ymage et reputation dudict saint Fiacre (3). » A Lécourt, nous sommes dans le Bassigny champenois, non loin du Bassigny lorrain, dont un des centres de propagande protestante va être le château de Reynel (diocèse de Toul), possession de Françoise d'Amboise, nièce du cardinal Georges II d'Amboise. Elle chassa le chapitre de sa collégiale, y installa un ministre nommé Alexandre, lequel serait allé prêcher les nouvelles doctrines jusqu'à Chamarandes près de Chaumont (4).

Nous sommes aussi à deux pas de Morimond. Le cardinal de Givry s'y rendit, d'après l'abbé Dubois, pour reconforter des religieux spoliés et expulsés des pays rhénans par les princes luthériens. Il fit, dit-il, de cette abbaye comme un centre de résistance à l'hérésie dans le pays du Bassigny (5) contre les émissaires venant de Lamarche et de Neufchâteau.

L'époque (1548-1549) où eurent lieu les diverses répressions que

(1) Cf. WEISS, *op. cit.*, p. 249 (n° 142).

(2) Cf. WEISS, *op. cit.*, n° 199, cf. 194.

(3) WEISS, *op. cit.*, p. 353 (n° 264).

(4) Cf. S. COLLET, *Notice hist. sur la commune de Reynel*, Chaumont, 1903, in-8°.

(5) Cf. DUBOIS, *Histoire de l'Abbaye de Morimond*, 3^e éd., 1879, p. 422.

nous venons d'indiquer, coïncide, dans l'ensemble, nous le savons (1), avec le temps de la mission du cardinal de Givry en Italie. Il fut alors de longs mois absent de son diocèse.

Un détail qui semble encore l'indiquer, c'est que ce fut le doyen Pignard qui s'occupa d'édifier et de doter la chapelle de réparation érigée à Langres sur l'emplacement de la maison Taffinon (2).

Présent ou absent, Givry ne devait point se désintéresser des efforts accomplis pour réprimer l'hérésie.

Mais enfin nous allons constater une fois de plus que si plusieurs de ces démarches répressives se présentent à un moment donné sous le couvert de son autorité, ce fut par l'intermédiaire de ses représentants et qu'il ne dut pas y avoir une part directement personnelle. C'est ce que nous voyons pour le diocèse de Poitiers dont il était aussi évêque.

Il était parti à Rome, au conclave, lorsque durant l'hiver de 1549-1550 furent exercées en son nom des poursuites contre certains Poitevins accusés d'hérésie. C'est dans ces conditions qu'il requérait, le 24 décembre 1549, la cour de Paris de juger « pour le regard du cas privilégié le procès du prêtre messire André Fein, accusé d'hérésie, procès qui a été fait et parfait par son official « sur le délit du droit commun ». La cour accède et ordonne d'envoyer le prisonnier avec le procès à la Conciergerie (3).

Le 8 janvier 1550, Estienne Lugré envoyé à la Conciergerie par le sénéchal de Poitiers est renvoyé à l'évêque de Poitiers aux dépens de ce dernier, « pour lui parfaire son procès sur le délit commun, à la charge du cas privilégié s'aucun en y a (4). »

(1) Cf. plus haut, p. 249.

Notons que Givry était, au mois de septembre 1549, à Mussy où il ordonnait à la tonsure, le 21, Jean de Gand, fils de l'écuyer du seigneur de Lantages (*Bibl. nat.*, ms. lat. 26, n° 112 : lettre testimoniale paraphée Lefèvre, avec sceau).

(2) Ce monument expiatoire de la Réforme s'appela la Chapelotte. Il fut démoli sous la Révolution. (Cf. MARCEL (L.), *Une page de l'histoire du bâtiment à Langres au XVIII^e siècle*, Langres, 1922, in-8°, p. 4).

(3) WEISS, *op. cit.*, n° 333.

(4) *Ibid.*, n° 341. Ce Lugré avait naguère été transféré à l'hôtel-Dieu à cause de la peste qui l'épargna ; évadé, puis repris, il avait été par le Parlement condamné à être brûlé à Poitiers (oct. 1548), et, comme on voit, non exécuté, sans doute parce

La Chambre ardente avait ordonné de l'arrêter avec Mathurin Raguy, dit Trompillon, Simon, et Denys, imagier, chez qui Simon prêchait (1).

Trompillon fut condamné le 2 octobre 1548 pour propos scandaleux et erronés et mis à la torture. Après avoir fait amende honorable, pieds nus, en chemise, un cierge à la main, devant le grand portail de la cathédrale de Poitiers, il fut battu et fustigé trois jours par la ville, puis banni du royaume et ses biens confisqués (2).

Le 8 janvier 1550 également, Jehan Pichon et Simon Serpier furent aussi renvoyés à l'évêque de Poitiers, dans les mêmes conditions (3).

Mentionnons encore d'après Bodin (4), que le 12 décembre 1553, à Poitiers, Guillaume de Line, docteur en théologie, fut condamné comme sorcier pour avoir prêché que tout ce qu'on disait des « sorciers n'était que fables ». C'était alors sous l'épiscopat de Jean d'Amoncourt.

Mais revenons au diocèse de Langres.

Si Givry n'eut guère, étant souvent éloigné, à intervenir personnellement lors des premières années du règne de Henri II, dans les mesures qui sous l'impulsion du « bras séculier » tendaient à arrêter les progrès du protestantisme, nous avons constaté quelques-unes de ses démarches dans les années suivantes, notamment à Dijon.

Nous avons vu qu'à la fin de sa carrière, le mouvement allait grandissant. Il crut alors devoir prendre, en vertu de son autorité spirituelle, une mesure grave dont la seule énonciation risque de choquer certains esprits (5), mais qu'il estima opportune et légitime. L'épiscopat y avait recours, d'ailleurs, dans toute la France, à l'inspiration du pouvoir royal, et elle avait été naguère envisagée par les conciles de Sens et de Lyon.

que sur les entrefaites on le réexpédiait à Paris (n° 340). Lugré finalement échappa à la peine capitale et semble s'être retiré aux Pays-Bas. Il était libraire (cf. *op. cit.*, p. xcv).

(1) WEISS, n° 167.

(2) *Ibid.*, n° 162.

(3) *Ibid.*, n° 346.

(4) *Démonomanie des sorciers*, Paris, 1581, in-4°.

(5) Elle est fondée sur l'Évangile. Cf. *Év. selon saint Mathieu*, XIX : « *dic Ecclesiæ* ». Mais elle suppose d'abord un avertissement fraternel et secret, fait en toute charité au délinquant présumé (*ibid.*).

Le 15 septembre 1560, de son châtel de Mussy, il faisait avertir tous ses fidèles, par une lettre (1) qu'on devait lire dans toutes les chaires, et afficher dans toutes les églises, d'avoir à dénoncer dans les huit jours, à partir du moment où ils en auraient connaissance, au curé de leur paroisse ou à son vicaire, tous les adhérents ou fauteurs de l'hérésie, qu'ils viendraient à connaître.

Pour qu'aucun doute ne fût possible, l'ordonnance donnait le signalement des catégories de coupables à dénoncer. C'étaient : ceux qui ont « soutenu, aidé, favorisé ou dogmatisé, ou qui de présent soutiennent, aident, favorisent ou dogmatisent soit en secret ou en public la *séditieuse doctrine luthérienne* ou autre contraire à notre sainte mère Eglise »... ; ceux qui ont « ou recèlent aucuns livres censurés contenant doctrines réprouvées, horreurs, blasphèmes hérétiques et schismatiques contre notre sainte foy catholique »... ; ceux qui ont « soutenu, dit, écrit, ou dit en secret ou en public, ou enseigné et dogmatisé soit en prédication, lectures, banquets, conversations, assemblées, conventicules qui se font de nuit ou autrement, ladite doctrine luthérienne et autre doctrine contraire à la foy et aux sacrements de notre mère sainte l'Église, à l'honneur, puissance et vénération des saints, aux dignités, hiérarchie, statuts, constitutions, mérites et prières accoutumés et à toutes les observances et cérémonies d'icelle Église romaine et catholique »... ; ceux enfin qui « nuitamment ont porté par cette (ville) de Lengres masques avec longs bois dans des assemblées secrètes, chantant chansons, psaumes et cantiques non reçus de l'Église, ce dont les bons chrétiens, gens de bien et catholiques, sont grandement scandalisés (2). »

L'obligation de faire cette révélation était « sur peine d'estre escommunié huit jours après, et huit jours après « aggravé » (3), et encore huit jours après, « réaggravé ».

(1) *Arch. Haute-Marne*, fonds du Chapitre, partie non classée.

(2) Nous rajeunissons un peu ici le style. Nous adressons nos remerciements à M. l'abbé PRUDHON, de Dijon, qui prépare un important travail sur le Protestantisme en Bourgogne à partir des guerres dites de religion, et a bien voulu nous signaler ce document émané de Givry.

(3) On appelait « aggrave », l'anathème prononcé par l'official contre l'excommunié insoumis. On le fulminait devant la communauté paroissiale au son des cloches, et le prêtre jetait à terre des cierges allumés, puis du pied les éteignait. Celui qui était l'objet de cette censure était dit « aggravé ».

Et le curé ou son vicaire devait, sous peine d'excommunication également, en la présence de l'un des marguilliers de son église « rédiger lesdites révélations par écrit, les signer et porter ou envoyer devers mondit seigneur en son chastel de Mussy. »

Tous les réguliers « exempts ou non exempts, mendiants et non mendiants », recevaient de même l'avertissement d'avoir à faire dans les huit jours les révélations en question « audit reverendissime ou aucuns ses vicaires ou officiers. »

La rigueur même de ces mesures montre les progrès qu'avaient faits, dans les dernières années de l'épiscopat du cardinal de Givry, les fauteurs et les partisans de la « séditeuse doctrine luthérienne », ou encore ceux-là qui, sous ce couvert, tendaient à former des partis opposés à l'Église officielle en même temps qu'à l'État. Ils commençaient, on le voit, à s'armer et à tenir des réunions clandestines.

La ville de Langres, douze ans après la condamnation et le supplice de Lelièvre, Taffinon et autres, paraît donc avoir compté un certain nombre de « luthériens », dont beaucoup sans doute étaient seulement des « malcontents », lesquels s'assemblaient, en dépit des menaces portées dans les édits royaux et déjà mises à exécution.

Ils seront l'objet de la surveillance du chapitre, et de l'hostilité de la population (1).

Le protestantisme, à peine implanté, paraît avoir été à peu près évincé de Langres (2). Au début du XVII^e siècle, c'est en vain que les religionnaires essaieront d'obtenir du Parlement le droit de faire leurs prêches et célébrer leur culte dans quelque'un des villages voisins. L'évêque Charles des Cars leur fit assigner pour cela le village d'Estigny près de Sens, à 33 lieues ! Ils étaient alors, du reste, en nombre infime à Langres : 18 familles (3).

*
* *

L'esprit séditieux qu'avec son tempérament d'homme de gouver-

(1) Cf. *Arch. Haute-Marne*, fonds du chapitre (non classé), 1562-1564.

(2) Notons ici que d'après HAAG, *loc. cit.*, il y aurait eu en 1562 une église protestante organisée à Montsaugéon (21 kilomètres au sud de Langres). N'y a-t-il point là une exagération ?

(3) Cf. PRUNEL, *op. cit.*, p. 73. Sur les destinées ultérieures du protestantisme à Langres, voir chan. MARCEL, *La révocation de l'édit de Nantes à Langres*, dans la *Revue de Champagne et de Brie*, sept-oct. 1925.

nement, Givry avait signalé trente ans auparavant, dès Mâcon et Lyon, dans les « erreurs luthériennes », il pouvait en mourant le reconnaître toujours. Le danger qu'il avait dénoncé, en évêque et en agent fidèle du pouvoir royal, n'avait point disparu : l'orage qu'il avait vu poindre à l'horizon commençait d'éclater dans tout le royaume. Il s'était grossi de tout ce qui, sous prétexte de réforme religieuse, avait dans les derniers temps contribué à le précipiter : crise révolutionnaire autant que religieuse.

Les mesures d'intimidation et de répression n'avaient pu que le retarder. Au moment où se clôturait la carrière de Givry, toutes sortes de causes à la fois sociales, économiques, et politiques, contribuaient à créer un courant qui portait le protestantisme, devenu le parti des « malcontents » autant et plus qu'une Église, et nous sommes déjà arrivé à l'époque où il faut parler des « origines politiques des guerres de religion. »

Dans son diocèse, en face du protestantisme à ses débuts, alors que deux traits surtout caractérisaient celui-ci, savoir un esprit religieux assoiffé de renouvellement, et une tendance à se soustraire à l'autorité de l'institution ecclésiastique dont le pape et les évêques étaient les organes, non moins — en fait — qu'au pouvoir civil qui avait partie liée avec elle, le rôle de notre cardinal, évêque duc et pair de Langres, n'avait pas été sans difficulté ni sans grandeur. On peut dire qu'il s'efforça vraiment d'appliquer le programme dont il avait promulgué les directives au concile de Lyon en 1528 : d'une part, réforme catholique par une vie chrétienne meilleure, par l'observation des règles salutaires et traditionnelles qui concernent l'attitude du clergé et le ministère pastoral, et d'autre part, opposition décidée aux « erreurs luthériennes », par la surveillance des hérétiques, leur mise à l'index et au besoin leur répression canonique et civile.

En ce qui concerne ce dernier point, nous avons saisi des traces de son action, sans avoir pu en connaître ce qu'elle eut de plus caché et aussi, sans doute, de plus important, comme l'influence qu'il dut avoir à cet égard dans les conseils de Louise de Savoie, du roi François I^{er}, puis peut-être aussi de Henri II, bien que nous inclinions à penser que son crédit sous ce dernier règne ne fut pas ce qu'il avait été sous le précédent. Nous pouvons y distinguer, entre autres, deux traits : d'abord l'importance attachée à la surveillance des

livres imprimés ou colportés, des libelles hérétiques, qui étaient l'équivalent de la presse, comme nous dirions aujourd'hui ; ensuite l'exercice de l'autorité épiscopale poussée jusqu'à obliger les fidèles, sous peine d'excommunication, à lui dénoncer les partisans de la « séditeuse doctrine luthérienne ».

Certes, il fut au nombre des adversaires des « luthériens ». Cependant, par suite de diverses circonstances, il nous paraît qu'il ne fut point mêlé personnellement aux préliminaires des supplices qui eurent lieu à Langres et à Dijon. L'invitation même que lui fit un jour le Parlement de venir plus fréquemment dans cette dernière ville, au temps où la répression de l'hérésie y battait son plein, indique peut-être qu'il préférait se tenir à l'écart des mesures de rigueur, dont se chargeaient les pouvoirs civils. Les contemporains l'ont loué pour sa mansuétude.

Ils l'ont loué aussi comme l'un de ces évêques « meilleurs », *probatiores*, que le peuple chrétien salua comme des envoyés de la Providence, destinés à remédier aux malheurs de leur temps. Ils ont reconnu qu'il était une autorité parmi les meilleurs prélats et les plus grands du royaume, à cause de la façon édifiante dont il administrait le diocèse de Langres : *cujus auctoritas inter maximos et gravissimos antistites excellit, et omnis mansuetudinis plena, cujus ductu curaque grex pascitur sanctissimorum hominum, cujus consiliis et institutis stat omnis stabiliturque religiosorum Ecclesia* (1). Ils remarquaient qu'il avait su s'entourer de saints collaborateurs. Avec eux il eut à cœur, nous l'avons vu, d'encourager ses diocésains, de les grouper, de les prémunir contre la superstition, de les ramener à une saine pratique religieuse ou les y maintenir. Nous l'avons vu contribuer à l'institution ou à la rénovation de confréries dont l'objet direct était de renforcer l'union entre les fidèles et les pasteurs, de multiplier les manifestations publiques de la soumission à ceux-ci, de la foi aux indulgences, à la valeur des œuvres pies, à la réalité de la « communion des saints », à l'efficacité de l'intercession des bienheureux célestes, et surtout de conserver et ranimer la foi à la « présence réelle » niée par les novateurs, ainsi que le respect de l'autorité ecclésiastique.

(1) P. BARTELON, cf. *suprà*, p. 203.

Nous avons vu encore qu'il s'efforça d'extirper également certains abus, qu'il prônait un meilleur recrutement du clergé, recommandait aux pasteurs par l'intermédiaire des doyens ruraux, curés et vicaires, d'instruire les populations sur les articles de la foi et les préceptes de l'Église, d'administrer avec révérence les sacrements, de mener une vie exempte de reproches, de lire et méditer les livres traitant de piété sacerdotale et d'action pastorale, et qu'enfin il s'attacha à améliorer les formules et l'ordre de la prière publique, à rendre la célébration du culte décente, à embellir chapelles et églises. Nous avons signalé des preuves de sa vigilance concernant les livres suspects, noté son goût de l'ordre dans ses abbayes et son goût aussi de l'autorité, nécessaire à qui a mission de conduire les hommes, et encore son sentiment de la responsabilité.

Cette vie exemplaire, ce pastorat qu'il exerça, n'était-ce point la meilleure manière de combattre la Réforme protestante en lui opposant une Réforme catholique et hiérarchique, en lui enlevant ses prétextes et ses armes par la satisfaction donnée à ce qu'il y avait de fondé dans ses réclamations et ses critiques ?

Put-il faire davantage ? Sans cesser de nous accorder aux appréciations élogieuses des contemporains, meilleurs juges que nous, nous pouvons nous demander si certains abus essentiels dont il n'était point responsable n'ont point paralysé en partie, ou restreint à l'excès, l'effet de ses désirs et de ses entreprises pour une réforme profonde et véritable, abus qui étaient comme des institutions d'État, que l'épiscopat d'alors dut supporter ou dont il s'accommoda. Eu égard à la situation de l'Église dans l'État d'alors, les abolir eût été une véritable révolution. Pour que cette révolution s'accomplît, il faudra toute une série d'efforts à la suite des convulsions des guerres de religion (1). Nous voulons parler de la commende, des nominations faites par le Roi ou d'autres dispensateurs de bénéfices avec des visées trop temporelles, de l'exemption, du cumul bénéficial, du défaut de résidence des curés dits primitifs, sans

(1) Le clergé, il est vrai, eût pu commencer, en renonçant de lui-même aux avantages — apparents — de certains abus. C'est ce qu'il fera en principe en 1585, à l'assemblée de Blois, puis en 1615, aux États-Généraux. Du temps de Givry, il ne s'y croyait pas encore autorisé.

parler des facilités que les clercs insoumis et les exempts rebelles trouvaient auprès des Parlements, grâce à l'appel comme d'abus.

Personnellement, Givry fut abbé commendataire. Pour les abbayes qui se trouvaient dans son diocèse, on peut et même l'on doit lui trouver une excuse. Être abbé de Pothières, de Saint-Étienne et de Saint-Bénigne de Dijon, c'est-à-dire chez lui, c'était le meilleur moyen, le seul possible même, eu égard à la situation d'alors, de reprendre du terrain dans son diocèse, en réduisant d'autant le nombre et l'importance des exempts. La crosse abbatiale était ainsi dans les mêmes mains qui tenaient la crosse épiscopale. Il restait encore un champ trop vaste où son autorité risquait d'être méconnue, ou de ne pouvoir du moins s'exercer utilement. Dans son diocèse, il n'était point le maître absolu. Il chercha à l'être. Quoique placée sur un autre terrain, l'exigence de l'hommage par ses archidiaques et autres visait à ce but.

La limitation de l'exemption était nécessaire. Qu'on se rappelle les pénibles préliminaires de l'assemblée de Lyon. Sous couleur d'exemption, c'était à qui parmi les députés du diocèse de Langres, comme des diocèses voisins, manifesterait des vellétés d'indiscipline, et avant de s'intéresser au bien général, à l'œuvre urgente de la Réforme, songerait à ses intérêts particuliers.

Il cumula des évêchés, mais y renonça assez vite, sauf pour celui de Poitiers qu'il garda jusqu'au sacre de son fidèle d'Amoncourt et reprit à la fin par regès.

Employé au service du Roi, à la Cour, au Conseil, dans des missions au delà des frontières, il ne résida point constamment dans son diocèse. On ne saurait songer à le lui reprocher spécialement. Cela arrive même de nos jours et les circonstances l'exigeaient ainsi. Dans les dix dernières années de sa vie, il ne le quitta guère. C'était à la suite, il est vrai, des ordres de Henri II à tous les évêques de France en 1551 (1). C'était aussi par détermination personnelle. Même dans la période qui précéda, on l'a noté, il résida le plus possible.

N'oublions pas enfin que Givry quitta ce monde, plus qu'octo-

(1) L. ROMIER, *Les origines politiques des guerres de religion*, Paris, 1913, 2 vol. in-8°, t. I, p. 23.

général, avant que le concile de Trente eût mis au jour, dans ses dernières sessions (1), la partie la plus décisive de son œuvre en ce qui regarde le gouvernement spirituel des diocèses, celle qui comprend les décrets *De Reformatione* (2). Il n'eut pas en mains ces règles libératrices, et concernant l'Église universelle. Une fois qu'elles purent être appliquées en France — soixante ans après lui — quand fut négligé l'obstacle longtemps dressé des vetos du pouvoir royal (3) et des susceptibilités gallicanes du Parlement, elles furent, aux mains de grands évêques et de saints personnages du XVIII^e siècle, des instruments efficaces de rénovation. Un Zamet, par exemple (4), s'en servit pour promouvoir le progrès religieux, et remédier à une situation déplorable dûe aux troubles des guerres de religion. Il le put d'autant mieux qu'il se fit seconder par des organismes nouveaux d'apostolat et de vie spirituelle (5) qui n'existaient point du temps de son illustre prédécesseur du XVI^e siècle, et que les degrés et les limites de « l'exemption » avaient été fixés de manière à rendre un plus libre jeu à l'autorité épiscopale. Givry, quoique chef de plusieurs abbayes de son diocèse, était moins armé pour le bien. D'ailleurs les maux qu'il s'agit de guérir à l'âge suivant, avaient-ils alors exercé au même point leurs ravages ?

Et cependant nous avons pu constater à sa louange que le cardinal de Givry fut, comme son illustre et jeune collègue le cardinal de Lorraine, archevêque de Reims, et avant lui, un prélat attentif

(1) Sous l'influence des légats pontificaux, et aussi, comme on sait, du cardinal Charles de Lorraine, dont on a vu les relations avec le cardinal de Givry. Celui-ci n'assista point au concile, auquel ne prirent part, avant 1561, date de sa mort, que quelques prélats français en nombre insignifiant.

(2) Sessions XXI-XXIV.

(3) Cf. MARTIN (V), *Le Gallicanisme et la Réforme catholique*, Paris, 1919, pp. 102, 128. C'est seulement aux États de Blois en 1576, et à l'assemblée de Melun en 1579, que le clergé français songe à demander au Roi la publication des décrets réformateurs de Trente.

(4) Cf. PRUNEL, *op. cit.*

(5) Ainsi à Langres, à Dijon, les maisons de prière, d'enseignement et de prédication des Oratoriens, Jésuites, Capucins, et pour les femmes celles des Ursulines, des Dominicaines, des Carmélites, des Annonciades, des sœurs de la Visitation et de Sainte-Marthe, sans parler du Séminaire de Langres fondé par les Oratoriens, tous établissements qui n'existaient point du temps de Givry. Presque toutes ces congrégations datent de la fin du siècle, ou du XVII^e.

à plusieurs des points qui devaient faire l'objet des délibérations du concile de Trente, et que la Réforme, qui était alors dans les vœux de beaucoup, eut en lui un partisan. Pour commencer de la réaliser, il n'attendit point le concile dont on parlait depuis si longtemps et dont enfin le Pape Paul III (1534-1549), le premier, devait dès son avènement annoncer la réunion. •

Les décrets de Lyon, les statuts diocésains de Langres et de Poitiers ont devancé, sur plus d'un point, à la fois les mesures du pouvoir civil, et les décrets de réforme du concile de Trente, sinon même les premiers projets réformateurs que devait mettre sur pied à Rome la commission de cardinaux dont faisait partie Frégose, celle-là même qui élaborait l'important *Consilium* de 1538 (1), relatif aux décrets à édicter par le « futur concile ».

(1) Cf. PASTOR, *op. cit.*, t. V (Paulus III).

LIVRE QUATRIÈME

LA PHYSIONOMIE MORALE
ET LA FIN
DU PREMIER CARDINAL DE GIVRY
(1561)

LIVRE QUATRIÈME

PHYSIONOMIE MORALE DU CARDINAL DE GIVRY. — SON MÉCÉNAT

Dernières années. — Testament et mort (1561).

Dans l'une de ses lettres écrites d'Italie, fatigué, vieillissant, le cardinal de Givry exprimait le désir de se retirer tout bellement en sa maison (1).

De fait, il passa ses dernières années dans son diocèse, à partir de 1550 ou 1551, dans le tranquille manoir des évêques de Langres à Mussy, dans celui plus solitaire de Gurgy, au milieu des forêts, et en son palais épiscopal à l'ombre de sa cathédrale Saint-Mammès.

On l'a vu : ce ne furent point les moins chargées d'œuvres et de soucis. Rappelons seulement la lutte qu'il avait dû soutenir pour défendre les privilèges de son duché-pairie, et les progrès de l'hérésie que la répression de 1548 avait enrayés pour un temps seulement. A Dijon, à Langres même et sur d'autres points de son vaste diocèse, elle prenait décidément figure ; l'esprit de révolte contre l'autorité de l'Église gagnait ici et là des adhérents. Givry dut se rendre plusieurs fois à Dijon, pour s'entendre avec le Parlement et le gouverneur, travailler à écarter de son troupeau les brebis récalcitrantes et les loups déguisés. De Langres même, lui parvenaient à Mussy d'inquiétantes nouvelles. Il put percevoir les signes avant-coureurs des troubles qui allaient faire tant de ruines. L'Église entière était

(1) Voir aux P. J. cette lettre au cardinal du Bellay. (B. N., fr. 10485, f. 100).

divisée et déchirée par le schisme. Dans sa famille même ne voyait-il pas poindre aussi les dispositions qui quelques années plus tard en conduiraient plusieurs membres à la Réforme protestante (1) ?

La maladie et les deuils aussi l'éprouvaient (2). Ainsi s'explique cette tristesse que les chroniqueurs ont notée, dont son portrait d'octogénaire garde la trace (3).

Mais l'embellissement de sa cathédrale, accompli de concert avec son parent et fidèle ami Jean d'Amoncourt, avait été une diversion à ces graves préoccupations. Il avait eu là l'occasion de montrer une fois de plus, et de grande façon, sa libéralité et son goût.

C'est que durant toute sa carrière il s'était intéressé aux arts. Nous aurons lieu de le constater en détail dans un autre volume. Nous y suivrons aussi les autres manifestations de ce goût éclairé qui doit mériter au cardinal de Givry d'entrer, et en bonne place, dans la galerie des Mécènes de son temps.

Nous ne pouvons ici que rappeler les principales.

A Pagny, château que l'amiral Chabot de son côté transformait en demeure princière, qui pût faire figure en face de celle que son ancien compagnon et rival Anne de Montmorency élevait à Écouen, en attendant Chantilly, le cardinal de Givry « fit faire », ou plutôt rebâtir cette chapelle exquise qu'on voit encore, dépouillée malheureusement d'une bonne partie de ses bijoux. Il fit de ce temple de Dieu un sanctuaire d'art en même temps. Heureux hasard ou dessein calculé, il se trouve que cette chapelle de Bourgogne, proche de la Comté, placée en un pays où l'art gothique avait jeté au ^{xv}^e siècle un incomparable éclat et qui était entre l'Italie et l'Ile-de-France un « seuil » de passage et d'arrêt pour les artistes d'outre-monts, formés au nouveau style imité de l'antique, a été, pour les influences et les tendances diverses de l'art de cette époque, comme un lieu de rendez-vous. Art gothique (art français plutôt), et art antique —

(1) Ainsi ses petites-nièces Jeanne de Chabot, abbesse du Paraclet, et Charlotte de Bourbon-Montpensier, abbesse de Jouarre, laquelle quitta son monastère en 1572 et épousa Guillaume d'Orange, prince de Nassau, son parent éloigné.

(2) Signalons la mort de Jean d'Amoncourt en 1559, la maladie de sa petite-nièce Jacqueline de Longvilly, duchesse de Montpensier.

(3) Voir dans *Le cardinal de Givry, La Renaissance*, Dijon, 1926, gr. in-8° : *Les Portraits du cardinal de Givry*.

celui que nous appelons à tort ou à raison Renaissance—y ont produit, aux frais du cardinal et sous son inspiration, des œuvres en quelque sorte parfaites : un édifice de style flamboyant, aux voûtes à liernes et tiercerons, aux pilastres cantonnés de colonnettes, aux chapiteaux historiés selon le style nouveau, un retable flamand et un tabernacle Renaissance, un « jubé » ou cancel d'une pureté de lignes toute athénienne, des tombeaux dont les gisants ont été taillés dans l'albâtre par des imagiers de grand talent et dont la décoration, ici est encore gothique, comme à Brou, et là italienne, des vitraux, un « pavement », qui étaient des merveilles, et au dehors un portail Renaissance ciselé avec une grâce et une facilité infinies, surmonté de statues où survit avec succès l'art traditionnel.

A Fontaine-Française, à Mirebeau, à Couchey, ce seront encore des chapelles que nos anciens qualifiaient de bijoux auxquels ils ne manquait qu'un écrin, et auxquels il manque pour nous la chose essentielle, qui serait de subsister, et d'avoir résisté aux morsures du temps, ou plutôt aux erreurs, au vandalisme des hommes.

A Champigny, dans cette chapelle qu'on proclame la perle de la Touraine, ce sont de hautes et larges verrières illustrées, don princier de Givry aux jeunes époux Montpensier. L'histoire de saint Louis s'y déroule, avec les portraits de ses descendants, Bourbons de tout siècle et de tout lignage, et parmi eux les images « en forme de priants » du cardinal de Givry lui-même, et du cardinal Louis de Bourbon-Vendôme, archevêque de Sens.

Ce mécénat dont Claude de Longvy avait puisé les inspirations en Italie, puis dans les châteaux du roi de France, et déjà dans les châteaux de sa famille, tels que celui de la princesse d'Orange à Nozeroy, dans les palais et les églises de sa province, à la vue de multiples chefs-d'œuvre de provenance diverse, il en répandit le bienfait également sur ses abbayes, et dans ses demeures épiscopales de Mussy-l'Évêque, de Luzy, de Gurgy. Mais par dessus tout, sa cathédrale Saint-Mammès de Langres eut ses faveurs. Il lui fit don notamment de huit tapisseries de haute lice dont trois subsistent encore, œuvres de grande valeur dont Jean Cousin dessina les cartons, confiés aux tapissiers parisiens Blacé et Langlois. Il y édifia un jubé qui, au dire de Vauban, était une merveille.

De son côté son fidèle parent et archidiacre Jean d'Amoncourt, évêque de Poitiers, en communion de goûts et de générosité avec lui, y faisait construire, sur les plans de Jean Bullant, une chapelle à voûte caissonnée, dont le carrelage a été dessiné, selon toute probabilité, par Masséot Abaquesne, et la statuaire exécutée par Jacques Prévost, artiste comtois protégé par le cardinal et son coadjuteur, tous deux en quelque façon ses compatriotes. La ville de Langres fut ainsi, grâce à Givry, le théâtre d'un intéressant mouvement local qui mérite d'être distingué et envisagé dans le courant général de la Renaissance.

Nous ne connaissons point les noms de tous les artistes qu'il invita à réaliser ses intentions. Ceux que nous venons de mentionner montrent que s'il fut un Mécène de la Renaissance, ce fut surtout et peut-être uniquement à des artistes de notre pays qu'il fit appel, sans doute parce que leurs qualités de mesure et de sincérité, leur « réalisme » mêlé d'une grâce dépourvue de maniérisme correspondaient à ses vues et à ses conceptions du Beau.

Il se plaisait dans la société des gens de savoir et des artistes (1). Il s'intéressait à leur conversation et aux travaux qu'ils exécutaient à ses frais et sur ses ordres.

En même temps il acceptait les dédicaces d'ouvrages que lui attiraient sa grande autorité, l'éclat de son rang, le poids de son influence, et davantage encore la mansuétude et le libéralisme intelligent dont déjà à Mâcon, tout jeune évêque, il avait donné des preuves (2).

Entouré d'hommes de valeur et sincèrement religieux, il jouissait d'un prestige mérité. Depuis Mâcon sa renommée avait été grandissant. Plus de cent ans après, son souvenir était encore vivant dans son vaste diocèse de Langres. Il avait survécu aux longues luttes et à l'anarchie de la fin du xvi^e siècle, aux misères occasionnées jusqu'en ces pays par la guerre de Trente ans, aux désordres du temps de la Fronde. Il n'avait point été effacé par les longs épiscopats de Charles d'Escars et de Sébastien Zamet, si bien qu'en parlant de lui, on disait toujours : « le grand cardinal (3) ».

(1) Cf. Théod. TABOUROT, ms. cit., p. 509.

(2) Cf. *La Renaissance*, 1^{re} partie.

(3) Cf. *Arch. Côte-d'Or*, fonds Boudot, 35 : lettre de dom Lucet (1688).

Grand, il le fut en particulier dans ces dernières années. Sa préoccupation de soutenir la religion du peuple en embellissant la maison de Dieu et de le maintenir dans l'obéissance à l'Église et dans la doctrine traditionnelle, dénote en lui l'esprit du devoir (1). Nous en avons d'autres marques.

Ainsi, bien qu'ayant « dispense de tenir beaucoup de bénéfices », c'est « pour mieux décharger sa conscience et se tenir plus libre » qu'il s'était « démis de son évêché de Poitiers ». On peut souscrire à cette remarque de Tabourot. Ce besoin et ce désir de vie intérieure résultent encore du fait qu'en 1555, six ans avant sa mort, il avait confié à François Mangeard son coadjuteur, qu'il avait sacré évêque de Négrepont, la plus grande partie de l'administration de son diocèse.

Le « bon évêque Claude », comme s'exprime, on l'a vu, une note qui figure au bréviaire langrois de 1560, s'attacha dès lors mieux que jamais à la pratique d'une piété dont le trait distinctif fut une extrême dévotion à la Passion du Christ que tant de fois il avait vue, rappelée ou fait représenter lui-même dans les œuvres d'art où il avait mis quelque chose de sa bourse, de son intelligence et de son cœur.

C'est le moment où il fonde à Saint-Mammès les « Heures de la Croix ». C'est au pied du crucifix qu'il veut goûter en ses derniers jours cette richesse des consolations de l'amour divin à laquelle il étend, dirait-on, en un symbolisme spirituel le sens de la devise de sa race : *Abundantia diligentibus* (2). N'avait-il point fait faire le dessin d'un crucifix auprès duquel, sous une corne d'abondance (3), on lisait ces mots ? Il envisageait le suprême passage, songeait à s'assurer des prières, faisait de son vivant édifier son tombeau.

Lui qui avait vu de près tant de contestations et de chicanes, qui avait contribué à tant d'arrangements, avec ce remarquable

(1) Cet esprit de devoir appliqué à ces objets apparaît bien dans la préface de Givry aux *Constitutiones synodales* de Poitiers : il songe sans cesse, dit-il, qu'il est à la tête des brebis du Christ, au compte qu'il en aura à rendre, au soin qu'il doit en avoir, *curis sollicitamur continuis et assidua meditatione urgemur*... Voir aux P. J.

(2) Non pas : *diligentibus te*, comme certains l'ont écrit.

(3) Au dire de Claude ROBERT, l'un des auteurs de la 1^{re} *Gallia*, qui était de Chesley, au diocèse de Langres, cf. dom LECLERCQ, *Dict. archéol. et liturg.*, v^o *Gallia*.

esprit de conciliation dont les contemporains lui font honneur, aimait à répéter : *Vix christianum est litigare* : « les discussions et les procès ne sont guère la marque d'un esprit chrétien » (1) : *Pacis studiosissimus... liberalis, religiosus ac omnium undequaque continentissimus*. Homme très ami de la paix, généreux, rempli de religion, chaste dès sa jeunesse et d'un genre de vie exemplaire : *propter exquisitam victus rationem et insitam ab adolescentia continentiam*, voilà ce que nous lisons dans l'« *elogium sepulcrale* » (2) consigné par le vénérable chapitre dans son Nécrologe à la date anniversaire de sa mort. Exerçant l'autorité avec mansuétude, *auctoritas mansuetudinis plena*, dit une autre voix, venue cette fois, non du siège illustre de son évêché, mais d'un modeste bourg rural (3).

C'était l'opinion de ses contemporains, ils le comparaient à une colonne lumineuse qui soutient le Temple saint.

La postérité leur a fait écho. Javernault écrit de lui en 1602 : « C'était un prélat de grand pouvoir et piété, comme il a fait voir dans toute sa vie, ayant fait beaucoup de bien à Langres ou l'on voit ses armes en tant d'endroits, ce qui inspire de la vénération pour ce grand évêque » (4). Et Théodecte Tabourot, renchérissant, exprime ce jugement : « Cet éminent et très digne cardinal pendant sa vie fut les délices de son diocèse, mourut entièrement regretté, après s'être vertueusement acquitté de l'administration du spirituel et temporel de son évêché... Il laissa des biens suffisants à l'église (5) »

(1) VIGNIER, *Déc. hist.*, III^e P., ch. 18. — Cf. AUBERÏ, *Hist. gén. des cardinaux*, p. 445. Cet auteur, après avoir signalé sa piété et sa charité, ainsi que son goût pour la mortification, ajoute : « ayant l'esprit entièrement éloigné des intrigues et de la chicane, il avait peine à s'imaginer que l'on se pût quereller tout de bon ni qu'un vrai chrétien pût entrer en procès avec un autre. C'est pourquoi il séjourna toujours le moins qu'il put en cour et faisait ordinairement la résidence en son évêché de Langres... »

(2) Voir *Bibl. nat.*, coll. de Bourgogne, t. VIII, Cartulaire de l'évêché de Langres, fol. 438. Cf. CIACCONIO, *Vita*, etc., éd. de 1677, t. III, p. 527... Cf. *Gallia christ.*, IV, 635.

(3) Voir supra, p. 203.

(4) *Mémoires et antiquitez de la ville de Langres*, p. 111 (Bibl. de M. le comte de Montangon, à Châtoillenot, près Prauthoy (H^{te}-Marne) ; copie à la *Bibl. Soc. arch. et hist. de Langres*, A. 63).

(5) *Hist. des saintes Reliques*, etc., p. 516.

* * *

Il s'éteignit à Mussy le 5 des ides d'août — samedi 9 août — 1561, « à trois heures après minuit », après avoir reçu les sacrements. On l'embauma. Ses entrailles furent ensevelies devant le maître-autel de l'église de Mussy.

Le vendredi 23 « fut amené son corps à Langres sans grande cérémonie, afin d'être inhumé en la cathédrale au lieu qu'il avait choisi, et firent Messieurs les chanoines avec piété et respect les services et célébrèrent les obsèques solennelles selon ses mérites et qualités, où assistèrent ses parents et amis et les plus considérables de la ville ... » (1). A Dijon, où la nouvelle de sa fin arriva le matin du 11 août, les religieux de sa chère abbaye de Saint-Étienne, auxquels il avait donné un dernier témoignage en leur léguant « sa meilleure chapelle » (2), lui avaient de même fait un service.

L'un de ses testaments (3), daté de Mussy le 1^{er} août 1553, nous le montre pourvu des qualités que l'on vient de rappeler. Givry y apparaît également — ce que nous savions aussi — soucieux d'être équitable, très attaché aux siens, tout particulièrement à ses nièces Jacqueline et Françoise, filles de son frère Jean de Longvy, et à son petit-neveu Léonor Chabot, fils de l'amiral. Dès le début, l'accent est d'une noble simplicité, d'une humilité touchante et qui ne manque pas, loin de là, de grandeur. Tout y respire une piété sincère, une conscience droite et délicate. Voici ce commencement :

(1) *Id.*, *ibid.* Cf. *Arch. Haute-Marne*, G. 148.

(2) *Arch. Côte-d'Or*, G. 169. Déclaration du chapitre de Langres, que par son testament le cardinal de Givry a légué à l'église Saint-Étienne de Dijon sa meilleure chapelle entièrement garnie, excepté les bassins d'argent doré niellé (1561).

(3) *Arch. de la Haute-Marne* (Chap., non classé). Le testament, signé « Claude, cardinal de Givry », l'est aussi des témoins qui furent : Jean d'Amoncourt, évêque de Poitiers, Jehan Joubert, curé de Bernon, secrétaire du cardinal, Jehan Laussoir-rois, bailli de Bar-sur-Seine, et Guy Vignier, avocat du Roi au même lieu. — On sait que ce dernier fut le père de l'historiographe Jacques Vignier.

La faculté de tester avait été concédée à Givry par le Saint-Siège le 16 avril 1548 (EUBEL, *Hierarchia catholica*, t. III (1910), p. 243).

« Monseigneur le révérendissime cardinal de Givry, évesque et duc de Lengres, per de France, recongneut que comme nous soyons tous subjectz à la mort et exposez à une infinité de maladies avec autres accidens tant extrêmes et violens que à grand peine peult l'homme aucunes foys avoir le loysir et commodité de disposer de ses biens temporelz et penser aussy peu de l'estat de sa conscience : à ces causes, voulant et désirant singulièrement pour son debvoir et repos pendant que, grâce à Dieu, il se treuve en bonne sancté et que l'esperit est entier, pourveoir et donner ordre à la sureté de sa maison et tranquillité de ses héritiers et successeurs, a faict et expédié son testament et ordonnance de dernière volonté, ainsi et par la forme et manière qui s'ensuyt :

Premièrement a mon dict seigneur révérendissime remercié très humblement son Dieu créateur et saulveur de tous les biens, dons de grâce, honneurs, dignités et estas qu'il luy a pleu luy conférer et deppartir en ce monde, luy recommandant son âme pecheresse, pour laquelle il supplie et implore sa divine bonté et incomprenable miséricorde, déclarant en oultre et protestant en son saint nom qu'il a tousjours tenu, tient et veult tenir à la sainte foy catholicque en laquelle nostre mère l'Eglise l'a instruit et appris, et entend y vivre et moryr moyenant sa sainte grâce. »

Puis il élit pour sa sépulture la cathédrale de Langres où il veut être « inhumé et mis en terre sur la nuict sans aulcunes pompe funèbre ou aultre compaignie que de treize paouvres seulement, habillez de robbes de dueil, portans chascun une torche, et pour tout luminaire six cierges a l'antour d'icelluy... » Ainsi, point de parents, d'amis ; rien qui rappelle la grandeur et la fortune. Ces sentiments de détachement n'étaient point rares à l'époque. Le décor extérieur de la vie de ces hommes d'Église ne doit point faire illusion ; les œuvres d'art, les dons magnifiques, tout cela était pour rehausser le culte divin, inculquer au peuple le respect, et tenir leur rang, puisque les mœurs du temps voulaient autour d'un siège épiscopal l'accompagnement des richesses et des honneurs temporels. Telle était la surface. Le fond de l'âme était pénétré d'esprit chrétien.

Le prélat demandait encore des prières : au soir de sa sépulture, les vigiles des morts ; les jours suivants, trois messes haultes avec la recommandation de son âme, et ces mêmes jours et dans la suite 1200 petites messes. En outre il fondait un anniversaire perpétuel à célébrer « chascun an le jour de son décès et trespas par les vénérables chanoines de ladicte église, ses frères... », et laissait à cet effet « mil écu d'or au souleil ». Il donnait une autre somme de mille écus à distribuer en aumônes aux pauvres pour l'honneur de Dieu.

Quant au reste de « tous ses biens, meubles, debtz et conquestz, immeubles », sans qu'il soit besoin de les désigner par le menu, il

les léguaît par moitié à ses nièces Jacqueline de Longvy, duchesse de Montpensier, et Françoise de Longvy, veuve de l'amiral Chabot. La part de celle-ci devait être partagée par moitié également avec Léonor de Chabot, comte de Charny, son fils aîné. Le cardinal spécifiait que lesdites dames n'eussent rien à réclamer pour ses frais à ses neveux et nièces de Sombernon et Antoine de Vienne dit de Bauffremont, seigneur de Listenois, dont il avait assumé la tutelle, charge dans laquelle il s'était « fidèlement conduit et porté, comme homme de bien, bon parent et diligent père de famille doit et est tenu de faire, et autant curieusement et soigneusement qu'il faict en ses affaires propres et particullières... » Il nommait pour ses exécuteurs testamentaires Jean d'Amoncourt, évêque de Poitiers, et African de Mailly (1), seigneur de Villers-les-Pots, capitaine de Langres et bailli de Dijon.

Moins de trois ans après, il faisait un nouveau testament (2) dont les exécuteurs testamentaires étaient Jehan de Martigny, chevalier, bailli de Langres, et Jehan Joubert, archidiacre de Rouen.

Il ne léguaît plus cette fois à Jacqueline de Longvy que la moitié de ses biens meubles qui seraient trouvés après son trépas en son château de Mussy (3).

Outre ces dispositions par voie testamentaire, le cardinal de Givry en avait pris d'autres et d'un autre genre au moyen de deux fondations pieuses. Nous avons déjà parlé de la première, celle des « Heures de la Croix ». C'est le 11 mars 1556 (n. st.) que le chapitre de la cathédrale fut requis, moyennant un don de deux mille deux cents livres tournois (4), d'en accepter la charge, selon la teneur de l'acte

(1) Cf. *Arch. comm. Langres*, Inv. n° 911 ; *Arch. Haute-Marne*, fonds Laloy, 745.

(2) *Arch. de la Haute-Marne*, fonds non classé, Chapitre. Ce testament est daté du 1555, en présence de l'évêque Jean d'Amoncourt et des chanoines de Saint-Belin, Jean Girardot, Thomas Pitoye, Jean Guillemin, Pierre Guyot, Nicolas de Giey, Jacques Menuot, François Mangeard, Jehan Joubert.

(3) Nous avons la décharge qu'en donna aux exécuteurs testamentaires, au nom du duc Louis de Bourbon-Montpensier, le procureur spécial de celui-ci, Olivier de Brenay, seigneur de Theillet. (*Arch. de la Haute-Marne*, fonds du Chapitre, partie non classée). — On sait que Jacqueline de Longvy, femme du duc, mourut quelques jours après le cardinal, son oncle (août 1561).

(4) Dont 1.500 pour la fondation des « Heures de la Croix », et 700 pour celle des « Mementos ». Cette somme en or fut remise sur-le-champ au chapitre par le secrétaire Jean Joubert.

passé par Givry deux jours auparavant en son château de Gurgy en présence de Claude de Bauffremont, prieur commendataire de Saint-Geosmes, le futur évêque de Troyes, et Hugues le Pourchier, prieur de Courtangy, et avec le concours de Pierre Maladière, curé de Villon, notaire apostolique.

Ce jour-là donc, maître Jean Joubert, secrétaire du cardinal, se présenta de sa part et muni des pleins pouvoirs de procureur, avec lettre à l'appui, à une assemblée de chanoines réunis en leur salle capitulaire sous la présidence du grand-archidiacre Jean d'Amoncourt, évêque de Poitiers (1). Le chapitre, précédemment averti, accueillit avec une joyeuse reconnaissance les propositions de l'auguste fondateur et s'engagea à rendre effectif et perpétuel l'accomplissement de ses intentions (2).

On sait ce qu'elles étaient en ce qui concerne les « Heures de la Croix » (3). Parlons maintenant de la seconde fondation, que nous appellerons la fondation des « Mementos ».

Chaque jour et à perpétuité, à chaque grand'messe célébrée par l'un de « Messieurs », soit à l'autel majeur soit même ailleurs, comme cela peut arriver, le nom du fondateur serait rappelé aux Mementos, de la façon suivante. Tant qu'il serait vivant, l'un des enfants de chœur, s'approchant de l'autel, dirait à voix haute : *Memento cardinalis de Givry*, puis y déposerait une pièce d'argent de la valeur de douze deniers, que lui aurait remise le receveur du chapitre ou le distributeur de la Chambre, pour le célébrant, en même temps qu'il lui donnerait à lui-même trois deniers.

Après sa mort, ce serait au moment du second Memento, celui

(1) Étaient présents en outre : Simon de Saint-Belin, chantre, Jean Richardot, Thomas Pitoye, Jean Guillemain, Pierre Guyot, Nicolas de Giey, Jacques Menuot, Pierre de la Mousse, Jean Petit, Christophe Roussat, Louis Lepaige, Jean Girault, Antoine de Mallet, Jean Gobin, Jean Cavanillac, François Mangeard, Jean de Voisines et Antoine Petit, représentant le chapitre tout entier.

(2) Le procès-verbal où le secrétaire du Chapitre relate ces fondations et la démarche officielle du procureur et envoyé extraordinaire de Givry, est signé J. Nicolay. Étaient présents à cette séance mémorable quatre personnages « nobles et circonspects », savoir maîtres Guillaume Thierry, avocat de Langres, Claude Girault et François Heudelot, élus du Roi en la ville, et Nicolas Johannet, procureur général du révérendissime, résidant à Langres, mandés comme témoins.

(3) Voir notre autre volume : *La Renaissance*, 2^e part., livre II.

des défunts, que serait accomplie la même démarche avec la recommandation : « Souvenez-vous du cardinal de Givry » (1).

On voit quelles hautes et graves pensées hantaient l'âme du prélat « magnifique », quelles précautions il prenait pour s'assurer en quelque sorte contre l'oubli et bénéficier des prières des habitants de sa ville épiscopale, dans cette cathédrale qu'il avait remplie de ses bienfaits. Ces rites auxquels il associait d'avance son souvenir, étaient d'autre part de belle signification, de haute portée, et de nature à instruire, à élever, à toucher, à entretenir enfin le peuple dans le sentiment de la fraternité humaine, de l'humilité chrétienne, et de l'efficacité du recours à Dieu en faveur des vivants et des morts.

C'est à la même époque, ou peu de temps après, qu'il fit faire son tombeau (2).

Jusqu'à la Révolution, le mausolée du cardinal de Givry se voyait vis-à-vis l'entrée de la sacristie, « non loing du grand autel à costé droit et du midy, et proche et au-dessus de la chaire épiscopalle », avec « son effigie en bronze à genoux et en façon de priant » (3). Il avait donc fait édifier son tombeau de son vivant (4), mais nous ne savons s'il en fut de même pour sa statue, qui le représentait tel que sur l'une des Tapisseries de saint Mammès, c'est-à-dire avec une grande prestance (5). Peut-être ne fut-elle exécutée, ou du moins placée, qu'après sa mort.

Selon l'usage, au-dessus d'elle, suspendu par un fil de fer qui tombait de l'arcade, planait le chapeau rouge cardinalice. Devant le

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. Chapitre ; non classé.

(2) Cf. N. VIGNIER, *Décade historique*, t. II, p. 232 ; Théodecte TABOUROT, *Histoire des saintes reliques*, fol. 568-569.

(3) Th. TABOUROT, *ms. cit.*, p. 516. — L'on a un dessin de ce tombeau avec la statue qui le surmontait (*Bibl. nat.*, ms. lat. 17035). On le doit à Roger de Gaignières qui le fit « prendre » en 1700 à Langres par Boudon, son dessinateur attitré. Cf. H. BOUCHOT, *Inventaire des dessins exécutés pour Roger de Gaignières*, t. I, p. XIX. Il est reproduit dans *Annales de la Soc. d'hist., lettres et arts de Chaumont*, 1913, n° 11, art. de P. GAUTIER : *Deux sépultures d'évêques de la cathédrale Saint-Mammès*.

(4) Cf. *Gallia christ.*, IV, 635.

(5) Cf. *La Renaissance : Les Portraits du cardinal de Givry*. Voir aussi au même volume ce qui concerne les armes, la devise, les sceaux, la signature du cardinal de Givry (fac-similé).

monument, « à plate terre », une pierre tombale (1) de marbre noir, posée dans la suite (2), portait l'inscription suivante :

HIC JACET CLAVDIVS DE LONGOVICO. DICTVS DE
GIVRIACO. S. R. E. CARDINALIS TITVLI S AGNETIS IN
AGONE. EPISCOPVS DVX LINGONENSIS. PAR FRANCIAE.
QVI OBIIT APVD MVXEIVM IX^o AVGVSTI. ANNO MDLXI.
ANNOS NATVS LXXX, PONTIFICATVS SVI XXXII. DE HAC
ECCLESIA MVNIFICENTISSIME MERITVS. ANIMA EJVS
REQVIESCAT IN PACE.

AMEN.

(1) Il en reste un fragment qui est au musée de Langres.

(2) Le tombeau tout d'abord fut sans inscription. Cf. AUBERY, *loc. cit.*

APPENDICES
et
PIÈCES JUSTIFICATIVES

§ 1.

Appendices

A.

ITINÉRAIRE

DU CARDINAL DE GIVRY, ÉVÊQUE DE LANGRES (1)

4 novembre 1529.	A Paris. — Cf. Th. TABOUROT, <i>Hist. des s. Reliques</i> , ms, p. 506.
13 décembre 1529.	A « Couchey-lez-Dijon », en son château. — <i>Arch. Haute-Marne</i> , G. 64.
23 janvier 1530 (n. st.).	Dijon. — <i>Arch. nat.</i> , P. 725 ¹ , cote 256.
26 septembre 1530.	Langres. — <i>Arch. munic. Langres</i> , inventaire, n ^{os} 152, 945.
25 octobre 1530.	Lons-le-Saunier. — Cf. GOLLUT, <i>Mémoires</i> , ch. 58.
24 août 1531.	Selongey. — Cf. COURTÉPÉE, <i>Descr. du duché de Bourgogne</i> , t. II, p. 502.
5-6 sept. 1532.	Londres. — <i>Calendar of State papers</i> , IV, 802.
21 octobre 1532.	Boulogne. — <i>Bibl. nat.</i> , ms. ff. 10388.
3 juin 1533.	Langres. — <i>Arch. Haute-Marne</i> , G. 310.
octobre-nov. 1533.	Marseille. — A l'entrevue de François I ^{er} et de Clément VII.
janvier 1534.	Langres. — <i>Arch. munic. Langres</i> , inventaire.

(1) Donnons la date de Pâques pour la période de l'épiscopat langrois de Givry (d'après GIRY, *Manuel de Diplomatie*) :

1529, 28 mars. — 1530, 17 avril. — 1531, 9/4. — 1532, 31/3. — 1533, 13/4. — 1535, 5/4. — 1535, 28/3. — 1536, 16/4. — 1537, 1/4. — 1538, 21/4. — 1539, 6/4. — 1540, 28/3. — 1541, 17/4. — 1542, 9/4. — 1543, 25/3. — 1544, 13/4. — 1545, 5/4. — en 1526, 25/4. — 1547, 10/4. — 1548, 1/4. — 1549, 21/4. — 1550, 6/4. — 1551, 29/3. — 1552, 17/4. — 1553, 2/4. — 1554, 25/3. — 1555, 14/4. — 1556, 5/4. — 1557, 18/4. — 1558, 10/4. — 1559, 26/3. — 1560, 14/4. — 1561, 6/4.

- 21 janvier 1534, (n. st.)
 21 janvier 1534, (n. st.)
 1, 15, 26, 27, avril et
 6 mai 1534, (n. st.)
 2 août 1534.
 13 oct. 1534.
 14 novembre 1534.
 23 mars 1535, (n. st.)
 octobre 1535.
 25 janvier 1536, (n. st.)
 26 janvier 1536, (n. st.)
 15, 16 avril 1537.

 20, 21 avril 1537.
 12 mai 1537.
 10 février 1538 (n. st.)
 8 août 1538.
 1^{er} janvier 1540, (n. st.)
 30 sept. 1540.
 30 octobre 1540.
 19 mars 1541 (n. st.)
 31 mars 1541 (n. st.)
 26 mars 1542, (n. st.)

 16 août 1542.
 25 mars 1543 (n. st.)
 14 juillet 1543.

 15 juillet 1543.
 29 janvier 1544, (n. st.)

 16 mars 1544, (n. st. ?)
 22 mars 1544.
 30 janvier 1545 (n. st.)
 8 octobre 1545.
 février 1546, (n. st.)
 8 avril 1546, (n. st. ?)
 février-mars 1547.
 avril 1547.

 ... 1547
 9, 18 décembre 1547.

 26 décembre 1547.
 ... 1548.
 juillet 1547.
 10 mai 1549.
- Langres. — *Arch. Haute-Marne*, G. 168.
 Langres. — *Bibl. nat.*, Dupuy, 263, f^o 52.
 Pagny, Cîteaux, Dijon. — *Bibl. nat.*,
 f^{ds} Moreau, 774, f^o 49; 809, 12, 15, 29.
 Dijon. — *Arch. Côte-d'Or*, G. 135, f^o 150.
 Rome (au conclave qui élut Paul III).
 Dijon. — *Arch. Côte-d'Or*, G. 1524, f^o 94.
 Mussy. — *Arch. Haute-Marne*, G. 182.
 Dijon. — *Arch. munic. Dijon*, B. 179, f^o 47.
 Langres. — *Bibl. nat.*, B. 5559, rés.
 Langres. — *Arch. Haute-Marne*, G. 91.
 Langres. — TH. TABOUROT, *Hist. des*
 saintes reliques, ms., p. 514.
 Mussy. — *Id.*, *ibid.*
 Selongey. — *Id.*, *ibid.*
 Moulins. — *Bibl. nat.*, Lb 3079, rés.
 Dijon. — *Arch. Côte-d'Or*, G. 4578, f^o 92.
 Paris, (à l'entrée de Charles-Quint).
 Paris. — *Arch. Haute-Marne*, G. 56.
 Paris. — *Arch. nat.*, P. 725², c. 274.
 Mussy. — *Arch. Côte-d'Or*, G. 457, f^o 78.
 Mussy. — *Arch. Côte-d'Or*, G. 457.
 Poitiers. — *Arch. munic. Poitiers*, reg.
 II, f^o 63, et cart. 42, f^o 568.
 Mussy. — *Arch. Haute-Marne*, G. 258.
 Dijon. — *Arch. Côte-d'Or*, G. 149, f^o 9.
 Paris. — Minutes des notaires Payen et
 Trouvé.
 Paris. — *Bibl. nat.*, P. O. 643, Chabot.
 Paris. — Minutes des notaires P. et T.
 (Châtelet).
 Mussy. — *Arch. Côte-d'Or*, G. 150, f^o 2.
 Jouarre. — *Gallia chr.*, VIII, 1714^b.
 Langres. — *Arch. Côte-d'Or*, G. 150, f^o 2.
 Mussy. — *Arch. Côte-d'Or*, G. 135 f^o 190.
 Joinville. — *Gallia chr.*, IV.
 Langres. — *Arch. Haute-Marne*, G. 528.
 Italie.
 Saint-Denis (aux funérailles de Fran-
 çois I^{er}).
 Langres. — VIGNIER, *Décade*, II. ch. 81.
 Rome. — *Arch. Haute-Marne*, f^{ds} Cha-
 pitre Châteauvillain, P. A.
 Rome. — *Bibl. munic. Langres*, ms. 67.
 Rome.
 Reims (au sacre de Henri II).
 Dijon. — *Arch. Côte-d'Or*, G. 148,
 f^o 201.

- 11 mai 1549.
21 septembre 1549.
janvier-février 1550.
- 14, 28 avril 1550 ?
1^{er} juillet 1550.
30 octobre 1550.
- 14 février 1551 (n. st.)
4 octobre 1551.
14 mars 1553, (n. st. ?)
23 mars 1553 (n. st. ?)
1^{er} août 1553.
- mars 1554.
- 2 août 1554.
20 octobre 1554.
15 mai 1555.
2 septembre 1555.
- 10 octobre 1555.
- 9 mars 1556 (n. st.)
- 26 novembre 1556.
22 décembre 1556.
26 février 1557, (n. st.)
7 mars 1559 (n. st.)
4 août 1559.
- 18 octobre 1559.
31 décembre 1559.
- 29 janvier 1560 (n. st.)
- 9 août 1560.
- 15 septembre 1560.
- 15 déc. 1560 (ou 1559).
15 mai 1561.
- † 9 août 1561.
- Dijon.— *Id.*, G. 135, f^o 203.
Mussy.— *Bibl. nat.*, fr. 26, n^o 112.
Rome.— *Arch. di Stato*, à Florence,
Mediceo, filza 3268, cart. 683 ; *Bibl.*
nat., fr. 20441, f^o 13.
Frignonais, Pietra santa, en Toscane.—
Bibl. nat., fr. 10485, f^{os} 99, 100.
Joinville, à l'enterrement de Cl. de Guise.
Gurgy.— *Arch. munic. Dijon*, B. 454,
f^o 89.
Mussy.— *Arch. Haute-Marne*, G. 466.
Mussy.— *Gallia christ.*, IV.
Dijon.— *Bibl. nat.*, Coll. Bourgogne,
t. 67, f^o 94.
Langres.— *Arch. Haute-Marne*, G. 329.
Mussy.— *Arch. Haute-Marne*, f^{ds} non
classé.
Dijon.— *Arch. munic. Dijon*, M. 91,
f^o 152 ; B. 191, f^o 164.
Mussy.— *Arch. Haute-Marne*, G. 369.
Mussy.— *Arch. Haute-Marne*, G. 210.
Mussy.— *Arch. Haute-Marne*, G. 521.
Pagny. — *Arch. Côte-d'Or*, E. 755,
port. 37, c. 1.
Mussy.— *Arch. vaticanes*, Castel S. An-
gelo, arm. VIII, ord. II, let. A., f^o 66.
Gurgy.— *Arch. Haute-Marne*, f^{ds} non
classé.
Mussy.— *Arch. Haute-Marne*, G. 318.
Mussy.— *Arch. Haute-Marne*, G. 318.
Gurgy.— *Arch. Haute-Marne*, G. 302.
Mussy.— *Arch. Haute-Marne*, G. 487.
Mussy.— *Arch. munic. Reims*, col.
Tarbé, cart. IX, 104.
Reims (au sacre de François II).
Gurgy.— *Arch. Haute-Marne*, Recueil
JOLIBOIS, XIII, f^o 23.
Langres.— *Arch. Haute-Marne*, Rec.
JOLIBOIS, XIII, f^o 23.
Mussy.— *Bibl. nat.*, P. orig. 1196, dos-
sier 26999, n^o 3.
Mussy. — *Arch. Haute-Marne*, non
classé.
Gurgy.— *Arch. Côte-d'Or*, H. non classé.
Mussy.— *Arch. Haute-Marne*, G. 939,
f^o 105.
Mussy.— *Bibl. nat.*, Coll. Bourgogne,
t. VIII, f^o 451.

B.

PRIEURÉS, COMMANDERIES ET HÔPITAUX
DANS L'ANCIEN DIOCÈSE DE LANGRES
AU XVI^e SIÈCLE (1)

I. PRIEURÉS : *Bénédictins* : Aisy*, Ancy-le-Serveux, Aubigny (1), Bar-sur-Aube (Montagne Sainte-Germaine*, Saint-Pierre*), Bar-sur-Seine*, Baume-la-Roche, Beaumont-sur-Vingeanne, Bertignolles, Blaisy, Bonnier, Chambain, Champcourt (*?), Chichée, Choiseul*, Cirey-le-Château, Clefmont, Collan*, Condes*, Coublanc, Courtangy, Cry*, Cunfin*, Dié*, Écuelle, Fayl-Billot, Fouvent-le-Prieuré, Grancey (Saint-Nicolas de Lamargelle), Griselles*, Guillon, Jully-le-Châtel, Jully-les-Nonnains (3), la Ferté-sur-Aube, Laferté-sur-Amance* (ou de Soyers) (4), Langres (prieurés de Saint-Amâtre, Saint-Didier* (5), Saint-Gengoulph, Saint-Martin), Lanty, Larrey-lez-Dijon*, Latrecey*, Léry, Louesme, Merrey (Aube), Montigny-le-Roi, Mont-le-François (femmes), Montier-en-l'Isle*, Noé-les-Mallets, Nogent-le-Roi*, Noyers, Orimont (femmes), Pargues, Puits*, Ricey (N.-D. du Faux), Rimacourt, Saint-Aignan de Tonnerre*, Saint-Apollinaire*, près Dijon, Saint-Broingt-les-Moines*, Saint-Hélier (ou Chevannay), Saint-Mémin, Saint-Léger-sur-Bèze*, Sainte-Vertu, Saint-Vinnemer*, Sèchefontaine, Sexfontaines*, Silvarouvres*, Sombernon, Vanvey, Varennes *(6), Vignory (7),

(1) Nous avons signalé par une astérisque les noms des prieurés que des textes nous ont amené à considérer comme étant encore conventuels du temps de Givry, circonstance sur laquelle les contemporains eux-mêmes n'étaient pas toujours d'accord. (Cf. M.-W., t. 32, coll. III 14).

(2) Fondé en 1088 par l'évêque Robert de Bourgogne qui l'unit à l'église paroissiale en la donnant aux religieux de Bèze. Il y avait sept chapelles bénéficiales à l'église d'Aubigny dont celle de Saint-Nicolas (fête au mois de mai). (ROUSSEL, II, 442 ; cf. IV, 230, 231, 244, 246 : note du fr. Asclépiade).

Prieurs commendataires sous Givry : Gérard et Jean Cavanyhac, chancelier de l'évêché, Jean Pignard, doyen de Saint-Mammès, et Jacques Morelet, † 1574.

(3) Cf. E. PRYET, *Cartulaire du prieuré de Jully-les-Nonnains*, Auxerre, 1881, in-8°.

(4) Non clunisien (Cf. FOISSEY, *Hist. de Soyers*, Chaumont, 1900, in-8°, p. 120).

(5) D'abord église collégiale, réunie dès 1101 à l'abbaye de Molesme. Cf. LAURENT, *op. cit.*, I, 230.

(6) Le plus important des prieurés du diocèse (*id.*, p. 212).

(7) J. d'ARBAUMONT, *Cartulaire du prieuré de Saint-Etienne de Vignory*, Langres, 1882, in-8°.

Viviers. — *Augustiniens* : Bar-sur-Aube (Saint-Nicolas*), Belroy*, Bonvaux*, Chablis*, Grossauve*, Moiron, près de Luzy, Saint-Geosmes*, Til-Châtel, Val-des-Écoliers* (prieuré jusqu'en 1539) (1). — *Clunisiens* : Colombey-les-deux-Églises*, Maizières-sur-Amance (dépendant de Saint-Vivant de Vergy), Marmesse, Montrot, Sainte-Eulalie*, près Urville, Trouhaut, Vendeuvre*. — Du *Val des Choux* (chef d'ordre appelé plus tard Val-Saint-Lieu) (2) : La Genevroye*, Vassy-le-Pizy, Vauclair* (près de Giey-sur-Aujon), Vausse*, Val-le-Duc*, ou le Quartier (près de Grancey-le-Château. — Des *Trinitaires* : la Gloire-Dieu (près de Bar-sur-Seine).

II. COMMANDERIES (3) des *Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem* : Arbigny-sous-Varennes, Arrentières*, Avaleur*, Bar-sur-Aube (Saint-Jean-de-Thors), Beauchemin*, Broncourt, Bures*, Châtillon* (Saint-Thibault), Corgebin*, Dijon (la Madeleine*), Esnouveau*, Langres (Saint-Nicolas*), Mormant*, la Romagne*, Saint-Marc d'Épailly*, Saint-Marc à Ravières* (dit aussi prieuré d'Argenteuil) avec la Vèvre, Thors*, Tonnerre (Saint-Esprit), Voulaines* (siège du grand-prieuré de Champagne).

III. HÔPITAUX (4) : Arceau, Aumônières, Bar-sur-Aube (Saint-Esprit), Bar-sur-Seine (Saint-Esprit, Maison-Dieu de Saint-Bernard), Brochon, Chablis, Champlitte, Châtillon-sur-Seine (Saint-Germain, Saint-Michel), Dijon (Saint-Esprit, la Charité, Notre-Dame, Saint-Fiacre), Époisses, Fouvent, Grandvaux, Grosse-Sauve, Langres (hôpital Saint-Laurent (5), Saint-Nicolas), Mirebeau (6), Norges-le-Bas, Orville, Rougemont (?), Saint-Philibert, Saint-Sauveur-sur-Vingeanne, Saint-Seine-en-Mont (?), Suxy, près de Prauthoy (7), Til-Châtel, Tonnerre (Saint-Antoine, dit du Saint-Esprit, Notre-Dame de Fontenilles ou Hôtel-Dieu, incendié en 1556), Tronchoy (8), Val-Suzon, Vendeuvre (9):

LÉPROSERIES encore en exercice, desservies ordinairement par

(1) Cf. *suprà*, p. 78.

(2) Cf. MIGNARD, *op. cit.*, pp. 412-476. — Prieurs : Marlet, 1^{er} commendataire, Jean Malion † 1547, A. Nepveu, Jean Thomassin.

(3) Plusieurs sont parfois appelées prieurés. Cf. LAVIROTTE, *Mémoire historique sur les Etablissements des Templiers et des Hospitaliers... en Bourgogne*, dans : *Congrès archéol. de France*, 1852-53, in-8°.

(4) Servis par des religieux de Saint-Antoine, ou ceux de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, ou encore de Saint-Augustin.

(5) 18 lits en 1545, lors d'une visite officielle. Cf. ROUSSEL, *op. cit.*, t. II, p. 350.

(6) Fondé au XIII^e siècle par Henri de Vergy, un des ancêtres de Givry.

(7) En 1545 il y avait à Suxy 7 lits, et autant de malades ou pauvres passants. Il y avait sans doute encore comme au XV^e siècle des religieux et des religieuses. Le maître de Suxy avait la collation des cures de Saint-Broingt-les-Fosses et de Vailant. — Maîtres au temps de Givry : Étienne de Giey, Richard Roussat, Jean d'Amoncourt, Amâtre Châtelet (ROUSSEL, *op. cit.*, II, 463-464).

(8) ROUSSEL, *op. cit.*, t. IV, p. 211 : d'après les notes du frère Asclépiade. — Prieurs sous Givry : Nicolas I de Giey † 1545, et Nicolas II de Giey † 1590, assisté en 1550 par Laurent de Davanne.

(9) Sans parler de plusieurs des commanderies de Malte mentionnées plus haut et qui étaient aussi des hôpitaux.

des religieux et non encore unies à des hôpitaux : Arc-en-Barrois, Aubigny (près Prauthoy), Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Bèze, Chacenay, Châteauvillain, Chassignelles, Cruzy-le-Châtel, Dampierre, sur-Salon, Dijon (la Maladière), Flogny, Grancey, la Chaume, Langres (Saint-Gilles), Ligny-le-Châtel, Maisey-le-Duc, Maligny, Montbard, Montsaugéon, Molesme (Sury), Mussy-l'Évêque, Noyers, Tonnerre, Vieux-Château, Vignory, etc.

C.

DOYENNÉ DE GRANCEY (ANNEXÉ A ESNOMS) AU XVI^e SIÈCLE (I)

A. — CURES : Rochefort (*à la collation de l'évêque*) ; Essarois (secours : Montmoyen) (*id.*) ; Minot (*id.*) ; Beneuvre (*id.*) ; Marey-sur-Tille (*id.*) ; Poinson-lez-Grancey (s. : Poinsenot, Lamargelle, Santenoge, Neuville-lez-Grancey) (*id.*) ; Vernot (*id.*) ; Bousenois (*id.*) ; Esnoms (église unie au décanat ; secours : Courcelles-Val-d'Esnoms) (*id.*), Épagny (Marsannay-le-Bois) (*id.*) ; Chalancey (Musseau, Vesvres-sous-Chalancey, Chalmessin, Vernois) (*l'abbé de Saint-Bénigne de Dijon*) ; Selongey (Foncegrive) (*id.*, ou *le chapitre de Grancey*), Is-sur-Tille (*abbé de Saint-Bénigne*) ; Chaignay (*id.*) ; Diénay (Villecomte) (*id.*) ; Savigny-le-Sec (Norges-la-Ville) (*id.*) ; Saint-Broingt-les-Moines, Saint-Broingt-les-Roches (Moitron) (*l'abbé de Saint-Seine*) ; Hauteville (Daix) (*id.*) ; Frénois (Moloy) (*id.*) ; Léry (La Margelle-sous-Léry) (*id.*) ; Salives (*id.*) ; Echallot (*id.*) ; Til-Châtel ou Tréchâteau (*l'abbé de Saint-Etienne de Dijon*) ; Gemeaux (Pichanges) (*id.*) ; Occey (*id.*) ; Montsaugéon (*l'abbé de Bèze ou le prieur d'Aubigny*) ; Prauthoy (Aubigny) (*id.*), Isomes (*id.*) ; Barjon (Avot et Avelanges) (*le chapitre de Saint-Mammès de Langres*) ; Crecey (Villey-sur-Tille, Echevannes) (*id.*) ; Rivières-les-Fosses (*id.*) ; Vaillant (*le maître de l'hôpital de Suxy*) ; Tarsul (Courtivron) (paroisse unie au chapitre de Saulx-le-Duc) ; Saulx-le-Duc (Poi-seul-lez-Saulx) (paroisse unie au chapitre de Saulx) ; Bures-les-Templiers (Terrefondrée) (*les chevaliers de Malte*).

— B. — AUTRES BÉNÉFICES. — a) *Chapitres* : Saint-Jean-Baptiste, alias Saint-Jean-l'Évangéliste de Grancey, 6 chanoines et 4 prébendiers avec le doyen, chaque canonicat à la présentation du seigneur. — Saulx-le-Duc (7 chanoines élus par le chapitre).

(1) Cf. LALORE, *Cartulaire de l'abbaye de Boulancourt*, dans *Mémoires Soc. acad. de l'Aube*, 1869.

(2) Cf. G. DE PIMODAN, *op. cit.*, p. 250.

(3) D'après le Pouillé de 1541.

b) *Hôpital* : Saint-Antoine de Norges (dépendant de *Saint-Antoine de Viennois*).

c) *Prieurés* : Saint-Broingt-les-Moines (bén.) (*l'abbé de Molesme*). — Saint-Nicolas de Grancey (dépendant du *prieuré de Lamargelle*). — Lamargelle (bénéd. ; dépendant de *l'abbaye de Saint-Seine*, ou de *Saint-Bénigne*). — Léry (bénéd., *dép. de Saint-Seine*). — Saint-Symphorien d'Aubigny (bénéd., *dép. de Bèze*).

d) *Chapellenies* : Saint-Antoine d'Esnoys (*l'évêque*). — Saint-Antoine de Courcelles (*id.*). — Saints-Pierre et Paul de Montsaugéon (*id.*). — Sainte-Catherine de Montsaugéon (*id.*). — du Crucifix (égl. de Montsaugéon) (*id.*). — Sainte-Marie au château de Châtillonot (*id.*). — Saint-Gilles d'Isomes (*id.*). — La Trinité et Sainte-Anne de Saulx-le-Duc (*id.*) (*le seigneur*). — Sainte-Marie de Montsaugéon (*l'abbé de Bèze*, ou *le prieur d'Aubigny*). — Sainte-Marie de Prauthoy (*le maître de l'hôpital de Suxy*). — Sainte-Marie d'Aubigny (*le prieur*). — La Trinité (*id.*). — Saint-Nicolas (*id.*). — Saint-Antoine à Aubigny (*id.*). — Sainte-Marie à Marey-sur-Tille (à la donation du *seigneur* du lieu). — Saint-Jean ou Saint-Nicolas à Is-sur-Tille (*l'évêque*). — Saint-Michel à Gemeaux (à la présentation du *seigneur de Grancey-le-Château*). — Saint-Éloi à Is-sur-Tille (à la présentation du *seigneur* du lieu). — Saint-Antoine à Salives (*id.*).

D.

COUSTUMES LOCALES ET PARTICULIÈRES DE LENGRES ET COMTÉ DE MONTSAULJON, PAIS ET QUARTIER DUDICT LENGRES (1).

ARTICLE PREMIER

Terres de communes délaissées à labourer par trois ans, retournent en la mesme nature qu'elles estoient auparavant, pour estre possédées par le premier occupant du lieu ou elles sont assises.

II

Ceux qui usurpent, labourent, et entreprennent sus les chemins et voies communes, sont amendables de l'amende du lieu, tenus de

(1) *Les coutumes particulières du pays de Langres et Montsaugéon dans Coutumes du Bailliage de Sens...*, Sens, RICHEBOIS, 1556, p. 91-95. Cf. Juste DE LAISTRE *Coutume des bailliages de Sens et de Langres commentée et conférée avec les coutumes voisines, et spécialement avec celle de Chaumont en Bassigny*, Paris, 1731, in-4°. — A rapprocher des *Coutumes générales du bailliage du Bassigny, rédigées par les trois Etats d'iceluy* (convoqués par Charles III de Lorraine à la Mothe en 1580, rédaction à lui présentée par l'archidiacre Anne du Châtelet)... Pont à Mousson, 1607, in-8°.

réparer et remettre ce qu'ils auront entrepris en tel estat qu'il estoit avant leur entreprinse.

III

Un sergent forestier ou messier sera creu de sa prinse et rapport d'icele, et du lieu auquel ladicte prinse aura esté faicte, jusques à cinq sols tournois seulement. Et où la partie endommagée ne se voudra contenter de ladicte somme, luy sera permis informer pour avoir plus grande réparation de son dommage.

IV

Ou país de Lengres ne sont deubs cens, lods, ventes, n'amendes au Seigneur de la justice foncière, soit de menu cens ou gros cens encores que lesdicts cens fussent deubs, des heritages vendus ou autrement aliénés assis en sa Justice. Excepté ès terres et seigneuries particulières esuelles les seigneurs ont tiltre, ou sont en possession, et ont accoustumé prendre et lever lesdicts cens, lots, ventes et amendes telles qu'elles sont portées par leurs tiltres et possession.

V

Les fieds mouvans du Duché de Lengres, Comté de Montsaüljon, Baronnies de Lusy et Gurgy le Chastel et des autres seigneurs feudaux estans esdicts Duché, Comté et Baronnies assis ou quartier et país dudict Lengres, ne sont d'aucun profit envers les seigneurs des fieds desquels ils sont mouvans, soit de quint, requint, reliefs, rachat ou autres profits.

Autre article inseré à la requête du Cardinal de Givry Evesque Duc de Lengres, qu'il prétend estre Coustume locale du lieu :

VI

Les successions mobilières des presbtres decedés ab intestat appartiennent audict Evesque.

Autre article aussi inseré à la requeste des Doien, Chanoines et Chapitre dudict Lengres, qu'ils prétendent estre Coustume locale dudict lieu :

VII

Au Chapitre de Lengres appartient la succession mobilière desdicts Doien, Chanoines, Prébendés, Chapellains, et autres habités de ladicte Eglise decedés ab intestat.

§ 2.

Pièces justificatives

PREMIÈRE SÉRIE (1)

I

L'AMIRAL CHABOT, Sgr DE BRYON, AU GRAND MAITRE
MONTMORENCY.

[Bibliothèque nationale, fr. 3067, f^o 49 (2)].

Monsieur mon compaignon, Longtemps auparavant mon partement de la cour, il pleust au Roy faire don a Mons^r de Macon, mon oncle (3), de l'abbaye de Tournuz advenant le trespas de mons^r de Raims (4) qui la tient, et des lors en fut depesché led. don. C'est ung bien, mons^r mon compaignon, que je desire sur tous autres que mond s^r de Mascon peust recouvrer Et pour ce que je suis adverty quil se faict quelque menée et poursuicte pour resigner lad. abbaye et en obtenir le placet et permission du Roy au prouffit du neveu de mond s^r de Raims, lequel l'on m'a dict estre en court pour cet effect, j'ay bien voulu vous prier affectueusement et requérir de vouloir rompre le coup et de ramentevoir aud seig^r, s'il est besoing, l'accord qu'il en a faict cy devant a mondict sr de Macon, lequel je vous recommande en cest endroict tant que je puis et vous envoie expressement ce porteur pour vous en advertir me recommandant a vostre bonne grace, etc.

de Dijon le XXVIII^e de Mars

Le tout entièrement voutre bon compaignon et vray ami.

BRYON.

(1) Toutes les lettres ci-dessous ont été prises sur les documents originaux, sauf VIII et IX.

(2) Ce vol. 3067 contient 43 lettres de l'amiral Chabot, dont plusieurs datées de Pagny.

(3) Entre 1527 et 1529, l'amiral Chabot était devenu le neveu de Claude de Longvy, alors évêque de Mâcon, par son mariage avec Françoise de Longvy, le 10 janvier 1527 (n. st.).

(4) L'archevêque Robert de Lenoncourt, † 1531.

II

BRYON A M^r LE GRAND MAITRE MONTMORENCY.[Bibliothèque nationale, fr. 3066, f^o 59].Mons^r mon compaignon

Vous mercyant, mons^r mon compaignon, tant et si affectueusement que je puis de ce qu'avez fait pour mons^r de Macon duquel affaire suivant votre bon advis j'escript presentement a Madame (1), vous requerrant le cas advenant fere pour luy et pour moi en cest endroit de vostre cousté, Mons^r etc.

Coucy le 17 juillet
le tout entièrement, etc.

BRYON.

III

BRYON AU GRAND MAITRE MONTMORENCY.

[Bibliothèque nationale, fr. 3067, f^o 75].

M^r mon compaignon, je vous envoie ce porteur expressément avec lettres que j'escrip^t au Roy, a Madame et a la Royne de Navarre quil vous plaira leur présenter, l'occasion pourquoy c'est que présentement j'ay sceu l'extremité de maladie de Mons^r d'Auxerre (2) et je supplie et requiers les sg^r et dames d'avoir Mons. de Mascon pour recommandé, vous priant, mons^r mon compaignon, tant que possible m'est luy vouloir aider de vostre part et faire requeste pour l'amour de moy et deluy qu'il soit pourveu de l'Evesché d'Auxerre et de l'abbaye de Monstierende (sic). Et il fera de ce qu'il tient ce qu'il plaira a icel-lui s^r et dames den ordonner et commander. Le vous recommandant comme moy même.

Mirebeau le III^e d'Aoust.

Autographe. Je vous prie, M^r mon compaignon, tant que m'est poussible vous vouloir employer an sete afaire pour Mons^r de Macon que jestimeré plus qu'à moy mesme, je vous an prie derechef.

Entièrement vostre bon compaignon et vray ami.

BRYON.

(1) Louise de Savoie, † 1531.

(2) L'évêque d'Auxerre, François I de Dinteville, † 29 avril 1531, n. st.

Mons^r mon compaignon, depuis ces lettres closes je vous ay fait adjouster cest article pour vous prier faire que la tresorerie de Saint Martin de Tours que mons. de Macon tient, me demeure, sy tant est qu'il ait les pieces que dessus, car je l'ayme mieulx que nul autre bénéfice qu'il ayt ne puisse avoir.

IV

BRYON AU GRAND MAITRE

[Bibliothèque nationale, fr. 3066, f^o III].

Mons^r mon compaignon, je ne vous scauroys assez mercier n'estant que je desire de ce que vous a pleu faire pour mons^r de Macon et pour moy, car cest mieulx et trop plus avant que sy j'y eusse esté present, qui mest de plus en plus obligation laquelle je mettray avec les autres et vous prieray, mons^r mon compaignon, vouloir parachever ce que vous avez tres bien acheminé et encommandé touchant cest Evesché d' Ostun, et mesmement que quant a Auxerre le s^r dud. lieu n'a esté aucunement malade, mais il n'a seulement pensé à l'estre, de quoy et de l'advis que j'ay eu au contraire je me suis donné merveilles, tant y a que je suis bien aise que ainsi soit, car le Roy y eust perdu ung très bon serviteur. Vous merciez s'il vous plaist de ma part le dit seig^r de l'honneur qu'il m'en avoit fait, aussi de choses en quoy il m'a mis oudit Ostun, en lui suppliant et requerant continuer sa bonne volonte envers mondit sieur de Macon, sy cas est qu'il y eust vocation comme le m'avez fait scavoir, car je l'aimeray trop mieulx pourveu d'iceluy Ostun que de nul autre.

Et au regard de Macon ce me seroit un singulier plaisir le veoir es mains de Mons^r de Saint Jehan d'Angely (1) et me desisterois moyennant cela de la retenue de celle de Xainctes que cy devant j'ay demandé pour luy, vous y ferez au mieulx que vous pourrez et je vous prie derechief, mais surtout tenez main que ceste tresorerie de Saint Martin de Tours ne soit mise ailleurs que là ou elle est, car entendez, Mons^r mon compaignon, que pour moy je l'ayme plus ou autant que nul autre bien que scauroit avoir mondit s^r de Macon, et pour le moins vous et moy pourrons dire hardiement que aurons poirier et poire de bon chrétien a nostre commandement, cela entre autres choses.

Priant Dieu etc.

Dijon le XVIII^e d'Aoust

Le tout vostre, etc.

BRYON.

(1) Jean V de Rillac, protonotaire apostolique, fils de Pierre de Mérimville et de Marguerite Chabot. Il était abbé de Saint-Jean-d'Angély en 1505 et encore en 1530 ; il fut en même temps abbé de Saint-Pierre de Limoges, puis évêque de Sarlat (*Gallia christ.* t. II, col. 1106).

V

BRYON A MADAME (1).

[Bibliothèque nationale, fr. 3066, f^o 115].

Madame, je vous ay puis nagueres par mes lettres suplyé qu'il vous pleust avoir Monsieur de Macon en recommandation touchant l'evesché d'Auxerre (2), si le cas just advenu de vaction comme l'on m'avait dit qu'il estoit, en quoy, Madame, j'ay bien congneu par ce que Mons^r le Grand M^e m'a faict scavoir que vous avez eu bonne souvenance et encore avez meilleure que jamais, et mesmement pour le present que le bruict est du trespas de l'Evesque d'Ostun (3) l'Evesché duquel il a pleu au Roy et a vous reserver a Mons^r de Macon, chose que j'entends très bien venir et proceder a vostre requeste principalement, dont Madame, ne scaurois assez vous mercier n'estant qu'il appartient, et seulement vous supplieray derechef de l'avoir pour recommandé, car en luy faisant ce bien et le mettant la, le Roy et vous y aurez ung tres bon serviteur au lieu d'un mauvais garson Et au regard, Madame, de ce petit evesché de Macon, si c'estoit vostre bon plaisir qu'il demeurast a Mons de Saint Jean d'Angely (4) mon cousin, pour la retenue de celle de Xainctes que jay cidevant demandé pour lui, ce me sera de plus en plus envers vous infinie obligation, etc.

Madame, je prie Dieu, etc.

Dijon ce XVIII^e daoust

Vostre très humble et très obéissant subject et serviteur

BRYON.

VI

L'AMIRAL DE BRYON AU CARDINAL DU BELLAY.

[Bibliothèque nationale, coll. DUPUY, vol. 263, f^o 69 bis].

Dijon le 5 9bre

Le Roy vous envoie lettre de sa main a nostre Saint Père pour l'affaire de Mons^r de Macon lequel je ne vous recommanderay autrement sachant assez l'affection que vous y avez outre celle que je luy porte...

(1) Louise de Savoie.

(2) François I^{er} de Dinteville † 1531.

(3) Jacques Hurault (1505-1546). Il devait vivre encore dix-sept ou dix-huit ans,

(4) Jean de Rillac, cousin de Chabot, fils de sa tante Marguerite Chabot.

(5) Voir au même volume d'autres lettres de l'amiral au cardinal du Bellay : f^o 70 (10 déc.), de Pagny; 71, 3 déc., de Pagny; 73, 9 janvier, de Mâcon; 75, 28 sept., de Fontaine-Française.

VII

L'AMIRAL BRYON A MONTMORENCY.

[Bibliothèque nationale, fr. 3067, f^o 67].

(Résumé)

Il a seu l'extrémité de maladie de l'Evêque de Chalon et le don pièce fait a M^r de Molesme (Antoine de Vienne), son frère, du d. Evêché etc.

Et au surplus je supplie aussi lesdits s^r et dame (François I^{er} et Louise de Savoie) vouloir bailler a Mons^r de Mascon l'abbaye de Saint Pierre aud. Challons que led. Evêque tient, puisque les choses nont peu sortir effect dont nagueres avez prins pour luy de la paine assez, vous l'aurez s'il vous plaist pour recommandé et je vous en prie derechef tant que je puis, vous advisant que lad. abbaye ne vault point plus de deux mille francs, etc, et vous me ferez tres grant plaisir en ce faisant. Priant Dieu, etc.

*A Dijon ce dernier jour d'Aoust
Le tout entièrement vostre bon compaignon et amy*

BRYON.

VIII

L'ARCHEVÊQUE FRANÇOIS DE ROHAN A CLAUDE DE LONGVY, évêque de Mâcon, le priant de présider à sa place le concile provincial de Lyon.

[Bibliothèque nationale, Coll. Bourgogne, t. 70, f^o 172 (1)].

A Monsieur mon confrère Monsieur de Mascon. Monsieur mon confrère et amy, après m'estre recommandé à vostre bonne grâce tant de bon cueur comme je puis, ceste présente est pour vous advertir comme depuis deux mois en çà, suis tourmenté d'une jambe en sorte que d'aller

(1) Cf. MANSI, éd. Welter, t. 32.

ne a pied ne a cheval ne m'est possible, ce que j'ay faict remontrer au Roy pour scavoir a qui il lui plairoit commettre la charge pour tenir mon Concile à Lyon pour le faict de recouvrement des décymes octroyés aud Seigneur par l'Eglise Gallicane, Lequel Seigneur a voulu vous eslire sur tous mes suffragans pour prendre ladite charge ainsi que vous escript, supposé que avois fait vicariat à vous et à Monsieur de Chalons, mais ai faict led. vicariat insolidement tellement que puisque plaist au Roy teniès mon lieu en cette affaire au moyen de ma maladie, vous seul pouvez tenir mon concile par vertu de mon dit vicariat tout ainsy que je ferais si je y estais, et les mémoires que led. Seigneur m'avait fait bailler signés de luy et de Gedounn, j'ay commandement de les vous envoyer a ce que ensuivant lesdits mémoires fussiez exécuter le contenu en iceulx par vertu du Concile ou vous présiderez pour moy, en vous priant accomplir l'intention et vouloir dudit Seigneur ainsy que le scaurez bien faire ; mon excuse à tous Messire de la compagnie du Concile tant en particulier que en général, estant déplaisant de mon inconveniant sans lequel eusse esté bien aise de me trouver en si bonne compagnie que la vostre, mais puis qu'ainsy est que n'y puis estre, les prie de ma part à ce qu'un chacun d'iceulx se monstrent avoir bon vouloir par effect à ce que puissions ravoir Messieurs les enfans, qui concerne le bien et utilité tant du Roy que de ce Royaume et la sureté de nous autres ses subjects, ce qui ne faict nul doubte qu'il n'y a celuy de la Compagnie qui ne s'employe de bon cueur. Je vous envoie lettre de Monsieur le Prévost de Paris par laquelle congnoistrez que le Roy n'a voulu que autre n'eust la charge de cest affaire que vous de mes suffragans, pour vous advertir, Monsieur mon confrère, que l'assignation de la convocation du clergé de Messieurs mes suffragans eschet au vingtième de ce présent mois, et affinque puissiez estre en forme de la manière de procéder qu'on a tenu de procéder au Concille de la province de Sens, je vous en envoie un extrait abrégé que j'ay recouvert des notaires qui ont assisté aud Concile de lad. province de Sens, à ce que par là puissiez congnoistre ce qui a esté faict pour vous soulager (2) a en faire autant à mon concile provincial. Espérant, Monsieur mon confrère, vous recongnoistre par la pareille la peine qu'avez prinse pour moy en cette affaire pour le soulagement de ma maladie, vous me trouveres prest en faire autant pour vous ou il vous plaira me employer. Et en cet endroict prie le Créateur, Monsieur mon confrère, qu'il vous doint bonne vie et longue et tout ce que vostre cueur désire.

De Paris le troisieme jour de mars (1).

Vostre bon confrère et amy l'Archevesque de Lyon.

ROHAN.

(1) 1528, n. style.

(2) Voir plus haut, p. 314.

IX

FRANÇOIS I^{er} A CLAUDE DE LONGVY, lui ordonnant de présider le concile de Lyon pour l'archevêque empêché (1).

[Bibliothèque nationale, Coll. Bourgogne, t. 70, f^o 172.

Monsieur de Mascon, pour autant que seroit impossible a mon cousin l'Archevesque de Lyon de se pouvoir trouver au dict Lyon pour le faict de l'assemblée de son concile puis naguères survenu et qu'il est bien requis et nécessaire qu'il y ait personnage en son lieu, lequel soit pour mettre a exécution le faict de la commission qui lui avoist esté adressée selon et en suivant les instructions qui pour ce luy furent lors baillées touchant le faict de l'argent qui m'a esté octroyé par les gens d'église de mon Royaume pour la délivrance et liberté de mes enfans. A ces causes je vous prie Monsieur de Mascon que pour l'amour de moy vous vous veuillez incontinent transporter au dict Lyon pour là vous employer au lieu de mon dit cousin et mettre entièrement a exécution le faict de la dite commission tout aussy et en la propre forme et manière qu'il y feroit s'il y estoit en personne, ce que je suis sur que vous scaurez très bien et sagement faire, en quoy faisant vous me ferez service très agréable Priant Dieu Monsieur de Mascon qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

Escripte a Saint Germain en Laye le quatrième jour de Mars mil cinq cens vingt et sept. (2)

FRANÇOIS

BRETON

X

FRANÇOIS I^{er} AUX CHANOINES DE LANGRES
pour leur recommander d'élire évêque Claude de Longvy.

[Arch. Haute-Marne, G. 15 liasse].

De par le Roy

Chers et bien amés amiz, nous avons parlé a vos confrères présents porteurs lesquelz avez icy envoyez devers nous suivant ce que vous avions auparavant escript, et à iceulx dict et déclaré nostre voulloir et inten-

(1) Cf. MANSI, éd. Welter, t. 32.

(2) 1528, n. st.

cion touchant le faict de l'eslection de vostre futeur evesque et pasteur, qui est que nous désirons singulièrement que vous eslisez nostre amé et feal conseiller M^e Claude de Longvy evesque de Mascon et non autre. Tant pour les bonnes mœurs, vertuz, mérites et honnesteté de vye qui sont en sa personne, que aussy en faveur et pour considération des bons agréables et recommandables services que luy et aucuns de ses prochains parents, noz especiaulz serviteurs, ont aussy par cidevant faiz et font encore ordinairement par chascun jour en plusieurs et maintes manières, estant asseuré que pour estre personnage tel qu'il est, vous ne scauriez faire meilleure ellection d'homme pour nous estre plus feable et agreable et pour mieulx gouverner et administrer vostre église à l'honneur et augmentacion du service divin, bien, prouffict et utilité d'icelluy et de tout le diocèse que de luy. Parquoy nous vous prions tant et si tres affectueusement que faire povons que vous vueilliez estre contans et nous complaire en cest endroit et au demourant croire les dicts porteurs de ce qu'ils vous en diront de nostre part comme vous voudriez faire notre propre personne, en quoy faisons, oultre l'obligation perpetuelle que nostre dict conseiller en aura a jamais envers vous, vous povez estre asseurez que vous nous avez faict un plaisir tel que ne le mectrons en oubly, mais le reconnoistrons tant en général que particulier quant le temps et l'opportunité se y adonneront par façon que vous aurez juste occasion de vous en contenter.

Donné a Paris ce trezieme jour de septembre mil quinze cent XXIX

(Autographe) : FRANÇOYS.

XI

LE CARDINAL DE GIVRY AU CARDINAL DU BELLAY.

[Bibliothèque nationale, coll. DUPUY, 263, f^o 52].

Monseigneur, estant en ce lieu ou je me suis retiré dez lors que le Roy partit de Paigny, pour aulcunes mes affaires, ne y ay receu voz lettres combien que longtemps y a quelles sont escriptes par lesquelles me faictes entendre le desir que les S^{rs} Palvoisin, Visconte et Traian ont que la pension dont suis chargé se transfere d'ung a autre, je fais mon compte, Mgr, de peu séjourner en cedit lieu pour après me acheminer et aller a la Cour ou j'en parleray a Mgr l'admiral affin d'en faire plus assurée reponse. Quant au S^t Jeronyme qui vous faict plusieurs instances de la quotte de 500 livres, je n'ay jamais entendu qu'elle luy soit due ny oy parler sinon dereniement a Mgr l'Ambassadeur de nostre Saint Père Sur quoy depuis me estant enquis ay trouvé que Mgr le Car^l de Gramont n'en estoit chargé et moins l'a payée, vous pouvez croire, Mgr, que si c'estoit chose qui vous touchast, je ne voudrois differer de promptement y faire comme celui sur lequel

avez totale puissance et qui vous desire faire service, et en cet endroit je me recommande humblement a vostre bonne grace Priant le Createur qui, Mgr, vous doint bonne et longue vie.

De Langres ce XXIII jour de janvier (1).

*Vostre humble serviteur Claude Car^l de Givry (Autographe).
à Mgr Mgr le cardinal du Bellay.*

XII

LE CARDINAL DE GIVRY A M. L'AMIRAL (CHABOT).

[Bibliothèque nationale, col. MOREAU, 809, f^o 12].

Depuis mes dernières lettres que vous ecrivis de Pagny par le frere de M. de Pignan, apres que Madame la Princesse a eu sejourné au dit Pagny depuis le samedi jusques au lundi et visité vos bastiments, parcs et jardins qu'elle a trouvés merveilleusement beaux, vinmes le dit jour de lundi diner a Cîteaux ou a fait sejour jusques a hier jusques a diner qu'elle vint au souper en cette ville : et lui vinrent au devant force gentilshommes et ceux de la ville en aussi grand nombre que si eust été pour vous et me semble toute chose avoir été faite selon votre vouloir et intention ; je lui avais offert de Pagny ou il lui plairait loger, ou en la Maison du Roy ou en celle de Saint Estienne, et a choisy celle dudit Saint Etienne, laquelle lui ai faict accoustrer. Elle y a couché ceste nuit et s'y trouve fort bien, et semble à ses gens que depuis qu'elle est de par deça soit renjeunie de dix ans, et a laissé toute la tristesse et melancolie qu'elle avait auparavant. Elle a grand desir d'avoir de vos nouvelles et encore plus de vous voir. Ce vous promets, Monsieur, que si elle a eu bon vouloir envers vous par ci devant qui lui augmente tous les jours, se tenant merveilleusement obligée à vous. Je ne bougerai d'avec elle attendant votre veneue de par deça, ou de vos nouvelles pour savoir ce qu'il vous plaira que je fasse. Je ne veux oublier vous écrire que tous vos bons serviteurs lui ont teneu bonne compagnie et tiennent encore à present, entre autres M. de Pouilly qui ne l'abandonne pas.

Monsieur, apres m'etre recommandé...

A Dijon, le 1^{er} avril (2)

(Autographe)

Votre plus humble oncle,

Claude cardinal de Givry.

(1) [1534] n. st.

(2) 1^{er} avril 1534, n. st. (et non 1533, comme le porte une note marginale de la lettre à la Bibl. nat. Givry fut fait cardinal en nov. 1533. Pâques en 1534 fut le 5 avril.

XIII

L'AMIRAL CHABOT A LA PRINCESSE D'ORANGE.

[Bibliothèque nationale, coll. MOREAU, 774, f^o 62].

Je ne vous scaurois dire le plaisir que ce m'a esté d'avoir entendu de vos nouvelles et bonne disposition par ce qu'il vous a plu m'en escrire et que me a fait savoir de vostre part le bailly Barbisey par ses lettres, le contenu desquelles ensemble le mémoire que m'a monstre votre procureur j'ay bien veu et considéré, très aise de la volonté que vous avez de venir en lieu ou vous pouvez être assurée que trouverez de repos et contentement largement et trop plus que vous n'en avez ou quartier ouquel vous este a present, vous advisant, Madame, que vous y serez la très bien veneue, et si tost que je scauray vostre arrivée, je ne faudray de chercher l'occasion pour vous y aller recevoir et faire l'honneur, bon traitement et bonne chière, que de tout temps j'ay désiré, delibéré de prendre en main voz affaires tant ainsy que les miennes propres, et n'ay et non moins m'y employer de bon cœur ainsi que j'espère le congnoistrez par effet. Et affin que vous entendez les moiens et ce qui me semble propre pour l'accomplissement de vos intentions et aultres déclaration ou mémoire qu'avez envoyé tant de l'allée devers vous de M. le Cardinal de Givry que toutes autres choses, J'ay adressé le tout par porteur lequel j'ay bien au long instruit et informé pour sur le tout vous satisfaire dont il vous plaira l'ouyr et croire comme moy mesmes.

Au demeurant, Madame, je vous supplie d'entendre et estre certaine que le désir et intencion que j'ay tousjours eu et auray a vos affaires et services n'a point esté ni n'est pour esperance que vous me fassiez du bien Vous merciant bien humblement de ce qu'il vous plaist m'en offrir qui est chose que je remets a votre plaisir pour selon que bon vous semblera en disposer, car pour jamais il me suffira d'avoir vostre bonne grâce. De laquelle je me recommande tant et que je puis...(1)

XIV

LE CARDINAL DE GIVRY A M. L'AMIRAL.

[Bibliothèque nationale, coll. MOREAU, 809, f^o 15].

Monsieur, hier arriva en ce lieu l'un des gens du duc de Wurtemberg (2) pensant vous y trouver, lequel vous apportait des lettres de

(1) 7 avril 1534.

(2) Ulrich de Wurtemberg, comte de Montbéliard, qui introduisit la Réforme dans ses États (1487-6 nov. 1550). Ce fut lui qui mit le siège devant Dijon en 1513.

creance du langrave Hasse (1) et avoit passé par Auxonne, et en votre absence le m'avoit adressé le capitaine Godefroy (2) et après l'avoir ouï parler, j'envoiai querir Messieurs Godran (3) et des Barres (4) et en leur presence me declara la charge qu'il avoit dudit sieur son maître. Laquelle ils vous font amplement entendre comme j'ay veu par ce qu'ils vous escripvent qui me gardera vous en faire aultre recit.

Monsieur, quant aux nouvelles de par deçà j'ay été adverty que la fille du roy de Dampnemarch (5) niepce de l'empereur, a passé ces jours ci par la Comté et fict ses Pasques à Arbois ou était Monseigneur l'Evesque de Genève (6) et entre aultre estoit avec elle pour la conduire Monsieur du Prat (7) et s'en va à Milan pour espouser le duc de Milan. Et quant à Madame la Princesse, elle se trouve merveilleusement bien de par deçà desirant entendre de vos nouvelles dont n'ay pas moins envye d'en scavoir quelle. Je luy tiens bonne compaignie et sommes tousjours ensemble. Et vous promets, Monsieur, que tous vos serviteurs luy font tout le service qu'il leur est possible. Elle a envoyé à Dole Monsieur des Barres pour le saisissement qu'on luy a faict ainsi qu'avez été adverty par cy devant et le tout se faict par votre conseil de par deçà.

Je vous advise, Monsieur, que ladite dame se porte la moitié mieux qu'elle ne faisait quand elle vint, qui sera pour fin de ceste. Après m'estre recommandé...

De Dijon, 15 avril (8).

(Autographe) Votre plus humble oncle
Claude cardinal de Givry.

XIX

LA PRINCESSE D'ORANGE A L'AMIRAL CHABOT.

[Bibliothèque nationale, coll. MOREAU, 774, f^o 48].

« Monsieur mon cousin, je ne vous scaurois assez mercier l'honeste

(1) Philippe, landgrave de Hesse, dit le Magnanime (1504-1567), l'un des premiers et des plus actifs partisans de la Réforme, un des chefs de la ligue de Smalkalde (1532). On connaît l'histoire de sa bigamie.

(2) Capitaine de la ville de Dijon.

(3) Jacques Godran, seigneur d'Antilly, Champseuil et Lochère, président du Parlement de Dijon en 1537, † 1563. (J. D'ARBAUMONT, *Armorial*., p. 144).

(4) Bénigne Serre, sgr d'Esbarres, président de la chambre des Comptes de Dijon, † en 1551.

(5) Christine de Danemark, fille du roi Christian II, nièce de Charles-Quint (1521-1590). Elle épousa en 1534 François Sforza, duc de Milan, puis veuve dès 1535, épousa en 1541 François I^{er} de Lorraine († 1545), gouverna le duché comme tutrice de son fils Charles II jusqu'à la conquête de Metz par Henri II (1552). Elle se retira en Flandre.

(6) Pierre de la Baume, évêque de Genève, puis archevêque de Besançon et cardinal, † mai 1544.

(7) Antoine de Prat, cardinal, chancelier de France depuis 1515, † 9 juillet 1535.

(8) 15 avril [1534].

lettre que vous a pleu m'escripre du VII^e de ce moy, ny le secours au besoing, honneurs et biens que m'avez faictz et que me faict en faveur de vous Monsieur le Cardinal de Gevry mon cousin et tant de honnestes compaignies de ce pays, dont j'ay telle consolacion que les fascheries qu'on m'a faictz sen oblient a peu près et desquelles ne scaurois estre bien quite synon en vous voyant, extimant que ce sera au plus tost que vous pourrez. Et cependant je vous asseure que puisqu'il vous a pleu me nommer mère que je vous tiens et maintiendrez pour mon filz autant aymé que j'en eus oncques. En vous suppliant me maintenir en la bonne grace du Roy et en la vôtre sans y oblir Madame ma cousine Et en priant Notre Seigneur de vous donner, Monsieur mon cousin, très bonne et longue vie. »

(Autographe). *Escript à Dijon ce 17^e jour d'avril (1).*

P. DE LUXEMBOURG.

J'escript au Roy si vous semble bon lui présenter mes lettres.

(Au dos) : *A M. mon cousin M. l'Admiral.*

XVI

LA PRINCESSE D'ORANGE A FRANÇOIS I^{er} (2).

[Bibliothèque nationale, coll. MOREAU, 774, f^o 96].

Sire, sur la seureté qu'il vous a plu m'octroyer par vos lettres du XVI de mars et ce que m'en a fait de par vous résoudre mon cousin M. l'Admiral, je me suis venu rendre en vostre obéissance pour y demeurer vostre très humble et très obéissante subjecte et servante en vous suppliant, Sire, m'avoir en mes affaires pour recommandée et me commander voz bons plaisirs pour vous y obéir.

Sire, je prie Nostre Seigneur que vous donne en très bonne santé longue vie.

(Autographe). *Escript à Dijon le XVII^e jour d'avril,
Vostre très humble et très hobeysante subjecte et servante.*

P. DE LUXEMBOURG.

(1) 1534.

(2) *id.*

XVII

LE CARDINAL DE GIVRY A M. L'AMIRAL.

[Bibliothèque nationale, coll. MOREAU, 809, f^o 19].

Monsieur, depuis que j'eus depesché Plaisance (1) pour aller vers vous, Madame la Princesse fct assembler votre Conseil et le sien qui fut d'opinion que Monsieur des Barres iroit à Dole, ce qu'il a faict et pour vous advertir bien au long de son besoingne et de tous aultres affaires. Ladite dame et moy avons esté d'advis d'envoier devers vous le baillly Berbizy (2) present pourteur, lequel entend tres bien les dictes affaires et a pris beaucoup de peine après, et vous assure, Monsieur, que vous avez en luy ung bon et tres affectionné serviteur, et pour ce qu'il vous pourra compter de toutes choses, je ne vous en feray autre discours, maiz bien vous advertiray que ladite dame a merueilleusement grande envye de vous veoir de par deça, et ne l'ay pas moindre de ma part ce pendant, et en attendant votre veneue nous efforceons de faire la meilleure chiere que nous pouvons par ensemble.

Et quant aux nouvelles de ce pays, y sont bien cinquante ou soixante que gentilz hommes que aultres a cheval faisant au Charollais (2) la guerre. Et ont desjà pris ung chasteau appartenant à l'Empereur nommé Souvigny. Et ont coupé la teste a cinq ou six hommes qu'ils trouverent dedans. Et ce dit que depuis ilz ont pendu le greffier de Charolles que trouverent sur les champs devant les portes dudit Charolles. Et font beaucoup d'aultres insolences. L'on dit que les principaulx qui menent la compagnie sont le jeune Charnailé, Le Moyne de Marsenay et le Seyne et un nomme Charlu qui est de Bourbonnoys, et se augmente de jour en jour la bande et sont la pluspart harquebusiers à cheval. J'ay entendu que jeudi dernier le prevost des marchaux Lacroix fut tué en Nivernois en poursuivant quelques faux monnoyers. Je n'ay encore entendu qui sont ceulx qui l'ont tué.

Depuis trois jours en ça y s'est levé merveilleusement grand vent et froid en ce quartier, qui dure encore, dont l'on a grand paour qu'il n'en advienne inconvenient aux biens qui sont sur la terre et s'il eust pleu, je croy que les vignes en eussent esté fort domagées.

Monsieur, après m'estre bien humblement recommandé à vostre bonne grâce, je prie le Createur vous donner bonne vie et longue.

A Dijon ce 26^e jour d'Avril [1534].

(Autographe) Votre plus humble oncle,
Claude cardinal de Givry.

(1) Guillaume de Plaisance, comtois au service de François I^{er}, seigneur de La Loye (Jura), résidant à Amboise, fourrier des Logis du Roi.

(2) Le comté du Charolais, attribué à Marguerite d'Autriche, duchesse de Savoie, par le traité passé entre François I^{er} et le futur Charles V, le 24 mars 1515.

XVIII

LA PRINCESSE D'ORANGE A M. L'AMIRAL.

[Bibliothèque nationale, f^{ds} MOREAU, 774, f^o 47].

Monsieur, par l'advis de mons. le Cardinal mon cousin et celluy de votre conseil et le mien et pour le retour de mons. des Barres de Dole, je vous envoie mon bailli de Chagny present pourteur pour vous faire entendre avant votre partement de la Court mes affaires dont il vous plaira et vous privay le croisre et de tout ce qui vous dira davantaige de ma part, pour sur le tout pourvoir comme saurez faire et que j'en ay en vous ma seulle espérance : très desirante votre venue par deça estre brieve. Et me recommandant à votre bonne grâce tant et de bon cueur que faire puyt et a celle de madame ma cousine (1) et priant à nostre Seigneur qui vous donne, Monsieur, très longue vie.

Escript à Dijon le 27^e jour d'avril (2).

La toute vostre bonne mère et cousine.

(Autographe) P. DE LUXEMBOURG.

XIX

LE CARDINAL DE GIVRY A M. L'AMIRAL;

[Bibliothèque nationale, coll. MOREAU, 774, f^o 49].

Depuis mes lettres escriptes et à ce soir j'ay receu les lettres qu'il vous a pleu m'escripre par l'homme de Monsieur des Barres, et quant au gentilhomme qui estoit venu par deça de la part de Monseigneur le landgrave le jour d'après qu'il fut arrivé, il s'en retourna comme je suis asseuré avez esté adverty, et aussy comme les commis se sont rendus au jour pris par ledit langrave. Au demourant, Monsieur, vous me mandez le bien cet honneur qu'il vous a pleu me faire donner au Roy qui est trop plus grand que je ne meritay jamais envers ledit seigneur et vous, et dont, Monsieur, vous mercede très humblement. Et ne vous en ferez point d'offre, Monsieur, car tous les biens que je tiens viennent de vous et vous pourrez à tout jamais disposer comme des vostres. Monsieur, Madame la Princesse ceste après diner m'a tenu plusieurs propos de vous et entre aultres qu'elle n'auroit jamais aultre heritier que vous et que toute son esperance est en vous et desire sur

(1) Françoise de Longvy (Madame l'Amirale).

(2) 1534, n. st.

toute chose que votre plaisir soit de prendre ses affaires en main en sorte que l'exécution s'en ensuyve, et après que ledit Barbisy vous en aura fait discours qu'elle congnoisse que voulez mettre le vouloir que en avez en effet. Monsieur, après me estre recommandé bien humblement à votre bonne grâce, je prie le Createur vous donner bonne et longue vie.

A Dijon le 27^e jour d'Avril [1534].

(Autographe) *Votre plus humble oncle, Claude cardinal de Givry.*

XX

LE CARDINAL DE GIVRY A M. L'AMIRAL.

[Bibliothèque nationale, coll. MOREAU, 774, f^o 46].

Monsieur, depuis le partement du bailly Berbissey par lequel avez peu entendre toutes nouvelles, n'est riens survenu par deça de nouveau. Madame la Princesse est tousjours icy attendant vostre désirée veneue, laquelle envoie ce jourdhuy madame la Marquize sa niepce à Metz ou se doit trouver Monsieur le Marquis pour solennizer le mariage qui se fera là. Messieurs de Pouilly, Termes (1), jeune Pignan et Mangny suyvant ce qu'il vous a pleu escrire, font le voyage avec elle. Aussi fait Monsieur des Barres qui en a esté fort pressé par madite dame la Princesse comme monsieur vous pourray advertir, maiz que vous voye, ce que j'espere sera en bref ainsy que m'avez escript.

Et en attendant ce temps là, feray fin à ceste lettre après m'estre recommandé bien humblement à vostre bonne grâce, priant le Createur qui, Monsieur, vous doint bonne vie et longue.

A Dijon ce 6^e jour de May [1534].

(Autographe) *Votre plus humble oncle
Claude cardinal de Givry.*

XXI

LE CARDINAL DE GIVRY A PARIS DE CIREY.

[Arch. Côte-d'Or, G. 150, f^o 2].

Monsieur le Prieur, j'ay receu vos lettres et celles que mes aultres religieux de saint Estienne m'ont escrit, ou j'ay congneu que le desyr ne vous est encores passé de poursuivre vostre secularité, en quoy ma

(1) Sans doute Paul de la Barthe, seigneur de Termes (1482-1562), bailli de Montbéliard pendant l'occupation française (1534-1535), futur maréchal de France.

volonté a tousjours esté de vous faire toute l'ayde et faveur qu'il m'a esté possible, et de fait par cy devant y ay employay ceulx de mes amys qui a mon advis y pouvoient le plus, lesquelz par leur responce m'ont asses donné à entendre que l'affaire estoit de bien difficile conduite et mal aysée à obtenir du Roy. A ceste cause veue debves bien regarder avant que rentrer en ceste poursuite. Je vous en ay bien voulu dire ce qu'il m'en semble affin que vous n'asseures du tout vostre esperance suz moy. Toutesfois si vous trouves quelques aultres nouveaulx moiens de vostre part, j'essaieray de mon costé à vous faire tout le plaisir que je pourray dont vous feres foy à mes d. religieux leur communiquant la presente, vous recommandant tousjours l'estat et bon ordre de mon abbaye. A tout apres m'estre aussy recommandé de bon cueur a vous, je prieray le Createur vous donner, monsieur le prieur, ce que de grez de Mussy, ce pénultime de janvier (1)

le tout vostre amy

(Autographe) *Claude cal de Givry (2).*

La requeste que je vous appoinctay dernièrement à Lengres me semble mal sonner en quelque endroit par quoy si d'avanture vous en voules ayder, vous feres bien de la m'adresser à la court, affin que la substance gardée, je la face mettre en termes qui ne se puissent mal interpreter.

XXII

LE CARDINAL DE GIVRY AU COMTE DE CLEREMONT.

[Bibliothèque nationale, ms. fr., 3081, fol. 25].

Monsieur, j'ay receu voz lettres et me desplaistres fort qu'il ne s'offre meilleure occasion que cestecy pour vous faire cognoistre la volonté que j'ay tousjours heu à vous servir et surtout ce que m'excrivez. Je ne faudray a me trouver au temps que me mandez pour faire mon devoir. Et cependant je me recommanderay humblement a vostre bonne grâce, priant le Createur Monsieur vous donner bonne vie et longue a Mussy ce onzième de juillet (3).

Vostre humble voisin a vous faire service

(Autographe) *Claude card. de Givry.*

(1) 30 janvier 1545, n. st.

(2) Voir au volume *La Renaissance*, le fac simulé de cette signature du cardinal.

(3) Année non déterminée.

XXIII

LE CARDINAL DE GIVRY AU ROI HENRI II.

[Bibliothèque nationale, ms. fr. 20441, f^o 13 (1)].

Sire, l'impatience du mal ordinaire que je souffre commance des l'entrée de mon voiage et continue jusques à cette heure, la congnoissance aussi que j'ay du peu de service que je vous puis faire par deça au paovre estat et continuelle indisposition ou je suis. Toutes ces considerations et nécessité m'ont contrainct, Sire, d'envier expres ce gentilhomme (2) qui est mon devers vostre Majesté pour vous supplier plus que très humblement qu'il vous plaise avoir pitié et compassion de ma paovre vieillesse et par vostre bonté et clemence accoustumée ne vouloir souffrir que je demeure plus longuement en ceste langueur et tourment insupportable duquel je ne pourrois esperer que mort prochaine, ayant asses de fois esprouvé que l'aer de ce país d'Italie est entierement contraire a ma santé, quelque changement ou mutation de lieu que j'aye peu faire par le passé, qui a faict que la fin d'une maladie m'a toujours esté le commencement d'une aultre dont la dernière m'a reduict a telle extremité que vous aves peu nagueres entendre, Sire, de laquelle il ne sera jamais possible de me pouvoir resouldre, s'il ne vous plaist me faire cette grace que je me puisse retirer de ce país qui me nourrist et entretient en tant de tribulations et incommodité, et que je vous supplie de rechef tres humblement, Sire, me vouloir accorder et permettre que je puisse user en vostre royaulme de reste de vie que vous m'aves rendu et donné à prier Dieu pour l'accroissement de vostre bonheur et conservation de vostre santé Vous asseurant, Sire, que le desespoir de ma guarrison et la crainte de ce que je prevoiy me contrainct en toute extremité de vous faire ceste tres humble et pitoiable requeste dont le reffus ne sera que l'arrest et condamnation de ma mort, laquelle me sera encore plus agreable que de vivre inutile en la misere et calamité que je suis.

Sire, je supplie nostre Seigneur vous donner en longue santé tres bonne et tres heureuse vie de Rome le XXV^e de janvier (3).

Vostre tres humble et tres obeissant serviteur, subject et chapellain.

(Autographe) *Claude cardinal de Givry.*

(1) La mention du catalogue, pour le ms. 20.441 porte : Lettres relatives aux affaires de Rome : 1548-1554

(2) Passy.

(3) 25 janvier (1550 ?)

XXIV

LE CARDINAL DE GIVRY AU CARDINAL DU BELLAY.

[Bibliothèque nationale, fr. 10485, f^o 99].

A Monsieur Monsieur le Cardinal du Bellay à Rome.

Monsieur, après avoir sejourné quelques temps aux environs de Lucques, mesmement en ce lieu de Frigionais, l'une des belles et plus salubres demeures de toute cette seigneurie et congneu à peu pres ce que je pouvois esperer du recouvrement de ma premiere santé dont je ne voy pas grande apparence, je me suis deliberé par une necessité extreme de passer plus avant, et m'aller achever de guarir en ma maison ou j'espere trouver quelque fin à ma longue malladie, si tant est qu'elle depende plus de la qualite de l'air non accoustumé que de ma mauuaise complexion laquelle je confesse en estre l'une des principales occasions. Dieu me doint la grâce, Mons^r, qu'avec la santé je puisse recouvrer le moien de vous pouvoir faire en quelque lieu que je sois aucun bon service, car il y a, ce me semble, asses longtemps que je suis inutile en beaucoup de sortes, Vous merciant au reste des nouvelles qu'il vous a pleu me departir par vostre derniere lettre, et apres m'estre humblement recommandé à vostre bonne grâce je supplieray le Createur vous donner, Mons^r, bonne et longue vie.

de Frigionais le XIIIII d'april (1)

(Autographe) Vostre bien humble serviteur

Claude cardinal de Givry.

XXV

LE CARDINAL DE GIVRY AU CARDINAL DU BELLAY.

[Bibliothèque nationale, ms. fr. 10485, f^o 100. Cf. 20441, f^o 13].

Mons^r, peu de jours apres mes dernieres lettres, Passy, lequel j'avois envoyé à la Court pour la sollicitation de mon retour, m'est revenu trouver en ce lieu avec la depesche telle que je desirais et que j'avois toujours esperée de la bonté du Roy, lequel pour les respectz de mon indisposition m'a permis de me retirer à ma maison ou je m'en vais tout bellement et selon que ma santé le pourra comporter, je vous ay bien voullu advertir de ceste nouvelle, n'en ayant entendu d'autre qui merite vous en depescher. Si vous pensez, Monsieur, que la part

ou je seray je vous puisse faire aulcung service, ce me sera singulier plaisir d'y estre employé, me recommandant toujours humblement à vostre bonne grace je prieray le Createur vous donner, Monsieur, bonne et longue vie

de Pietre Sante (1) le XXVIII^e d'apvril (2)
(Autographe) *Vostre bien humble serviteur*
Claude cardinal de Givry

à Monsieur Monsieur le cardinal du Bellay à Rome.

XXVI

**LE CARDINAL DE GIVRY AUX MAIRE ET ÉCHEVINS DE
DIJON RELATIVEMENT AUX AUMONES DE L'HOSPITAL
DU SAINT-ESPRIT.**

[Arch. mun. Dijon, B. 454, fol. 89.]

Messieurs, l'assurance que m'aves donnée par voz lettres de la bonne dispensation des aulmonnes qui se donnent et levent en mon diocese pour l'entretènement de l'hospital du Saint-Esprit a faict que bien volontiers et liberalment j'ay accordé la depesche des mandementz et placez que desires, me confiant aussy que les questes se feront deument et sans abus par ceulx qui y seront deputés et me desplauroit fort qu'il advint aultrement. Si je puis pour vous particulièrement quelque chose en aultre endroict, vous me trouverez prest à m'y employer de bon cueur, duquel je me recommande à voz bonnes grâces, suppliant le Createur vous donner, Messieurs, santé et longue vie.

De Gurgy, le XXX^e d'octobre.

(De la main du cardinal : l'entierement vostre meilleur et parfaict amy

Claude car^{al} de Givry

[Reçue le IIII^e novembre
mil V C cinquante]

(Au dos) : A Messieurs les maire et échevins de la ville de Dijon.

A Dijon.

(1) Pietra Santa, à 25 kilomètres O. N. O. de Lucques, (Toscane), au pied de l'Apuane, sur un torrent, à 3 kilomètres de la mer ligurienne ; station de chemin de fer de Gênes à Pise ; 4650 habitants. Cathédrale avec façade en marbre du XIV^e siècle, église Saint-Augustin du XIV^e siècle, avec de nombreux monuments. — A 2 kilomètres, belle église de San Giovanni di Val di Castello, du XI^e siècle. Aux environs : gisements de mercure inexploités. (VIVIEN de SAINT-MARTIN, *Dict. de géographie universelle*, p. 806).

(2) (1550) ?

XXVII

LE CARDINAL DE GIVRY AU PAPE PAUL IV.

[Arch. vaticanes, Castel S. Angelo, arm VIII, ord. II, lett. A, f° 66-67, original.]

Beatissime Pater.

Torsit me mirum in modum totos hos dies officii prætermis-
siusque rei conscientia admonitus, diu mecum cogitavi quam ratione
tantæ negligentiae suspitio apud Sanctitatem vestram excusari posset.
At omnem dubitandi occasionem sustulit domini Episcopi Trecensis
in hanc domunculam nostram adventus, cui ut se Romam proficisci
testatus est, non dubitavi hoc literarum dare, quibus id primum a
Vestra Beatitudine supplex petam, ut si, tardius quam par sit, Sanc-
tissimos suos pedes, cum ea qua decet servitutis et reverentiae testa-
tione, deosculor, eam mihi culpam quam ingenue fateor et agnosco,
pro sua benignitate condonet. Deinde ita de me perpetuo sentiat nemi-
nem sibi devotiorum et obsequentiorum servum usquam futurum, quique
maioribus votis a Deo optimo maximo precatus sit ut ad Sanctissimæ
Romanæ Ecclesiæ gubernacula tantum aliquando virum sedentem
liceret intueri. Quam in rem, ut adulandi species absit, plura non
scribo. Cæterum Sanctitatis Vestre sacratissimum pedem, sicuti per
absentiam licet, devotissime amplexor cum sancte benedictionis vestre
humillima imploratione. Mussiaci, sexto idus octobris (I).

Beatitudinis et Sanctitatis vestræ

(Autographe) *quam humillimus et obsequentissimus servus*
Claudius Car^{lis} a Givry

au dos : Smo ac Bmo Patri Domino nostro Paulo IIII^o

Pontifici Maximo, Rome
(Signet)

XXVIII

RÉPONSE DU PAPE PAUL IV AU CARDINAL DE GIVRY.

[Arch. vaticanes, Arm. 44, t. IV, f° 155 recto et verso (Copie)].

*Dilecto filio nostro Claudio tituli Sanctæ Agnetis in Agone Pres-
bitero cardinali de Givry nuncupato Paulus papa IIII.*

*Dilecte fili noster, salutem et apostolicam benedictionem. Mutuæ
nostræ inter nos benevolentie minime obliti, cum in hunc locum a
Deo fuimus vocati, facile nobis persuasimus tuæ quoque circumspec-*

(I) Mussy-l'Évêque, 10 octobre (1555).

tioni sicut cæteris tunc collegis et fratribus nostris charissimis, gratum et probatum id fore : nec tam quidem loci ipsius qui laborum, ut scis, et curarum plenus est gravissimarum quam nostræ voluntatis causa quæ cuiusmodi sit erga christianam rempublicam et fidelium salutem et tranquillitatem Deus idem testis est : et quamdiu hic fuit tua circumspectio, aliqua ex parte potuit cognoscere. Quamobrem et gratulatio et excusatio tua quam ex mandatis et literis accepimus, quæ venerabilis frater episcopus Trecensis (1) ad nos attulit, non magnopere fuit necessaria. Animi enim tui nobis iampridem perspecti, e presenti statu nostro lætitiā tanto antea providimus ut hæc ad eam declarandam literarum tuarum et Nuntii significatio, tametsi paulo serior, non solum nullo modo apud nos reprehendi potuerit, sed ut nobis iucundissima valde fuerit laudata, longèque amplius in posterum laudabitur si Deum ac dominum nostrum Iesum Christum precari nobiscum non desines, ut hoc tuum gaudium non omnino inane futurum sit, et nos hanc naviculam adeo nunc fluctuantem cuius nobis gubernaculum creditum est, e tam turbulenta tempestate una cum grege nostræ curæ commisso in salutis portum conducere possimus. Interim autem quod ad te tuasque privatim res attinet, minime te dubitare arbitramur quin, quantum cum Deo possumus, semper parati simus omnibus amantissimi animi officiis tibi gratificari, quemadmodum ab eodem Episcopo circumpectionem tuam certiolem factam putamus, quam divina maiestas benedicat ac perpetuo incolumem custodiat.

Datum Rome apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die 9 decembris M. D. L. V., pontificatus nostri anno primo.

XXIX

LE CARDINAL DE GIVRY, A MESSIEURS LES CHANOINES ET CHAPITRE DE CHAULMONT.

[Arch. m. Reims, coll. Tarbé, cart. IX, n° 104.]

à Chaulmont

Messieurs les chanoines, le feu roy a qui Dieu fait paix m'avoit escrit quelques jours avant sa mort et envoyé ses lettres patentes pour convoquer le clergé de mon diocèse ou une partie des principaux d'iceluy, affin de leur declarer que desirant doresnavant et favorablement traicter les gens d'eglise de son royaume il avoit reduict à une seule decime les trois que par cy devant il avoit deliberé requerrir et dont j'avois desja receu la commission. Et parce que le terme de lad. simple decime s'approche, j'ay advisé de vous escrire et prier ne vouloir faillir de vous trouver ou envoyer a Lengres le XX^e jour du present mois d'aoust pour assister le lendemain a la convocation du clergé qui se

(1) Antonio Caracciolo, évêque de Troyes, de 1551 à 1563.

tiendra en ma maison episcopale aud. lieu, ou vous sera faicte plus ample declaration de la volonté dud. feu seigneur, laquelle je pense que le roy a present regnant veult sortir son effect, me recommandant sur ce de bon cueur a vostre bonne grace. De Mussy le IIII^e jour d'aoust 1559.

Vostre bon amy

(Autographe) *Claude car^{al} de Givry.*

XXX

LE CARDINAL DE GIVRY AUX CHANOINES DE SON DIO-
CÈSE.

[Arch. Haute-Marne, f. non classé].

Messieurs les chanoines. Le Roy m'a escrit et envoie ses lettres patentes pour faire assembler les gens d'eglise beneficiers de mon diocese ou partie des principaulx d'iceulx, affin de les requerir luy vouloir octroier quatre decimes par forme de don gratuit sur les fruitz et revenus de leurs benefices de ceste presente année dont je vous ai bien voulu advertir et prier vous trouver ou envoyer de votre part à la convocation du clergé qui se fera en ma maison episcopale à Lengres ce lundy XXIX^e jour du mois de janvier prochain, ou chascun entendra plus au long la volonté dudit seigneur par la lecture de ses lettres, a tant Je me recommanderay de bon cueur à vous. De Gurgy le dernier de decembre 1559.

Votre bon amy

(Autographe) *Claude cardinal de Givry.*

XXXI

LE CARDINAL DE GIVRY AU SOUS-PRIEUR DE SAINT-
BÉNIGNE(1).

(au dos :) *A Monsieur le soubz prieur de l'abbaye St-Bénigne à Dijon.*

(Arch. Côte-d'Or, série H., fds de Saint-Bénigne).

Monsieur le soubz prieur. J'ay bonne souvenance de la requeste que vous m'avés cy devant faicte et fait faire ; aiant tousjours désiré vous gratifier de la place de novice que demandés pour vostre nepveu, ce que j'ay differé a cause de mes precedentes promesses a d'aultres ; mais puis que m'asseurés qu'il y a lieu et place vacante, je veulx bien que vostre d. nepveu soit receu, et mande a mons^r le grand prieur d'ainsy le faire pour l'amour de vous duquel je connois les merites et l'affection a conserver le bien de l'Eglise. A tant je supplieray Nostre Seign^r vous donner tout ce que plus désirés. De Gurgy le XV^e de decembre.

Le tout vostre amy

(Autographe) *Claude, car^{al} de Givry.*

XXXI

LE CARDINAL DE GIVRY AU DOYEN DE SAINT-SEINE (1).

[Arch. Haute-Marne, G. 939, f^o 105].

Monsieur le doien. Le Roy m'a escrit et ordonné que dedans deux mois [lacune] ou a messieurs de son conseil privé ung estat signé de moi ou de mes vicaires contenant au vray en nom de toutes les cures et chapelles de mon diocèse ce que chascune d'icelles peult valoir de revenu chascun an, les charges ordinaires déduittes, selon qu'il est plus à plain contenu et déclaré par les lettres dudit seigneur. A cette cause je vous prie et ordonne expressement que vous aiez à signifier et fere scavoir incontinent et sans delay à tous curés et chapelains tenant eglises parrochiales et benefices chargés de cure d'ames, chapelles ou chapelannies en tiltre de benefice perpetuel aux limites et destroit de vostre doienne en parlant à leurs personnes ou de leurs vicaires, fermiers, admodiateurs, receveurs, commis et entremetteurs en leur laissant coppie des lettres de sa majesté et des nostres presentes, que suivant icelles ils et chacun d'eux particulièrement aient à se trouver ou envoyer à Lengres le XXVII^e jour du moys de juing prochain pour audit jour exhiber et représenter par devant moy ou mes vicaires et députés les deux ou trois fermes et admodiations dernieres de leurs dites cures et chapelles ou bailler vraye declaration du revenu et valeur d'icelles, si tant est qu'ilz les tiennent en leurs mains ou qu'ils les fassent tenir par forme de recepte, sans y faire faulte et s'en purger par serment s'il est besoin, et requis en sont, de laquelle valeur vous ne laisserez neantmoins de vous enquerir secrettement et diligemment au cas que les cures ou chapelles ne fussent baillées ne tenues à tiltre de ferme et admodiation. Et de ce que fait aurez sur ce, ne fauldréz de dresser et m'envoier dedans ledit jour et au plus tost que pourrez vostre proces-verbal contenant par le menu l'execution de ces dites presentes envers chascun desdits curés et chapelains estans au destroit de vostre dit doienne, duquel proces-verbal et de voz peines et vacations vous sera satisfaict come de raison, suppliant notre Seigneur vous donner, Monsieur et doien, tout ce que plus desirez ; De Mussy ce XV^e jour de may 1561.

N'oubliez a remplir le blanc des copies imprimées que je vous envoie suivant la présente.

Le tout votre amy
(Autographe) Claude car^{al} de Givry.

(1) Saint-Seine-en-Mont, ou Saint-Seine-l'Abbaye. Le curé pourrait avoir été alors Noël Mamyot, curé en 1560, d'après ROUSSEL, t. III, p. 159. En 1555, était curé Hélicon de Longon (Arch. Côte-d'Or, G. 196).

DEUXIÈME SÉRIE

Statuts du Concile de Lyon (1528) (I).

I

Agri dominici præcipua cultura est quæ extirpatis hæreseum atque errorum vepribus et tribulis ac geniminis viperarum obtritis, sinceræ fidei rosaria et virtutum lilia in cordibus hominum felici proventu fœcundare solet. Sane ad succidendam Lutheranæ hæreseos impietatem armatura fidei eo asperius excandescere debemus, quo virus illius latius serpere ad captivandas pusillorum animas conspiciamus : ne turbidus ille aquilo, a quo panditur omne malum, e propinquis regionibus perflans, appropinquet flagellum tabernaculo nostro : sed sentiat christianissimam Galliam, sicut olim monstris caruisse, ita et nunc his prodigiosis hæresum portentis funditus carere velle. Itaque auctoritate præfati reverendissimi domini nostri archiepiscopi et primatis, cujus vices in hac parte gerimus, et hujus provincialis concilii statuimus, ut venerandi fratres nostri provinciales episcopi, ad Dei gloriam et orthodoxæ fidei augmentum per suam quisque diœcesim adversus hæc impurissima Lutheri et sequacium dogmata, fœdamque et contagiosam impiæ pravitatis enormitatem circumspecta vigilantia consurgant, diligenter inquirant, pœnale judicium exerceant, et severa animadversione deprehensos per legitimos tramites corrigant, castigent, puniant et adhibitis in hoc tam salubre opus viris gravissimis fide, integritate, eruditione spectatissimis judicibus, adversus hujusmodi assertores, fautores, receptatores forment sincere, causas pertractent, et laudabili fine concludant, invocato, quatenus opus erit, auxilio brachii sæcularis.

II

Insuper prohibemus sub divini interminatione judicii et excommunicationis pœna omnibus personis, cujuscumque gradus, status, qualitatis, et conditionis existant, ne qualiacumque Lutheri et sequacium dogmata, aliasve falsas et reprobatas doctrinas insequi, asserere, docere, prædicare, approbare, suscipere, defendere audeant vel præsumant quovis modo.

III

Inhibemus quoque sub prætaxatis pœnis prædictis quibuscumque personis, ne quæcumque audeant vel præsumant dicere, proponere, proferre, suadere, inducere, sive prædicando, docendo, disputando, colloquendo, aut aliter operando, per quæ populus christianus diver-

(1) *Bibl. nat.*, Coll. Bourgogne, t. 70, Cf. MANSI, *Concil.*, éd. Welter, t. XXXII (1901), col. 1126.

tatur, aut dimoveatur, diverti aut dimoveri possit a fide catholica, a sacramentis sanctæ matris Ecclesiæ sincere credendis, a veneratione intemeratæ Virginis Deiparæ, sanctorum et sanctarum regni celestis, ab observantia et votis regularis disciplinæ, ab horis extra chorum dicendis, jejuniis et abstinentiis, ab orationibus, et intercessionibus pro defunctis, et generaliter a præceptis et mandatis clavibusque auctoritate et potestate sanctæ Dei ecclesiæ : et quia ex libris hujusmodi hæreticorum sub dulci fucato et acceptato sermone mellita venena propinantium, paratur legentibus occasio ruinæ, evangelia quoque, epistolas beati Pauli, Apocalypsim et alios sacræ Scripturæ libros in idioma Gallicum et vernaculum sermonem verti et transferri curaverunt, ut vulgus indoctum litteræ quæ occidit, inhærens, a veritate et puritate sensus alienatur, et facilius in baratrum erroris corruat, dum sic præsumta temeritate conceptus proprios orthodoxorum patrum et doctorum Ecclesiæ, sententiis et interpretationibus præfecti, unde apud plerosque infirmiores erroneæ et devię ingenerantur opiniones et anxie dubietates, scissura sit in Ecclesia et gravia oriuntur scandala. Quapropter districtius sub prædictis pœnis inhibemus omnibus et quibuscumque personis, cujuscumque gradus, status et conditionis existant, ne prædictos libros Lutheri et sequacium, necnon translativos hujusmodi in Gallicum idioma sacræ Scripturæ libros habeant, teneant, legant, audiant : verum si quos habuerint, prorsus abjiciant. Impresoribus quoque, bibliopolis et librariis, ne hosce libros et tractatus imprimant, habeant, vendant seu venales exponant publice vel occulte : laicis autem ne de fide catholica, et articulis hujusmodi, damnatas hæreses concernentibus disputare, ad idve publica vel occulta conventicula facere præsumant.

IV

Præcipimus denique omnibus ecclesiarum parochialium rectoribus, seu eorum vicariis, ut in eorum ecclesiis singulis diebus dominicis populo ad divina audienda congregato præmissa attente publicent et declarent, et plebes eisdem commissas in doctrina christiana et ecclesiasticis institutis instruant et erudiant, nec sinant proprias oves pretioso sanguine Christi redemptas, horum perversitate impiorum dogmatum labefactari. Et si quos his erroribus implicatos compererint, denuntient debite suo superiori, juridice compescendos et corrigendos.

V

Porro quod attinet ad morum directionem et reformationem, invigilent inde antistites ac cæteri tam sæculares quam regulares prælati, monendo, obsecrando, pœnas exaggerando, opportune, importune, ut ecclesiis suis vigor ecclesiasticæ disciplinæ perseveret, cultus divinus fervente pietate felix suscipiat incrementum, vitæ clericalis munditia, honestas, modestia palam luceat et efflorescat.

Vitia autem, quibus solet ecclesiasticus ordo passim diffamari et dilacerari, prorsus reprimuntur, illa præsertim quæ offendiculum scandali figunt in oculis hominum, itaque severissimis jam editis jurium sanctionibus percellantur negotiatores clerici. In publicos concubinariorum et incontinentes tum antiquorum tum novissimorum decretorum poenæ districtius infligantur, indecori et inhonesti arceantur. In summa repurgatis et deletis his vitiorum fomitibus et sentinis, monente Christo apud Matthæum, luceant bona opera nostra coram omnibus hominibus, ut honorificetur Pater noster qui in cœlis est.

VI

Ceterum ad reformandam illam plurimum gravem et onerosam ecclesiis, laicis vero contemptibilem sacerdotum multitudinem, qui solent plerumque illiterati, moribus inculti, servilibus operibus addicti, imberbes, inopes, fictitiis titulis ad sacros ordines obrepere, non sine magno status clericalis opprobrio, quibus longe præstabilius esset in accessu obsistere, quam sic indiscrete admissos miserabiles a gradu et ordinatione dejicere seu suspendere, cum juxta canonem melius est donum sacerdotii paucos habere ministros, qui possint digne opus Dei exercere, quam multos inutiles : canonicis constitutionibus inhærentes statuimus, ut nulli ad sacros ordines majores admittantur, nisi qui moribus, scientia, ætate et competenti titulo sufficienter digni esse reperiantur, præcedente ad hoc diligenti scrutinio et examinatione exacta. Tituli autem promovendorum, ne qua fraus lateat, examinentur, et prævia informatione aut alias debite verificentur ut innotescat an sint competentes et suppetant facultates constituentium. Quibus siquidem titulis, cum debeant esse perpetui, non possint sic promoti per quamcumque præcedentem seu subsequenter conventionem renunciare, resque et bona in hujus modi titulos constitutos et constituta retransferre seu quovis quæsito colore alienare, absque sui superioris auctoritate et decreto et cum causa nullatenus valeant. In concedendis vero litteris dimissoriis cautio est adhibenda, ne passim indiscrete concedantur ; et in quarum concessione, similis præcurrat diligentia et judicii maturitas in personarum examinatione, et titulorum verificatione, ad scrutinium hujusmodi et examen, viri graves, morum integritate præclari, divinæ legis gnari et in disciplinis ecclesiasticis exercitia præficientur.

II

SERMENT DE FIDÉLITÉ
DE CLAUDE DE LONGVY, ÉVÊQUE DE LANGRES (1).

23 janvier 1530 (n. st.). Dijon.

« *Francoys, par la grâce de Dieu roy de France, à nos amez et féaulx les gens de nos comptes et trésoriers à Paris, et au bailly de Sens ou à*

(1) *Arch. nat.*, expéd. orig., P. 725¹, cote 256.

son lieutenant, et à nos procureurs, receveurs et officiers oudit bailliaige, salut et dillection :

Savoir vous faisons que notre amé et féal conseiller Claude de Longvy, evesque et duc de Langres, per de France, nous a ce jourdhuy faict le serment de fidélité que tenu il nous estait faire à cause du temporel et places de sa dicte evesché et perie, à quoy nous l'avons receu, sauf notre droict et l'autrui.

Si vous mandons, commandons et expressément enjoignons, et a chacun de vous en droit soy et si comme a luy appartiendra, que pour cause dudit serment de fidélité non faict vous ne faictes, mettez ou donnez ne souffrez estre faict, mis ou donné a nostre dict conseiller, evesque et duc de Langres, temporel et place, d'icelluy evesché, aucun destourbier ou empeschement en quelque manière que ce soit, lequel si faict, my ou donné luy avoit esté ou estoit au contraire, l'ostez et mettez ou faictes oster et mettre incontinent et sans délai au premier estat et deu, pourvu qu'il baillera son adveu et denombrement en ma Chambre des Comptes et fera les autres droits et devoirs pour ce deuz, si faicts ne les a, car tel est notre plaisir.

Donné de Dijon le 23^e jour de janvier l'an de grâce mil cinq cent vingt et neuf et de notre règne le seizième.

Par le roi, l'évesque de Lisieux, grand aumosnier présent

...(déchiré) BAYARD.

III

COMPROMIS ENTRE CLAUDE DE LONGVY ET LES CHANOINES DE SAINT-MAMMÈS (1).

5 octobre 1531 — Châtenay-Mâcheron, près de Langres.

... Seroit esté pris estat par manière de compromis en tous lesdicts differendz et questions telz qu'ilz peuvent estre jusques au jour de Pasques dernier passé, lequel état de rechief auroit esté continué jusques au jour saint Remy chief d'octobre aussi dernier passé, pendant lequel temps lesdictes parties ne se sont peu assembler pour conférer et communiquer desdictes affaires à cause de grosses festes qui depuis ont esté et sont encores de présent audict Langres, Dijon et quasi sur tout le diocèse dudit Lengres, ainsi est que ce jourdhuy, dacte de ces présentes, ès présences des notaires soubscriptz compareus personnellement nobles et vénérables personnes maistre Jehan d'Amoncourt, grand archidiacre en l'église de Lengres, vicaire général, et Anselme Petit, archidiacre du Dijonnois, secrétaire dudit sieur révérend, eulx faisant fortz pour ledict révé-

(1) Arch. Haute-Marne, f^{ds} du Chapitre, non classé.

rend, promectans luy faire ratifier le contenu en cesdictes présentes dedans Pasques prochain, et vénérables et discrettes personnes mais-tres Claude Loys et Jehan Robert, chambrier et chanoines en ladicte église, eulx faisans et portans fortz pour lesdicts vénérables absens, promectans aussi par iceulx faire ratifier ce présent état dedans ledict jour de Pasques prochain, d'aulture part, lesquelz ainsi que dict est esnoms et qualitez et soulz lesdictes conditions par compromis ont pris estat de tous les dessusdicts différens et questions telz qu'ils peuvent estre, qui se déclareront en particulier de ce dict jourd'huy à la Pentecôte prochaine et *interim totiens quotiens commode fieri poterit*, pendant lequel temps et depuis la dicte prinse possession lesdictes parties veullent, entendent et déclarent qu'elles ont esté sont et demeureront chacune en droit soy, en leurs possessions et saisines de toutes seigneuries, juridictions et auctoritez telles qu'elles étaient audict jour de prinse possession, sans que l'une contre l'autre aist acquis ou perdu, acquière ou perde aucung droit ancien ou nouveau tant possessoirement que aultrement. Et un expédient d'appointement et accord ne se trouveroit dedans ledict temps entre lesdictes possessions sans que l'une puisse objicier à l'autre peremption d'action ou d'instance en quelque manière que ce soit, ains chacune d'icelle contre l'autre respectivement porra intenter, si bon luy semble, action, interdict esté possidetés oquipale à matière de saisine et nouvelleté, tant ainsi qu'elles eussent peu et leur effort loysible faire dedans l'un desdictz troubles prétenduz estre faitz par eux ou leurs gens, pour lesquels elles ont pris et preignent le fait et charge, compromectans d'une part et d'aulture de faire ratifier...

Fait à Chastenay-Macheron le *cinquième jour d'octobre l'an mil cinq cens trente et ung*.

IV

6 juin 1533.

Transaction (1) en conformité à l'accord du 5 octobre 1531, entre l'évêque de Langres d'une part, et les vénérables doyen et chapitre de l'aulture.

1^o — Quant à ce que Claude Plusbel, pénultime prévost de Langres, aussi Gaulcher Julian, prévost moderne, ont refusé prester le serment en chapitre, accordé est que lesdictz refus demeurent comme chose non advenue et sans interruption de droitz, possession et saisine desdicts vénérables. Oultre est appointé que lesdictes parties accorderont de la forme du serment que les prévosts dudict Langres sont tenus faire en chapitre à leur nouvelle institution.

(1) *Arch. Haute-Marne*, G. 45, f^o 52.

Item que ledict Gaulcher seroit entré en la maison de messire Pierre de Favrey, chappelain en ladicte église de Langres, item la cognoissance de cause prinse par le dict prévost de Jehan Milleton dict Dourtès et aultres de Submûr, terre et seigneurie desdicts vénérables, item du filz d'ung nommé Paussès demeurant à Courcelles-en-Montaigne, seigneurie desdicts vénérables, item le trouble que lesdicts vénérables prétendent leur avoir esté fait par ledict prévost au scellé en la maison de feu messire Mathieu Barroys, chappelain en ladicte église, item au scellé en la maison de feu messire Jean Thibault, chappelain en l'église Monseigneur Saint Pierre de Langres, item au scellé en la maison de feu messire Guillaume Colin, habitué en ladicte église résident *per majorem partem anni* en la ville de Langres, curé de Pierreficte, décédé *ab intestat*, item au scellé en la maison Jehan Roussel dict le Morfondeu en son vivant officier de ladicte église : accordé est que tous les dessusdicts troubles, différendz, procès et procédures, si aucuns en y a, sont mis au néant et demeurent comme chose non advenue et sont mises les parties hors de cours sans dépans, le tout sans préjudice du droict desdicts vénérables, lesquels ledict sieur reverand a déclaré estre en leurs anciens droitz, possessions et saisines dudit scellé et aultres choses dessusdictes, ainsi qu'ils estoyent paravant lesdicts troubles et différendz.

Item de la succession du dict Colin prétendue par lesdictes parties, asscavoir *bona cure* par ledict sieur révérend et les aultres par lesdictz vénérables, appointé est que les biens d'icelluy Colin provenant *ratione cure* appartiennent audict sieur révérend et les aultres audict chappitre, le tout selon les anciens concordats.

Item quant à la cognoissance de cause prise par l'official dudict S. révérend de la publication du testament de feu messire Mathieu Barroys, chappelain comme dict est en ladicte église, dont lesdicts vénérables se seroyent portés pour appelans, et icelle appellation convertie en opposition auroient conclu en matière de nouvelleté, accordé est que sans préjudice du droit desdicts vénérables, ladicte entreprise de cognoissance mise au néant demeure comme chose non advenue, et sont les parties mises hors de court sans despens, dommages et interestz et demeurent, lesdicts vénérables en leurs droitz, possession et saisines de la publication des testamens des chapelains de ladicte église comme auparavant.

Item touchant le trouble fait par le procureur dudict s^r révérend que au lieu de Villegusiers, terre et seigneurie desdicts vénérables en toute justice, haulte, moyenne et basse, auroit scellé et brandonné en la maison de feu messire Jacques Huyard, prebtre illec demeurant, et accordé est et appointé après que ledict S. révérend a déclaré que audict lieu *il ne prétend aucune jurisdiction* et qu'il a desadvoué le fait, que ledict acte mis au néant demeure comme chose non advenue, sans que par ce soyt acquis aucun droit audit S. révérend sur la jurisdiction desdicts vénérables.

Item quant aux cinq pastz dehuz par ledict S. révérend auxdicts vénérables, asscavoir le jour de la Cène, Pasques, Saint-Mammès,

Noel et à tel jour qu'il a été consacré, qui fut le() jour du mois de () (1), accordé est que la vye durant dudict S. révérend, s'il est présent en la ville de Langres, il aura option de bailler lesdictz pastz à chacun desdictz jours ou pour chacun d'iceulx la somme de dix livres tournois, excepté les jours de Pasques et de Saint-Mammès, esquels il sera tenu bailler lesdicts pastz s'il est présent en ladicte ville de Langres, sans toucher aux dix livres tournois *pro absentia episcopi* le jour de Saint-Mammès.

Item touchant les articles des pardons ouctroiez par notre Saint Père le pape, accordé est que quand le secrétaire dudict S. révérend par son ordonnance ou de son vicaire les aura signez *pro approbatione*, le secrétaire desdicts vénérables les signera *pro affixione* au tronc et aux portes de ladicte église et de Saint Pierre unie à icelle, sans touteffois par ce empescher que ledict S. révérend ne fasse afficher ses mandements et ordonnances auxdictez portes de ladicte église.

Item quant à l'appellation interjetée en la court de Parlement par le procureur dudict S. révérend, de l'emprisonnement et cognoissance de cause prise par la justice desdicts vénérables de Perrenot Mouginot, tonnelier, demeurant en la terre dudict S. révérend, qui après le trespas de feu maistre Jehan Lepetit dict Mynot, habitué en ladicte église de Langres, décédé en la maison canoniale de feu maistre Nicolle Labbé hors des cloistres en la rue de Saulvaige, auroit été trouvé en icelle maison rompant une armoire du bufet et saisy de larrecin et sacrilège, aussi de l'appellation interjetée en ladicte court par lesdicts vénérables du reffus par le prévost dudict S. révérend, faict de rendre les biens furtivement emportez de ladicte maison canoniale par ledict Perrenot Mouginot, laquelle appellacion les vénérables ont relevé, accordé est que lesdicts procès et procédures demeureront comme chose non advenue, sans préjudice de la franchise et immunité de ladicte maison canoniale.

Item ledict S. révérend a déclaré que si luy, son vicaire, official ou vice gérant, rend quelque appointement, sentence interloquitoire entre les parties en ladicte église ou cloistre d'icelle ou en maison canoniale, il ne veut ni entend que cela puisse préjudicier à l'exemption desdicts lieux.

Promectons d'une part et d'autre...

V

ENQUÊTE SUR DES HABITANTS D'ORBIGNY-AU-VAL

1535, 5 septembre, Langres (2).

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront et orront, Phelippe Clerget, mayeur de Langres, salut. Scavoir faisons que aujourd'huy

(1) Ici le texte est en blanc.

(2) Arch. Haute-Marne, fds non classé.

date de cestes, nous sceans en jugement aud. Lengres pour la part de Mess^{rs} les vénérables doïen et chappitre de Lengres, et par honorable homme Guy Genevois, procureur d'iceulx, nous a esté exposé que en certaine cause et matière d'appel pendant en la court de Parlement à Paris, entre iceulx vénérables, appellans à l'encontre des official et promoteur de monseigneur le révérendissime cardinal de Gevry, évesque duc de Lengres, per de France, adjointz et intimés : en laquelle ilz avoient nécessairement à prouver et monstrier que Parisot Maingnien et Girard Menne d'Orbigny-ou-Val sont demeurans aud. lieu d'Orbigny-ou-val, hommes subgetz, juridicques et justiciables desd. s^{rs} vénérables seigneurs haulx justiciers, moyens et bas dud. Orbigny-ou-Val ; sont avec ce purs lays, laboureurs menans et conduisans journellement leur labeur, harnoys et charrue, de ce vivent roturièrement, sont vestuz et habillez d'habiz de laboureur, comme les autres laboureurs et habitans dud. lieu, sans qu'ilz soient clers ny vivans cléricallement ou portans habiz de clers ; et si ne scavent chanter à l'esglise ny moins scavent aider à célébrer un prestre, non scavans leurs sept pseaulmes, comme clers doibvent et sont tenus faire, mais aud. Orbigny-ou-Val sont tenuz et réputez purs lays, laboureurs vivans roturièrement avec et comme les autres dud. lieu ; et pour de ce faire apparoir avoit fait adjourner par devant nous à ce jourdhuy par Guyot Fèvre, sergent en la maierie dud. Lengres, les cy après nommez, assavoir Clément Girault, aagé de quarante ans, Clément Caubelot, aagé de quarante-six ans, Loys Barbe, aagé de trente-six ans, Jehan Caubelot, aagé de soixante ans, Guillaume Jaquinot, aagé de quarante ans, Nicolas Menne, aagé de quarante ans, Jehan Jaquinot le jeune, aagé de quarante-six ans, et Jehan Badel, aagé de quarante ans, tous laboureurs demeurans aud. Orbigny-ou-val, lesquels présens, après serement par eulx fait aux saintz évangilles de Dieu de dire et déposer, aussi actester la vérité de et sur le contenu oud. exposé que leur a esté leu et donné à entendre de mot à mot, ont uniformément dit et actestés que iceulx Parisot, Maingnien et Girard Menne sont demeurans aud. Orbigny-ou-Val, hommes, subgetz juridicques et justiciables ausd. s^{rs} vénérables doïen et chappitre de l'esglise de Lengres, duquel lieu iceulx vénérables sont seigneurs haulx justiciers, moïen et bas ; et que iceulx Parisot Maingnien et Girard Menne sont purs lays, laboureurs menans et conduisans journellement leur labeur, harnoys et charrue, vivent roturièrement, sont vestuz et habillez d'habiz de laboureur, comme les autres laboureurs et habitans dud. lieu, sans qu'ilz soient clers ny vivans cléricallement ou portans habiz de clers, et si ne scavent chanter à l'esglise d'illec ny autre part, ny moins scavent leurs sept pseaulmes comme clers doibvent et sont tenuz faire, mais aud. lieu sont réputez et tenuz purs lays comme les autres habitans dud. lieu le scavent parce qu'ilz sont demeurans aud. Orbigny-ou-Val, vont et viennent les ungs avec les autres tant à l'esglise, à la cherrue que autres lieux, et hantent journellement ensemble comme

laboureurs vivans roturièrement font et ont accoustumé faire. Des quelx ditz, dépositions et actestacions, led. Genevois oud. nom nous en demande lectres d'actestacion pour valloir et servir ausdits s^{rs} vénérables en temps et lieu ce que de raison, que lui avons ouctroïé en ceste forme. En tesmoing de ce, nous avons scellé ces présentes du scel de lad. maierie. Faictes et données aud. Lengres, le cinquième jour du mois de septembre l'an mil cinq cens trante cinq.

VI

STATUTS SYNODAUX DU CARDINAL DE GIVRY (1).

1537 — Langres.

Claudius de Longvy... vulgo de Givry, etc... universis decanis ruralibus, curatis et ceteris ecclesiasticis personis nostræ diocesis Lingon. salutem in Domino.

Cura regiminis pastoralis (cui divina providentia licet indigni præesse dignoscimur) quotidie nos sollicitat ut animarum vobis creditarum saluti intendamus ; cognoscentes aliqua antecessorum nostrorum salubria statuta juri et equitati consona que quidem temporis varietate et hominum malitia tam clericorum atque aliorum in diocesi nostra degentium injuria et malignitate, Dei timore postposito spreteque ecclesiastica disciplina, neglecta nec observata fuisse, imo penitus in dissuetudine abiisse, saltem ut decet, non servari, in ipsius Dei offensam status ecclesiastici opprobrium et populi scandalum non modicum : quantum cum Deo possumus premissis medelam adhibere salutarem volentes hoc anno Domini millesimo quingentesimo trigesimo septimo : monitiones et exhortationes futuram synodum expectando, que sequuntur, fecimus monendo primo, secundo, tertio et peremptorio termino communiter vel divisim omnes et singulos curatos, vicarios et ceteros nostre diocesis ecclesiasticos, ea que sequuntur observare que volumus per decanos rurales in suis congregationibus hoc proximo anno fiendo omnibus suorum decanatum curatis, vicariis et aliis ecclesiasticis personis respective intimari et notum fieri.

Imprimis quod curati, vicarii et ecclesiarum parrochialium rectores bene et devote, decenter ac reverenter ecclesiastica Sta tractare cum devotione habeant, distincte pronunciare sub debita ecclesiæ forma, et in conspectu populi nihil agere in compositum, ac cum solemnitatibus requisitis eadem sacramenta ecclesiastica in forma et materia ministrare studeant : ac singulis diebus dominicis ac festivis erudiant ac instruant populum sibi creditum super duo-

(1) *Bibl. nat.*, B. 5559 rés.

decim articulis fidei, decem preceptis decalogi et super quinque, et ut alii volunt, septem preceptis Ecclesiæ, et confessione tempore ordinato ab ecclesia recte et integre facienda, ut contineant eos in cultu cum reverentia et timore Dei, et moneant eos evitare blasphemias et quecumque vana et enormia juramenta, jurgia, dissensiones, odia et rancores et cetera hujusmodi scelera, et incitent eos ad seipsos mutuo amore et fraterna charitate prosequendos et sibi ipsis piis obsequiis succurrere.

Quod ipsi curati et omnes alii ecclesiastici in cunctis eorum actibus, presertim in ecclesia, pacifice conversentur ; et quibus singulis prohibemus ne ullus pro questu et lucro presumat duas missas in die celebrare in ecclesiis simul unitis, et extra easdem ecclesias sive pro questu sive alia quacumque causa secundam missam nullus celebrare presumat : quod eisdem sub sententie excommunicationis vinculo ac emenda arbitraria eleemosyne sue applicanda prohibuit et per presentium tenorem prohibet.

Quod ipsi ecclesiastici viri et alii in sacris ordinibus ac tonsura constituti, sint in victu potuque sobrii, in vestitu et habitu compositi, et ne se vestibus et coram populo exuant, sint in incessu graves, non dissoluti, in verbo tardi, veraces et in opere prudentes et circumspecti ac diligenter invigilantes super curam sibi gregis commissi, tanquam pro eis ante tribunal districti judicis rationem reddituri, ipsos et omnes ecclesiasticos monet ne publice corisent seu tripudiant : nec etiam in coreis intersint. Ne ludis publicis intersint : et maxime ne ipsi ludant et tabernas vinarias frequentent, quodque concubinas aut alias mulieres suspectas in domibus suis non teneant, nec suspecta seu mulierum consortia habeant.

Quod nec puerperarum conviviis intersint ; quod quilibet curatus seu vicarius perpetuus, parochialis ecclesiæ rector, in sua parochiali ecclesia residentiam teneatur facere personalem nisi secum super hoc ex urgentibus et rationalibus causis fuerit canonice dispensatum : et quod vicarium seu vicarios loco sui et coadjutores ; nisi de licentia superioris potestatem habentis super parochialium ecclesiarum regimine et sacramentorum ecclesiasticorum administratione, et per precedens examen approbatum seu approbatos deputare non possit : et litteras officiandi ab eo seu ejus vicario generali ipse probatus vel probati obtinuerit sive obtinuerint.

Quod caveant omninò a blasphemis et juramentis præsertim execrabilibus, immo etiam ea abhorreant ac ut supra moneant sibi populum creditum juramenta et blasphemias evitare.

Quod incedendo processionaliter honeste et ordinate ambulent decenter induti, laudes et hymnos Dei et sanctorum ejus juxta sancte matris Ecclesie consuetudinem psallendo.

Quod omnes sacerdotes in locis et parochiis sue diocesis Lingonensis respective commorantes, diebus solemnibus et festivis, dum major missa parochialis et vespere celebrantur et decantantur, nullo modo extra ecclesiam per vicos et compita seu alia loca vagari et ociari presumant : verum in ipsis ecclesiis respective interesse et

rectores seu vicarios earumdem in divinorum celebratione tractim et reverenter juxta usum Lingon. juvare et associare habeant. Admonitiones et excommunicationes in eorum pronis et offertoriis dum major populi multitudo aderit, contra publicos usurarios, concubinarios, sacrilegos et certis verbis non corruptis et intelligibilibus a cetero in antea ponderatis tractim et intelligibiliter facere teneantur : taliter quod in cunctis ita se gerant quod de eis nullus exeat malus rumor : immo laicis prebeant exemplum.

Nec autem sub excommunicationis pœna quam contra non parentes monitioni hujusmodi eo ipso extunc prout ex nunc et e contra predicta nostra auctoritate ferimus, in his scriptis et aliis sententiis censuris et penis quas incurrere possent contrarium faciendo precipimus.

Quod omnes curati hujus diocesis singulis annis accipiant sacras unctiones a decanis in decanatu in quo sunt constituti, infra diem dominicam de Misericordia, aut alium prefixum sibi terminum per ipsos decanos sub excommunicationis pena, et quamprimum habuerint novas seu illo anno sacratas unctiones comburant in ecclesia sua antiquas et sic combustas recondant.

Monentur insuper et singuli ecclesiastici viri Statuta synodalia habere, si non habeant, et Manipulum curatorum, Guillelmum Parisiensem de Sacramentis, aut Virgam directionis vel quempiam librum similem, et eos frequenter evolvere et studere, ne sua ignorantia cœci cœcos ducant in foveam. »

VII

AVERTISSEMENT DU CARDINAL DE GIVRY PLACÉ EN TÊTE DES CONSTITUTIONS SYNODALES DE POITIERS

(1544) (I).¹

...Etsi Dominus noster Jesus Christus (liberatis morte sua pro quibus sanguinem fuderat, ovibus suis) post resurrectionem suam ad cœlos (captivam secum ducens captivitatem) cum triumpho conscenderit, suique sacri corporis visionem corporalem, inde ad judicium descensurus, subtraxerit, cum hominibus nihilominus majestate sua et providentia ac in altaris sacramento usque ad sæculi consummationem se permansurum esse pollicitus fuerit, ne tamen inter moras, oves pascue sue a via que est ipse, eo quasi peregré profecto, longius aberrare, luporumque morsibus patere contingeret, sub et pro se summo et vero Pastore, ad easdem verbo

(1) *Bibl. mun. Poitiers*, 4603 D. P. 498 ; *Bibl. Ste Geneviève*, C. 4^o 331 rés.

et exemplo pascendas, alios pastores ordine hierarchico instituere placuit. Et quia illius qui omnia in numero, pondere et mensura condidit miseratione, ad ovilis sui oves deducendas et pascendas, vigiliisque noctis super gregem custodiendas, deque sublimi speculo circumquaque aspiciendum et omnibus superintendendum, nos quasi in capite, licet immeritos, constitutos esse, mente sollicita revolvimus. Ideo curis sollicitamur continuis, et assidua meditatione urgemur ac totis nervis intendimus, ut juxta crediti nobis muneris onus, cure nostre commissis animabus (summi Pastoris aspirante clementia et favore) pascuas uberes ubi saginentur preparemus, deque divino agro vepres (que dormientibus hominibus hactenus succreverunt) correctionis et discipline sarculo prescindentes, virtutum et morum surculos per puram et synceram doctrinam ac statuta inserere, necnon et villicationis nostræ rationem integram ipsi Pastori bono pro nobis et subditis nostris reddere valeamus. Sané, cum olim per bone memorie antecessores nostros Pictavenses episcopos, certa juri ac rationi ac ratione temporis conformia, edita extiterint Statuta (quas Constitutiones synodales vocant) salubria quidem et omni acceptione digna, quia tamen irreprehensibile videtur si juxta varietatem temporum statuta varientur humana, nobisque et aliis viris probis et doctis, ad id per nos delectis, prefatis statutis nonnulla que deerant, ob noviter emergentes causas addenda, alia in presentiarum inutilia esse, alia vero interpretatione et ampliori declaratione indigere visum fuit. Eaque omnia et singula, prout nostro incumbit officio pensiculate trutinata et adamussum castigata, atque in libelli formulam compacta, et gregi nobis commisso accommodata, et per nos probata ac pontificali nostra autoritate vallata et confirmata, vobis legenda, relegenda et quoad fieri poterit, mente tenenda, ac opere exequenda transmittimus, cupimusque et per misericordie Jesus Christi viscera paternaque sollicitudine vos omnes et singulos hortando precamur ut has presentes nostras Constitutiones, eo quo mittuntur animo, devoté admittatis et recipiatis. Vosque omnes precipue animarum pastores seculares et regulares, ut gressus vestros et plebium vobis commissarum, hac per nos aptata regula (adjutore Deo) neque ad dexteram neque ad sinistram declinando, ac in illa die tremenda, earum sanguis de manibus vestris requiratur, dirigere habeatis, monemus et hortamur. Valet.

VIII

INSTITUTION DE LA CONFRÉRIE DE SAINT ESTIENNE
PAR LE CARDINAL DE GIVRY AVEC LES RÈGLEMENTS
ET LES STATUTS DE LADICTE CONFRÉRIE, LAQUELLE
SERA DIRIGÉE PAR LES QUATRE OBÉDIENCIERS (1).

1545, 18 octobre, Mussy-l'Évêque.

Claudius titulo Sanctæ Agnetis in agone Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ presbiter cardinalis, vulgo de Givry nuncupatus, episcopus dux Lingonensis ac par Franciæ, universis præsentis litteras inspecturis salutem. Israelitas a Domino excelso coeducatos universæ militantis Ecclesiæ configurationem proxime designasse clarum est, quæ quidem, cum primis initiis reluceret, communitate lætabatur et mutuis solaminibus fraterna piaque opera gratis exercebat, percipiens quam jucundum sit fratres cohabitare, et in unum convenire ; hæc autem diffusius commultiplicata nequivit, ut nunc etiam fit, communitatem priorem observare nisi inter eos qui Deo dicati claustris pacifice colliguntur ; activæ vero vitæ subditi dignum existimarunt opus perficere si sub generali vexillo militantis magnificeque Ecclesiæ per turmas incederent, et tanquam sub centurionibus vel decurionibus reducti, sanctorum patronatus vel memorabile factum Domini nostri Jesu Christi tanquam insigni sibi aliquo deligerent sequendum, atque pacificis congregationibus subsidia superna fraterno assensu quærerent : unde et ipsi confraternitates has conventiones nuncuparunt, quas ut laudamus sic et favoribus nostris confirmare par est. Recepimus itaque supplicationem dilectorum nostrorum in Christo religiosorum virorum prioris et religiosorum insignis ecclesiæ divi protomartiris Stephani de Divione, nostræ Lingonensis diocesis, qua ipsi fraterna pace liberius cupientes frui petebant sibi erigendi confraternitatem sub honore omnipotentis Dei et sub memoria ejusdem divi protomartiris Stephani qui inter cæteros sanctos a dolore capitis apud Altissimum servos suos liberare posse, præservare et adjuvare privilegium obtinuit, facultatem concedi eandem posse manumtenere, annuatimque celebrare humiliter instabant, quibus nos assentientes, et laudabilem eorum voluntatem probantes, eandem confraternitatem permisimus ac permittimus per præsentis erigi sub articulis sequentibus quos lingua vulgari, ut neminem lateat, inscribi jussimus sub hac forma :

(1) *Arch. Côte-d'Or*, G. 135, f^o 190.

Premièrement, lesdicts prieur, religieux et autres leurs consors pourront eriger, eslire, établir et fonder perpetuellement pour eux et leurs successeurs une confrerie et société spirituelle a l'honneur et veneration de Dieu, de la glorieuse vierge Marie et dudict protomartyr monseigneur saint Estienne, preservateur du mal de teste et autres diverses maladies, au grand autel et devant l'image dud. saint Estienne ou autre autel d'icelle église, lequel qui leur plaira, en laquelle ils pourront ou leurs procureurs recevoir et admettre toutes personnes honestes et de bonne conversation tant hommes que femmes et enfans de quelque lieu ou diocèse qu'il soient : de laquelle nous et nos successeurs serons les premiers confreres si bon nous semble, pour laquelle acquerir un chacun confrere et consœur payra et sera tenu de payer sa quote des fraicts et missions qui seront nécessaires a l'entretènement d'icelle confrairie à eux imposés par les quatres obédienciers d'icelle église ou autres leurs commis, et s'il advenoit, que Dieu ne veuille, que cy apres fussent trovés en icelle confrerie aucuns confreres ou consœurs de deshonesterie, mauvais gouvernement ou infame conversation ou qui se tinsent par long traict de temps en sentence d'excommuniment : si ils ne se amendoient, corrigoient leur vie ou se faisoient absoudre dedans un mois ou deux au plus, après ce que ils auroient esté sur ce deurement admonestés par correction et remonstrance fraternelle, en ce cas lesdicts obédienciers les pouront deboutter, forclorre du tout de ladicte confrairie.

Item ladicte confrairie sera doresnavant solemnisée et celebrée chacun an perpetuellement le dimanche apres la feste de l'Invention monsieur saint Estienne au mois d'aoust, auquel jour les confreres religieux et leurs consors pouront dire et chanter, ou faire dire et chanter sollennellement ledict office de saint Estienne, asçavoir ladicte veille vespres et complies, ledict jour matines se mestier fait, ledict jour de dimanche la grande messe et les vespres, et aussi toutes les autres heures canonialles comme prime, tierce, sixte, none, vespres et complies.

Seront aussi dicte le jour d'icelle confrerie qu'est le dimanche apres ladicte feste apres vespres, ou le lendemain, vigilles des mors et grande messe de Requiem a diacre et sous diacre, au remede des ames des confreres et consœurs fondateurs et bienfaiteurs d'icelle confrerie, et seront lesdicts religieux payés et salariés pour la deserte dudit office du propre d'icelle confrérie selon qu'il sera advisé par les quatre obédienciers de ladicte église.

Item pouront iceux confreres et consœurs faire dire et célébrer en ladicte église deux, trois ou plusieurs messes la semaine audit grand autel, basses ou hautes, ou chascun jour une ou deux non empeschant le service divin ordinaire, selon leurs facultés et dévotions, et a leurs fraicts, missions et despents et luminaire propre et a ceste cause pouront lesdicts confreres acquerir censes et revenus pour entretenir ladicte confrerie, les messes et offices d'icelle et pour supporter toutes autres charges qui y pouroient survenir :

lesquelles ils ne pourront vendre, aliener, changer ou permuter sans la licence et expres commendement de nous.

Item se dira tous les mardys de l'an grande messe a diacre et soubdiacre a l'honneur dudit saint Estienne, laquelle se treselera (1) pour l'intention desdicts confreres ou pour le remede des ames des pauvres trepassés, et se dira la colecte *Deus qui vivorum simul et mortuorum*, et cœtera en icelle messe.

Item pourront lesdis confreres et consœurs eslire chacun an, quand bon leurs semblera, un batonnier enlad. confrerie, lequel pourra venir de son hostel ou logis en icelle eglise vestus d'un surplis et d'une chappe, tenant en sa main ou fesant tenir devant lui le batton de ladicte confrerie, lequel sera faict et eslevé à l'image dudit saint Estienne selon l'advis desdis confreres et consœurs, et pourra demeurer en ladicte eglise durant le temps que l'on dira le service, comme l'on a accoustumé de faire en tel cas, et iceluy office accomply, sera remené et conduit en son hostel et logis, mais aux secondes vespres dudit jour en chantant le magnificat et verset *Deposuit*, etc. Ledict bastonnier venerement laissera son habit et led. baston devant le grand autel, lequel habit et baston reprendra un autre confrere qui aura devotion ou qui ad ce sera esleu pour la plus saine partie desdicts confreres, et sera convoyé comme dessus est dit jusqu'en son hostel et logis, et en ceste maniere pourront faire les confreres doresnavant chacun an et a perpetuité.

Item s'il advenoit que ledict baston demeurast deux ou trois années ou plus ou a plusieurs fois, et que nul ne le voulut prendre icelles années : ce nonobstant lesdicts confreres après la vacation dudit bastonnier en pourront eslire un autre, faire et continuer les choses dessus dictes si bon leurs semble.

Item chacun confrere et consœur sera tenu de payer au jour de ladicte confrairie vingt deniers tournois pour l'entretienement de l'office et des messes d'icelle ou a leurs devotions.

Item lesdicts quatre obedienciers auront puissance eux assembler toutes et quantefois que bon leurs semblera pour traicter des affaires de ladicte confrairie et faire tenir le bureau en la dicte eglise la veille, le jour et le lendemain de ladicte confrairie pour recevoir des confreres dons et legats donnés à icelle dont compte se rendra devant lesdicts obédienciers.

Item et pourront lesdicts confreres et consœurs ou leurs procureurs impetrer ou faire impetrer de nostre saint pere le pape, messeigneurs les cardinaulx, archevesques, evesques et autres prelates toutes graces, pardons ou autres indulgences qu'ils pouroient obtenir, et publier ou faire publier publiquement quant mestier sera, pour la remission des pechés et peines de purgatoire de tous lesdicts confreres et consœurs, fondateurs et bienfaiteurs d'icelle confrairie.

Sub quibus articulis, ordinationibus et constitutionibus nos præ-

(1) C'est-à-dire : carillonnera, ou plutôt tintera.

dictam confraternitatem seu fidelium christianorum sanctam congregationem erigimus per præsentes et auctoritate nostra ordinaria probamus et gratam habemus : eisdem confratribus et eorum successoribus permittentes illam manutenere, et singula in prædictis articulis scripta perimplere, quibus decretum nostrum interponimus salvo jure nostro et quolibet alieno ; omnibus autem Christi fidelibus vere penitentibus et confessis, aut confitendi propositum habentibus, et ad confraternitatem intransibilibus, centum dies indulgentiarum de iniunctis sibi vel meritis iungendis pœnitentiis elargiri libet ; et insuper omnibus prædictis qui in vesperarum et missæ interfuerint celebratione, quosque nos ad eleemosinas hortamur negotiis communibus dictæ confraternitatis et ejusdem mentioni profuturas, quingentos et quadraginta dies indulgentiarum de omnipotentis Dei misericordia, gloriosæque virginis Mariæ meritis, et beatorum Petri et Pauli apostolorum intercessionibus confisi misericorditer in Domino relaxamus per præsentes perpetuo tempore valituras. In cujus rei fidem has sigillo cameræ nostræ communiri jussimus. Datum in castro nostro de Musseyo die decima octava mensis octobris anno Domini millesimo quingentesimo quadragésimo quinto. Signatum : per dominum reverendissimum cardinalem, Lefevre. Sigillatum sigillo dicti reverendissimi cardinalis in cera rubra, sub duplici cauda pergameni apenso.

Collectum originali in pergamento reddito per me infrascriptum Stephanum Arviset, notarium publicum auctoritate apostolica curiæ episcopalis Lingonensis juratum immatriculatum, Divione commorantem, die trigesima decembris anno Incarnationis dominicæ millesimo sexcentesimo sexagesimo primo.

ARVISET, notarius.

IX

INSTITUTION DE CHORIAUX ET D'UN MAITRE DES CHORIAUX A L'ÉGLISE SAINT-NICOLAS DE DIJON (1).

1547, 4 octobre, Dijon.

Claudius titi Sanctæ Agnetis in Agone sanctæ Romanæ Ecclesiæ presbyter cardinalis vulgo de Givry nuncupatus, episcopus dux Lingonensis ac par Franciæ, universis præsentes litteras inspecturis salutem. Quidquid ecclesiasticæ rei utile constat fore, par est itidem auctoritate ecclesiastica firmari et perpetuo titulo notatum iri. Visa itaque supplicatione scriptis data dilectorum nostrorum in Christo filiorum parochianorum, edis Sancti Nicolai de Divione, nostræ Lingo-

(1) *Bibl. munic. Dijon*, F. Baudot, ms. 71, f° 265.

nensis diocesis, qua nobis expositum erat eos congregatione unanimi conclusisse ut juvenes choriales posthac in ecclesia sua haberent, pro quorum alimento postulabant supprimi unam de prebendis seu portionibus distributivis in eadem ecclesia fundatis, cujus fructus proveniuntve converterentur in prædictorum puerorum nutritionem et educationem, nos supplicationi hujusmodi tanquam juste annueramus atque suppressioni prædicte consenseramus : quæ, dum postea decessu domini Guillermi Fetuzot contigerit, nos his præsentibus illam suppressimus ac amplius non conferendam per nos aut successores nostros declaramus, volentes ut nobis aut successoribus vicariisve nostris possit per sacellarios prebendatos seu mespertenarios et parrochianos dicte ecclesie idonei et capaces juvenes eligi atque nobis successoribusque nostris nominari, quos sic nominatos instituimus et officio choriali per juvenes exercendo deputabimus. Et præterea, cum requirat necessitas ut ipsi pueri erudiantur et ductu probi cujusdam viri ecclesiastici educantur, volumus insuper eosdem patronos posse nobis et successoribus nostris simul præsentare et nominare unum quem elegerint ex his qui in eadem parochiali ecclesia prebendarii seu mespertenarii sint, quem sumus deputaturi et in provincia seu officio dictæ educationis et puerorum regiminis commissuri : qui quidem ita instituetur ut non tanquam de beneficio sibi provisum esse seu in prebenda perpetua se institutum dicere possit, sed veluti faciendum venit in omni administratorio negotio recipietur et ad hujusmodi sollicitudinem deputabitur ad nutum revocandus aut confirmandus juxta suorum virtutum diligentiae negligentiaeve probationem ; qui si fortasse præcipitato diplomate aut hallucinatione et forma non animadversa institueretur titulo perpetuo, nos, ubi conquesti fuerint prædicti patroni, talem institutionem exnunc declaramus irritam neque in futurum utilem quoquo modo fore, sed auctoritate nostra et sine forensis litis aut contradictionis judicialis figura revocabilem concedentes dictis patronis facultatem novæ nominationis seu præsentationis per eos faciendæ, dumodo id vitio æmulationis, invidiæ aut partialitatis careat : cujus causæ cognitionem ad nos successoresque nostros spectare jubemus et volumus. In cujus rei fidem hos jussimus sigillo nostro communiri. Datum Divione die quarta mensis octobris anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo septimo, præsentibus magistro Nicolao Gaultherot, cantore et canonico Sacelli regii Divione, vicario nostro, et magistro Petro de la Mousse, canonico et decano Tornodorensi in ecclesia nostra Lingonarum, testibus ad hæc vocatis.

LEFEVRE (avec paraphe).

X

SAISIE DES REVENUS DE L'ARCHIDIACONÉ DU BARROIS
PAR LE BAILLI DU CARDINAL DE GIVRY (1).

1551 (n. st.), 13 janvier, Langres.

Jean de Vesvre, écuyer, s^r dudit lieu, baillly de Langres, au premier sergent dudit bailliage sur ce requis, salut. De la part de monseigneur Reverendissime cardinal de Givry expose que les dignités de trésorerie, des six archidiaconés et offices de chantre et chancelier de son église monsieur Saint Mammès de Langres sont mouvans et tenus en plein fief de luy et doivent faire les foy, hommage et serment de fidélité entre ses mains, à cause de sa dignité épiscopale et église susdicte, desquels six archidiaconés depuis certain temps en çà, l'un sous le titre de Barrois cy devant tenu et possédé par feu maistre de Trignac, de son vivant chanoine et archidiacre du Barrois, et lequel archidiaconé tant par le trépas dudit Trignac que par un autre moyen auroit esté vacant, le détenteur duquel soit par incapacité ou autrement induement se seroit mis et intruz en iceluy sans titre, du moins canonique, et se seroit ingeré de recevoir et percevoir les fruits et revenus d'icelluy sans avoir fait lesdites foy et hommaige et serment de fidélité ès mains de mondit seigneur reverendissime, ou s'il auroit fait ledit serment, ne auroit fait et baillé son dénombrement en la Chambre des Comptes de mondit s^r, ainsy qu'il estoit et est tenu de faire ; requérant ledict procureur les fruicts, profficts, revenus et emoluments d'icelluy archidiaconé de Barrois estre mis, regis et gouvernés sous la main de mondit s^r et la nostre jusque a ce que autrement y ait esté ordonné, et estre sur ce pourveu audict procureur de remède de justice : pour ce est-il que nous a la requeste dudit procureur vous mandons de vous transporter devans et de la personne de maistre Jehan de Cavanyhac, scellerier de Langres, ès mains duquel vous saisirez et mettrez sous la main de mondit s^r et la nostre tous les deniers et revenus provenans dudit archidiaconé qu'il peut et pourra avoir, et au surplus commettrez de l'autorité de mondit s^r et la nostre ledit Cavanyhac, scellerier, qui a accoustumé recevoir certains deniers provenans d'icelluy archidiaconé au régime et gouvernement dudit archidiaconé de Barrois, pour recevoir tous et chacun les fruits, profficts, revenus et emolumens y appartenans, jusques autrement soit ordonné, pour en rendre bon compte et reliqua, quant et à qui il appartiendra, et ladite saisie vous signifierez

(1) *Arch. Haute-Marne*, (G. 709).

au détenteur dudict archidiaconé, lui faisans deffenses et à tous autres qu'il appartiendra, sur certaines peines ainsi que en tel cas est requis et jusques autrement sur ce soit ordonné. Et en cas d'opposition, reffus ou de la dite main tenant, donnez et assignez jour certain et competans par devant nous ou nostre lieutenant en nostre siège et auditoire audit Langres aux opposans, refusans et delayans, pour dire leurs causes d'opposition, pour appres y ordonner ainsy que de raison en signiffiant de ce que fait en aurez. De ce faire vous donnons pouvoir, mandons à vous estre obeys.

Donné à Langres soubz le propre scel dudict bailliage le treizième jour du mois de janvier l'an mil cinq cens cinquante.

Signé DURAND, avec paraphe.

XI

IN HÆRETICOS ET MALÆ VOLUNTATIS HOMINES (1)

Eheu timorem ! Eheu deûm reverentiam !
 Hominum fidelium fidem !
 Immane monstrum, ingens et horridum Hæresis
 Spurcissimis ex faucibus
 Orci extulit caput, satellitis stygis
 Suasionibus improbis.
 Megera sævis implicata viperis
 Huic bestiae venit comes.
 Cruenta furiarum sequebantur truce
 Ducem a pedibus illam agmina.
 Illam recepit hospitem Gens perditâ,
 Gens et superba, et invida,
 Veneris luto Gens inquinata, sordida,
 Gula refracta, et otio,
 Iniquo habendi amore Gens promptissima
 Quidvis facere, quidvis pati,
 Gens undequaque ignara, Gens cui rude est
 Hya, atque asellis unicum :
 Hæc cum sua Hæresi audet omnia impia :
 Nullum est inaccessum scelus.
 Ructat meras vocabulorum ambagines,
 Et syllogismos Dæmonis
 Argutiis, et arte contortos nova,
 Fumos, calumnias, dolos

(1) De JEAN GIRARD, dijonnais : (*Poemata, Epodoi*, Carmen IX, p. 12). Chez Fradin à Lyon, 1558.

In Christianos, christiana dogmata,
 Plebis quietem et ocium.
 Hominum pudorem ! Quæ illa sunt, quæ obganniunt ?
 Quæ tussiant ? quæ garriunt ?
 Audire non licet : sed et nec scribere.
 Sit hoc satis : fidem abnegant.
 At ô Deus, nutu gubernas qui omnia
 Terram, volucres, sydera,
 Quis viperinis miscuit præcordiis
 Tot, tot venena hujusmodi ?
 Sit flamma præsto plurimo illita sulphure
 Ultrix fidei prospera :
 Et hanc fecem statim ad tenebras exige
 Ubi fremores dentium :
 Incursui ut nulli fides obnoxia
 Sequente regnet seculo.
 Fidelium hominum perpeti quis amplius
 Potest ? mea indignatio est.
 Verbum Dei, Pax, Veritatis, ô Bellua,
 Belli ergo quorsum hæc femina ?

XII

POUVOIRS DE PRÊCHER ACCORDÉS PAR JEAN
 D'AMONCOURT, AU NOM DU CARDINAL DE GIVRY, AU
 FRÈRE BLANDIN, DU COUVENT DE CHATEAUVILLAIN. (1)

1558, 15 novembre, Langres.

Joannes Damoncourt, Dei et sancte sedis apostolicæ gratia episcopus Pictavensis, vicarius generalis in spiritualibus et temporalibus reverendissimi in Christo patris et domini Claudii tituli Sanctæ Agnetis in Agone sacrosanctæ Romanæ presbiteri cardinalis, vulgo de Givry nuncupati, episcopi ducis Lingonensis ac parisi Franciæ, universis parrochialium ecclesiarum rectoribus eorumque vicariis, salutem in domino. Vobis mandamus quatenus fratrem Flocellum Blandin, sacerdotem religiosum, vitam beati... in conventu Castri Villani hujus diocesis Lingonensis devote agentem nobis et divinæ agriculturæ opus presentatum, cum ad ecclesias vestras se contulerit ejus rei causa, benigne recipiatis, verbum Dei evangelizare et eleemosinas colligere in vestris parrochiis et in terminis eis ab antiquo prefinitis permittatis. Cui nos hujus rei, ac etiam confessiones

(1) *Arch. Haute-Marne*, fds non classé.

audiendi et a casibus simplicibus duntaxat absolvendi secundum juris formam auctoritate prefati domini reverendissimi qua fungimur, facultatem concedimus, volentes et intendentes dictum fratrem cum ad ecclesias vestras se contulerit et accesserit, cunctis predicatoribus anteferri. Nos autem de omnipotentis Dei misericordia, beatorumque Petri et Pauli apostolorum meritis et intercessionibus confidentes, cunctis Christi fidelibus vere penitentibus confessis aut propositum confitendi habentibus, qui ejus prædicationibus interfuerint, quadraginta dies indulgentiarum misericorditer in Domino relaxamus, ipsumque ut decimarum et aliorum que sacri canones decreverunt, commendationem frequentet et hanc fertilis exercitii provinciam diligenter et religiose exequatur, pluribus commonemus per presentes ad annum et non ultra valituras. Datum Lingonis sub sigillo curiæ officialatus Lingonensis anno Domini M.DLVIII, die vero novembris decima quinta

GAIGNOT.

XIII

AUTORISATION DE PRÊCHER SOLLICITÉE PAR LE
FRÈRE GAINGNET, GARDIEN DU COUVENT
DE CHATEAUVILLAIN (1).

1559, 1^{er} décembre, Langres.

Reverendo in Christo patri domino Claudio Dei et sanctæ Sedis apostolicæ gratia episcopo Lingonensi, aut in spiritualibus vicario, pater Adrianus Gaingnetus, ordinis Minorum humilis gardianus conventus Castri Villani reverentiam tam devotam quam debitam. Cum juxta privilegia a summis Pontificibus ordini nostro indulta ejusdem ordinis fratres idonei et ad hoc per superiores ministros instituti pro predicatione verbi Dei et confessionum auditione diocesanis locorum valeant et debeant per suos prelatos presentari: hinc est quod R. P. V. benignitatem attendentes, non quidem juridice sed cum omni qua possumus et debemus humilitate procedere cupientes, eidem R. P. V. obnoxius supplicamus quatenus ab speciali gratia nobis fratribus Adriano Gaingneto, Bernardo Colino, lectori, Claudio Monerio, Nycolao Roberto, Flocello Blandino, presbyteris fratribus ordinis Minorum prefati concedere dignetur verbum Dei subjecto sibi gregi predicandi subditorumque suorum con-

(1) *Arch. Haute-Marne*, fds non classé.

fessiones audiendi, salutare penitentias eis astringendi et absolutionis beneficium impendendi etiam a casibus illi reservatis et dicti fratres una mecum pro R. P. V. et commissio illi grege Dominum sedulo exorabunt qui tandem R. P. V. longevam et incolumem conservare dignetur. Datum in prefato conventu Castri Villani die prima mensis decembris anno Domini 1559, sub chirographo et sigillo nostris.

A. GAINGNETUS.

XIV

MONITOIRE DU CARDINAL DE GIVRY RELATIF A LA DÉNONCIATION DES HÉRÉTIQUES (1).

1560, 15 septembre, Mussy-l'Évêque.

...Monseigneur le cardinal de Givry, evesque de Lengres, suivant le dernier édit du Roy... enregistré en la court de Parlement de Paris, nous admonestons tous ceulx et celles de q. q. état qu'ils soient qui scavent et cognaissent aulcuns en quelque sorte que ce soit, qui ayant soutenu, aidé, favorisé ou dogmatisé, ou qui de present soutiennent, aident, favorisent ou dogmatissent soit en secret ou en public la *séditieuse doctrine luthérienne* ou aultres contraire à notre sainte mere Eglise qui, ayent ou recelent aucuns livres censuré contenans doctrines reprouvées, herreurs, blasphemés heretiques et schismatiques contre notre sainte foy catholique; item ceulx qui ont soustenus, dict, escript ou dict en secret ou en public ou enseigné et dogmatisé soit en predication, lectures, bañquetz, conversations (?), assemblées, conventicules qui se font de nuit ou aultrement lad. doctrine luthérienne et aultre doctrine contraire a la foy et aux sacrements de notre mere sainte l'Église, a l'honneur, puissance, et veneration des saintz, aux dignitez, hierarchies, statuz, constitutions, merites et prières accoustumées et a toutes les observances et ceremonies d'icelle Eglise romaine et catholique, et qui nuictemment on porté par ceste ville de Lengres masques avec longs bois es assemblées secretes, chantans chansons, psaulmes et cantiques non receuz de l'Eglise, dont les bons chretiens, gens de biens et catholiques sont grandement scandalisez: que deans huit jours apres qu'ils auront eu cognaissance de ces presentes, ils ayent a reveler et denoncer chacun en son endroict sur peine d'estre excommuniés huit jours apres, et huict jours apres agravez et encore huict jours apres

(1) Arch. Haute-Marne, fds non classé, parchemin.

reaggravé, au curé ou vicaire de leur paroisse, qui en la presence de l'un des marglier d'icelle eglise sera tenu sur peine d'excommunication redigé lesd. revelation par escript, les signé et porté ou envoyé devers mond. seigneur en son chaste de Mussy... Item nous admonestons de l'autorité que dessus, toutes personnes... exampts et non exampts, mendiants et non mendiants... de leur revelé dedans huict jours audi. reverendissime ou aucuns de ses vicaires ou officiers.

15 septembre 1560.

Defense a qui que ce soit de s'opposer ou dechirer les presentes.

XV

ELOGIUM SEPULCRALE DU CARDINAL DE GIVRY (1).

Claudius de Longvy, cardinalis vulgo de Givry nuncupatus, episcopus, dux Lingonensis, post octoginta felicissime expletos annos, cum plures adhuc propter exquisitam victus rationem et insitam ab adolescentia continentiam polliceretur, dissectæ religionis misertus, et vitæ longioris quasi pertesus, quinto idus augusti anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo primo, episcopus sui tricesimo secundo, apud Mussiacum, magno sui relicto desiderio, pie, et religiose moritur : et eadem ipsius anniversarium celebratur, pro cujus dotatione bis mille aureos solidos testamento legavit. Is cum hujus insignis ecclesiæ gubernacula suscepisset, quietis et pacis studiosissimus lites plurimas, et dissidia sui prædecessoris temporibus in capitulum commota, summa æquitate et prudentia sedavit : atque his præclaris initiis dignitatem auspicatus, ad instauranda et ornanda Mussiaci, Lusiaci et Gurgei castella animum convertit. His interim, quæ ad pietatem et religionem pertinebant, minime neglectis, templum etiam hoc singulari illo suggesto et septis ex secto lapide, miro artificio illustravit : necnon peristromata seu tapeta historiæ D. Mammetis suis insignibus conspersa, cum preciosis cappis auro et argento intextis, ad cultus divini opus et ornamentum donavit. Post hæc sibi vivens sepulchrum paravit, quo vir pacificus, liberalis, religiosus, ac omnium undequaque continentissimus quiescit. Post cujus obitum sedes episcopalis annum et plus eo vacavit.

(1) *Bibl. nat.*, Coll. Bourgogne, t. 8, f^o 451 (cartulaire de l'Évêché de Langres). — Cf. CIACCONIO, *Vitæ...* éd de 1677, Rome, de Rubeis, t. III, p. 527.

INDEX

I. NOMS DE PERSONNES

- Abaquesne, page 436.
 Achard, 84.
 Achey (R. d'), 255, 259.
 Adrien VI, 326.
 Agrippa, 317.
 Alamanus, 317.
 Albon (Abbé d'), 320.
 Albon (M^{al} d'), 285.
 Albret (Jacques d'), 98.
 Albret (Jean d'), 273.
 Albret (Marie d'), 123.
 Alexandre III, 125.
 Alexandre, 420.
 Aleandre (J.), 110.
 Alixant, 387.
 Almeida (d'), 239.
 Altat, 403.
 Amazan (J.), 215.
 Amboise (F^{se} d'), 420.
 Amboise (C^{al} d'), 11.
 Amboise (C^{al} G. II d'), 38, 42, 316, 386.
 Amboise (Jean d'), 62, 111, 163, 174, 336.
 Amboise (Jean II d'), 49, 93, 111, 173, 185.
 Amoncourt (Eliou d'), 102, 120.
 Amoncourt (F. d'), 77, 79, 109, 120, 133.
 Amoncourt (G. d'), 125.
 Amoncourt (évêque Jean d'), 24, 26, 28, 29, 46, 56, 64, 77, 82, 98, 102, 116 ss., 138, 139, 160, 161, 166, 170, 194, 195, 200, 223, 226, 256, 273, 285, 434, 439, 441, 442, 450, 480, 496.
 Amoncourt (Jean d'), 125, 166.
 Amoncourt (René d'), 98, 131.
 Ancienneville (Cl. et J. d'), 76, 283.
 Andelot (d'), 374.
 André (P. et J.), 322, 335.
 Anglure (J. d'), 285.
 Angoulême (Jeanne d'), 3, 12, 30, 318.
 Angoulême (M^{te} d'), 3, 119, 240, 312, 317, 353.
 Annebaut (C^{al} d'), 38, 39, 42.
 Apertot, 118.
 Apestigny (P. d'), 243.
 Aragon (Catherine d'), 245.
 Arande (Michel d'), 318, 329.
 Archambaut, 391.
 Arcy (H. d'), 51.
 Argences (d'), 416.
 Argillières, 416, 418.
 Armagnac (C^{al} G. d'), 42.
 Armanville (L. d'), 76, 320.
 Arminot, 258.
 Arviset (Et.), 54, 492.
 Asclépiade (Fr.), 273, 449, 450.
 Assye (N. d'), 53.
 Aubepierre (B. d'), 166, 302.
 Aubert (G.), 25.
 Aubry, 96.
 Audinot, 79.
 Aumale (duc d'), 341, 389, 390, 400, 402.
 Aumosne (Cl. de l'), 160.
 Autrey (J. d'), 77.
 Autriche (M^{te} d'), 19, 234.
 Anxi (J. d'), 112.
 Auxonne (G. d'), 51.
 Avril (R.), 280.
 Bacquenois (N.), 194.
 Badel, 484.
 Baillet (J.), 400.
 Baillet (Cl.), 417.
 Bailly, 416.
 Baissey (Cl. de), 33.
 Balavoine (B. A. et P.), 26, 133, 138, 284.

- Balleure (St Julien de), 11, 360.
 Baltasard (J. et P.), 281, 286.
 Bar (C^{al} de), 150, 189.
 Bar (R. de), 96.
 Barat (J.), 23.
 Barbe, 484.
 Barre (A. de la), 62, 163.
 Barré (H. et Ph.), 371, 398.
 Barres (J. des), 99.
 Barrot, 377.
 Barroys (M.), 482.
 Bartelon (P.), 148, 203, 213.
 Barthe (de la), 468.
 Baudouin, 410.
 Bauffremont (Cl. de), 23, 98, 99, 131, 261, 284, 285, 442.
 Bauffremont (G. de), 117.
 Bauffremont (Jeanne de), 2.
 Bauffremont (M. de), 31.
 Bauffremont (P. de), 2, 348.
 Baume (Cl. de la), 3, 180, 405, 406.
 Baume (Fr. et Françoise de la), 405.
 Baume (J. de la), (c^{te} de Châteauvillain), 40, 285, 341.
 Baume (C^{al} Cl. et P. de la), 3, 76, 233, 464.
 Beaujeu (F. de), 123, 349.
 Beaujeu (G. de), 59.
 Beaujeu (Ph. de), 60, 63, 118, 122 ss., 150, 152, 344.
 Beaulieu (Fr. de), 285.
 Beaulieu (de), 368.
 Beaumanoir, 275.
 Beaumont (J. de), 25, 198.
 Beaumont-Brissac, 353.
 Beaune (J. de), 62.
 Beaurepaire (Cl. de), 279.
 Bégat (Cl.), 161, 166.
 Bégat (F.), 23, 27, 98, 99, 118, 134, 138, 321.
 Bégat (F. présid.), 383, 384, 388, 404.
 Bégat (J.), 359.
 Bellanger, 411.
 Bellay (C^{al} du), 38, 42, 240, 247-250, 333, 372, 457, 461, 471.
 Bellay (Fr. du), 264.
 Bellay (Jacques du), 285, 290.
 Bellay (Joach. du), 249, 287.
 Belotin, 302.
 Benoît (J.), 64, 78, 283.
 Béraud (N.), 110.
 Berbis (Ph.), 126, 131, 174, 201, 368, 385, 389.
 Berbisey (de), 53, 463, 466.
 Bergier (H.), 24.
 Bernard (Guy), 20, 35, 49, 89, 91, 92, 111, 162, 185, 260, 291.
 Bernard (H.), 12.
 Bernard (Jean), 111.
 Bernard (St), 122, 155.
 Bertholemin (J. et L.), 161, 166.
 Bertholemy, 410.
 Berthot (Claude), 381, 383.
 Bertrand (J.), 343.
 Bessey (Cl. et J. de), 57, 285.
 Beygrien, 321.
 Bèze (Th. de), 360.
 Beuve (J.), 26.
 Billaudet (P.), 53.
 Billebaudet (J.), 352.
 Blacé, 435.
 Blanchet (D.), 26, 133, 138, 322.
 Blandin (Fl.), 170, 496, 497.
 Blond (J. le), 181.
 Blondel, 193.
 Blondet, 321.
 Bodin (B.), 45.
 Boelly ou Bailly, 26, 134, 138, 352.
 Bœuf (Le), 283.
 Bohier (A.), 62.
 Bois-Dauphin (de), 417.
 Boisseau (S.), 26, 134, 138.
 Boisselier, 284.
 Boisy (de), 368.
 Boitouzet (A.), 118.
 Boleyn (Anne de), 245.
 Bon, 322.
 Bonneval (F. de), 47.
 Bonnin, 321.
 Bonnier (H.), 77.
 Bontemps (M.), 81.
 Bordes, 265.
 Bordier (Jean), 110.
 Bordon, 377.
 Bordonnière (de la), 416.
 Bornot (Cl.), 161.
 Bossuet, 383.
 Bouchet, 195.
 Bouchu, 414.
 Boucquot, 285.
 Boudet (Michel), 20, 34, 84, 85, 93, 98, 106, 110, 111, 123, 130, 137, 174, 314, 322, 360.
 Boudon, 443.
 Boudrillet (J.), 59.
 Bouhier, 388.
 Boulerot, 416.
 Boullé (J.), 179.
 Bourbon (Antoinette de), 156, 285, 341.
 Bourbon (C^{al} Ch. de), 49.
 Bourbon (Connétable de), 111.
 Bourbon (Henri de), 4.
 Bourbon (Louise de), 169.
 Bourbon - Montpensier (Louis II de), 3, 241, 441.
 Bourbon - Montp. (Ch^{te} de), 434.
 Bourbon (N.), 113, 218.
 Bourbon - Vendôme (C^{al} Louis de), 38, 39, 42, 77, 240, 244, 268, 281, 363.
 Bourdaisière (B. de la), 62, 248.

- Bourdeilles (Sgr de), 230.
 Bourdineau (Fr.), 25.
 Bourg (Anne du), 374.
 Bourgeois, 53.
 Bourgogne (Marie de), 2.
 Bourgogne (M^{te} de), 244.
 Bourgogne (Rob. de), 449.
 Boursault (A. et P.), 32, 161, 250, 279.
 Boutechou (Cl.), 166.
 Bouton (Anne de), 76.
 Bouve (J.), 169.
 Bouvier (A.), 26, 134.
 Bouvot (Ant.), 161, 166, 273, 285, 305.
 Bouvot (J.), 135.
 Bouvot (H.), 99.
 Bouvot (Ph.), 28, 133, 222, 284.
 Boyard, 284.
 Braconnier, 305.
 Brasard, 302.
 Brégilles (Ph. de), 352.
 Brenay (O. de), 441.
 Breschard (B. de), 54, 352.
 Bresche (R. de), 49.
 Bretagne (J.), 401.
 Briant, 138.
 Briçonnet (G.), 145, 311.
 Bridault, 305.
 Brion (voir Chabot).
 Briouys, 403.
 Bris (N. de), 78.
 Brochenet, 305.
 Broisson, 174.
 Brunnel (N.), 26.
 Brusley (M.), 179.
 Bryan (Fr.), 246.
 Buchelet (M.), 26, 135.
 Budé (G.), 110.
 Buffet, 399.
 Bullant (J.), 436.
 Burtis, 158.
 Bussi, 406.
 Bussy (G. de), 248.
 Byatrys, 384.
 Calvin, 311, 330, 334, 335.
 Campeggi, 316.
 Camus, 415.
 Canal, 414.
 Capello (C.), 245.
 Cardinal (G.), 257.
 Carlstadt, 312.
 Caracciolo (A.), 41, 282, 402, 473, 474.
 Cars (Anne des), 4, 61.
 Cars (Charles des), 3, 35, 46, 63, 76, 85, 121, 126, 188, 257, 424.
 Cartier, 394.
 Caubelot (Cl. et J.), 484.
 Cavanyhac (J. et G.), 82, 130, 267, 442, 449, 494.
 Cellier (du), 52.
 Chabot (Fr.), 4, 53.
 Chabot (Léonor), 4, 52, 401, 441.
 Chabot (amiral), 2, 3, 14, 172, 233 ss, 243, 248, 249, 341, 343, 434, 454-58, 462-464, 466-468.
 Chabot (M^{te} et J^{ne}), 456, 434.
 Chabut (Prudent), 166, 285, 301, 305, 307.
 Chalement, 385.
 Chalendat, 321.
 Chalon (J. de), 31, 232, 254.
 Chalon (Philibert de), 232 ss.
 Chambellan (A. et R.), 49.
 Chambre (Ph. de la), 37, 39, 42.
 Champrod, 322.
 Chantereau, 12.
 Chantereau (J.), 158.
 Chapelain (Z.), 110, 238.
 Charles III de Lorraine, 307, 452.
 Charles IV, 137.
 Charles-Quint, 3, 156, 231, 240, 247.
 Charles VII, 298.
 Charles IX, 23, 300, 307, 375.
 Charlet, 367.
 Charlu, 466.
 Charme (G. de), 322.
 Charmes (Cl. de), 57.
 Charnailé, 466.
 Charpy (A.), 258.
 Chasseneux, 174, 360.
 Chastel (Pierre du), 12, 77, 218, 249, 315, 359, 372.
 Châteauvillain (de) (A. et J.), 265.
 Chatel (B. du), 64, 78.
 Châtelot (A.), 450.
 Châtelet (Anne du), 23, 64, 98, 119, 125 ss, 160, 166, 452.
 Châtelet (B. du), 283.
 Châtelet (Cath. du), 120, 124.
 Châtelet (M^{te} du), 117, 120.
 Châtelet (Cl.), 117.
 Châtelet (J. du), 125.
 Châtelet (Huet du), 125.
 Châtelet (P. du), 125.
 Châtenay (H. et Herc. de), 285.
 Chatillon (C^{al} Odet de), 37, 38, 42, 61, 76, 77, 218, 240, 248, 281, 397.
 Châtillon (R. de), 32, 76.
 Chantein, 387.
 Chauvirey (de), 285.
 Chazeran (Fr. de), 11.
 Chefier (J. de), 76.
 Chêne (du), 318.
 Cheredame (Jean), 110.
 Chesne (du), 406.
 Chevalier, 305.
 Chiverny (de), 12.
 Chissey (Catherine et M^{te} de), 78.
 Choiseul (Ant. de), 285.
 Choiseul (Fr. de), 76.

- Choiseul (J. de), 135.
 Choiseul (Ph. de), 26, 77, 134, 138, 161, 285.
 Chrestiennot, 161.
 Ciacconio, 1.
 Ciclier (M.), 26.
 Cirey (Benjamin de), 50, 55.
 Cirey (Bernard de), 160, 166.
 Cirey (Mathieu de), 302.
 Cirey (M^{te} de), 166.
 Cirey (P. de), 51, 54, 181, 184, 468.
 Claude (reine), 2.
 Clémenceau (L.), 132.
 Clément (M.), 284.
 Clément VII, 37, 44, 49, 63, 81, III, 118, 123, 146, 158, 313, 314, 318.
 Clément XII, 48.
 Clerc (R.), 305.
 Clerc (Le) (Fr.), 266.
 Clerc (Le), 318.
 Cléret (L.), 78.
 Clerget (Ph.), 142, 484.
 Clermont (Ant. de), 285.
 Clermont (B. de), 265.
 Clermont (F. de), 239, 469 (?).
 Clermont (Louise de), 264, 285, 290.
 Clèves (Ch. et Ph. de), 16, 123.
 Clèves (François de), 285.
 Cocleus, 382.
 Coignot (G.), 416.
 Coignot (Jeanne), 417.
 Colet (Jean), 194.
 Coligny (Fr. de), 285.
 Coligny (G. de), 374.
 Colin (B.), 171, 497.
 Collin (Gengoul), 166.
 Colin (G.), 140, 482.
 Collogon (de), 265.
 Collot (N.), 199.
 Compaignon (J. et P.), 36.
 Condé (P^{ce} de), 374.
 Constant, 284.
 Contet, 26, 133, 138.
 Coquey, 77.
 Corcelles (A. de), 320.
 Cordier (J. et M.), 284, 399.
 Cornon, 329.
 Cornu, 321.
 Cornuot (Cl.), 64, 78, 321.
 Couette (P.), 99.
 Coupson (M.), 62.
 Courcelles (J. de), 76, 182.
 Courte, 305.
 Courtet, 302.
 Courtois, 305.
 Cousance (Em. de), 76.
 Cousin (Jean), 215, 435.
 Cousin (Gilbert), 203.
 Couzon (J. de), 78.
 Cranmer, 245, 286.
 Craponel, 23, 24, 100.
 Créte (Le), 286.
 Crequi (G. de), 285.
 Crossard, 305.
 Cuinier, 416.
 Cuytet (P. et G.), 49, 50.
 Cyberand (J.), 26, 134, 138.
 Daillancourt (Cl.), 166.
 Daillancourt (G. de), 151.
 Daillancourt (Ph.), 161.
 Damas (Ch. de), 134.
 Damesmes, 411.
 Damotte (Jean), 342, 393.
 Darlier (Ph. et S.), 305.
 Danemark (Christine de), 464.
 Davanne (de), 450.
 Decourdemenche, 78.
 Delecey, (Fr. et R.), 166.
 Delecey (Ph.), 302.
 Delecey (Rob.), 166.
 Delestre (Ant.), 418.
 Demongeot (Cl.), 130.
 Denonville (C^{al} de), 46, 241, 248.
 Denys, 421.
 Desbarres (Et. et J.), 134, 321.
 Deschamps, 161.
 Desormes (Vital), 157.
 Dessend (de), 305.
 Desvigne (Et.), 24.
 Dindelle, 304.
 Dinot (G.), 12.
 Dinteville (François de), 455.
 Dinteville (Fr. II de), 32, 124.
 Dinteville (Jacques de), 14, 299.
 Dinteville (J. de), 152, 234, 249.
 Dinteville (Renée de), 127.
 Dinteville (Marin de), 76.
 Doglès (Gilles), 79.
 Dolet (Et.), 317, 335.
 Doré (Pierre), 169.
 Dorne (Thierry), 243.
 Dorrain (Jean), 342.
 Doulx (Jean le), 47.
 Drouot (voir Duvet).
 Dubec, 409.
 Dubuys, 420.
 Duchamps (J.), 78.
 Ducret, 317.
 Dugny (Ph.), 16.
 Dulcis (M.), 123.
 Dupré, 420.
 Dupuy (H.), 320.
 Durand (J.), 28, 384.
 Duratel (J.), 155.
 Du Rousseau, 392.
 Duvet (Jean), 119, 166, 384.
 Eléonore (reine), 123, 341.
 Eudeline, 399.

- Epinac (d'), 387.
 Erasme, 317, 364.
 Escrivieux (J. d'), 12.
 Esguilly (d'), 285.
 Erlault, 12.
 Espichellière (G. de l'), 248.
 Essarts (A. des), 161.
 Este (card. d'), 16, 42.
 Estienne, 305.
 Estienne (les), 317.
 Eugène IV, 163.
 Fabry, 395.
 Facenet (P.), 151.
 Farel (G.), 405.
 Farnèse (C^{al}), 38, 42.
 Farnèse (Octave), 250.
 Favrey (de), 482.
 Fay (Cl. de), 61.
 Fay (J. de), 32, 63, 76.
 Faye (Et.), 327.
 Faye (H. de la), 123.
 Febvre (Le), 286.
 Febvret, 387.
 Fein, 421.
 Feldkirch, 312.
 Félix (Antoine), 240.
 Félix (Cl.), 26, 99, 129, 138, 151, 194, 362.
 Félix (Jean), 194.
 Ferlat, 320.
 Ferrand (Jean), 281.
 Ferrare (Renée de), 341.
 Ferry, 416.
 Fèvres, 484.
 Fèvre (Le), 284.
 Fèvre, 376.
 Fidelis, 168.
 Finé, 110.
 Flameng (G.), 35.
 Fleurigny (Ch. de), 282.
 Fleury, 387.
 Floriot (N.), 78.
 Fontaine (A. de la), 118.
 Fonton (H. de), 399.
 Foucheret, 285.
 Fougères, 320.
 Fournier (H. et P.), 14, 321.
 Fourrel, 166.
 François, 414.
 François I, 3, 21, 29, 44, 52, 58, 115, 215, 221, 224, 228, 230, 231, 237, 241, 243, 245, 249, 267, 279, 313, 317, 332, 334, 341, 353, 369, 460, 465.
 François II, 241, 395.
 Franchet, 365.
 Frégose (C^{al}), 58, 59, 76, 319, 349.
 Frégose (O.), 58.
 Fremyn, 414.
 Frenay (J.), 259.
 Frérot, 285.
 Fricot, 79.
 Fumée, 288.
 Furstenberg (de), 151.
 Fustallier (Jean), 19.
 Fyot (abbé), 48.
 Fyot, 64.
 Gaddi (card.), 241.
 Gaignières (R. de), 443.
 Gaignot (G.), 102, 160, 284.
 Gaignot (Pr.), 132.
 Gallas, 149.
 Gambaro (C^{al}), 40.
 Gaingnet (A.), 170, 497.
 Ganay (J. de), 11.
 Gand (de), 369, 421.
 Garlin, 286.
 Gasse de Rouvray, 126.
 Gastebois (J.), 161, 305.
 Gauchier (Jean), 233.
 Gaulcher (Julien), 139, 481.
 Gaultherot (N.), 133, 493.
 Gauthier (J.), 393.
 Gauthier (D. et J.), 78, 320.
 Gauthier de Bourgogne, 96.
 Gelée, 27.
 Genevois (Edme), 417.
 Genevois (J. le), 200.
 Genevois (Gabriel de), 78, 98, 104, 132.
 Genevois (G.), 166.
 Genevois (Guy), 142, 258, 484.
 Genevois (P.), 161, 166.
 Genevois (Ph.), 284.
 Gérard, 294.
 Gerbin, 364.
 Germain, 416.
 Gerson, 155.
 Geyraldi, 414.
 Giey (de), 261.
 Giey (Ed. et Et.) de, 131, 450.
 Giey (Gilles de), 26, 134, 138, 161, 226.
 Giey (N. de), 126, 133, 321, 441, 442, 450.
 Gidel (L.), 189.
 Gillot (Jacques), 98.
 Girard (Jean), poète, 202, 254, 377.
 Girard (Jean), 322, 495.
 Girard (Jeh.), 305.
 Girard (H.), 135, 202.
 Girardot (Cl.), 161, 166, 441.
 Girault (Cl.), 166, 442, 484.
 Giraut (Fr.), 282.
 Girault (Jean), 135, 284, 442.
 Gironnet (Et.), 135, 284.
 Givry (d^{lle} de) (?), 264.
 Gobin ou Jobin (J.), 56, 134, 442.
 Gobin ou Jobin (M.), 132, 138.
 Godefroy, 464.

- Godivelle (M.), 78.
 Godran (Ch.), 80.
 Godran (J.), 237, 464.
 Godran (Chr.), 381.
 Gondi (P. de), 121.
 Gonzagué (card. de), 42.
 Gorgeon (J.), 77.
 Gouriet, 302, 305.
 Gouste, 302.
 Goux, 305.
 Grammont (C^{al} de), 42, 44, 63, 248, 461.
 Grand-Mont (de), 285.
 Grange (de la), 284.
 Grangier (P.), 355, 401.
 Grégoire de Langres, 57.
 Grilly (Ch. de), 120.
 Grilly (Ch.), 319.
 Griou (des), 403.
 Grivet, 317.
 Grostet, 170, 383.
 Grosvallet, 285.
 Gryphe, 317.
 Guerrier (H.), 26, 134, 323.
 Guiche (P. de la), 11, 14.
 Guillaume (M^e.), 422.
 Guillaume (Anne), 417.
 Guillaume (L.), 25, 26.
 Guillaume IV, 84.
 Guillemin (Jean), 138, 284, 441, 442.
 Guillemin (N.), 273.
 Guillot (J.), 26, 27, 99, 134, 138, 198, 283, 362.
 Guillore, 78.
 Guise (Charles de), 281.
 Guise (Claude de), 3, 341.
 Guy, 320.
 Guyot (R. et P.), 78, 305, 441, 442.
 Guyoust, 322, 323.

 Halle (Henri), 55.
 Harley (du), 374.
 Hauteville (de), 397.
 Haye des Salles (L. de la), 78, 134.
 Haynon, 377.
 Hébart, 398.
 Helvis (Jacques d'), 23, 106, 121.
 Hémard (Robert), 282, 292.
 Hennequin (Od.), 24, 25, 26, 32, 194.
 Hennuyer (Le), 381, 382.
 Henri II, 60, 104, 125, 224, 228, 230, 241, 249, 278, 342, 363, 370, 372, 381, 470.
 Henri III, 121.
 Henri VIII, 244 ss.
 Henriot (Perpétue de), 58, 349.
 Herrard (Pierre), 264.
 Hesse (Philippe de), 237, 412, 464, 467.
 Heudelot, 305, 442.
 Hilaire, 284.

 Hodicque (F. de), 77.
 Hospital (M. de l'), 183, 396.
 Houssoy (de), 284.
 Huot, 284.
 Hugonet (Et.), 10.
 Hugonet (Philippe), 10.
 Huguenot, 285.
 Humbelot (N.), 305.
 Humbelot (P.), 286, 289, 290, 302.
 Humbert (N.), 50.
 Hurault (J.), 124, 185, 193, 322, 457.
 Hurault (Nicolas), 320, 322.
 Hurault (R.), 293.
 Husson (Cl. de), 49.
 Husson (Louis II et Anne de), 265.
 Huyard, 482.

 Ithier, 347.
 Ivoire (d'), 181.

 Jacard (G.), 26, 138.
 Jacob, 305.
 Jaqueton, 419.
 Jacquinot, 484.
 Jaquot (P.), 55.
 Jaucourt (Françoise de), 76.
 Jazu, 284.
 Jean II le Bon, 160.
 Jean XXII, 137.
 Jeanninet, 416.
 Jehannot, 305.
 Jéronyme, 461.
 Jobart (J.), 99.
 Johannet, 442.
 Joigny (H. de), 77.
 Jolibois (Edme), 166.
 Jouard (J.), 98.
 Joubert (Jean) 132, 165, 439, 441, 442.
 Jouys, 305.
 Jules II, 12, 145, 237, 337.
 Jules III, 140.

 Labarde, 318.
 Labbé (N.), 26, 141, 483.
 Labosne, 305.
 Lachaume (J. de), 77.
 Lacordaire (Cl.), 133.
 Lacroix, 466.
 La Croix du Maine, 360.
 Lambelin (J.), 79.
 Lancey (N.), 160.
 Langeais (Gab. de), 322.
 Langeais, 247.
 Langlois, 435.
 Languet (Hubert), 372.
 Lanques-Choiseul (de), 119, 127.
 Laroche (G.), 78.
 Lascaris, 248.
 Lasnet, 305.
 Laurencin, 321.

- Lausserrois (J.), 104, 286, 290, 291, 439.
 La Verne, 389.
 Lebœuf (Ch. et G.), 77.
 Lecoq (Jean I et II), 192, 216.
 Lefèvre d'Étaples, 145, 312.
 Lefebvre (Cl.), 390.
 Lefèvre (J.), 56.
 Lefèvre (Jean), 128 ss., 186, 492, 493.
 Lefebvre (Simon), 151.
 Legoux (François), 99, 102, 131, 198, 199, 266.
 Legoux (Guy), 26, 99, 102, 201.
 Lelièvre, 413.
 Legoux (Th.), 161.
 Le Grand (J.), 403.
 Lenoncourt (Ed. de), 133.
 Lenoncourt (Olivier de), 273.
 Lenoncourt (Robert de), 316, 454.
 Lenoncourt (Robert II de), 42, 240, 341.
 Léon X, 38, 48.
 Lepage (Gilles), 138.
 Lepage (Guil.), 135, 138.
 Lepetit, 483.
 Leroy (P.), 402.
 Leschenau (Jean de), 216, 282, 286.
 Leval (A. de), 28, 49, 78, 99, 130, 349.
 Lévis (G. et M. de), 77.
 Lhuillier (N.), 78.
 Lhuillier (J.), 415.
 Lhuillier (P.), 302, 307.
 Lielle (de), 77.
 Liesse, 305.
 Ligier Richier, 234.
 Line (de), 421.
 Livron (C. et F. de), 285.
 Lizet, 371, 415.
 Lodier (J.), 124.
 Lointier (M.), 215, 216.
 Loisier (J.), 53.
 Longueville (duchesse de), 367.
 Longvy (Cl. de), 120.
 Longvy (Et. de), 2, 9, 10, 11, 194.
 Longvy (Françoise de), 3, 232, 441.
 Longvy (Jacquette de), 3, 434, 441.
 Longvy (Jean de), 2, 3.
 Longvy (Girard de), 3, 185.
 Longvy (Philippe de), 2.
 Louis XI, 109, 112.
 Louis XII, 11.
 Louot (B.), 132.
 Lorraine (Guise), (C^{al} Charles de), 38, 42, 47, 194, 241, 369, 370, 374, 391, 401.
 Lorraine (C^{al} Jean de), 39, 42, 341, 363.
 Lorraine (Charles III de), 127, 307, 452.
 Lorraine (Claude I et Claude II de), 52, 242, 307.
 Lorraine (François de), 281.
 Lorraine (Louis de, C^{al} de Guise), 38, 78.
 Lorraine (Renée de), 76.
 Loye ou Loys (Al.), 26, 99, 102, 133, 138, 139, 481.
 Loysie (de), 53, 401.
 Luc (de), 319.
 Lucet (dom), 436.
 Lugré, 421.
 Luillier, 414.
 Lustrac (J. de), 47.
 Luther, 146, 311, 325, 326.
 Luxembourg (Philiberte de), 3, 14, 52, 234 ss., 347, 353, 348, 435, 465, 467.
 Lyra (Nicolas de), 112.
 Macheco (Ph.), 79.
 Machecot (B. et G.), 98, 134.
 Machecot (J. de), 99.
 Macrin, 218.
 Madeleine (de), 322.
 Maignien (Cl.), 305.
 Maignien (G.), 26, 135.
 Maigret, 307.
 Maitty (African de), 285, 441.
 Mailly (P. de), 76, 201.
 Maignien (Parisot), 142, 484.
 Maire, 55, 184.
 Maladière (Jean), 198.
 Maladière (P.), 132, 199, 442.
 Mâlain (Edmée de), 78.
 Mâlain (H. de), 285.
 Malion, 450.
 Mallet (Jean), 78.
 Mallet (A. de), 442.
 Manassés, 96.
 Mance (N. et Cl.), 305.
 Mandres (A. de), 78.
 Mandreville (A. de), 166.
 Mandreville (Et. de), 99, 134, 166, 284.
 Mandreville (L. de), 163, 166.
 Mangeard (François), 76, 99, 120 ss., 126, 168, 441, 442.
 Mangeard (Jean), 120.
 Mangny, 468.
 Marcel II, 41.
 Marcilly (Pierre de), 16.
 Marchand, 410.
 Mareschal (M.), 415.
 Maréchal (P.), 25.
 Maréchal (S.), 102.
 Mariet, 305.
 Marlet, 450.
 Marnier (J.), 54.
 Marot, 317.
 Martigny (Claude de), 255, 259 722.
 Martigny (J. de), 285, 441.
 Martin (B.), 400, 404.
 Martin (Cl.), 25.
 Martin (D.), 161.
 Martin (F.), 161.
 Martin (Julien), 349.
 Martin (L.), 119.

- Martin (M.), 127.
 Martin (Pr.), 283.
 Martin (R.), 161.
 Marviset (Jean), 23.
 Masson (P.), 363.
 Massiot (G.), 78.
 Matherat, 284.
 Mathéy (J.), 57.
 Maulpin (Le), 25.
 Maulion, 321.
 Maupeou, 403.
 Médicis (Catherine de), 401, 404.
 Mélanchton, 332, 372.
 Mellier, 320.
 Menne (N. et G.), 142, 484.
 Menuot, 285, 441, 442.
 Mercerie (P.), 25.
 Mérinville (P. de), 456.
 Merlier (Jacques), 110.
 Mesnil (du), 293.
 Meudon (Ant. C^{al} de), 42, 243.
 Michau, 284.
 Michault, 416.
 Milan (Fr. Sforza, duc de), 464.
 Miley, 390.
 Milleton (Jean), 152, 482.
 Milletot (Guy), 243.
 Mailly (Prudence de)
 Mitte, 320.
 Monchet (du), 285.
 Mongin, 286.
 Monier (Cl.), 171, 497.
 Montarby (François de), 151.
 Montgin, 305.
 Montholon, 64.
 Montmartin (Et. de), 117.
 Montmirel (J. de), 158.
 Montmorency (Anne de), 240, 285, 434, 454-58.
 Montrevel (Comtesse de), 285.
 Montsaugéon (Léger de), 282, 285.
 Montserrat, 21.
 Morel (Jean), 77.
 Morel (G.), 363.
 Morelet, 449.
 Morin, 388.
 Morlon (E.), 123.
 Moreau, 410.
 Motat, 352.
 Motte (de la), 259.
 Mougnot, 483.
 Mousse (Pierre de la), 133, 442, 493.
 Moyne (Le), 466.
 Mulart, 414.
 Muyard (J.), 140.
 Mypont (Antoine de),
 Mypont (Prudent de), 320, 321.
 Navarre (Antoine de), 341, 374.
 Nepven, 450.
 Nicey (Etienne de), 76, 283, 320.
 Nicolai (N. et J.), 166, 305, 442.
 Nicolas V, 111.
 Nicolas (M.), 302.
 Nicolas, 416, 418.
 Noblet, 265.
 Noirot (Ch.), 301, 305.
 Noirot (Jeanne), 166.
 Noirot (S.), 166.
 Oger (Jean), 78.
 Ogier (R.), 163.
 Olivier, 305.
 Orain (Jean d'), 175.
 Orange (G. d'), 4, 434.
 Orange (Philiberte d'), voir Luxembourg.
 Orges (Fr. d'), 76.
 Orges (J. d'), 265, 285.
 Orléans (Charles d'), 3.
 Orléans (Jeanne d'), voir Angoulême.
 Ormancey, 305.
 Ory, 335.
 Oudot, 341.
 Paige (G. le), 26.
 Page (N. le), 285.
 Page (L. le), 285, 442.
 Palmier (Pierre), 248.
 Palvoisin, 461.
 Papillon, 347.
 Perceval (J.), 78.
 Parenti (Ch. de), 168, 352.
 Parisot (D.), 285.
 Parmentier, 339.
 Passy, 470, 471.
 Patarin (Claude), 243.
 Paul III, 38, 45, 53, 63, 118, 163, 249, 333, 372, 430.
 Paul IV, 41, 473.
 Paussés, 482.
 Payen (A.), 78.
 Péliesson (Cl.), 189, 215, 216.
 Penon (Jean), 216, 280, 282, 286, 287, 308.
 Pérard, 359.
 Perchet (J.), 59, 349.
 Pérelle (Jean), 372.
 Périers (des), 317.
 Petréal (J.), 153.
 Perrenot (Cl.), 130.
 Perrenot-Monginot, 141.
 Perrin (J.), 24.
 Perrodin, 365.
 Petit (Ant.), 135.
 Petit (Ans.), 416.
 Petit le Jeune (Ans.), 133.
 Petit Douxciel (Ans.), 130.

- Petit l'Anc. (Ans.), 26, 27, 98, 126, 130,
138, 139, 160, 303, 442, 480.
Petit (Guill.), 409.
Petit (J. le), 26.
Petit (Jean), 135, 285, 442.
Petit (J.), libr 189, 215, 216.
Petit (P.), 305.
Petit (Gilles), 161, 166.
Petit (N.), 102, 134, 138.
Petitot, 305.
Philippe-Auguste, 295.
Philippe-le-Bon, 2, 51, 163.
Philippe II, 406.
Philippin, 364.
Philpeaux (J.), 282.
Picard, 294.
Picart (Le), 370.
Pichanges (O. de), 32, 77.
Pichon, 421.
Pie IV, 41, 60.
Piépape (Jean d'Amoncourt de), Voir
J. d'Amoncourt.
Pierre, 302.
Piffre (de), 284.
Pignan, 462, 468.
Pignard (J.) 26, 27, 28, 98, 99, 101, 102,
131, 160, 362, 421, 449.
Pignard (Guy), 273.
Pingenier, 285.
Pisselleu (Anne de), 47.
Pisselleu (François de), 47.
Pitoys (François, L. Th.), 26, 99, 134,
321, 323, 362, 441, 442.
Pivert (J.), 78.
Plaisance (G. de), 239, 466.
Planches (Jean des), 56.
Plusbel (Claude), 139, 285, 481.
Plusbel (M.), 161, 305.
Poissenet (G.), 281.
Poitiers (Ch. de), 189.
Poitiers (G. IV de), 162.
Poitiers (Louis de), 137.
Pole (R.), 38.
Polignac (A. de),
Polleviller, 224.
Pomard (H. de), 51.
Pontailler (L. de), 285.
Popon (M.), 377, 388.
Populus (A.), 161, 258.
Potier, 413.
Pothier (A.), 420.
Postel (Guill.), 382.
Pothier (Et.), 301, 305.
Potot (Cl.), 26, 138.
Pouilly, 462, 466.
Poupet (Jean de), 16, 322.
Poupet (G. de), 233.
Pourchier (Le), 30, 442.
Poyet (chancelier), 353.
Prat (C^{al} du), 42, 315, 341, 464.
Poytard (N.), 78.
Pré (Galliot du), 280, 283.
Préaux (Pierre), 240.
Presle (de), 401.
Prévost (Jacques), 119, 342, 436.
Privey (M.), 161, 166, 305.
Privey (P.), 161.
Provenchère, 416.
Prudhomme (J.), 384.
Puillois (D.), 25, 26, 99.
Putod, 399.

Quarré, 347.

Rabelais, 317.
Rabutin (Cath. de), 76.
Radet, 159.
Raguier (Jean), 77.
Raguyer (Guillaume), 76, 283.
Raguyn, 421.
Ranguet, 342.
Raoul (A.), 102.
Raoul (P.), 26.
Ravenet, 128.
Raveret (S'), 150.
Raviet (Fr.), 99, 134.
Rebilly (G. de), 150.
Récourt (Prudent de), 25, 26, 27, 99,
102, 132.
Recouvreur, 257.
Reffai (de), 285.
Regnard (Pierre), 349.
Regnaud (J.), 25, 26, 100, 135.
Regnaut, 341.
Regnault (Jacques), 25.
Régnier, 284.
Raignier, 285.
Renaudie (de la), 368.
Resch, 312.
Riboteau (B. et J.), 98.
Richardot (Jean), 138, 279, 442.
Richebois (Gilles), 215, 282.
Richellet, 410.
Richer (Jean), 282.
Richier (Jean), 23.
Rillac (J. de), 456.
Robbia (G. della), 240.
Robert, 294.
Robert (Claude), 347, 359, 437.
Robert (J.), 26, 138, 139, 481.
Robert (N.), 171, 497.
Robertet (M^{re} Florimond),
Robin, 12.
Robinet, 305.
Roche (J. de la), 11.
Rochechouart (Ch. de), 180.
Rochechouart (H. de), 100.
Rocheport (G. de), 112.
Rocheport (J. de), 179, 285.
Rocheport (J. de la), 63.

- Rohan (François de), 12, 14, 28, 85,
 314, 318, 322, 458.
 Rohan (Pierre de),
 Roillet, 282.
 Roland (M.), 102.
 Rollin, 320.
 Romain (de), 285.
 Romaville, 321.
 Romée (François), 165.
 Rose (Adrien), 79, 109.
 Rouan, 362.
 Roucy (Cl. de), 76.
 Roucy (Ch. de), 77.
 Rouelles (de), 261.
 Rouget, 286.
 Rouillard (P.), 78.
 Roussat (Jean), 166, 181, 258, 285, 305.
 Roussat (Chr.), 442.
 Roussat (R.), 26, 102, 105, 117, 130,
 351, 359, 450.
 Roussel (J.), 140, 482.
 Roy (H.), 393.
 Rouyer, 416.
 Royer (Le), 304.
 Royer (P.), 293.
 Royer (G.), 63.
 Rye (L. de), 77, 122.
 Rugerd, 384.
 Saconay, 319.
 Sacquenay (H. de), 255, 257, 273, 285.
 Saigny (Jeanne de), 76.
 Saillant (Is. de), 76.
 Saint-Belin (Anne de), 78.
 Saint-Belin (S. de), 99, 102, 131, 138,
 161, 284, 441, 442.
 Saint-Broingt (Ch^{te} de), 279.
 Sainte-Croix (Prosper de), 203.
 Saintes (Eustache de), 78.
 Saint-Louis, 295.
 Salazar (T. et M. de), 76.
 Sambin (H.), 401.
 Sansac (Prévot de), 78.
 Sarrazin, 284.
 Sarron (de), 118.
 Saulaye (Denis), 135.
 Saulieu (Ed. de), 32, 76.
 Sauvage, 416.
 Saulx-Tavanes (G. de), 201, 265, 341,
 390, 404.
 Saulx (Guillaume de), 224, 390.
 Saulx (A. de), 267.
 Saumaise, 395.
 Sautour (Eliou de), 255, 262, 265, 285.
 Savery (J. de), 78.
 Savoie (Louise de), 244, 313, 317, 318,
 341, 455, 457.
 Sayve (Ch.), 55.
 Sayve (P.), 78.
 Sayve (Et.), 400.
 Schenk, 317.
 Séclier (Michel), 135.
 Séguier (P.), 142, 374.
 Seines (de), 391.
 Séjourmant (H. et J.), 301, 305.
 Séjourmant (M^{te}), 416.
 Sellier (G.), 80.
 Senailly (de), 285.
 Senault (G.), 420.
 Senault (J.), 166.
 Senneterre (François de), 47.
 Séraphin, 415.
 Serpier, 421.
 Serre (B.), 53, 153, 243, 342, 464, 466,
 468.
 Serristori, 40.
 Servet, 317.
 Sévestre, 385.
 Seyvert (Thomas), 10.
 Sforza (François), 49, 185.
 Siallin, 363.
 Siclier (Michel), 138.
 Simon, 421.
 Simonot, 388.
 Simonot (L.), 305.
 Sion, 387.
 Sirejehan (C. et J.), 301, 302, 305.
 Sixte IV, 158.
 Soillot, 402.
 Sommyèvre (J. de), 26, 134, 138.
 Sonoys (Jean), 161.
 Sorel, 402.
 Souchère (J. de), 76.
 Souchet (G.), 25.
 Spifame (Jacques), 79, 281, 287.
 Standoucke (Jean), 145.
 Symon, 305.
 Symonnot, 284.
 Tabourot (C.), 166.
 Tabourot (J.), 26, 134.
 Tabourot (Jean), 99, 132, 286, 291.
 Tabourot (Et. et G.), 100, 357.
 Tabourot (Théodecte), 99, 418.
 Taciturne (G. le), 4.
 Taffinon, 416, 421.
 Tanel (Fr.), 11.
 Taquot (P.), 29.
 Taveau, 286.
 Téméraire (Ch. le), 3.
 Templier (Etienne), 110.
 Testard, 348.
 Testevuyde, 416, 418.
 Theiade, 166.
 Theynard, 342.
 Thezut (L. de), 10.
 Thibault (Jean), 23, 25, 26, 98, 99, 118,
 131, 135, 138.
 Thibaut (Jean), 482.
 Thiebele, 285.

- Thierry (G.), 32, 161, 166, 286, 290, 303-07, 305, 442.
Thomas (Guill.), 342.
Thomassin (H.), 166.
Thomassin (Jean), 35, 413, 450 (?).
Thomassin (Pierre), 78.
Thorigny, 282.
Thou (de), 281, 374.
Thyard (Pontus de), 129.
Thouet, 392.
Tiran, 403.
Tircey, 321.
Tournes (de), 38, 42, 282, 317, 16.
Tournon (François C^{al} de), 76, 240, 241, 248, 363, 385, 341, 396.
Tournon (J. de), 248.
Tournon (Hél. de), 285.
Tourteville (Anselme), 168.
Toux (de), 265.
Trajan, 461.
Travaillet (J.), 98, 102.
Travaillet (G.), 102, 128.
Trechsel, 317.
Trémoille (L. et G. de la), 14.
Trestondam (Ph. de), 285.
Tricaudet, 379.
Trignac (J. de), 98, 131, 138.
Trivulce (card.), 42.
Trompillon, 421.
Trongal (R. du), 98, 131.
Truchard (N.), 162.
Trumeau (N.), 215.
Turrel (Pierre), 359, 361.
Urbain IV, 162.
Urfé (Cl. d'), 39.
Val (de la), 417.
Valletain, 391.
Vandenesse (Ch. de), 343.
Varennes (de), 322, 352.
Vatel (M.), 382.
Vaulx (J. de), 363.
Vaugris, 317.
Vécan (le), 200.
Vandenesse (J. de), 28.
Vendôme (C^{al} de), 341.
Vendôme (Fr. de), 368.
Veneur (Jean le), 37, 42, 240, 248, 314, 341, 363, 480.
Venier (Juan Antonio), 246.
Vergy (A. de), 185, 233, 405, 406.
Verjus, 318.
Vers (Louis de), 233.
Vesou (Nicolas), 135, 138, 151.
Vesvres ou Vayvre (Ch. et J. de), 239, 255, 267, 273, 494.
Viaudey (M.), 194.
Vidoue (P.), 280.
Visconte, 461.
Vienne (Ant. de), dit de Bauffremont, 441.
Vienne (Antoine I de), 76.
Vienne (Ant. II de), 16, 32, 76, 118, 233, 283, 284.
Vienne (J. de), 31.
Vienne (Gérard de), 14, 121, 122.
Vienne (Ph. de), 31, 112, 185.
Vigne (P. de la), 19.
Villarmont (de), 15.
Villeroy, 244.
Villers (de), 359.
Villot (J.), 166.
Vincenot (N.), 77.
Vincent de Paul (S^t), 148.
Vingle (de), 317.
Viry (Cl. de), 118, 319.
Voillemin (R.), 23, 27, 99.
Voillequin, 413.
Voisines (J. de), 82, 133, 223, 226, 261, 442.
Voisset, 341.
Vostre (S.), 153.
Vuyt (Le), 282.
Warnahaire, 96.
Wensler, 317.
Wolsey (C^{al}.), 245.
Würtemberg (F. et G. de), 151.
Würtemberg (Ulr.) de, 237, 412, 463.
Zamet (S.), 18, 176, 210.

II. NOMS DE COLLECTIVITÉS

Abbréviations : C. D. = Côte-d'Or ; J. = Jura ; H. M. = Haute-Marne ; H. S. = Haute-Saône ; Y. = Yonne.

Abbeyes, pp. 75-81, et :

Aire (Landes), Saint-Séverin, 63, 123 — Auberive (Haute-Marne, 104, 201, 225, 261, 263, 283, 320 — Auxerre, Saint-Germain, 123, 281, 349 — Beaulieu, c^e Hortes (H. M.), 134, 201, 320 — Benoîtevaux, c^e Reynel (H. M.), 201 — Bèze (C. D.), 28, 63, 104, 109, 263, 283, 321 — Boulancourt (H. M.), 120 — Bus-sière (La), (C. D.), 359 — Braisne (Aisne) 62, — Chalons-s-Saône, Saint-Pierre, 458 — Châtillon-s-Seine, 109, 321 — Cîteaux (C. D.), 358, 392, 462 — Clairlieu, près de Nancy, 127 — Clairvaux (Aube), 319, 320, 358 — Cluny (S. et L.), 322 — Dijon : Chartreuse, 321, 338, 358, Saint-Bénigne, 57 ss., 81, 123, 172, 338, 345, 349, 358, 475 — Saint-Étienne, 50 ss., 81, 109, 172, 180, 186, 227, 243, 320, 338, 340, 345, 358, 439, 462, 469 — Ecurey-en-Barrois (Meuse), 283 — Ferrières-en-Gâtinais (Loiret), 281 — Flabémont, c^e Tignécourt (Vosges), 64, 126 — Gubbio (Italie), 59 — Ile-Barbe (Rhône), 320. — La Crête (H. M.). — Les Escharlis, c^e Villefranche, (Y.), 281 — Lézinnes (Y.), 321 — Limoges : Saint-Pierre, 456 — Longuay, c^e Aubepierre (H. M.), 64, 117, 118, 179, 201, 225, 320 — Lugny (C. D.), 321 — Molesme (C. D.), 109, 152, 200, 283, 320 — Molesme (C. D.), 109, 283, 320 — Montierender (H. M.), 455 — Morimond, c^e Fresnoy (H. M.), 320, 358 — Mores (A.), 320 — Pontigny (Y.), 281 — Pothières (C. D.), 62, 81, 283, 320 — Poulangy (H. M.), 201 — Prâlon (C. D.), 148, 182, 284 — Quincy (Y.), 281, 321, 394, 397 — Reims : Saint Rémi, 112, 131. — Rougemont (C. D.), 283 — Saint-Jean-d'Angély, 456 — Saint-Jean de Réôme (Moutier Saint-Jean), (C.D.), 109, 321 — Saint-Jean-

lez-Sens, 281 — Saint-Pierre-s-Dive (Orne), 62 — Saint-Rigaud, c^e Ligny (S. et Loire), 18, 329 — Saint-Seine-l'Abbaye (C. D.), 109, 201, 263 — Septfontaines, c^e Blancheville (H. M.), 134, 321 — Soissons : Saint-Médard, 314 — Theuley, c^e Vars (H. S.), 321 — Tonnerre : Saint-Michel 109, 125, 283, 320 — Tournus (S. et Loire), 322, 454 — Tours : Saint-Martin, 62, 282, 456 — Val-des-Ecoliers, c^e Luzy (H. M.), 64, 257, 283. — Val-des-Vignes, c^e d'Ailleville (A.), 321 — Vauluisant (Y.), 281 — Vauxbons (H. M.), 77, 320 — Vaux-la-Douce (H. M.), 320 — Vézelay (Y.), 125.

Chapitres et collégiales, pp. 78-80, 283, et :

Autun : Saint Lazare, 242. — Bar-sur-Aube : Saint-Maclou, 199, 200, 321 ; Saint-Pierre, 129 — Bar-sur-Seine, 283, 321 — Beaujeu (Rhône), 322 — Bourmont (H. M.), 80 — Chablis (Y.), 282, 283, 321 — Chalons (S. et L.) : Saint-Vincent, 322 — Champlitte (H. S.), 321 — Châteauvillain (H. M.), 321 — Chaumont (H. M.) ; Saint-Jean, 109, 120, 124, 134, 158, 224, 321, 474 — Dijon : Chapelle-au-Riche, 60, 321, 338, 349 — Sainte-Chapelle, 28, 101, 130, 133, 156, 321, 338, 343, 352, 358 — Époisses (C.D.), 130, 321 — Fouvent-le-Châtel (H. S.), 321 — Grancey-le-Château (C. D.), 283, 321 — Joinville (H. M.), 80, 242 — Jully-le-Châtel (ou sur Sarce) (Y.), 283, 321 — Langres : Saint-Mammès, 21 ss., 34, 95 ss., 112, 133-136 ss. 151, 156, 157, 179, 183, 198-199, 225, 227, 260, 262, 266-268, 273-274, 303, 321, 362, 438, 441, 442, 461, 480-484 — Larrey (C. D.), 322 — Lyon : Saint-Jean, 320 — Mâcon : Saint-Pierre, 17, 322 ; Saint-Vincent, 10, 322 — Mothe (La), c^e Bourmont, (H. M.), 80 — Mussy-s-Seine (Aube), 283, 321 — Perthes (H. M.), 80 —

Remiremont, 127 — Reynel (H. M.), 420 — Sailly (H. M.), 80 — Tonnerre, 321 — Tours : Saint-Martin, 235.

Chambre : ardente, 371-376 — des comptes : Dijon, 242, 265, Paris, 27, 29, 62, 239, 244 286. — de l'évêque de Langres, 260, 262, 267. — diocésaine de Langres, 132, 226-227 — de ville à Dijon : 339, 343-347, 363-368, 376, 378, 383, 384, 389-394, 399, 472.

Collèges et écoles : Dijon, 350-352, 359-360, 365, 381-382. — Langres, 418.

Colloque de Poissy, 133.

Conciles et synodes, assemblées du clergé : Bourges (1528), 313, 316, 320 — Langres, 49, 188 — Latran (Rome), 145, 231 — Lyon, 16, 49, 313, 459, 460 ss. — Mussy, 188 — Pise, 13, 231 — Reims (1528), 316 — Selon-gey, 188 — Sens-Paris (1522), 312 ; (1528), 314, 315 — Tours (1510), 16 — Trente, 58, 213, 214, 429 — Vienne, 344. — Paris (1559, prot.), 374.

Conclaves, 38 ss.,

Confréries, pp. 158, et :

Bar-s-Seine, Saint-Sacrement, 163 — Chalancey (H. M.), Saint-Sébastien, 162 — Châteauvillain (H. M.), Saint-Sacrement, 167 — Châtillon-s-Seine, Saint-Sacrement, 163 ; Saint-Vorles, 159 — Dijon, Saint-Étienne, 53, 159, 489-492 ; Notre-Dame, 159 ; Saint-Antoine, 160 ; Saint-Claude, 160 ; Saint Denis, 160, 341 ; Saint-Jacques, 160 ; Saint-Joseph et les 4 couronnés ; Purgatoire ; Saint-Vincent ; Trois Rois ; Trépassés, 160 ; Saint-Esprit, 404 — Échevannes (C. D.) et Laignes (*id.*), Saint-Sacrement, 163 — Langres : Saint-Didier, Saint-Éloi, Saint-Fiacre, Sainte-Geneviève, Saint-Joseph, Saint-Martin, Saint-Michel, Saint-Pierre, Saint-Renobert, Saint-Sébastien, 159-160, Saint-Sacrement 163 ss. — Montsaugéon (H. M.), Saint-Nicolas, 53. — Ligny-le-Châtel (Y.), Saint-Sacrement, 168 — Montbard (C. D.), *id.*, 162 — Poinson-lez-Fayl (H. M.), *id.*, 163 — Prauthoy (H. M.), Saint-

Thibaut, 53 — Rome, Saint-Sacrement, 164.

Commanderies : 80, 263, 283, 450.

Couvents : 80, 163, 165, 201, 232, 281, 337, 338, 397, 412, 429.

Doyenné de Grancey (Esnooms) (ancien), 451.

Etats d'Auxonne, 14, 15, 231 — de Bourgogne, 14, 232, 355, 400 — du Maconnais, 14, 231 — généraux, 396, 401, 427.

Hôpitaux, léproseries, pp. 344, 450-451, et : Aubigny (H. M.), 283 — Brochon (C. D.), 301 — Dijon ; Saint-Esprit, etc., 340, 345, 352, 358, 472 — Langres : Saint-Laurent, 100, 104 — Norges (C. D.), Saint-Antoine, 263 — Paris : Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 173 — Suxy, près Prauthoy (H. M.), 118, 321, 450 — Tonnerre, 283 — Tronchoy (H. M.), 321.

Officialités : 107, 274, 334, 336, 411, 418.

Parlement : Dijon, 71, 130, 131, 180, 200, 201, 242, 331, 336, 339, 342, 343, 347, 364-367, 377-379, 383-388, 390-395, 397, 400 — Dole, 74, 331, 405-406 — Paris, 63, 71, 138, 142, 183, 200, 256, 260, 261, 268, 277-279, 286-288, 292-294, 299, 300-301, 306-307, 318, 331, 332, 335, 371, 374, 400, 409, 411, 414, 417-422, 424 — Rouen, 386.

Prieurés : pp. 50, 80, 320-323, 449-450, et : Aubigny (H. M.), 321, 449 — Barsur-Aube : Saint-Pierre, 135, 321 ; Sainte-Germaine, 131 — Belroy, c^e Bayel, Aube, 135 — Saint-Léger-sur-Bèze (C. D.), 63, 132, 321 — Buxeuilles, près Chaumont (H. M.), 151 — Colombey-les-deux-Églises (H. M.), 131, 322 — Grosse-Sauve, c^e des Loges (H. M.), 118, 135, 148 — Langres : Saint-Didier, Saint-Pierre, 33 — Larrey (C. D.), 60, 132 — Loudun, Notre-Dame, 45 — Marsannay-la-Côte (C. D.), 180 — Saint-Geosmes (H. M.), 104, 118, 131, 140, 263, 283, 321 — Sainte Margerie (Marne), 281 — Thil-Châtel (C. D.), 283 — Varennes (H. M.), 104, 151, 263, 283, 322 — Vauclair,

c^e Giey-sur-Aujon (H. M.), 200 —
Vaulce, c^e Châtel-Girard (Y.), 450.

Sorbonne : 173, 313, 314, 318, 335.

Tribunaux et Assises : Andelot (H. M.),
271 — Bar-sur-Aube, 271. — Coiffy-

le-Ch. (H. M.), 271 — Langres,
275 ss., 300 ss. — Montigny-
le-Roi (H. M.), 271 — Nogent-le-
Roi (H. M.), 304 — Sens, 277-287 —
Saint-Mihiel, 278 — Villeneuve-le-
Roi, (Y.) 304.

III. NOMS DE LIEUX

Abergement (l'), Ain, 115.
Abergement de Cesse (l'), C. D., 60.
Achey, H. S., 130.
Agen, 18.
Agey, C. D., 103.
Agaune (Valais), 55.
Ahuy, C. D., 50, 56, 57, 81, 103, 358.
Aignay-le-Duc, C. D., 70.
Aigremont, H. M., 88, 285.
Aire, Landes, 63.
Aisy, Y., 449.
Aiserey, C. D., 60.
Albi, 386.
Alise-Sainte-Reine, C. D., 175.
Amboise, 230, 239, 240, 245.
Amiens, 5, 46, 221.
Amoncourt, H. S., 117.
Amont, (bailliage d'), 405.
Ancy-le-Franc, Y., 71, 103, 284, 285.
Ancy-le-Serveux, auj. le-Libre, Y., 449.
Andelot, H. M., 70, 80, 269, 271.
Andelot, J., 285.
Andilly, H. M., 102.
Angers, 16, 25, 100, 111, 414, 415,
417.
Aprey, H. M., 336.
Arbigny-sous-Varennes, H. M., 449.
Arbois, Jura, 464.
Arbot, H. M., 50, 90, 284.
Arc-en-Barrois, H. M. 12, 70, 336.
Arc-sur-Tille, C. D., 50, 390.
Arcelot (Arceau) (C. D.), 90, 103, 291.
Arcenant, C. D., 174.
Arconville, Aube, 199.
Argenteuil, Yonne, 305, 450.
Argillières, H. S., 63, 336.
Argilly, C. D., 115, 386.
Arlay, J., 31.
Arles, 42.
Arnay-le-Duc, C.D., 120, 394, 403.
Arrentières, A., 321.
Asnières C. D., 56, 57, 256.
Aube, 70.

Aubepierre, H. M., 70, 77, 81, 104, 225
261, 283, 320.
Aubigny, H. M., 90, 182, 256, 257, 258,
261, 283, 284, 291, 321, 449.
Auch, 42, 83.
Augustines, près Mussy-sur-Seine, A.,
88.
Aujeurres, H. M., 89, 255, 256, 268, 284,
291.
Aulnoy, H. M., 90.
Aumônières, H. S., 450.
Autreville, H. M., 111.
Autrey, H. S. 50, 71, 405, 407.
Autun, 15, 115, 174, 185, 193, 242, 320,
324, 337, 368, 381, 399, 401, 403,
456, 457.
Auvet, H. S., 63.
Auxerre, 15, 71, 115, 123, 295, 349, 403,
455-457.
Auxonne, 14, 115, 392, 464.
Avaieur, A., 321.
Avallon, 71.
Avelanges, C.D., 103.
Avot, C. D., 103.
Avrigny, (l'), c^e de Frécourt, H. M., 89.

Bagneux, C.D., 133.
Baissey, H. M., 89, 255, 256, 284.
Balançon, H. S., 9.
Bâle, 31, 363.
Balesmes, H. M., 89, 260.
Bannes, H. M., 133, 284.
Barbirey, C. D., 103.
Barjon, C. D., 103.
Barrois, 72, 73, 103, 131, 132, 133, 198,
199, 223, 266, 267, 283, 304.
Barrois mouvant, 277, 307, 408.
Bar-sur-Aube, 70, 72, 73, 132, 134-135,
188, 199, 271, 296, 321, 420.
Bar-le-Duc, 234.
Bar-sur-Seine, 3, 30, 70, 72, 73, 101,
103, 115, 151, 155, 156, 188, 283,
285, 321, 419, 420, 439.

- Bassigny*, 72, 103, 121, 131, 132, 134, 188, 223, 224, 283, 304, 307, 336, 421.
Bassoncourt, H. M., 336.
Baume-la-Roche, C. D., 449.
Bay, H. M., 50, 90.
Baye, Maîne, 283.
Bayeux, 159.
Bazas, 391.
Beaucharmoy, H. M., 408.
Beauchemin, H. M., 104, 283, 321.
Beaulieu, c^e Hortes, H. M., 106, 126, 320, 397.
Beaujeu, (Rhône), 322.
Beaumont-sur-Vingeanne, C. D., 63, 88, 343.
Beaune, 57, 70, 121, 155, 171, 174, 201, 233, 376, 385, 394, 403.
Beauvais, 84, 85.
Beire-le-Châtel, C. D., 63, 376.
Bellefond, C. D., 150.
Belleneuve, C. D., 57, 63.
Belmont, H. M., 104.
Belroy, c^e Bayel, A., 450.
Benoitevaux, c^e Reynel, H. M., 201.
Berne, 363.
Bernon, Y., 132, 439.
Bernouil, Y., 264.
Bertignolles, A., 449.
Besançon, 3, 81, 185, 405, 406, 411.
Bethléem, 123.
Bezay, (S^t Cyr), I. et L., 62.
Bèze, C. D., 63, 72, 75, 88, 90, 103, 104, 115, 130, 188, 283, 285, 321, 408.
Bienville, H. M., 133.
Blaisy-bas, C. D., 449.
Blamont, Doubs, 237, 238.
Blois, 18, 240, 246, 374, 380, 396, 414, 415, 429.
Blumerey, H. M., 70.
Bologne (Italie), 21, 48, 232.
Bonnecourt, H. M., 102.
Bonnier, près S^t Seine, C. D., 449.
Bonvaux, C. D., 321.
Borde (La), c^e de Mursange, C. D., 2.
Bouix, C. D., 62, 135, 151.
Boulancourt, H. M., 120.
Boulogne, 240, 249.
Bourberain, C. D., 63, 90.
Bourbon-Lancy, S. et L., 115.
Bourbonne, H. M., 70, 88, 305, 307, 408.
Bourbonnais, 466.
Bourg, H. M., 89, 92, 284.
Bourg-en-Bresse, 115, 317.
Bourges, 146, 313, 316, 319, 360, 414, 415.
Bourgogne, 330, 375, 336, 401, 402, 404, 408.
Bourguignon-lez-Môrey, H. S., 103.
Bourmont, H. M., 71.
Boussenois, C. D., 103.
Braisne, Aisne, 62.
Brazey-en-Plaine, C. D., 60, 74.
Brennes, H. M., 104, 132, 284.
Brescia, 40.
Bresse, 356.
Brétigny, C. D., 179.
Breuvannes, H. M., 408.
Brevoines, c^e de Langres, 89, 130, 159, 259, 284, 419.
Brion, Indre, 3.
Brochon, C. D., 50, 103, 174, 201.
Broncourt, H. M., 285.
Brottes, H. M., 135.
Brou, Ain, 19.
Brucey, 50.
Bruyère (la), C. D., 115.
Bugey, 356.
Bures, C. D., 321.
Burgundia, 86.
Bussièrès-lez-Belmont, H. M., 71, 98, 103, 104, 268, 305, 408, 419.
Buzançois, Cher, 3.
Buxereuilles, c^e de Chaumont, 151.
Buxerolles, C. D., 50, 90, 257, 262, 284.
Buxières, A., 103.
Buxières-lez-Froncles, H. M., 103.
Caen, 398.
Calais, 249.
Casale, Italie, 39.
Celles, H. M., 102, 284.
Cérilly, 62.
Cessey-sur-Tille, C. D., 60.
Chablis, Y., 70, 71, 283, 284, 321.
Chagny, S. et L., 356.
Chagnay, C. D., 60.
Chalancey, H. M., 60, 88, 89, 98, 128, 135, 162, 284, 285, 291.
Chalindrey, H. M., 102, 103, 135, 285.
Chalmessin, H. M., 60, 284.
Chalon-sur-Saône, 15, 115, 176, 322, 403, 458.
Châlons-sur-Marne, 81, 84, 85, 409.
Chamarandes, H. M., 198, 420.
Chambain, C. D., 90, 257, 284.
Chameroy, H. M., 102, 336.
Champ-sur-Barse, près Vendevre, (A.) 150.
Champagne, 330, 336, 371, 404, 408, 409, 414, 419.
Champagne-sur-Vingeanne, C. D., 63.
Champcourt, H. M., 449.
Champignol, A., 103.
Champigny-lez-Langres, 89, 102, 260, 419.
Champigny-sous-Varennes, H. M., 104.
Champigny-sur-Veude, I. et L., 3, 44, 154, 435.

- Champlitte, H. S., 71, 272, 296, 305, 322, 405.
 Champy, c^e Montigny-s-Ving., C. D., 90.
 Chanoy, H. M., 102.
 Chantilly, Oise, 246, 434.
 Chaource, Aube, 70, 169.
 Charlieu, Loire, 322.
 Charmes, C. D., 343.
 Charmes-lez-Langres, 57, 102, 134, 135, 257, 261, 284.
 Charmoilles, H. M., 89, 102.
 Charmoy, H. M., 104.
 Charny, C. D., 3, 30, 236.
Charolais, 236, 466.
 Charolles, 466.
 Charrey-sur-Seine, C. D., 62.
 Chartres, 368.
 Chassaigne (La), c^e de Prusly-sur-Ource, 3, 90, 286.
 Chassenay, A., 451.
 Chassignelles, Y., 103.
 Chassigny, H. M., 102, 103.
 Châteaubriant, L. Inf., 373.
 Châteauneuf, C. D., 115.
 Châteauvillain, H. M., 71, 72, 87, 124, 167, 170, 321, 410.
 Châtenay-Mâcheron, H. M., 139.
 Châtenay-Vaudin, H. M., 89, 102, 119, 265, 284, 285.
 Châtillon-sur-Saône, 88.
 Châtillon-sur-Seine, 70, 72, 73, 74, 91, 124, 150, 152, 155, 156, 159, 163, 169, 188, 254, 256, 258, 269, 273, 296, 321, 336, 372, 403, 408.
Châtillonnuis, 356.
 Châtoillenot, H. M., 90, 92, 151, 182, 256, 257, 291.
 Chaumont, H. M., 70, 72, 74, 78, 124, 151, 153, 158, 169, 188, 198, 199, 200, 224, 269, 271, 279, 296, 305, 307, 321, 410, 420.
 Chauvirey, H. S., 174, 404.
 Chazeuil, C. D., 63, 88, 284, 285, 376.
 Chesley, Aube, 154.
 Cheuge, C. D., 63.
 Cheigny Saint-Sauveur, C. D., 103, 104.
 Chichée, Y., 449.
 Choilley, H. M., 90, 182, 256, 257, 291.
 Choiseul, H. M., 87, 449.
 Cirey-le-Château, H. M., 449.
 Cîteaux, C. D., 77, 115, 236, 462.
 Clairlieu, c^e Villers-lez-Nancy, 127.
 Clairvaux, Aube, 77, 320, 321.
 Clairvaux, Jura, 232.
 Clamecy, 123, 124.
 Clefmont, H. M., 449.
 Clénay, C. D., 50, 179, 181.
 Clermont-Ferrand, 106.
 Clerval, Doubs, 237.
 Cohons, H. M., 89, 102, 132, 135, 256, 260, 305.
 Coiffy-le-Châtel, *auj. le-Haut*, H. M., 151, 182, 269, 271, 307.
 Collan, Y., 321.
 Colmiers-le-Bas, H. M., 50, 284.
 Colmiers-le-Haut, H. M., 50, 284.
 Colombey-les-2-églises, H. M., 322.
 Colombey-lez-Choiseul, H. M., 408.
 Combeaufontaine, H. S., 88.
 Commarin, C. D., 115.
 Compertrix, Marne, 283.
 Compiègne, 373.
Comité, 330, 336, 356, 404, 419, 464.
 Coucy, Aisne, 230.
 Condes, H. M., 322.
 Coole (La), 283.
 Corgebin, c^e Brottes, H. M., 321, 449.
 Corgiron, H. M., 89, 285.
 Corgoloin, C. D.
 Corlée, H. M., 89, 102, 134, 260, 285,
Côte-d'Or, 70.
 Coublanc, H. M., 63, 88, 89, 92, 254, 256, 261, 285.
 Couchey, près Dijon, 2, 30, 31, 50, 56, 93, 115, 150, 181, 435.
 Coucy, Aisne, 333, 455.
 Courcelles-en-Montagne, H. M., 102.
 Courcelles-Prévoire, Aube, 256, 257.
 Courcelles-val-d'Esnoms, H. M., 90, 182, 256, 257, 258, 261, 284, 291.
 Courchamp, C. D., 90, 103.
 Courlon, C. D., 285.
 Courtangy, c^e Montbard, C. D., 442.
 Coutances, 49.
 Coutermon, C. D., 60, 376.
 Couzon, H. M., 90, 182, 257, 258, 284, 291.
 Couvignion, A., 199.
 Crecey, C. D., 103.
 Crépan, c^e Prusly-s-Ource, C. D., 90, 266.
 Crimolois, C. D., 180, 183.
 Cry, Y., 322.
 Cruzy-le-Châtel, Y., 71.
 Cuiseau, S. et L., 236.
 Cuisery, S. et L., 349.
 Culmont, H. M., 98, 102.
 Cunfin, A., 449.
 Curmont, H. M., 130.
 Cusey, H. M., 90, 126, 284.
 Cussey-les-Forges, C. D., 50, 284.
 Cruzy-le-Châtel, Y., 284.
 Damblain, Vosges, 71.
 Dampierre, H. M., 89, 103.
 Dampierre-s.-Salon, H. S., 71.
 Dampierre-s.-Vingeanne, C. D., 63.
 Damrémont, H. M., 182.
 Dancevoir, H. M., 118, 179, 225, 256, 305.

- Dardenay, H. M., 90, 182, 256, 257, 291.
 Darois, C. D., 50.
 Diancey, C. D., 350.
 Die, Y., 284.
 Diénay, C. D., 60, 115, 132.
 Dijon, 3, 14, 15, 28, 29, 30, 31, 40, 48, 50, 57, 58, 60, 70-75, 85, 92, 103, 111, 115, 124, 125, 129, 132, 150, 153, 156, 157, 159, 160, 162, 168, 170, 171, 175, 176, 185, 186, 188, 227, 228, 230, 235-237, 272, 296, 320, 321, 337-368, 376-404, 406, 408, 411, 413, 426, 428, 429, 439, *Dijonnais*, 72, 88, 103, 130, 225, 301, 308.
 Dinteville, H. M., 103.
 Dissay, c^e de Saint-Georges, Vienne, 45.
 Doix (La), c^e de Serrigny, C. D., 57.
 Dole, 2, 19, 71, 397, 466, 467.
 Dommarien, H. M., 88, 90, 102, 182, 256, 257, 261, 262, 284, 291.
 Doulaincourt, H. M., 71.
 Doulevant-le-Ch., H. M., 71.
 Douvres, 248.
 Drambon, C. D., 63.
 Duesme, C. D., 88.
 Echannay, C. D., 14, 132.
 Echenay, H. M., 14, 234.
 Echevannes, C. D., 103, 163.
 Echigey, C. D., 50.
 Echirey, C. D., 60.
 Eclaron, H. M., 115.
 Ecot, H. M., 60.
 Ecouen, 434.
 Ecuelle, H. S., 449.
 Ecurey, Meuse, 283.
 Embrun, 42.
 Epailly, c^e Courban, C. D., 321, 450.
 Epoisses, C. D., 175, 322, 367.
 Epoy (l'), c^e Gevrey, C. D., 178.
 Eriseul, H. M., 90, 257.
 Ervy, A., 70.
 Esnoms, H. M., 90, 121, 130, 255-257, 261, 262, 291, 451.
 Esnouveaux, H. M., 321.
 Essoyes, A., 70.
 Estigny, Y., 424.
 Etaules, C. D., 50, 57, 176.
 Etaux (les), c^e Luzy, H. M., 88.
 Fauverney, H. S., 50, 80.
 Faverolles-lez-Lucey, C. D., 90, 257, 258, 284.
 Faye, ou Faâz, c^e Percey-le-Gr., H. S., 90.
 Fayl-Billot, H. M., 70, 150, 305, 336.
 Fenay, C. D., 60, 103.
 Ferrare, 42, 341.
 Ferrière-en-Gâtinais, Loiret, 281.
 Feurg, H. S., 63.
 Fixey, C. D., 60, 103.
 Fixin, C. D., 103.
 Flabémont, c^e Tignécourt, Vosges, 64, 126.
 Flagey, H. M., 104, 283.
Flandre, 84.
 Flavigny, C. D., 49.
 Fley, C. D., 104.
 Flogny, Y., 71.
 Florence, 39, 232.
 Foncegrive, C. D., 60.
 Fontainebleau, 115, 230, 333.
 Fontaine-Française, C. D., 2, 30, 70, 80, 88, 90, 93, 115, 149, 150, 184, 228, 291, 305, 336, 356, 435.
 Fontaine-lez-Dijon, 50, 115, 155, 174, 176, 358.
 Fontenay, Y., 63.
 Fontenilles (Tonnerre), 321.
 Forest-sous-Fralignes (la), A., 124, 152.
 Fouchécourt (Vosges), 305.
 Foulain, H. M., 90, 255.
 Fouvent-le-Bas (la Ville), H. S., 63, 336.
 Fouvent-le-Château, auj. le-Haut, H. S., 63, 71, 72, 87, 88, 90, 188, 272, 285, 291, 322, 405, 449.
 Franxault, C. D., 50.
 Frécourt, H. M., 102.
 Fresnoy, H. M., 60.
 Fresne-Saint-Mammès, H. S., 88.
 Frettes, H. M., 90, 285.
 Frigionais (?), près Lucques (Italie), 250.
Gâtinais, 283.
 Gemeaux, C. D., 50, 376.
 Gênes, 58.
 Genève, 144, 331, 355, 363, 365, 372, 373, 376, 384, 385, 388, 391, 392, 394, 398, 399, 400, 405, 410, 418.
 Genevrières, H. M., 134, 285.
 Genevroye (la), H. M., 321.
 Genlis, C. D., 57, 70.
 Germaines, H. M., 50, 90, 257.
 Gevrey-Chambertin, C. D., 25, 31, 70, 103, 178, 183.
 Gevrolles, C. D., 90, 183, 255, 256, 257, 258, 284.
 Gevry, Jura, 2, 30, 239.
 Giey-s.-Aujon, H. M., 57, 134.
 Gilley, H. M., 91, 285.
 Gissey-s.-Ouche, C. D., 90, 103.
 Gondrecourt-le-Château, Meuse, 410.
 Grancey-le-Château, C. D., 50, 70, 71, 72, 75, 80, 87, 88, 115, 188, 266, 268, 283, 284, 285, 291, 305, 321, 408, 451.
 Grandchamp, H. M., 90, 285.
 Granges, H. S., 237.

- Grattedos, c^e Aprey, H. M., 89, 285.
 Gray, 71, 88, 356, 404-406.
 Greenwich, 247.
 Grenant, H. M., 60, 90, 256, 284, 285.
 Grenoble, 317.
 Grignon, C. D., 88.
 Griselles, C. D., 321, 322.
 Grosse-Sauve, c^e Les Loges, H. M., 260, 321.
 Gubbio (Italie), 58, 348.
 Guillon, Y., 71.
 Guise, Aisne, 382.
 Gurgy-le-Châtel, C. D., 89, 90, 92, 224, 254, 256, 258, 262, 284, 433, 435, 442.
 Gurgy-la-Ville, C. D., 90, 284, 285.
 Gyé-s-Seine, A., 284.

 Hardéchamp, Vosges, 125.
 Hauteville, C. D., 57.
 Heuilley-Cotton, H. M., 102.
 Heuilley-le-Grand, H. M., 102, 151, 284.
 Hortes, H. M., 89, 91, 152, 258.
 Humes, H. M., 89, 102, 121, 259, 284.

 Is-en-Bassigny, H. M., 72, 73, 188.
 Is-sur-Tille, C. D., 60, 70, 115, 228, 267, 376, 403.
 Isle(l'), A., 90, 256, 258.
 Isle-s-Serein, (l'), Y., 71.
 Isômes, H. M., 90, 255, 256, 257, 258, 261, 273, 284, 291.

 Jailly-les-Moulins, C. D., 156.
 Jancigny, C. D., 63.
 Joinville, H. M., 47, 115, 156, 230, 241, 242, 370.
 Jonchery, H. M., 151.
 Jonvelle, H. S., 14.
 Jorquenay, H. M., 89, 102, 285, 419.
 Jouarre, S-et-M., 3.
 Jully-le-Châtel, auj. s-Sarce, Aube, 283, 321.
 Jully-les-Nonnains, Y., 449.

 Labergement, C. D., 173.
 La Borde, c^e de Mursanges, C. D., 2.
 La Bruyère, C. D., 115.
 La Chapelle-lez-Sennevoy, Y., 284.
 Lachaume, C. D., 90, 255, 257, 284.
 Lacrète, H. M., 81, 321.
 Laferté-s.-Amance, H. M., 70, 87, 322.
 La Ferté-s.-Aube, H. M., 322.
 La Gloire-Dieu, c^e Courteron, A., 449.
 Laignes, C. D., 70, 151, 163, 284.
 La Loye, J., 239.
 Lamarche, Vosges, 71, 278, 420.
 Landreville, A., 403.
 Langres : Ville : 18, 21 ss., 31, 32 ss., 49, 95-104, 107-115, 119, 121, 127, 130-143, 151, 155, 160-163, 168-169, 187, 215, 225, 228, 237-238, 252, 258-260, 269, 271-274, 277, 279, 284, 288, 297, 299, 300-308, 321, 323, 337, 381, 410-419, 424, 429, 435-444, 450, 452, 469, 474-476 — Évêché : 3, 4, 21, 69-83, 89-93, 111-113, 130, 152, 187, 224, 254, 258, 260, 322, 330, 336, 410, 426, 436, 480, 485, 496, 497. — Duché : 84-88 265-269, 271-308, 494.
Langvois, 72, 88, 103, 131, 198, 283.
 Lannes, H. M., 89, 102, 255, 256, 257, 261, 283, 305.
 Lanques, H. M., 285.
 Lantages, C. D., 117, 132.
 Lanty, H. M., 90, 285.
 Laon, 84.
 Larrey, près Dijon, 55, 132, 321, 322, 358.
Lassois, 72.
 Latrecey, H. M., 126, 322.
 Lausanne, 398.
 Lavilleneuve-s.-Vingeanne, C. D., 90, 103, 182, 255, 257, 259, 266, 276, 285.
 Layer-le-Franc, C. D., 60.
 Lecey, H. M., 102.
 Lécourt, H. M., 420.
 Leffond, H. S., 90, 405.
 Léry, C. D., 449.
 Leuchey, H. M., 89, 256, 257, 260.
 Leuglay, C. D., 90, 255, 259.
 Lézennes, Y., 284, 321.
 Licey, C. D., 104.
 Lignerolles, C. D., 118.
 Ligny, S. et L., 18.
 Ligny-le-Châtel, Y., 70, 71, 103, 152, 158, 168, 284, 285.
 Limoges, 456.
Lingonie, 86.
 Lisleux, 3.
 Livron, Drôme, 18.
 Loges(les), H. M., 131.
 Londres, 245-247, 249.
 Longchamp, C. D., 57, 60.
 Longeau, H. M., 70, 89, 117, 284.
 Longepierre, S. et L., 2.
 Longuay, c^e Aubepierre, H. M., 64, 179, 225, 320.
 Longvic, C. D., 60, 358, 384.
 Longvy, Jura, 1, 30.
 Lons-le-Saunier, 19, 232, 234.
Lorraine, 330, 408.
 Loudun, 45.
 Louesme, C. D., 449.
 Lucey, C. D., 90, 257, 284.
 Lucques, 249-251, 471.
 Lugny, C. D., 90, 152, 181, 265, 321.
 Lux, C. D., 63, 88, 285.

- Luzy, H. M., 5, 64, 78, 90, 92, 115, 198,
 254, 258, 265, 284, 435.
 Lyon, 6, 16, 39, 85, 115, 145, 146, 197,
 313, 316 ss., 320 ss., 333, 379, 394,
 414.
 Maatz, H. M., 63, 90, 256.
 Mâcon, 2, 11, 12, 13, 14, 15, 19, 82, 115,
 153, 194, 295, 318, 322, 324, 337,
 403, 436.
Mâconnais, 371.
 Maizières-sur-Amance, H. M., 450.
 Maisey-le-Duc, C. D., 451.
 Mâlain, C. D., 148.
 Maligny, Y., 103.
 Malroy, c^e Dammartin, H. M., 408.
 Mandres, H. M., 133.
 Mantoche, H. S., 63, 132, 135, 268,
 405.
 Marac, H. M., 50, 90, 285.
 Marcilly, H. M., 25, 102, 103.
 Marcilly-s.-Tille, C. D., 90.
 Mardor, H. M., 50, 90.
 Marey-s.-Tille, C. D., 256, 403.
 Marigny, c^e Châtillon, C. D., 90, 286.
 Marliens, C. D., 50.
 Marmesse, H. M., 321.
Marne (Haute), 103.
 Marquise, P. de C., 248.
 Marsannay-la-Côte, C. D., 50, 80, 103,
 180.
 Marseille, 37, 39, 332.
 Maulain, H. M., 133.
 Meaux, 335, 409, 412.
 Menesbles, C. D., 285.
 Merrey, A., 449.
 Merrey, H. M., 336.
 Mesmont, C. D., 60.
 Messigny, C. D., 60, 115.
 Metz, 317, 409, 468.
 Melun, 295, 315, 429.
 Meuvy, H. M., 336.
 Milan, 12, 13, 464.
 Mirebeau-s.-Bèze, C. D., 30, 50, 70, 80,
 88, 93, 115, 149, 180, 183, 228, 343,
 403, 435, 450.
Moge (le), 72, 73, 75, 89, 103, 188.
 Moiron, près Luzy, H. M., 450.
 Molay, H. S., 404.
 Moleme, C. D., 31, 61, 72, 73, 106, 125,
 152, 188, 283, 284, 320.
 Molosme, Y., 283, 284, 320.
Montagne (la), 103, 149, 403.
 Montargis, 222, 295.
 Montbard, C. D., 70, 74, 152, 155, 162,
 173, 272.
 Montbéliard, 144, 237, 238, 330, 376,
 410, 468.
 Montesson, H. M., 89.
 Monthureux-s.-Saône, Vosges, 103.
 Montierender, H. M., 455.
 Montier-en-l'Isle, A., 449.
 Montigny-le-Roi, H. M., 60, 70, 269, 271,
 279, 307.
 Montigny-s.-Aube, C. D., 70, 88, 90, 117,
 120, 124, 126, 130.
 Montigny-s.-Vingeanne, C. D., 88, 90,
 103, 182, 255, 257, 259, 262, 265,
 272, 285.
 Montlandon, H. M., 102, 130, 132, 133.
 Mont-le-François, H. S., 103.
 Montlyot, C. D., 62.
 Montmorot, c^e Fraignot, C. D., 321.
 Montmoyen, C. D., 150.
 Montormentier, H. M., 90, 291.
 Montot, H. M., 60.
 Montrot, près Arc-en-Barrois, H. M.,
 450.
 Mont-Saint-Jean, C. D., 235.
 Mont-Saint-Marcel, Châtillon, C. D., 72.
 Montsaugéon, H. M., 23, 53, 89, 90, 92,
 100, 134, 135, 151, 182, 255, 257,
 258, 261, 272, 280, 281, 285, 291,
 305.
Montsaugéonnais, 90, 149, 182, 254,
 256, 261, 283, 289-291, 409, 452.
 Mores, c^e Celles-sur-Ource, A., 320.
 Morimond, c^e Fresnoy, H. M., 81, 320,
 420.
 Mornant, c^e Leffonds, H. M., 450.
 Mornay-s.-Vingeanne, C. D., 63, 90,
 285.
 Mouilleron, H. M., 284.
 Moulins, 115, 230, 240.
 Moutier-Saint-Jean (Réome), C. D., 72,
 73, 188, 321.
 Musseau, H. M., 60, 336.
 Mussy-l'Évêque, auj. M.-s.-Seine, A., 5,
 20, 30, 41, 46, 53, 61, 70, 91, 92, 110-
 112, 115, 118, 132, 150, 159, 188, 224,
 225, 242, 249, 251, 254-256, 258,
 260, 272, 273, 280, 283, 296, 297,
 307, 321, 369, 423, 424, 433, 435,
 439, 441.
 Nancy, 409.
 Nantilly, H. S., 63.
 Narbonne, 42.
 Nègrepont, 120.
 Nemours, 295, 341.
 Neublans, Jura, 239.
 Neuchâtel, (Suisse), 405.
 Neufchâteau, 71, 420.
 Neuilly-lez-Dijon, 49, 50.
 Neuilly-l'Évêque, H. M., 70, 72, 89, 257,
 258, 259, 260, 284.
 Neuilly-s.-Suize, H. M., 199.
 Neuville-les-Voissey, H. M., 150.
Nivernais, 236, 371, 466.
 Noé-les-Mallet, A., 449.

- Nogent-en-Bassigny (Nogent-le-Roi), H. M., 71, 269, 271, 279, 304, 305.
 Noidant-Châtenoy, H. M., 102.
 Noidant-le-Rocheux, H. M., 132, 284.
 Noiron-les-Cîteaux, C. D., 103.
 Noiron-s.-Rèze, C. D., 63.
 Noiron-s.-Seine, C. D., 62.
 Norges-la-Ville, C. D., 60.
 Norges-le-Pont, C. D., 115, 179, 321, 364, 376, 450.
 Normandie, 84.
 Nozeroy, Jura, 203, 234, 435.
 Noyers, Y., 71, 403, 449.
 Noyon, 84, 132.
 Nuits, C. D., 403.
 Occey, H. M., 50, 88, 90, 157, 284, 285, 291.
 Ogny, C. D., 50, 179.
 Oisilly, C. D., 63.
 Orain, C. D., 90.
 Orange, 3, 236.
 Orbigny-au-Mont, H. M., 131, 132, 262, 285.
 Orbigny-au-Val, H. M., 142.
 Orgelet, Jura, 232.
 Orges, H. M., 285.
 Orgeux, C. D., 60.
 Orimont, c^e Arrentières, A., 449.
 Orléans, 12, 240, 302.
 Ormancey, H. M., 23, 50, 89, 90, 131, 284.
 Orville, C. D., 90.
Outre-Aube, (*Outre l'Aube*), 273.
 Padoue, 100.
 Pagny-le-Château, C. D., 2, 30, 93, 115, 150, 154, 185, 228, 236, 238, 343, 434, 461, 462.
 Pailly (le), H. M., 102.
 Palaiseul, H. M., 90, 102.
 Pargues, A., 449.
 Paris, 12, 14, 25, 27, 28, 51, 59, 71, 100, 145, 146, 173, 186, 240, 244, 313, 318, 330, 332, 335, 346, 353, 372, 381, 391, 409, 461.
 Parme, 250.
 Parnot, H. M., 130.
 Passavant, Doubs, 237, 307.
 Passy, auj. Pacy-s.-Armançon, Y., 287.
 Peigney, H. M., 98, 102.
 Percy-le-Grand, H. S., 90, 103, 130, 291, 405.
 Percy-le-Pautel, H. M., 88, 104, 285, 301, 419.
 Percy-le-Petit, H. M., 88, 90, 285, 291.
 Périgueux, 47.
 Pérouse, 100.
 Perrancey, H. M., 102, 135.
 Perrigny, C. D., 50.
 Perrogney, H. M., 89, 102, 284.
 Pesmes, H. Saône, 2, 30, 239, 367, 406.
 Pichanges, C. D., 50.
 Piépape, H. M., 88, 90, 102, 117, 131, 285, 291.
 Pierrefaite, H. M., 63, 72, 90, 133, 188.
 Pietra-Santa, Italie, 251, 472.
 Piombino, Italie, 39.
 Pise, 12, 13.
 Plaines, Aube, 90, 255, 258.
 Plaisance (Italie), 250.
 Plesnoy, H. M., 102, 151.
 Plombières C. D., 60, 174, 358.
 Poinson-les-Fayl, H. M., 150, 163, 336, 405.
 Poinson-lez-Grancey, H. M., 265.
 Poinsenot, H. M., 336.
 Poissy, 126, 133.
 Poitiers, 5, 45, 46, 100, 118, 119, 195, 240, 421, 422, 437.
 Polisoit, A., 103.
 Polisy, A., 152.
 Pontailier, C. D., 50, 70.
 Pont-à-Mousson, 410.
 Pont-de-Veyle (Ain), 317.
 Pontigny, Y., 281.
 Pothières, C. D., 31, 61, 62, 81, 283, 284, 320, 428.
 Pouilly-s.-Vingeanne, C. D., 63, 104, 285, 305.
 Pouilly (Y.), 305.
 Poulangy, H. M., 76, 201.
 Poyans, H. S., 50, 130.
 Prâlon, C. D., 76, 148, 182, 284.
 Prangey, H. M., 336.
 Praslay, H. M., 336.
 Pranthoy, H. M., 53, 70, 90, 115, 132, 255, 256, 257, 261, 267, 284, 291, 291, 305.
 Premières, C. D., 50.
 Prenois, C. D., 60.
 Pressigny, H. M., 91, 285, 419.
 Provençères-s.-Marne, H. M., 103.
 Prusly-s.-Ource, C. D., 90, 254, 285.
 Puits, C. D., 449.
 Puy (le), 318.
Puysaye (La), 283.
 Quartier (le) ou Val-le-Duc, c^e Salives, C. D., 321.
 Quétigny, C. D., 50, 57, 350, 358.
 Quincy, Y., 321, 397.
 Rahon, Jura, 2.
 Ravennefontaine, H. M., 121, 130.
 Ravières, Y., 74, 203, 284, 450.
 Recey s.-Ource, C. D., 70, 131, 265.
 Reims, 84, 85, 121, 146, 194, 195, 241, 316, 319, 370, 406, 409.
 Remilly-en-Montagne, C. D., 103.

- Remilly-s.-Tille, C. D., 60.
 Remiremont, 127.
 Romagne (la), c^e Courchamp, C. D., 90.
 Reullée, c^e de Marigny-lez-Reullée, C. D.,
 2.
 Reulle-Vergy, C. D., 115.
 Reynel, H. M., 115, 201.
 Ricey-Bas, A., 88, 152, 285.
 Riceys (les), Aube, 70.
 Rigny-s.-Saône, 63, 88, 90, 268, 285, 408.
 Rimaucourt, H. M., 449.
 Rivières-le-Bois, H. M., 63, 90, 134, 285,
 301.
 Rivières-les-Fosses, H. M., 23, 90, 103,
 130, 133, 135, 182, 255, 256, 257,
 258, 261, 285, 291, 301.
 Rizaucourt, H. M., 129.
 Roche-s.-Vannon, H. S., 285.
 Rochefort, C. D., 88.
 Rochetaillée, H. M., 102, 336.
 Roécourt-la-Côte, H. M., 132.
 Roffey, Y., 80.
 Rolampont, H. M., 102, 103, 133, 284.
 Romagne (la), c^e Courchamp, C. D., 283,
 321.
 Rome, 12, 38, 39, 109, 113, 137, 163-
 165, 241, 249, 250, 262, 341, 353,
 369, 370, 374, 421, 470.
 Romenay, S. et L., 9, 16.
 Romorantin, 398.
 Rosoy, H. M., 89, 284, 285.
 Rouelles, H. M., 50, 336.
 Rouen, 83, 132, 167, 249, 333, 371, 386.
 Rougeux, H. M., 183.
 Rougemont, C. D., 283, 284.
 Rouvre-s.-Aube, 90, 257, 285.
 Rouvres-lez-Dijon, 115, 173, 343.
 Rue, Somme, 248.
 Ruffey, C. D., 358.
 Ruffey, Jura, 14, 235.
 Sacquenay, C. D., 90, 182, 256, 257,
 284, 291.
 Saint-Apollinaire, C. D., 60, 322, 358.
 Saint-Blin, H. M., 71.
 Saint-Broingt-le-Bois, H. M., 102, 257,
 284.
 Saint-Broingt-lez-Gurgy, C. D., 90.
 Saint-Broingt-les-Fosses, H. M., 90,
 182, 255, 256, 257, 285, 291.
 Saint-Broingt-les-Moines, 322.
 Saint-Ciergues, H. M., 102.
 Saint-Cyr-s.-Loire, I. et L., 62.
 Saint-Denis, 241, 369.
 Saintes, 456, 457.
 Sainte-Eulalie, c^e Urville, A., 322.
 Saint-Fuscien, Somme, 47.
 Saint-Geosmes, H. M., 33, 55, 80, 81, 104
 140, 151, 260, 283, 284, 289, 321,
 412, 419.
 Saint-Germain-en-Laye, 232, 300, 383.
 Saint-Hélier, C. D., 449.
 Saint-Jean-d'Angély, 456.
 Saint-Jean-de-Losne, C. D., 13, 60, 70,
 74.
 Saint-Julien, C. D., 50, 179, 181.
 Saint-Just (Lyon), 317.
 Saint-Langis, Aube, 90, 256.
 Saint-Léger-s.-Bèze, C. D., 63, 132, 321.
 Saint-Loup, H. M., 104, 284.
 Sainte-Marie-sur-Ouche, C. D., 103.
 Saint-Martin-lez-Autreville, H. M., 130.
 Saint-Martin-lez-Langres 102, 121.
 Saint-Maurice-s.-Vingeanne, C. D., 104,
 134, 285.
 Saint-Maurice-en-Valais, 123.
 Saint-Mémin, C. D., 449.
 Saint-Michel, H. M., 90, 102, 182, 255,
 256, 257, 291.
 Saint-Mihiel, 278.
 Saint-Orens, Gers, 47.
 Saint-Philibert, C. D., 57.
 Saint-Pierre-s.-Dive, Calvados, 62, 391.
 Saint-Pierre-le-Moustiers, Nièvre, 295.
 Saint-Quentin, 224.
 Saint-Rigaud, c^e Ligny, S. et L., 329.
 Saint-Sauveur-sur-Vingeanne, C. D., 450.
 Saint-Seine-en-Mont (ou Saint-Seine-
 l'Abbaye, C. D., 70, 72, 73, 75, 175,
 176, 188, 201, 320, 476.
 Saint-Seine-s.-Vingeanne, C. D., 63.
 Saint-Vallier, H. M., 104, 285.
 Sainte-Vertu, Y., 449.
 Saint-Vincent, Y., 72, 73, 188, 284.
 Salerne, 58.
 Santenoge, H. M., 285.
 Saône (Haute), 70.
 Sarlat, 47.
 Saulieu, 403.
 Saulles, H. M., 90, 285.
 Saulon, C. D., 60, 103.
 Saulxures, H. M., 408.
 Saulx-le-Duc, C. D., 126, 243, 267.
 Savigny, H. M., 284, 285.
 Savigny-lez-Baume, C. D., 254.
 Savigny-le-Sec, C. D., 57, 60.
 Savouges, C. D., 103.
 Savoyeux, H. S., 63, 150.
 Sèchefontaine, c^e Avirey, A., 449.
 Seignelay, 283, 285.
 Selongey, C. D., 60, 70, 149, 155, 159,
 188, 376.
 Semoutiers, H. M., 336.
 Semur, 70.
 Sennevoy-le-Bas, Y., 284.
 Sénonais, 283.
 Sens, 85, 132, 216, 268, 270, 271, 279,
 281, 282, 286-288, 291, 294, 296,
 297, 298, 299, 300, 302-308, 314,
 315, 381, 414, 415.

- Septfontaines, Blancheville, H. M., 81, 321.
 Serqueux, H. M., 307.
 Serrigny, C. D., 2, 57.
 Seurre, C. D., 115, 394.
 Sexfontaines, H. M., 79, 322.
 Sézanne (Marne), 410.
 Sienne, Italie.
 Silvarouvres, H. M., 322.
 Smalkalde, 237.
 Soissons, 385.
 Sombornon, C. D., 30, 60, 70, 74.
 Soulaines, Aube, 70.
 Souvigny, Allier, 466.
 Soyers, H. M., 449.
 Spezzia, (la), 40.
 Spoix, C. D., 63.
 Strasbourg, 363, 410, 411.
 Suzy, c^e Saint-Broingt-les-Fosses, H. M., 118, 126, 260, 321, 450.
 Talant, C. D., 60, 74, 176.
 Talmay, C. D., 63, 88, 90, 268, 285, 408.
 Tanay, C. D., 117.
 Tanlay, Y., 77, 80.
 Tarbes, 42.
 Tart-le-Haut, C. D., 50.
 Ternat, H. M., 150.
 Thénèzay, Deux-S., 45.
 Thérrouanne, P. de C., 30.
 Theuley, H. S., 321, 407.
 Thil-Chatel, (Tréchâteau), C. D., 50, 80, 90, 115, 132, 173, 283, 284, 285, 291, 408.
 Tignécourt, Vosges, 126.
 Thors, A., 450.
 Tonnerre, 70, 71, 72, 73, 88, 103, 125, 133, 152, 155, 159, 264, 265, 283, 290, 296, 320, 321.
 Tonnerrois, 72, 73, 88, 126, 131, 188, 283, 285, 304.
 Torcenay, H. M., 88, 89, 284, 285.
 Tornay, H. M., 90, 336.
 Toul, 72, 81, 409.
 Toulouse, 333.
 Tournus, S. et L., 115, 322, 454.
 Tours, 16, 62, 111, 112, 230, 246, 411.
 Traves, H. S., 239.
 Tréchâteau, (Til-Châtel), C. D., 87, 88.
 Trente, voir Conciles.
 Trévoux, 115.
 Trochères, C. D., 63.
 Troja, 319.
 Troischamps, H. M., 102.
 Tronchoy, H. M., 260, 305, 321, 450.
 Trouhaut, C. D., 450.
 Troyes, 25, 70, 81, 85, 115, 152, 155, 194, 199, 295, 337, 409, 411.
 Tulle, 12.
 Urville, A., 450.
 Vaillant, H. M., 89, 284.
 Val-des-Choux, c^e Villiers-le-Duc, C. D., 321, 450.
 Val-des-Écoliers, c^e Luzy, H. M., 90, 257, 283, 321.
 Val-des-Vignes, c^e Ailleville, A., 321.
 Valpelle, c^e Bourg, H. M., 88.
 Val-Suzon, C. D., 80, 176.
 Vanvey, C. D., 449.
 Varanges, C. D., 50, 57.
 Varenne, S. et L., 236.
 Varennes, H. M., 70, 104, 131, 151, 283, 284, 322, 449.
 Varennes, Y., 103.
 Varois, C. D., 60, 376.
 Vassy, H. M., 71, 409.
 Vassy-lez-Pizy, Y., 450.
 Vaulce, c^e Châtel-Girard, Y., 322.
 Vauclair, c^e Giey-s-Aujon, H. M., 200.
 Vauluisant, c^e Courgeney, Y., 281.
 Vauxrenard, Rhône, 10.
 Vaux-la-Douce, H. M., 81, 320.
 Vaux-s.-Aubigny, H. M., 90, 256, 257, 258, 261, 284, 291.
 Vauxbons, H. M., 77, 320.
 Velars-s.-Ouche, C. D., 60, 124, 175.
 Vendeuvre, Aube, 70, 113, 321, 410.
 Verbiesles, H. M., 90, 284.
 Verdun-s.-le-Doubs, S. et L., 403.
 Vereux, H. S., 60.
 Vergigny, Y., 284.
 Vergy, c^e Reulle-Vergy, C. D., 115.
 Vérizet, S. et L., 10.
 Vermandois, 295.
 Vernois-lez-Vesvres, C. D., 60, 256.
 Verrey-s.-Drée, C. D., 124.
 Versailles-le-Bas, H. M., 89, 181, 258.
 Versailles-le-Haut, H. M., 88, 285.
 Vesaigues, H. M., 90, 284.
 Vesoul, 71, 405.
 Vesvres-s.-Chalancey, H. M., 60, 89.
 Vétule, Italie, 118.
 Veuxhaulles, C. D., 90, 134, 258, 259.
 Vèvre (La), près Ravières, Y., 450.
 Vézelay, Y., 403.
 Vicq, H. M., 150, 182.
 Vieux-Château, C. D., 451.
 Vieux-Moulins, H. M., 305.
 Viéville, C. D., 63.
 Vignory, H. M., 71, 449.
 Villars-en-Azois, H. M., 103, 132.
 Villars-Montrozier, H. M., 50, 265, 284.
 Ville-au-Bois (la), H. M., 90, 284.
 Ville-s.-Arce (Aube), 103.
 Villars-le-Pautel, H. S., 307.
 Villecomte, C. D., 60.
 Villegusien, H. M., 102, 140, 179, 284.
 Villemoron, H. M., 50.

- Villemervry, H. M., 50.
Villeneuve-le-Roi, (auj. s.-Yonne), Y.,
115, 290, 304, 306.
Villeneuve-l'Archevêque, Y., 284.
Villers-Cotterets, 224.
Villers-les-Pots C. D., 441.
Villey-s.-Tille, C. D., 103, 117, 403.
Villiers-lez-Aprey, H. M., 89
Villiers s.-Suize, H. M., 199, 410.
Villiers-Vineux, Y., 284.
Villon, Y., 132. 442.
Villotte, C. D., 176.
Viterbe, 118.
Vitrey-s.-Amance, H. S., 63, 71.
Vitry-le-François, 409.
Vitry-en-Montagne, H. M., 50.
Vitteaux, C. D., 70, 372.
Vivey, H. M., 284.
Viviers, A., 450.
Voisines, H. M., 102, 133, 284.
Voncourt, H. M., 285.
Vosges, 70.
Voulaïues, Aube, 321.
Wimille, 248.
Windsor, 245 ?
Wittenberg, 409.
Yonne, 70.
-

ERRATA

Live. : pages :

- | | |
|---|--|
| <p>4 : 13^e ligne, Taciturne.
 15 : note 4 : Chalon.
 29 : note 2 : les légistes.
 31 : n. 3 : <i>hist., archéol.</i>
 47 : l. 13 : Périgueux.
 50 : n. 11 : Pontailier.
 : n. 12 : Brussey, Premières.
 60 : n. 5 : Fresnoy.
 61 : n. 2 : 260. Voir aux <i>P. J.</i>, p. 475.
 une autre lettre du même genre.
 l. 14 Grammont.
 63 : n. 2 : Cheuge, Rigny.
 76 : n. 5 : G. MARC, <i>Contribution</i>.
 6 : <i>Reomaus</i>.
 12 : <i>xvii^e siècle</i>.
 77 : n. 12 : <i>débuts du protestantisme</i>.
 80 : n. 7 : convents.
 106 : n. 3 (105) : Molesme... moines.
 117 : n. 1 : VIGNIER, <i>Abrégé</i>.
 121 : n. 5 : Renaissance, 2^e p. l. 1.
 125 : n. 5 : <i>Histoire général</i>.
 134 : n. 15 : Pierre à Langres.
 139 : l. 21 : droit soy,
 153 : l. 27 : Un incunable de...
 158 : n. 1 : VIGNIER... (ligne à supprimer).
 159 : n. 4 : E. 3591.
 163 : n. 7 : <i>Les Jacobins de Langres</i>.
 181 : n. 4 : 894.
 182 : n. 2 : Veroilles.
 186 : n. 3 : 457^e, f^o 52.
 208 : n. 1 : <i>semolus</i>.
 215 : n. 2 : <i>Soc. des sciences hist. et nat. de l'Yonne</i>.
 216 : n. 4, <i>id.</i></p> | <p>217 : l. 18 et 19 : <i>Pacatumque... misertus</i>.
 222 : n. 2 : audit.
 224 : n. 2, 3 : provisoire (à supprimer).
 231 : n. 8 : <i>Arch. mun.</i>
 235 : n. 1 : Jura, 6^e série., 3^e vol. (1898).
 238 : n. 1 : GAUTHIER : <i>Les Heures de Bénigne Serre</i>.
 245 : l. 22 : un peu.
 249 : n. 4 : A Saint-Denis. Il y...
 284 : n. 2 : Lucey (pour Lecey).
 285 : n. 1 : Roche...Santenoge.
 307 : n. 4 <i>in fine</i> : série B (et non 13).
 : l. 9. : Vendeuvre.
 321 : n. 19 : Saint-Marc d'Épailly.
 322 : l. 15 : Charlieu.
 329 : n. 1 : 1868.
 338 : n. 4 : E. 2190, f. 94.
 341 : l. 18 : du roi de Navarre (redite).
 355 : n. 1 : Pierre 1^{er} Grangier.
 403 : n. 4 : supra p. 376.
 436 : l. 5 : par un émule de Masséot.
 438 : n. 2 : voir aux <i>P. J.</i>
 450 : l. 8 : lez-Pizy.
 496 : l. 19 : Pax veritatis.
 512 : <i>Abbeyes</i> : Ile-Barbe, c^e St-Rambert. Ajouter : Balerne, c^e Montsur-Monnet (J.), Baume-les-Mes-sieurs (J.), Bellevaux, c^e Cirey (H. S.), La Charité, c^e Neuville (H. S.), Lieucroissant, ou des Trois-Rois (Doubs), Montbenoit (Doubs), 233.
 513 : <i>Prieurés</i> : ajouter : Charlieu (Rhône), 322.</p> |
|---|--|

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	IX
BIBLIOGRAPHIE : MANUSCRITS	XVII
IMPRIMÉS	XXI
TABLE SOMMAIRE	XXXIV
CARTE DE L'ANCIEN DIOCÈSE DE LANGRES AU XVI ^e SIÈCLE	XXXVI

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Claude de Longvy	I
I. — <i>Les Origines et la Famille : natione Gallus, origine Sequanus</i> : ascendance de Claude de Longvy : les Longvy, les Bauffremont. — Ses parents : Philippe de Longvy, seigneur de Givry, et Jeanne de Bauffremont, dame de Fontaine-Française, Mirebeau. — Son oncle Étienne de Longvy, évêque de Mâcon. — Ses frères et sœurs et nièces : Jean de Longvy, époux de Jeanne d'Orléans-Angoulême, père de Françoise de Longvy, femme de l'amiral Chabot, gouverneur de Bourgogne, et de Jacqueline de Longvy, femme de Louis II de Bourbon, premier duc de Montpensier ; et leurs enfants. — Autre parenté.	
II. — <i>Le personnage</i> : aperçu sommaire : Claude de Longvy en faveur auprès de François I ^{er} . — L'homme privé : le Mécène des arts. — L'homme public : sa carrière, et son rôle spirituel et temporel comme évêque de Langres, duc et pair.	

LIVRE PREMIER

La Carrière de Claude de Longvy

SECTION PREMIÈRE. — CLAUDE DE LONGVY AVANT SON ÉPISCOPAT LANGROIS.	9
CHAPITRE UNIQUE : <i>La Jeunesse</i> . — <i>L'Évêché de Mâcon (1510-1529)</i> .	
I. — Claude de Longvy, chanoine de Saint-Vincent de Mâcon, puis archidiacre.	
II. — Son épiscopat à Mâcon : Entrée solennelle. — Missions pour le Roi en Italie et en France, spécialement en Bourgogne. — Présidence du concile provincial de Lyon en mars 1528.	
Action dans son diocèse : au point de vue de l'administration, de la réforme du clergé et du gouvernement spirituel, de la liturgie, des intérêts économiques... son esprit libéral et éclairé.	

SECTION SECONDE : CARRIÈRE DE CLAUDE DE LONGVY, ÉVÊQUE DE LANGRES.

- CHAPITRE I. — *L'Élection à l'Évêché de Langres* (1529) 20
 Lettre de François I^{er} au Chapitre de Langres lui recommandant d'élire Claude de Longvy. — Préparatifs et rites canoniques de l'élection, à Saint-Mammès de Langres. — Confirmation par l'archevêque de Lyon. — Prise de possession et serment de fidélité au Roi. — Liens de Claude de Longvy avec son nouveau diocèse. — Son entrée solennelle à Langres (26 sept. 1530).
- CHAPITRE II. — *Le Cardinalat* (1533)..... 37
 Claude de Longvy créé cardinal (cardinal de Givry) du titre de sainte-Agnès *in Agone*. — Sa participation aux conclaves de 1534 et de 1549-1550, mais non à ceux de 1555 et 1560 — Sa lettre d'excuse à Paul IV et réponse du Pontife — Givry, doyen des cardinaux et l'un des personnages les plus décoratifs et les plus importants du royaume de France.
- CHAPITRE III. — *La Commende : les Evêchés* 44
 I. L'Évêché de Poitiers (1534) : Entrée de Givry à Poitiers le 26 mars 1542. — Son administration. — Ses Statuts synodaux. — Sa résignation en faveur de Jean d'Amoncourt de Piépape, puis de Charles de Pérusse des Cars.
 II. L'Évêché d'Amiens (1540) : Administration. — Le sacre, à Joinville, de Charles de Lorraine. — Résignation en 1546.
 III. L'Évêché de Périgueux (1540).
- CHAPITRE IV. — *La Commende (suite) : Les Abbayes, etc.* 48
 I. L'Abbaye de Saint-Étienne à Dijon (1529-1561) : Importance de cette dignité. — Intérêt que Givry porte à Saint-Étienne. — Son vicaire Paris de Cirey. — Actes divers de son administration temporelle et spirituelle. — La confrérie de Saint-Étienne, la question de la sécularisation, etc.
 II. L'Abbaye de Saint-Bénigne à Dijon (1541-1553) : Importance de cette abbaye. — Givry, successeur de Frégose, prélat réformateur, archevêque de Salerne et futur cardinal. — Son gouvernement : son vicaire Perpétue de Henriot.
 III. Autres bénéfices : Givry, abbé de Pothières (1517-1560), Saint-Pierre-sur-Dive, Braine (1541), Saint-Séverin-d'Aire, Bèze, Longuay, trésorier de Saint-Martin de Tours, prieur de Saint-Iéger-sur-Bèze, etc.

LIVRE SECOND

Le Rôle du cardinal de Givry, évêque de Langres

I. — Introduction

- CHAPITRE I : *L'Evêché duché-pairie de Langres au XVI^e siècle* 69
 I. *L'Evêché* : Sa vaste étendue : villes principales : Langres, Dijon, etc ; et ses frontières. — Ses divisions et son personnel : archidiaconés (6), doyennés (17) et paroisses : le clergé paroissial. — Abbayes, chapitres et collégiales, prieurés, couvents et hôpitaux : l'exemption et son correctif. — Ses revenus au spirituel.
 II. *Le Duché-pairie* : A) Prérogatives de l'évêque de Langres en vertu de la pairie : judiciaires, liturgiques (au sacre de Reims), etc.

B) Le Duché ou Évêché féodal de Langres : Son étendue : la « Terre de Saint-Mammès », avec annexes extra-diocésaines. — Sa physionomie au ^{xvi}^e s. — La suzeraineté de l'évêque-duc, et sa mouvance ducal. — Son domaine seigneurial, dont le noyau est la « Terre de Langres », la « Terre de Montsaugéon » et autres — Revenus au temporel de l'évêque duc et pair de Langres, comte de Montsaugéon, marquis de Coublanc, baron de Luzy, Gurgy et Mussy, etc — Sa juridiction. — Ses résidences.

CHAPITRE II : *Le Chapitre de Saint-Mammès de Langres au ^{xvi}^e siècle* 95

Le Chapitre de la cathédrale de Langres, corps indépendant de l'évêque : maisons canoniales, mense capitulaire. — Son organisation : membres et dignitaires au temps de Givry. — Ses ressources : administration et emploi, charges cultuelles et charitables. — Sa juridiction temporelle et spirituelle. — Ses privilèges, sa puissance et son renom.

II. — Le Rôle du Cardinal de Givry

SECTION PREMIÈRE : L'ÉVÊQUE.

CHAPITRE I : *Les Débuts. — L'Entourage. — Accords avec le Chapitre* 110

I. — Les derniers prédécesseurs de Claude de Longvy. — Heureux débuts auprès de son troupeau... Givry et la résidence.

II. — Son entourage, et valeur de ses collaborateurs : la « cour » du cardinal de Givry : *Jean d'Amoncourt de Piépape*, archidiacre du Langrois, abbé de Longuay, évêque de Poitiers ; son mécénat. *François Mangeard ou Comestor*, docteur de Sorbonne, théologien, prédicateur et érudit, coadjuteur de Givry, év. de Négrepont... *Philibert de Beaujeu*, évêque de Bethléem, son premier coadjuteur... *Anne du Châtelet*, abbé de Flabémont, archidiacre du Tonnerrois, puis du Langrois, bienfaiteur du Collège de Langres... *Jean Lefèvre*, secrétaire du cardinal de Givry, esprit « polyphile », poète de la Renaissance — Autres personnages marquants de la curie épiscopale et du Chapitre de Saint-Mammès. — Éclat de l'église de Langres au ^{xvi}^e siècle.

III. — Situation respective de l'Évêque et du Chapitre : possibilité de conflits de juridiction et autres. — Accords conclus entre Claude de Longvy et les représentants du Chapitre, le 5 octobre 1531 et le 6 juin 1533. — Harmonie durable entre les chanoines et l'évêque, *pacis studiosissimus*.

CHAPITRE II. — *Le Gouvernement spirituel. — Les Besoins de Réforme et le cardinal de Givry* 144

I. — *Préliminaires* : Givry, évêque d'un important diocèse frontière, ouvert aux influences venues de Paris, de Lyon, de Genève, d'Allemagne, au temps où un double courant de réforme religieuse se manifeste : l'un dirigé ou discipliné par l'autorité hiérarchique, l'autre révolutionnaire et procédant de la « séditieuse doctrine luthérienne ». — Position déjà prise, avant son arrivée à Langres, par Claude de Longvy, évêque pieux et vigilant, réformateur avec l'Église, adversaire du « luthéranisme ».

II. — Son gouvernement spirituel, et vie religieuse du diocèse de Langres sous son épiscopat :

A) *Les Fidèles* : Églises et chapelles bâties ou reconstruites. — Visites pas-

torales et consécration. — Dévotion du peuple à la Passion et aux saints; livres d'heures. — Dons aux sanctuaires et œuvres d'art religieux. — Fêtes et Confréries instituées ou restaurées, en particulier confréries du saint Sacrement — Prédication. — Correction de divers abus.

B) *Le Clergé*: Recrutement des clercs. — Vie du clergé. — Synodes diocésains de Langres en 1537 et Statuts édictés par le cardinal de Givry à Langres, et à Poitiers (1544). — Visites archidiaconales; exemples de résistance à l'œuvre de réforme. — L'exemption, obstacle principal, avec la commende, celle-ci source du favoritisme. — Doléances de contemporains au diocèse de Langres: les Distiques moraux de Bartelon: ses reproches à la fois au clergé et aux « Évangélistes ». — Vie exemplaire d'une partie des clercs. — Hommage rendu par le moraliste du Tonnerrois au cardinal de Givry et à son entourage. — Livres liturgiques langrois édités par les soins de Givry et de Jean d'Amoncourt: bréviaire, missel, rituel, dès 1536 et 1538. — Bel éloge de Givry par le sénonais Lescheneau, de son caractère, et de son œuvre salutaire de réforme catholique, opérée en face du protestantisme, avant le concile de Trente: Givry comparé à une colonne brillante qui soutient le Temple.

SECTION SECONDE : LE REPRÉSENTANT DU ROI.

CHAPITRE I : *Le cardinal de Givry, homme du Roi dans son diocèse* 219

Subordination des évêques d'alors au pouvoir royal. — Ses manifestations au diocèse de Langres sous le cardinal de Givry: mainlevée de son temporel, sauvegarde, demandes réitérées de décimes et rôles dressés sur l'ordre de Givry, notamment en 1547: ses lettres à ce sujet. — Institution de la Chambre diocésaine: organisation et fonction. — Visites royales au diocèse de Givry.

CHAPITRE II. — *Rôle du cardinal de Givry au dehors et missions diverses* 229

Givry dévoué au Roi: rôle d'apparat et missions diplomatiques et autres: a) *en France*: sous François I^{er}: en Bourgogne (États, etc), à Paris, Moulins, Boulogne, Reims, etc. — Le cardinal de Givry, de concert avec l'amiral Chabot, agent de François I^{er} par rapport à la Comté: funérailles de Philibert de Chalon, prince d'Orange, à Lons-le-Saunier (octobre 1530); accueil fait à Philiberte de Luxembourg, retirée « par deçà » et rangée au parti « français ». — Tractations de Chabot avec le duc Ulrich de Wurtemberg et cession de Montbéliard à la France; visite de Philippe de Hesse à Langres (1534). — Givry prêteur au Roi et agent de son crédit... b) *à l'extérieur*: Givry et le schisme gallican de Pise. — Ses missions en Angleterre (1532), et en Italie, sous François I^{er} et Henri II.

SECTION TROISIÈME : LE SEIGNEUR-DUC.

CHAPITRE I : *Le cardinal de Givry comme seigneur temporel* 253

Aperçu sur l'exercice des droits seigneuriaux du cardinal de Givry dans le domaine de son évêché; nature et montant de ses revenus à ce titre, et administration. — Terres et biens domaniaux, tailles, droits casuels, baux et transactions dont divers documents portent mention sous son épiscopat; difficultés de la part de certains assujettis.

CHAPITRE II. — *Le cardinal de Givry duc-suzerain* 264

Le cardinal de Givry et les droits de suzeraineté de son duché-pairie: hommage

et droits de relief exigés de ses vassaux et assimilés. — Saisie du comté de Tonnerre, de la baronnie de Grancey, etc, des revenus de l'archidiacre du Barrois. — Démêlés de Givry avec les officiers du Roi.

CHAPITRE III. — *Le cardinal de Givry, duc et pair, et la justice royale*. 270

I. — *Préliminaires* : Les luttes du cardinal de Givry pour maintenir les droits de justice de son duché-pairie, épisode intéressant dans l'histoire de la réduction progressive des justices seigneuriales par le pouvoir royal. — Juridictions diverses au duché-pairie de Langres au temps de Givry : Justices seigneuriales (Évêque, Chapitre de Langres, autres seigneurs) et leurs tribunaux... Justice royale à Langres (lieutenant du bailli de Sens) — Sens, tribunal d'appel pour les causes déjà jugées par le lieutenant ou par les justices seigneuriales. — L'abolition du privilège du duché-pairie, en raison duquel on ne pouvait appeler qu'au Parlement de Paris des sentences de ses juges : objectif visé par les agents du Roi, et d'abord au moyen du rattachement au bailliage de Sens (et non plus à Paris), des appels interjetés du bailliage ducal.

II. — La lutte : Épisodes divers : 1^o) Antagonisme des deux juridictions, lors de la rédaction nouvelle des *Coutumes de Sens* (1555). — Les assises de Sens : représentants des trois ordres du diocèse de Langres. — Protestation faite au nom du cardinal de Givry que ses duché, comté, baronnies, ne ressortissent point au bailliage de Sens. — Opposition du procureur Penon. — Opposition des représentants de l'Évêque, du Chapitre et de la Ville de Langres à certains articles, et insertion, à la suite des Coutumes de Sens, des Coutumes du pays de Langres et de Montsaugéon. 2^o) Appel de Givry au Parlement, de certains abus de juridiction imputés au lieutenant du bailli de Sens, et requête opposée des échevins de Sens concluant à l'extension des privilèges de leur siège judiciaire récemment érigé en présidial. — La sentence.

III. — Établissement à Langres d'une justice royale d'appel, d'un siège particulier du bailli de Sens, au détriment de la justice ducal à la fois et du bailliage de Sens (1552).

LIVRE TROISIÈME

Le rôle du cardinal de Givry (suite) :

Les débuts du protestantisme dans l'ancien diocèse de Langres

CHAPITRE I. — *La « séditieuse doctrine luthérienne ». — Le Concile de Lyon présidé par Claude de Longvy* (1528). 311

I. — Attitude du roi François I^{er} et de la régente Louise de Savoie, du Parlement, de la Sorbonne et du haut clergé vis-à-vis des tendances réformistes non orthodoxes. — Claude de Longvy, en vertu d'une bulle de Clément VII, membre d'une commission chargée de s'opposer à la diffusion des « séditieuses erreurs luthériennes » (1527).

II. — Claude de Longvy au concile de Lyon (mars 1528) : La ville de Lyon, ouverte de bonne heure aux influences du « luthéranisme », et aussi l'un des premiers centres de résistance catholique. — Le concile présidé par Claude de Longvy : représentants du diocèse de Langres et des autres diocèses de la province...

revendications d'exemptions et de préséances... discours de Claude de Longvy... objet des délibérations selon les instructions du Roi et de l'archevêque François de Rohan. — Décrets promulgués par Claude de Longvy en vue de l'extirpation de l'hérésie luthérienne et de la réformation des personnes ecclésiastiques.

CHAPITRE II : *Les Débuts du protestantisme dans l'ancien diocèse de Langres ; rôle du cardinal de Givry*.....

330

A. — *En Bourgogne*. — *Preliminaires* : Le diocèse frontière de Langres situé sur les passages des émissaires du protestantisme. — Questions à envisager : quand le « Luthéranisme » y pénétra et sur quels points... comment ils'y développa... quelles oppositions il y rencontra tant de la part du pouvoir civil que des autorités ecclésiastiques. — Aperçu général sur la répression de l'hérésie sous *François I* : la procédure.

I. — Apparition du protestantisme, d'abord dans la partie bourguignonne du diocèse de Langres. — Conditions religieuses, économiques et géographiques de Dijon : état matériel et moral du clergé. — Le paupérisme favorisé par la disette et la peste ; créations charitables ; la question épineuse des aumônes, et frictions intermittentes entre la Ville et le clergé... reproches justifiés contre celui-ci, mais aussi dans une élite, noble souci de l'idéal religieux : quelques représentants de la réforme catholique : l'abbé Frégose, messire Julien Martin, le bon chanoine Regnard, le minime Parenti, Claude Berthot etc. — Circonstances pouvant faciliter la propagande des novateurs : Dijon, ville de passage. — Sa physionomie au temps de Givry ; vigneron et « compagnons » ; le Parlement et le Corps de Ville. — L'opinion dijonnaise en face des erreurs luthériennes : le recteur Turrel et ses anathèmes.

Premiers émissaires de l'hérésie à Dijon et premières arrestations. — Surveillance des étrangers, des maître d'école, des « écaignes », et répression de tous éléments d'indiscipline... Action concordante du Parlement et de la Ville, surtout à partir de 1536... Destruction des livres suspects. — Premières violences des religionnaires. — Rôle de Givry.

II. — Aperçu général sur la répression du protestantisme en France sous *Henri II* : La procédure... La Chambre ardente... Édits de Châteaubriant (1551), de Compiègne (1557)... Évolution du protestantisme organisé en Églises et mué bientôt en parti. Son expansion sous Henri II : a) hors de Dijon : Is-sur-Tille, etc... b) à Dijon : Attentats sacrilèges, et supplices approuvés par l'opinion hostile aux hérétiques : une pièce de Jean Girard. — A partir de 1553, zèle de plus en plus grand des autorités : surveillances des livres ; voyages de Givry à Dijon et lettres envoyées par lui au Parlement... l'inquisiteur Claude Berthot, de Langres. — Actes de vigilance et de répression de la Chambre de Ville ; l'émigration à Genève... A l'instigation de Givry, poursuites contre un Carme ; procès d'un parlementaire... rôle du conseiller Bégat. — Action de Gaspard de Saulx-Tavannes, lieutenant du gouverneur Claude de Guise, duc d'Aumale (1556) : nouveaux attentats et supplices, mesures nouvelles de surveillance à l'égard des prédicateurs, des serviteurs, des compagnons.

III. — Édits de *François II* relativement aux assemblées illicites... Progrès et attitude nouvelle des Réformés dijonnais devenus un parti : après les actes individuels, les manifestations collectives (1560). — Surveillance des assemblées huguenotes devenues quasi publiques... leur interdiction par le parlement de

Dijon... rixes et agitation croissante en 1561. — Expulsion des Protestants en 1562 par Saulx-Tavannes... A la mort de Givry (août 1561), existence d'églises protestantes organisées.

B. — *En Franche-Comté* : La région comtoise du diocèse de Langres. — La Comté et les débuts du protestantisme : surveillance et répression parallèles dans les deux Bourgognes. — Faits connus relatifs à la partie langroise du bailliage. d'Amont (postérieurs à 1560).

CHAPITRE III. — *Les Débuts du Protestantisme dans l'ancien diocèse de Langres* (suite).

408

C. — Le protestantisme, répandu en *Champagne*, gagne la partie champenoise du diocèse de Langres et la région de Chaumont. — Langres, cité peu accessible aux idées nouvelles. — Circonstances favorables à l'évangéliste Lelièvre, et aux premiers protestants langrois... leur procès, leur supplice à Paris (août 1548). — Procès de Taffinon et de ceux de son groupe : leur supplice à Langres (sept. 1548), approuvé par l'opinion locale. — Répression à Bar-sur-Seine, Bar-sur-Aube, Bussièrès, Chaumont, Lécourt. — Le cardinal de Givry absent de son diocèse à cette époque. Poursuites au diocèse de Poitiers, dont il était administrateur perpétuel. — Lettre du cardinal de Givry en 1560 sur la dénonciation des hérétiques. — Églises protestantes organisées dans la partie champenoise du diocèse.

CONCLUSION : Le rôle de Givry résumé ainsi : réforme catholique et opposition à la « séditiense erreur luthérienne ». — Les résultats... Pourquoi Givry n'a pu opérer toute l'œuvre réformatrice désirable : son mérite d'avoir devancé en quelque mesure le concile de Trente.

LIVRE QUATRIÈME

La physionomie morale et la fin du cardinal de Givry (1561)

433

I. — Portrait moral : La libéralité et l'esprit cultivé du cardinal de Givry : son goût pour les arts et principales manifestations de son mécénat. — Sa piété ; son amour de la paix ; sa dignité de vie. — Éloges des contemporains et de la postérité : le « grand cardinal » de Givry.

II. — Dernières années et mort à Mussy (9 août 1561). — Son testament : fondation des Heures de la Croix et des Mementos. — Son tombeau.

Appendices : A. Itinéraire du cardinal de Givry. — B. Prieurés, commanderies et hôpitaux dans l'ancien diocèse de Langres au XVI^e siècle. — C. Doyenné de Grancey au XVI^e s. — D. Coutumes locales du pays de Langres et comté de Montsaugéon

445

Pièces justificatives : I. — *Lettres* du cardinal de Givry, de l'amiral Chabot, de François I^{er}, de Paul IV, du cardinal François de Rohan, de la princesse d'Orange.

454

II. — *Textes*.

477

Index et Table : I. — Index des noms de personnes, de collectivités et de lieux.

501

II. — Errata

524

III. — Table des matières

525

IMPRIMÉ
A DIJON
PAR
MAURICE DARANTIERE
PENDANT AVRIL
M. CM. XXVI

